هكذا من الأصل



**Quarante-quatre condamnations à la détention perpétuelle au procès des « frontistes » à Casablanca**

LIRE PAGE 44



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 120 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch., Belgique, 12 fr.; Canada, $ 0,85; Danemark, 3 kr.; Espagne, 28 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 L.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 39

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23





# Le voyage présidentiel au Mali

## La France renforce l'embargo sur les armes destinées à Pretoria

### Séduire et convaincre

Par inclination personnelle au moins autant que pour des raisons politiques, M. Giscard d'Estaing se rend volontiers en Afrique noire. En choisissant cette année le Mali et la Guinée, il a tenu à marquer qu'il n'excluait pas de cette prédilection des pays qui furent ou demeurent « socialistes », à des titres d'ailleurs divers, suscitant du même coup chez les vieux amis « modérés », qu'il paraît négliger, un certain agacement. Mais toute l'Afrique ne peut qu'accueillir favorablement les propos tenus à Bamako par le président de la République sur le thème, délicat entre tous, des ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud.

Le choix de la capitale malienne pour marquer plus clairement que jamais les engagements et la détermination de la France, est heureux. Le Mali, à la différence d'autres Etats africains francophones, a toujours pris, à l'égard de Pretoria, des positions d'une totale intransigeance. Revenus des options idéologiques socialistes de M. Modibo Keita, mais observant, sous la direction d'un militaire, un nationalisme sourcilleux, les Maliens acceptent à la fois l'assistance militaire de l'U.R.S.S. et une importante aide de Paris. Ils souhaitent seulement faire sortir leur pays, sans allégeance à quiconque, d'une pauvreté aggravée par la récente sécheresse au Sahel.

Plutôt que des promesses déjà entendues « d'ordre mondial plus juste », les Africains vont prendre acte de l'engagement présidentiel d'interdire « toute nouvelle fourniture de matériel militaire terrestre et aérien » à Pretoria et de « s'assurer qu'aucune livraison ne puisse avoir lieu ». Les termes employés sont, en effet, plus nets, et les promesses plus catégoriques qu'en août 1975, lorsque M. Giscard d'Estaing décida l'embargo sur les armes terrestres et aériennes, sans mentionner les « livraisons » en cours.

Les incessantes assurances de Paris sur le caractère « impropre à la guérilla » des armes livrées ou encore sur l'impossibilité d'utiliser à des fins militaires les centrales nucléaires fournies n'avaient jamais vraiment convaincu ses partenaires africains. La politique « tout à fait claire » que le président de la République défendait encore en juin 1976 à Londres devait être condamnée en novembre par l'Assemblée générale de l'ONU.

Aujourd'hui la France franchit un nouveau pas. Elle s'engage, en effet, à ne plus fournir les pièces détachées et les rechanges nécessaires à l'entretien des matériels déjà livrés. C'est le cas des Mirage, des hélicoptères, des blindés légers et des avions Transall fournis avant 1975. Toutefois, l'Afrique du Sud, prévoyant de longue main l'aggravation de l'embargo, a déjà pris des mesures pour produire sur son sol les équipements dont elle a besoin.

Même dépourvue d'effets sensibles sur le plan militaire, la décision de Paris constitue un geste politique opportun, destiné à séduire et à convaincre, en Afrique et ailleurs, les adversaires d'un régime que sa politique raciale a mis au ban des Nations unies. Elle donne par ailleurs un peu plus de consistance aux dénonciations des « ingérences étrangères » sur le continent et à la condamnation, formelle mais longtemps platonique, de l'apartheid par la France. Mais cet embargo presque total — il exclut encore le matériel naval — intervient bien tard. « Que serait aujourd'hui l'Afrique du Sud sans la France ! » s'exclama naguère avec gratitude le ministre de la défense de Pretoria. On conçoit que beaucoup d'Africains, en assistant à la montée des périls sur leur continent du fait de l'aveuglement des « pouvoirs pâles », se posent la question avec un relent d'amertume.

*M. Giscard d'Estaing était attendu à Paris ce mardi 15 février, dans la soirée. Avant de quitter Bamako en fin de matinée, il devait tenir une conférence de presse, dressant le bilan de sa visite.*

*Lundi soir, le président de la République avait annoncé que l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud serait désormais étendu à « toutes les livraisons » de matériel terrestre et aérien.*

De notre envoyé spécial

Bamako. — Les dernières heures de la visite du président Giscard d'Estaing au Mali auront été les plus importantes. En effet, alors que la journée du lundi 14 février avait été surtout consacrée au folklore et à Tombouctou, « ville associée aux fastes glorieux de l'histoire malienne », la matinée de ce mardi a été employée à l'examen de la coopération entre les deux pays.

Le second tête-à-tête entre le président de la République et le colonel Moussa Traoré, ainsi que les entretiens élargis auxquels participaient MM. Robert Galley, ministre de la coopération, et Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, ont permis aux deux parties d'exposer leurs souhaits et leurs possibilités.

La République malienne traverse des difficultés économiques et financières qui la contraignent à faire largement appel à l'aide internationale. En effet, les conséquences désastreuses de la sécheresse qui persista plus de trois ans dans la zone sahélienne, l'accroissement considérable des dépenses militaires du fait du différend frontalier existant entre le Mali et la Haute-Volta, la médiocre gestion de certaines entreprises d'Etat et le poids considérable des dépenses en personnel compromettent l'équilibre des finances maliennes.

PHILIPPE DECRAENE.

(Lire la suite page 6.)

## AU JOUR LE JOUR

### Aux portes du désert

*Lorsque, aux portes de Tombouctou, M. Valéry Giscard d'Estaing regardait se former une caravane de chameaux, songeait-il à la formation des listes de la majorité, aux élections municipales de Paris, et se disait-il, avec mélancolie, que l'animal politique français est moins docile, et parfois plus perfide, que la bête de somme au caractère si injustement décrié ?*

*Mais peut-être se contentait-il d'apprendre cette science si utile à tout homme public : comment se préparer à une traversée du désert ?*

ROBERT ESCARPIT.

## LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE

# • M. Chirac relance la polémique avec le chef de l'État
# • M. Barre tient en Aquitaine le langage de la fermeté

● Après avoir participé à un meeting à Saint-Nazaire, au cours duquel il a souligné la nécessité de restaurer l'autorité de l'État, M. Chirac participe, mardi après-midi, à la réunion du groupe parlementaire du R.P.R. Les dirigeants de ce mouvement avaient l'intention de mettre en cause la partialité des moyens d'information audio-visuels, partialité dont ils s'estiment victimes.

● M. Barre poursuit son voyage dans le Sud-Ouest, où il a incité les jeunes à accepter la mobilité pour trouver un emploi. A Mont-de-Marsan, M. Chaban-Delmas, président du conseil régional, a considéré que « le succès du premier ministre est indispensable à l'intérêt de la France ».

● Les représentants des fédérations parisiennes du P.C., du P.S. et du M.R.G. se sont réunis, mardi matin, pour conclure un accord sur la répartition des candidatures, accord qui selon les participants est désormais possible.

MM. Barre et Chirac continuent de mieux définir leur action politique en complétant l'image d'eux-mêmes qu'ils veulent donner à leurs concitoyens. A cet égard, le voyage du premier ministre dans le Sud-Ouest et le meeting auquel son prédécesseur a participé à Saint-Nazaire, lundi soir, apportent des traits nouveaux. Au « Oui, je fais de la politique ! » proclamé par M. Chirac, M. Barre pourrait répondre : « Oui, je fais de l'économie ! ». Encore qu'il ne s'en tienne pas seulement à cela.

Le premier ministre fait donc de l'économie avec une vigueur dans le ton et le vocabulaire qui tend à accréditer la réputation d'une personnalité se situant entre MM. Pinay et Mendès France, comme le souhaitait M. Giscard d'Estaing. Il navigue entre la fermeté paternaliste et un franc-parler qui bouscule. Ce langage, nous indique notre envoyé spécial, ne déplaît pas. Cependant, le professeur se laisse parfois aller à la polémique au point de présenter d'une manière vraiment peu rigoureuse les positions de la gauche concernant l'extension des nationalisations.

La pratique de la fermeté, à laquelle le président de la République a sacrifié lors de son récent voyage en Bretagne, devient chez M. Chirac l'exaltation de l'autorité. I

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 11.)

### « Vivre au pays » ou accepter la mobilité de l'emploi

M. Barre ne craint décidément pas de déplaire. Alors que les salariés, en particulier les jeunes, manifestent de plus en plus leur volonté de « vivre au pays », le premier ministre a repris, au cours de son voyage en Aquitaine, le thème que l'on croyait usé de la « nécessaire mobilité des travailleurs ». Le propos est d'autant plus inattendu qu'il est tenu dans une région où, faute d'emplois industriels et tertiaires en nombre suffisant, les jeunes ne choisissent pas de partir, ils y sont contraints.

« La mobilité professionnelle est devenue une des conditions du progrès économique et social et aussi du plein et du meilleur emploi », estime le premier ministre.

Si les rares études disponibles en la matière montrent que les changements d'entreprise et de profession — c'est-à-dire la mobilité professionnelle — ont fortement augmenté ces dernières années, grâce notamment au développement de la formation continue, le changement de résidence — c'est-à-dire la mobilité géographique — se heurte, elle, à de fortes résistances. Selon une enquête effectuée l'an dernier par la SOFRES pour le ministère du travail, 60 % des demandeurs d'emploi déclaraient qu'ils refuseraient un poste de travail éventuel correspondant à leur qualification et à leur salaire antérieur si cela les obligeait à changer de région ; parmi les jeunes à la recherche d'un premier emploi pour 58 %, ils étaient cependant prêts à envisager un tel changement de résidence.

Il existe d'ores et déjà tout un arsenal de mesures financières destinées à encourager cette mobilité : indemnités de transport, de double résidence, d'hébergement, de transfert et de réinstallation, ainsi que des primes de mobilité pour les jeunes. Bien que le taux de ces dernières ait été quadruplé l'an dernier et porté à 4 448 F, trois mille quatre cents jeunes seulement dans toute la France en ont bénéficié. Les services officiels reconnaissent que la complexité et la lourdeur de la paperasserie administrative expliquent, en partie au moins, la faiblesse du nombre des bénéficiaires de ces primes. Des mesures ont été prises récemment, d'autres sont à l'étude pour simplifier le système des aides.

Mais cet encouragement à la mobilité n'est-il pas en contradiction avec la politique du logement suivie ces dernières années et tendant à encourager l'accession des Français à la propriété ? Un salarié qui s'endetta pour quinze ou vingt ans afin d'acquérir un appartement ou une maison individuelle est moins enclin à changer de département ou de région si son emploi est menacé.

JEAN-MARIE DUPONT.

(Lire la suite page 11.)

# L'économie sauvage

par PIERRE DROUIN

A l'ère de l'ordinateur et de la « théorie des systèmes », le public a de plus en plus le sentiment que le monde économique se développe en un extraordinaire réseau d'agencements calculés au plus près. Les caprices de l'homme et de la nature paraissent enserrés dans des filets qui protègent la société des « déviances ».

Ramenés au niveau statistique, les écarts de conduite des « agents » se fondent dans une grisaille insignifiante. La tendance à conceptualiser est si forte qu'on ne regarde plus d'assez près aujourd'hui les faits bruts qui ne suivent pas la ligne de plus grande pente : ils sont pourtant des signes qu'il y a bien plus de choses sous le soleil que dans tous les « modèles ».

Il existe en effet une économie « underground », une économie sauvage, qui prend plus de proportions qu'on ne le croit dans le domaine de la production, de la consommation ou des échanges.

Les plus classiques des phénomènes entrant dans cette catégorie sont ceux que l'homme ne peut maîtriser. Aux beaux temps où l'on croyait à l'irrésistible ascension du progrès, les fantaisies de la nature semblaient pouvoir être régularisées, et en tout cas leurs effets énormément réduits dans le domaine agricole grâce aux corrections apportées par les techniques, allant de la diversification des engrais aux cultures sans sol en passant par le déclenchement de pluies artificielles, etc.

Sans parler des tremblements de terre ou des catastrophes du type sahélien, les accidents graves apparus depuis quelques mois dans les pays industriellement les plus évolués prouvent à quel point des forces de résistance économiques échappent complètement au pouvoir de l'homme. Les agriculteurs français se souviendront de la sécheresse de l'été 1976, et aussi tous les contribuables à qui l'on a demandé de faire la chaîne pour arroser... de leurs deniers les champs brûlés. Les Allemands voient dans le mauvais temps persistant de janvier la raison de la forte recrudescence du chômage (+ 14,6 %).

(Lire la suite page 39.)

# Un entretien avec M. Nouira premier ministre tunisien

## • Le problème de l'emploi demeure notre principale préoccupation
## • Nous avons entrepris un important effort d'industrialisation

Tunis. — Le lancement d'un cinquième plan aux objectifs ambitieux, l'adoption d'un budget comportant des mesures d'austérité à l'encontre des catégories privilégiées, la signature, enfin, par les « partenaires sociaux », d'un « pacte » visant à garantir la paix sociale durant les cinq prochaines années : ces initiatives récentes témoignent de la volonté du gouvernement tunisien de mener à bien « le décollage économique » du pays. C'est ce que confirme le premier ministre, M. Nouira, dans l'interview qu'il nous a accordée.

De notre envoyé spécial DANIEL JUNQUA

« Monsieur le premier ministre, comment se porte l'économie tunisienne ?

— Lorsqu'on assume la responsabilité d'administrer un pays, il est toujours présomptueux d'affirmer que tout va bien. Cependant, la Tunisie va mieux que des pays qui lui sont comparables par la population et les richesses naturelles. Quelques chiffres permettent de s'en convaincre. Jusqu'à la fin des années 60, le P.I.B. progressait annuellement de 4,5 % en moyenne. La consommation par habitant — compte non tenu de la croissance démographique — augmentait à peine de 1,5 % par an. Notre pays devait faire face annuellement à trente mille nouvelles demandes d'emploi, dont quinze mille seulement étaient satisfaites.

» En 1970, nous avons estimé qu'il fallait changer de politique. Le problème de l'emploi venait — et vient encore — en tête de nos préoccupations. Les statistiques nous indiquaient qu'il nous faudrait rapidement faire face à quelque cinquante mille demandes nouvelles par an. Cette situation a commandé nos choix lors de la préparation du quatrième plan.

» Jusqu'alors, 60 % des investissements étaient réservés à des projets à rentabilité différée : équipements collectifs, infrastructures... tandis que 40 % étaient affectés à des réalisations immédiatement rentables. Nous avons interverti ces proportions.

» Nous avons également décidé d'encourager les investissements productifs en fonction du nombre d'emplois qu'ils créaient.

(Lire la suite page 6.)



### Mgr RIOBÉ INVITE L'ÉGLISE AU COURAGE

(Lire page 13 le « point de vue » de l'évêque d'Orléans.)

## « LA VOLONTÉ DE SAVOIR », DE MICHEL FOUCAULT

# Le pouvoir et le sexe

L'air du temps met du « pouvoir » à tous les carrefours. Ces derniers mois, nombre d'intellectuels multiplient sur ce thème textes et conférences, allusions vagues ou explicites. Une mode ? Peut-être, mais pas un hasard. Car depuis plusieurs années s'élabore effectivement une approche nouvelle du pouvoir, un nouveau mode d'analyse de ses mécanismes. On les doit à Michel Foucault, titulaire de la chaire d'histoire des systèmes de pensée au Collège de France.

« On ne sait peut-être toujours pas ce qu'est le pouvoir (...), cette chose si énigmatique, à la fois visible et invisible, présente et cachée, investie partout », disait-il en 1972 dans un entretien avec Gilles Deleuze publié par l'Arc (n° 49). Depuis, *Surveiller et Punir* (Gallimard 1974), le numéro spécial que *Critique* lui a consacré, et enfin *la Volonté de savoir*, premier tome d'une série de six consacrés à l'histoire de la sexualité — sans compter, il y a quelques jours, les réponses publiées par la revue *les Révoltes logiques* (n° 4) — ont permis (entre autres) de mesurer l'importance du profond changement de perspective opéré par Foucault.

Quand il parle du pouvoir, il n'entend plus par là l'ensemble des institutions, des appareils ou des lois auxquels sont soumis les citoyens dans un Etat donné. A cette conception classique et « monarchique » d'un pouvoir centralisé, localisable, émanant d'un foyer unique constitué par l'ensemble des dirigeants qui le détiennent, il oppose les manifestations multiples du pouvoir moderne, fragmenté, étendu à tout le corps social, à la fois subi et exercé différemment par tous, à travers des stratégies complexes dont les lignes de force demeurent mobiles.

ROGER-POL DROIT.

(Lire la suite page 12.)

# EUROPE

LA CONTESTATION DANS LES PAYS DE L'EST

## Le président du groupe soviétique d'Amnesty International reçoit un « dernier avertissement » de la police

● A MOSCOU, M. Valentin Tourtchine, président du groupe soviétique d'Amnesty International depuis 1974, appréhendé dans la rue lundi 14 février, a été emmené au siège du K.G.B., dans la banlieue de la capitale. Un interlocuteur anonyme, après lui avoir donné *« un dernier avertissement »*, l'a relâché, disant : *« Vous êtes libre... pour l'instant. »*

Mme Ludmila Alexeeva, du *Comité pour la surveillance de* l'application des accords d'Helsinki, a été avisée qu'elle obtiendrait un visa de sortie *pour Israël* pour elle, son mari et son fils, valable jusqu'au 21 février. L'historienne *compte s'installer ultérieurement* aux Etats-Unis.

● A PRAGUE, *on a appris que* vendredi dernier, M. Milan Huebl a tenté en vain de rendre visite à *M. Dubcek à son domicile* de Bratislava. L'ancien chef du P.C. tchécoslovaque est empêché de *recevoir des visiteurs par des policiers* qui montent la garde devant son logement depuis le jeudi *10 février. M. Huebl, qui a été* libéré en décembre après avoir passé six années en prison, a été emmené au poste, où il a été interrogé pendant deux heures. Il a dit qu'il s'est rendu chez M. Dubcek en tant qu'ami, mais la police l'a avisé de ne plus remettre les pieds à Bratislava *« dans son propre intérêt »*.

D'autre part, tout comme M. Hoffmann, du *New York Times (le Monde* du 15 février), M. Walter Kratzer, du bureau viennois de l'hebdomadaire ouest-allemand *Stern*, a été obligé lundi par les gardes-frontières tchécoslovaques, de franchir à pied les trois kilomètres séparant la gare de Ceské-Velenice du poste autrichien de Neunagelberg. On l'avait fait descendre du train qui le ramenait à Vienne pour procéder à une longue fouille. Samedi, M. Kratzer avait été interrogé *par la police pendant quatre heures* à Prague sur ses contacts avec les signataires de la Charte 77.

● A STOCKHOLM, M. Spacil, *vice-ministre tchécoslovaque des* affaires étrangères, venu pour une visite officielle de deux jours, a affirmé, dans une déclaration à l'agence T.T. : *« Il n'existe aucun prisonnier politique en Tchécoslovaquie. Aucune personne n'a été arrêtée à cause de ses idées politiques depuis 1968. Les quatre signataires de la Charte 77 qui sont actuellement incarcérés le sont pour avoir enfreint les lois de notre pays. Les gouvernements d'Europe occidentale ne prêtent pas assez d'attention à ce que nous disons et trop à ce que dit un groupe de contre-révolutionnaires et d'hommes d'une autre époque qui ne sont pas représentatifs du peuple. De nombreux signataires de la Charte 77 appartiennent aux couches les plus riches de notre société. Ce sont des millionnaires avec des comptes en banque à l'étranger ou des fils de millionnaires. On ne peut demander à ces gens-là d'avoir une attitude positive à l'égard du socialisme. »*

M. Spacil se déclare *« étonné »* de l'écho que ces protestations en Tchécoslovaquie ont eu à l'étranger. *« Les gouvernements*, dit-il, *devraient se garder de commenter les affaires intérieures d'autres pays »*. Il rencontre ce mardi le ministre suédois des affaires étrangères, Mme Karin Söder, pour qui *« les atteintes aux droits de l'homme en Tchcoslovaquie entre autres risquent de compromettre le succès de la prochaine conférence de Belgrade »*.

### Une lettre ouverte d'intellectuels roumains

● A BUCAREST, un groupe d'intellectuels roumains, dont l'écrivain Goma, dénoncent dans une lettre ouverte, les limitations des droits civiques en Roumanie. Ils demandent aux trente-cinq participants de la *conférence* de Belgrade de tenir une réunion séparée, à un niveau élevé, sur le *problème des droits de l'homme*.

Le groupe déclare que la Roumanie figure parmi les pays où les idées sont imposées par la force et où *« le travail est plus important que l'être humain qui assure le travail »*, que le gouvernement ne respecte pas *le droit* de voyager librement pour les citoyens, la libre circulation des *idées et la liberté de la presse*.

Les autres signataires sont Mme Ana-Maria Goma, le peintre Carmen Manoliu et son fils Sergiu également peintre, Emilie et Erwin Gesswein, musiciens de l'Orchestre philharmonique de Bucarest, Serban Stefanescu, petit-fils d'un ministre de l'intérieur dans un gouvernement roumain de l'avant-guerre, Adalbert Fecher, ouvrier métallurgiste et Nicolas Bedivan, économiste.

● A LA HAYE, l'historien André Amalrik et son épouse, qui résident aux Pays-Bas depuis le 15 juillet dernier, ont été reçus lundi par le premier ministre néerlandais, M. Joop Den Uyl, précise un communiqué officiel, souhaitait notamment connaître l'opinion de M. Amalrik sur les *« récentes évolutions »* de la dissidence soviétique. M. Amalrik partira mardi soir ou mercredi matin pour Paris où il espère être reçu par le président Valéry Giscard d'Estaing. Il se rendra ensuite à Bonn pour y rencontrer les dirigeants politiques allemands.

● A PARIS, M. V. Boukovski a dit au cours d'une réunion salle d'Iéna : *« Je me rendrai prochainement aux Etats-Unis et vais sans doute rencontrer le président Carter avec lequel je parlerai, en tant que représentant du monde des prisonniers soviétiques. » « Je me propose à cette occasion*, a-t-il ajouté, *de demander au président des Etats-Unis de faire tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter l'accès outre-Atlantique des Juifs soviétiques qui arrivent en Europe occidentale, fuyant l'U.R.S.S., et qui ont du mal à obtenir l'autorisation d'immigration. »*

● *La visite que M. Strougal, premier ministre tchécoslovaque, devait faire en Autriche* en mars, a été reportée à la demande de Prague, apprend-on lundi 14 février à Vienne. Le président du conseil tchécoslovaque a *mis en* avant le *« surcroît de travail considérable »* du premier ministre *pour demander* cet ajournement, ajoute-t-on. — *(A.F.P.)*

## Yougoslavie

CHEF DU PARTI DU MONTÉNÉGRO

### M. Djouranovitch est choisi comme premier ministre fédéral

De notre correspondant

Belgrade. — Réunie lundi 14 février à Igalo, centre balnéaire du littoral du Sud, où le président Tito suit une cure, la direction *collégiale* de l'Etat a *proposé* M. Vesseline Djouranovitch comme candidat à la fonction de premier ministre.

Le poste était vacant depuis la mort de M. Bjeditch, le 18 janvier, dans un accident d'avion. *M. Djouranovitch, qui est né en* 1925, préside actuellement la Ligue des communistes du Monténégro, *l'une des six Républiques fédérées* de la Yougoslavie.

Un communiqué annonce que la désignation de M. Djouranovitch a *été décidée à l'unanimité* des voix de la présidence collégiale de l'Etat à la réunion de laquelle ont également assisté les dirigeants de la Ligue de toutes les Républiques et régions autonomes yougoslaves.

Il reste à M. *Djouranovitch* à obtenir l'assentiment de l'Assemblée nationale, ce qui, à n'en pas douter, se fera sans difficulté. M. Djouranovitch, après avoir consulté la commission dite des élections et des nominations, constituera son gouvernement, qui doit refléter le caractère multinational de la Yougoslavie. Nombreux sont ceux qui pensent que, à l'heure présente, l'équipe qu'avait conduite M. Bjeditch pourrait rester en place : elle est *déjà engagée dans une série de* vastes et délicates réformes économiques et politiques, conformément à la *nouvelle Constitution*, et qui, en principe, devraient être au point avant le onzième congrès de la *Ligue*, prévu pour le printemps. Le gouvernement de M. Djouranovitch entrerait en fonction avant la fin du mois.

PAUL YANKOVITCH.

[M. Vesseline Djouranovitch fait partie de cette lignée d'hommes politiques formés au communisme pendant et après *la guerre*. Combattant de la première heure, il rejoint à l'âge de seize ans les rangs des partisans de Tito. Après la guerre, il fera toute sa carrière dans son *Monténégro natal. Après des études* de droit, il devient successivement directeur de Radio-Titograd et rédacteur en chef du quotidien local « Pobieda », puis entre au gouvernement de la République et enfin à la direction du parti. Elu secrétaire en 1966, il devint président par la suite. Il s'est affirmé comme un homme énergique, qui, tout en accordant la *priorité* au renforcement du parti, n'a pas négligé le *développement économique de la* plus petite des six Républiques fédérées.]

## Espagne

### Le gouvernement et l'opposition se seraient mis d'accord sur les modalités des élections générales

Madrid *(A.F.P.)*. — Le gouvernement *espagnol* et les délégués de l'opposition démocratique se sont accordés sur les modalités d'organisation des prochaines élections, a annoncé le porte-parole de l'opposition, lundi soir *14 février*.

Les représentants de l'opposition à cette nouvelle rencontre étaient MM. Felipe Gonzalez (P.S.O.E.), Raul Morodo (P.S.P.), Anton Canyellas (démocratie chrétienne), Jordi Pujol (Catalogne), Paz Andrade *(Galice)* et Francisco Fernandez Ordonez (social-démocrate).

D'autre part, la direction générale de la sûreté a annoncé lundi qu'une quarantaine de personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête menée sur les enlèvements de *M. de Oriol* et *du* général Villaescusa. Selon la police, plusieurs de ces personnes appartiennent au *GRAPO, accusé* d'être responsable des deux enlèvements ainsi que des attentats commis le *28 janvier contre trois* policiers. D'autres sont uniquement membres du parti communiste reconstitué, dont le Grapo constitue, selon la police, le « bras armé ».

*La police a également présenté* un dossier qui, selon elle, démontre la responsabilité des commandos du *GRAPO dans une série* d'actes de terrorisme dont les premiers remontent au 2 août 1975. *Le commissaire Conesa*, chargé de l'enquête sur les derniers enlèvements, a précisé que les *opérations policières* avaient été facilitées par les militants du GRAPO détenus. Il a dit que *« ces révolutionnaires féroces en liberté sont souvent des agneaux lorsqu'ils sont acculés et prisonniers »*.

Malgré ces mises au point, le quotidien libéral *Diario 16* exige du gouvernement qu'il *lève* toutes les ambiguïtés qui, selon lui, subsistent sur le GRAPO, et plus généralement sur l'affaire des enlèvements du général Villaescusa et de M. de Oriol.

Le journal estime que le GRAPO est peut-être un *« minuscule »* groupe de gauchistes, mais, poursuit-il, *« sa surprenante ubiquité et son efficacité nous font douter sérieusement de cette explication donnée par le gouvernement, évidemment incomplète et jalonnée de contradictions »*.

● *Quatre prisonniers politiques basques* ont été remis en liberté, dimanche 13 février, sans que leurs familles et leurs avocats aient été prévenus. Ces mises en liberté de militants de l'ETA, dont certains étaient condamnés à des peines de douze à quinze ans de prison, est une nouvelle application plus généreuse du décret d'amnistie de juillet 1976. — *(A.F.P.)*

● *Une vingtaine de partis et d'organisations syndicales d'opposition* de Catalogne ont conclu dimanche 13 février à St-Cyprien (Pyrénées-Orientales), un accord en vue d'engager des négociations avec le gouvernement espagnol, pour la reconnaissance de la généralité de Catalogne.

## Grande-Bretagne

VICTIME D'UN MALAISE CARDIAQUE

### M. Anthony Crosland est dans un état critique

De notre correspondant

Londres. — Le secrétaire au Foreign Office, M. Anthony Crosland, se trouve dans un état critique à la suite d'une attaque dont il a été victime, le dimanche 13 février, alors qu'il travaillait dans sa maison de campagne près d'Oxford. Un communiqué publié lundi soir précise que depuis son admission à l'hôpital d'Oxford, son état s'est progressivement aggravé.

Cette maladie pose un certain nombre de problèmes délicats. M. Crosland assume pendant le *premier semestre de 1977 la présidence* de la Communauté européenne. C'est d'ailleurs là une *tâche qui a pu contribuer* à son surmenage. La semaine dernière encore, il a pris part à une *session du conseil des ministres* des Neuf qui s'est prolongée pendant vingt heures. A 5 heures du matin, *le lendemain*, il revint à Londres pour commencer presque aussitôt une journée normale de travail *au Foreign Office*.

*Dans le meilleur des cas*, il paraît improbable pour l'instant que M. Crosland puisse poursuivre pleinement sa tâche de secrétaire au *Foreign Office* et de président de la Communauté européenne.

### M. Benn lance un nouveau défi à M. Callaghan

Au-delà de ce problème immédiat, ce n'est pas un secret que M. Callaghan *entendait lui confier* le *poste de chancelier* de l'Echiquier, au lendemain du prochain budget préparé par M. Healey.

D'autre part, l'équilibre interne *du Labour Party est remis* en cause. Depuis le départ de M. Jenkins pour Bruxelles, les travaillistes modérés comptaient beaucoup sur le secrétaire au Foreign Office pour rallier autour de lui les parlementaires opposés à l'extrême gauche.

La nécessité pour ceux qui se considèrent comme des « sociaux-démocrates », par opposition aux « marxistes », de trouver un nouveau chef de groupe, est d'autant plus urgente que la gauche semble vouloir relever la tête. Au moment où M. Crosland se voyait immobilisé, le ministre de l'énergie, M. Benn, lançait un nouveau défi à M. Callaghan. Il propose d'abolir la Chambre des lords et de réduire considérablement le pouvoir du premier ministre, en faisant élire les membres du cabinet par le groupe parlementaire du Labour.

*Les difficultés* auxquelles M. Callaghan doit faire face *ne sont* guère atténuées *par l'offensive* menée aussi bien dans le mouvement syndical que dans la gauche travailliste contre toute reconduction du contrat social, grâce auquel les revendications salariales *ont été contenues* depuis deux ans. Même le scandale déclenché par les révélations de *M. Haines, qui fut le conseil*ler de presse de M. Wilson, contribue à affaiblir le cabinet *de M. Callaghan. M. Haines* a parlé des luttes intestines à Downing Street en donnant beaucoup *plus* de détails que les commentateurs les plus malicieux n'osaient le faire.

J. W.

● *M. Mario Soares, premier ministre portugais*, arrivé à Londres le 14 janvier, s'est entretenu dans la soirée avec M. Callaghan et d'autres ministres. — *(Corr.)*

Dans une interview à TF 1

### UN DIRIGEANT DE L'IRA ANNONCE UNE NOUVELLE CAMPAGNE DE TERRORISME SUR LE TERRITOIRE BRITANNIQUE

Dans une interview accordée à Dominique Bromberger, correspondant de TF 1 à Londres, M. Seamus Twomey, l'un des chefs de l'armée républicaine (IRA), a annoncé qu'une nouvelle campagne de terrorisme allait commencer sur l'ensemble du territoire britannique.

Selon M. Twomey, *« cette campagne continuera jusqu'au retrait des Britanniques d'Irlande du Nord »*. Interrogé sur le caractère « aveugle » des actes terroristes, et sur le fait qu'ils peuvent atteindre même des étrangers, le *chef* militaire déclare, avec vigueur, que *« la Grande-Bretagne fait la guerre à l'Irlande du Nord, fait la guerre au peuple irlandais, donc toute la population de Londres et des ville d'Angleterre (...) peut subir les contrecoups de la guerre que mène l'IRA, au même titre que la population résidant en Irlande du Nord subit les violences des troupes britanniques »*.

A propos des récents attentats dirigés contre des industriels britanniques en Irlande du Nord, M. Twomey répond : *« Toutes les industries, tous les industriels britanniques en Ulster, font partie de nos cibles, parce qu'ils sont ici pour exploiter, au profit de l'Angleterre, toutes les ressources dont dispose l'Ulster. »* Il affirme que ces mêmes industriels ne poursuivent qu'un seul but : *« Exploiter la classe ouvrière irlandaise. »* M. Twomey fait ressortir que les salaires pratiqués en Irlande du Nord sont les plus bas d'Europe.

LES RÉVÉLATIONS DE L'ANCIEN CONSEILLER DE M. WILSON

## Downing Street en folie...

De notre correspondant

Londres. — Avec une *sagacité remarquable*, l'échotier du « Times » disait il y a quelques jours que la vie politique britannique aurait besoin d'un bon scandale pour sortir de l'ennui. Ce vœu a été *exaucé*. La polémique déclenchée par la publication des souvenirs de M. Joe Haines, qui fut le *conseiller de presse du premier ministre* Harold Wilson (« le Monde » du 9 février), s'intensifie et jette une lumière nouvelle sur ce qui *s'est passé à Downing-Street* au cours des dix dernières années.

*Même* les initiés sont choqués par le singulier tableau révélé au public : échanges d'insultes entre les conseillers de Sir Harold Wilson, verres de whisky jetés à la figure, téléphones cassés par des interlocuteurs trop irascibles, la secrétaire du *premier ministre* violemment projetée sur un divant avec l'injonction de *« la fermer »*, crises *de nerfs et de larmes*, coups de poignard — heureusement symboliques — que les membres du *« kitchen cabinet » se* portaient les uns les autres, tandis que le premier ministre, passif, *impuissant et parfois terrifié*, s'abstenait d'intervenir.

M. Dickinson, l'un des journalistes londoniens les mieux informés sur ce qui se passe dans la coulisse, vient d'entrer dans le jeu des révélations scandaleuses en décrivant un *dîner* à la *Chambre* des communes qui fut retardé d'une *demi-heure*. M. Wilson attendait que son épouse, qui avait déjà refusé de voyager dans *la même voiture que la secrétaire* politique du premier ministre, veuille bien quitter son refuge dans le *ladies room* du Parlement pour prendre sa place à la table d'honneur.

Ce déballage de linge sale a commencé lorsque M. Haines a affirmé *que la liste des distinc*tions honorifiques publiée lors du départ de M. Wilson avait été *rédigée par sa secrétaire* politique. Depuis, il a précisé, avec l'appui de deux autres collaborateurs de *M. Wilson, que les conseillers* de Downing Street tentèrent en vain de dissuader le premier ministre *d'accorder* à sa secrétaire politique, Mme Marcia Williams, un titre de baronne. Ce geste était intervenu à un moment où Mme Williams faisait l'objet d'une campagne de presse dénonçant certaines spéculations foncières entreprises par des membres de sa famille.

Devenue *malgré* tout lady Falkender, l'ancienne dactylo, promue au rang de confidente *du* premier ministre, réplique avec vigueur à ces *« calomnies »*.

### Humour chinois

*La* première *réaction* des milieux politiques est toute d'humour.

Et si le grand public se réjouit de ce *déballage* croustillant, les crises d'hystérie de lady Falkender et les incroyables jalousies qui divisèrent l'entourage du premier ministre Wilson posent toutefois quelques questions sérieuses.

Quelle a été la véritable *influence de lady Falkender* ? Une étude du *Times* suggère qu'en 1966 elle aurait plaidé, auprès du *premier ministre*, en faveur de la dévaluation du sterling, qui fut réalisée l'année suivante. En 1968, ses *imprécations* auraient conduit R. Wilson à faire marche arrière dans les pourparlers avec la *Rhodésie* en rébellion contre la couronne. Et elle aurait constamment insisté pour que la Grande-Bretagne intervienne plus directement aux côtés des Américains dans la guerre du Vietnam.

Dans toutes ces allégations, il est bien difficile de distinguer le vrai du faux. Une certitude : la secrétaire politique du premier ministre était en conflit constant avec les fonctionaires de Whitehall, qui voulaient la traiter « comme une *dactylo* » et non comme une véritable conseillère.

Ce crêpage de chignons soulève d'autres questions plus délicates encore. Le *Times* constate que *« les animosités personnelles et les conflits au numéro 10* (Downing Street) *durant le règne de M. Wilson ne constituent pas une méthode de gouvernement pour le pays »*.

Le *Guardian*, pour sa part, attire l'attention sur un autre aspect du problème. M. Wilson *lui-même* et l'organisation travailliste ont toujours eu beaucoup de *mal à financer le secrétariat poli*tique dont lady Falkender était la cheville ouvrière. Les conseillers personnels *n'étant pas fonction*naires de l'Etat, le premier ministre ne pouvait assurer leur subsistance qu'en faisant appel à de *« généreux sympathisants »*. Certains de ces bienfaiteurs anonymes ont-ils bénéficié des titres et *honneurs conférés au nom* de la reine lorsque sir Harold Wilson a quitté le pouvoir ?

Les journalistes, enfin, relèvent de *façon sarcastique que* M. Wilson dénonce aujourd'hui *« l'imagination fébrile »* et les contre-vérités énoncées *par un homme* qu'il avait lui-même choisi pour renseigner la presse sur les affaires du pays.

JEAN WETZ.

### LE FOREIGN OFFICE MIS EN CAUSE DANS L'« AFFAIRE SOAMES »

L'« affaire Soames », qui avait envenimé les relations entre Londres et *Paris* en 1969, a rebondi, elle aussi, avec la publication du livre de M. Joe Haines.

Celui-ci confirme entièrement *la thèse qui a toujours été soutenue* dans ces colonnes, à savoir que le Foreign Office, alors très hostile à de Gaulle, avait délibérément laissé filtrer des indiscrétions *sur la conver*sation au cours *de* laquelle le général avait envisagé, avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne, les *conséquences d'une* éventuelle entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun. Il avait évoqué, à cette occasion, la *possibilité d'une concertation* entre la France, l'Angleterre, l'Italie et la R.F.A., ce qui avait été interprété comme une tentative d'imposer un « directoire » à l'Europe.

« *D'un seul coup*, écrit M. Haines, *les diplomates de haut rang derrière cette manœuvre avaient détruit tout espoir pour la Grande-Bretagne de négocier son entrée dans l'Europe alors que le général de Gaulle était encore au pouvoir* » (...)

« *Ils avaient*, poursuit-il, *ramené les relations avec la France au niveau le plus bas où elles étaient tombées (...), mis un ambassadeur dans l'embarras et même au bord de l'apoplexie et de la démission, gêné les membres ardemment pro-européens du cabinet (...)* »

# ASIE

## Sri-Lanka

### Le P.C. prosoviétique réexamine sa participation au gouvernement de Mme Bandaranaike

**Le gouvernement a autorisé à nouveau, lundi 14 février, la publication — interdite depuis 1973 — d'une vingtaine de journaux indépendants. D'autre part, la suspension récente, pour trois mois, des travaux parlementaires suscite de vives réactions dans les milieux politiques. Après la démission de quatre députés du parti de Mme Bandaranaïke, le parti communiste prosoviétique menace de se retirer du gouvernement.**

Correspondance

Colombo. — Le premier ministre, *Mme Bandaranaïke*, se trouve en difficulté, à quelques mois d'élections générales cruciales pour sa formation, le Parti de la liberté, et peut-être même pour l'avenir de la démocratie parlementaire dans l'île. Elle a, notamment, de sérieuses divergences avec son seul allié de la coalition gouvernementale, le P.C. *prosoviétique*.

Il y a dix-sept mois, Mme Bandaranaïke *avait évincé du gouvernement* les représentants du parti égalitariste *appelés, dans l'île*, « *trotskistes* » bien qu'ils n'appartiennent plus à la IVe Internationale. C'est pourtant à la suite d'une alliance (le Front uni) avec cette formation et le P.C. que le Parti de la liberté avait remporté une nette victoire aux *élections de 1970*.

Une importante fraction du P.C. demande *aujourd'hui que celui-ci se* retire du gouvernement ; les membres de cette tendance estiment que Mme Bandaranaïke a renoncé à ses options socialistes, et favorisé la montée d'une nouvelle classe de capitalistes locaux. L'une des raisons de l'éviction des « trotskistes » était précisément que leur chef, alors *ministre des finances, M. N. M. Perera*, avait élaboré une politique fiscale frappant cette classe de capitalistes.

Les divergences entre le P.C. et le Parti de la liberté ont pris de l'ampleur lorsque eurent lieu, en novembre, des manifestations d'étudiants *puis à l'occasion de l'agitation* sociale. Les syndicats d'obédience *communiste se sont joints au cours* de ces grèves à ceux qui sont liés à l'opposition, tandis que Mme Bandaranaïke utilisait les lois d'exception pour les réprimer. Certains jeunes parlementaires du parti gouvernemental n'ont pas hésité à se ranger du côté des grévistes, qui réclamaient notamment le versement d'une *prime de fin d'année*.

Le parti de Mme Bandaranaïke n'a jamais remporté une consultation générale sans le soutien actif ou tacite d'au moins une partie de la *gauche traditionnelle. Il est donc difficile* au premier ministre de se passer *de l'appui des communistes, même si elle ne se prive pas d'attaquer les « marxistes doctrinaires ».*

La force du P.C. réside dans son influence parmi les jeunes, particulièrement en milieu universitaire et dans la classe ouvrière urbaine. Certains de ses membres craignent toutefois que le parti ne perde de *cette influence s'il continue à participer au gouvernement et qu'il ne doive céder du terrain à des groupes* de gauche plus militants.

*En fait*, les jeunes communistes souhaiteraient que le parti se retire de la coalition gouvernementale, tandis que les vieux dirigeants sont plutôt favorables à la poursuite de la collaboration avec le parti de Mme Bandaranaïke. De nouvelles *divergences entre les deux formations ne manqueront pas de se faire jour, si elles doivent adopter un programme électoral commun.* Le P.C. réclame, par exemple, la nationalisation du commerce des textiles, ce qui frapperait les nouveaux capitalistes qui soutiennent Mme Bandaranaïke. Il demande aussi la natio*nalisation de certaines grosses firmes* et des banques. Il paraît exclu que *le Parti de la liberté accède à ces* demandes.

# AMÉRIQUES

UN DÉBAT A L'INSTITUT CHARLES DE GAULLE

## « Vive le Québec libre ! »

### Coups d'œil rétrospectifs sur une improvisation

Le cri « *Vive le Québec libre !* » lancé par le général de Gaulle, *le 25 juillet 1967*, du balcon de l'hôtel de ville de Montréal était-il prémédité ? *Des anciens collaborateurs* du général, qui l'avaient accompagné au cours de ce voyage, ont tenté de répondre à cette question samedi 12 février au cours d'un débat organisé à Paris par l'Institut Charles-de-Gaulle et dirigé par M. Goguel, président de la Fondation nationale des sciences politiques. Il *s'agissait, pour ces fidèles d'entre les fidèles*, de réfuter deux interprétations également impies à leurs yeux : la provocation, soigneusement préparée, d'un général sûr de lui et dominateur, et le coup de tête sentimental.

Les témoins de l'événement ont apporté au débat une contribution précieuse mais non pas concluante. M. Gilbert Pérol, alors conseiller de presse à l'Elysée, et qui a pu voir le général travailler à la rédaction de ses discours à bord du *Colbert*, est formel : l'expression « *Vive le Québec libre !* » *n'a* jamais été couchée par écrit. Selon *M. Pérol, de Gaulle* songeait si peu à faire une provocation en arrivant au Québec qu'il ne releva même pas le fait, *pourtant insolite, que l'officier de* liaison que le gouvernement canadien avait dépêché à bord du *Colbert*, et qu'il convia à sa table, *ne connaissait pas un seul mot de français*... Tous les participants au débat ont, d'autre part, rejeté l'idée que de Gaulle ait pu avoir des contacts à Paris, avant son voyage, avec des séparatistes québécois.

Reste l'hypothèse du coup de tête. Les anciens collaborateurs du général ne peuvent pas davantage admettre cette interprétation largement développée à l'époque par la presse française et anglo-saxonne : de Gaulle est gâteux, il *se laisse prendre par l'émotion* collective et ne mesure plus les conséquences de *ses paroles*. Le *Times* publia notamment un éditorial d'où il ressortait que, vu les « bizarreries » croissantes dont faisait preuve le général en vieillissant, il était du devoir des pays européens d'exercer une sorte de « tutelle » sur la France pour la *protéger contre de nouveaux* faux pas. (*L'Humanité*, rappelant la position des communistes en faveur du droit à l'autodétermination des Canadiens français, donna un satisfecit au général.)

Pour la plupart des participants, de Gaulle avait improvisé, en *effet, mais plus mû par une sorte* d'intuition historique consciente *qui répondait au désir profond* des Québécois que par l'enthousiasme passager d'une journée exceptionnelle. « *A Montréal, la deuxième ville française du monde (...), le déferlement de passion libératrice était tel que la France avait, en ma personne, le devoir sacré d'y répondre sans ambages et solennellement* », expliquait le général au cours de sa conférence de presse du 27 novembre 1967. M. Burin des Roziers, ancien secrétaire général de l'Elysée, estimait de son côté que, ayant à choisir entre le principe de non-ingérence dans les *affaires intérieures d'un pays et* celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le général avait choisi le plus important, le second. *L'annulation de la visite* prévue à Ottawa, la capitale fédérale, *n'était plus, face au destin et* à l'histoire, qu'une péripétie.

M. André Patry, ancien chef du protocole du gouvernement du Québec, a conclu au caractère essentiellement positif de l'intervention du général de Gaulle. Au « *complexe d'abandon* » entretenu par les Canadiens français avaient succédé de nouveaux rapports. Certains participants ont cependant évoqué d'autres *conséquences — en politique intérieure française — du « Vive le Québec libre ! » du 25 juillet 1967.* C'est en effet le 17 août 1967, à *propos de l'équipée québécoise*, que M. Valéry Giscard d'Estaing *avait condamné l'« exercice solitaire du pouvoir »*...

DOMINIQUE DHOMBRES.

# DIPLOMATIE

### M. TINDEMANS S'INQUIÈTE D'UN ÉVENTUEL ÉLARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

M. Tindemans, premier ministre de Belgique, parlant à Paris *lundi soir 14 février*, s'est inquiété des effets de l'élargissement *future de la Communauté européenne* (à la Grèce, au Portugal, à l'Espagne, etc.) sur sa cohésion. Il importe d'autant plus, a-t-il dit, que « *l'Europe dispose d'un mécanisme autonome de décision où la règle de la majorité se substituerait à celle de l'unanimité, que les Etats membres seront plus nombreux* ». Il a suggéré aussi qu'entre les deux formules actuelles — adhésion à part entière et association — les Etats candidats puissent choisir une nouvelle formule de transi*tion à définir*.

M. Tindemans, qui était l'hôte à *dîner de l'« Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique »* (ACADI), a regretté que le rapport sur l'union européenne, que lui avaient demandé les neuf chefs de gouvernement de la Communauté, n'ait pas été mieux traité au dernier conseil européen. « *Le chapitre sur l'union économique et monétaire, que MM. Giscard d'Estaing et Schmidt veulent relancer, n'a même pas été examiné* », a-t-il dit.

Il s'est félicité, en revanche, des propositions faites par le président de la République pour *améliorer le fonctionnement du* conseil européen (*le Monde* du 29 janvier) et de la *prochaine* élection du Parlement européen au suffrage direct, « *épisode unique dans l'histoire du monde* ».

Le premier ministre belge s'est prononcé pour une croissance plus soutenue, seule capable a-t-il dit « *de maîtriser le chômage et l'inflation* ».

● *Bernardo Zuleta, représentant du secrétaire général des Nations unies à la troisième conférence sur le droit de la mer*, a annoncé, lundi 14 février, que les chefs des 158 délégations ont été invités par M. Evenson, ministre norvégien, à se réunir à partir du *28 février* à Genève, et pour quinze jours. Ils aborderont le problème de la mise en place de l'« autorité » chargée d'exploiter le « patrimoine commun de l'humanité ». — *(Corresp.)*

### LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN REND HOMMAGE A LA POLITIQUE FRANÇAISE A DJIBOUTI.

M. Abdallah Al-Asani, ministre des affaires étrangères de la *République arabe du Yémen*, a rendu hommage lundi 14 février « *à la politique sage et généreuse de la France* » à Djibouti.

M. Al-Asnaj, qui prenait la parole au déjeuner donné en son honneur par son collègue français, M. de Guiringaud, a indiqué que cette politique était basée « *sur le respect de la volonté de chaque peuple à choisir son destin et à disposer de lui-même, ce qui veut dire en conséquence le respect du peuple de ce pays voisin qui n'aspire à rien d'autre que la réalisation de son indépendance* ». Il a rendu hommage aux attitudes « *honorables et d'avant-garde de la France, surtout celles qui concernent les droits inaliénables du peuple de Palestine, reconnus par l'Organisation des Nations unies* ».

En le recevant, M. de Guiringaud avait souligné le « *désir de la France de contribuer à la mise en valeur et au développement du Yémen, que ce soit à titre bilatéral ou en coopération avec des pays tiers* ».

Arrivé lundi à Paris en visite officielle, M. Al-Asnaj avait d'abord eu un entretien en tête à tête avec M. de Guiringaud. Il sera reçu mercredi par le président de la République et s'entretiendra jusqu'à jeudi avec plusieurs membres du gouvernement : *MM. Rossi* (commerce *extérieur*), Bourges (défense), Ségard (postes et *télécommunications*), *Stirn* (DOM-TOM) et Jean François-*Poncet, secrétaire général de* l'Elysée.

### M. JACQUES MARTIN AMBASSADEUR A BELGRADE

Le *Journal officiel* du mercredi 16 février annoncera la nomination de M. Jacques Martin comme ambassadeur à Belgrade. Il remplacera Pierre Sebilleau, mort accidentellement (*le Monde* du 9 novembre 1976).

[Né en 1922, ancien élève de l'ENA, M. Martin est entré aux affaires étrangères en 1947. Il a été en poste à l'administration centrale (relations culturelles, puis à deux reprises au *secrétariat général*), à Varsovie et à Washington. A partir de 1957, il a été chargé des questions atomiques, puis des affaires scientifiques. De mai 1970 à décembre 1976, il a été secrétaire général adjoint de la défense nationale.]

### M. BINGHAM ESTIME QUE LES NÉGOCIATIONS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET CUBA PEUVENT COMMENCER

La Havane (A.F.P.). — M. Jonathan Bingham, membre démocrate de la Chambre des représentants, a estimé, lundi 14 février, à l'issue de ses entretiens avec les dirigeants cubains, que des négociations directes entre les deux pays peuvent commencer immédiatement. *Les* Etats-Unis et Cuba ne se sont pas assis à la même table *depuis* la rupture de leurs relations diplomatiques, en 1961.

Il a précisé que ses conversations *ont porté* sur la question des eaux territoriales, les droits de pêche et l'embargo commercial que pratiquent les Etats-Unis à l'encontre de Cuba.

M. Bingham a estimé que le traité entre Cuba et les Etats-Unis pour la répression de la piraterie aérienne, qui expire en avril, donnera lieu à de nouvelles négociations. Il pense que le gouvernement cubain respecterait cependant l'esprit de ce traité pendant ces négociations. M. Bingham a souligné que M. Fidel Castro, avec lequel il a eu sept heures d'entretiens, est un interlocuteur « très au *fait* de la situation aux Etats-Unis ». Le dirigeant cubain a « *exprimé une haute opinion du président Carter* », a-t-il ajouté.

# A travers le monde

## Afghanistan

● LA « GRANDE ASSEMBLEE » DES TRIBUS AFGHANES a adopté, lundi 14 février, à Kaboul, la première constitution républicaine de l'Afghanistan (*le Monde* du 31 janvier 1977). Cette loi fondamentale organise les pouvoirs publics autour d'un exécutif doté de larges prérogatives, et incarné par le président de la République, et de deux Assemblées, la « Meli-Jirgan », assemblée législative élue au suffrage universel, et la « Loya-Jirgah », la « Grande Assemblée » des tribus qui élira, à la majorité des deux tiers, le président de la République. La constitution prévoit que les deux langues officielles du pays seront le pashtou (langue des Pathans) et le farsi (langue nationale iranienne). Elle assure la suprématie du droit coranique et de la religion islamique. Les premières élections législatives auront lieu en 1979. En attendant, la « Loya-Jirgah » devrait procéder à la réélection, à titre intérimaire, et pour deux ans, du président *Daoud* à la tête de l'Etat. — *(A.F.P.)*

## Argentine

● *UN CERTAIN* NOMBRE D'ASSOCIATIONS ont adopté une *déclaration* sur les persécutions « *sans précédent* » contre les avocats et magistrats argentins. La gravité de ces persécutions « *amène à ressentir une grave inquiétude quant à la garantie de la défense des prisonniers politiques et à l'indépendance du pouvoir judiciaire* ». L'Union syndicale des magistrats français, la Ligue française des droits de l'homme, le Mouvement d'action judiciaire, l'*Association* nationale des avocats, le Mouvement international des juristes catholiques, ont, en *France*, approuvé cette déclaration.

## Brésil

● M. JOSE BONIFACIO, chef du groupe parlementaire du parti gouvernemental brésilien Arena, a qualifié lundi 14 février de « *complot international destiné à démoraliser* » son pays, les conclusions de deux juristes *français sur les* violations des droits de l'homme au Brésil.

## Cambodge

● LE GOUVERNEMENT KHMER a accusé, le 15 février, la Thaïlande d'être responsable de l'incident frontalier au cours duquel trente et un villageois ont été tués, le 28 janvier. Selon Phnom-Penh, les villages où ont eu lieu les massacres sont situés à l'intérieur du Cambodge, et non en Thaïlande comme l'affirme Bangkok. — *(A.F.P., Reuter)*.

## Corée du Sud

● *UNE NOUVELLE CAPITALE* sera construite à une centaine de *kilomètres* au *sud* de Séoul, a annoncé jeudi 10 février le *président* Park Chung Hee, cité par le *New York Times* du samedi 12 février.

## Côte-d'Ivoire

● M. BOUBACAR DIABY OUATTARA a été nommé secrétaire exécutif de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), groupant quinze Etats de la *région*. *Considéré* comme un des meilleurs gestionnaires ivoiriens, M. Ouattara occupait jusqu'ici les fonctions *de directeur général* de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale. Le siège de la CEDEAO a été fixé à Lagos, lors du deuxième « sommet » de la Communauté, à Lomé, début *novembre* 1967. — *(Reuter.)*

## Egypte

● M. KAMALEDDINE HUSSEIN, *député* indépendant, ancien membre de l'équipe des « *officiers libres* » qui ont renversé la monarchie en 1952, a été exclu lundi 14 *février* de l'Assemblée par une majorité de deux cent quatre-vingt-une voix sur trois cent soixante. M. Hussein avait violemment critiqué, dans un message au chef de l'Etat, les mesures de répression soumises à un référendum populaire qu'il avait qualifié de « *farce* » (*le Monde* du 15 *février*.

D'autre part, l'agitation s'est poursuivie lundi à l'université *du Caire, où* quelques centaines d'étudiants ont manifesté *contre* la politique du gouvernement. — *(A.F.P., U.P.I.)*

## États-Unis

● M. LARRY FLYNT, DIRECTEUR DU MAGAZINE *HUSTLER*, condamné mardi *8 février* à sept ans de prison pour « *encouragement à l'obscénité* » (*le Monde* du 11 février) a été libéré lundi 14 février à Cincinnati (Ohio) après *versement d'une caution de* 55 000 dollars. — *(A.F.P.)*

● UN TIREUR D'ELITE DE L'ARMEE *AMERICAINE*, M. Frederick Cowan, connu pour ses *opinions* d'extrême droite et son admiration pour Hitler, s'est donné la mort lundi *14 février*, dans un entrepôt de New-Rochelle (dans l'Etat de New-York), après avoir tué cinq personnes (quatre employés et un *policier*). — *(A.P.)*

## Inde

● MME VIJAYALASKSHMI PANDIT, (sœur de Jawaharlal Nehru, le père de Mme Gandhi), qui fut ambassadeur de *l'Inde à Washington, à Londres* et à Moscou, a fait savoir *qu'elle voterait, aux prochaines* élections législatives, pour une *liste de l'opposition non communiste* parce que « *les institutions démocratiques sont ébranlées et en péril* » depuis l'instauration de l'état d'urgence. — *(U.P.I.)*

## Philippines

● *LE PRESIDENT MARCOS* a annoncé, lundi 14 février, que les élections législatives qu'il aurait « souhaité organiser » ce mois-ci n'auront lieu qu'à la fin des négociations qui se déroulent à Tripoli sur le statut des musulmans dans le sud de l'archipel. *(A.F.P.)*.

## Portugal

● LES FONCTIONNAIRES PORTUGAIS ont renoncé à l'arrêt de travail prévu ce mardi 15 février et qui avait été jugé « illégal » par le gouvernement. La grève est remplacée par une « journée d'information, de mobilisation et d'unité » comportant essentiellement des réunions sur les lieux de travail. La décision syndicale a été prise à la suite d'une réunion dimanche avec les représentants du ministère de *l'administration* interne. *(A.F.P.)*.

● LE JOURNAL D'EXTREME GAUCHE PORTGAIS *Pagina Um* confronté à de grosses difficultés financières va suspendre sa parution quotidienne pendant un mois pour se réorganiser. Durant ce délai, il aura une parution hebdomadaire. Ce quotidien est proche du parti révolutionnaire du prolétariat et du Mouvement d'unité populaire constitué autour du major Otelo de Carvalho. — *(A.F.P.)*

● LES COMMUNISTES PORTUGAIS ne reconnaîtront pas un « sommet » des partis communistes de l'Europe occidentale sur « *un prétendu eurocommunisme* », a déclaré, lundi 14 février, à Lisbonne, M. Alvaro Cunhal, le secrétaire *général du P.C. portugais. Les* communistes portugais, a-t-il *précisé, défendent le principe* selon lequel « *chaque parti développe son activité dans les conditions réelles de son pays* ».

● M. JORGE CAMPINOS, ministre d'Etat portugais, ancien professeur à l'université de Poitiers, a donné lundi 14 février, dans cette ville, une conférence sur son pays. Devant un vaste auditoire, il a affirmé que 1981 pourrait être marqué par le retour des civils au pouvoir et il a précisé que, pour l'instant, il n'y avait au Portugal ni « *nationalisation ni étatisation des entreprises* », mais « *un système provisoire qui fonctionne de facto sans qu'il y ait de lois réglementant cette question.* » *(Corr.)*

## Rhodésie

● *L'AFRIQUE DU SUD A PROPOSE A LA GRANDE-BRETAGNE ET AUX ETATS-UNIS* une rencontre à un « *échelon élevé* » *sur* la question rhodésienne, a indiqué, lundi 14 février, l'A.F.P., citant des sources bien informées. Cette proposition aurait été faite la semaine dernière par M. Vorster, premier ministre sud-africain.

## Syrie

● M. AHMAD ISKANDAR AHMAD, MINISTRE SYRIEN DE L'INFORMATION, a apporté un démenti aux allégations du « *régime irakien stipendié* », selon lesquelles « *les autorités de Damas ont chargé le dénommé Mohamed Ali Naanaa de déposer une valise piégée dans la mosquée Al Hussein, à Kerbala (Irak), contenant 10 kilos d'explosifs* » (*le Monde* du 12 février). Dans une mise au point faite dimanche 13 février à Damas, le ministre affirme qu'« *il s'agit d'un soldat déserteur, élève de l'école technique de l'armée de l'air syrienne* », et qu'il a fait l'objet d'un mandat « *depuis sa désertion en Irak, en décembre 1976* ». — *(A.F.P.)*

## Tchad

● LE GENERAL MALLOUM, président de la République, a déclaré, lundi 14 février, à N'Djamena, devant le corps diplomatique, que le « *gouvernement tchadien n'a jamais été associé à un quelconque plan de libération des époux Claustre* ». — *(A.F.P.)*.

[Il s'agit de la première réaction officielle tchadienne à la libération de M. et Mme Claustre, le 30 janvier.]

## Turquie

● CREDITS FRANÇAIS A LA TURQUIE. Des crédits d'un montant total de 111 millions de francs ont été accordés par la France à la Turquie. Ils seront affectés au financement de projets de développement auxquels contribuera l'industrie française.

## Union soviétique

● M. KNUT MUGAAS, conseiller commercial norvégien à Moscou, a été expulsé d'U.R.S.S. le 14 février et M. Kare Hauge, autre diplomate en poste à Moscou, mais actuellement en Norvège, a été avisé qu'il ne pourrait revenir en U.R.S.S. A Oslo, on relève qu'il s'agit d'une mesure de rétorsion après l'expulsion, pour espionnage, de cinq diplomates soviétiques le 27 janvier. — *(A.F.P.)*

## Vietnam

● L'ANCIEN GENERAL NGO DZU, qui fut un des principaux trafiquants de drogue et fournisseurs des soldats américains au Vietnam, est mort le 13 février en Californie. — *(A.P.)*

# PROCHE-ORIENT

## Israël

## Les aveux de M. Yadlin sur les détournements de fonds jettent le désarroi dans le parti travailliste

*De notre correspondant*

Jérusalem. — Le tribunal de Tel-Aviv, devant lequel s'est ouvert, lundi 14 février, le procès de l'affaire Yadlin — scandale politico-financier qui a secoué le pays l'automne dernier, — a eu la tâche singulièrement facilitée. La procédure judiciaire israélienne, héritée du système anglo-saxon, prévoit, en effet, la conclusion d'accords entre l'accusation et la défense, permettant d'éviter de fastidieuses et interminables audiences.

Le représentant du parquet, Mme Victoria Ostrowsky-Cohen, et le défenseur, Me Shlomo Toussia-Cohen, ont, dès l'ouverture du procès, informé le juge, Mme Hadassah Ben Itou, que l'accusé renonçait à plaider non coupable, et que le parquet, pour sa part, renonçait à l'un des quatre chefs d'accusation. Ainsi, M. Asher Yadlin, qui, jusqu'ici, avait nié en bloc tous les délits qui lui étaient reprochés, se reconnaissait brusquement coupable. Il a dû cependant se soumettre à l'interrogatoire et au contre-interrogatoire de l'accusation et de son défenseur, révélant de la sorte que toutes les concussions dont il s'était rendu coupable avaient parfois été commises au profit du parti travailliste, dont il était l'un des dirigeants les plus influents.

Rappelons que M. Asher Yadlin avait été désigné par le gouvernement, quelques semaines avant son arrestation (le 19 octobre 1976), aux fonctions de gouverneur de la Banque d'Etat. Jusqu'à cette nomination, il était président de la caisse de maladie de la centrale syndicale Histadrouth. C'est à ce poste, où il contrôlait des biens fonciers et immobiliers très considérables, qu'il s'est livré à des manipulations frauduleuses, recevant et distribuant des pots-de-vin.

Devant la cour et la foule des journalistes qui s'étaient massés dans la petite salle du palais de justice de Tel-Aviv, M. Yadlin n'hésita pas une seconde à donner les noms de ceux qui l'avaient poussé à se livrer à toutes sortes de malversations au bénéfice du parti travailliste. Ces noms étaient, quelques minutes plus tard, jetés en pâture au grand public par la radio et les éditions spéciales des journaux du soir : M. Pinhas Sapir, ministre des finances, décédé, et à l'époque éminence grise du parti ; son successeurs dans ces deux rôles, l'actuel ministre des finances, M. Yoshoua Rabinovitch ; l'actuel ministre de l'éducation nationale, M. Aharon Yadlin (cousin d'Asher), qui était secrétaire général du parti ; et d'autres personnages moins connus.

### Inquiétude dans le clan de M. Rabin

A combien s'élèvent les fonds détournés au profit du parti ? « *Des millions de livres* (1), répond l'accusé ; *ces sommes étaient destinées à rembourser les dettes contractées pour la campagne électorale des élections de décembre 1973.* » Ces sommes énormes, ainsi que celles que M. Yadlin avait détournées à son profit personnel, étaient obtenues en enflant des devis de construction d'hôpitaux de la caisse de maladie ou en facturant à des inférieures au prix de vente réel des transactions sur des biens de la même caisse de maladie, dont la gestion est théoriquement contrôlée par la centrale ouvrière.

Le tournant que vient de connaître l'affaire Yadlin donne un tour dramatique à la campagne électorale qui est déjà largement engagée.

Les premières réactions enregistrées auprès des dirigeants travaillistes révèlent un véritable désarroi. L'embarras et l'inquiétude sont très vifs, surtout dans le clan du premier ministre, M. Itzhak Rabin, auquel appartiennent toutes les personnes dont les noms ont été cités au tribunal. C'est d'ailleurs à M. Pinhas Sapir que M. Rabin doit d'avoir vaincu de quelques voix son concurrent de 1973, M. Pérès, qu'il affronte de nouveau pour les élections de mai prochain. Le ministre des finances, M. Rabinovitch, a affirmé ne rien savoir des révélations faites au tribunal, et le ministre de l'éducation a semblé, dans une interview très serrée à la radio, frappé d'amnésie. Lui qui a été secrétaire général du parti lorsque des millions de livres sont venus renflouer ses caisses déclare avoir tout ignoré, et, lorsque le journaliste lui a demandé s'il avait reçu les fonds que M. Asher Yadlin prétend lui avoir remis personnellement, le ministre a répondu : « *Je ne me souviens pas.* »

Tous les partis d'opposition réclament, bien entendu, que la lumière soit faite sans retard sur tous les aspects de cette affaire. M. Avnery, ancien député et candidat aux prochaines élections, a demandé qu'une enquête judiciaire soit ouverte contre tous les dirigeants travaillistes dont les noms ont été mentionnés au tribunal, et qui sont mêlés à ce qu'il a appelé l'« affaire Yadlin-Ofer ». (M. Ofer s'est donné la mort le 3 janvier, alors qu'il était ministre, devant l'ampleur des rumeurs non confirmées l'accusant d'avoir trempé lui aussi dans de nombreuses malversations.)

M. Rabin, pour sa part, n'a pas cherché à esquiver les questions gênantes. « *Je sais*, a-t-il déclaré lundi devant une assemblée de lycéens, *que c'est une affaire accablante pour mon parti. Mais c'est aussi une fierté pour mon parti, qui n'a rien fait pour entraver la justice lorsque Yadlin a été arrêté, et qui ne fait rien pour étouffer le scandale lorsqu'il éclate.* »

ANDRÉ SCEMAMA.

(1) Le cours moyen de la livre israélienne est d'environ 0,50 franc.



## Les États-Unis réprouvent l'exploitation par Israël des ressources pétrolières du golfe de Suez

*De notre correspondant*

Washington. — *Avant de quitter Washington pour Israël, où il était attendu ce mardi soir 15 février, M. Cyrus Vance a exprimé l'espoir que sa mission déclenchera le processus de négociation au Proche-Orient.* « Il est absolument vital que des progrès soient accomplis cette année », *a déclaré le secrétaire d'Etat à la presse. Mais, dans la meilleure des hypothèses, on ne s'attend pas à des résultats concrets avant la fin de l'année, sinon même le début de 1978.*

Après avoir adopté une attitude franchement pro-israélienne pendant la campagne électorale, M. Carter peut difficilement, aujourd'hui, refuser toutes les demandes d'Israël : accroissement de l'aide américaine (les 285 millions de dollars ajoutés au budget de 1,5 milliard pour Israël sont encore loin des 2,3 milliards demandés par Jérusalem) ; financement conjoint du char israélien Chariot ; possibilité de vendre à l'Equateur des chasseurs israéliens équipés d'un moteur américain, et, surtout, livraison des bombes à « concussion » promises naguère par le président Ford. (On considère cependant à Washington qu'Israël dispose d'une telle supériorité militaire qu'il peut se passer de cette arme nouvelle, d'un haut pouvoir de destruction.)

Pour l'instant, le département d'Etat préfère maintenir la balance égale entre les deux camps. Ainsi, pour maintenir son attitude d'impartialité, et peut-être aussi pour compenser la décision d'interdire l'entrée des Etats-Unis à M. Jiries, envoyé spécial de M. Arafat, le département d'Etat, à quelques heures du départ de M. Vance, a critiqué les forages pétroliers entrepris par les Israéliens dans une zone du golfe de Suez, située entre l'Egypte et le Sinaï occupé. L'initiative israélienne viole la convention de La Haye de 1907 sur les droits des puissances occupantes, a dit le porte-parole, en ajoutant qu'elle « *ne faciliterait pas le démarrage du processus des négociations...* ».

Les observateurs estiment à Washington que, malgré les déclarations pro-israéliennes du candidat Carter, l'ère du soutien inconditionnel à Israël est close depuis longtemps. Certes, il n'est pas question de revenir sur le refus de toute discussion avec l'O.L.P., tant que celle-ci refusera de reconnaître l'existence d'Israël et ignorera les appels des Nations unies à la négociation. Mais M. Vance a précisé, la semaine dernière, qu'il entendait juger par lui-même de l'évolution des dirigeants de l'O.L.P., en indiquant que toute initiative dans ce sens — reconnaissance de facto d'Israël ou acceptation d'un mini-Etat sur la rive occidentale du Jourdain — serait particulièrement bienvenue. « *Il serait alors difficile à Washington de continuer à soutenir le boycottage de l'O.L.P. par Israël...* », écrit le *New York Times*.

La position américaine sur les termes d'un éventuel compromis n'a pas encore été définie officiellement. A cet égard, on rappelle seulement que, à la fin de 1975, une étude menée pour le Brooking's Institution par M. Brzezinski, aujourd'hui conseiller présidentiel, recommandait, en conclusion, l'abandon par Israël de tous les territoires occupés en échange d'un traité de paix, de garanties de sécurité et de mesures de normalisation. Elle prévoyait également la création d'une « *entité palestinienne* », mais peut-être rattachée à la Jordanie.

HENRI PIERRE.

## CORRESPONDANCE

### *La visite de M. Waldheim à Jérusalem*

*M. François Giuliani, porte-parole de M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, nous a écrit :*

Ayant accompagné le secrétaire général des Nations unies en tant que porte-parole lors de sa mission au Proche-Orient, ce n'est pas sans surprise que j'ai lu, à mon retour, le compte rendu donné par votre correspondant, M. Scémama, de la visite de M. Waldheim à Jérusalem (1) (...)

Les autorités israéliennes ont reçu le secrétaire général avec la plus grande courtoisie, et M. Allon s'est attaché publiquement, lors d'un dîner donné à la Knesset, à établir clairement la distinction entre l'accueil réservé à M. Waldheim personnellement, le grand intérêt apporté à ce qu'il avait à dire d'une part, et le refus israélien, d'autre part, d'accepter la résolution adoptée par la dernière Assemblée générale sur la reprise de la conférence de Genève. Ce n'est donc nullement par un prétendu « désir de vengeance » que le secrétaire général a fait part à ses interlocuteurs de la flexibilité nouvelle qu'il avait remarquée chez les dirigeants arabes dont il avait, du reste, fait état devant la presse à maintes reprises lors des étapes précédentes de son voyage, notamment à Beyrouth.

Le but de sa mission n'était pas de se poser en médiateur, mais de s'informer des positions de chacun, de les clarifier et de les communiquer aux diverses parties en présence. Ce qui fut fait, y compris dans le cas des vues israéliennes, communiquées au gouvernement égyptien lors de la deuxième visite du secrétaire général au Caire. M. Scémama invite ailleurs ses lecteurs à douter de la version donnée par le secrétaire général au gouvernement israélien de ses entretiens avec MM. Arafat et Kadoumi. Sans vouloir entrer dans le détail de conversations diplomatiques confidentielles, je me bornerai à souligner que M. Waldheim n'est pas la seule personnalité importante à avoir noté une évolution de l'attitude de l'O.L.P., comme en témoignent de nombreuses informations récentes.

Le secrétaire général s'est efforcé, dans la plus stricte neutralité, de contribuer à la reprise du processus de négociations en cherchant à clarifier les points de vue en présence. Je regrette que votre correspondant n'ait pas cru devoir tenir compte de cet effort qui a atteint son but, ou de cette neutralité, que tous les dirigeants du Proche-Orient — arabes aussi bien qu'israéliens — ont été d'accord pour reconnaître.

(1) *Le Monde* des 12 et 13-14 février.

## LE P.S. ET LE GROUPE PARLEMENTAIRE FRANCE-ISRAËL

M. Mitterrand a été interrogé, lors de la conférence de presse organisée lundi 14 janvier par le P.S., au sujet des relations entre son parti et Israël. Deux journalistes arabes se sont émus des déclarations de M. Defferre à *TJ-Hebdo* daté 10-16 février. Le maire de Marseille a confirmé à cette publication que les députés socialistes ne participaient plus au groupe France-Israël de l'Assemblée afin de ne pas « *se retrouver dans une situation hypocrite et malhonnête qui consiste à siéger avec des députés qui votent contre Israël en votant le budget d'un gouvernement qui fournit des Mirage à l'Egypte et à la Libye* ». Le P.S. a donc formé son propre groupe parlementaire France-Israël, qui est ouvert aux autres formations de gauche.

Commentant cette décision, M. Mitterrand a déclaré : « *Le P.S. a toujours participé au groupe parlementaire France-Israël, mais ce groupe s'est livré à des manifestations de politique intérieure qui ont accru les difficultés. Le P.S. s'en est donc retiré et a créé un groupe socialiste spécifique refusant de s'associer à des positions ultra.* »

De son côté, M. Jospin a déclaré que, grâce à « *la ligne* » qu'il a adoptée, le P.S. a pu, sur le conflit du Proche-Orient, tenir, lors de visites dans ces deux capitales, le même langage public à Alger et à Jérusalem.

● *Plusieurs municipalités et organisations palestiniennes* des territoires occupés par Israël soulignent la « *nécessité de la création d'un Etat palestinien indépendant* », dans un mémorandum adressé au comité exécutif de l'O.L.P.

*Ce* document est notamment signé par les municipalités de Tulkarem, Qalqilya, Salfite, Djenine, Toubass et Naplouse, localités situées en Cisjordanie. Dans ce mémorandum, les signataires déclarent que la « *résistance palestinienne doit essentiellement être représentée dans le conseil national* (Parlement) *palestinien* » sur « *des bases démocratiques* ».

## Liban

## Les « casques verts » syriens auraient pris position autour des camps palestiniens de Beyrouth-Ouest

« *La situation peut exploser à tout moment* » dans le secteur des grands camps palestiniens de Beyrouth-Ouest, a annoncé, lundi 14 février, un communiqué de l'agence palestinienne d'information Wafa. Selon l'agence, « *divers signes montrent qu'il existe un plan d'attaque des camps palestiniens de Sabra et de Chatila par la force arabe de dissuasion, sous prétexte de confisquer les armes lourdes* » qui seraient détenues par les Palestiniens dans ces camps.

Le communiqué précise que les soldats de la force de dissuasion ont *renforcé leurs positions* autour de ces deux camps et que de nouvelles unités de fantassins, appuyées par des véhicules blindés, se sont installées aux entrées de Beyrouth-Ouest. Les écoles, les magasins et les cafés des camps et des quartiers voisins ont été fermés.

De son côté, le haut commandement de la force de dissuasion a accusé des groupes de Palestiniens extrémistes d'avoir provoqué les combats de jeudi et vendredi derniers, dans lesquels des forces syriennes ont été impliquées, et d'avoir assassiné un lieutenant syrien qui avait été blessé lors des affrontements.

M. Yasser Arafat a adressé lundi soir un message au président Assad pour lui demander de prévenir toute opération des forces syriennes, qui constituent l'essentiel de la force de dissuasion, contre les camps palestiniens. M. Arafat prie le chef de l'Etat syrien de « *faire encore preuve de sagesse pour prévenir une éventuelle explosion, qui serait préjudiciable aux uns et aux autres* ». Lundi, M. Arafat avait été reçu par le président Sadate, qui l'a assuré de son soutien. Le prochain Conseil national palestinien doit se tenir au Caire, au début de mars.

● *A Jérusalem*, la radio israélienne, citant des sources informées, a annoncé lundi que la première phase du « *redéploiement* » au nord de Nabatieh, ville située à 14 kilomètres de la frontière *israélienne*, des soldats de la force arabe de dissuasion, en majorité syriens, s'était terminée lundi. Les correspondants de la radio estiment qu'il ne reste plus qu'environ deux cent cinquante soldats syriens au « *nord immédiat* » de la ville, qui devraient faire mouvement incessamment. — *(A.F.P., A.P., UPI, Reuter.)*

## PROCHE-ORIENT

# Le Liban entre le soulagement et l'amertume

## II. — Rapiécer l'État

De notre envoyé spécial DOMINIQUE POUCHIN

**Après deux années de guerre civile, le Liban semble aujourd'hui coupé en deux par une « partition de fait ». Amers et désabusés, les combattants d'hier ne sont guère satisfaits de l'occupation du pays par l'armée syrienne. Mais la population, dans sa majorité, continue de voir dans cette présence étrangère une garantie de sécurité. (« Le Monde » du 15 février.)**

Beyrouth. — « *Il n'est guère facile d'être Pétain quand il faudrait être de Gaulle. Elias Sarkis est aujourd'hui Pétain, par la force des choses. Quant à être de Gaulle, cela, hélas ! ne dépend pas que de lui...* » Venant d'adversaires, la formule serait insultante. Dans la bouche d'un proche conseiller du président, elle prend un tout autre sens. M. Sarkis ne se leurre pas. Discret plus que timide, réservé plus qu'effacé, prudent par tempérament, le chef de l'Etat est un réaliste : il a pris, le premier, la mesure exacte des pouvoirs dont il dispose. Il a les coudées franches dans une porte étroite.

Nul n'ignore qu'il est l'homme des Syriens : ni ceux des députés qui ont vu, aux premiers jours de mai dernier, leur compte en banque s'arrondir grâce à la générosité de Damas ; ni d'autres qui se souviennent encore de l'empressement qu'on mit à les traîner vers une séance qui restera gravée dans l'histoire agitée du Parlement libanais. « *Elu à coups de dollars et de baïonnettes syriennes* », entend-on insinuer dans certains beaux salons de Beyrouth où l'on ne prise guère qu'un « homme sans nom » vienne perturber le « management » de l'Etat par les grandes familles.

Reste à savoir si cet homme des Syriens est condamné à demeurer leur otage. La réponse appartient moins au principal intéressé qu'à ceux qui l'ont installé. « *Les gens de Damas ne nous ont présenté aucun devis estimatif avant d'intervenir*, explique encore notre conseiller. *Ils apportent les factures, l'une après l'autre, sans nous donner la moindre idée de ce que sera le montant final.* » Que veulent-ils donc maintenant ? Poser la question à Beyrouth aujourd'hui, c'est aller au-devant de réponses, brutales ou naïves, toujours insuffisantes, que les dirigeants de Damas — si tant est qu'ils aient eux-mêmes clairement défini leurs objectifs — se gardent encore de dévoiler.

Le général Assad a déjà, sur l'essentiel, obtenu ce qu'il cherchait : l'alliance scellée, non sans risque, avec la droite chrétienne, puis l'entrée massive des troupes syriennes, ont étouffé la menace qu'une victoire de la gauche alliée aux Palestiniens devait constituée pour la plupart des régimes de la région. Les Palestiniens, affaiblis et étroitement contrôlés, n'ont plus les moyens de faire obstacle à cette « paix américaine » que la Syrie revigorée est prête dorénavant à jouer avec les « frères arabes ».

« *Assad*, disent certains, *a envoyé ses hommes sans billet de retour. Ils sont chez nous et entendent y rester le temps d'asseoir une hégémonie durable sur le pays* ». De M. Georges Haoui, secrétaire général du P.C. libanais — « *Les Syriens veulent exercer une domination directe et totale* » — à M. Béchir Gemayel, chef des milices de droite — « *Les Syriens n'ont jamais reconnu clairement l'intégrité territoriale du Liban* », — il ne manque pas de gens pour déceler, sous l'apparente bienveillance affichée par Damas, de sombres visées expansionnistes. Ne parle-t-on pas d'un projet associant le Liban à une vaste confédération syro-jordano-palestinienne ? Les dénégations du président Assad n'y font rien : le spectre de la « Grande Syrie » continue de hanter nombre d'esprits à Beyrouth.

Que les dirigeants syriens ambitionnent d'imposer sur le Levant une hégémonie leur permettant de traiter d'égal à égal avec Le Caire et Ryad ne fait guère de doute. Que cette prétention ait compté dans la décision d'intervenir au Liban est aussi évident. Mais le succès de cette intervention implique-t-il vraiment une domination directe et contraignante sur Beyrouth? C'est moins sûr. Le président Assad sait que, à agir ainsi, il risquerait non seulement d'indisposer dangereusement Israël, mais encore de réveiller un nationalisme libanais sourcilleux. La gauche étant matée et les Palestiniens rentrés dans le rang, la politique syrienne, à la fois prudente et ferme, vise plutôt maintenant ceux qui, à droite, voudraient profiter de ce qu'ils croient être « leur » victoire pour dicter leur volonté et imposer leur solution : une partition plus ou moins camouflée du pays.

Farouchement opposés, de tous temps, à ce qui ferait naître un « sionisme chrétien », les Syriens n'ont d'autre moyen de l'éviter que de bâtir au Liban un Etat fort et centralisé. On comprend mieux, dès lors, le choix des hommes auxquels ils ont confié cette lourde tâche. M. Elias Sarkis et la plupart de ceux qu'il a appelés au gouvernement ne sont pas seulement, comme on a pu le dire, de bons technocrates, compétents et dévoués. Ils sont aussi les héritiers d'un homme et d'un courant politique qui ont, en dépit de leur échec, marqué la vie du pays.

Le général Fouad Chehab était parvenu au pouvoir après la guerre civile de 1958. Se situant « au-dessus de la mêlée », il avait tenté d'instaurer un Etat dont l'autorité aurait échappé au féodalisme archaïque des grandes familles. Mais l'audace réformiste n'a pas suffi à masquer les aspects les plus sombres du nouveau régime : l'encombrante bureaucratie et l'appareil policier sur lesquels il s'était appuyé. Les féodaux en vinrent à bout.

### Une révolution inachevée

Est-il donc si surprenant qu'une vingtaine d'années plus tard, au lendemain d'une guerre civile autrement plus grave et plus meurtrière, on retrouve les héritiers du général ? « *Le chéhabisme n'est pas allé aussi loin qu'il le fallait*, explique M. Karim Pakradouni, le dirigeant phalangiste le plus favorable aux thèses syriennes. *Il a pu faire de l'Etat l'agent le plus fort, mais non la source exclusive de l'autorité. Ce ne fut pas une révolution manquée, mais inachevée. L'histoire voudra peut-être qu'elle soit aujourd'hui et demain achevée par le plus chéhabiste des Libanais : Elias Sarkis.* »

Le pari n'est pas sans risque dans un pays où tout s'est décomposé, où les piliers de l'ordre — police, armée... — se sont effondrés et qu'une « *partition de fait* » rend bicéphale.

Présentés çà et là comme un « *brain-trust* » d'intérimaires qualifiés, chargés d'expédier les affaires courantes en attendant le règlement du conflit, M. Sarkis et son équipe se gardent bien d'exiger que leur soit reconnue une autre autorité. Ils pratiquent, nous confiait un ministre en souriant, « *la politique du camouflage ou le camouflage d'une politique* » : pas de discours inutiles sur la nécessaire centralisation de l'Etat, mais de constantes références à « *l'unité libanaise* » et surtout une évidente volonté de donner à tous l'image du sérieux et de l'efficacité.

« *L'œuvre de reconstruction ne préjuge pas de l'avenir*, estime M. Camille Chamoun, *chef du parti national libéral (conservateur chrétien)*, *car elle est nécessaire, quelle que soit la formule que nous adopterons pour le Liban nouveau. Faire repartir les affaires, remettre l'industrie sur pied, promulguer une loi sur la presse... Tout cela ne nous engage pas politiquement. Rien de ce que ce gouvernement peut faire n'engage indéfiniment l'avenir.* » Ni le président ni ses ministres ne lui répondront. Leur objectif, transparent, n'est pas moins de lui donner tort — par les faits. Eloquente en ce sens est l'unique directive donnée à la mission française venue étudier la reconstruction du centre de Beyrouth : faire renaître ce qui était le trait d'union, le point de rencontre de tous les Beyrouthins ; créer le symbole d'une civilisation, d'une culture libanaises...

*Les mesures prises et les organismes mis en place pour amorcer la relance économique ne sont pas moins symboliques de cette même volonté d'engager la responsabilité de l'Etat et de restaurer son autorité.* Le succès final suppose que le gouvernement récupère les « *parcelles de pouvoir* » que la décomposition progressive de l'appareil central, au cours de deux années de guerre, a léguées aux belligérants. C'est là que se dressent les plus rudes obstacles, car il faudra descendre dans l'arène et se heurter à des intérêts contradictoires.

A gauche, il n'y a guère de « *parcelles de pouvoir* » à récupérer : Jamais, tout au long du conflit, les dirigeants du camp islamo-palestinien ne se sont véritablement préoccupés d'encadrer la population et de lui fournir les services essentiels que l'Etat n'assumait plus. Il ne s'agissait pas, expliquent-ils, de carence ou d'incapacité, mais bien d'un choix délibéré : en créant une administration dans son secteur, le Mouvement national serait entré dans la logique infernale de ses adversaires. Se substituer à l'Etat défaillant, c'était entériner la partition du pays qui reste, pour la gauche, la menace la plus sérieuse. D'où les contacts multiples et discrets, les démarches officieuses qui témoignent d'un soutien presque inconditionnel à un président dont les progressistes avaient pourtant âprement contesté l'élection. « *Nous devons faire confiance à Sarkis*, assure M. Kamal Joumblatt, *il est le seul représentant de l'unité libanaise.* »

### « Au prix fort »

Les communistes vont plus loin : « *Nous sommes prêts*, dit M. Georges Haoui, *à payer au prix fort la sauvegarde d'un Liban uni, même si cela doit passer par un Elias Sarkis avec une politique axée plus à droite.* » Tant d'insistance s'explique : muselée, surveillée de près, la gauche est isolée de ses alliés palestiniens qui ont dû céder aux injonctions de régimes arabes mal disposés à l'égard de toute connivence avec les « *rouges* », même si ceux-ci, à la vérité, sont plutôt roses. Affaibli, le camp progressiste fait le dos rond. Soutenir M. Sarkis, c'est jouer le dernier atout contre la partition et aviver les contradictions qui apparaissent « *en face* ».

A l'évidence, l'homogénéité du front conservateur, presque sans faille durant la guerre, résiste moins bien à l'épreuve de la paix. Il est encore difficile de distinguer les clivages qui s'opèrent et d'estimer le rapport des forces : trente mille Syriens armés incitent chacun à mesurer ses propos, en public tout au moins. On discute donc à huis clos, comme pour ce séminaire organisé, le 23 janvier, par les leaders de la droite chrétienne afin de « *dégager une position commune sur les grandes lignes du Liban nouveau* ». Ses principales conclusions ont été tenues secrètes, « *tout simplement*, affirme l'un des participants, *parce qu'il y a pas eu d'accord réel* ».

Les partisans d'une partition intégrale sont, semble-t-il, peu nombreux et se regroupent essentiellement autour des moines maronites. Mais les oppositions n'en sont pas moins importantes entre les adeptes d'un Etat fort accompagné d'une décentralisation purement administrative et les défenseurs d'un régionalisme aussi poussé que possible. Les premiers se retrouvent derrière certains dirigeants politiques phalangistes, les seconds sont d'abord chamounistes mais représentent aussi une large fraction des kataëb, surtout parmi les miliciens. Bien qu'aucune position commune ne se soit véritablement dégagée, la pression des « régionalistes » semble encore très forte. Ces partisans d'une partition à demi camouflée entendent, en fait, profiter des « acquis de la guerre ». S'appuyant sur le sentiment de frustration que l'occupation syrienne a suscité chez nombre de combattants, ils veulent accélérer les « réformes » et rendre impossible le retour à un Liban trop centralisé. « *Nous ne pouvons attendre que la situation se décante*, explique M. Bechir Gemayel. *Plus nous tardons et plus le changement sera difficile* ».

C'est bien ce qu'a compris le président Sarkis, dont le jeu consiste justement à différer les options essentielles pour mieux grignoter le terrain qui lui échappe en récupérant ces « *parcelles de pouvoir* » sur lesquelles la droite chrétienne a tenté de fonder un véritable « mini-Etat ». Pour cela, il dispose d'une « armée prêtée » qui, en s'installant progressivement dans l'ensemble du secteur chrétien, réduit peu à peu le pouvoir de ses milices et restitue à l'Etat l'autorité qu'il avait perdue. Au bout du compte, les Syriens et « leur homme » ne cherchent-ils pas à isoler une droite dans la droite — composante jugée la plus faible — pour justifier ainsi leur pouvoir d'arbitrage ? Le calcul, subtil, n'est pas sans risque, car les « marginaux » libanais pourraient, eux, compter sur un allié puissant, pas si lointain. Qui donc, au Levant, verrait d'un bon œil « la libération nationale » d'un foyer chrétien, sinon... Israël ?

Prochain article :

DROLE DE GUERRE AU SUD








# AFRIQUE

## Le voyage présidentiel au Mali

*(Suite de la première page.)*

D'autre part, l'impossibilité de *réduire de façon très substantielle* les importations réduit le taux de couverture de la balance commerciale, qui n'a été que de 40 % en 1976. Certes, comme *le notait le colonel Moussa Traoré* lui-même, lundi soir, en portant un toast à son hôte : *« Deux après la sécheresse, le Mali est exportateur de céréales »*, mais, *en dépit de progrès considérables* de la production agricole, l'économie malienne sera fragile aussi longtemps que l'exploitation minière et *l'industrie* resteront *embryonnaires*.

Les accords de coopération financière passés en 1967 entre Paris et Bamako, puis renouvelés en 1973, arrivent à expiration en mai. *La définition d'une attitude commune* avant *l'ouverture* des négociations essentielle. A ce sujet, trois choix sont possibles : reconduction pure et *simple des textes qui assurent au franc* malien la garantie du Trésor français et protègent sa convertibilité ; sortie du Mali de la zone franc — *ce qui semble exclu* ; entrée *de la République malienne* au sein de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), solution à laquelle ne paraissent guère favorables la majorité *des Etats appartenant déjà à cette* Organisation. En effet, ces derniers redoutent que le mauvais état des finances publiques du Mali n'ait des répercussions néfastes pour eux.

Déjà *très importante*, la coopération entre la France et le Mali doit sortir renforcée des conversations de Bamako. Après avoir triplé en six ans (en francs courants), passant de 48 millions de francs, en 1970, à 165 millions de francs en 1976, l'aide *française représente, à elle seule*, 29 % *des aides* bilatérales, 20 % de toute l'aide extérieure et 6 % du produit intérieur brut du Mali. Elle se caractérise par une progression *constante des interventions de la* Caisse centrale de coopération économique passées de 4 millions de francs, en 1973, à plus de 55 millions en 1976 *ainsi que par une régression* en termes réels de l'aide du Fonds d'aide et de coopération (FAC) aux investissements, compte tenu des *incidences* de la hausse des prix.

### L'assistance technique

*D'autre part*, bien que les effectifs de l'assistance technique au Mali soient en décroissance, le coût de cette assistance représente une part *de plus en plus grande* de l'ensemble de l'aide publique française. Il faut ajouter à cela la participation de la France à certains engagements multilatéraux, dont 25 % de la contribution du Fonds européen *de développement* (FED), ainsi qu'une aide indirecte consentie par l'intermédiaire du compte d'opérations ouvert *dans les écritures du Trésor français* au nom de la Banque centrale du Mali. Le montant de cette aide suscite un égal mutisme du côté malien et du côté français. Cependant, on sait que *pour permettre* à Bamako de redresser sa situation financière la France a consenti une aide budgétaire de 30 millions de francs environ depuis 1967. Il est peu probable que les effectifs de l'assistance technique, qui comptent trois cent trente-sept personnes *dont deux cent trente-sept* enseignants, soient augmentés prochainement. En effet, ceux-ci sont en légère déflation depuis 1974. De même, *les effectifs* en personnel des *instituts de recherche et des sociétés* d'intervention qui comptent cinquante-sept experts français, devraient demeurer stables. En revanche, *il est question que le gouvernement français* prenne de plus en plus en charge le logement de ses coopérants.

*Dans le domaine de l'aide aux* investissements, accordée au titre du Fonds d'aide et de coopération, le Mali figure au dixième rang des *Etats bénéficiaires et a reçu 320 millions* de francs de 1960 à 1976. Plus de la moitié de cette aide a été affectée au développement de l'agriculture. Parmi les grands *projets à la réalisation* desquels la France apporte son concours figure la construction du barrage de Selingue. Ce dernier sera *financé à 50 % par des fonds arabes et à 50 % par des* fonds européens ou canadiens. La France apportera 70 millions de francs, dont 20 millions de francs au titre *du Fonds d'aide et de coopération*, 35 millions de francs au titre de la Caisse centrale de coopération économique et 15 millions de francs au titre de la COFACE (Compagnie *française d'assurance* pour le commerce extérieur). Enfin, les engagements de la Caisse centrale de coopération économique, qui ne *représentaient que 50 % des subventions* du Fonds d'aide et de coopération en 1975 et portaient sur 14 700 000 F, atteignent aujourd'hui 55 millions de francs, *soit 235 % des subventions FAC.*

Importante pour le Mali, la coopération française offre un vif intérêt pour la France elle-même. En effet, la République *malienne occupe* une position *stratégique* de premier plan sur l'échiquier politique de l'Ouest africain. Membre de l'Organisation de mise en valeur de la vallée du fleuve *Sénégal (O.M.V.S.)* avec la Mauritanie et le Sénégal, le Mali est intéressé à toutes les opérations de développement qui sont à l'étude dans le bassin fluvial du Sénégal, et *notamment à la réalisation* du barrage-réservoir de Manantali. D'autre part, Bamako figure au centre de l'axe Dakar-Abidjan, vital pour la politique française en Afrique noire *francophone.*

PHILIPPE DECRAENE.

## M. Giscard d'Estaing : des dispositions sont prises pour interdire toute nouvelle fourniture de matériel militaire terrestre ou aérien à l'Afrique du Sud

Bamako *(A.F.P.)*. — « *Toutes les dispositions ont été prises par la France, non seulement pour interdire toute nouvelle fourniture de matériel militaire terrestre ou aérien à destination de l'Afrique du Sud, mais également pour s'assurer qu'aucune livraison ne puisse avoir lieu* », a déclaré M. Giscard d'Estaing, lundi soir 14 février, au cours de la réception donnée en son honneur au palais de Koulouba, à Bamako, par le colonel Moussa Traoré.

« *La France et le Mali partagent les mêmes idéaux de liberté pour les hommes et d'indépendance et de solidarité pour les Etats. C'est pourquoi nos positions concernant les grands problèmes africains sont identiques. Que ce soit sur l'application de la règle majoritaire en Rhodésie, l'accession de la Namibie à l'indépendance, qui sera réalisée dans quelques mois selon la procédure de l'autodétermination, ou la condamnation de la politique d'apartheid, qui outrage la dignité de l'homme, nos convictions sont semblables.*

» *La France*, a annoncé d'autre part le président de la République, *est décidée à prendre à sa charge une évaluation complète et scientifique des ressources minières de la République du Mali...*

» *J'ai noté que certains projets retiennent particulièrement votre attention. Comment ne pas souhaiter que le Mali, qui fondait autrefois sa prospérité sur des mines d'or et de fer, soit aujourd'hui mis en mesure, grâce aux moyens de prospection modernes, de recenser l'étendue et la valeur exacte de ses gisements de bauxite, de manganèse et de phosphates et de ceux qui viendraient à être découverts.* »

M. Giscard d'Estaing a indiqué que la conférence franco-africaine « au sommet » qui doit se tenir en avril prochain à Dakar aura à nouveau parmi ses principaux objectifs, comme celles de Bangui et de Paris qui l'ont précédée, « *la reconstitution dans un esprit nouveau de justice, de solidarité et de réalisme d'un ordre économique mondial acceptable pour tous et accepté par tous* ». Il a relevé que cette réunion de Dakar se tiendra à temps pour que des conclusions soient arrêtées avant la conférence des pays industrialisés de mai prochain et la réunion ministérielle du « sommet » Nord-Sud.

« *Il me paraît indispensable que cette réunion ministérielle du dialogue Nord-Sud enregistre des progrès importants*, a-t-il dit. *La France ne ménagera pas ses efforts pour y parvenir. La meilleure manière d'y aboutir est de la préparer soigneusement. Nous le ferons ensemble.* »

M. Giscard d'Estaing a réaffirmé que la politique de la France en Afrique a parmi ses buts essentiels « *le renforcement de la capacité des Africains de résister aux ingérences extérieures qui détournent l'Afrique de sa vocation profonde, qui est de consacrer, dans la paix, ses forces à son développement et à la promotion de l'homme* ». — *(A.F.P.)*

### LES BAMBARA DU SEGOU ET DU KAARTA de Charles Monteil

Ouvrage classique paru il y a un demi-siècle et devenu introuvable, « les Bambara du Segou et du Kaarta », de Charles Monteil, vient d'être réédité. Cette « étude historique, ethnographique et littéraire d'une peuplade du Soudan français » constitue une œuvre d'autant *plus précieuse* que les Bambara représentent plus du tiers de la population de l'actuelle *République du Mali*. Archétype du « paysan noir » cher à Robert Delavignette, le Bambara *était* considéré par les missionnaires catholiques comme « le païen » par excellence. De leur côté, les *officiers* français voyaient en lui le modèle du « tirailleur sénégalais ». Minutieusement étudiés par deux chercheurs aussi différents que l'Allemand Leo Frobenius et le Français Marcel Griaule, qui se sont surtout intéressés à leur cosmogonie, les Bambara avaient auparavant retenu toute l'attention de Charles Monteil. Mais, comme le note à juste titre son fils Vincent dans la préface de cette réédition, la vision de l'auteur, qui, comme Maurice Delafosse, fut un administrateur colonial féru d'ethnologie, était beaucoup plus vaste. Il s'est intéressé, en effet, pour le plus grand plaisir du lecteur, à l'histoire, à la langue et aux coutumes. — Ph. D.

★ G. P. Maisonneuve et Larose, Paris, *1976, 440 pages, 80 F.*

### Dans la maison de René Caillié

Tombouctou (A.F.P.). — Tombouctou, *jadis cité interdite*, a ouvert toutes grandes ses portes, lundi 14 février, à M. Giscard d'Estaing. Cette ville, si vivante depuis un millénaire, à la limite du grand Sahara, a réservé un accueil haut en couleur au chef de l'Etat français.

Des centaines de Touaregs attendaient à l'entrée de la cité avec leurs chameaux richement harnachés. Les « hommes bleus », tels que les a découverts René Caillié en 1828, étaient venus *parfois de fort loin*, la tête enveloppée dans le traditionnel litham indigo, le poignard au côté, *juchés sur leurs* montures.

M. Giscard d'Estaing, qui était accompagné de son épouse, de son fils Louis, du président Moussa Traoré, de MM. Durafour et Galley, avait exprimé le souhait de visiter « complètement » la ville, dont il a reçu les clés. Un professeur malien, *spécialiste de Tombouctou*, lui a servi de guide.

Pendant une heure et demie, sous un soleil de plomb, dans un *dédale de ruelles bordées de* maisons de torchis à arcades, le chef de l'Etat a revécu l'histoire de cette étrange cité depuis sa fondation au XI[e] siècle jusqu'à l'arrivée des grands explorateurs, Alexandre Gordon Laing (1826) et René Caillié (1828).

Les grandes mosquées de Tombouctou, Djingareiber (1325), reflet de l'islam ascétique, et Yahiya (1520), sont restées intactes. Au XV[e] siècle, la ville comptait plus de cent mille habitants contre quatorze mille de nos jours.

Le président s'est longuement attardé dans la maison — aujourd'hui sans toit — de René Caillié. Il s'est renseigné sur sa restauration. Il s'est également arrêté devant la plaque de bronze qui rappelle que le commandant Joffre, futur maréchal de France, a séjourné à Tombouctou de février à juin 1894.

Mais il s'est surtout intéressé à l'histoire ancienne de la ville, tout en manifestant un vif intérêt pour le folklore traditionnel : orchestres de balafons, danse nerveuse des femmes, chants des griots. Il aurait sans doute aimé *faire un tour à dos de chameau*, comme son ministre de la coopération, mais les photographes étaient là, et le chef de l'Etat a renoncé à cette promenade.



## Un entretien avec M. Nouira premier ministre tunisien

*(Suite de la première page.)*

Dans cet esprit nous avons conçu la loi d'avril 1972, qui permettait à des investisseurs étrangers de créer en Tunisie des entreprises dont les produits étaient destinés à la seule exportation. Nous importions ainsi du travail au lieu d'exporter de la main-d'œuvre. C'est à partir de 1974 que cette formule a commencé à donner ses fruits, surtout dans le domaine de la confection, et, depuis peu, dans le secteur du montage électronique.

» Notre troisième choix a concerné la production agricole. Les mesures prises antérieurement avaient *abouti* à une véritable collectivisation. On avait ainsi agglutiné autour de noyaux domaniaux toutes les *propriétés*, petites, moyennes, et même parfois assez grandes, pour constituer des sortes de coopératives gérées de façon administrative. La production agricole avait considérablement baissé.

» Nous avons rendu leur liberté aux propriétaires qui avaient été « coopérativisés » malgré eux. Chacun a récupéré sa terre. Ne sont restées que les coopératives constituées en majeure partie par des lots domaniaux. Actuellement, il en reste *deux cent vingt-quatre*, et les autres terres domaniales sont gérées directement par le ministère de l'agriculture. Cette opération nous a coûté quelques millions de dinars, car ces coopératives étaient engagées *tant* à l'égard de la Banque mondiale qu'à celui d'autres fournisseurs. La confiance ayant été rétablie dans le monde agricole, la production a redémarré et a augmenté, notamment dans les périmètres irrigués.

» Enfin, quatrième choix, nous nous sommes engagés dans la transformation sur place des matières premières tunisiennes, et nous avons donc entrepris un important effort d'industrialisation.

» Voilà quels *ont* été les grands axes de notre politique de développement depuis 1970. Le cinquième plan, qui *démarre* cette année, va poursuivre l'effort de façon plus accentuée dans la même direction.

### Les résultats du VI[e] plan

— *Quels ont été les résultats du IV[e] plan ?*

— Nous avions prévu une augmentation annuelle du P.I.B. de 6,6 %. Elle a *été de 6 %*. Nous avions prévu un volume d'investissements de 1 200 millions de dinars *(1), contre 1 250 millions* pour toute la décennie antérieure. Les investissements réels ont été de *1 090 millions*. Nous avons donc réalisé 90 % de nos prévisions, bien que nous ayons subi les effets d'une hausse inconsidérée des biens d'équipement que nous sommes contraints d'importer.

» Nous avons réussi à créer 164 000 emplois durant la quadriennie, dépassant ainsi nos prévisions de 40 %. Sur le plan *social, nous avons redistribué* le produit national par le canal des salaires, qui ont augmenté en moyenne de *50 %*, et *en subventionnant* certains produits de grande consommation. L'augmentation des prix n'a pas dépassé 5 % par an.

» Nous prévoyons pour le V[e] plan une augmentation du P.I.B. de 7,5 %. Nous estimons que nous allons devoir faire face à une demande annuelle de 60 000 emplois nouveaux et nous comptons la satisfaire intégralement. L'enveloppe globale des investissements pour la quinquennie s'élèvera à 4 200 *millions* de dinars. 3 000 millions seront couverts par l'épargne nationale, et le reste proviendra d'emprunts publics et de crédits à moyen terme demandés à l'étranger.

» *Voilà* pour le quantitatif. Pour ce qui est du qualitatif, nous nous attacherons plus que jamais à créer pour distribuer. Cette politique a déjà *porté ses fruits*. Les comparaisons faites entre les deux enquêtes de consommation que nous avons réalisées *en* 1968 et 1975, sont à cet égard éloquentes. La tranche de la population dont les dépenses se situaient en 1968 entre 0 et 50 dinars par an était de 27 %. Cette proportion est tombée à 16 % en 1975. 34 % des habitants consommaient en 1968 entre 100 et 400 dinars par an. Ce pourcentage est passé à 50 %. L'évolution est donc nette, et la société tunisienne se caractérise de plus en plus par une importante classe moyenne.

» Les transferts sociaux par le canal budgétaire représentent un autre aspect de la politique sociale *du gouvernement. L'éducation* absorbe, à elle seule, 30 % des dépenses de l'Etat. En y ajoutant les équipements collectifs, la santé, la jeunesse, la culture, la formation professionnelle, on atteint quelque 63 %. Cela me paraît même assez grave, car il ne reste plus grand-chose pour la création d'emplois.

— *Cette politique n'a pas empêché en 1976 une certaine agitation sociale. Le « pacte social » qui vient d'être signé sous votre égide entre « partenaires sociaux » est-il de nature à mettre un terme à ce genre de difficultés ?*

— La poussée sociale de 1976 a été délibérément gonflée car ceux qui nous dénigrent devaient bien trouver quelque chose à dire. Elle a été, il est vrai, un tout petit peu spectaculaire du fait qu'elle a atteint certains secteurs très sensibles comme celui des transports. Cependant, les heures de travail chômées du fait de grèves durant toute l'année 1976 n'atteignent même pas la moitié de celles perdues du fait de certains accidents du travail.

### « Le problème des salaires est réglé »

» En ce qui concerne le gouvernement, *il a toujours eu* le souci de maintenir le dialogue avec les partenaires sociaux. C'est pour*quoi nous* avons *voulu trouver* au problème des salaires une solution globale, conçue à l'échelle nationale. La nouvelle définition du SMIG et du SMAG, qui vient d'intervenir, vise ainsi à rattraper l'élévation du coût de la vie et à devancer les bénéfices attendus de l'augmentation de la production. Il faut souligner que les négociateurs, dès le *départ*, parlaient le même langage, même s'ils défendaient quelquefois des intérêts *opposés. Les cas de toutes* les catégories de salariés — dans la fonction publique, le secteur para*étatique et le* secteur privé — ont été passés en revue. Par conséquent, le problème des salaires, pour nous, *est* réglé.

» Je crois que les cocontractants auront un grand souci d'honorer leurs engagements. *Dès le* lendemain de la signature, la centrale syndicale a d'ailleurs entrepris une campagne d'*explication* et d'incitation à l'augmentation de la productivité.

— *A son retour de Genève, le 14 janvier dernier, le président Bourguiba s'est implicitement déchargé d'une grande partie de ses responsabilités sur « tous ses collaborateurs » et donc principalement sur vous-même. Quelles conclusions en tirez-vous ?*

— Vous interprétez de façon un peu trop laxiste les paroles du chef de l'Etat. Il ne s'est pas déchargé de ses principales responsabilités. Bien au contraire, il remplit toujours les fonctions que lui assigne la *Constitution*. C'est lui qui oriente la politique de la nation et qui détermine les choix. Si, *pour des raisons de santé* il s'est déchargé de quelque chose, c'est plutôt des affaires courantes, de *la* gestion quotidienne.

— *La Tunisie se flatte d'être un pays doté d'institutions libérales. Elle demeure cependant sous le régime de fait du parti unique. Pensez-vous que vingt ans après l'indépendance, la situation actuelle du pays nécessite encore ce type de solution ?*

— Je le pense effectivement pour plusieurs raisons. D'abord, vingt ans dans la vie d'une nation, c'est peu, c'est moins qu'une génération. Certains pays d'Europe pour parler d'un contingent très proche de nous — ont mis beaucoup plus de temps pour arriver à une forme de démocratie pluraliste.

» Je vous dirai ensuite qu'en matière de parti *unique, tous les* Tunisiens sont d'accord. Jusqu'ici je n'en connais pas un seul, parmi ceux qui ont exercé ou qui exercent des responsabilités, qui ne le soit pas.

» Enfin, qu'est-ce que le pluralisme sinon l'existence de courants d'intérêt ? Cela existe en Tunisie. En matière de pouvoir politique, nous avons des institutions. En matière de pouvoir social, nous avons une organisation syndicale *qui défend* très valablement *ses* adhérents. Le droit de grève est non seulement reconnu, mais encore exercé. En matière économique, la centrale syndicale et l'organisation que se sont données les investisseurs *ont* également leur mot à dire. Le pluralisme ne revêt pas nécessairement la forme de partis *politiques*. *Il* peut emprunter d'autres voies et celle que je viens de mentionner est aussi valable que d'autres.

— *Récemment, d'anciens responsables du parti socialiste destourien ont déposé une demande d'autorisation en vue de faire paraître deux hebdomadaires. Il semble qu'ils n'aient pas obtenu satisfaction.*

— En cette matière, la loi prescrit une procédure et définit des *obligations*. Je n'ai pas connaissance qu'ils aient satisfait à l'une ou aux autres. Si même ils l'avaient *fait*, la loi leur *donne* des moyens de recours.

### Les relations entre la Libye et l'Algérie

— *Les relations tuniso-libyennes restent tendues, alors que, dans un passé encore récent, les deux pays envisageaient de s'unir. Comment envisagez-vous l'évolution de ces relations ?*

— Jusqu'à présent la Tunisie n'a rien fait pour réaliser une union quelconque. En ce qui concerne nos rapports avec la Libye, nous nous attachons à ce qu'ils *soient les meilleurs possible.*

— *Où en sont vos relations avec l'Algérie, et pourquoi tous les projets de coopération avec ce pays sont-ils « en panne » ?*

— Nous n'avons pas de problèmes avec l'Algérie. Le fait que certains projets ne se soient pas réalisés ne constitue nullement un signe de mauvais voisinage. *C'est* un problème subalterne, une question d'opportunité, et cela n'a pas d'autre signification.

— *Le point de vue tunisien sur le conflit du Sahara occidental a-t-il évolué récemment ? Les relations de Tunis avec Rabat et Nouakchott ont-elles accompli des progrès nouveaux après l'appui apporté par la Tunisie aux thèses maroco-mauritaniennes ?*

— Vous faites allusion à un *problème épineux* et qui a provoqué des frictions entre des pays avec lesquels nous avons des liens beaucoup plus solides que le simple voisinage ou l'amitié. Nous ne pouvons que regretter cet état de choses. Nous avons tenté tout ce qui était en notre pouvoir pour trouver une solution à ce problème. Nous sommes toujours *disposés* à le faire, *mais nous* ne cherchons à nous ériger ni en juge ni en arbitre.

— *Qu'attend la Tunisie du dialogue euro-arabe ?*

— Vous connaissez notre position sur ce sujet. *L'Europe* et le monde méditerranéen, dont une partie du monde arabe est le prolongement, constituent un tout. *Sur le* plan économique, l'Europe est le principal fournisseur et le premier client. Pour ce qui est de *la sécurité, l'histoire* aussi bien ancienne que récente démontre que celle de l'une conditionne *celle de l'autre.*

Ces données rendent nécessaire un dialogue euro-arabe qui doit être permanent. *Voilà pour* le fond. Quant à la forme, je pense que ni l'Europe ni les Etats arabes ne doivent poser de conditions à l'instauration de ce dialogue. Cela ne veut pas dire que les divers aspects de tous les problèmes *nous* concernant ne doivent pas être examinés, bien au contraire. C'est cet esprit que je crois avoir saisi dans les déclarations et le communiqué commun qui ont marqué la récente visite de *M. Giscard d'Estaing* en Arabie Saoudite. C'est dans ce sens qu'à Tunis nous ne cessons d'œuvrer. »

*Propos recueillis par*
DANIEL JUNQUA.

(1) 1 dinar vaut environ 12 francs.

هكذا من الأصل

M. Nouira
tunisien

Les relations entre la
et l'Algérie

TURQUIE





*Tribune du 13 mars*

LES FEMMES ET LA VIE MUNICIPALE

## Gérer ensemble la commune

par NOELLE DÉWAVRIN (*)

IL y a actuellement 20 684 conseillères municipales sur 466 882 sièges, *et il y a 571 maires sur 37 708. En 1977, il faut à la France au* moins 100 000 conseillères municipales et 3 000 maires, c'est-à-dire environ cinq fois plus.

*En Europe, la première femme pilote était une Française ;* la première femme exploratrice était une Française ; la première femme parachutiste *était* une Française ; *pourquoi les Françaises ne seraient-elles pas aussi les premières Européennes sur le plan politique ? Malheureusement,* en ce qui *concerne* la représentation dans les assemblées élues, la femme française est au dernier rang de la communauté.

Un sondage réalisé il y a quelques mois par *la Croix du Nord Dimanche* dans le nord de la France a montré *que* 83 % des électeurs sont d'accord pour voir des femmes au conseil municipal... Est donc balayé l'argument selon *lequel* on ne voterait *pas* pour une femme.

Alors réjouissons-nous, les femmes vont participer pleinement à l'administration *de la commune.*

Les femmes françaises doivent être aussi décidées que leur collègues allemandes ou anglaises, et cela pour deux raisons principales :

1) Parce que *la vie de la commune, c'est la vie quotidienne.* Pour nous, les femmes, la vie de la commune, c'est la vie quotidienne, la vie de la commune, c'est du concret, *c'est* du réel, c'est du vécu.

La vie de la commune concerne le travail, la santé, l'éducation, la consommation, l'urbanisme, le logement, l'environnement, les équipements collectifs, bref, tout *ce* qui fait la vie réelle de la société, et ces problèmes, nous, les femmes, nous les connaissons, nous les *vivons, nous nous y attachons. nous y sommes à l'aise, je dirais* surtout *nous y sommes indispensables.*

Nous, les femmes, nous pouvons changer le débat public et le *transformer, de débat trop souvent rhétorique* en débat réel.

2) Parce que *les hommes ont besoin des femmes.*

Il doit exister une communauté de travail entre homme et femme. *L'homme et la femme doivent participer au même combat et* travailler dans les mêmes équipes. Chacun a, en effet, sa manière propre, sa façon spécifique d'étudier les problèmes et d'y trouver des solutions.

La loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale déclare que c'est *« ensemble »* que le père et la mère assurent l'éducation de leurs enfants.

***

C'est *également « ensemble »* que l'homme et la femme doivent assurer la conduite de la commune.

1) *A la commission de l'urbanisme,* par exemple, une femme pourra donner son avis concernant le plan d'occupation des sols et, par exemple, empêcher qu'un crématorium ne soit situé en face d'une école maternelle et d'un groupe de quatre cents petites maisons *neuves (exemple vécu). Elle pourra également demander* que les placards des H.L.M. aient plus de 40 centimètres de large afin que l'on puisse y pendre un costume, *ou que la communication* soit possible entre deux F 3 afin de pouvoir y loger une famille nombreuse.

De même, une femme pourra expliquer à ses collègues les *inconvénients de tel plan de circulation et les répercussions qu'auront* la création d'un sens interdit, d'un couloir d'autobus sur les mères de famille du quartier, sur les vieilles personnes ou sur les jeunes qui circulent à bicyclette.

2) *A la commission des affaires sociales,* une femme pourra expliquer à ses collègues masculins les intérêts et les avantages d'une crèche familiale à domicile par rapport à une crèche collective.

3) *A la commission des finances,* une femme pourra attirer l'attention sur telle ou telle association qui mérite une subvention plus importante.

***

Les femmes font également merveille pour *tenir des permanences ;* elles se tiennent facilement à l'écoute des personnes qui viennent leur *confier,* en larmes quelquefois, leurs problèmes ou leurs malheurs, et *elles ont* de la persévérance pour faire aboutir une intervention.

Tant de communes de France ont besoin des sourires féminins pour accueillir telle ou *telle* personnalité en visite *dans la* commune, lui faire visiter des installations nouvelles, lui *expliquer* ce qui va ou ce qui va moins bien.

Oui, *mesdames,* les hommes ont *besoin* de vous, *ils* ont *besoin* de votre message de sagesse, de réflexion, de bon sens et de paix.

Habituées à la maison à comprendre à demi-mot, les femmes sont tout à fait capables de *saisir* une *situation délicate, elles savent agir* avec doigté et éviter de blesser l'un des partenaires.

Habitués, pour beaucoup d'entre elles, à *faire* partie d'associations féminines qui ont *proposé de grandes réformes, les femmes* françaises savent débattre des problèmes *concernant,* par exemple, la consommation, la qualité de la vie, l'environnement.

*Nous, Françaises, nous ne* devons pas hésiter à nous engager lors des prochaines élections municipales de 1977.

Nous devons demander à faire partie des listes municipales, nous *devons aller* trouver les maires de nos communes ou les responsables des partis politiques et leur proposer d'être candidates.

Nous ne *devons* pas avoir de *complexe d'infériorité, nous ne* devons pas hésiter non plus à prendre la tête d'une liste.

Soyons, au contraire, persuadées que nous sommes indispensables, que nous devons diffuser *nos valeurs féminines, valeurs d'humanité,* dans toute la société pour rendre celle-ci moins tendue, moins crispée, plus harmonieuse et plus paisible. *C'est* pour nous un devoir, c'est pour nous une obligation, c'est pour tous une nécessité.

(*) Conseillère municipale du Touquet, déléguée nationale R.P.R. à l'action féminine.

## Maire recherche conseillère

par BRIGITTE GROS (*)

DANS les trente-sept mille communes de France, les listes pour les prochaines élections municipales se constituent d'ores et déjà. Plus d'un million de citoyens (en se basant sur une moyenne de deux listes par commune) commencent ainsi à se mobiliser à six semaines de l'échéance électorale des 13 et 20 mars 1977. Or on constate pour la première fois depuis trente ans — date à laquelle les femmes ont acquis leur majorité politique — que les magistrats municipaux en place, de même que la plupart des têtes de liste, *se mobilisent pour tenter de doubler, de tripler, voire même de quadrupler la représentation féminine dans leur équipe.*

Pour la première fois, ils sont convaincus qu'en mars 1977 il sera électoralement payant de se *présenter aux suffrages des électrices* et des électeurs avec une liste où le deuxième sexe aura sa *place, et une place qui ne soit plus réduite à quelques strapontins.* Il y a six ans encore, les maires hésitaient, pour la plupart, à faire appel à des candidatures féminines : *« Nous ne sommes pas anti-féministes,* disaient-ils alors ; *mais nous sommes obligés de constater que les femmes ne votent pas pour les femmes. Leur présence est électoralement une erreur. »* Aujourd'hui, ils tiennent un tout autre langage : *« Nous souhaitons constituer des listes mixtes et sans domaine réservé aux femmes. Nous reconnaissons, en effet, que les Français ont pris conscience du fait que les femmes sont capables, tout autant que les hommes, d'assumer totalement des responsabilités publiques. »*

***

*Quelles sont les raisons qui ont fait évoluer ainsi l'opinion de nos concitoyens* à l'égard du rôle que peut et doit jouer aujourd'hui *le deuxième sexe* dans la vie publique *de notre pays ? Cette évolution* des esprits résulte des deux novations qui sont intervenues depuis deux ans. En premier lieu, des *responsabilités* importantes ont été confiées à certaines femmes de talent dans les instances du pouvoir, ce qui constitue, sous la Ve République, une rupture avec les habitudes passées. *« Une femme dans un gouvernement, peut-être ! »,* disait le général de Gaulle, *« mais alors il faudra lui confier un sous-secrétariat d'Etat au tricot. »* Georges Pompidou, *dans ce domaine,* ne fut pas plus *réformateur* que son *prédécesseur.* En revanche, Valéry Giscard d'Estaing n'hésita pas à aller plus loin que Léon Blum, qui avait offert, en 1936, trois postes ministériels à des femmes ; il y a quatre ministres femmes dans le gouvernement de M. Raymond Barre. *Et à des postes de responsabilité importants :* la santé, les universités, la culture, la consommation. En outre, la création et le fonctionnement, pendant *plusieurs* mois, d'un *secrétariat d'Etat* à la condition féminine ont permis d'ouvrir les yeux des Français sur la place et la responsabilité que les femmes occupent avec succès dans de nombreux secteurs de la vie économique et administrative de notre pays.

*La deuxième novation est d'ordre législatif. Deux projets de loi* votés par le Parlement, et que les femmes attendaient depuis plusieurs décennies — *ceux* concernant l'interruption de grossesse et la protection de la femme dans le divorce, — ont été ressentis, d'une façon générale, comme des décisions de justice et de dignité à leur endroit. *Ils ont contribué à faire évoluer les esprits, même les plus* rétrogrades.

Ces deux *novations* ont entraîné des réactions en chaîne. Un changement *d'attitude* des hommes envers la condition de leur compagne, mais aussi une modification d'attitude des femmes envers elles-mêmes. Elles *s'apprêtent aujourd'hui à faire le pas qu'hier nombre d'entre* elles n'osaient franchir en *raison* des interdits qui pesaient encore sur leur condition.

Alors qu'il y a six ans encore certains maires parvenaient rarement à convaincre des femmes à figurer sur leurs listes, aujourd'hui *tout paraît différent. On constate même que s'instaure entre* les maires sortants une sorte d'émulation, un esprit de concurrence. Chacun tient à compter dans son équipe municipale plus de femmes que ses collègues des communes voisines.

C'est pourquoi on peut raisonnablement espérer que le nombre de femmes élues, qui n'était que de 4,4 % en 1971, sera, en mars 1977, bien plus important.

*La commune est le berceau de la démocratie. Elle est aussi le* microcosme de notre société. L'exercice de la *responsabilité* à l'échelon de la *cité est* bien la *meilleure formation* pour connaître dans leur réalité concrète les *problèmes* d'un pays. Une présence nouvelle et importante de femmes dans la vie locale serait donc le point de *passage* privilégié pour leur *permettre* demain de se jeter dans d'autres batailles électorales afin d'entrer plus nombreuses dans *les assemblées départementales* et *régionales comme au Parlement,* où leur représentation n'est que de 1,5 %. Pour *les femmes,* quelles que *soient leurs préférences politiques, les prochaines municipales* constitueront un tournant décisif.

(*) Sénateur des Yvelines (non-inscrite), maire de Meulan.

# POLITIQUE



## VAL-DE-MARNE : batailles autour d'un chef-lieu

**Comme dans l'ensemble de la région parisienne, les stratèges des partis politiques du Val-de-Marne attendent avec anxiété ou impatience le résultat des élections municipales de mars, pour savoir si la nette victoire enregistrée par la gauche aux élections cantonales de 1975 se confirme ou non. M. Michel Germa (P.C.) avait alors ravi la présidence du conseil général à M. Roland Nungesser, député R.P.R. La bataille électorale, toujours rude dans un département que représentent au Parlement M. Marchais, secrétaire général du P.C., ou M. Alain Poher, président du Sénat, s'annonce aussi acharnée que les précédentes.**

La majorité présidentielle est sur la défensive. Elle s'attend à voir basculer quelques-unes des vingt-neuf municipalités (sur quarante-sept) qui échappent encore à l'union de la gauche. Les gaullistes, les Républicains indépendants, le Centre des démocrates sociaux, les radicaux, le Centre national des indépendants et paysans et le Mouvement démocrate socialiste de France nourrissent peu d'inquiétude pour les communes rurales de la périphérie ou pour celles qui sont proches de Paris. En revanche, ils redoutent les conséquences électorales des urbanisations rapides enregistrées dans certaines villes comme Créteil, Boissy-Saint-Léger ou Sucy-en-Brie. Pour conjurer ces périls, la Georges, ou M. Pierre Billotte, maire (R.P.R.) de Créteil, tous deux en position délicate, font l'unanimité.

Tout autre est le climat qui règne à gauche, où l'on parle de « détérioration des rapports ». Les fédérations du parti communiste et du parti socialiste sont parvenues à s'entendre pour présenter une liste unique dans neuf communes seulement. Il s'agit de Charenton - le - Pont, Chevilly-Larue, le Kremlin-Bicêtre, Nogent-sur-Marne, La Queue-en-Brie, Rungis, Saint-Mandé, Sucy-en-Brie et Vincennes.

### La droite menacée

Pour répartir les places sur les listes de candidature entre les formations de gauche, les communistes utilisent la moyenne arithmétique des résultats électoraux depuis 1972. Les socialistes contestent ce mode de calcul qui minore leur forte poussée depuis 1974 et qui leur ferait perdre un siège de sénateur. Le P.C. accuse son partenaire de formuler des exigences excessives et de ne pas appliquer loyalement l'accord national. Pour lui, un accord est possible dans vingt-trois communes au moins. Le P.S. soupçonne son allié d'intentions hégémoniques. Chacun déclare que des « primaires » ne lui font pas peur.

Quelles sont les communes où des changements apparaissent possibles ? A gauche, M. Fernand Dupuy, député (P.C.) et maire de Choisy-le-Roi, M. Maxime Kalinsky, député (P.C.) et maire de Villeneuve-le-Roi, ou M. Joseph Franceschi, député (P.S.) et maire d'Alforville, devraient retrouver sans problème leur mandat municipal. La majorité présidentielle s'estime en mesure de gêner deux maires communistes sortants : à Champigny-sur-Marne, M. Jean-Louis Borgero, maire et conseiller général, devra compter avec un certain tassement des positions communistes enregistré lors des dernières élections cantonales. A Fontenay-sous-Bois, M. Louis Bayeurte, maire et conseiller général, a vu démissionner successivement six des conseillers municipaux élus en 1971 sur sa liste. A ce malaise, s'ajoute le fait que M. Giscard d'Estaing a obtenu à Fontenay 50,40 % des voix au deuxième tour des élections présidentielles de 1974. La liste de la majorité sera conduite par M. Didier (sans étiquette).

Les scores de deux anciens socialistes sont attendus avec intérêt. Au Kremlin-Bicêtre, M. Antoine Lacroix, maire (M.D.S.F.), retrouvera en face de lui M. Jean-Paul Kayser (P.C.), qui l'a battu de 580 voix aux dernières élections cantonales. Il est vrai que le canton du Kremlin comprend une partie du fief communiste de Villejuif. A Villiers-sur-Marne, M. André Rouy, maire socialiste indépendant et conseiller général, pourrait affronter une liste communiste, une liste socialiste et même une liste R.P.R., si ce parti met ses projets à exécution.

Les menaces sont beaucoup plus nombreuses et précises dans les municipalités détenues par la droite. Certes, M. Alain Poher, maire d'Ablon, ne devrait pas connaître de difficultés, même s'il obtient, comme en 1971, moins de voix que ses colistiers. M. Roland Nungesser, député (R.P.R.) et maire de Nogent-sur-Marne, ou M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional d'Ile-de-France et maire du Perreux, sont également assurés de leur réélection. En revanche, la municipalité dirigée par M. Louis Rougagnou (majorité) est très menacée, à Boissy-Saint-Léger, en raison de la multiplication des programmes immobiliers qui provoquent un afflux de populations nouvelles. M. Gabriel Chauvet, maire (R.P.R.) de Chevilly-Larue et conseiller général, devra répéter sa performance des élections cantonales de 1973, au cours desquelles il l'emporta de 89 voix sur son adversaire communiste. La situation est identique à Thiais, pour M. Noël Hivernaud (R.P.R.). M. Jean-Marie Poirier, maire (R.I.) de Sucy-en-Brie, qui a perdu, en 1973, son siège de député au profit de M. Maxime Kalinsky (P.C.), et, en 1976, son siège de conseiller général au profit de M. Campuzan (P.S.), n'a pas la partie gagnée d'avance, pas plus que M. Roger Fontanille, maire (R.P.R.) de la Queue-en-Brie. Comme aux élections municipales de 1971, M. Marius Faisse, maire (M.D.S.F.) de Villeneuve-Saint-Georges, devra triompher de M. Roger Gaudon, sénateur communiste.

Trois villes se signalent par des oppositions entre personnalités du même camp. A Saint-Mandé, les observateurs parlent de « parricide », pour qualifier l'attaque que mène M. Robert-André Vivien, député R.P.R. et conseiller général contre le maire sortant, M. Jean Bertaud, sénateur R.P.R. En effet, M. Vivien a été longtemps le poulain de celui-ci, mais il est vital pour lui de protéger son siège parlementaire en obtenant une assise locale. Celle-ci lui permettrait de résister, en 1978, aux candidatures éventuelles de M. Jean Clouet, maire (R.I.) de Vincennes, et de M. François Guérard, conseiller municipal (C.D.S.) de Saint-Mandé. Alors que M. Bertaud était assuré de l'investiture de tous les partis de la majorité, le R.P.R. a estimé qu'il était temps d'assurer la relève d'un homme âgé de soixante-dix-huit ans. Il a chargé M. Vivien de défendre ses couleurs.

Autre duel au sein de la majorité : Saint-Maur-des-Fossés. Il y a quelques mois encore, nul n'aurait donné beaucoup de chances au maire, M. Gilbert Noël, d'être réélu. En effet, suppléant de M. Pierre Billotte et gaulliste de gauche, M. Noël avait appelé à voter pour M. Mitterrand au deuxième tour des élections présidentielles. Les partis de la majorité semblaient décidés à venger cette « trahison », d'autant que le maire de Saint-Maur se voyait critiqué pour ses projets d'urbanisme. Le professeur Jean-Louis Beaumont, ancien président de l'université de Paris-Val-de-Marne, s'est donc porté candidat avec l'appui des républicains indépendants et du C.N.I. Le R.P.R. et le C.D.S. sont aujourd'hui divisés. Certains de leurs adhérents soutiennent M. Beaumont. M. Charles Julien, premier adjoint R.P.R. sortant, et M. Giraud, vice-président départemental du C.D.S., sont candidats sur la liste de M. Noël.

A Créteil, chef-lieu du Val-de-Marne, les querelles atteignent toutes les familles politiques. M. Pierre Billotte, député (R.P.R.) et maire, voit se dresser contre lui son premier adjoint, M. René Renaud, qui a démissionné de l'U.D.R. Celui-ci lui reproche une gestion municipale dispendieuse et autoritaire.

Le P.C. et le P.S. ne parviennent pas à s'entendre sur une tête de liste commune. Le premier estime que la moyenne des élections de 1973 et de 1976 lui donne 53,84 % des voix de gauche. Il avance le nom de M. Michel Germa, président du conseil général. Fort de l'élection en 1976 de ses deux candidats locaux au conseil général, le P.S. juge que le futur maire doit sortir de ses rangs.

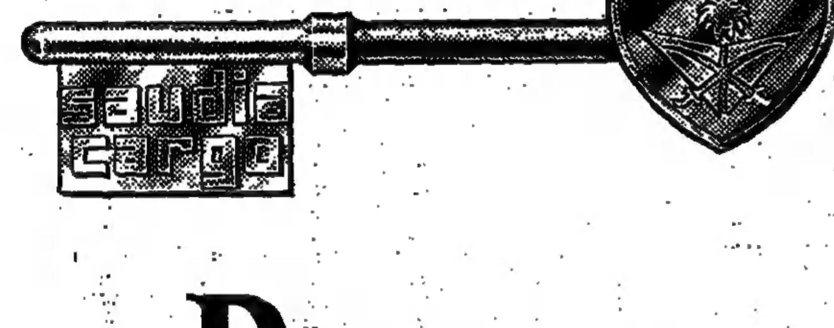
### Conflit au sein du P.S.

Pour le P.S., des luttes intestines affaiblissent sa combativité. La section de Créteil a contacté, au cours de l'année 1976, des membres du comité directeur national du parti pour leur proposer de conduire la bataille. Tour à tour, MM. Charles Hernu, Georges Sarre, Michel Rocard, Nicole Questiau, Lionel Jospin et Jacques Delors ont refusé. En revanche, M. Christian Pierre, membre du comité directeur du parti et ancien premier secrétaire de la fédération de Paris (CERES), a accepté.

Le bureau exécutif national a prononcé, en octobre 1976, la dissolution de la section de Créteil, en estimant qu'elle n'avait pas à demander à une personnalité de prendre la tête de sa liste. Pour respecter le verdict des électeurs cristolliens, le bureau exécutif a décidé que la section devrait choisir comme tête de liste l'un des deux conseillers généraux socialistes, M. Laurent Cathala ou M. Serge Lagauche.

L'instabilité de la section de Créteil, qui vote tour à tour pour le courant Mitterrand et pour la tendance CERES, a remis en cause cette décision. Elle vient de prendre parti pour M. Christian Pierre (le Monde du 8 février). La pagaille est générale et les électeurs reçoivent sur les marchés de la ville des tracts soutenant M. Pierre et d'autres déclarant que M. Lagauche est le seul candidat officiel. Selon un sondage officieux, ces zizanies auraient nui à la crédibilité du parti socialiste, qui obtiendrait 53 % des intentions de vote contre 57 % il y a trois mois. Le bureau exécutif national ayant confirmé, le 9 février, son opposition à la candidature de M. Pierre, une solution transactionnelle pourrait être trouvée avant le 19 février par la section elle-même.

ALAIN FAUJAS.



Prenez
la bonne clé.
Six fois
par semaine.



1. Lundi : Paris Riyad (via Rome)
2. Lundi : Paris Dhahran Riyad Djedda
3. Mercredi : Paris Djedda Riyad (Tristar)
4. Vendredi : Paris Djedda Riyad (via Genève)
5. Vendredi : Paris Djedda Riyad Dhahran
6. Samedi : Paris Djedda Riyad (Tristar)

Consulter votre transitaire

saudia cargo
SAUDI ARABIAN AIRLINES

Zone Fret Nord - Aéroport Charles de Gaulle - Tél. 862.39.54
Réservations passagers : Tél. 720.88.20

Nous ouvrons les portes du Moyen-Orient.

444

## ANGERS : le maire ne se représente pas.

*(De notre correspondant.)*

Angers. — Le maire sortant, M. Jean Turc, républicain indépendant, se retire laissant le champs libre pour conduire la liste à la majorité à M. Auguste Chupin, sénateur union centriste, premier adjoint sortant. M. Turc a annoncé sa décision en accusant ses collègues d'avoir provoqué son éviction par « *une opération résultant de combinaisons politiques destinées à satisfaire les ambitions de certains* ». La rupture s'est faite sur un différend portant à la fois sur les méthodes de gestion du maire sortant (jugées trop personnelles) et sur la répartition des tâches au sein de la future équipe municipale.

## AMIENS : trois listes en présence

De notre correspondant

Amiens. — Trois listes sont en présence : celle de la municipalité sortante, conduite par le maire, M. René Lamps, député communiste ; celle de M. Jean-Claude Broutin (C.D.S.), conseiller général ; et une troisième, lancée par l'association Pour Amiens.

A gauche, l'accord a été long à se faire. Les communistes sont majoritaires dans le conseil municipal sortant, mais le premier adjoint était socialiste. Fort de l'accord national passé avec le P.S., le P.C. demandait que le poste de premier adjoint revienne au parti du maire. Les socialistes ont cédé. Ce point était d'autant plus important que des bruits ont couru sur l'état de santé de M. Lamps. Le maire les a lui-même démentis au cours d'un meeting organisé par son parti.

La liste conduite par M. Broutin comprend des représentants de toutes les formations de la majorité présidentielle : R.P.R., R.I., C.D.S., radicaux valoisiens, M.D.S.F., C.N.I., « jobertistes », plus quelques personnalités « apolitiques ». M. Broutin, âgé de trente et un ans, appartient à une famille célèbre à Amiens. Son grand-père a lancé le pâté de canard qui fait la réputation gastronomique de la ville.

La troisième liste, en cours de constitution, est issue de l'association Pour Amiens. Elle regroupe des hommes et des femmes de la nouvelle bourgeoisie amiénoise. Ses initiateurs proposent notamment la création d'un conseil de ville ouvert à tous les partis, associations de quartier... au sein duquel « *seront démocratiquement débattues les propositions présentées par tous* ». Le conseil municipal consulterait ce conseil de ville avant de prendre ses décisions. Les autres thèmes développés font largement appel à l'écologie.

MICHEL CURIE.

## ANGOULÊME : le P.S. répond à M. Gremetz.

*A la suite des déclarations de M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique du P.C.F., dans* le Monde *du 10 février, affirmant qu'à Angoulême le P.C.F. doit conduire l'éventuelle liste d'union parce qu'il est arrivé en tête de la gauche lors des élections cantonales de 1973 et qu'il détient le plus grand nombre de sièges sur cette liste éventuelle, la section socialiste nous écrit :*

L'analyse proposée par M. Gremetz repose sur une mauvaise base : les élections cantonales de 1973. Les conclusions qu'il en tire sont arbitraires :

— Mauvaise base, car lors de cette consultation le taux d'abstention avoisinait 60 %, ce qui rend fragile tous les résultats. La seule référence acceptable (si l'on s'en tient à 1973) est celle des législatives, dont les résultats sont les suivants au premier tour : P.S., 4 220 voix ; P.C., 3 331 voix.

Il faut en outre noter qu'au cours de ces consultations il ne s'est présenté aucun candidat du Mouvement des radicaux de gauche.

— Conclusions arbitraires, puisqu'au regard de tels résultats le P.C. revendique 15 sièges, dont la tête de liste, et en propose 14 au P.S. et 4 au M.R.G. La section socialiste d'Angoulême, manifestant l'esprit le plus conciliant dans l'espoir d'aider à la constitution d'une liste d'union de la gauche, et en dépit de la poussée qui s'est exprimée en faveur du P.S. aux élections cantonales de 1976 (mais les cantons d'Angoulême n'étaient pas renouvelables), a fait finalement les propositions suivantes, que le P.C. a repoussées : 15 P.S., dont la tête de liste (M. Pronteau) ; 14 P.C. (dont le premier adjoint) ; 4 M.R.G.

S'il maintenait son refus, le P.C. porterait l'entière responsabilité de la constitution d'une liste homogène U.G.S.D. à Angoulême.

## SAINT-BRIEUC : M. Le Foll (P.S.) conteste les arguments du P.C.F.

*M. Yves Le Foll, député socialiste, maire de Saint-Brieuc, relève que, dans* le Monde *du 5 février, nous avons écrit que « le courant communiste est dominant » à Saint-Brieuc. Il nous écrit :*

En réalité, et les chiffres sont là pour le prouver, le courant communiste représente très exactement 45,6 % des suffrages de la gauche sur l'ensemble des scrutins pris en compte par l'accord national. Les communistes sont d'accord sur ce chiffre incontestable. Restent donc 54,4 % pour le courant socialiste, très largement majoritaire à gauche.

La difficulté est d'apprécier la part qui revient dans ce total au P.S.U. maintenu. Que ce soit au vu des résultats nationaux récents de ce parti, ou par calcul de transferts de voix sur le P.S. aux récentes cantonales, il n'est pas sérieux de prétendre que la part restant au P.S.U. dans ce total du courant socialiste ferait passer le P.S. au-dessous des 45,6 % du P.C.F. Il faudrait reconnaître au P.S.U. 9 % des suffrages de la gauche, ce qui est manifestement déraisonnable.

Ce n'est donc pas seulement au nom de la continuité de gestion, mais aussi parce que le P.S. est le premier parti de la gauche à Saint-Brieuc, que nous ne pouvons envisager de renoncer à conduire la liste d'union.

On pouvait comprendre au début des négociations que le parti communiste cherche à tirer le profit maximum des mutations intervenues à Saint-Brieuc au sein du courant socialiste par l'adhésion de 80 % des militants P.S.U. au P.S. en 1974. A cinq semaines des élections, ce jeu tactique est condamnable, car il met en péril une expérience de quinze années à laquelle les électeurs de gauche sont attachés.

### COTE D'OR

DIJON. — Les représentants des trois partis signataires du programme commun ont adopté un protocole d'accord. La liste d'union de la gauche, intitulée « Dijon demain », sera conduite par M. Pierre Palau, directeur adjoint du centre régional de documentation pédagogique, conseiller général et premier secrétaire de la fédération départementale du P.S. Elle comprendra 21 socialistes, 14 communistes, 2 radicaux de gauche et 6 personnalités. Outre celle d'union de la gauche et celle de M. Robert Poujade, R.P.R., maire sortant, deux listes sont annoncées : l'une présentée par Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire, l'autre conduite par M. Pierre Hasard, et qui a pour titre « Union pour une sociale démocratie ». —

### NORD

LA MADELEINE. — Dans cette commune de la banlieue lilloise, le maire sortant, M. Pierre Billecocq, ancien ministre U.D.R., ne se représente pas. La liste de la majorité sera conduite par M. Claude Dhinnin, député R.P.R.

VILLENEUVE-D'ASCQ. — Deux listes de la majorité avaient été annoncées. Un accord vient d'intervenir et une seule liste sollicitera les suffrages des électeurs. Elle sera conduite par M. Pierre Antoine (R.P.R.), membre de section au Conseil économique et social.

### LANDES

MONT-DE-MARSAN. — M. Jean-Louis Olivier, directeur de cabinet du préfet de la région Languedoc-Roussillon, conduira la liste de la majorité.

### PAS-DE-CALAIS

ARRAS. — La liste de la majorité sera conduite par M. Roger Poudonson, sénateur C.D.S., ancien secrétaire d'Etat. Sa décision met fin à une rivalité au sein de la majorité puisque M. Jean-Marie Vanlerenberghe (C.D.S.) avait annoncé une liste de « Municipalité nouvelle » et M. Henri Lefieu avait été chargé par le R.P.R. de conduire la liste du Rassemblement. Tous deux ont accepté de prendre place sur la liste d'union derrière M. Poudonson.

### VOSGES

EPINAL. — Deux listes de la majorité et une liste d'union de la gauche sont en concurrence pour tenter de prendre la succession de M. Argant (Centriste), maire sortant, qui ne se représente pas. L'une des listes de la majorité, « Epinal renouveau », est conduite par M. Pierre Harmand, industriel, président de la chambre de commerce d'Epinal, l'autre, « Union pour le progrès d'Epinal », est menée par M. Paul Saunier, adjoint sortant.

La liste de M. Paul Saunier compte cinq membres de la municipalité sortante de tendance C.D.S., quelques sans parti, des militants R.I., G.S.L. et R.P.R., ces derniers étant proches du député R.P.R. d'Epinal, M. Hoffer.

On retrouve les gaullistes spinaliens opposés à M. Hoffer sur la liste de M. Harmand. Il apparaît que ce sont avant tout les querelles et les divisions au sein de la section R.P.R. qui sont à l'origine de l'impossibilité pour la majorité de constituer une seule liste.

### YVELINES

CONFLANS-SAINTE-HONORINE. — A la suite des déclarations de M. Roger Fajardie, membre du secrétariat du P.S. (le Monde du 5 février), affirmant que le « noyau » P.S.U. a rejoint le P.S., M. Bataille, secrétaire de la section P.S.U., nous indique que « *seuls quatre membres (dont un couple) de la section, c'est-à-dire une minorité, ont rejoint le P.S.* ». Il ajoute : « *Cela dit, nous ne ménageons pas, depuis des mois, nos efforts pour que se constitue, à Conflans-Sainte-Honorine, une liste unitaire, où les diverses composantes de la gauche (celle du programme commun et le courant autogestionnaire) seraient justement représentées.* »

De son côté, la cellule locale du parti communiste affirme sa prééminence dans la commune en notant : « *Aux législatives, le total des voix du P.S et du P.S.U. est inférieur de quarante unités au nombre des suffrages du P.C. Aux cantonales, le total des voix du P.S. et du Groupe d'action socialiste (G.A.S.) lui est supérieur de cent cinquante-deux unités. Parler de résultats qui « dépassent nettement » ceux du P.C. est inexact dans un cas, excessif dans l'autre.* »

A Saint-Nazaire

# M. Jacques Chirac : oui, je fais de la politique

De notre envoyé spécial

Saint-Nazaire. — « Oui, je fais de la politique ! », a proclamé M. Jacques Chirac lundi soir 14 février devant près de quatre mille personnes réunies à Saint-Nazaire dans le vaste gymnase de la Soucoupe. Venu soutenir M. Etienne Garnier (R.P.R.), qui conduit la liste de la majorité, contre le maire socialiste M. Caux, qui dirige une coalition de l'union de la gauche, le président du R.P.R. était entouré de deux membres du gouvernement, MM. Olivier Guichard, ministre d'État, ministre de la justice, maire de La Baule, président du conseil régional, et Vincent Ansquer, ministre de l'environnement, ancien député de Vendée. Cela ne l'a point empêché de s'en prendre avec vivacité au comportement du président de la République, bien qu'il ait laissé à M. Yves Guéna, délégué politique du R.P.R., le soin de répondre plus directement aux accusations lancées par le chef de l'Etat dans son discours de Ploërmel.

M. Chirac a affirmé avec force que rien ne le ferait renoncer à ce qu'il avait entrepris, et, tout en rendant hommage au « plan Barre », il s'est attaché à démontrer qu'il ne resterait « rien » de celui-ci si la gauche l'emportait aux élections législatives.

Décidé à sortir la majorité de sa « léthargie » et de son « désarroi », il s'en est pris aux « petits esprits » qui lui font des procès d'intention et il s'est élevé une fois encore contre « la désignation par le pouvoir d'un candidat maire à Paris ». Décrivant alors le « profond malaise » auquel il entend porter remède, M. Chirac, applaudi à plusieurs reprises, s'en est pris à l'intervention « tatillonne » de l'administration, à la montée de la délinquance, à la mansuétude de la justice pour faire le procès de « l'abandon », de « la faiblesse », de « l'abdication de l'Etat », sans troubler l'impassibilité des ministres présents. Pour prévenir le reproche de fascisme, l'orateur s'est référé aux grands principes révolutionnaires et à la sauvegarde des libertés. M. Yves Guéna avait repris le leitmotiv du discours de M. Giscard d'Estaing à Ploërmel : « Nous ne permettrons pas... » pour repousser toutes les accusations lancées contre M. Chirac et le R.P.R. M. Olivier Guichard avait limité son propos à dénoncer le lancement par l'opposition d'une « opération de gestion socialo-gaucho-communiste des villes de France » qui constitue « un coup bas contre la démocratie locale » mais qui doit servir « demain pour la conquête de l'Etat ».

M. Chirac est rentré à Paris dans la nuit pour participer, mardi, à la réunion du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale. Il ne reprendra ses visites en province qu'après les élections municipales, au rythme de plusieurs par mois. D'ici là, à Paris, il tiendra plusieurs réunions et compte organiser un vaste meeting, le 6 ou le 7 mars, à la porte de Versailles, là où trois mois plus tôt, le 5 décembre, il a fondé le Rassemblement pour la République.

ANDRÉ PASSERON.

M. Chirac a déclaré :

« Chacun voit, chacun sait que rien ne me fera renoncer à ce que j'ai entrepris. Je ne cesserai pas de dénoncer la complaisance, les faux-semblants, l'incertitude et la faiblesse par lesquels, je vous le dis, le pire peut arriver.

» En réaffirmant notre attachement aux institutions, notre place, toute notre place dans la majorité, notre volonté de gagner les législatives de l'an prochain, j'ai conscience d'avoir ramené l'espérance dans notre camp. Aujourd'hui, le président de la République peut affirmer avec force et avec le talent qui lui est propre que nous devons déjouer les pièges de l'opposition, ne pas accepter d'elle des leçons de civisme, et que lui-même, le moment venu, mettra dans la balance tout le poids de son autorité. Et je m'en félicite. Qui ne se souvient du désarroi de la majorité présidentielle à l'automne dernier, désarroi si profond que, lors des élections partielles, certains candidats de cette majorité hésitaient même à en porter les couleurs ?

» On me reproche aussi de trop consacrer à la politique ; on proclame volontiers que l'heure n'est qu'au redressement et à la remise en ordre économique. C'est vrai, il y a là urgence prioritaire. Je l'ai dit lorsque j'étais encore à la tête du gouvernement et je n'ai cessé de le dire depuis. Mon approbation, mon soutien déclaré, ont-ils, à quelque moment que ce soit, fait défaut à l'action menée par le gouvernement ? Ce qu'il a entrepris doit être soutenu. Je le soutiens et je le soutiendrai.

» Qu'adviendrait-il de ce que l'on appelle le plan Barre si, dans un an, la coalition du programme commun l'emportait ? Que resterait-il des efforts, des sacrifices aujourd'hui demandés aux Français ? Je vais vous le dire : rien.

» Alors, oui, je fais de la politique. Ce qui veut dire que, de toutes mes forces et avec l'aide de tous les citoyens qui, sans cesse plus nombreux, se rassemblent autour de nous, je livre bataille.

» Puissent nos partenaires de la majorité comprendre à leur tour et choisir sans ambiguïté le combat qui devrait nous réunir.

» Ce n'est pas dans nos rangs, élargis de jour en jour, qu'il faudra chercher les « amoindris de la République » dont parlait Clemenceau ni les hésitants dans le combat pour la liberté. On n'y trouvera pas non plus les complaisants pour des arrangements suicidaires avec ceux qui ont choisi d'être les otages du totalitarisme collectiviste.

» La désignation par le pouvoir d'un candidat-maire pour Paris procédait de la volonté d'éliminer les élus gaullistes que le peuple de Paris avait constamment investi de sa confiance.

» Dès lors, cette opération, entièrement montée sans tenir compte des forces politiques en présence, créait le désarroi dans la population parisienne et portait en germe la victoire de l'opposition.

» On ne peut unir en commençant par éliminer ce qui, au départ, constitue la force principale dans l'action à mener. On n'unit pas en mijotant en secret l'exclusive et la liquidation d'alliés toujours loyaux. »

## Rendre à l'État son autorité

M. Chirac déclare encore :

« L'Etat ne doit pas se dévoyer dans la surveillance tatillonne de toutes les formes d'activité alors même qu'au niveau suprême, là où doit s'affirmer en toute clarté une volonté nationale, la certitude semble faire défaut.

» Il est temps de rendre à l'Etat son autorité, c'est-à-dire une détermination sur l'essentiel.

» Or la démocratie est aussi un système d'autorité. Dans la mesure même où il détient sa légitimité de la volonté populaire librement exprimée, le pouvoir doit s'interdire tout abandon et toute faiblesse.

» J'ai constaté combien les Français ressentaient amèrement une sorte d'abdication de l'Etat devant la montée de la délinquance, le laisser-aller dans les services publics, la mansuétude de la justice à l'égard du banditisme et du terrorisme. Il y a une sérénité trop facile, et de mauvais aloi, pour évoquer ces problèmes dans les cercles dirigeants, où l'on est soi-même bien à l'abri.

» Le laisser-aller dans l'école ou l'Université a relativement peu d'inconvénients pour les privilégiés, mais beaucoup pour les enfants d'employés, de petits fonctionnaires, d'agriculteurs ou d'ouvriers. Le courant d'anarchie et d'abandon qui soutient et cultive tous les ferments du désordre, qui sympathise avec toutes les délinquances, ce courant tourne résolument le dos à la tradition de la Révolution française. Parler d'ordre public ou d'autorité dans l'Etat, c'est s'exposer à s'entendre rappeler l'ordre moral du dix-neuvième siècle ou même à se faire traiter de fasciste. Ce qui fait surgir le fascisme, l'histoire le montre, c'est la déliquescence de l'ordre républicain, l'indulgence aux abus, un socialisme démagogique, l'agitation subversive, les surenchères extrémistes, un gouvernement irrésolu parce que peu confiant dans sa légitimité. Ce qui fait reculer le fascisme, là encore l'histoire le montre, c'est la juste fermeté et l'indispensable autorité d'un Etat démocratique. »

## M. DOMINATI : si M. Chirac était candidat dans le dix-septième, ce serait une nouvelle agression.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a évoqué, lundi 14 février, au micro de France-Inter, l'éventualité d'une candidature de M. Jacques Chirac dans le dix-septième arrondissement de Paris : « Il peut se présenter dans cet arrondissement, a-t-il estimé, mais ce serait une nouvelle agression. Cela signifierait qu'au lieu d'aller vers un apaisement ou vers une entente nous irions vers une nouvelle agression. Nous l'interpréterions ainsi. »

Le secrétaire général des R.I. a aussi commenté la déclaration qu'il avait faite le 3 février, et selon laquelle, à son avis, M. Chirac « ne sera jamais maire de Paris ». Il a déclaré : « En premier lieu, cela signifie que je souhaite qu'il ne le soit pas. Puisqu'on a dit qu'il le serait — M. Michel Debré, notamment — puisqu'il a présenté sa candidature comme un défi au premier ministre et aux instances de mon parti : de ma part, c'est donc d'abord un souhait. Ensuite, c'est une constatation : il faut avoir une majorité et nous constatons que, dans le passé, il n'y a jamais eu vraiment une majorité absolue... »

## « LA LETTRE DE LA NATION » : des vérités premières.

M. Pierre Charpy, directeur de la Lettre de la Nation, commente, mardi 15 février, le discours de M. Chirac à Saint-Nazaire en écrivant : « Une propagande orchestrée comme on ne l'a jamais vu en France et qui doit faire pâlir d'envie les régimes totalitaires est arrivée à semer le doute. La complainte du ministre de l'intérieur, qui a beaucoup de talent à condition de ne pas chanter lui-même mais se sert très bien du « play-back » avec d'autres, est honorablement placée au hit-parade de la chanson politique : « Chirac diviseur » est un thème qui a bien marché.

» Mais trop c'est trop. Il fallait bien rappeler qui a amené le président de la République à mettre dans la balance des prochaines législatives toute son autorité.

» Il fallait bien rappeler qui avait guéri, à l'automne dernier, la majorité présidentielle de son désarroi.

» Il fallait bien rappeler que si le premier ministre actuel avait les moyens de sa politique, il le devait à son prédécesseur. (...)

» Toutes ces vérités sont sans doute des vérités premières, comme on dit dans les salons de gauche. Mais si elles devenaient secondaires, que deviendrions-nous ?

» Jacques Chirac, à Paris comme partout en France, se bat pour l'essentiel. Tant pis si cela heurte des sensibilités trop personnalisées. Quand on veut ne faire de peine à personne, on choisit Vichy. »

## M. JOBERT PATRONNE CINQ NOUVELLES LISTES DE CANDIDATS

Le Mouvement des démocrates que préside M. Michel Jobert, ancien ministre, a publié cinq nouvelles listes de candidats.

• VII° ARRONDISSEMENT. — MM. Jacques Bizot ; Jean-Louis Gaston-Mathé ; Philippe Guilbert ; Jean-Claude Germain.

• X° ARRONDISSEMENT. — Mme Suzanne Temple ; MM. Gérard Casso ; Roger Stephan, Luc Teisseire.

• XIII° ARRONDISSEMENT. — M. Christian Tremblay ; Mme Sylvette Guiraud ; MM. Jacques Larrue ; Jean Tirard ; Mme Brigitte Cwikula.

• XVI° ARRONDISSEMENT — MM. Edouard Valensi ; Jean Averseng ; Roland Bouchet ; Mmes Françoise Duffay ; Marthe Gagneur-Arnault ; MM. Bernard Morichère ; Gérard Rouzade ; Mme Jacqueline Tartra ; M. Jean-François Weill.

• XIX° ARRONDISSEMENT — MM. Gérard Laraize ; Dominique Ardjian ; Christian Desbordes ; Georges Alriq.



DANS SON PROGRAMME POUR PARIS

# Le président du R.P.R. propose le développement de la prévention médicale

*Dans sa troisième conférence de presse consacrée à son programme municipal, M. Chirac a tour à tour traité, lundi 14 février, de la santé, de l'éducation, de la culture et du sport. Proposant quelques solutions concrètes, il a aussi insisté sur l'animation au niveau des quartiers et sur la politique de concertation avec les habitants que devrait pratiquer, selon lui, la future municipalité.*

M. Chirac a insisté sur la nécessité, pour le futur maire de Paris d'assumer l'ensemble de ses responsabilités en matière hospitalière comme les autres maires de France : à cet égard, il lui a semblé important que l'Assistance publique évite la bureaucratisation. Il a tenu à souligner son intention, s'il était élu, de poursuivre l'effort de modernisation et d'humanisation des hôpitaux.

Le candidat à la mairie de Paris a estimé que le développement de la prévention était devenu une nécessité et que l'institution en matière d'urgence d'un seul numéro d'appel téléphonique pour l'ensemble de la capitale était tout à fait souhaitable, ce qui implique une coordination et un accroissement des actuels services des urgences et de secours.

Le problème du troisième âge est aux yeux de M. Chirac une des questions qui préoccupent le plus les Parisiens. L'installation d'un téléphone au domicile de toute personne âgée apparaît au candidat comme une priorité absolue et la revalorisation de l'allocation municipale versée actuellement aux personnes âgées particulièrement déshéritées doit être garantie à l'avenir.

Dans son programme culturel, M. Jacques Chirac parle de « culture pour tous ». Pour lui, il s'agit d'abord de « mieux utiliser ce qui existe », musées, théâtres, bibliothèques. Mais le développement de ces équipements passe par une « modification radicale de leur fonctionnement », notamment en les faisant ouvrir « au moment où tous les usagers peuvent les fréquenter, c'est-à-dire en dehors de leurs heures de travail ».

M. Chirac assigne un rôle culturel essentiel aux associations de quartier qu'il « faut encourager hors de tout schéma centralisateur et bureaucratique ». Et s'il recommande la valorisation du trésor historique et archéologique parisien, notamment en soutenant les associations et les organismes de recherches dont les travaux concourent à faire aimer Paris, M. Chirac a annoncé son intention de promouvoir de façon plus systématique, une « politique de la création » qui serait « une politique de participation et d'ouverture ». Elle doit rester « spontanée et libre ». « Dans cet esprit et dans le même esprit que celui qui a marqué la conception au plan national du Centre Georges-Pompidou, a-t-il ajouté, il faut ouvrir dans chaque quartier des ateliers de création permettant à ceux qui ont vocation de le faire, de s'exprimer et à tous de découvrir ce que l'art et la culture peuvent apporter à chacun. »

## Pour un « vrai » palais des sports

Dans le domaine de l'éducation, M. Chirac a notamment préconisé le regroupement en « centres de l'enfance et de la famille » d'un certain nombre de services actuellement dispersés : crèches, garderies, écoles primaires, et centres de loisirs pour les jeunes. Il s'est prononcé pour la « multiplication » des garderies et « haltes-garderies » accueillant les enfants le mercredi et le samedi pendant les vacances scolaires.

M. Chirac veut faire procéder à la « vérification immédiate de la sécurité-incendie de toutes les écoles de Paris ». Il préconise la modernisation des écoles existantes, la construction « rapide » d'établissements scolaires dans les quartiers rénovés, l'amélioration « sensible » des restaurants scolaires et la « multiplication » des classes de nature. Il souhaite procéder à un « examen-bilan » des conditions de logement des instituteurs parisiens. M. Chirac souhaite aussi la suppression des classes groupant des élèves de plusieurs niveaux et l'amélioration de la sécurité des enfants, notamment sur le chemin de l'école.

Soulignant qu'en dix-huit ans, Paris a investi 625 millions de francs pour l'équipement sportif et socio-éducatif, M. Chirac s'est prononcé pour la création « d'équipements légers, modestes mais polyvalents », tenant compte du coût élevé des terrains. Il souhaite la construction à Paris d'un « vrai » palais des sports comportant un vélodrome d'hiver, voire une patinoire de compétition et une piscine olympique.

## LA TERREUR VERTE

*M. Chirac a expliqué que, s'il était candidat à la mairie de Paris, c'était avant tout pour défendre la capitale contre l'invasion socialo-communiste.*

*Dans le même temps, de dangereux écologistes présentent des listes qui s'engagent à défendre les arbres contre le béton, les fleurs contre le macadam, les piétons contre les voitures, les transports en commun contre les embouteillages collectifs, le ciel contre les tours, l'art de vivre contre la course à la vie, bref, de défendre la ville contre tout ce que les amis de M. Chirac ont réalisé depuis près de vingt ans au Conseil de Paris.*

BERNARD CHAPUIS.

## LE PLAN DE CIRCULATION DE « PARIS-ÉCOLOGIE »

La Fédération des usagers des transports (FUT) et le mouvement Paris-Ecologie, qui aux prochaines élections municipales présenteront des listes dans chaque circonscription de Paris, ont proposé, lundi 14 février, un « plan de circulation » pour la capitale destiné, disent-ils, à enrayer l'« envahissement » de la ville par l'automobile.

« L'adaptation de Paris à la voiture a déjà coûté 5 milliards de francs, affirme M. Jean-Claude Delarue, président de la FUT. La même politique sera poursuivie par les élus du R.P.R. puisque nous avons calculé que le programme de parcs de stationnement proposé par M. Jacques Chirac coûterait 5 nouveaux milliards à la ville. Il faut réduire le rôle de l'automobile », estime la FUT.

La FUT propose que certaines avenues et carrefours soient aménagés afin de donner la priorité à certaines catégories de véhicules (bus, ambulances, pompiers, etc.), les autres véhicules ne disposant que d'une voie de circulation dans chaque sens. Des pistes pour les cyclistes seraient également aménagées.

● *M. Alain Lhostis*, conseiller communiste sortant de Paris, candidat tête de liste dans le dixième arrondissement, nous prie de préciser qu'il a effectivement été candidat dans cet arrondissement aux élections législatives de 1973 mais non à celles de 1968 et de 1967, où Mme Lagatu représentait le parti communiste. Il nous indique que le P.C.F. y comptait en décembre 1976, mille cinq cent quarante-huit adhérents contre mille cent quatre-vingt-six en 1971 (*le Monde* du 12 février).




## M. BARRE REPRÉSENTERA LE GOUVERNEMENT AUX OBSÈQUES DE BERNARD LAFAY

Le président de la République et le gouvernement seront officiellement représentés par M. Raymond Barre, aux obsèques de M. Bernard Lafay, à Notre-Dame. Le conseil des ministres, avancé d'une demi-heure, ouvrira ses travaux à 9 heures et il se terminera à 10 h. 45.

Le bureau du Conseil de Paris s'est réuni lundi 15 février à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Patrick de Saevsky, conseiller de Paris, R.P.R. Celui-ci, en sa qualité de premier vice-président de l'assemblée municipale, a été délégué pour assurer l'intérim de la présidence jusqu'aux prochaines élections municipales. Les obsèques de Bernard Lafay, décédé dimanche 13 février, auront lieu à Notre-Dame de Paris, mercredi 16 février, à 11 heures. Avant la cérémonie, la dépouille mortelle sera exposée de 8 heures à 10 heures à l'Hôtel de Ville. L'éloge funèbre sera prononcé sur la place de l'Hôtel-de-Ville, par le préfet de Paris, le premier vice-président du Conseil de Paris et par M. Edgar Faure. Le défunt sera ensuite inhumé dans un cimetière parisien.

M. Michel d'Ornano a indiqué qu'il s'abstiendrait, durant les prochaines quarante-huit heures, de participer à toute manifestation politique se rapportant aux élections municipales.

### L'hommage de M. Poher

M. Alain Poher, président du Sénat, a fait parvenir à Mme Lafay un télégramme dans lequel on lit notamment : « *Homme de cœur, profondément attaché à la population dont il était l'élu, il avait su s'identifier à la capitale pendant plus de trente années. Homme d'union, il chercha toute sa vie à réunir et à concilier. Homme d'action, il avait sensiblement transformé le 17° arrondissement, qu'il représentait plus particulièrement.* »

## M. GEORGES SARRE (P.S.) DÉNONCE LES CONCESSIONS PRIVÉES DU BOIS DE BOULOGNE

M. Georges Sarre, candidat socialiste à la mairie de Paris, a dénoncé, lundi 14 février, au cours d'une conférence de presse au bois de Boulogne, « *les scandaleuses concessions délivrées par la Ville de Paris aux grands clubs privés comme le Tir aux pigeons, le Polo de Paris, le Cercle de l'étrier et le Pré-Catelan, qui abrite les activités mondaines et sportives du Racing Club de France* », et s'est engagé à y mettre fin s'il était élu.

M. Sarre précise : « *Alors que, selon la loi, les concessions du domaine public ne sont possibles que si elles ont une destination d'intérêt général, environ 25 hectares du bois — soit l'équivalent en superficie du plus grand parc parisien, les Buttes-Chaumont — sont abusivement confisqués par plusieurs clubs privés qui, sous couvert d'associations sportives, y perpétuent les privilèges d'une élite mondaine très fermée.* »

Le candidat socialiste à la mairie de Paris estime qu'il y a un détournement de bien public, sans cesse renouvelé. « *Cette anomalie*, déclare-t-il, *n'avait pas échappé à la vigilance de la Cour des comptes, dont une partie du rapport annuel 1976 est consacrée à la mauvaise gestion du patrimoine de la Ville de Paris, et ce contrairement à une idée répandue. La Cour, en effet, y dénonçait un détournement de bien public dans le principe comme dans la forme.* »

Des précisions sur les loyers perçus par la Ville ont été apportées. « *Ces loyers sont dérisoires* », a expliqué M. Sarre.

Sur une base de redevance municipale fixée seulement à 6 % des recettes globales, le Tir aux pigeons et le Polo de Bagatelle ont respectivement acquitté, en 1975, des loyers de 28 000 F et 42 000 F, alors que ces deux clubs occupent chacun une surface supérieure à celle du parc Monceau (8 hectares).

« *A titre de référence*, a déclaré le candidat socialiste à la mairie de Paris, *le montant des simples cotisations annuelles payées par les deux mille cinq cents membres du Polo ont apporté plus de 500 millions d'anciens francs en 1975, soit dix fois le loyer.* »

# POLITIQUE

## L'extension des nationalisations bouleverserait les structures de l'économie

### DÉCLARE LE PREMIER MINISTRE

Dans une interview diffusée par la station locale de FR 3, M. Barre a traité du problème des nationalisations. Il a expliqué que si celles qui avaient été faites à la libération se justifiaient, car il s'agissait de contrôler les secteurs-clés ayant un caractère de monopole, celles prévues par le programme commun *« ne se justifiaient aucunement »*.

*« Il est faux*, a-t-il déclaré, *de prétendre que les grandes entreprises exposées sont en situation de monopole, car elles subissent chaque jour la concurrence internationale. Nationaliser de telles entreprises serait bouleverser les structures de l'économie française et oublier de penser aux nombreux problèmes auxquels les actionnaires, la direction et les cadres auraient à faire face.*

*» Je crains que nous n'allions vers une société collectiviste si ce programme devait être un jour appliqué. C'est une chose d'avoir 25 % de l'industrie française nationalisée, c'en est une autre d'en avoir 70 %. »*

Le premier ministre a mis en cause la possibilité offerte aux travailleurs de demander la nationalisation de leur entreprise, qui figure dans le programme commun. *« Et l'on sait de quels travailleurs il s'agit... »*, a-t-il ajouté.

**[Le premier ministre se réfère au programme commun, mais d'une manière incomplète, voire inexacte. Celui-ci prévoit, en effet, que les travailleurs peuvent formuler « la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé », mais cette initiative ne vaut pas décision. Pour prendre effet, elle devrait être entérinée par le gouvernement et acceptée par le Parlement. La procédure mise en cause par M. Barre figurait déjà dans le programme de gouvernement du parti socialiste.]**

## L'INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES DES ENTREPRISES « NATIONALISABLES » SELON LE P.C.

M. Marchais a expliqué, le lundi 14 février, au journal de 13 heures de TF 1, la différence existant entre les positions du P.C. et celles du P.S. sur l'indemnisation des actionnaires des entreprises appelées à être nationalisées. Selon M. Marchais, avec l'application des mesures préconisées par les socialistes les capitalistes resteraient propriétaires de leur entreprise et continueraient de toucher des bénéfices. *« La seule différence*, a-t-il ajouté, *c'est qu'ils n'auront plus de droit de vote pour les conseils d'administration. »*

Le P.C. entend établir une différence entre les gros porteurs et les autres. *« Les gros porteurs d'actions, comme Dassault, de Wendel, etc., sont seulement quelques centaines, et leur cas sera examiné à part »*, a observé M. Marchais. Le secrétaire général du P.C. estime qu'il faut *« transformer les actions en obligations remboursables sur vingt ans. L'évaluation se fera en prenant comme base de référence les trois années précédant la nationalisation. Ces obligations devront, en outre, bénéficier d'un intérêt correspondant à celui des emprunts obligataires »*.

Au bout de ces vingt ans, ce sera la nation qui deviendra propriétaire de l'entreprise, a-t-il ajouté.

M. Marchais estime enfin que la sidérurgie, la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) et Peugeot-Citroën devraient figurer sur la liste des entreprises à nationaliser. Depuis 1972, la situation de ces entreprises a changé, a-t-il expliqué, en faisant remarquer qu'elles avaient bénéficié et bénéficient d'importants fonds publics. Elles répondent ainsi à l'un des critères de nationalisation du programme commun.



## LE VOYAGE DE M. RAYMOND BARRE

# Un langage vigoureux qui ne semble pas déplaire

De notre envoyé spécial

Mont-de-Marsan. — M. Raymond Barre, poursuivant son voyage dans le Sud-Ouest, a consacré la première heure de la matinée du mardi 15 février à s'entretenir avec des délégations professionnelles et syndicales à la préfecture des Landes où il avait passé la nuit. Les représentants de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la *FEN* n'avaient pas demandé à être reçus par le premier ministre. De même, la veille, à Tarbes, ces trois syndicats s'étaient finalement refusés à engager un dialogue qu'ils estimaient *« faussé par l'électoralisme »*.

(Dessin de KONK.)

A 10 h. 30, M. Raymond Barre a participé à une réunion de travail de l'établissement public régional d'Aquitaine (conseil régional présidé par M. Jacques Chaban-Delmas et comité économique et social de la région). *Le* conseil régional siégeait, nous le rappelons, pour la première fois hors de Bordeaux. Au cours de cette réunion, organisée dans la salle du conseil général, le premier ministre devait prononcer un discours sur les problèmes économiques et sociaux de la région : activités industrielles, recherche du pétrole en mer, problème de la forêt landaise.

Après avoir présidé un déjeuner auquel assistaient les membres de l'établissement public régional, il a quitté, au début de l'après-midi, Mont-de-Marsan pour Bordeaux.

M. Raymond Barre avait été reçu lundi soir au chef-lieu du département des Landes par le maire, M. Lamarque-Cando (socialiste indépendant), qui, dans son allocution de bienvenue avait souligné les difficultés de sa gestion. *« Je viens ce soir à Mont-de-Marsan*, avait répondu M. Raymond Barre, *pour entrer en Aquitaine, mais aussi pour observer un visage particulier de notre pays, une ville qui diffère des grandes agglomérations et de leurs servitudes, ainsi que des métropoles régionales qui parfois absorbent à l'excès toute la vitalité de leur arrière-pays. »*

### La gauche absente

Avant de quitter Tarbes, le premier ministre avait consacré la plus grande partie de l'après-midi du même jour à une réunion de travail du conseil général des Hautes-Pyrénées et des membres des assemblées consulaires. Le président du conseil général, M. Hubert Peyou, sénateur (radical de gauche) ne participait pas à cette réunion. Les quatre parlementaires du département, tous élus de gauche, étaient absents : MM. André Guerlin (P.S.), François Abadie (rad. de gauche), députés ; René Billères et Hubert Peyou (rad. de gauche), sénateur. M. Raymond Barre a regretté ces absences qui *« s'expliquent peut-être*, a-t-il dit, *par l'idéologie mais pas par l'esprit de dialogue »*.

Entouré du ministre du travail, M. Beullac, et du secrétaire d'État à la formation professionnelle, M. Ligot, le premier ministre a ensuite prononcé un important discours pour définir les orientations nouvelles de sa politique de l'emploi et de la formation professionnelle. Il a notamment déclaré : *« Dans une économie comme la nôtre, c'est la mobilité de l'emploi qui crée l'emploi. Chaque année des millions de travailleurs changent de métier ou d'entreprise, des industries régressent, d'autres progressent, mais au total le nombre d'emplois offerts augmente. La mobilité professionnelle est une forme de l'adaptation au changement. Elle est une des conditions du progrès économique et social et aussi du plein et du meilleur emploi (...). En 1970, la France était en situation de suremploi. En matière de formation, la priorité était alors le perfectionnement professionnel auquel ont été affectés les financements les plus importants. Aujourd'hui, la priorité doit aller à la formation de ceux qui n'ont pas ou plus d'emploi, non au perfectionnement de ceux qui en ont déjà un. Nous sommes dans une période dans laquelle, en ce domaine comme en beaucoup d'autres, nous devons réviser nos choix antérieurs, nos habitudes, nos comportements. »*

### Rechercher le dialogue

Les raisons qui ont poussé M. Raymond Barre à effectuer ce voyage apparaissent maintenant, à travers ce discours comme à travers les nombreux contacts qu'il a pris, avec plus de netteté : rechercher le dialogue sur le terrain, se faire mieux connaître, s'informer. Toutes ces explications contiennent, certes, une part de vérité, mais prédomine, semble-t-il, un souci pédagogique : celui de préparer l'opinion aux nécessités du libéralisme économique et de la mobilité professionnelle qui en est la conséquence. *« Tout bouge, vous devez apprendre à bouger »*, ne cesse de répéter M. Raymond Barre, ajoutant : *« Des emplois, il en existe. Allez les chercher où ils sont. Nous vous aiderons. »* Le terme de chômage est écarté de son vocabulaire. Ce langage, un peu dur mais exprimé avec affabilité et vigueur, ne semble pas déplaire à ceux qui l'écoutent.

ALAIN GUICHARD.

● *Avant de quitter Tarbes,* M. Barre a évoqué l'entrée éventuelle de l'Espagne dans le Marché commun. *« L'Espagne, nous le savons, souhaite entrer dans le Marché commun. Nous demandons notamment que, sur le plan de l'agriculture, tous les délais soient respectés et que dans les négociations qui seront entreprises, soient remplies toutes les obligations qui n'ont pas été appliquées ces dernières années. Le régime des relations communautaires favorisait le marché espagnol. Il faut se préparer à l'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne et il faut que les régions, notamment celles qui sont frontalières avec ce pays, développent leur compétitivité »*, a-t-il estimé.

● *M. M. Poniatowski* vient de déclarer devant les militants républicains indépendants du département du Val-d'Oise : *« Les R.I. appuieront Raymond Barre, premier ministre loyal et dévoué au président de la République, dans le rôle de coordonnateur de la majorité et d'animateur de la campagne législative qui lui a été confié. Nous souhaitons que l'unité retrouvée de la majorité puisse s'exprimer par l'acceptation de ce rôle et le soutien sans équivoque apporté au président et au premier ministre par toutes les autres formations de la majorité. Nous les y convions avec amitié et insistance. »*



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



D BARRE

as déplaire

La gauche absente

DANS LE SUD-OUEST

## « Vivre au pays » [redacted] accepter la mobilité [redacted] l'emploi

([redacted] *première page.)*

[redacted] bienfaits de la mobilité paraît, [redacted] un double titre, fort [redacted] table. A un moment [redacted] *prises n'embauchent* [redacted] fût-elle plus grande, n'apparaît [redacted] réduire [redacted] taux de [redacted] Les chiffres [redacted] sur la situation de l'emploi, [redacted] *janvier, qui* [redacted] publics mercredi, devraient [redacted] une [redacted] du nombre [redacted] demandeurs d'emploi, non [redacted] en [redacted] corrigées, [redacted] surtout [redacted] *d'emploi qui* [redacted] *un niveau* particulièrement inquiétant.

[redacted] généralement, [redacted] de [redacted] le « vivre [redacted] plus en plus affirmé [redacted] jeunes, une simple peur du changement. Ce [redacted] une [redacted] laquelle la majorité [redacted] appel quand [redacted] parle [redacted] « la France profonde ».

JEAN-MARIE DUPONT.

## Relance de la polémique

*(Suite de la première page.)*

Le vocabulaire de [redacted] premier ministre est aussi révélateur que celui de M. Barre : il *dénonce les complaisances et les* [redacted] et « [redacted] *sorte* [redacted] *cation de l'Etat* » ; il combat « *le désarroi* » pour, précisément, restaurer l'autorité de l'Etat. Son style peut donner des arguments à ceux qui le tiennent pour « un fasciste en puissance », bien qu'il se défende de recourir à « l'ordre moral ». Mais faut-il que la crise *d'autorité à la tête de l'Etat* soit ressentie pour que, tour à tour, le président de la République, le premier ministre et son prédécesseur affirment leur capacité à gouverner sans faiblesse.

Cette volonté commune de rameuter un électorat troublé — en proie, selon M. Chirac, à un profond malaise — n'efface pas les dissensions créées par les démarches concurrentielles des partis de la majorité. Il est déjà *curieux* que M. Chirac puisse tenir en présence de deux membres du gouvernement un langage si sévère pour celui qui est à la tête de l'Etat. Il est encore plus étonnant de lire dans *la Lettre de la Nation*, l'organe du R.P.R., *« ... quand on veut ne faire de peine à personne, on choisit Vichy »*. Comment croire que les choses s'arrangeront si facilement lorsque le *président du R.P.R.* accuse publiquement ses alliés républicains indépendants d'avoir tenté de « liquider » les gaullistes à Paris ? Ou lorsqu'il les soupçonne de vouloir passer des « arrangements suicidaires » avec *les socialistes* ? Ou encore lorsque M. Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, explique pourquoi M. Chirac ne pourra pas être mair de Paris ?

M. Dominati considère *que*, si M. Chirac se présentait dans le XVII[e] arrondissement à la succession de M. Bernard Lafay, ce serait « *une nouvelle agression* ». La question est posée et demeure sans réponse, puisque MM. Chirac et d'Ornano observent une sorte de trêve jusqu'aux obsèques du président du Conseil de Paris. Et jusqu'au retour à Paris de M. Giscard d'Estaing. Le ministre de l'intérieur *attend de prendre* l'avis du président de la République pour décider s'il y a lieu d'organiser une élection législative partielle dans le XVII[e] arrondissement. Le décret simple convoquant les électeurs doit être pris d'ici à dimanche pour que la consultation ait lieu avant l'ouverture de la session d'avril. Ensuite, il ne sera pas possible de procéder à des élections partielles.

La gauche, elle, tente de mettre un terme au sien. Les représentants du P.C., du P.S. et du M.R.G. (radicaux de gauche) se sont réunis mardi *matin* pour *une* confrontation qui, concernant Paris, devait être la dernière. M. Georges Mingotaud, premier secrétaire de la fédération de [redacted] du P.S., a indiqué : « [redacted] *n'y a aucun obstacle à ce que la réunion aboutisse* [redacted] *un accord. En effet,* [redacted] *difficultés* [redacted] *opposer les socialistes et les radicaux* [redacted] *gauche* [redacted] *levées et on arrive* [redacted] *répartition dans les secteurs qui peuven têtre favorables à la gauche de vingt-sept P.C., vingt-deux P.S., cinq M.R.G. et trois personnalités.*

S'il en est bie nainsi, il aura fallu be[redacted] de temps pour y parvenir et [redacted] d'un candidat commun de la gauche pour la mairie de Paris aura été é[redacted]

ANDRÉ LAURENS.

● [redacted] *Lup*, ancien [redacted] des jeunes républicains [redacted]endants, a annoncé dimanche 13 février sa décision de rejoindre les rangs du R.P.R. Il a déclaré : « *Je souhaite que nombreux soient les républicains indépendants qui comprennent que certains de leurs leaders sont les fossoyeurs* [redacted] *majorité* [redacted] *(...).* [redacted] *Jac*[redacted] *politique* [redacted] *profond* [redacted] ».

### Devant les Français du Mali

### M. GISCARD D'ESTAING : [redacted] France a gagné la première manche contre l'inflation.

M. Giscard d'Estaing, qui rece[redacted]t, lundi soir 14 février, à Bamako, [redacted] communauté fran[redacted] Mali, [redacted] invité [redacted] l'étranger — cette [redacted] *diaspora* » — à participer aux [redacted] nationales. « [redacted] *l'intérieur,* [redacted] *problèmes, ses difficultés,* [redacted] *attitudes, nos querelles,* leur a-t-il dit. *Vous la* [redacted] *monde,* [redacted] *qu'elle peut devenir. Et donc il ne faut pas vous désin*[redacted] *sa* [redacted] *civique. (...) J'ai demandé au gouvernement de préparer — ce qu'il fait — un projet* [redacted] *qui permettra* [redacted] *Français* [redacted] *l'étranger* [redacted] *participer,* [redacted] *simplifiées, sur place, au déroulement des élections législatives. Le pro*[redacted] *pas simple* [redacted] *régler,* [redacted] *je* [redacted] *question* [redacted] *Car* [redacted] *très important* [redacted] *communauté française* [redacted] *entière, qu'elle vive en France ou à l'étranger, participe à la définition* [redacted] *notre destin* [redacted] »

Le chef de l'Etat [redacted] évoqué ensui[redacted] problèmes économiques : « *Après* [redacted] *difficultés* [redacted] *1976, difficultés que nous* [redacted] *jamais contestées, car elles avaient un caractère objectif,* a-t-il dit, *la France vient de gagner la première manche de la lutte* [redacted] *l'inflation.* [redacted] *a gagné* [redacted] *première manche pendant l'automne,* [redacted] *conditions* [redacted] *grâce* [redacted] *per*[redacted] *et courageuse* [redacted] *son gouvernement. Elle a également* [redacted] *première manche parce* [redacted] *avons* [redacted] *qualités traditionnelles* [redacted] *français. (...)*

« LES SOCIALISTES ET LE TIERS-MONDE »

## Un grand débat de notre temps

Le P.S. [redacted] présenté, lundi 14 février, le livre qu'il vient de publier : « *Les socialistes et* [redacted] *tiers-monde* ». Au [redacted] d'une [redacted] *Jospin a* [redacted] *qu'il ne* [redacted] pas d'un « programme [redacted] gouvernement », mais d'une « clarification publique » des orientations du P.S. [redacted] sujet du tiers-monde.

De son côté, M. Mitterrand, répondant à des questions, [redacted] notamment déclaré : « L'un des [redacted] du sous-développement [redacted] de produire des dictatures. (...) Il faut prendre le tiers-monde tel qu'il est. Il sort tout juste [redacted] la domination *capitaliste* [redacted] *colonialiste*. [redacted] que les [redacted] économiques sont telles que *les données politiques sont telles.* « Si l'on met [redacted] part certains « symboles » — le Chili, l'Afrique du Sud, — l'attitude [redacted] la gauche [redacted] l'égard du tiers-monde ne peut donc qu'être « ambiguë ». Le P.S., a-t-il dit en substance, sait fort bien que certains régimes avec lesquels il [redacted] des relations ne peuvent être consi[redacted] comme des [redacted] démocraties [redacted] où Montesquieu l'entendait, [redacted] nul ne [redacted]rait non plus comparer [redacted] Guinée [redacted] l'Algérie, le Sénégal et la Tunisie. « Il faut chercher [redacted] voir où s'ouvrent [redacted] portes [redacted] où l'air commence [redacted] passer », a-t-il [redacted], parlant en responsable qui n'ignore pas que, si la gauche *devait, une fois au pouvoir, nouer* [redacted] relations avec les seuls régimes démocratiques du tiers-monde, la France serait représentée dans une poignée de capitales seulement...

[redacted] *Socialistes et le tiers-monde*... Au beau milieu [redacted] la bataille pour [redacted] municipales, *un* an avant les élections législati[redacted] — campagne au cours de laquelle les questions internationales [redacted] place mineure, si place il y a... — un tel [redacted] paraît [redacted] exoti[redacted] (1). Il est [redacted]tant capital [redacted] analyser le [redacted] parution de l'ouvrage du P.S.

Ce livre nous rappelle dès son sous-titre — « *Eléments pour une politique socialiste des relations avec* [redacted] *tiers-monde* » — que la gauche devra, si elle conquiert le *pouvoir, modifier considérablement* les rapports entre Paris et les pays pauvres. « *Contrairement* [redacted] *d'autres, nous pensons, nous socialistes, que l'on peut « guérir la » misère du monde »,* [redacted] *que* [redacted] *l'une des priori*[redacted] *politique* [redacted] *la France* », écrit [redacted] la [redacted] Lionel Jospin, secrétaire national [redacted] chargé [redacted] tiers-monde.

[redacted] pédagogique : plus de la moitié du livre [redacted] consacrée à une analyse de ce qu'est le tiers-monde, [redacted] *(française, multilatérale)* au développement, et de l'évolution des rapports entre les nations industrialisées et les autres.

Cette description d'une [redacted] complexe [redacted]accompagne de jugements visant [redacted] démolir un certain nombre de mythes entretenus pour perpétuer une polit[redacted] conservatrice. Quelques-unes [redacted] remarques : « *L'expérience a montré que, même lorsque les pays capitalistes industrialisés prétendent « aider » le tiers-monde, ils contribuent en fait à renforcer une domination qui le rend plus dépendant d'eux et hypothèque directement ses chances de développement ; les intérêts de la francophonie priment sur ceux du développement. L'ex-métropole, en formant des hommes à son image, les prépare* [redacted] *reproduire* [redacted] *d'organisation* [redacted] *production. (...)*

« *La politique d'aide multilatérale du groupe de la Banque mondiale. (...) dépend étroitement des intérêts capitalistes, et d'abord de ceux des Etats-Unis ; l'aide a* [redacted] *reposent sur elle pour* [redacted] *négligent* [redacted] *nécessaire mobilisation* [redacted] *propres* [redacted] *; elle* [redacted] *d'autant plus un frein que — même distillée à dose homéopathique — elle évite à certaines classes dirigeantes du tiers-monde les bouleversements de structures nécessaires pour créer les conditions d'un développement en profondeur.* »

Le type de relations à établir entre Paris et le tiers-monde n'avait finalement été qu'évoqué dans le programme commun de la gauche. Le livre du P.S. est plus explicite, pour ce qui concerne les questions des échanges économiques et financiers, l'aide, le patrimoine commun de l'humanité, etc. Il note aussi : « *A partir du moment où nous ne disposerons plus de ressources du tiers-monde qu'à un coût supérieur, où une nouvelle répartition des tâches nous amènera à développer des productions adaptées à ses besoins, alors qu'il pèsera progressivement de plus en plus lourd dans les échanges internationaux, et à consommer en plus grand nombre des produits qui nous viendront de lui, l'accroissement de l'influence du tiers-monde sur notre économie entraînera inévitablement une modification des orientations de notre croissance. (...)*

L'ouvrage présente aussi, en termes nécessairement vagues, plusieurs types d'actions qu'un régime de gauche pourrait engager : action en vue d'un renforcement et d'une démocratisation des institutions financières internationales, d'un infléchissement de la politique européenne de relations avec le tiers-monde, augmentation du niveau de l'aide française, l'assistance au développement rural étant *privilégiée*.

Si une telle politique était mise en pratique, elle aurait [redacted] d'être « *expliquée* » aux Français, de mêm[redacted] aucun doute qu'à cette « *intelligentsia compradore* » que l'actuelle stratégie contribue à renforcer dans le tiers-monde. Mais on ne peut [redacted] les relations avec le [redacted] domaines des relations [redacted] En ce sens, l'ouvrage du P.S. demeure, comme il est annoncé avec franchise, une présentation d' « *éléments* » soumis au public aux fins de « *débat* ». Un débat bien nécessaire tant il est vrai que [redacted] sur [redacted] liens [redacted] le tiers-monde ne peut être menée sans une analyse des rapports de forces entre l'Est *et l'Ouest, des questions* de [redacted] que [redacted] gauches peu[redacted] faire des stratégies améri[redacted] que), [redacted] aussi [redacted] la possibilité [redacted] au [redacted] la bourgeoisie française à [redacted] politique nationaliste [redacted] gie dominante [redacted] le « *triangle* » *Etats-Unis - Japon - Europe* occidentale. La démarche, [redacted] sur le plan des principes, prudente sur celui de l'action, esquissée par le P.S. demande à être précisée.

Faute de quoi, le « réalisme » aidant, les pressions internationales faisant le reste, la gauche au pouvoir risquerait de ne pas modifier en profondeur les relations entre la France et le tiers-monde, se contentant d'en gommer les plus [redacted]

JACQUES DECORNOY.

★ *Les Socialistes et le tiers-monde.* Berger-Levrault, 251 pages, 33 F.

(1) En fait, les q[redacted] inter[redacted] d[redacted] poids [redacted] sur ces campagnes. Mais [redacted] n'y [redacted] pas [redacted] ni [redacted] exposées, ce qui n'aide en rien à revivifier la démocratie.

L'ÉVÉNEMENT

# Les [redacted] des années 80

LE nouveau président des Etats-Unis, M. Jimmy Carter, a affirmé, le mardi 8 février, son intention de reprendre le plus tôt possible [redacted] l'Union soviétique les discussions sur la réduction [redacted] ments stratégiques nucléaires dont disposent les deux pays. Il a proposé à Moscou de suspendre, pendant deux ou trois ans, toutes les expériences atomiques; et, par l'intermédiaire du vice-président des Etats-Unis, M. Walter Mondale, qui vient d'achever un voyage en Europe et au Japon, M. Carter a suggéré aux principales puissances de négocier un [redacted] dans le monde et un contrôle de ce commerce.

De nouvelles armes classiques ou nucléai[redacted] plus redoutables que [redacted] précé[redacted] profilent à l'horizon des [redacted] ces [redacted] ces perfectionnements ne sont pas l'apanage [redacted] seul pays. Mais il est incontestable que Soviétiques et Américains et, dans une moindre mesure, certains pays européens comme la France ou la Grande-Bretagne, ont des responsabilités particulières dans le développement de ces arsenaux.

On lira ci-dessous une description des principaux [redacted] qui [redacted] prochainement en service un peu part[redacted] dans le monde si, d'aventure, les pays ne parviennent pas [redacted] mettre un terme à une telle prolifération tant les intérêts politiques, financiers et industriels en jeu sont importants. Un échec des négociations internationales sur [redacted] désarmement nucléaire et sur la réduction du commerce des armes aurait, sans doute, pour [redacted] technologique [redacted] de [redacted] à l'apparition de nouveaux matériels liés [redacted] la miniaturisation des [redacted] nucléaires, [redacted] spatiale [redacted] interposés [redacted] des progrès dans [redacted] précision [redacted]

[redacted] reprise [redacted] entre Moscou et Washington, le [redacted] des Etats-Unis [redacted] proposé de laisser [redacted] l'écart [redacted] prochain [redacted] questions controversées du missile de croisière américain et [redacted] soviétique Backfire. Ces deux programmes d'armements ont longtemps bloqué [redacted] perspective d'accord entre ces deux [redacted]

Mais le développement de [redacted] armes des années 80 aura pour conséquence vraisemblable d'orienter différemment les analyses stratégiques des états-majors et les doctrines d'emploi ou les plans de bataille. Les nouvelles armes [redacted] caractérisent, essentiellement, par leur extrême précision d'impact sur une [redacted] pour les armes [redacted] intercontinentales que pour les matériels tactiques [redacted] bien moindre portée. Elles sont donc des [redacted] dites anti-forces, destinées [redacted] détruire, en priorité, le potentiel [redacted] — [redacted] différence [redacted] qui [redacted] populations — [redacted] peuvent contribuer [redacted] déséquilibrer, dès [redacted] temps [redacted] paix, le rapport des forces entre puissances en donnant l'avantage à celle qui déciderait d'attaquer la première pour désarmer son adversaire avant toute réplique.

JACQUES ISNARD.

## DES GADGETS

DANS le domaine de ce qu'il est convenu d'appeler les « petits » armements, les techniciens des grandes puissances sont parvenus à mettre au point toute une panoplie de matériels — électroniques, chimiques, etc., — dont la prolifération, provoquée par l'exportation incontrôlée, sera un risque majeur.

Aux Etats-Unis, la guerre du Vietnam est à l'origine de la plupart de ces « gadgets », mais des matériels souvent comparables, de conception soviétique, sont apparus avec les conflits du Proche-Orient, notamment pour tout ce qui concerne les missiles tactiques ou les bombes dites intelligentes. En l'absence d'accords internationaux qui réglementeraient le commerce de l'emploi de ces armes, il faut bien constater que les pays pauvres et sous-industrialisés sont devenus le marché que prospectent les industriels des pays développés détenteurs de ces « petites » technologies.

C'est ainsi qu'ont été conçus — pour [redacted] quelques exemples — des détecteurs variés, afin de localiser les déplacements de l'ad[redacted] (détecteurs acoustiques, [redacted] sismiques, [redacted] infra-rouge) ou des armes chimi[redacted] comme [redacted] ou les défoliants (qui s'attaquent aux récoltes) et le napalm, ainsi que les produits incendiaires.

D'autres matériels ont fait leur apparition, comme les bombes à billes ou les bombes à fléchettes (qui sont des armes anti-personnel), les mines à fragmentation (elles explosent sous le pied) ou les bombes à concussion, qui mélangent des gaz, sous forme d'aérosol pulvérisé, à l'air pour former un nuage explosif. Enfin, il existe une nouvelle génération d'armes chimiques (des armes dites binaires) dans lesquelles les munitions ne contiennent, au départ, que des substances rela[redacted] nocives [redacted] dans des conteneurs séparés. Leur effet n'est produit qu'après le tir de l'engin, ce qui permet de les manipuler, les transporter et les conserver sans danger, à la différence d'autres armes.

Les Américains ont, d'autre part, mis au point des bombes [redacted] intelligentes, guidées automatiquement sur [redacted] objectifs. Elles ont révolutionné le bombardement par leur précision. [redacted] quelq[redacted] de quelques centimètres à peine, pour des obus guidés par laser.

Dénommé[redacted] bombs », ces bombes [redacted] intelligentes ont un système [redacted] guidage par laser ou par télévision, une caméra transmettant au pilote l'image de la cible avant même que la bombe ne soit larguée, et le pilote commandant sa course. Dans le cas des nouveaux obus, le projectile peut, grâce à un mini-ordinateur, modifier sa course pour aller frapper un objectif qui lui sera signalé par un faisceau lumineux à haute concentration d'énergie (le rayon laser).

Le développement [redacted] cette catégorie d'armements c[redacted]siques, que les Américains ont appelés des P.G.M. (Precision guided munitions ou munitions guidées avec précision, a été rendu possible par la miniaturisation et la réduc[redacted] des coûts de [redacted] dans l'industrie électronique, notamment. Les cibles attribuées de préférence à de tels armements sur un théâtre d'opérations seraient les convois blindés, les ponts, les hélicoptères, les sites d'artillerie, les stations radar, [redacted] dépôts d'essence ou de ravitaillement logistique. Ces P.G.M. équipent indiff[redacted] des avions, des navires ou [redacted] véhicules blindés, mais ils peuvent également être mis en œuvre par l'infanterie, particulièrement pour l'attaque contre des chars et des avions à basse altitude.

## LES BOMBARDIERS STRATÉGIQUES

*LE [redacted] disparu [redacted] la panoplie [redacted] grandes puissances [redacted] l'apparition [redacted] stratégiques. [redacted] soviétique [redacted] prévoient d'en construire [redacted] — [redacted] (nom de [redacted] l'OTAN à l'avion soviétique) [redacted] B-1 [redacted]ricain, — mais, à la [redacted] appareils [redacted] la [redacted] guerre [redacted]diale, [redacted] bombardiers sont, à [redacted] seuls, [redacted] systèmes d'armes complets, c'est-à-dire [redacted] de [redacted] prolongées par [redacted]tence, [redacted] bord, [redacted] modernes, [redacted] et d'une [redacted]tronique [redacted] complexe.*

*La [redacted] spécifique du [redacted] peut guère [redacted] modifiée, [redacted] position géographique [redacted] accroît [redacted] lui, [redacted] ses objectifs. [redacted] ces [redacted] dommages infligés. Il transporte [redacted] beaucoup plus [redacted] plus nombreuses, [redacted] son tir [redacted] précis. Enfin, [redacted] bombardier, maintenu en [redacted] vol, participe [redacted] en permettant [redacted] un gouvernement d'indiquer à un [redacted] puissance son intention d'aller, [redacted] jusqu'au bout de [redacted] dé[redacted]*

*De fait, les bombardiers modernes [redacted] leurs chapelets [redacted] — [redacted] cargaison de [redacted]siques, — [redacted] pénétration à [redacted] altitude et [redacted] grande vitesse, dotés de [redacted] protection électronique (les contre-mesures) qui [redacted]*

*C'est [redacted] raison pour laquelle les [redacted] ont mis [redacted] B-1, un quadriréacteur [redacted] 180 [redacted] capable [redacted] jusqu'à [redacted] Le B-1 [redacted] en vol. [redacted] 2 500 kilomètres [redacted] 1 100 [redacted] qu'il emportera pèsera 50 tonnes : trente-deux missiles capables de porter, [redacted] son et [redacted] distance, [redacted] kilo[redacted] (cinq [redacted] la puissance d'Hiroshima) ; [redacted] subsoniques portant à 1 600 [redacted] charges [redacted] 20 kilotonnes : [redacted] d'interception, [redacted] classiques. Le [redacted] une [redacted] à [redacted] variable, [redacted] repliant, [redacted] vol, [redacted] fuselage (comme [redacted]) pour se déployer [redacted] l'atterrissage [redacted] au décollage.*

*Les Soviétiques ne sont pas en reste, apparemment, avec leur bombardier Backfire, conçu par Tupolev à deux cent cinquante exemplaires pour 1980.*

*Ce bombardier est biréacteur et [redacted] la [redacted] Son rayon d'action [redacted] aussi, ravitaillable [redacted] vol. [redacted] qui ont [redacted] kilomètres, ce qui lui [redacted] d'attaquer un objectif en [redacted] grandes distances des défenses qui protègent [redacted]*

*[redacted] Américains [redacted] des jugements différents sur le Backfire, mais [redacted] majorité des experts, aux Etats-Unis, considèrent cet avion [redacted] un [redacted] à long rayon d'action, [redacted] que [redacted] Soviétiques affirment qu'il [redacted] d'un [redacted] tactique à [redacted] portée.*



## Les missiles de croisière

*LE missile de croisière autoguidé [redacted] missile) [redacted] à l'étude aux Etats-Unis et [redacted] pourrait être prêt après 1980. [redacted] un engin analogue [redacted] sans pilote ou aux bombes volantes allemandes de la dern[redacted] guerre mondiale, les V1, avec [redacted] améliorations révolutionnaires.*

*Selon [redacted] constructeurs, le missile de croisière doit être ca[redacted] jusqu'à [redacted]500 kilomètres [redacted] une vitesse largement inférieure à celle du son et à basse altitude (entre 200 et 500 mètres) avant d'atteindre son objectif avec une bonne précision (une centaine de mètres). Il devrait emporter des têtes nucléaires ou classiques, selon [redacted] types de missions. Ainsi, le missile de croisière, à la différence des missiles intercontinentaux actuels, dont le trajet balistique peut culminer à 1 500 kilomètres d'altitude, vole en rase-mottes, déjouant la surveillance des radars.*

*Tiré depuis un sous-marin ou depuis un bombardier comme le B-52 aux Etats-Unis, le missile de croisière déploie, dès le départ, ses ailes et un empennage arrière, tandis que son réacteur de pro[redacted] s'allume. Périodiquement, pendant sa trajectoire à une altitude inférieure à 500 mètres, l'engin [redacted] recale automatiquement — c'est-à-dire qu'il corrige lui-même la course en se repérant par rapport au relief — et [redacted] se guide sur la cible en bénéficiant, éventuellement, [redacted] informations que peut lui donner un satellite. Evitant les obstacles et naviguant au-dessous de la détection d'un radar, le missile de croisière peut, toutefois, [redacted] intercepté, [redacted] qu'il est relativement lent et qu'il devra parcourir une large partie d'un territoire adverse avant d'atteindre le lieu de son impact.*

*Il existe déjà des missiles de croisière en service dans plusieurs pays, notamment en Union soviétique, mais ces engins sont dits tactiques, car ils ont un faible rayon d'action. A bien des titres, par exemple, les missiles aérodynamiques en service dans la marine soviétique et d'une portée de l'ordre de 300 kilomètres peuvent être considérés comme des amorces de missiles de croisière. Pour sa part, la France, qui a mis au point des missiles surface-surface du modèle Exocet ou Otomat (entre 40 et [redacted] kilomètres de portée), [redacted] entrepris [redacted] maîtriser une technologie adaptée à des [redacted] volant à vitesse supersonique à basse altitude.*

*Mais la grande différence entre ces missiles et le « cruise » est que ce dernier a une portée stratégique et qu'il est dit « intelligent », puisqu'il est capable, en épousant le relief du pays survolé, [redacted] tourner les obstacles.*

## Les engins intercontinentaux

LES Etats-Unis et l'Union soviétique disposent, depuis plusieurs années, de missiles intercontinentaux (d'une portée supérieure à 10 000 kilomètres), enfouis dans des silos ou lancés à partir de sous-marins en plongée. Ces missiles sont capables d'emporter, chacun, plusieurs têtes nucléaires, de trois à une dizaine par missile, accompagnées de leurres ou de contre-mesures électroniques qui sont chargées de tromper ou de dérouter une défense adverse. Selon les cas, ces têtes nucléaires tombent en grappes sur un objectif (*multiple re-entry vehicle* (M.R.V.) ou engin à têtes nucléaires multiples sans guidage indépendant) ou elles ont, chacune, une trajectoire indépendante (*multiple indepen[redacted]tly targetable re-entry vehicle* (M.I.R.V.) ou engin à têtes nucléaires multiples dont chacune peut être dirigée de façon indépendante sur un objectif différent). La France tente actuellement de mettre au point, pour 1985, des missiles du genre M.R.V.

Une prochaine étape, aux Etats-Unis, sera la mise en œuvre, prévue pour 1980, de missiles intercontinentaux M.A.R.V. (*maneuvrable re-entry vehicle*) qui se distinguent des précédents par la capacité des charges nucléaires multiples dont ils seront dotés [redacted] changer de trajectoire à l'approche de l'objectif pour éviter une interception possible de la défense adverse, à la manière d'un avion sans pilote guidé à distance.

Selon les spécialistes, le danger principal que représente le M.A.R.V. est que ce missile peut donner à une tête nucléaire la possibilité de détruire des cibles dites « durcies », c'est-à-dire protégées et renforcées. Ainsi, un M.A.R.V., avec une précision de 30 mètres, donnerait à la tête de 170 kilotonnes (dix fois la puissance d'Hiroshima) du missile intercontinental américain Minuteman une possibilité de destruction d'un silo soviétique de 99 %. A l'heure actuelle, le Minuteman en service dans des silos aux Etats-Unis a une précision de 180 mètres et une possibilité de destruction des silos de 65 %.

Les états-majors et les bureaux d'études des industriels travaillent sur de nouveaux perfectionnements, connus sous le nom de code de M. X. aux Etats-Unis, et opérationnels avant le milieu de la prochaine décennie.

Il s'agit d'un missile intercontinental lancé depuis un avion-cargo (du modèle du quadriréacteur géant C-5 A de Lockheed ou du Boeing-747) et stabilisé par l'ouverture des parachutes, ou encore d'un missile intercontinental mobile. Le déploiement terrestre de ce dernier missile M. X. pourrait être modifié lors d'une menace extérieure. Des tests géologiques, pour localiser des emplacements favorables, sont en cours dans des vallées de l'ouest des Etats-Unis. Si les conditions de son transport sont résolues, le M. X. devrait être plus précis que le Minuteman actuel.

## Les [redacted] sous-marins

IL n'est pas possible de garantir que les [redacted] les grands pays au développement de la détection sous-marine ne modifieront [redacted] de [redacted] tion et l'invulnérabilité — aujourd'hui acquise — des sous-marins [redacted] cléaires [redacted]

Certes, l'océan est vaste et profond, [redacted] évoluent les sous-marins à propulsion [redacted] capables de [redacted] jusqu'à [redacted] missiles [redacted] en plongée. [redacted] marines, dans [redacted] monde, [redacted]lent à perfectionner leurs [redacted] de détection et de poursuite des submer[redacted] adverses, et il [redacted] que de [redacted] progrès, [redacted]ment à l'utilisation [redacted] lutte anti-sous-marine, contribueront à [redacted] l'invulnérabilité et, donc, [redacted] bâtiments.

[redacted] une telle éventualité, [redacted] états-majors [redacted] modèles [redacted] sous-marins [redacted] caractéristique principale sera [redacted] pouvoir [redacted] continentaux (au lieu [redacted] de portée [redacted] aujourd'hui) sans quitter [redacted]

[redacted] le plus connu [redacted] de [redacted] marine américaine, [redacted] conçu [redacted] sous-marins [redacted] à longue portée, dénommés [redacted] Ce programme correspond [redacted] souci, sans [redacted] partagé par la marine soviétique, d'améliorer la [redacted] de [redacted] plate-forme de lancement, représentée par le sous-marin, de manière que le missile puisse atteindre le territoire adverse alors que le submersible évolue, sous protection navale et aérienne, à proximité des côtes de [redacted]

Un tel sous-marin déplacera 16 800 tonnes en surface — soit un tonnage double [redacted] sous-marins [redacted] — [redacted] lancer vingt-quatre [redacted] dont [redacted] premier modèle [redacted] porter à plus [redacted] 7 500 kilomètres, [redacted] le [redacted] amélioré [redacted] 11 000 [redacted]

Le Trident [redacted] capable [redacted] tuer [redacted] patrouilles [redacted] et, donc, plus rapides dans des secteurs mieux protégés. Son « cœur » nucléaire sera rendu plus silencieux et ses moyens de détection seront à plus longue distance pour échapper, à temps, aux forces de repérage.











هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



# RELIGION

## POINT DE VUE

# L'Église [redacted] invitée au courage

par Mgr RIOBÉ (*)

Si [redacted] prends [redacted] parole, [redacted] que [redacted] suis [redacted] qu'il y a [redacted] dans l'Eglise de France, chez [redacted] communautés [redacted] et [redacted]. Une [redacted] souterraine, à peine visible parfois, [redacted] qui [redacted] à l'essentiel : l'espérance. [redacted] m'en apportent [redacted] chaque jour la [redacted].

Beaucoup parmi [redacted] plus généreux des prêtres [redacted] plus vivants [redacted] en train de perdre ce qui pourrait [redacted] en [redacted] de confiance dans l'aptitude [redacted] l'ins[redacted] à prendre [redacted] charge les énergies [redacted] l'avenir [redacted] l'Evangile. [redacted] dont [redacted] me [redacted] l'écho, soulignant [redacted] quelques traits plus marquants [redacted] domaines.

[redacted] mois, sous [redacted] pression [redacted] milieux traditionalistes, il [redacted] dans la célébra[redacted] l'eucharistie, de [redacted] tenir [redacted] aux [redacted] approuvées. [redacted] s'il y [redacted] abus, [redacted] répression ne [redacted] pour [redacted] problèmes. Il s'agit [redacted] plutôt que [redacted] rubriques irréprochables, une [redacted] vivante, [redacted] tradition pleine de [redacted] et capable d'engen[redacted]. L'eucharistie [redacted] quand [redacted] sembient, en [redacted] grâces, pour [redacted] l'esprit la mort [redacted].

[redacted] qui ne parlent [redacted] d'abus, et organisent leur répression, [redacted] sont-[redacted] interrogés [redacted] « messe » [redacted] leur rêve, [redacted] à nourrir une [redacted] évangélique pour [redacted] à ouvrir [redacted] sur l'espérance ? La [redacted] un langage vivant, celui [redacted] d'âges, [redacted] cultures, [redacted] races, [redacted] une [redacted] a lieu aujourd'hui : [redacted] aux ori[redacted] du christianisme, des eucharisties domestiques ou [redacted] ; [redacted]boration [redacted] études [redacted] ont montré qu'elles sont, dans leur majorité, [redacted] tradition[redacted]. [redacted] cela qu'il [redacted] mettre en valeur, aider positivement. Aux [redacted] de veiller à [redacted] vérité eucharistique des diverses [redacted]tions.

[redacted] plusieurs années on donne, dans la [redacted] de l'Eglise, une [redacted] aux problèmes de la [redacted] se multiplient, le [redacted] souvent pour [redacted] exprimer [redacted] la méfiance, rappeler des jugements [redacted]. Entre les [redacted]firmations [redacted] principe, [redacted] implications, leur [redacted] la pratique [redacted] grand nombre [redacted]. Il y [redacted]. De [redacted] fait, bien [redacted] paroles [redacted] sombrent dans [redacted]. [redacted] jeunes les ignorent purement et [redacted]plement. Si l'Eglise [redacted] sait [redacted] comment dire, qu'elle écoute ceux qui ont à vivre [redacted], qu'elle [redacted] patiemment [redacted] qu'elle [redacted] à comprendre au lieu [redacted] crisper [redacted] passé [redacted]. Que [redacted], doul[redacted], où les interprétations de [redacted] sont diverses, les tra[redacted] divisées, [redacted] périodiquement [redacted] n'est pas [redacted]. Il implique des choix précis. On ne peut oublier que l'authentique [redacted] l'amour a jailli de [redacted] que de dicter [redacted] interdits, que l'Eglise nous [redacted] l'Evangile, [redacted] que ce qui [redacted] la dignité [redacted] la grandeur de l'amour auquel l'homme [redacted].

Mais [redacted] la vie [redacted] chrétiennes qui m'interrogent. [redacted] un [redacted] chrétiens, [redacted] laïcs, veulent [redacted] Jésus-Christ présent [redacted] du monde, là [redacted] rien ne [redacted] une [redacted] de l'Eglise, [redacted] jaillissement [redacted], di[redacted] leur projet, timides [redacted] leur expression, mais signes d'espérance [redacted] qu'elles [redacted] la [redacted] évangélique [redacted] premiers temps de l'Eglise.

Pour vivre, ces communautés [redacted] prêtres. Elles [redacted] leur [redacted] ministres. [redacted] sein des [redacted] prêts à s'engager au [redacted], à [redacted] une formation, [redacted]. Pourquoi [redacted] prêtres [redacted] mariés, sinon [redacted] d'un blocage [redacted] le célibat, [redacted] une [redacted] de la sexualité ? Le célibat [redacted] un charisme personnel, [redacted] valeur irremplaçable pour [redacted] le monde. [redacted] les prêtres qui, dans la joie, [redacted] donnent [redacted] le célibat — [redacted] c'est [redacted] la vérité de l'Evangile et de [redacted] primitive de [redacted] — n'a [redacted] lien d'obligation, avec [redacted] du ministère presbytéral. [redacted] liberté [redacted] des personnes [redacted] des [redacted] que ce [redacted] dissous. [redacted] dans l'inépuisable miséricorde du [redacted], nous ne cessons d'espérer du pouvoir [redacted] la [redacted] de rouvrir en pleine [redacted] le dossier du célibat sacer[redacted].

A un moment de [redacted] l'Eglise où [redacted] rendus plus [redacted] l'esprit, il [redacted] faut [redacted] chrétiennes. [redacted] qui [redacted]rageusement, parfois au [redacted] lourdes difficultés, à prendre en charge [redacted] leur [redacted]. Elles refusent de [redacted] ou [redacted] la solitude de l'intolérance ; [redacted] que [redacted]lent subsister, [redacted] l'Evangile [redacted] monde d'aujourd'hui, et [redacted] croyants, elle ne [redacted] plus, [redacted] l'esprit, compter que [redacted] dans [redacted] jamais découragé [redacted] communion [redacted] communautés, [redacted] avec l'Eglise universelle. [redacted] ainsi, [redacted] sans le savoir, [redacted] la tradition la plus ancienne [redacted] la [redacted] leur [redacted] l'accueil, le [redacted], la participation joyeuse qu'elles devraient [redacted] ?

* * *

Dans la foule [redacted] hommes et [redacted] femmes, qu'ils [redacted] ou qu'ils [redacted] le soient pas, il y [redacted] qui cherchent, qui veulent une [redacted] plus [redacted] et qui [redacted] prête à [redacted] du [redacted] sa puissance, pauvre avec [redacted] pauvre, [redacted] du [redacted] Evangile.

(*) Evêque d'Orléans.

## A L'ÉMISSION « LE JOUR DU SEIGNEUR »

# La direction de TF1 censure une séquence sur la torture

La [redacted] a frappé le deuxième numéro [redacted] nouveau [redacted] « Actualités [redacted] l'Eglise », qui [redacted] chaque [redacted] au [redacted] « Le jour du Seigneur ».

Le [redacted] du [redacted] 13 février était consacré à la torture et consistait, pour l'essentiel, en une interview de Mme Lise Weil, vice-présidente de [redacted] section française d'Amnesty International, qui décrivait les pratiques de torture utilisées le plus couramment dans certains pays du continent africain, notamment le Maroc, le Bénin, et la Guinée. A propos de ce dernier pays, elle évoquait le sort de Mgr Raymond-Marie Tchidimbo, archevêque de Conakry, [redacted] prison depuis dé[redacted] 1971.

La séquence comportant l'inter[redacted] Weil a été suppri[redacted] purement [redacted] simplement, sur la [redacted] Jean [redacted], président-directeur général de TF 1. Dans un communiqué lu [redacted] direct de Nice, juste [redacted] la [redacted] Abeberry, responsable du « Jour du Seigneur », a expliqué que la séquence sur la torture n'a pu [redacted] intégralement, car elle « [redacted] en [redacted] pays tiers ». Cette décision, ajouta-t-il, a [redacted] prise à [redacted] demande [redacted] TF-1, « qui [redacted] problème à son conseil d'administration pour re[redacted] son avis [redacted] ce sujet ».

Les [redacted] émissions [redacted] la télévision [redacted] reçu des consignes précises [redacted] ne [redacted] critiquer certains pays ? Interrogée par nous, Mme Marie-José Protais, présidente du comité exécutif de la section française d'Amnesty International, s'est déclarée « profondément étonnée » par cette mesure de censure, qu'elle « regrette et réprouve ». « On nous qualifie parfois d'organisation marxiste, a-t-elle ajouté, ce qui est parfaitement faux ! » La section française de l'organisation internationale se prépare du reste à envoyer une [redacted] protestation aux auto[redacted] de la [redacted].

[redacted] Abeberry, enfin, a déclaré que le problème [redacted] soulevé [redacted] l'interprétation [redacted] « re[redacted] « l'interprétation [redacted] « reproduire des [redacted] cultuelles, accompagnées [redacted] strictement religieux, et ne don[redacted] qu'à [redacted] mouvements conf[redacted]. Or [redacted] chrétien, aujourd'hui, implique des prises de position sociales, économiques, politiques ».

« Quand j'estime [redacted] proclamer l'Evangile [redacted] en [redacted], a encore [redacted] Abeberry, je défendrai celle-ci jusqu'au [redacted]. Que les dirigeants [redacted] de pratiquer la censure, cela [redacted] regarde — mais qu'ils le disent claire[redacted] part, a-t-il conclu, je compte [redacted] auprès [redacted]ques [redacted] question [redacted] d'expression [redacted] émission. »

ALAIN WOODROW.



# ÉDUCATION

## LE TABAC INTERDIT DANS LES ÉCOLES ET COLLÈGES ?

« *Le ministre de l'éducation, [redacted] Haby, envisage d'interdire l'usage du tabac dans les classes des écoles et des collèges* », annonce un communiqué publié le 9 février.

[redacted] des collèges, ou [redacted] lycées ? Nul ne le sait [redacted].

La relance de la lutte contre le tabagisme [redacted] l'école remonte [redacted] un échange de lettres entre le ministre de la santé, Mme Simone Veil, et M. René Haby, [redacted]bre 1976 et [redacted] janvier 1977. Le ministère de [redacted] santé prépare en [redacted] un décret, prévu par l'article 16 de la loi du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme, pour déterminer les locaux dans lesquels il sera interdit de fumer. Le projet de [redacted] prévoit [redacted] interdictions dans les locaux affectés [redacted] collectives ou [redacted] l'hébergement [redacted] jeunes [redacted] moins [redacted] (1).

La [redacted] parents [redacted] l'enseignement public, [redacted] préside [redacted] Lagarde, estime [redacted] *réglementaire ne se borne pas à un interdit* ». Elle demande « *au niveau de chaque établissement une action d'information* » à laquelle les jeunes devraient « *participer activement* ».

(1) En juin 1975, [redacted] circulaire [redacted] M. René Haby avait invité les chefs d'établissement à faire comprendre aux élèves que leur liberté dans ce [redacted] devait s'arrêter où com[redacted] celle des jeunes qui ne vou[redacted] des autres. Mais il [redacted] incitation et non d'une interdiction.

## La scolarisation des enfants de migrants

### Une lettre de M. Paul Dijoud

*M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat [redacted] ministre [redacted] (travailleurs immigrés), nous écrit :*

Dans le numéro de votre journal daté du 2 février, vous vous êtes fait l'écho d'une conférence de presse donnée par les représentants du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N. - C.F.D.T.) [redacted] laquelle ces syndicalistes s'élevaient notamment contre « *la publicité scandaleuse qui est faite autour des réalisations en matière de scolarisation des enfants de migrants* ». Ceux-ci me reprochent en outre de signer [redacted] municipalités [redacted] » prévoyant des postes budgétaires que le ministère de l'éducation n'a pas les moyens de créer.

[redacted] réalisations actuelles en matière *de classes d'initiation, qui ont* pour objet de dispenser un enseignement adapté du français aux [redacted] étrangers qui le connais[redacted] mal, portent sur [redacted] cent cinquante classes en fonctionnement. Ce chiffre est effectivement indiqué dans la suite de [redacted] syndicalistes consi[redacted] comme insuffi[redacted].

Il [redacted] en la matière d'une opinion que je ne partage pas.

En ce qui me concerne, je considère ce résultat comme déjà notable, d'autant qu'il est la conséquence [redacted] important.

Ainsi, [redacted] la rentrée scolaire dernière, deux cent cinquante nou[redacted] ouvertes, [redacted] qui prouve [redacted]ment [redacted] syndicalistes [redacted] laquelle le ministère de l'éducation n'aurait pas *les moyens de créer des classes* nouvelles. Je suis d'ailleurs [redacted] que le ministère de l'éducation poursuivra cette année et les an[redacted] qui suivront l'effort entrepris. Les responsables [redacted] ce département ministériel sont, en effet, pleinement conscients de la nécessité de cet effort.

*Enfin, j'ai effectivement signé* au nom de l'Etat avec quelques municipalités ou groupements de communes, ou même un département, des « contrats d'agglomération » qui déterminent un certain nombre d'actions à réaliser en quatre ou cinq ans pour améliorer la situation [redacted] de l'agglomération considérée. Parmi celles-ci, le développement des *classes d'initiation est effecti[redacted]*ment prévu.

Je m'élève totalement en faux contre l'assertion selon laquelle les réalisations prévues dans le domaine de l'éducation ont été sans effet. Bien au contraire, à Marseille par ex[redacted]ple, ou [redacted] Grenoble, dont les [redacted] ont signé de [redacted] « contrats d'agglomération », [redacted] dans tous [redacted] autres [redacted] de l'espèce, les nouvelles classes qui devaient être ouvertes en [redacted] ou cinq [redacted] sont [redacted] f[redacted]ment [redacted] la

● *Le* [redacted] *national d'action laïque* proteste [redacted] « *une violente polémique soutenue par une* [redacted] *cam*[redacted] *gique* [redacted] *dénigrement* [redacted] *public* » d'enseignement. Le CNAL s'élève « *contre ce monopole de fait établi au niveau de l'utilisation des moyens d'information au* [redacted] *profit des partisans de l'enseignement privé* ».
[redacted] 209, [redacted], 75007 Paris, tél. 548-47-22.

# D'UNE REGION A L'AUTRE

## Les ports et leur arrière-pays

**Par rapport [redacted] 1975, le trafic total des six ports autonomes a augmenté de 11 [redacted] en 1976 et [redacted] atteint 280 millions de tonnes (dont 168 de pétrole). C'est au Havre que le trafic des marchandises [redacted] plus progressé (+18,5 %). Les plus forts [redacted] d'augmentation [redacted] trafics [redacted] Nazaire (+23 [redacted] et Rouen (+21 %), [redacted] plus faibles Bordeaux [redacted] Marseille (+7 %).**

**Selon [redacted] *pour le développement des grands ports français*, l'évolution [redacted] ports français est plus satisfaisante que celle [redacted] ses voisins, puisque le trafic aurait progressé [redacted] 8 % [redacted] Hambourg, de 4,5 [redacted] à Brême et Bremerhaven, de 3,7 [redacted] Rotterdam, de 4 % à Amsterdam, de 11 % à Anvers et de 12,5 % à Gand. En revanche, [redacted] Gênes le trafic aurait été stationnaire.**

### MARSEILLE : un trait d'union entre l'Europe et Suez

*De notre correspondant régional*

Marseille. — [redacted] à une reprise sensible d'activité au cours du dernier trimestre, le trafic du port autonome de Marseille, qui reste le deuxième port européen après [redacted], a franchi à [redacted] le [redacted] 100 [redacted] millions) qu'il [redacted] pour [redacted] première fois, [redacted] qu'il n'avait pu dépasser [redacted] Les [redacted] port [redacted] qui [redacted] il [redacted] a quelques jours les résultats, se [redacted] fonction [redacted] espérée du trafic [redacted] marchandises [redacted] delà de Suez. Le programme des investissements sera maintenu et permettra, en particulier, de poursuivre les travaux d'extension du quai à conteneurs de Fos.

Le [redacted] marchandises diverses [redacted] Marseille-Fos a atteint 6,3 millions de tonnes, à égalité avec celui du Havre. Les exportations vers l'Algérie se sont durement ressenties de la détérioration de nos relations politiques avec ce pays, puisqu'elles ont chuté de 45 % ; de même le trafic avec la Libye a sensiblement diminué du fait de la concurrence industrielle allemande qui a entraîné une baisse des commandes libyennes en France.

En revanche, grâce à la réouverture du canal de Suez, Marseille a doublé son trafic avec les ports de la mer Rouge et du golfe Persique, mais les échanges ne portent encore que sur des tonnages assez faibles. Le trafic avec la mer Noire paraît, d'autre part, bien établi, et les échanges avec l'U.R.S.S., la Roumanie et la Bulgarie, [redacted] désormais comparables en tonnage [redacted] ceux des destinations plus traditionnelles de la Méditerranée orientale.

« *Suez*, a précisé à ce sujet le directeur du port autonome, M. Yves Boissereinq, *n'est, pour le moment, qu'un goutte-à-goutte mais l'attrait du passage par le canal s'exercera progressivement.* »

La vogue du transport par [redacted] « rouliers » (transportant camions et remorques) et porte-conteneurs ne peut que favoriser le port marseillais qui s'est doté d'installations rationnelles et qui est le seul en Méditerranée depuis le 16 décembre dernier à être touché par des bateaux dits de la « troisième génération », c'est-à-dire très vastes. (Le trafic des conteneurs a progressé d'environ 20 %, passant de 95 000 à 115 000 unités.)

Le président du port autonome, M. Pierre Terrin, qui est aussi le P.-D.G. de la première entreprise française de réparation navale, la SPAT, a estimé enfin qu'une certaine reprise s'était manifestée dans l'industrie de la réparation navale en ce début d'année. « *Cependant*, a-t-il déclaré, *la concurrence sur le plan international est toujours aussi vive. Le scandaleux dumping italien continue ; les Grecs, notamment Scaramanga, nous font une concurrence très dure, et les chantiers portugais de Lisnave ont également tendance, depuis six mois, à généraliser un dumping général.* »

GUY PORTE.

### DUNKERQUE : du méthane pour la Belgique ?

*De notre correspondant*

*Dunkerque. — Le directeur du* port de Dunkerque, M. Michel Pechere, a dressé, lundi 14 février, un bilan positif de l'année 1976 [redacted] un trafic de 33,5 millions de tonnes, une réussite dans la récupération [redacted] métaux lorrains passant auparavant par Anvers, [redacted] nouveaux trafics. On aura aussi mis en [redacted] un terminal pour le [redacted] la Manche, [redacted] Olau Line, [redacted] terminal aux aciers, des usines pétrochimiques et métallurgiques, une forme de radoub pour navires [redacted] 180 000 tonnes, enfin [redacted] du port [redacted] conteneurs [redacted] postes [redacted] aux lignes transocéaniques.

*L'inquiétude* [redacted] *précisément* de la « mévente » [redacted] ce terminal qu'exploitent [redacted] services trans-Manche. Dunkerque s'en étonne d'autant plus que des accords assurant la [redacted] des opérations, même en période de conflit, et une grande sou[redacted] dans le régime de travail ont [redacted] conclus avec le syndicat des dockers. Si la vocation com[redacted] de ce nouveau port tarde [redacted] s'affirmer, c'est en revanche dans son industrialisation qu'on peut découvrir les plus vastes perspectives. Qu'Imperial Chimical Industry (ICI) choisisse Dunkerque-Ouest de préférence à *deux sites allemand et hollandais* pour sa nouvelle plate-forme européenne de chimie organique ; que la Belgique accepte d'être *ravitaillée en gaz par le port* [redacted] du Nord comme [redacted] l'est [redacted] Rotterdam pour [redacted] pétrole [redacted] feu [redacted] pour l'étude du *projet* d'un *port* méthanier belge vient [redacted] donné par Bruxelles), [redacted] un [redacted] et puissant élan serait donné à l'expansion portuaire sur le littoral français des Flandres.

[redacted] qui subsistent du *côté d'ICI et de Distrigaz* [redacted] la conjoncture mouvante de la sidérurgie n'ont pas permis de parler de cet avenir autrement qu'au conditionnel. Pour l'année 1977, les dirigeants du port ont modestement limité leur objectif *à 30 millions de tonnes* (niveau record de 1974) et établi un budget comportant un risque calculé de 265 millions de francs, investis dans un nouveau centre à minerais et charbons pour les usines de l'intérieur.

Mais ce qui [redacted] l'avenir, c'est [redacted] rapports sociaux qui, depuis plus d'un an, se sont passablement détériorés. On voit avec [redacted] approcher l'échéance (début avril) de la mise en service du nouveau terminal aux aciers, dont la gestion par une nouvelle société [redacted] le régime [redacted] travail soulèvent la plus [redacted] des dockers.

#### Inconnues sur les méthaniers

[redacted] redoutable inconnue : [redacted] sort de la plus importante com[redacted] inscrite au [redacted] navals France-Dunkerque, [redacted] savoir, les [redacted] grands [redacted] à [redacted]. L'usine de liquéfaction de gaz, prévue dans le nord de Bornéo, dont dépend le démarrage du trafic de gaz naturel vers le Japon, a subi des retards considérables. Cette commande représentant neuf millions d'heures de travail sera-t-elle ajournée ou annulée ? Question angoissante pour des centaines de salariés de France-Dunkerque et pour le directeur général de l'entreprise, M. Jean Lefol — aussi président du port autonome.

MARC BURNOD.

## Ile-de-France

**POINT DE VUE**

### Le conseil régional : une chambre d'enregistrement

par PAUL LAURENT (*)

L'IMMENSE majorité [redacted] habi[redacted] la région parisienne [redacted] toujours *plus* [redacted] *Tel* [redacted] bilan [redacted] du *pouvoir en Ile-de-France.*

Un chômage qui s'aggrave, [redacted] qui s'accélère, un million [redacted] 2 000 F *par mois, la crise du logement* [redacted] loyers [redacted] toujours plus de temps passé [redacted] transports, [redacted] vie [redacted] insupportable, [redacted] un [redacted] flagrant. Il [redacted] pour la première [redacted] *un important* [redacted] départs [redacted] région vers la province, [redacted] compensé par le grand nombre [redacted] immi[redacted].

Sans [redacted] *altère* leur [redacted] de [redacted] *région*, [redacted] chiraquiens ont [redacted] l'Ile-de-France dans [redacted] Ils viennent, [redacted] unanimité, [redacted] *hommes* [redacted] *régional*. Leur [redacted] d'*ordre* : [redacted] la [redacted] Griotteray-Fourcade, même [redacted]

[redacted] d'Ile-de-France n'ont [redacted] au [redacted] région parisienne [redacted] *qu'avaient prévu* [redacted] quarante élus [redacted] qui y siègent, [redacted] gnant l'esprit profondément antidémocratique [redacted] lequel le [redacted] a procédé [redacted] réforme [redacted] *parisienne.*

*La majorité* [redacted] conseil [redacted] d'enregistrement [redacted] *profondément néfastes* [redacted] politique gouvernementale. Elle impose [redacted] charges [redacted] et à [redacted].

*Le premier budget régional* [redacted] marqué du triple [redacted] l'austérité, [redacted] l'injustice. Il assène [redacted] d'impôts supplémentaires pré[redacted] poche [redacted] *habitants* [redacted], en particulier, [redacted] automobilistes auxquels le pouvoir voudrait de plus *imposer* [redacted] *autoroutier sous* une [redacted] ou [redacted] une [redacted].

[redacted] part, la droite [redacted] plus [redacted] quarts [redacted] budget au [redacted] d'infrastruc[redacted] transport [redacted] pour [redacted] plupart, [redacted] qui permet [redacted]

[redacted] région [redacted] emprunter [redacted] banques *privées françaises* [redacted] étrangères, faisant [redacted] profits par [redacted]

*Enfin*, [redacted] *budget procède* [redacted] *un saupoudrage* [redacted] ne sont [redacted] les préoccupa[redacted] la majorité.

* * *

Les [redacted] une [redacted] autre conception [redacted] changements *démocratiques profonds* qu'a proposé [redacted] vingt-deuxième congrès. La [redacted] en Ile-de-France passe avant tout par [redacted] fin [redacted] régime giscardo-chiraquien [redacted] *puissances d'argent*. Alors, [redacted] régionale [redacted] au [redacted] direct et [redacted] proportionnelle disposant [redacted] compétences [redacted] *importants* [redacted] un [redacted] au *service* [redacted] des [redacted] de [redacted] population. [redacted] sans [redacted] ces changements [redacted] leurs forces, [redacted] partout [redacted] porte-parole [redacted] et [redacted] *population* en [redacted] *revendications* et [redacted] formulant [redacted] propositions immédiates, permettant [redacted] conditions [redacted] en Ile-de-France.

[redacted] que [redacted] *défini* [redacted] *objectifs* [redacted] la désindustrialisation [redacted] des emplois, [redacted] un développement harmonieux [redacted] villes nouvelles [redacted] en [redacted] le [redacted] *habitants, permettre* [redacted] loyers [redacted] logements [redacted] familles prioritaires, [redacted] moderniser des hôpitaux publics [redacted] haut niveau, [redacted] aux [redacted] *S.N.C.F.* de *grande ceinture*, [redacted] l'Ile-de-France, aban[redacted] tout [redacted] urbain, [redacted] politique [redacted] et [redacted] rivières, [redacted] pro[redacted] développement [redacted] au public.

[redacted] la [redacted] de [redacted] ces revendications, [redacted] communistes [redacted] *seront toujours plus* [redacted] *population pour* [redacted]

[redacted] municipales [redacted] et [redacted] mars entraîneront [redacted] avril [redacted] *sièges* [redacted] *régionaux* [redacted] Ile-de-France [redacted] par [redacted] collège [redacted] maires [redacted] moitié [redacted] conseil). Nul [redacted] électeurs, qui ont [redacted] le progrès [redacted] région, [redacted] aussi [redacted] *auxquelles* participeront [redacted] communistes aux [redacted] municipales.

(*) Député de Paris, président du groupe communiste au [redacted] régional d'Ile-de-France.

---

**A PROPOS DE...**

L'aménagement de la vallée de l'Eure

### Le sérieux paye

**Au cours de son [redacted] du 11 [redacted] dernier, le tri[redacted] de grande instance de Chartres a débouté la Société des [redacted] sablières [redacted] Flins qui demandait [redacted] d'une plaquette éditée par une association, l'Amicale des vallées de l'Eure. Celle-ci avait rédigé son étude à l'occasion de l'enquête publique ouverte dans les communes de *Charpont, d'Ecluzelles et de Mézières-en-Drouais* (Eure-et-Loir) en [redacted] de l'approbation de leur plan d'occupation des sols (POS).**

*Que se passe-t-il dans la val[redacted] l'Eure ?* [redacted] *des années, les* [redacted] *y exploitent* [redacted] *graviers* [redacted] *der*[redacted] *aux de* [redacted] *à l'abandon.* [redacted] *Ecluzelles, près* [redacted] *Dreux,* [redacted] *record* [redacted] *plan* [redacted] *centaine* [redacted] *s'étend* [redacted] *voi*[redacted] *Charpont* [redacted] *(Eure-et-Loir).*

*La* [redacted] *nouvelles* [redacted] *exploite* [redacted] *gigantesque* [redacted] *depuis* [redacted] *et s'était engagée* [redacted] *en état. Depuis* [redacted] *l'exploitation* [redacted] *n'a toujours* [redacted] *En revanche,* [redacted] *grand* [redacted] *publicitaire a* [redacted] *fait* [redacted] *d'un projet* [redacted] *l'ex-gravière en* « [redacted] » : [redacted] *panoramique,* [redacted] *phins, ranch,* [redacted] *zoologique,* [redacted] *à ânes,* [redacted] *plan* [redacted] *pation* [redacted] *publié* [redacted] *1974,* [redacted] *pris* [redacted] *compte.*

*Il* [redacted] *aujourd'hui,* [redacted] *présenté par l'Amicale* [redacted] *vallées,* [redacted] *projet soit* [redacted] *irréaliste, « économiquement condamné » et que, de* [redacted] *façon,* [redacted] *soit pas en mesure* [redacted] *le réa*[redacted] *: seuls un restaurant et de modestes équipements de loisirs ont* [redacted] *construits l'an dernier. L'association demande donc,* [redacted] *technique à l'appui,* [redacted] *respecte ses engagements de remise en état* [redacted] *le plan d'occupation des sols* [redacted] *modifié* [redacted] *aménager l'étang* [redacted] *selon trois prin*[redacted] *:* [redacted] *nature (les* [redacted] *relais d'oiseaux migrateurs), ouverture* [redacted] *public, loisirs* [redacted] *tiques* [redacted] *(1).*

*En* [redacted] *d'ordonner* [redacted] *saisie* [redacted] *ce document* [redacted] *fois complet* [redacted] *sérieux (quarante-quatre* [redacted] *textes, cartes, plans, photos* [redacted] *divers), le tribunal* [redacted] *Chartres a, en quelque sorte,* [redacted] *critiquer* [redacted] *fond les projets d'urbanisme. Il s'agit là d'une jurisprudence qui s'affirme. Déjà en 1974, puis en 1976, les juges avaient donné raison aux* [redacted] *d'un* [redacted] « [redacted] *Côte d'Azur* [redacted] », *qui critiquaient des promoteurs.*

MICHÈLE CHAMPENOIS.

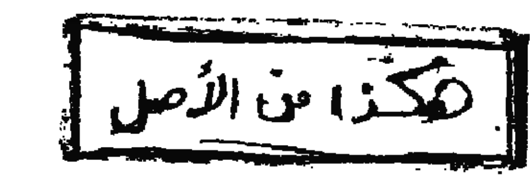
(1) Rapport de la commission technique d'aménagement de l'Amicale [redacted] Vallées, 14, rue Sainte-Gemme, 28100 Dreux.

## INSTITUT

● *A l'Académie des inscriptions et belles lettres*, dont il est correspondant étranger, M. Robert S. Lopez, professeur à l'université Yale, a présenté de nouveaux documents, découverts au cours des trente dernières *années, sur* les voyages des marchands italiens en Extrême-Orient au temps de l'empire mongol fondé au treizième siècle par Geng Khan. *Ils recherchaient la soie chinoise* et les bijoux indiens. Le mouvement s'accéléra entre 1320 et 1345 lorsqu'ils surent que les chevaux et les produits industriels de l'Europe (horloges mécaniques, tissus de *laine et de lin*) *pouvaient* servir de monnaie d'échange. La pierre tombale de la fille d'un marchand génois, découverte naguère près de Nankin, illustre les influences réciproques que ces relations commerciales eurent dans le domaine artistique.







# D'UNE REGION A L'AUTRE

## Corse

### Six domaines sont occupés dans la plaine orientale

MM. [redacted] Riolacci, [redacted] la région, et François Giacobbi, président (radical de gauche) du [redacted] régional, ont refusé, [redacted] 14 février, aux agriculteurs qui *occupent six domaines* dans la plaine orientale d'accélérer la création d'une société d'aménagement rural et d'équipement foncier (SAFER). La vocation d'un tel *organisme est de* [redacted]cheter des terres et de les redistribuer sans bénéfice aux exploitants.

#### Mise en place de la SAFER

M. [redacted] Armani, président [redacted] la fédération départementale [redacted] syndicats d'exploitants [redacted] (F.D.S.E.A.) de la [redacted] du Sud, [redacted] précisé qu'il procéderait, [redacted] mercredi 16 février, *« à la mise en* [redacted] *officielle* [redacted] *la* [redacted] *les organisations* [redacted] *participeront à la réunion ».* Par la suite, a-t-il ajouté, [redacted] *pou*[redacted] *prendront* [redacted] *pour décider* [redacted] *rap*[redacted] *de son agrément et du déblocage des crédits qui lui se*[redacted] *indispensables ».*

M. Riolacci a fait [redacted] que *« les pouvoirs publics* [redacted]*ront avec sympathie* [redacted] *de création de SAFER que* [redacted] *l'entreprise traduit la volonté de* [redacted] *majorité des* [redacted]*ganisations représentatives des intérêts de l'agriculture corse ».* Quant à M. Giacobbi, il se refuse de régler [redacted] » un [redacted] en discussion *« depuis des années »* et a fait par avance [redacted] toutes *réserves sur toute décision prise par une assemblée-croupion ».*

[redacted] organisations [redacted] ont pris position [redacted] *« la restitution au peuple* [redacted] *de sa terre spoliée par le colo*[redacted] ». Pour [redacted] part, le Front de [redacted] nationale [redacted] la [redacted] (F.L.N.C.), [redacted] nationaliste, [redacted] annoncé qu'il [redacted] dispositions [redacted] prévision [redacted] *forces* [redacted] *répression* [redacted]

## Languedoc-Roussillon

### Incident [redacted] conseil régional à propos de la démoustication

Un [redacted] produit [redacted] fin de la matinée de lundi 14 février au conseil régional du Languedoc-Roussillon. [redacted] journaliste de l'hebdomadaire *Sud*, M. Pierre Serre, a été giflé par M. Jean Bène, président (socialiste) du conseil général de l'Hérault, qui s'estimait diffamé [redacted] un article de ce journal traitant de l'entente interdépartementale pour la démoustication.

Dans un communiqué, les syndicats de journalistes S.N.J., F.O., C.G.T. et C.F.D.T., ont condamné l' *« agression dont a été victime leur confrère ».*

Les journalistes ont demandé à M. [redacted] Tailhades, président (P.S.) du [redacted] régional, de lire au [redacted] de l'après-midi un texte demandant *« une prise de position des élus afin que* [redacted] *des représentants* [redacted] ».

*Mais « [redacted] la présentation incomplète, tendancieuse* [redacted] [redacted] *par le* [redacted] [redacted] le communiqué des syndicats [redacted] journalistes, [redacted] *présents dans la salle se sont retirés* [redacted] *pas* [redacted] *rendu de la séance ».*

L'article incriminé, qui occupe [redacted] page de l'hebdomadaire [redacted]onal, s'interrogeait [redacted] l'aveni[redacted] l'entente interdépartementale pour la démoustication (que M. Bène préside), où, écrivait-il, [redacted] *« équilibrent tant de compromis ».*

[redacted] un hebdomadaire (le tirage varie entre six mille et huit mille exemplaires) qui [redacted] la politique de l'union de la gauche, et M. Bène porte le titre de directeur politique de *Midi libre*, titre qui remonte à la création du journal aux premiers jours de la [redacted]

[redacted] son article du numéro du [redacted] février, M. Pierre Serre suggérait notamment que le conseil régional qui finance déjà l'entente interdépartementale en assure aussi [redacted] gestion par l'intermédiaire d'un [redacted] qu'il contrôlerait.

# ÉQUIPEMENT

## QUALITÉ DE LA VIE

### CONTROVERSE A SEVESO

### Les scientifiques accusent les responsables politiques de refuser leur concours

De notre correspondant

Rome. — Critiqués par les responsables politiques qui leur reprochent de n'avoir *pas su combattre* la dioxine à Seveso, les scientifiques viennent de contre-attaquer publiquement.

[redacted] *Arnoldo* Liberti, [redacted] du laboratoire de pollution atmosphérique (dépendant du Conseil national de la recherche), a réuni une conférence de presse le lundi 14 février, à Rome, pour dire en substance ceci : il est techniquement possible de détruire la *dioxine* au lieu de la déplacer d'un point à un autre, comme on s'est évertué à le faire depuis sept mois.

Selon M. Liberti, la désinfection et le lavage des bâtiments par aspersion *« sont privés de toute base scientifique et de quelconque validité ».* Quant au projet de construire un énorme incinérateur pouvant brûler 10 000 tonnes de terre polluée, il présent[redacted] de gros inconvénients et risque fort [redacted] ne [redacted] conduire [redacted] l'objectif voulu.

*Il* [redacted], [redacted] revanche, un moyen de détruire la dioxine — du moins quand elle se trouve en surface. C'est une opération en deux temps, qui consiste d'abord à *« fixer »* la substance toxique au moyen d'un mélange liquide, puis de la soumettre aux [redacted] ultra-violets. *Les expériences faites dans certaines maisons polluées*, affirme M. Liberti, ont été concluantes, à cent pour cent, après trois jours de ce traitement. *Pour ce qui concerne* le terrain, il suffirait de fixer la dioxine avec certaines huiles, puis d'attendre l'été : à eux seuls les rayons solaires pourraient détruire plus de la moitié de la couche superficielle. Pour les couches inférieures, une solution devrait être trouvée, à tête reposée, et permettre de rendre à la vie la « zone A » dans quelques années.

#### Climat tendu

Pourquoi les hommes de science ne se sont-ils pas manifestés plus tôt ? Ce sont les autorités politiques qui n'ont pas voulu les écouter, réplique M. Liberti. *« Alors qu'ils sont incapables de s'en sortir seuls, les responsables de la région lombarde refusent le concours des organismes centraux. »* Une explication qui va susciter de nouvelles polémiques alors que le climat est très tendu. Le nombre d'enfants souffrant de *dermatose — à Seveso et dans* deux communes environnantes — avait atteint, en effet, trois cent trente-sept au cours du week-end.

Réclamés par les autorités *régionales*, les militaires ont de nouveau pris position autour de la zone la plus polluée. Une trentaine de personnes qui y avaient pénétré, pour retirer certains objets de leur *maison*, seront poursuivies en justice.

ROBERT SOLÉ.

● DU PLOMB DANS [redacted]TIQUE. — Craignant une grave pollution, le gouvernement italien va étudier les moyens de remonter à la surface plus de neuf cents barils de composés de plomb qui gisent par le fond dans le sud de la mer Adriatique, au large d'Otrante. Les barils faisaient partie de la cargaison du cargo yougoslave de 2 500 tonnes *Cavtat* qui a coulé après une collision au mois de juillet 1974. — *(Reuter.)*

● SAINT - ETIENNE PORTE PLAINTE POUR POLLUTION. — La ville de Saint-Etienne a décidé de porter plainte pour pollution contre trois communes de la Haute-Loire : Tence, Montfaucon et Le Chambon-sur-Lignon. Ces trois communes sont accusés de déverser leurs effluents dans le Lignon, dont les eaux alimentent le barrage de Lavalette, d'une capacité de 40 millions de mètres cubes. C'est dans cette retenue que Saint-Etienne et quatorze communes de Haute-Loire puisent leurs eaux d'alimentation. — *(Corresp.)*

● UNE CENTRALE A CRUAS ? — M. Henri Chaze, maire (communiste) de Cruas et conseiller général de l'Ardèche, nous écrit pour contester les propos que nous avions rap[redacted] janvier [redacted] par lesquels il [redacted] déclarait favorable à la construction d'une centrale nucléaire sur le territoire de sa commune. Il rappelle [redacted] voté [redacted] son [redacted] municipal [redacted] nous avions [redacted] daté 2-3 janvier.

## TRANSPORTS

● CONCORDE ET L'IRAN. — L'Iran [redacted] toujours [redacted] par Concorde, mais veut être assuré de ses performances et de sa rentabilité avant de se décider, a rappelé le 12 février le président-directeur général d'Iran Air, le général Khademi. Au cours d'une conférence de presse, ce dernier a déclaré : *« Nous sommes toujours en ligne. Noous sommes bien placés géographiquement pour utiliser un avion supersonique. Mais nous avons posé au départ des conditions quant à la capacité de Concorde et à ses performances. »* — *(A.F.P.)*

● LES SOVIÉTIQUES SUR MARSEILLE - DAKAR. — L'armement soviétique Black Sea Shipping d'Odessa vient d'inaugurer la ligne Marseille-Dakar, désormais assurée cinq mois par an (de février à juin) par le *Karelia*. Ce car-ferry de 16 000 tonnes a quitté Marseille le 5 février avec deux cents passagers. A partir du 16 avril, *Karelia* sera relayé par un navire identique, le *Azerbadjan*. — *(Corresp.)*

# JUSTICE

## Le meurtre de Jean de Broglie

### Mlle DE VARGA COMMENTE LA THÈSE DE « L'EXPRESS »

Mlle Pascale [redacted] Varga, interrogée lundi 14 [redacted] sur [redacted] velle *hypothèse* avancée [redacted] *l'Express* pour expliquer les mobiles [redacted] Broglie (*le Monde* du [redacted] février), a affirmé qu'elle n'avait jamais entendu parler, [redacted] père, de titres, vrais ou faux, [redacted] Charbonnages [redacted] « [redacted] *existe un trafic de faux titres* [redacted] *ce genre*, a-t-elle ajouté. [redacted] *père* [redacted] *étranger.* »

[redacted] une enquête publiée, lundi 14 février, *l'Express* estimait que les mobiles du meurtre du député de l'Eure pourraient [redacted] faux [redacted] bonnages que J. de Broglie aurait perçu en garantie du prêt accordé à M. de Ribemont [redacted] l'acquisition du [redacted] Pédauque. *Le* [redacted] fait [redacted] l'objet, depuis [redacted] 1975, [redacted] information [redacted] X... [redacted] parquet [redacted] plainte [redacted] la Caisse [redacted] l'énergie [redacted] confiée à M. François Petot, juge d'instruction. Mais il ne semble [redacted], jusqu'à présent, qu'un lien ait *été* [redacted] de Broglie.

[redacted] point, [redacted] Ribemont, Mᵉ de [redacted] lundi 14 février : « *Le* Ribemont, *Mᵉ de La Pradelle, a pour l'acquisition de la Reine Pédauque a été consenti à M. de Ribemont seul et non pas à MM.* [redacted] *M. de* [redacted] *jamais* [redacted] *Broglie un* [redacted] *Charbonnages* [redacted] *eu entre* [redacted] *mains. Enfin,* [redacted] *prêt* [redacted] *régulièrement* [redacted] *à* [redacted] *banque de* [redacted] *jusqu'à* [redacted] *de M.* [redacted] »

## TRENTE-QUATRE ANS APRÈS LES FAITS

# Jean Gabrel comparaît devant la Cour de sûreté de l'État pour « intelligence avec l'ennemi »

Pour ce qu'il a fait à une époque où [redacted] Français s'entendaient dire qu'ils avaient « la mémoire courte », un homme [redacted] aujourd'hui traduit devant une justice qui n'oublie pas. Plus de trente-quatre ans après.

Jean [redacted] trente-six ans en 1942 quand le lieutenant Jean-Nicolas Bouchez, un résistant de la première heure, a été fusillé par les troupes d'occupation. Accusé d'avoir dénoncé ce [redacted], il comparaissait lundi 14 février pour *intelligence avec* [redacted] la [redacted] sûreté [redacted] l'État, [redacted] l'âge de soixante-dix [redacted] d'autres dénoncia[redacted] *en 1943 et* [redacted] avait déjà [redacted] condamné [redacted] *1946* par la cour de justice [redacted] Seine-et-Oise à vingt ans de travaux forcés commués peu après en vingt années d'emprisonnement.

*Libéré en 1951* au bénéfice de diverses remises de peines, il allait être de nouveau poursuivi en 1952 pour sa dénonciation du lieutenant Bouchez. Des docu[redacted] IIIᵉ [redacted] D.S.T. (1), [redacted] le [redacted] un jugement d'un tribunal militaire allemand, indiquent qu'il était à l'origine de l'arrestation de ce résistant. *Laissé en liberté*, il quitte la France en 1957 au moment où un mandat d'arrêt est délivré contre lui. Avec sa femme, d'origine libanaise, il s'installe à Beyrouth d'où il ne pourra [redacted] extradé. Jugé par contumace, il sera condamné [redacted] mort le 26 janvier 1960 par le tribunal permanent [redacted] forces [redacted]

Fuyant la guerre civile au Liban [redacted] ayant, dit-il, l'intention de [redacted] livrer à la justice, Jean Gabrel est revenu en *France* le 5 *février* 1976. Il devait être arrêté à sa descente d'avion et incarcéré avant de comparaître le 26 août devant la Cour de sûreté de l'État (*le Monde* des 23 et 29-30 août 1976). Mais son défenseur, Mᵉ Jacques Chanson ayant demandé un supplément d'information, la cour décidait le renvoi du procès, tout en maintenant l'accusé en déten[redacted]

Devant un public dont [redacted] remarquait la [redacted] d'âge élevé [redacted] président de la [redacted] M. Pierre David, a [redacted] qu'il [redacted] « [redacted] *d'examiner, trente-quatre ans après, des faits qui* [redacted] *fort complexes* » [redacted] du [redacted] les autorités allemandes [redacted] s'il [redacted] avoir été un agent [redacted] l'Abwehr (2) fiché dans les dossiers du Reich sous le matricule G.B. 7 111, il proteste de [redacted] foi en déclarant avoir [redacted] en réalité [redacted] d'un agent double.

Il prétend [redacted] agi sur [redacted] résistants et d'agents anglais [redacted] fournir de faux [redacted]ents aux Allemands. Il s'appuie sur l'existence d'un rapport [redacted] officiers de l'Abwehr le soupçonnaient d'être au service des alliés.

Mais le président note qu'il a déclaré devant un juge d'instruction avoir reçu des Allemands 50 000 francs (de l'époque) pour leur [redacted] donné [redacted] indications sur le [redacted] Bouchez. [redacted] qu'il [redacted] ce cas obligé [redacted] « *jouer* [redacted] *jeu* » [redacted] qu'il comptait prévenir le lieutenant « *à temps* », ce dont il avait été empêché. Aujourd'hui, il précise : « *J'ai été arrêté en même temps que mon* [redacted] *et j'ai subi de terribles* [redacted] *Les Allemands* [redacted] *cassé* [redacted] *épaule et fracturé* [redacted] *crâne. Je n'ai commis qu'une imprudence.* »

Cependant, l'avocat général, M. Jacques Colette, [redacted] rappelé [redacted] avant [redacted] mourir, [redacted] signalement [redacted] son [redacted] signalement qui correspondait [redacted]

Mais [redacted] part, [redacted] un [redacted] la qualité [redacted] la « *franchise* » [redacted] pouvaient manquer [redacted] remarquées dans de pareils [redacted] Officier de réserve [redacted] M. Jean-François Perrette, soixante-dix-neuf [redacted] excusé — en « *soldat* » — d'avoir appartenu [redacted] à un [redacted] de contre-espionnage. Il [redacted] déclaré : « *Gabrel a été mon agent* [redacted] *un réseau* [redacted] *la poche de Saint-Nazaire et* [redacted] *rendu d'incontestables services.* [redacted] *ne manipulions* [redacted] *enfants* [redacted] *chœur.* [redacted] *forces* [redacted] *police* [redacted] *servir d'indicateurs. Gabrel, comme beaucoup d'autres, avait* [redacted] *de* [redacted] *actions équivoques.* [redacted] *on* [redacted] *présenté* [redacted] *traître.* »

[redacted] ajouté vertement : « *L'épuration, e m'en foutais éperdu*[redacted] *L'important* [redacted] *c'était* [redacted] *avait été arrêté par la D.S.T. Or* [redacted] *police* [redacted] *époque voulaient faire* [redacted] *chasse. Mais,* [redacted] *besoins* [redacted] *service, j'ai* [redacted] *Gabrel à* [redacted] *D.S.T.* » Dans un souci de rigueur [redacted] conclu qu'il [redacted] pouvait fournir [redacted] cour qu'une appréciation « *subjective* ». « [redacted] *sais, a-t-il déclaré, que* [redacted] *dit* [redacted] *propos de Gabrel : « On* [redacted] *fera payer. »* [redacted] *festement poursuivi* [redacted] *poli*[redacted] *Je pense que cela peut éclairer son dossier.* »

Ainsi que le [redacted] de la partie civile représentant M. Henri Bouchez, frère de la victime, l'avocat général a souligné dans son réquisitoire que le dossier provenant des archives allemandes montrait que Jean Gabrel avait remis à l'Abwehr des documents secrets appartenant au lieutenant Bouchez, ce qui devait entraîner l'arrestation de ce dernier. Considérant que les faits étaient accablants, M. Colette a requis une peine de détention criminelle à perpétuité en déclarant que l'accusation portée contre Jean Gabrel était « *hors d'atteinte du temps* [redacted] *l'oubli* ».

FRANCIS CORNU.

(1) Direction de la surveillance du terri[redacted]

(2) Service de renseignement de l'état-major allemand.

[redacted] générale des enquêtes [redacted] recherches.

## TÉMOIGNAGE

# Pour un poète-gangster...

par DENIS LANGLOIS (*)

*[redacted] avait toujours rêvé [redacted] poète. [redacted] plus [redacted] qu'il puisse remonter [redacted] sa mémoire, il avait toujours [redacted] attiré [redacted] la [redacted] leur sonorité. [redacted] l'école, on [redacted] absent, il n'était [redacted] rêveur. [redacted] arriva la [redacted] métier, il devint professeur [redacted] Algérie, [redacted] qu'on [redacted] demandait pas [redacted] qu'il n'avait [redacted] obte[redacted] Malheureusement, [redacted] ne [redacted] Il chercha [redacted] travail, [redacted] ce qu'il trou[redacted] plus [redacted] écrire.*

*[redacted] trois enfants. [redacted] travaillait et il [redacted] d'écrire. On appré[redacted] ses [redacted] lui répondaient que [redacted] poèmes étaient [redacted] que, [redacted] façon, [redacted] ne pouvait vivre [redacted] poésie. [redacted] conseilla [redacted] tourner [redacted] Il [redacted] écrivit un : la [redacted] Il s'adressa [redacted] à plusieurs [redacted] puis, un jour, il lut [redacted] journal qu'une [redacted] d'édition parisienne recherchait [redacted] d'auteurs nou[redacted] répondit qu'on [redacted] prêt [redacted] publier [redacted] texte, [redacted] « à compte [redacted] », c'est-à-dire moyen[redacted] une [redacted] plusieurs [redacted] d'anciens francs.*

*[redacted] du chiffre, il [redacted] sur le point de renoncer, [redacted] qu'à vingt-huit [redacted] peut-être la [redacted] sa vie. [redacted] pas souvent [redacted] que [redacted] écrivains [redacted] par [redacted] publiés [redacted] compte [redacted] ? [redacted] un jour, sa décision [redacted]*

*[redacted] se procura un [redacted] le 29 [redacted] il se présenta [redacted] poing devant [redacted] caissier [redacted] agence [redacted] La [redacted] crut [redacted] une [redacted] mais Renald Rapegno [redacted] et l'autre lui [redacted] une [redacted] contenu de sa caisse : un peu plus de 30 000 F. Il disparut comme il [redacted] venu.*

*[redacted] de rien à sa [redacted] mais [redacted] lendemain il envoya [redacted] l'argent qu'il exigeait.*

*[redacted] s'empressa de commencer un [redacted] roman, [redacted] l'empêchait d'avoir la [redacted] tranquille : [redacted] laquelle [redacted]*

*Alors six [redacted] plus tard, jour pour jour, il [redacted] nouveau [redacted] son [redacted] et, après [redacted] coupé [redacted] barbe, [redacted] présenta [redacted] de la [redacted] banque. [redacted] butin [redacted] un [redacted] plus [redacted] : 50 000 F.*

*Il [redacted] eut un peu plus de bien[redacted]*

*Cependant, un inspecteur [redacted] police [redacted] ment [redacted] indices, [redacted] témoignages. Il lui [redacted] plu[redacted] jusqu'à [redacted] Rapegno. Mais un [redacted] policiers [redacted] présentèrent [redacted] Mariniéres, un peu [redacted] village [redacted] La Chapelle-Huon, dans [redacted] reconnut tout [redacted] Il [redacted] policiers jusqu'à [redacted] derrière la maison. Il [redacted] boîte [redacted] fer. [redacted] encore plus [redacted] F.*

*Il fut jugé [redacted] 5 [redacted] par [redacted] Il [redacted] bien d'expliquer [redacted] beaucoup plus [redacted] d'ingénieurs [redacted]*

*Aujourd'hui, il se [redacted] Caen, [redacted] il a accompli plus [redacted] peine [redacted] toujours [redacted] bonne, [redacted] il pourrait bénéficier [redacted] libération conditionnelle. [redacted] pour [redacted] coup [redacted] pouce, que, par [redacted] des auteurs [redacted] qui [redacted] leur [redacted] écrivant, [redacted] peu [redacted]tion sur son [redacted] expliquent qu'en [redacted] l'État ne [redacted] guère des [redacted] favorise [redacted] création [redacted] cines [redacted] livres [redacted] compte d'auteur moyennant [redacted] sommes [redacted]*

*Peut-être alors se rendrait-on [redacted] sept ans de [redacted] criminelle, c'est [redacted] même beaucoup [redacted] de [redacted] ans qui rêvait [redacted] faire [redacted] les [redacted]*

(*) Avocat au barreau de Paris.

# SPORTS

## FOOTBALL

### M. [redacted] Defferre intervient pour tenter de régler la crise de l'Olympique de Marseille

De notre correspondant régional

*Marseille. — Après la rencontre qu'il* [redacted] *eue, le lundi 14 février, avec* [redacted] *Fernand* [redacted] *président de l'Olympique de* [redacted] *(O.M.) ;* [redacted] *Genoyer, industriel, ancien médiateur* [redacted] *l'O.M. en 1973 ; Pierre Terrin, président du port autonome, M.* [redacted] *Defferre, député des Bouches-du-Rhône et maire de Marseille, a annoncé que le club allait s'attacher les services d'un directeur général chargé de reprendre en main la situation créée par la défaite, dimanche* [redacted] *février, en Coupe de France, devant La Paillade de Montpellier.*

*M. Defferre a précisé qu'il était de son devoir « en tant que maire »* [redacted] *préoccuper de la réorganisation de l'O.M. La ville donnera sa garantie à un emprunt de 2 millions de francs, que le club doit contracter pour renflouer ses* [redacted] *La* [redacted] *de 750 000 F octroyée par la municipalité, et inchangée depuis 1965, pourrait être également révisée. M. Fernand Méric devra d'autre part établir dans les huit jours un plan de redressement.*

#### « [redacted] homme à plein temps »

L'ampleur des réactions provoquées à Marseille par le revers de l'O.M. et le caractère officiel donné à l'affaire par la convocation de M. Méric dans le cabinet du maire laissaient attendre des remèdes drastiques... M. Defferre et ses interlocuteurs ont, au contraire, estimé que la situation exigeait un « *choc psychologique* » susceptible d'être créé non par le départ des dirigeants ou de joueurs reconnus responsables, mais par l'arrivée d'un homme-miracle nanti de pouvoirs étendus.

Pour le *maire* de Marseille, le futur directeur général de l'O.M. devra être « *un homme à plein temps, qui ait une connaissance approfondie du football et des footballeurs*, en *France et à l'étranger. Un homme qui ait des qualités de caractère, en plus de la compétence nécessaire pour mener l'équipe sous l'autorité du président du club* ».

Quelle pourrait être la personnalité disponible répondant aux critères définis par M. Defferre ? Un seul nom [redacted] prononcé en [redacted] l'entrevue, [redacted] l'O.M. et ex-international yougoslave *Josip* Skoblar, qui [redacted] d'ailleurs [redacted]ment proposé [redacted] à M. Méric, en n'obtenant qu'une réponse dilatoire...

Cependant, si un « homme fort » manque effectivement à l'O.M., il ne peut à lui seul contribuer à régler tous les problèmes, pallier toutes les insuffisances et faire oublier toutes les responsabilités.

#### Trois millions de déficit

Le déséquilibre [redacted] l'O.M. serait actuellement de [redacted] 3 *millions* [redacted] et s'aggraverait chaque mois de quelque *400 000* francs. Les supporters sont depuis quelque temps les témoins interloqués des problèmes d'argent de leur club. Avant chaque match, ils voient en effet apparaître au milieu du terrain un cube portant sur toutes ses faces le nom d'une banque. C'est la compensation publicitaire trouvée par cet établissement qui a consenti un important découvert à l'O.M...

« *En tant que maire de Marseille*, a déclaré M. Defferre, *j'ai* [redacted] *par le président* [redacted] *l'O.M. pour donner la garantie de la Ville à un emprunt de 2 millions de francs. Je suis prêt le cas échéant à donner cette garantie, et, si toutes les conditions que j'estime indispensables sont réunies, j'étudierai une révision de la subvention municipale.* » Interrogé sur les incidences électorales de la crise de l'O.M., M. Defferre a d'autre part vivement répliqué à *son interlocuteur* : « *J'ai derrière moi un bilan municipal qui me permet de me présenter devant les Marseillais et de leur demander leur confiance. Mais, en plus, je considère qu'en tant que maire, j'ai le droit de me pencher sur le sort de l'O.M. Le fait d'être près des élections ne me gêne ni ne m'avantage. Je fais ce que j'ai à faire...* »

GUY PORTE.

## NATATION

### LE RECORD DU 100 MÈTRES DU SUD-AFRICAIN SKINNER POURRAIT [redacted] PAS ÊTRE HOMOLOGUÉ

Le record du monde du 100 mètres établi par le Sud-Africain Jonty Skinner le 15 ao[redacted] 1976 [redacted] sec. [redacted] pourrait ne pas être homologué par la Fédération internationale de natation amateur (FINA). Jonty Skinner avait réalisé sa performance au cours des championnats internationaux des États-Unis, à Philadelphie, et son record avait été soumis à l'homologation par son club américain, le Central Jersey Aquatic Club.

Le bureau de la FINA est, pour l'instant, partagé sur l'application des règlements, et il est possible que la nationalité sud-africaine de Skinner — l'Afrique du Sud est exclue de la FINA — [redacted] un obstacle [redacted] l'homologation de ce record. Pour les mêmes raisons, Jonty Skinner n'avait pu participer aux Jeux *olympiques* de Montréal.

## A Tours

### L'ANCIEN ADMINISTRATEUR DE L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE VA COMPARAITRE POUR « DÉTENTION ILLÉGALE »

*Au cours* [redacted] *conférence*, de [redacted] organisée à Paris le lundi 14 [redacted] la section de Tours [redacted] des [redacted] de [redacted] et par le Collectif d'enquête sur [redacted] pratiques psychiatriques en Indre-et-Loire, les [redacted] de ces [redacted] ont souligné l'importance [redacted] procès qui [redacted] le jeudi 17 novembre, à [redacted] à Tours.

[redacted] M. Eric [redacted] en 1970 à l'hôpital [redacted] Tours, que [redacted] abusif, l'an[redacted] de [redacted]ment psychiatrique, M. Pettot, [redacted] été, [redacted] inculpé [redacted] « [redacted] illégale » [redacted] comparaître devant le [redacted] Il aura fallu [redacted] pour [redacted] dans cette affaire, qui [redacted] à Tours [redacted] moins, [redacted] genre. Un [redacted] actuel [redacted] l'hôpital, [redacted] Blériot, [redacted] vai[redacted] depuis plusieurs [redacted] d'obtenir sa « [redacted] » (*le* [redacted] 1976). Cependant, c'est [redacted] qu'un [redacted] d'hôpital psychiatrique compa[redacted] devant un tribunal correctionnel, sur la [redacted] de l'article [redacted] pénal, qui définit la [redacted] illégale.

[redacted] une [redacted] qu'il avait [redacted] 1976). [redacted] d'avoir [redacted] dures normales [redacted] propos de [redacted] Burmann, [redacted] il avait voulu, disait-il, « *éviter aux* [redacted] *leurs* [redacted] *tives* ».

*Au cours* [redacted] *cette* [redacted] M. Burmann a [redacted] sur le [redacted] que ce procès [redacted] *l'occasion de* [redacted] malades dans les hôpitaux psychia[redacted] en [redacted] la loi [redacted] qui remonte à Louis-Philippe, à l'époque du suffrage cen[redacted] paraît [redacted] aux [redacted]

#### La lenteur des procédures

L'expérience prouve, par la [redacted] *procédures*, qu'il [redacted] *souvent* [redacted] de définir des responsabilités [redacted] une [redacted] psychiatrique [redacted] sein [redacted] laquelle — [redacted] de certains [redacted] — on ne juge pas [redacted] « *capables de d*[redacted]*er d'eux-mêmes* [redacted] *leur propre* [redacted] ».

D'autres [redacted] de détention illégale ont [redacted] révélés dans plusieurs villes de France, [redacted] ou à Paris (voir [redacted] 8 février). [redacted] multiplication de [redacted] procédures « *illégales* » [redacted] le signe, [redacted] orga[redacted] *conférence* de [redacted] que « *la justice* [redacted] *dessaisit* [redacted] *des internements* [redacted] *chiatriques au profit* [redacted] *la* [redacted] *l'arbitraire* », ce qui donne au procès [redacted] Tours la valeur d'un exemple.

# FAITS ET JUGEMENTS

### La mort d'un chauffeur au commissariat de Tarare.

La chambre [redacted] de la *cour* [redacted] *de Lyon* a [redacted] le non-lieu prononcé [redacted] propos [redacted] survenue, le 23 [redacted] au [redacted] (« le [redacted] du [redacted] mai 1975). M. Lucien [redacted] trente-quatre [redacted] chauffeur-livreur, [redacted] placé [redacted] de [redacted] du commissariat de [redacted] après un [redacted] de la [redacted] l'y [redacted] pendu.

L'information, [redacted] à M. Dominique [redacted] juge [redacted] à Villefranche-sur-Saône, [redacted] conclu, le [redacted] janvier [redacted] au suicide. [redacted] ans plus tard, la veuve de M. Dela[redacted] de Mᵉ [redacted] Burdeyron, déposait une plainte contre X [redacted] meurtre. Mᵉ Burdeyron a [redacted] *son* [redacted] le dossier devant la Cour de [redacted]

● *Premier interrogatoire* [redacted] *M.* [redacted] *Amanrich.* — M. Ro[redacted] juge [redacted] a interrogé, [redacted] 14 février, pendant quatre heures, M. [redacted] Amanrich, l'ancien [redacted] de France au Vatican, [redacted] ses deux enfants. [redacted] qui [redacted] porté uniquement sur le [redacted] *vitae* de l'inculpé, [redacted] ce mardi. Jeudi prochain 17 février, M. Amanrich devrait expliquer, en présence de son avocat, Mᵉ Paul Lombard, comment il en est arrivé à tuer les [redacted] de [redacted] famille. L'ancien [redacted] partage sa cellule de la prison de Fresnes avec le principal inculpé de l'affaire Dassault, M. Hervé [redacted] Vathaire.

● PRECISION. — [redacted] la suite d'une dépêche publiée par l'[redacted] France-[redacted] le 4 février 1977, concernant l'inculpation de plusieurs personnalités pour fraude [redacted] la [redacted] au point [redacted] par l'une [redacted] M. Bernard Zehrfuss, publiée le même jour, [redacted] h. 45 (reproduite dans [redacted] édi[redacted] 6-7 février), l'A.F.P. précise que « *le différend entre M. Bernard Zehrfuss et la direc*[redacted] *générale des impôts porte uniquement sur la fixation d*[redacted] *des frais non justifiés que celle-ci autorise à* [redacted] *de ses revenus,* [redacted] *il* [redacted] *pas contesté que lesdits revenus ont été intégralement déclarés* ».

### Un malfaiteur demande réparation à [redacted] victime.

Le [redacted] de grande [redacted] Clermont-Ferrand s'est [redacted] incompétent pour juger de [redacted] en réparation [redacted] d'un hold-up, M. Bernard Bost, vingt-trois [redacted] un receveur [redacted] P.T.T., M. Roger [redacted] *cinquante-cinq* [redacted] le [redacted] 1974, lors [redacted] l'attaque [redacted] bureau de postes [redacted] Vertolaye (Puy-de-Dôme). M. [redacted] compli[redacted] une somme [redacted] mais M. [redacted] sur eux [redacted] son fusil [redacted] au [redacted] regagnaient leur voiture, atteignant gravement M. [redacted] dans [redacted] Le 11 [redacted] ce dernier avait été condamné [redacted] cinq [redacted] de prison par la [redacted] Puy-de-Dôme.

Après l'assignation du [redacted] M. Bost, M. [redacted] ministre [redacted] l'intérieur, avait, le [redacted] dernier, vivement [redacted] « *le malfaiteur*, [redacted] *illégale et criminelle, puisse intenter un procès quelconque, et, en particulier, à celui* [redacted] *n'a fait que* [redacted] *défendre.* »

[redacted] l'excuse [redacted] légitime [redacted] de M. [redacted] le tribunal [redacted] Clermont-Ferrand [redacted] malfaiteur [redacted] possibilité de demander réparation [redacted] le tribunal administratif. — (*Corresp.*)

● [redacted] *l'affaire* [redacted] *documents* [redacted] *préfecture de l'Isère.* — M. Dominique Fournier, juge d'instruction chargé de l'information ouverte à Grenoble après le vol, à la préfecture de l'Isère, le 17 septembre 1976, de documents officiels concernant les dispositions à prendre en cas d'accident nucléaire, a prononcé lundi 14 février [redacted] non-lieu en faveur de Mme Jacqueline Tréherne, [redacted] M. [redacted] Philibert [redacted] *Monde* du 14 octobre 1976).

Mme Tréherne, chargée de recherches au C.N.R.S., et M. Philibert, secrétaire de l'*Association* pour la sauvegarde des sites de Bugey et Malleville, avaient été inculpés, le [redacted] octobre 1976, de vol, [redacted] complicité, ainsi que *de complicité* d'introduction irrégulière dans un local [redacted] à un service public [redacted] caractère administratif.

### 500 F d'amende pour le « Clampin libéré ».

*Le tribunal* de grande instance de Lille [redacted] condamné, lundi [redacted] février, M. Jean-Luc Porquet, directeur du *Clampin libéré*, [redacted] F d'amende pour [redacted] M. François Muffragi, ancien directeur du C.H.R. de Lille, aujourd'hui [redacted] C.H.R. [redacted] Rennes. Ce dernier obtient [redacted] *symbolique de do*[redacted] intérêts (*le* [redacted] 4 février).

[redacted] le numéro [redacted] de ce journal satirique, un article était publié [redacted] le titre : « *Hôpital... chut !* », qui accusait le plaignant de « *magouille* » [redacted] qu'il y avait eu durant [redacted] « *un détournement* [redacted] *plusieurs centaines de millions* [redacted] *francs* ».

Dans [redacted] attendus, [redacted] tribunal [redacted] valoir q[redacted] « *l'immunité* [redacted]*chée* [redacted] *la vérité n'est acquise qu'à la* [redacted] *la vérité rapportée* [redacted] *parfaite, complète, absolue et corrélative à l'imputation dans toute sa partie littérale et à sa signification diffamatoire* » et que « *cette condition* [redacted] *remplie en l'espèce* ».

● *La cour d'assises de Paris* [redacted] *condamné à vingt ans de réclusion criminelle* André Llopis, âgé de [redacted] ans, inculpé d'assassinat pour [redacted] meurtre de Marc Juan, [redacted] vingt-cinq ans, le [redacted] à Paris (15ᵉ). Le jeune homme [redacted] tué après une querelle d'automobilistes, à [redacted] d'[redacted] place de [redacted]ment. L'accusé [redacted] déclaré qu'il [redacted] frapper son adversaire avec [redacted] plat du [redacted] coup était parti tout seul. Mais les [redacted] balistique [redacted] que la [redacted] mortelle n'a[redacted] été tirée [redacted] bout touchant.

● *Après la publication* [redacted] *article* [redacted] *poursuites disci*[redacted]*aires* engagées contre un [redacted]e d'instance de Douai, [redacted] Joly [redacted] 9 février), M. [redacted] Hage, député [redacted] (P.C.), président de la commission des affaires sociales du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, nous demande de préciser qu'il [redacted] l'organisateur [redacted] la réunion du 7 février, à Douai, consacrée à la *mise* en cause de l'indépendance du magistrat. Pour sa part, la section de Douai du Syndicat [redacted] la magistrature précise qu'aucun de [redacted] membres présents à cette réunion n'y a pris [redacted] parole.

هكذا من الأصل

AGE

ête-gangster...

LANGLOIS

MENTS

500 F d'amende



# SOCIÉTÉ

## LE POUVOIR ET LE SEXE

*[redacted] la première page.)*

[redacted] signifie [redacted] que « [redacted] la [redacted] qui [redacted], *ni* [redacted] *qui* [redacted] *l'Etat, ni* [redacted] *qui prennent* [redacted] *économiques* [redacted] *de pou*[redacted] *qui* [redacted] *société (et* [redacted] *fonctionner)* ». Cela impli[redacted] que ce [redacted] partout présent, [redacted] partout à [redacted] : [redacted] le savoir, l'enseignement, l'éducation, [redacted] enjeux [redacted] pouvoir — non [redacted] comme [redacted] conséquences [redacted] ou périphériques [redacted] décision « d'en [redacted] », mais [redacted] surgissement [redacted] *d'actes* [redacted] convergents qui façonnent la physio[redacted] d'une époque. [redacted] exige surtout d'abandonner [redacted] que l'interdiction, le [redacted] *uniques ou pri*[redacted] *du pouvoir. Il crée,* [redacted] contraire, stimule, organise, incite, bref [redacted] œuvre positive. Et ce, depuis près [redacted]

[redacted] propositions [redacted] en [redacted] enquêtes historiques précédem[redacted] par [redacted] Foucault sur la folie, [redacted] la médecine, [redacted] humaines, [redacted] *systèmes pénitentiaires depuis l'âge classique,* [redacted] guident [redacted] actuel sur [redacted] a joué, en [redacted] la constitution [redacted] pouvoir [redacted]

Comment ? [redacted] pouvoir « [redacted] », la souveraineté du [redacted] se bor[redacted] « [redacted] mourir » [redacted] sujets qui [redacted] *autorité,* [redacted] « [redacted] » [redacted] *autres.* A l'opposé, [redacted] *contemporaines* [redacted] — en la [redacted], mais [redacted] en la produisant, au [redacted] riquement, cette « bio-politique » a revêtu, [redacted] *Foucault,* [redacted] principales : [redacted] *transforma*tion [redacted] corps en machines, leur [redacted] par [redacted] une série de [redacted] visant [redacted] et rentables. [redacted] *punir* en [redacted] retracé la [redacted] place, [redacted] prisons aux [redacted], des casernes aux *hôpitaux.* [redacted] « population » [redacted], [redacted] leur [redacted], de [redacted] à travers un vaste dispositif qui a [redacted] en charge leurs *comportements sexuels.* [redacted] lui

[redacted] s'attaque [redacted] présent *l'historien.*

*Dispositif « répressif » ?* Certes, [redacted] Dispositif in[redacted] tout, [redacted] d'innom[redacted] Et bavard, organi[redacted] autour du [redacted] une « explosion [redacted] » [redacted] à débusquer son [redacted]. *Le pouvoir n'aurait* [redacted] taire [redacted] Il l'aurait contraint [redacted] l'aveu. [redacted] prolixité : comme [redacted] notre vérité ultime résidait là (1).

[redacted] le détail, [redacted] du [redacted] n'est [redacted] le plus [redacted] ce n'est [redacted] simplement qu'il [redacted]. [redacted] *en prolongeant* [redacted] *la* [redacted] *savoir,* [redacted] plusieurs [redacted] leur ressemble [redacted] : Foucault [redacted] parle d'un [redacted] plus personnel, plus provocant aussi, [redacted] mêlent étrangement [redacted] *rigueur* [redacted] *la* [redacted] la [redacted] l'habileté [redacted]

[redacted] parfois [redacted] : pourquoi, par exemple, l'in[redacted] ne [redacted] répressive ? Et pourquoi, en parlant [redacted] si vite qu'il [redacted] en a deux ?

### Une « archéologie de la psychanalyse »

[redacted] faut-il [redacted] les prochains volumes [redacted] que se lèvent [redacted] ambiguïtés, [redacted] accentuées ?) [redacted] géné[redacted] argumentation, coupée ici [redacted] qui [redacted] En [redacted] cas, [redacted] collimateur [redacted], outre [redacted] discours [redacted] la « [redacted] », il y a, [redacted] fois, la psychanalyse. [redacted] inven[redacted] qu'est [redacted] « [redacted] » *pourrait* [redacted] se [redacted] une « archéologie de [redacted] psychanalyse ». Schématiquement, le principal grief [redacted] lui [redacted] restée attachée au modèle classique [redacted] la [redacted] du pouvoir, centré seulement sur [redacted] de [redacted] *le* [redacted] *de* [redacted]. Là encore, il faut attendre la suite.

*Mais* [redacted], à titre [redacted], *on peut lire dans cette* [redacted] livre qu'un [redacted] original, juriste [redacted] professeur de droit, Pierre Legendre, [redacted] des problèmes [redacted], intitulé [redacted] *du pouvoir,* ce [redacted] pose [redacted] aussi la question : « *Comment le pouvoir s'y prend-il pour nous faire ?* » [redacted] pourrait donc [redacted] qu'il partage la problématique [redacted] le lire, on retrouve pourtant [redacted] que celui-ci dénonce : [redacted] rence [redacted] « structure centraliste », [redacted] *loi comme organisatrice du* [redacted] au sexe et au [redacted] comme principes [redacted] d'explication.

[redacted] dit, [redacted] peu [redacted] ne manque [redacted] d'intérêt : [redacted] esquisse [redacted] psychanalytique du fonctionnement [redacted] *contemporaines. Nos* [redacted] nos grands appareils [redacted]tiques, en [redacted] rationalité, Pierre Legendre [redacted] montre [redacted] de symboles et [redacted] *Le pouvoir* [redacted] *mythe ?* [redacted] l'ombre, il est grotesque, répond l'analyste. Seules [redacted] en un [redacted] soutiennent.

[redacted] traiter la politique comme [redacted] religion [redacted] bureaucratie [redacted] *qu'un «* [redacted] ». [redacted] *l'autre côté du décor,* [redacted] sont folles, [redacted] « [redacted] saisissent [redacted] *par un feu d'amour aussi* [redacted] *poignant...* » [redacted] longs [redacted] *Legendre, en* [redacted] du fantasme, [redacted] le champ [redacted] la psychanalyse, [redacted] science politique. Il [redacted] que [redacted] style, miment sans bonheur [redacted] française.

[redacted] livres, que [redacted] affir[redacted] que le pouvoir [redacted] fabrique [redacted] part en part. Ils [redacted] les seuls, [redacted] répétant. A [redacted] point [redacted] parodiant ce [redacted] Fou[redacted] *du sexe,* [redacted] pourrait [redacted] demander [redacted] un jour, que [redacted] contemporains [redacted] cru avec [redacted] le secret de leur vérité [redacted] pouvoir.

**ROGER-POL DROIT.**

[redacted] *La Volonté de savoir,* de Michel Foucault, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 222 pages, 34 F.

[redacted] *Les* [redacted] *logiques,* n° 4, 110 pages, 15 F (1, rue des Fossés-[redacted] 75005 Paris).

[redacted] *du pouvoir,* de Pierre Legendre, Ed. de Minuit, coll. « Critique », 280 pages, 39 F.

(1) Michel Foucault a [redacted] présenté cet aspect de sa recherche dans un texte inédit publié par « le Monde des livres » du 5 novembre 1976.

## Drogue et brouillard

Branle-bas de combat ! Le flot de la drogue est en crue et menace la jeunesse. Comme un fantasme épisodique, *l'image* du jeune [redacted] au regard perdu, aux [redacted] abîmées, [redacted] les [redacted] moralisantes. [redacted] blées, avertissements, doutes, pétitions de principe, appel à la répression ou à la compréhension, *confidences* : la *cacophonie* après un aussi long silence...

La toxicomanie est l'une des marques de notre société et l'une de ses tares. Mais, [redacted] chaque société, évoluée ou non, s'est créé ses propres formes de toxicomanie, il n'est pas *légitime* d'en *isoler une seule,* en oubliant toutes les autres. La campagne de culpabilisation qui est engagée une fois de plus ne devrait pas borner son horizon à quelques milliers de drogués.

Les hasards de l'actualité ont voulu que, au *mo*[redacted] la France *s'émeut* [redacted] mort de plusieurs jeunes, des médecins de l'hôpital de Garches révèlent que 40 % des tués de la *route sont* victimes d'accidents provoqués par des ivrognes. Si l'on calcule bien, cela fait plus de six mille victimes directes d'une *forme de* toxicomanie qui a pour elle d'être plus ancienne et de faire, en quelque sorte, partie du décor.

*Nous sommes tous des toxicomanes* : du nourrisson qu'on abrutit de sirops pour dormir au vieillard qui ne trouve le sommeil qu'après avoir absorbé sa dose de tranquillisant ; du surmené que le café soutient au déprimé que le tabac console ; de [redacted] *patron,* qui [redacted] vice, sa faiblesse, qu'un sourire [redacted] ?

Pourquoi limiter son indigna[redacted] son émotion [redacted] drogues les plus récentes et — il faut le dire — heureusement les moins répandues ? Sans doute très simplement par le fait qu'une civilisation en état de vieillissement [redacted] peut [redacted] sereinement la menace contre [redacted] en qui [redacted] met son espérance : [redacted] jeunes. Que [redacted] *soient* les esclaves d'un produit qui les ronge, cela [redacted] met pas en cause l'avenir [redacted] société. Tant pis pour eux ! Les jeunes, d'une certaine manière, appartiennent aux adultes : ils [redacted] sont la projection dans l'avenir. [redacted] pour [redacted] *futur* meilleur. Qu'un virus [redacted] la [redacted] guette avant l'âge des [redacted] sont *nos projets* [redacted] *s'écroulent.*

L'angoisse, donc, [redacted] réelle. [redacted] elle [redacted] pare [redacted]tudes de fermeté et de rejet : il est bien connu que l'installation dans un village [redacted] banlieue [redacted] d'accueil [redacted] jeunes [redacted] qui cherchent [redacted] réactions hostiles : va-t-on installer, [redacted] portes, [redacted] foyer [redacted] contamination [redacted] jeunes, [redacted] soign[redacted] mais ailleurs ! N'évoquons que pour mémoire les embûches [redacted] *bureaucratique* qui brisent [redacted] plus généreux, [redacted] plus hardies. [redacted] jeunes, [redacted] *soigner,* [redacted] bien, [redacted] règles !

### Un paravent

Il n'est pas question de minimiser l'ampleur de la toxicomanie. [redacted] traits sont consternants : rajeunissement de la population des drogués, utilisation de produits de plus en plus « durs », multiplication des polytoxicomanies aux sources [redacted]rissables, extension [redacted] dispersion grandissante des marchés, mortalité en flèche. Mais faut-il en rester à la description dramatique des [redacted] s'interroger sur les causes profondes ? La prévention, [redacted] ce domaine, [redacted]mence par la compréhension.

Les quelques spécialistes qui, en Fra[redacted] depuis des *années,* re[redacted] témoignages et obser[redacted] du délabrement sont dans [redacted] brouillard. Une seule [redacted] : les causes *psychologiques* de la toxicomanie sont déterminantes. Les idées générales sur la Société, avec un grand S, qui *écrase les individus, ne tiennent pas* devant la réalité. Elles sont le paravent de mystères cachés.

Derrière, selon les thérapeutes, *se cachent* des personnalités destructurées, solitaires, enfermées. On peut, schématiquement, affirmer qu'un toxicomane l'a *longtemps* été en pointillé avant de le devenir charnellement. Pour peu que l'absence de communication, le manque — ou l'excès — de tendresse, paraissent définitifs et qu'il rencontre sur sa route la [redacted] clandestine de la drogue, il y che[redacted] le bien-être. Ce *bien-être* [redacted] trop qu'il explique qu'on se drogue une deuxième [redacted] après y avoir [redacted] « mal-dans-leur-peau » [redacted] droguent pas, heureusement. [redacted] il [redacted] suffirait pas [redacted] approvisionnem[redacted] drogue [redacted] partout [redacted]

Il [redacted] s'interroger [redacted] sur l'agressivité qui marque de plus en plus les rapports humains, *sur la glorification de la compétition,* sur la malédiction des vaincus, sur le temps humain en miettes, [redacted] dialogue toujours renvoyé au *lendemain,* [redacted] tendresse ridiculisée. Le « racisme antijeunes » — maintes fois dénoncé, — ce n'est pas seulement le cafetier qui tue *les « loulous »* trop bruyants. C'est surtout le fait d'oublier qu'à côté de nous vivent des milliers de jeunes que nos regards rencontrent toujours trop tard. [redacted] incapables de prévenir [redacted] ?

**BRUNO FRAPPAT.**

*DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE*

## Le problème de ceux qui ne se droguent pas

L'affaire de Caen ne fait pas que relancer le problème de la drogue avec les dernières connaissances que l'on possède à son sujet en matière de statistiques de consommation, de sources d'approvisionnement et de tentatives curatives. Elle pose d'autres questions, sur l'attitude des parents devant ce phénomène qui ne se manifeste pas [redacted] chez les autres, *sur les motivations, sur* ce constat [redacted] qu'il n'y a pas de panacée.

Les hebdomadaires, certains du moins, livrent les résultats de leur *enquête sur « l'Asian connection »* (*L'EXPRESS*) ou « *la filière asiatique* » *(PARIS-MATCH).* Ils nous emmènent aux frontières du Laos, de la Birmanie et de la Thaïlande, dans « *le fameux Triangle d'or* », à Hongkong, mais aussi à Amsterdam, à Bâle avant d'en arriver à Caen.

« *Tous les témoignages le confirment : c'est à Amsterdam, dans l'importante colonie chinoise et asiatique — officiellement, 8 000 personnes, mais, en fait, plus de 30 000 — que l'héroïne est convoyée et traitée. A Paris, au quartier Latin,* [redacted] *pro*posent [redacted] « *week-end* [redacted] *Amster*[redacted] » *pour 90 francs* », indique *L'EXPRESS.*

Si [redacted] nombre [redacted] drogués aug[redacted] Belfort, c'est, assure *LE POINT*, en raison de la proximité de Bâle, « *une des plaques tournantes de la drogue en Europe.* « *Il y a là-bas, confie un magis-* » *trat du Doubs, un café où l'on* » *vend le haschisch et le L.S.D. à* » *découvert. Les jeunes d'ici vont* » *y passer deux ou trois jours* » *à se « défoncer » dans une* » *chambre de location, et revien-* » *nent avec quelques grammes* » *d'herbe.* » *D'autres empruntent l'express Amsterdam-Milan, surnommé le « train de la drogue », pour aller se ravitailler dans le* [redacted] *port néerlandais où aboutit* [redacted] *filière* [redacted]*approvisionne*[redacted] »

Un jour [redacted] où [redacted] parents [redacted] la place [redacted] rôle de la drogue dans leur [redacted] famille, comme M. Girault, sénateur et maire de Caen. Pierre Vilain, dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien, rend hommage à ce père désarmé :

« *Pas une seconde, M. Girault n'a cherché à cacher cette affaire, à se réfugier dans un silence que les uns auraient qualifié de complice et les autres de douloureux. Il a fait face aux caméras et aux micros. Pour crier sa peine et celle de son épouse. Pour proclamer que leur fils est et restera toujours leur enfant, que leur tendresse ne* [redacted] *manquera jamais, que leur maison demeure sa maison. Pour rappeler que personne ne peut prétendre être à l'abri de ce drame épouvantable.* »

Hommage auquel Paul Katz s'associe dans *L'EXPRESS* en saluant le courage et la dignité du maire de Caen. *LUTTE OUVRIERE* (trotskiste) estime que les déclarations de M. Girault, « *présenté comme l'homme irréprochable, ferme et courageux, toujours prêt à faire appel à la police afin de pourfendre le fléau* » ont pour objet de nourrir une campagne axée sur la répression.

Faut-il s'en tenir là ? La réponse est généralement négative, mais que faut-il faire ? « *La méthode vraiment efficace* — lit-on dans *L'EXPRESS* — *reste à découvrir. Car, même dans une société sans problèmes, sans injustice, il y aura toujours des marginaux, des désespérés, ou, tout simplement,* [redacted] *imbéciles, des amateurs de « sensations fortes.* »

[redacted] *POINT* [redacted] état de l'explosion scolaire, met en cause la [redacted] enseignants et des surveillants, et [redacted] : « *La vérité, c'est que, devant* [redacted] *enfant qui se drogue, 99 % des enseignants sont aussi désarmés que 99 % des parents. Ils ne savent que dire, ni que fa*[redacted] *Ils remâchent leur impuissance.* »

Pierre Vilan (*LA VIE*) s'adresse [redacted] chrétiens pour leur dire : *Trop occupés* [redacted] *leurs propres affaires,* [redacted] *vaines* [redacted], *ils oublient le rendez-vous que leur offre une génération nouvelle, surprenante mais généreuse, incohérente mais disponible.* [redacted] »-là [redacted] *d'une* [redacted] *importance que les* [redacted] *Il* [redacted] *des audaces* [redacted] *risque* [redacted] *quelques* [redacted] »

[redacted] emprunte [redacted] à l'irremplaçable doc[redacted] Olievenstein, qui déclare : « [redacted] *solution politique* [redacted] *suggérer, pas* [redacted] *à avan*[redacted] *Je dis ce que* [redacted] *peux faire, je dis ce que je vois, ce que je sais. Mais je souhaiterais qu'un jour, dans leur église, dans leur travail, dans leur retraite, les gens s'arrêtent, ne serait-ce que quelques heures, qu'ils se demandent — et pas seulement les parents — si, entre eux et autour d'eux, ils savent faire régner assez de chaleur, de présence, d'authenticité, qu'ils méditent également sur le monde qu'ils proposent à ceux qui nous suivent. Puisque, après tout, ces voyous, ce* [redacted] *enfants.* »

Les vraies questions [redacted] sont pas à poser [redacted] ceux qui se droguent, mais à ceux qui ne [redacted] droguent pas. — A. L.







هكذا من الأصل



# L'ACTUALITÉ DU THERMALISME

LE [redacted] du thermalisme français [redacted] amorcé. [redacted] là une constatation agréable dans une époque morose [redacted] l'activité économique nationale pâtit [redacted] l'inflation pernicieuse, souffre [redacted] la [redacted] rence étrangère [redacted] de la fuite [redacted] capitaux, s'inquiète du coût de l'énergie, [redacted] perspectives [redacted] de bouleversements politiques [redacted] se plie, en rechignant parfois, [redacted] rigidités du plan Barre.

Depuis des années, [redacted] parlait [redacted] milieux thermaux de stagnation, sur un ton résigné ; [redacted] 1976 [redacted] marqué par un renversement de la [redacted] et, [redacted] la première fois, les stations françaises ont accueilli plus de 500 000 curistes.

Certes, on est [redacted] loin [redacted] de fréquentation des stations italiennes [redacted] allemandes, mais, [redacted] petits [redacted], le thermalisme français remonte [redacted] pente. Pour peu que les encouragements *ne* [redacted] trop chichement [redacted] qu'une politique cohérente [redacted] les [redacted] *responsables* [redacted] che économique, on pourra, [redacted] à quelques [redacted] *expansion profitable.*

## Les signes du renouveau

Le progrès tient essentiellement [redacted] la modernisa[redacted] stations, [redacted] rénovation des installations [redacted] soins [redacted] hôtelières, aux [redacted] d'animation.

Adoptant le système [redacted] chaînes, [redacted] ont choisi [redacted] s'unir, [redacted] mettre [redacted] commun expérience [redacted] *recherches pour* [redacted] *objectifs identiques* [redacted] conduire [redacted] opérations de promotion.

*Le* [redacted] *de la* [redacted] *Soleil, qui* regroupe cinq [redacted] : Barbotan, Eugénie-les-Bains, Molitg, Gréoux [redacted] Saint-Christau, [redacted] suscité des unions semblables : celle notamment qui [redacted] effectuée sous [redacted] « Eurothermes » et rassemble quatre [redacted] de réputation internationale : La Bourboule, Capvern, Cauterets et Châtel-Guyon.

De tels groupements permettent aux thermalistes [redacted] l'évolution des techniques de cures, [redacted] adapter aux indications thérapeutiques [redacted] grâce [redacted] des [redacted] continus programmés dans un plan [redacted] long terme, afin d'augmenter la capacité d'accueil, [redacted] des prestations, tout [redacted] *innovant dans l'application* des [redacted]

[redacted] de [redacted] poursuivi [redacted] la [redacted] tion [redacted] *climatique* [redacted] et par le [redacted] d'Etat au [redacted] commence [redacted] porter ses [redacted] attractif des stations et le [redacted] film réalisé sous la [redacted] d'Alain Jérôme apportent [redacted] public [redacted] et étranger [redacted] informations sur [redacted] stations de l'Hexagone. Dans [redacted] même [redacted] thèses sur le [redacted] se multiplient, [redacted] jeunes [redacted] se penchent sur les plans de [redacted] des stations avec le [redacted] une [redacted] tecture [redacted] adaptée à la vie thermale.

Car il [redacted] bien [redacted] que seules les stations qui prennent le risque d'investir afin d'offrir un [redacted] neuf ou [redacted] tout en sachant préserver la quié[redacted] *indispensable* à la réussite d'une *cure*, [redacted] développent.

*Les* [redacted] *en souf*frant de plus en plus [redacted] concurrence qui n'a rien de déloyale, tant que leurs dirigeants n'accepteront [redacted] participer à l'effort collectif. [redacted] Vichy, qui reçut en [redacted] % de curistes [redacted] moins qu'en [redacted] entreprend la construction d'un nouvel hôtel thermal promis depuis longtemps par un [redacted] qui semble enfin [redacted] rendre compte que [redacted] de l'eau [redacted] bouteilles [redacted] suffit [redacted] maintenir l'image [redacted] marque d'une ville d'eau, [redacted] prestigieux que [redacted] passé !

Au seuil de [redacted] 1977, [redacted] thermalistes [redacted] confiants. Mieux que personne, ils [redacted] qu'il n'existe [redacted] *source miraculeuse,* [redacted] que chacune d'entre [redacted] spécifiques capables de soigner [redacted] et que [redacted] jaillissant [redacted] privilégiés, [redacted] susceptibles [redacted] de retenir [redacted] *fatigués.*

Pour peu que l'on [redacted] évidemment donner [redacted] derniers l'envie d'une [redacted] reposante et *hygiénique* au [redacted] d'une [redacted] protégée.

MAURICE DENUZIÈRE.

## De la clientèle des stations

LE docteur Bentejao, médecin-[redacted] régional [redacted] pour la région d'Aquitaine la structure [redacted] sexe [redacted] par [redacted] la population qui a [redacted] aux cures [redacted] Dans [redacted] région [redacted] résultats [redacted] contrôles médicaux [redacted] un [redacted] *informatique* [redacted] partir de [redacted] perforées. [redacted] *y* [redacted] *enregistrées* [redacted] Les [redacted] *précises* [redacted] peuvent [redacted] extrapolées à l'ensemble [redacted]

*Une* [redacted] *au moins* [redacted] *être formulée :* [redacted] région d'Aquitaine représente [redacted] % de la population [redacted] la France [redacted] % du [redacted] pré[redacted] par [redacted] Français. [redacted] rythme d'évolution de ces [redacted] comme [redacted] prouvent, a toujours [redacted] légèrement supérieur à [redacted] à [redacted] national ; [redacted] qui a [redacted] bien [redacted] périodes [redacted] du [redacted] (1961-1966), [redacted] une progressivité [redacted] % l'[redacted] que [redacted] de crise (1968, [redacted] 1970), [redacted] l'on a enregistré une légère diminution [redacted] demandes [redacted] plan régional que sur [redacted] national.

NICOLAS BEAU.

(*Lire la* [redacted] *page 20.*)

### LES « IMMORTELS » ET LE THERMALISME

[redacted] française [redacted] à [redacted] au [redacted] deux [redacted] « eaux thermales, eaux minérales ». [redacted] académiciens [redacted] choisi, sur une proposition du professeur Jean Bernard, de les qualifier d'« eaux auxquelles on attribue des propriétés thérapeutiques » plutôt que d'« [redacted] douées de propriétés thérapeutiques ».

*Les congressistes* réunis récemment [redacted] l'initiative [redacted] la [redacted] thermale [redacted] que française auraient [redacted] ment opté, eux, pour la seconde définition : en effet, [redacted] le docteur Flurin, président du Syndicat national [redacted] médecins des [redacted] « [redacted] minérale, dans sa [redacted] physico-chimique apparaît [redacted] un [redacted] chimique thérapeutique [redacted] à la [redacted] l'homme de grand [redacted] ».

UNE DÉCLARATION DE M. JACQUES MÉDECIN

## « Il faut inciter les citadins à se reposer près des sources »

L'ARRIVÉE de M. Jacques [redacted] cin au [redacted] au tourisme, [redacted] fait naître chez [redacted] responsables [redacted] thermalisme [redacted] nouveaux espoirs. [redacted] *premier magistrat* [redacted] pole [redacted] qui [redacted] fréquentée, [redacted] informé [redacted] que [redacted] *d'accueillir, pendant* [redacted] chaque année, des Français [redacted] étrangers à [redacted] Les villes d'eaux, [redacted] limite [redacted] la [redacted] aux cures, peuvent aussi, [redacted] époque [redacted] la pollution corrompt l'air [redacted] fournir [redacted] « [redacted] une santé » [redacted] de quiétude, [redacted] pur. [redacted] pourquoi la politique du [redacted] au tourisme [redacted] maintenant [redacted] l'exploitation [redacted] thermal [redacted] climatique.

Au cours d'une interview [redacted] *Monde,* M. Jacques [redacted] a tout [redacted] reconnu que [redacted] développement [redacted] thermalisme en [redacted] que thérapeutique [redacted] par l'enseignement [redacted] l'hydrologie, capa[redacted] de [redacted] médecins [redacted] maux et [redacted] *figurer* plus spontanément [redacted] l'éventail des traitements envisageables [redacted] *nombreuses affections.*

*« J'ai* [redacted], nous [redacted] dit M. Médecin, [redacted] *donner l'exemple en ce* [redacted] *en* [redacted], *en accord avec* [redacted] *doyen de la faculté* [redacted] *de Nice,* [redacted] *le professeur* [redacted] *un* [redacted] *d'hydrologie,* [redacted] *et climatisme, qui sera ouvert dès la* [redacted] *1977 aux* [redacted] *diants* [redacted] *niçois.* [redacted] *faut penser* [redacted], *au moment où les médecins* [redacted] *des* [redacted] *commun sont autorisés à* [redacted] *en France, nous courons* [redacted] *risque de* [redacted] *nos* [redacted] *praticiens alle*[redacted] *ou* [redacted] *acquis* [redacted] *grande expérience de la crénothérapie dans* [redacted] *pays où cette* [redacted] *peutique* [redacted] *de plus de* [redacted] *nous. »*

*« Car,* ajoute M. Médecin, [redacted] *correspond* [redacted] *Un* [redacted] *en* [redacted] *la* [redacted] *de respirer l'air* [redacted] *désintoxiquer leur organisme, de* [redacted] *rythme* [redacted] *tées dans des* [redacted] *seulement* [redacted] *qui viennent* [redacted] *pour* [redacted] *soigner,* [redacted] *ceux* [redacted] *qui,* [redacted] *vacances, à l'aller* [redacted] *au* [redacted] *se reposer une* [redacted] *hygiénique, boire de* [redacted] *qui* [redacted] *organisme* [redacted] *tant* [redacted] *mentation que* [redacted] *fatigue.*

*« Le thermalisme est* [redacted] *par la* [redacted] *à la* [redacted] *Epoque ou* [redacted] *Second Empire,* [redacted] *mondanités de l'été* [redacted] *qui* [redacted] *« prendre* [redacted] *», devient* [redacted] *Face* [redacted] *hissant* [redacted] *béton dressé,* [redacted] *palaces à* [redacted] *sur*tout quand [redacted] *efforts* [redacted] *pour* [redacted] *intérieures.* [redacted] *qui* [redacted] *et l'ai* [redacted] *prévues pour* [redacted] *jusqu'à* [redacted] *aux trois* [redacted] *stations* [redacted] *que les grands hôtels puissent,* [redacted] *des* [redacted] *leurs propriétaires hésitaient* [redacted] *à entre*[redacted] *Il en est* [redacted] *même pour les* [redacted] *thermaux* [redacted] *des prêts du Fonds de* [redacted] *économique* [redacted] *social et* [redacted] »

M. [redacted] Médecin, qui connaît [redacted] stations [redacted] comme Baden-Baden, [redacted] comme Abano, [redacted] aussi [redacted] la création d'hôtels-thermaux.

*« Aujourd'hui, les curistes répu*[redacted] *quitter leur* [redacted] *bonne heure pour se rendre* [redacted] *l'autre bout* [redacted] *la ville,* [redacted] *parfois fatigants* [redacted] *leur état de santé.* [redacted] *thermal comportant* [redacted] *soins,* [redacted] *médicaux,* [redacted] *une piscine* [redacted] *thermale,* [redacted] *appré*[redacted] *Le* [redacted] *à l'heure de son traitement,* [redacted] *le risque d'avoir* [redacted] *attendre, quitter sa* [redacted] *en peignoir* [redacted] *se confier* [redacted] *des baigneurs ou* [redacted] *prendre,* [redacted] *se déplacer, le repos qui* [redacted] *avant d'organiser* [redacted] *du jour.* [redacted] *Aix-les-Bains,* [redacted] *poursuit* [redacted] *expérience* [redacted] *Celle-ci convaincra, je* [redacted] *nombreux professionnels* [redacted] *de participer* [redacted] *renouveau* [redacted] *thermalisme, qui va dans* [redacted] *sens de leurs intérêts. »*

Le [redacted] d'Etat [redacted] d'ailleurs [redacted] promotion [redacted] afin [redacted] sensibiliser [redacted] public aux attraits [redacted] ce [redacted] néaux, on va [redacted] aux Fran[redacted] stations thermales. [redacted] M Jacques Médecin voudrait [redacted] les marchands [redacted] minérale participent [redacted]

*« Chaque année,* [redacted] *d'eau,* [redacted] *de* [redacted] *plus pres*[redacted] *vendues* [redacted] *Ne peut-on pas imaginer* [redacted] *un support publicitaire ?* [redacted] *lieu* [redacted] *plastique* [redacted] *simples* [redacted] *ceux qui* [redacted] *l'image* [redacted] *marque* [redacted] *ne* [redacted] *la* [redacted] *apprécier,* [redacted] *en* [redacted] *que* [redacted] *consommateurs d'eau* [redacted] *ou* [redacted] *source* [redacted] *jour l'envie* [redacted] *séjourner* [redacted] *griffons qui* [redacted] *distribuent si généreusement ? »*

Quant [redacted] l'influence du plan [redacted] le thermalisme que certains [redacted] participer au déficit de la Sécurité sociale, M. Jacques Médecin dit qu'il faut en tenir *compte.*

*« La cure thermale ne constitue* [redacted] *supplémentaire. Les* [redacted] *décourager* [redacted] *abusives* [redacted] *en matière de congés maladies. On* [redacted] *de* [redacted] *sance sont* [redacted] *il faut faire comprendre aux Français que pren*[redacted] *huit* [redacted] *sur* [redacted] *vacances pour réparer ses forces et sa santé dans une* [redacted] *n'est* [redacted] *un congé gaspillé. Les* [redacted] *dont* [redacted] *une* [redacted] *de* [redacted] *un jours* [redacted] *peuvent* [redacted] *il y a* [redacted] *qui,* [redacted] *du* [redacted] *nage,* [redacted] *grand profit à faire un pèlerinage* [redacted] *sources sans qu'il en* [redacted] *un* [redacted] *se doit aussi* [redacted] *de* [redacted]

*« Et puis, il y a* [redacted] *dont* [redacted] *nos* [redacted] *et qui préfèrent* [redacted] *ou* [redacted] *gales, plus* [redacted] *bien* [redacted]

*«* [redacted] *d'ani*[redacted] *pour relancer ici* [redacted] *la vie thermale, laquelle s'accommode parfaitement* [redacted] *sportives* [redacted] *culturelles.*

*« Le patrimoine thermal français* [redacted] *sous-exploité* [redacted] *tout* [redacted] *d'Etat au* [redacted] *une* [redacted] *dont* [redacted] *de* [redacted] *1 milliard* [redacted] *francs* [redacted] *qui* [redacted] *deux cent cinquante mille* [redacted]

*« Grâce* [redacted] *nos mille deux cents* [redacted] *réparties* [redacted] *classées,* [redacted] *il* [redacted] *vouloir* [redacted] »

### LE VIIe GRAND PRIX MÉDICAL DU MONT-DORE AU Dr GEORGES BESSET

C'est M. Valéry Giscard d'Estaing qui doit remettre le 16 février 1977, au palais de l'Elysée, le VIIe Grand Prix médical de la ville du Mont-Dore, au docteur Georges Besset, *de la faculté de médecine* de Clermont-Ferrand.

En 1966, la ville du Mont-Dore, la station thermale et la Société médicale décidaient de créer un prix d'une valeur de 4 000 *francs*, aujourd'hui élevée à 10 000 francs, attribué tous les deux ans et destiné à récompenser le meilleur travail paru sur l'asthme.

Le jury, présidé par le professeur Halpern, membre de l'Institut, directeur du service d'immuno-biologie à l'hôpital Broussais, a désigné le lauréat 1976 en la personne du docteur Georges Besset.

Elève du professeur Molina, le docteur Besset est l'auteur d'une thèse intitulée « Etude clinique, histologique, immunologique et génétique de cinquante cas d'asthme apparu à l'âge adulte. »

De l'avis des spécialistes, ce travail est riche d'enseignements pour une meilleure connaissance des mécanismes subtils de l'asthme.

# Les [redacted] du plan Barre sur les [redacted] des assurés sociaux

LES [redacted] « sociaux » vont, eux aussi, souffrir des rigueurs du plan Barre. Alors qu'ils étaient [redacted] fort insuffisamment pris [redacted] charge par la Sécurité sociale, le plan [redacted] du 22 septembre 1976 [redacted] encore diminuer le taux de certains [redacted] boursements auxquels ils [redacted] droit jusqu'ici.

Qui plus [redacted], [redacted] qui vont pâtir de [redacted] sont uniquement de petits [redacted] ou [redacted] petits [redacted] traités. En effet, [redacted] nouvelles dispositions limitatives visent [redacted] réservés aux [redacted] dont [redacted] ne dépassent pas un certain plafond. Le mécanisme [redacted] en vigueur le 1^er^ janvier 1977 [redacted] points : [redacted] plafond [redacted] ouvrant [redacted] prestations [redacted] le taux de remboursement [redacted] transport est diminué.

## Un plafond abaissé au lieu d'être ajusté [redacted] fonction de l'inflation

Déjà [redacted] 1960, [redacted] pouvoirs pu[redacted] rembour[redacted] thermales. Les honoraires [redacted] thermal), les frais du traitement proprement [redacted] et, [redacted] cas échéant, ceux d'hospitalisation continuèrent d'être pris [redacted] charge à 80 %, comme [redacted] dépenses [redacted] santé [redacted] malade [redacted] à [redacted] maladie, [redacted] prestations légales. En [redacted]che, un [redacted] du [redacted] avril 1960 [redacted] un arrêté du 8 juin [redacted] retirèrent [redacted] champ [redacted] prestations [redacted] remboursement [redacted] frais d'hébergement [redacted] de transport. [redacted] pris en charge par l'action sanitaire [redacted] C'est-à-dire [redacted] pour en bénéficier, [redacted] ne fallait pas jouir [redacted] supérieures à un certain niveau. Il [redacted] au plafond qui [redacted] le paiement [redacted] cotisations d'assurance maladie [redacted] vieillesse. Son [redacted] réévalué chaque année, compte tenu, « grosso modo », de l'évaluation des salaires. Ainsi, pour cette année, [redacted] aurait dû être relevée de [redacted] francs par mois, chiffre appliqué [redacted] 1976, à [redacted] 610 francs, [redacted] qui [redacted] plafond [redacted] 1977. Or non seulement le niveau [redacted] fixé à partir du 1^er^ janvier [redacted] cette année ne tient [redacted] compte de l'augmentation [redacted] rémunérations [redacted] pour [redacted] part [redacted] l'inflation, mais encore [redacted] à [redacted] 500 francs [redacted] mois.

Comme [redacted] passé, les [redacted] ces du demandeur [redacted] calculées [redacted] l'ensemble [redacted] revenus du ménage. Le plafond [redacted] relevé [redacted] par [redacted] à charge, c'est-à-dire [redacted] conjoint, les [redacted] et chacun [redacted] enfants. [redacted] exemple 6 250 francs [redacted] le [redacted] d'un ménage [redacted] deux enfants.)

L'abaissement [redacted] niveau [redacted] sources [redacted] du [redacted] éventuel de l'action [redacted] une tranche [redacted] revenus qui comprend environ [redacted] 000 personnes.

## Un ticket modérateur sur les frais de transport

Jusqu'à présent, [redacted] sociale remboursaient [redacted] 100 [redacted] des dépenses [redacted] transport inhérentes [redacted] la cure thermale. C'est-à-dire [redacted] trajet [redacted] à la ville d'eau, soit [redacted] prix du billet de chemin [redacted] fer aller [redacted] retour. [redacted] somme [redacted] également [redacted] au [redacted] où [redacted] moyen [redacted] port. La [redacted] payait sur la [redacted] le voyage de la [redacted] qui, le cas échéant, doit accompagner le malade.

Désormais, un ticket modérateur de 30 % [redacted] supporté par le [redacted]riste. (Il en est de même pour les autres indemnisations [redacted] transport — telles que les ambulances — qui sont limitées à 70 % [redacted] débours.)

## Une économie « coûteuse » ?

[redacted] parcimonie gouvernementale devrait, selon les évaluations officielles, permettre d'épargner [redacted] 35 millions. L'ensemble [redacted] décidées [redacted] 1977 sur la Sécurité sociale représente environ [redacted] milliard, alors que le [redacted] sur l'assurance-maladie [redacted] 3,5 [redacted] 7 milliards. [redacted] sorte, [redacted] « sociaux » feront [redacted] frais d'un cinquième des compressions budgétaires escomptées.

Il reste à savoir [redacted] économies rognées sur [redacted] dos des « petites gens » ne risquent pas, à moyen ou à long terme, de coûter cher.

Les [redacted] de cette catégorie ne vont pas « prendre les eaux » par dilettantisme. Ils attendent, ils obtiennent [redacted] la crénothérapie une amélioration [redacted] leur santé. Ceux qui devront renoncer [redacted] un traitement thermal trop coûteux devront faire appel aux prescriptions médicales [redacted] pharmaceutiques dont les experts [redacted] cessent de dénoncer [redacted] abus.

D'autre part, la fréquentation des stations, qui s'était améliorée [redacted] temps, peut s'en [redacted] freinée. Et l'une [redacted] thérapeutiques [redacted] plus proches [redacted] la [redacted] découragée, [redacted] que [redacted] porte-parole officiels poursuivent imperturbablement leurs discours [redacted] l'écologie.

JOANINE ROY.

## PETIT MEMORANDUM DES DROITS DU CURISTE « SOCIAL »

Dans le domaine des cures thermales, l'ouverture des droits aux différentes prestations de la Sécurité sociale est subordonnée, dans certains cas, au ni[redacted] des ressources de l'intéressé.

Plusieurs catégories sont ainsi [redacted] distinguer dans les dépenses [redacted] en charge [redacted] d'indemnisation :

● POUR TOUS LES ASSURES [redacted] :

— Les honoraires du médecin thermal : le forfait de 165 F est remboursé à 75 % ;

— Le traitement [redacted] l'établissement [redacted] : le forfait, qui varie selon [redacted] fixé par conventions avec [redacted] Sécurité sociale. Il est remboursé à 70 %.

● POUR LES ASSURES DONT LES RESSOURCES SONT INFERIEURES A 3 610 F PAR MOIS avec majoration de 1 085 F par personne à charge ([redacted]joint, enfant, ascendant) :

— Le versement des indemnités journalières est calculé sur les mêmes bases qu'en cas d'arrêt [redacted] travail pour maladie.

● POUR LES ASSURES DONT LES RESSOURCES SONT INFERIEURES A 2 500 [redacted] PAR MOIS avec [redacted] 1 250 F [redacted] personne à charge :

— Les frais de transport : le [redacted] d'un billet de la S.N.C.F. en seconde classe (ainsi que, le cas échéant, [redacted] billet de la personne devant accompagner le [redacted]) est remboursé à 70 % ;

— Les frais d'hébergement : ils sont [redacted] forfaitairement chaque année. De 360 F en 1976, ce forfait devrait passer à environ 400 F en 1977.

Les demandes de [redacted] en charge des cures doivent être adressées aux caisses avant le 1er avril.







## Luchon

# On a des curistes... ...et des idées

LUCHON, la « reine des Py[redacted] », [redacted] que [redacted] dépliants touristiques [redacted] la station, a reçu en 1976 vingt-sept [redacted] deux [redacted] curistes, [redacted] 5,49 % [redacted] qu'en 1975. La [redacted] thermale a [redacted] marquée par un important symposium [redacted] le [redacted] la trompe d'Eustache [redacted] qui a [redacted] cinquante spécialistes d'oto-rhino-laryngologie.

Le centre d'été [redacted] Toulouse (place Anatole-France, 31070 Toulouse) a vu son succès confirmé, puisque plus de six cents personnes [redacted] archéologiques, [redacted] participé [redacted] physiques adaptées au [redacted] : yoga, relaxation, [redacted]nastique, promenade d'oxygénation, [redacted]

L'intérêt suscité par [redacted] for[redacted] a incité les responsables [redacted] âge, [redacted] professeur Vellas, [redacted] organiser [redacted] « université [redacted] neiges » [redacted] troisième âge. La première session [redacted] et [redacted] 2 avril. Les participants [redacted] logés dans [redacted] Luchon [redacted] différentes catégories [redacted] participent aux [redacted] sportives, culturelles [redacted] prévues par un [redacted] qui n'a rien d'excessif. [redacted] celles qui peuvent [redacted] chausser [redacted] — [redacted] certificat [redacted] contre-indication [redacted] est demandé [redacted] moment [redacted] l'inscription — [redacted] transportés chaque [redacted] pentes neigeuses [redacted] Super-Bagnères, où [redacted] Il ne s'agit pas, [redacted] sûr, [redacted] compétition, [redacted] ski [redacted] promenade sur [redacted] pistes réservées. [redacted] personnes qui [redacted] pratiquent [redacted] sport [redacted] possibilité [redacted] faire [redacted] neige [redacted] sûrs.

Luchon, qui a [redacted] chance [redacted] posséder une [redacted] d'Etigny, où l'on évoque [redacted] élégantes [redacted] Empire, [redacted] un [redacted] séjour agréable. [redacted] municipalité [redacted] dynamique, animée par M. [redacted] Peyrafitte, se préoccupe [redacted] rendre [redacted] coquette et [redacted] Jardins, [redacted] étudiés, restauration [redacted] façades, [redacted] une [redacted] Les [redacted] du [redacted], de la [redacted] oreilles, principales indications [redacted] Luchon, [redacted] gastronomie, [redacted] d'excel[redacted] jeunes [redacted] proposés par [redacted] d'animation un [redacted] sportives, [redacted]cales.

Un [redacted] modèle, en [redacted] pour un [redacted] temps.

★ Renseignements : 1) syndi[redacted] d'initiative, 31110 Luchon, [redacted] 79-00-83 ; 2) [redacted] thermal, [redacted] Quinconces, 31110 [redacted]

# De la clientèle des stations

(Suite de la page 19.)

On [redacted] appelé [redacted] premier lieu [redacted] cures [redacted] chez [redacted] Français [redacted] nombreux médecins, puisque, [redacted] tions, les cures de rang 1, 2 et 3 constituent plus [redacted] Chaque [redacted] premières cures, [redacted] crénothérapie, représentant un [redacted] demandes. [redacted] de rang 4, [redacted] quatrièmes cures, représentant 11 % [redacted] l'ensemble, [redacted] cures de rang 5 et au-dessus [redacted]



Toujours dans la région Aquitaine, les hommes [redacted] % des curistes alors que sur le plan démographique ils constituent, d'après les [redacted] la population. Les femmes [redacted] elles [redacted] % [redacted] la [redacted] mais seulement 52 [redacted] de la population totale.

On peut [redacted] également [redacted] jusqu'à l'âge [redacted] vingt ans les [redacted]dats à la [redacted] sont plutôt [redacted] sexe masculin ; de [redacted] à cinquante-quatre ans [redacted] demandes sont sensiblement les [redacted] pour [redacted] ; après cinquante-quatre ans ce [redacted] les [redacted] qui [redacted]nent, [redacted] entre soixante [redacted] soixante-cinq ans.

[redacted] constatations ne [redacted] importance [redacted] plan économique, [redacted] si l'on peut [redacted]poler, comme il est [redacted] probable [redacted] données [redacted] l'Aquitaine [redacted] plan français, on s'aperçoit que [redacted] plus de soixante-cinq [redacted] — [redacted] réunis — représente plus de 25 % des accords de cures obtenus, [redacted] que [redacted] ne représente [redacted] 16 % [redacted] la population. [redacted] du troisième âge [redacted] représentent 15 % du total [redacted] d'une [redacted] importance [redacted] les [redacted] thermales, qui [redacted] s'adapter [redacted] ce type [redacted] clientèle.

Enfin [redacted] composition [redacted] clien[redacted] thermales peut [redacted] remarques : [redacted] personnes du [redacted] augmente, [redacted] part [redacted] présentées pour [redacted] de diminuer : [redacted] pour la [redacted] de près de [redacted] 1968, [redacted] 12,56 % [redacted] 11,63 % [redacted] (Soit [redacted] quarante-trois mille [redacted] pour en[redacted] la France.)

Il faut souligner qu'un [redacted] plus [redacted] % [redacted] ayant obtenu un [redacted] leur [redacted] primaire n'ef[redacted] pas [redacted] pour [redacted] raisons qui, [redacted] la quasi-totalité [redacted] cas, [redacted] d'ordre financier. Les récentes [redacted] qui [redacted] de remboursement [redacted] transport [redacted] ne pourront [redacted] qu'aggraver [redacted] phénomène.

NICOLAS [redacted]



## UNE JOURNÉE D'HYDROLOGIE THERMALE

Constatant qu'il existe un besoin collectif de revenir à des formes naturelles de la thérapeutique, un groupe de recherche réunissant les universités de Bordeaux, Nancy et Paris-Sud a décidé d'organiser à la faculté de pharmacie de Châtenay-Malabry, le jeudi 24 février, une première journée d'hydrologie thermale.

[redacted] professeur [redacted] Cohen, doyen [redacted] la [redacted] pharmacie, [redacted] de [redacted] Paris-XI, dirigera les travaux, dont le programme a [redacted] mis au point par les laboratoires de pharmacodynamie et d'hydrologie de l'université de Bordeaux-II (professeur J. Canellas), et le laboratoire d'hydrologie thermale de Paris-XI (professeur R. Laugier). Les exposés scientifiques porteront, entre autres sujets, sur les principes de contrôle du microbisme des eaux minérales et sur les méthodes en hydrologie clinique, des cures thermales.

[redacted] presse [redacted] professeur M. Lamarche, de l'université de [redacted] clôturera [redacted] journée, qui [redacted] permettre, estiment [redacted]teurs, [redacted] axes [redacted] réflexion [redacted] de recherches conduisant [redacted] une connaissance moins empirique [redacted] crénothérapie.



# L'ACTUALITÉ DU THERMALISME




LES STATIONS MARQUEES D'UNE [illegible] PAR LA SECURITE SOCIALE

## Thalassothérapie

### Chez Bobet ou chez Borel ?

LA [illegible] se vend bien surtout sous le label « Louison Bobet », le célèbre champion cycliste qui, la cinquantaine passée, conserve son dynamisme, sa sveltesse, son charme et surtout sa simplicité souriante.

Jusqu'en 1976, Louison Bobet était le *« patron » du plus* sélect des instituts de thalassothérapie, établissement qu'il *avait fondé* [illegible] 1965 à Quiberon. Puis, vint M. Jacques Borel auquel la Banque de Paris et des Pays-Bas céda la *chaîne* Sofitel et la société Thalassa - International. En quarante-huit heures Louison fit *ses bagages* et *quitta* la place; [illegible] personnalité, son style, sa psychologie et l'idée qu'il se faisait de ses fonctions à la tête de l'institut n'étant pas compatibles avec [illegible] de gestion et l'auto[illegible] de M. Borel.

*« Nous ne sommes pas faits du même métal »*, dit Louison Bobet, [illegible] quittant Quiberon, au milieu de la consternation générale. Le champion sait bien que l'on ne gagne pas [illegible] les étapes dans la course à la [illegible] mais c'est avec un enthousiasme indemne qu'il a *choisi* d'exercer ailleurs ses talents de thalassothérapeute. [illegible] Touquet notamment, où il a accroché sa plaque, [illegible] décidé à [illegible] bénéficier un autre institut *de sa réputation et de ses* méthodes. Désormais, la clientèle un tantinet snob qui disait en se rendant à Quiberon : *« Nous allons chez* [illegible] » — [illegible] qui ne dira jamais : *« Nous allons chez Borel »* — *saura retrouver* l'ambiance douillette et la qualité [illegible] l'accueil auxquelles l'ancien champion l'avait habituée.

A Quiberon, on a constaté une diminution des inscriptions pour le printemps, mais M. Maurice Capuano, *qui* préside [illegible] aux [illegible] de Thalassa - International, *compte* bien *faire le plein* comme d'habitude pour la saison. [illegible] contrairement aux bruits qui couraient la lande bretonne, ses quatre [illegible] et a même fait l'objet d'une rénovation technique propre à [illegible] fonctionnement.

Le fait qu'un autre institut de thalassothérapie soit ouvert à Carnac, à 15 kilomètres de [illegible] l'autorité [illegible] Jean Bobet, frère de Louison, n'a pas l'air d'inquiéter [illegible] équipiers de M. Borel.

Par contre une concurrence plus redoutable sera celle de l'institut que Louison Bobet dirigera d'ici deux ans à Biarritz sur l'emplacement de l'hôtel Miramar. Ce sera un établissement de luxe comportant deux cent quarante chambres dont les installations de soins [illegible] être les plus modernes [illegible]

En attendant, Louison Bobet demeure le conseiller technique [illegible] l'institut [illegible] Knokke-le-Zoute, en Belgique, et s'apprête à fonder avec la chaîne Hilton un autre établissement à Corfou, l'ancienne *Corcyre, une des plus* jolies de îles ioniennes. On murmure aussi qu'il aurait été sollicité par la Société fer[illegible] de Vichy [illegible] diriger un institut loin des côtes. On [illegible] l'eau de mer sera transportée par pipe-line... ou si le champion se contentera de prodiguer des conseils dans un [illegible] et de musculation.

Malgré toute ses activités, Louison trouve encore le temps de parcourir au moins une fois par semaine cent vingt kilomètres à bicyclette. *Il se retrouve là sur un terrain où* M. Borel ne [illegible] pas de le suivre ! — M. D.

#### A LIRE

Le livre bien documenté de M. Hilaire Fortuné, directeur départemental [illegible] travail et de la main-d'œuvre à Rouen, intitulé *le Thermalisme*, éditions Maloine, 27, rue de l'École-de-Médecine, Paris.

#### A VOIR

Le court métrage (vingt-deux minutes) réalisé par Jean-Jacques Bloch, *sous* [illegible] *direction* d'Alain Jérôme, ayant pour titre *les Eaux thermales*, qui [illegible] jeté dans les salles de [illegible] « accroché » au grand film d'Ingmar Bergmann *Face à face.* [illegible] une évocation poétique des eaux thermales et de leurs bienfaits.

#### A CONSIDERER

Le mécontentement d'une curiste stéphanoise, qui s'est rendue en mai 1976 à Gréoux-les-Bains, et qui [illegible] a écrit : « Tous [illegible] *matins nous devons piétiner vingt minutes pour atteindre, pressés,* [illegible], *mécontents, le* [illegible] *de pointage dont le sys*[illegible], *particulièrement idiot, fait perdre un temps fou et* [illegible] *au personnel plus* [illegible] *ailleurs. Puis, de nouveau en troupeau compact, franchissement de la grille d'entrée, file d'attente à la lingerie où une seule personne distribue les peignoirs. A la* [illegible] *cine, dite* [illegible] *rééducation, un* [illegible] *moniteur doit, en vingt minutes, surveiller les soixante-quatorze bras et les soixante-quatorze jambes de trente-sept curistes ! »*

## Bagnoles-de-l'Orne

### Des chevaux curistes

BAGNOLES - DE - L'ORNE, [illegible] Paris, [illegible] station thermale qui prospère. On y soigne, grâce à des eaux oligométalliques et radioactives, les phlébites, les séquelles de traumatismes ou de fractures, l'insuffisance veineuse, la cellulite et quelques autres affections. En 1970, Bagnoles-de-l'Orne *avait reçu 16 470 curistes ;* l'an dernier, on a compté 18 193 et le chiffre d'affaires thermal (traitements et hôtellerie) a atteint 7 542 000 francs.

Entre les pentes rocheuses d'un val où coule la Vée, affluent de *la Mayenne*, Bagnoles - de - l'Orne offre, au milieu de 7 000 hectares de forêts, un havre de paix et de silence fort apprécié par [illegible] dins. La légende affirme — mais chaque station thermale n'en a-t-elle pas une illustrant [illegible] origines — *qu'un seigneur,* Hughes de Tesse, attristé par le vieillissement de son cheval favori, nommé « *Rapide* », *abandonna celui-ci* dans la forêt. Le [illegible] canasson, à vrai [illegible] bien fatigué, *s'abreuva à une source,* y puisa des forces neuves, retrouva son maître et, le jugeant sans doute au bord du gâtisme, l'amena au bord de la fontaine de jouvence.

Ce qui réussit à la race chevaline est aussi salutaire aux *humains.* Le bon seigneur but, retrouva sa vigueur et, affirme-t-on, rétablit le droit de cuissage tombé [illegible] depuis qu'il ne [illegible] *plus l'exercer !*

En 1691, [illegible] cette expérience légendaire, le sieur Hely de Cerny, en homme pratique, exploita la source médicinale et fit construire un établissement thermal. En 1750, la [illegible] s'intéressa [illegible] l'eau de *Bagnoles, et le professeur Geoffroy* publia une note en forme de dépliant de propagande, qui fit se multiplier le nombre de curistes.

En *1919*, les frères Alexis et Albert Moulin-Roussel achetèrent la station, la modernisèrent et en firent ce qu'elle est aujourd'hui. Philippe Moulin-Roussel préside maintenant aux destinées de la petite ville d'eau.

Chaque *année, entre le 28 avril* et le 30 septembre, on distribue dans un établissement thermal rénové, et adossé à la forêt, plus de trois mille bains prescrits par les seize médecins de la station.

Un hôtel quatre étoiles, équipé en eau thermale, permet aux malades les plus aisés de faire leur cure à domicile, les autres trouvant *place dans quarante-huit* hôtels de tourisme, dont cinq trois étoiles très confortables. Pour les visiteurs *qui préfèrent loger en meublés*, on compte trois mille cinq cents chambres. Ceux qui choisiraient de s'installer chez eux, à Bagnoles, *ont maintenant la possibilité d'acquérir* une des quarante-quatre maisons construites ou à construire *dans les Hameaux du parc.*

Côté distraction : golf, tennis, piscine, club hippique, proposent des activités propres à meubler le temps libre, et, le soir, [illegible] casino ouvre des portes à ceux qui [illegible] aguicher [illegible] Fortune ou contribuer à assurer des ressources à la commune, à la société propriétaire et à l'Etat !

Enfin, Bagnoles-de-l'Orne, situé dans une des régions où l'on élève les chevaux de course, a décidé [illegible] prouver *sa reconnaissance au cheval qui, nous voulons bien le croire,* fut à l'origine de la découverte des sources.

Un bassin d'eau thermale est en cours de construction. Les pur-sang viendront s'y baigner afin de parfaire leur forme à la veille des grandes épreuves. Les turfistes seront les premiers à croire à la légende si d'aventure ils « touchent le gagnant » !

## CAMBO-LES-BAINS

# Bacille de Koch, pas mort...

AU cœur du Pays basque, à une quinzaine de kilomètres de Bayonne, le site de Cambo-les-Bains [redacted] l'une [redacted] cinq stations climatiques françaises où l'on soigne encore la [redacted] (1). Mais [redacted] offre une particularité unique : quoique située en montagne, elle est la seule station climatique [redacted] plaine » (altitude moyenne : [redacted] mètres). Protégée par [redacted] premiers [redacted] pyrénéens, *elle profite de la dou*[redacted] du climat atlantique [redacted] subir [redacted], [redacted] jouit de l'air pur [redacted] inconvénien[redacted] l'altitude (oxygène raréfiée, rendant la respiration plus difficile).

Grâce à cette situation privilégiée, grâce aussi à la perspicacité d'un médecin du siècle dernier, le docteur Jacques-Joseph Grancher, qui sut notamment convaincre Edmond Rostand des mérites de la station basque pour les phtisiques, Cambo-les-Bains est devenue entre les deux guerres un lieu de cure recherché. Sanatoriums, cliniques et hôtels de cure se sont multipliés pendant les années [redacted], et la guerre ne fit qu'accélérer encore le processus, car son cortège de misères répandit davantage encore le mal de la tuberculose.

Aujourd'hui, cependant, l'« âge d'or » de la tuberculose est révolu. La phtisie n'est plus mortelle, et nombre de malades, atteints d'affections pulmonaires, peuvent se soigner chez eux avec des antibiotiques. Les stations spécialisées dans la lutte antituberculeuse ont donc dû se reconvertir, et Cambo, pour sa part, a trouvé sa voie : les insuffisances respiratoires et la cardiologie, très souvent liées aux affections [redacted] Certains établissements ont dû fermer, mais la plupart se sont progressivement transformés depuis 1967, si bien que le nombre de lits offerts aujourd'hui dans la station est à peine inférieur à celui d'avant la reconversion.

*« Il est formellement interdit à toute personne de cracher par terre sur les voies publiques.* [redacted] *malades atteints d'affections pulmonaires doivent* [redacted] *munir de crachoirs. »* Ce rappel de la loi ne figure pas sur quelque affi[redacted] jaunie datant du siècle dernier, mais sur un avis du docteur Labegnerie, maire de Cambo, daté du 20 mars 1970, et apposé dans toutes les cliniques [redacted] station. Il [redacted] répartis [redacted].

[redacted] les autres ? [redacted] (près [redacted] 30 [redacted] du total) [redacted] en lits [redacted] pneumologie, c'est-à-dire [redacted] aux [redacted] respiratoires, quelle que soit l'origine de leurs trou[redacted] (tuberculose, asthme, bronchite chronique, maladie cardiaque, etc.). [redacted] sont [redacted] encore [redacted] tuberculeux aujourd'hui.

« *Ce ne sont plus* [redacted] *qu'autrefois* », explique [redacted] docteur [redacted] Bridoux, qui vient de succéder à son père à la [redacted] d'une clinique encore peu « reconvertie » (trente-cinq [redacted] « anti-tuberculeux » sur cinquante-trois). « *Les tuberculeux qu'on nous* [redacted] *sont presque toujours maintenant des cas sociaux, c'est-à-dire* [redacted] *isolés sans famille et sans ar*[redacted] *qui sont pris en charge par l'aide sociale. Un tiers d'entre eux sont des ouvriers immigrés.* » Sur l'ensemble de la station, aujourd'hui, il reste à peu près 30 % de lits réservés à la phtisiologie, inégalement [redacted] sanatorium départemental de Larressorre, devenu hôpital psychiatrique. Le climat « sédatif » [redacted] la région [redacted] en [redacted] particulièrement propice [redacted] mentaux. [redacted] l'hôpital [redacted] Larressore, [redacted] comprend aujourd'hui une maison [redacted] mentaux — [redacted] mongoliens, [redacted] un ancien hôtel de cure, et une maison de convalescence pour femmes ayant subi un traitement psychiatrique. Enfin, un sanatorium d'une centaine de lits est devenu « centre de réadaptation fonctionnelle », c'est-à-dire un établissement consacré à la rééducation des paraplégiques, tétraplégiques, aphasiques et autres malades atteints de paralysie.

*La plupart des établissements* de Cambo demeurent la propriété d'une famille. [redacted] un [redacted] grand-père généra[redacted] qui a transformé [redacted] mai[redacted] d'habitation en sanatorium. Dans un autre, c'est un patron d'hôtel qui [redacted] reconverti [redacted] la phtisiologie. Dans un autre encore, c'est un spécialiste parisien venu s'implanter en Pays basque pour traiter [redacted] en « fin [redacted] parcours ».

[redacted] les [redacted] ne sont pas médecins eux-mêmes. Certaines [redacted] Colbert, [redacted] Bridoux [redacted] Chatard réussissent à assurer une continuité médicale quasi dynastique — à charge pour la deuxième ou troisième génération [redacted] reconvertir. Mais [redacted] contentent d'administrer le patrimoine [redacted] personnel [redacted] « importé ». [redacted] le [redacted], notamment, [redacted] Halary, passé [redacted]sivement [redacted] l'électricité au pétrole, puis [redacted] publics et enfin à la direction [redacted] plus grand [redacted] : [redacted] Beaulieu (deux [redacted] cinquante-cinq [redacted] agréés, [redacted] *soixante-cinq* seulement pour les tuberculeux ; cent soixante-dix [redacted] plein). « [redacted] *nous*, explique M. Halary, *la re*[redacted] *permanente.* [redacted] *greffé* [redacted] *en 1911.* [redacted] *1948, lorsque* [redacted] *a cessé,* [redacted] *repris par* [redacted] *famille et j'ai repris* [redacted] *flambeau* [redacted] *pour reconvertir* [redacted] *sanatorium.* [redacted] *temps :* [redacted] *que nous vivions* [redacted] *l'acquis et il a fallu tout reprendre.* » Parti un peu tard dans la course à la reconversion, Beaulieu n'est aujourd'hui qu'à mi-course. On a fait disparaître les aspects les plus vétustes de l'ancien « sana » et, à coups d'emprunts (ce genre d'établissement ne peut prétendre aux subsides de l'Etat), on s'est doté d'un matériel moderne. Reste encore à aménager les locaux : dans la salle de soins intensifs, par exemple, les respirateurs et les spiromètres les plus sophistiqués sont installés sur du [redacted] de Hongrie, comme au bon vieux temps...

## Clinique - hôtel

[redacted] « phare » de Cambo, [redacted], est [redacted] la clinique du [redacted] Mugica, « Toki Eder ». [redacted] aux ressources procurées par le médecin lui-même (qui exerce dans une clinique de la banlieue parisienne et gère un patrimoine familial comprenant plusieurs fermes [redacted] Pays basque), grâce [redacted] la gestion de [redacted] Nomerange, ancienne [redacted] de l'hôpital [redacted] à Paris, « Toki Eder » est devenu un véritable hôtel climatique, doté de chambres individuelles avec salle de bains, télévision et tous les bran[redacted].

L'aménagement des [redacted] « [redacted] » est toujours [redacted], mais, déjà, [redacted] équipements collectifs sont en place : une salle de soins [redacted] de sept [redacted] avec respirateurs, [redacted] « monitoring » [redacted]tronique et défibrillateur cardiaque ; une salle de diagnostic [redacted] d'une [redacted]cardiaque du dernier modèle ; un gymnase de 200 [redacted] carrés [redacted] d'un important [redacted] un spiromètre [redacted] personnel du docteur Mugica » ; une piscine, une salle [redacted] conférences avec mobilier « design », [redacted] Bref, [redacted] splendeur, aussi bien pour la centaine de salariés employés par l'établissement que pour les cent soixante-huit pensionnaires admis à y recevoir des soins.

La reconversion des sanatoriums de Cambo est-elle donc un fait irréversible ? « *Rien n'est jamais acquis en la matière,* souligne le docteur Trotot, le nouveau président du SNEC (Syndicat [redacted] sements climatiques). [redacted] *temps,* [redacted] *eu* [redacted] *peur de voir appliquer la « sectorisation » aux maisons de cure : étant donné que notre clientèle vient pour* [redacted] *tiers de la région parisienne et pour un tiers du reste de la France, limiter notre vocation à la seule région aqui*[redacted] *signé* [redacted] *établisse*[redacted] *le* [redacted] *1973 (2) a reconnu le carac*[redacted] *notre vocation.* » [redacted] l'on puisse [redacted] l'éloignement de [redacted] retirer [redacted] lits : « *La* [redacted] *kilométrique n'est rien* [redacted] *se réfère au prix* [redacted] *journée.* [redacted] *stupide* [redacted] *ne* [redacted] » L'avenir de Cambo ? [redacted] bien sûr, mais aussi la cardiologie et les maladies gastro-hépatiques, sans oublier la gériatrie et les maisons de convalescence. [redacted] une « vocation » aussi étendue, l'avenir de Cambo semble assuré.

**ROGER CANS.**

### DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

[redacted] l'hôpital psychiatrique [redacted] Larressore, [redacted] départemental, [redacted] les [redacted] Cambo [redacted] privés. Néanmoins, [redacted] règlements décidés [redacted] pouvoirs publics. [redacted] prix [redacted] jour[redacted] ceux [redacted] hôpitaux publics, selon [redacted]gorie. [redacted] au personnel, [redacted] que paramédical [redacted] administratif, il [redacted] rémunéré [redacted] « grille » [redacted] entre [redacted] (Syndicat national [redacted] climatiques), organisme patronal, et les syndicats de [redacted] employés (à Cambo, [redacted] F.O., [redacted] C.F.T.C. [redacted] négo[redacted] SNEC ; [redacted] C.G.T. [redacted] la C.F.D.T. s'abstiennent).

[redacted] de Cambo [redacted] 1 700 F par [redacted] (salaire de [redacted]) pour [redacted] qualifié [redacted] F [redacted] un [redacted] comprenant [redacted] cent [redacted]. Une [redacted] diplômée [redacted] un [redacted] de [redacted] F [redacted] un [redacted] diplômé [redacted] F ([redacted] en vigueur au 1er [redacted] 1976).

### DES CHIFFRES

POPULATION : [redacted] habitants. [redacted] : [redacted] 1 millier, [redacted] employés par [redacted] médecins). LITS [redacted] : 1 [redacted] (dont 1 [redacted] « privés »). [redacted] 1 319 [redacted] privés, [redacted] à la phtisiologie (tuberculose), [redacted] la pneumologie (insuffisances respiratoires), 177 [redacted] « re[redacted] » (gériatrie), [redacted] à la réadaptation fonctionnelle (paralysés). En [redacted] on comptait 1[redacted] lits [redacted] Cambo, [redacted] réser[redacted] aux [redacted]. En [redacted] premières [redacted], on [redacted] « phtisio » et 156 lits « retraite ». En 1968, [redacted] France [redacted] 43 230 [redacted] la [redacted].

### RÉOUVERTURE AU PRINTEMPS 1978

Cambo-les-Bains n'a plus [redacted] depuis 1914. [redacted] entrepris [redacted] la [redacted] n'a pratiquement jamais [redacted] por[redacted] jour. Normalement pré[redacted] pour [redacted] 1976, [redacted]verture [redacted] dû être [redacted] un lancement publicitaire, qui avait attiré [redacted] munis de leur [redacted] en charge [redacted] en [redacted] due forme ! Il [redacted] le [redacted] prochain pour [redacted] redevienne la station thermale qu'elle était [redacted] l'Antiquité.

(1) [redacted] Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), les centres de lutte anti-tuberculeuse se répartissent entre Hauteville (Ain), le plateau d'Assy (Haute-Savoie), Briançon (Hautes-Alpes) et Osséja (Pyrénées-Orientales).

(2) Le décret ministériel du 9 mars 1973 autorise certains établissements de soins à fonctionner au plan national ou « pluri-régional ». Parmi eux, les établissements qui traitent la tuberculose et « les affections broncho-pulmonaires subaiguës et chroniques », les stations thermales et les centres de réadaptation fonctionnelle.

هكذا من الأصل

# Etablissements Thermaux de France

Renseignements - Documentation (joindre timbre) : ETABLISSEMENTS THERMAUX DE FRANCE 10, rue Clément-Marot - 75008 PARIS - Tél. 225.87.16

ETABLISSEMENTS THERMAUX DE FRANCE — SYNDICAT NATIONAL

TOUS CES ETABLISSEMENTS SONT AGREES PAR LA SECURITE SOCIALE

INDICATIONS :
★ CIRCULATION
* VOIES DIGESTIVES
◎ NUTRITION
● RHUMATISMES
◈ VOIES RESPIRATOIRES
✱ REINS - VOIES URINAIRES
☆ DERMATOSES
■ SYSTÈME NERVEUX
▣ GYNECO. PHLEBOLOGIE

| Station | Circulation | Voies digestives | Nutrition | Rhumatismes | Voies respiratoires | Reins - voies urinaires | Dermatoses | Système nerveux | Gyneco. phlébologie |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **SUD-OUEST - PYRENEES - LANGUEDOC** | | | | | | | | | |
| ALET-LES-BAINS 11 | | * | ◎ | | | | | | |
| AMELIE-LES-BAINS 66 | | | | ● | ◈ | | | | |
| ARGELES-GAZOST 65 | ★ | | | | ◈ | | | | ▣ |
| AURENSAN 32 | | | ◎ | ● | | | | | |
| AVENE 34 | | | | | | | ☆ | | |
| AX-LES-THERMES 09 | | | | ● | ◈ | | ☆ | | |
| BAGNERES-DE-BIGORRE 65 | | | | ● | ◈ | | | ■ | |
| BALARUC 34 | | | | ● | | | | | ▣ |
| BAREGES 65 | | | | ● | | | ☆ | | |
| BEAUCENS 65 | | | | ● | | | | | |
| CAPVERN 65 | | * | ◎ | | | ✱ | | | |
| CASTERA-VERDUZAN 32 | | * | ◎ | | | | | | |
| CAUTERETS 65 | | | | ● | ◈ | | ☆ | | |
| CRANSAC 12 | | | | ● | | | | | |
| DAX 40 | | | | ● | | | | | |
| LAMALOU 34 | | | | ● | | | | ■ | |
| LA PRESTE 66 | | | | | | ✱ | | | ▣ |
| LE BOULOU 66 | | * | ◎ | | | | | | |
| LES EAUX-BONNES 64 | | | | | ◈ | | | | |
| LES EAUX-CHAUDES 64 | | | | ● | ◈ | | | | |
| LUCHON 31 | | | | ● | ◈ | | | | |
| MIERS-ALVIGNAC 46 | | * | ◎ | | | | | | |
| PRECHACQ 40 | | | | ● | | | | | |
| RENNES-LES-BAINS 11 | | | | ● | | | | | |
| SAINT-SAUVEUR 65 | ★ | | | | | | | | ▣ |
| SALIES-DE-BEARN 64 | | | | ● | | | | | ▣ |
| SALIES-DU-SALAT 31 | | | | | | | | | ▣ |
| SAUBUSSE 40 | | | | ● | | | | | |
| TERCIS-LES-BAINS 40 | | | | ● | ◈ | | ☆ | | |
| USSAT 09 | | | | | | | | ■ | ▣ |
| VERNET-LES-BAINS 66 | | | | ● | ◈ | | | | |
| **SUD-EST - RHONE-ALPES - PROVENCE** | | | | | | | | | |
| AIX-EN-PROVENCE 13 | ★ | | | | | | | | ▣ |
| AIX-LES-BAINS 73 | | | | ● | | | | | |
| AIX-LES-BAINS (MARLIOZ) 73 | | | | | ◈ | | | | |
| ALLEVARD 38 | | | | | ◈ | | | | |
| BRIDES 73 | | * | ◎ | ● | | | | | |
| CAMOINS 13 | | | | ● | ◈ | | | | |
| CHALLES 73 | | | | | ◈ | | | | ▣ |
| CHARBONNIERES 69 | | | | ● | | | | | |
| DIGNE 04 | | | | ● | ◈ | | | | |
| DIVONNE 01 | | | | | | | | ■ | |
| EVIAN 74 | | * | ◎ | | | ✱ | | | |
| LA LECHERE 73 | ★ | | | | | | | | ▣ |
| LES FUMADES 30 | | | | | ◈ | | ☆ | | |
| MONTROND 42 | | * | ◎ | | | | | | |
| NEYRAC 07 | | | | ● | | | ☆ | | |
| SAINT-GERVAIS 74 | | | | | ◈ | | ☆ | | |
| SAINT-LAURENT 07 | | | | ● | | | | | |
| THONON 74 | | | ◎ | | | ✱ | | ■ | |
| URIAGE 38 | | | | ● | ◈ | | ☆ | | |
| VALS 07 | | * | ◎ | | | | | | |
| **CENTRE - [redacted]** | | | | | | | | | |
| BAGNOLS-LES-BAINS 48 | ★ | | | ● | | | | | |
| BOURBON-LANCY 71 | ★ | | | ● | | | | | |
| BOURBON-L'ARCHAMBAULT 03 | | | | ● | | | | | ▣ |
| CHATEAUNEUF-LES-BAINS 63 | | | | ● | | | | | |
| CHATEL-GUYON 63 | | * | | | | | | | |
| CHAUDES-AIGUES 15 | | | | ● | | | | | |
| EVAUX-LES-BAINS 23 | ★ | | | ● | | | | | ▣ |
| LA BOURBOULE 63 | | | | | ◈ | | ☆ | | |
| LA ROCHE-POSAY 86 | | | | | | | ☆ | | |
| LE MONT-DORE 63 | | | | ● | ◈ | | | | |
| NERIS 03 | | | | ● | | | | ■ | |
| ROYAT 63 | ★ | | | ● | | | | | |
| SAIL-LES-BAINS 42 | | | ◎ | | | | ☆ | | |
| SAINT-HONORE 58 | | | | | ◈ | | | | |
| SAINT-NECTAIRE 63 | | | | | | ✱ | | | |
| VICHY 03 | | * | ◎ | | | | | | |
| **EST - VOSGES - JURA** | | | | | | | | | |
| BAINS-LES-BAINS 88 | ★ | | | | | | | | |
| CONTREXEVILLE 88 | | * | ◎ | | | ✱ | | | |
| LONS-LE-SAUNIER 39 | | * | | | ◈ | | | | |
| LUXEUIL 70 | | | | | | | | | ▣ |
| MAIZIERES 21 | | | | ● | | | | | |
| PECHELBRONN 67 | | | | ● | | | | | |
| PLOMBIERES 88 | | * | | ● | | | | | |
| SALINS-LES-BAINS 39 | ★ | | | | | | | | ▣ |
| VITTEL 88 | | * | ◎ | | | ✱ | | | |
| **NORMANDIE REGION PARISIENNE DIVERS** | | | | | | | | | |
| BAGNOLES DE L'ORNE 61 | ★ | | | | | | | | ▣ |
| FORGES-LES-EAUX 76 | | * | ◎ | | | | | | |
| ENGHIEN 95 | | | | ● | ◈ | | | | |
| ARCACHON-LES-ABATILLES 33 | | | | | | ✱ | | | |
| ROCHEFORT 17 | ★ | | | ● | | | ☆ | | |
| SAUJON 17 | | | | | | | | ■ | |
| SAINT-AMAND 59 | | | | ● | ◈ | | | | |

INTERGRAPHE B[redacted]

**AIX-LES-BAINS** (Savoie)
Station ouverte toute l'année
CENTRE MONDIAL DE TRAITEMENT DU RHUMATISME
THERMES NATIONAUX - Tél. (79) 35.38.50 - 73105 AIX-LES-BAINS

***En Provence...***
AIX-EN-PROVENCE - circulation veineuse Tél. (91) [redacted]
CAMOINS-LES-BAINS - voies respiratoires - rhumatismes Tél. [redacted]

**BOURBON L'ARCHAMBAULT**
RHUMATISMES
toute l'année Paris : 280 km

***La Bourboule*** AUVERGNE
Voies respiratoires • Peau
Saison : 2 mai - 30 septembre

UN FOIE
DEUX REINS
TROIS RAISONS DE FAIRE UNE CURE À
**CONTREXÉVILLE**

Pyrénées-Centrales
**LUCHON**
NEZ - GORGE - OREILLES
BRONCHES
Saison : 2 mai / 20 octobre
RHUMATISMES : 26 mars / 20 oct.
Rens. Ets Thermaux - 31110 LUCHON

**PRECHACQ**
(Landes)
Rhumatismes
Voies respiratoires

**ROCHEFORT-SUR-MER**
En Charente-Maritime - OUVERTE TOUTE L'ANNÉE
RHUMATISMES - DERMATOSES - Source "l'Empereur"

**AMELIE-LES-BAINS**
66 Pyrénées-Orientales
à [redacted] minutes de la Méditerranée et de la frontière espagnole
THERMALISME AU SOLEIL TOUTE L'ANNÉE
[redacted] établissements thermaux entièrement neufs

**Bagnoles de l'Orne**
en Normandie...
à 200 km de Paris
SANTÉ DE VOS VEINES
BEAUTÉ DE VOS JAMBES

Hautes-Pyrénées - 65110 **CAUTERETS** ouvert toute l'année
O.R.L. - voies respiratoires - rhumatismes

Hautes-Pyrénées - [redacted] **CAPVERN** 2 mai - 15 octobre
Reins - Foie et vésicule biliaire - Calculs
Maladies de la nutrition : goutte et obésité

**LA LECHERE**
Savoie
VARICES - PHLÉBITES
ULCÈRES DE JAMBE
CURE DE DÉTENTE
ARTHROSES
Sonica SA 73260 LA LECHERE

... À **DAX** on soigne
RHUMATISME et ARTHROSE
[redacted] l'année

Le soufre thermal à 11 km de Paris
**ENGHIEN-LES-BAINS**
Voies respiratoires - Rhumatismes - Tél. 989.85.86

Hérault
**LAMALOU LES-BAINS**
Station permanente
Neurologie
Rhumatologie
Traumatologie

**LA ROCHE-POSAY**
86-Vienne
CAPITALE EUROPÉENNE DE LA PEAU
à [redacted] heures de Paris, aux confins de Touraine et Poitou
Ouverte toute l'année

**URIAGE**
10 [redacted] de Grenoble
eau sulfurée injectable
PSORIASIS et les DERMATOSES
RHUMATISMES et ARTHROSES
VOIES RESPIRATOIRES
Rens. E.T.U. Uriage - [redacted]

**LE MONT-DORE**
AUVERGNE
Asthme - Allergies respiratoires
O.R.L. Rhumatismes

La migraine se soigne à
**Vichy**
STATION OUVERTE TOUTE L'ANNÉE

**BAINS les BAINS**
88240 - VOSGES
MALADIE CORONARIENNE
ARTERITES 22 AVRIL 27 SEPT.

**ax-les-thermes**
09 Ariège-Pyrénées
RHUMATISMES - VOIES RESPIRATOIRES
Renseignements Compagnie [redacted] Thermes 61.64.24.83

**CHATEAUNEUF-LES-BAINS**
(Auvergne)
La nouvelle station des rhumatismes

***Châtel-Guyon***
AUVERGNE
Régulation digestive • Intestin ■ Vésicule biliaire
Amibiase ■ Foie ■ Colibacillose
Saison : 25 avril - 15 octobre
Syndicat d'Initiative 63140 CHÂTEL-GUYON

**DIVONNE-LES-BAINS**
Station de Santé
Ouverte toute l'année
"Insomnie - Fatigue nerveuse - Dépressions"

**ARTERITES ➔ ROYAT**
AUVERGNE

**SAINT-HONORÉ-LES-BAINS - 58**
en Morvan
TRAITEMENT DES VOIES RESPIRATOIRES
du [redacted] mai au 25 septembre

**Vittel**
NOUVEL ÉTABLISSEMENT THERMAL
OUVERT TOUTE L'ANNÉE
REINS - FOIE - NUTRITION

HERMALISME

DES CHIFFRES

REOUVERTURE AU PRINTEMPS 1978

ste-les-Bains

GE-LES-BAINS

# CARNET

## Naissances

— M. Jean-Louis Tourtigand et Mme, née Toulouse, Jérôme, Christophe et Florence, ont la joie de faire part de la naissance de

Sandrine,

le 28 janvier 1977.

*Caracas, apartado 50139, Venezuela.*

## Mariages

— *Hélyette Michel et Pierre Daram* font part de leur mariage, célébré dans l'intimité.

Montpellier, *le 5 février 1977.*

## Décès

— Le Père Pierre Clavel, supérieur général de l'Oratoire,
Tous les Pères de la congrégation,
M. et Mme François Leconte et leurs enfants,
M. et Mme *Paul* Leconte et leurs enfants,
M. Jacques Leconte,
*Mme veuve Biberon et ses enfants,*
Ses cousins et cousines,
font part du décès du

Père Paul AUVRAY.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 février, à 19 heures, en l'église Saint-Eustache, place du Jour, 75001 Paris.

L'inhumation aura lieu à Montsoul (95) dans le caveau de la communauté le 17 février, à 9 heures.

*Ni fleurs ni couronnes.*

73, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

— Mme Jacques Benezit, son épouse,
Michel et [redacted]-Jacques Benezit, ses enfants,
M. et Mme Guy Benezit,
M. et Mme Alain Benezit et leurs enfants,
Ses frères, belles-sœurs, neveu et nièces,
ont *la douleur de faire part du* décès de

M. Jacques BENEZIT,
[redacted] *de la Légion d'honneur,*
commandeur dans l'ordre national du Mérite,
*ingénieur au corps des mines,*
membre du Conseil économique et social,
*directeur de la Compagnie française des pétroles*
président-directeur général de la *Compagnie française* des pétroles (Algérie),

survenu le 13 février 1977.

*Le service religieux sera célébré* le jeudi [redacted] février, à 8 h. 30, en l'église Saint-François-de-Salles, rue Ampère.

[redacted] aura [redacted] le même jour à Dinard (Ille-et-Vilaine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

89, avenue de Villiers,
75017 Paris.

[Né le 7 octobre 1913, Jacques Benezit était ancien [redacted] l'École [redacted]*nique. Il était entré en 1945 comme ingénieur* [redacted] la Compagnie française des pétroles, où il fut nommé directeur en 1960. Jacques Benezit était membre du Conseil économique et social au titre des entreprises industrielles depuis 1969.]

— Mme Jacques Bouxin,
Mme Michelle Bouxin,
Mlle Monique Bouxin,
L'ingénieur en chef de l'armement et Mme Georges Bouxin,
Florence, Jacques, Hubert et Chantal Bouxin,
ont la douleur de faire part du décès du

vice-amiral Jacques BOUXIN,
commandeur de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu le 13 février 1977, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 février, à 10 h. 30, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris (7e).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Brest le vendredi 18 février, à 17 h. 30, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Roger Debled,
*Marion* Weismann,
Michelle et Jacques Le Turcq et leurs enfants,
Odette Debled,
Leurs familles et leurs amis,
ont le chagrin de [redacted] du [redacted]

Mme Luce DEBLED.

L'inhumation a eu lieu dans la plus *stricte intimité.*

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme *Jean* Delcroix, son épouse,
M. Nicolas Delcroix, son fils,
Mme Jeanne Delcroix, sa mère,
*ont la peine immense d'annoncer* le rappel à Dieu de

M. Jean DELCROIX,
*chevalier de la Légion d'honneur,*

décédé dans la paix, le 7 février 1977.

Ses funérailles ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

11, avenue de la Porte-Jaune,
92380 Garches.

— On nous prie de *faire* part du décès, muni des sacrements de l'Église, survenu le 13 février 1977, dans sa quatre-vingt-treizième année, de

M. Marcel DESCHASEAUX,
chevalier de la *Légion* d'honneur,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,
chevalier de la Santé publique,
*président d'honneur de la Compagnie* des thermes de Plombières-les-Bains,
ancien conseiller général des Vosges,
ancien député,
maire de Plombières.

De la part de
Mme Yves Laffaille,
M. et Mme Jean Grandcolas,
Mlle Annick Laffaille,
M. et Mme Pierre Affeltranger et leurs filles,
M. et *Mme Alain Laffaille et leur* fils,
Le lieutenant Xavier Laffaille,
Mlle Nicole Grandcolas,
M. Henri Grandcolas,
Mlle Catherine Grandcolas,
M. et Mme Philippe Perrot et leur fils,
M. et Mme André Villeminey et leurs enfants,
M. Jean Vindry,
Et toute la famille.

La cérémonie religieuse fut célébrée en l'église de [redacted] Bains, *le mardi 15 février 1977*, à 15 h. 30.

Ni fleurs ni discours.

*Domicile mortuaire :*
18, avenue Louis-Français,
88370 Plombières.
64, *rue de Laxou, 54000 Nancy.*
39, rue Liétard, 88370 Plombières.
« Ruaux », 88370 Plombières.
Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 16 janvier 1885 à Plombières-les-Bains (Vosges), Marcel Deschaseaux était devenu conseiller municipal et membre du *conseil d'administration* de la Compagnie des thermes de sa ville natale en 1910.

*En 1924, il devient maire, en 1928* président-directeur général de la Compagnie des thermes, en 1937 conseiller général et en *1939 député des Vosges (il s'inscrit* au groupe du Parti social français, formation créée par le colonel de La Rocque). *Le 10 juillet 1940, il est du* nombre des parlementaires qui votent les pouvoirs spéciaux demandés par le *maréchal Pétain.*

Arrêté par les forces d'occupation en 1943, il s'évade et regagne Plombières. *A la libération, il sollicite le renouvellement* de son mandat municipal, mais, en 1945, son attitude au début de la guerre *lui vaut d'être déclaré inéligible.* Il renonce alors à toute activité politique et se consacre à la direction de la station thermale.]

— M. Gérard Muriaux et Mme, née *Michèle* Fort,
Stéphane, [redacted] Emmanuel Muriaux,
M. et Mme Roger Rivet,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Paul FORT,
née Jeanne Bousson,

survenu *le 14 février 1977* en son domicile dans sa quatre-vingt-deuxième année.

*La cérémonie religieuse aura lieu* le jeudi 17 février, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre [redacted] Gros-Caillou (Paris-7e).

49, rue de Paris, Meudon.

— On [redacted] *prie d'annoncer* le décès de

Mme Henri JIBERT-IBERKLAJD,
*née Irène Trysk.*

Ses obsèques [redacted] eu [redacted] mardi 15 février. On s'est réuni, [redacted] 16 h. 15, porte principale [redacted] cimetière [redacted] Bagneux-Parisien.

De la part de [redacted] Henri Jibert-Iberklajd, [redacted] ses [redacted] de toute la famille.

12, avenue Carnot, 75017 Paris.

— M. Richard Knobler et ses enfants ont la douleur de faire part [redacted] décès de

Mme Toba KNOBLER,

[redacted] et mère, survenu dans [redacted]

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 15 février, à 11 heures, au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

— M. et Mme Guilles, 1, rue Docteur-Lafitte, 51000 Châlons-sur-Marne,
M. et Mme Georges Labrousse, 21, rue Servandoni, 75006 Paris,
M. [redacted] Mme Trolliet, 34, rue Thévenet, 69004 Lyon,
Mlle Monique Labrousse, 24, rue Gay-Lussac, 75005 Paris,
M. et Mme J.-Pierre Labrousse, 7, square Yves-du-Manoir, 91300 Massy,
font part du décès de

M. Jean LABROUSSE,
*ancien* élève de l'École polytechnique,
commissaire-contrôleur général des assurances *honoraire*,

survenu à Paris le 8 février 1977 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

*Ses obsèques ont été célébrées* dans l'intimité à La Chapelle-Saint-Géraud (Corrèze).

— Mme Bernard Lafay, son épouse,
Mme Françoise Buchet-Lafay et ses fils,
Le docteur et Mme Philippe Lafay et leur fille,
*Ses enfants et petits-enfants,*
Ses beaux-frères, belles-sœurs, ses neveux et nièces,
Les familles Lafay, Courauge, Manonviller, Leprat,
La famille Viot, ses cousins et cousines,
ont le regret de faire part du décès de

M. Bernard LAFAY,
docteur en médecine,
président du Conseil de Paris,
*député de Paris,*
ancien ministre,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,
membre de l'Académie de médecine,

survenu, à Paris, le dimanche 13 février 1977, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église métropolitaine Notre-Dame de Paris, le mercredi 16 février, à 11 heures.

Le corps sera exposé à partir de 8 heures, salle Saint-Jean, à l'Hôtel de Ville de Paris, où lui sera rendu un hommage solennel, à 10 h. 15.

Cartes à Mme Bernard Lafay, 123, rue de Longchamp, 75116 Paris.

— Le Conseil de Paris a le regret de faire part du décès de

M. Bernard LAFAY,
docteur en médecine,
président du Conseil de Paris,
député de Paris,
ancien ministre,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,
membre de l'Académie de médecine,

survenu à Paris, le dimanche 13 février, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église métropolitaine Notre-Dame de Paris, le mercredi 16 *février*, à 11 heures.

Le corps sera exposé à partir de 8 heures, salle des Prévôts, à l'Hôtel de Ville de Paris, où lui sera rendu un hommage solennel.

Cartes à Mme Bernard Lafay, 123, rue de Longchamp, 75116 Paris.

— Les familles Librati,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de leur très chère et regrettée

Mme veuve Moïse LIBRATI,
née *Itta Chriki,*

survenu le 12 [redacted], à l'âge de soixante-neuf ans.

*Cet avis tient lieu de faire-part.*

— Mme Marcel Orsatelli, née Marguerite Benedetti,
Mme Andrée Orsatelli,
M. et Mme Louis Falcou et leurs enfants,
Mlle Maëlle Orsatelli,
*Et leur famille,*
ont la douleur de faire part du décès de

M. *Marcel ORSATELLI,*
magistrat honoraire,

survenu à Marseille dans sa quatre-vingt-deuxième *année.*

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 14 février.

Le transfert en Corse dans le tombeau de famille se fera ultérieurement.

M Louis Falcou, [redacted]son Château Sec, 8, boulevard de la Gaye, 13009 Marseille.

— M. Henri Ourmet,
Olivier, Odile, Rémi et Jean-Luc Ourmet,
Mme Pierre Kahn,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri OURMET,
née Josiane Dubuc,

survenu le 12 *février 1977*, à l'âge de quarante-sept ans, après une longue et cruelle maladie

*Le service religieux sera célébré* le jeudi 17 février, à 10 h. 30, en l'église évangélique du Luxembourg, 58, rue Madame, 75006 Paris.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, à Carcassonne.

« *Déchargez-vous sur Dieu de* tous vos soucis, car Il prend soin de vous. »

(Ep. *Pierre* I, 7, 10.)

2, rue Huysmans, 75006 Paris.
58, avenue de la République, 75011 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Louis PALLASTRELLI,
ancien ouvrier des services techniques du « Monde »,

survenu le 11 février 1977, à Paris.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 février 1977.

On se réunira, à 8 heures précises, 22, rue Bruant, *75013 Paris.*

— On nous prie d'annoncer le *décès de*

M. Jacques YORKE,

survenu le 13 février 1977.

*De la part de*
Mme Jacques Yorke,
Et de toute la famille.

Les obsèques seront *célébrées le* mercredi 16 février, à 8 h. 30, en l'église Saint-François-de-Salles, [redacted] Brémontier, *Paris* (17e).

Ni fleurs ni couronnes.

111 bis, rue de Courcelles, *75017 Paris.*

## Remerciements

— M. René Delaudines, très sensible aux nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées à l'occasion du décès de son épouse, née

Monique, Nicolle ACU,
pharmacien,

35, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, prie tous ceux qui se sont associés à sa peine de trouver ici l'expression de ses vifs et sincères remerciements.

— 14-Caen.
M. et Mme Joseph Chiltz,
M. et Mme Pierre Huet,
M. et Mme Jean-Louis Chiltz,
M. et Mme Henri Rouxel,
M. et Mme Daniel Pricault,
Et toute la famille,
très touchés de la sympathie qui leur a *été témoignée* à la suite du décès de

M. Pierre CHILTZ,

adressent à toutes les personnes qui ont pris part à leur deuil leurs remerciements émus.

## Anniversaires

— Ceux qui ont connu et aimé

Marcel ABRAHAM

évoqueront sa mémoire en ce vingt-deuxième anniversaire de sa mort.

— Le 16 février 1976,

Jean LEGARET

nous quittait.

Pour ce premier anniversaire une messe sera célébrée le mercredi 16 février, à 11 heures, à l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris (4e).

A l'issue de la cérémonie, sa famille et ses amis iront se recueillir au cimetière du Montparnasse où un monument a été réalisé à sa mémoire par son ami Guillaume Gillet.

## Communications diverses

— Le 19 janvier, à l'ambassade de France à Buenos-Aires, le conseiller commercial a remis, en présence de l'ambassadeur de France, M. F. de La Gorce, les insignes de chevalier de l'ordre national du Mérite à M. René Mari, directeur de l'Office du livre français en Argentine.

## Visites et conférences

### MERCREDI 16 FÉVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques.

15 h., 12, rue Albert-Dhalenne, à Saint-Ouen, Mme Bachelier : « Musée de Saint-Ouen ».

15 h., 6, quai d'Orléans, Mme Chapuis : « George Sand et la musique ».

15 h., façade, portail gauche, Mme Garnier-Ahlberg : « Notre-Dame et ses parties hautes ».

15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Magnani : « Hôtel de Sully ».

15 heures, 58, rue de Richelieu, Mme Pennec : « Exposition George Sand ».

15 h., 87, rue Vieille-du-Temple, Mme Vermeersch : « Le Parisien chez lui de 1815 à 1914 ».

15 h. 30, hall gauche, côté parc, Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte ».

18 h. 30, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch : « Napoléon III et le baron Haussmann ».

14 h. 15, 1 bis, place des Vosges : « *La place Royale* ».

15 h., métro Étienne-Marcel : « Le vieux Marais inconnu » (A travers Paris).

15 h., façade de l'église : « Le Marais » (M. de La Roche).

15 h., 2 bis, place Denfert-Rochereau : « Les catacombes » (Paris et son histoire).

15 h., 2, place du Palais-Bourbon : « Le Palais-Bourbon » (Tourisme *culturel*).

CONFÉRENCES. — 14 h. 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli : « La vie *quotidienne* en France au XVIIIe siècle ».

15 h. et 17 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Claude Thibaut : « Le Louvre : le XVIIe siècle espagnol ».

20 h., 26, rue Bergère, M. Jacques Duchemin-Baryosher : « Le Kabbalah ou tradition cosmique » (L'Homme et la Connaissance).

19 h., 3, rue du Dragon, M. Charles H. Traub : « *Nature de la confrontation en photographie* » (Centre américain).

20 h. 30, 17, rue de la Victoire : « Le malaise intercommunautaire en Israël » (Cercle Michmar).

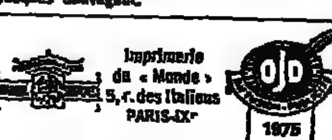
20 h. 30, Grande salle de la Domus Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse. Les motivations, moteur de votre esprit ».

18 h., Sorbonne, salle Louis-Liard, M. Jean-Pierre Soulier : « Aspects éthiques de la transfusion sanguine ».

19 h. 45, Musée des arts décoratifs, 109, *rue de Rivoli, Côme Mosta-Heirt* : « Geste et dimension picturale ».



Édité par la S.A.R.L. *le Monde.*
*Gérants :*
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.







Commission paritaire des journaux et publications : no 57437.

# AUJOURD'HUI

## Pêche

### Les dates d'ouverture

Pour les [redacted] première *catégorie* — salmonidés dominants — [redacted] dates d'[redacted]ture, [redacted] ou [redacted]diction spécifiques à certains départements, *ont été* fixées comme suit :

*Du 19 février au 12 septembre :* Corse, Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Mayenne Morbihan.

*Du 26 février au 12 septembre :* [redacted]

*Du [redacted] mars au 26 septembre :* Allier, Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes, Ariège, Aude, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente, Cher, Corrèze, Creuse, Dordogne, Drôme, Gers, Gironde, Indre, Indre-et-Loire, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Haute-Loire, Loire-Atlantique, Loiret, Lot, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Orne, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Atlantiques, Pyrénées-Orientales, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Sarthe, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Haute-Vienne, Vosges, Territoire-de-Belfort.

*Du 12 mars au 26 septembre :* Calvados, Deux-Sèvres, Vienne

[redacted] *17 mars au* [redacted] *septembre :* Ain, Côte-d'Or, Doubs, Jura, Nièvre, Rhône, Haute-Saône, Saône-et-Loire.

*Du 5 mars au 12 septembre :* Ardèche, Haute-Garonne, [redacted]nées.

*Du 5 mars* [redacted] *19 septembre :* [redacted] Aveyron, Charente-Maritime, Gard, Hérault, *Lozère*, Tarn.

*Du 5 mars au* [redacted] *octobre :* Hautes-Alpes, Isère, [redacted]

*Du 26 mars au 3 octobre :* Aisne, Ardennes, Aube, Eure, Eure-et-Loir, Essonne, Hauts-de-Seine, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Nord, Oise, Paris, Pas-de-Calais, Seine-Maritime, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Somme, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yonne, Yvelines.

***

Pour les cours d'eau de deuxième catégorie — poissons blancs — *du 20 avril au 9 juin* pour tous les départements, sauf *du 5 mars au 23 avril* (excepté les 9, 10 et 11 avril, fêtes de Pâques) pour les départements suivants : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Dordogne, Drôme, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse.

*Dans certains départements, un* arrêté *préfectoral* autorise l'exer[redacted] de la [redacted] à la ligne dans les [redacted] deuxième [redacted]gorie pendant la période d'interdiction *générale afférente* à ces eaux dans les conditions déterminées par [redacted] ministériel du 9 janvier 1976.

## Journal officiel

Est publié au *Journal officiel* des 14 et 15 février 1977 :

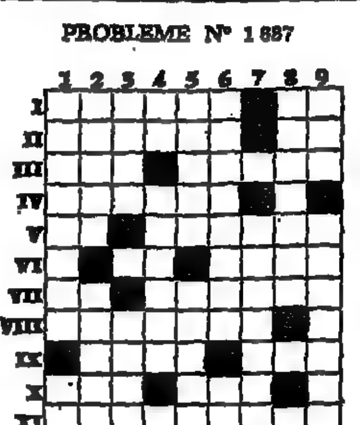
UN ARRÊTÉ

■ Relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements bénéficiant de primes à la [redacted] bonifications d'intérêt (1).

(1) Ce [redacted] sera publié ultérieurement en fascicule séparé.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME No 1687



HORIZONTALEMENT

I. La voix du chœur ; Fragment de valse. — II. On y respire la violette et le fromage ; Symbole. — III. Bénéficient de couleurs tendres ; Élargit localement. — IV. Un bon principe. — V. Pronom ; C'est ainsi que les Romains faisaient la cour. — VI. Abréviation ; Domaine obscur. — VII. Émis par Cicéron sur le point de partir ; Ont des œillets et des tiges (dans certains cas). — VIII. Sait donc ce qu'elle veut. — IX. Compartiment pour dame ; A une gorge très quelconque. — X. Serpente en de très lointaines régions ; Dur quand il est sec. — XI. Appartient à une famille nombreuse.

VERTICALEMENT

1. De nos jours, elle a abandonné la trompette pour le piston ; N'avait même pas la possibilité de regarder passer les trains. — 2. Se complaît dans la dispute ; Élément d'une famille. — 3. Attire maints touristes ; Matière à *réflexion*. — 4. Saint la tête en bas ; Pieds de vers. — 5. Suivent le conseil d'un tribun célèbre ; Dissipent. — 6. Empêche de fermer les yeux ; Interjection. — 7. Pas apparente. — 8. Peu disposée à passer à l'action. — 9. Secret que le visage trahit parfois ; Familière à ceux *qui vivent d'illusions*.

Solution du problème no 1686

*Horizontalement*

I. Compromis. — II. Raie ; Ni. — III. Estimeras. — IV. Aï ; Néron. — V. NS ; Énée. — VI. Lus. — VII. Inouïs ; Ri. — VIII. Espaceras. — IX. Apis ; Vé ! — X. Eli ! ; Lin. — XI. Singèrent.

*Verticalement*

1. Créancières. — 2. Oasis ; NS ; Li. — 3. Mit ; Copain. — 4. Peine ; Uap. — 5. Me ; Licite. — 6. *Onéreuses*. — 7. Mirons ; Le. — 8. Ane ; Ravin. — 9. S.O.S. ; Élisent.

GUY BROUTY.

## Concours

● P.M.I. — Un concours sur titres est ouvert dans la Loire pour le recrutement de deux médecins à temps complet du service départemental de protection maternelle et infantile. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale de la Loire, préfecture 42022 Saint-Étienne.

## MÉTÉOROLOGIE






Évolution probable du temps en France entre le mardi 15 février à 0 heure et le mercredi 16 février à 24 heures :

La France restera sous l'influence du courant perturbé, de secteur ouest, dirigé par les basses pressions centrées au nord-ouest de l'Irlande.

Mercredi 16 février, une zone pluvieuse située le matin du Bassin parisien au Massif Central et aux Pyrénées se déplacera vers l'est, et ne concernera plus, en fin de journée, que nos régions voisines des frontières de l'Est et du Nord-Est (neige à partir de 800 mètres à 1 000 mètres). A l'avant de cette zone, des éclaircies apparaîtront après la disparition de quelques brouillards ; on observera de faibles gelées locales au lever du jour dans l'intérieur. Après *le passage de la zone pluvieuse*, un temps variable avec alternance d'averses et d'éclaircies s'établira temporairement, mais de nouvelles pluies atteindront l'après-midi et le soir nos régions voisines de l'Atlantique *et de la Manche occidentale.* Les vents souffleront de l'ouest ou du nord-ouest ; ils seront modérés *ou assez forts et irréguliers* dans l'intérieur, forts avec de violentes rafales sur les côtes.

Les températures maximales subiront peu de changement.

Mardi 15 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 006,6 millibars, soit 755 millimètres de mercure.

Températures *(le premier chiffre* indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 février ; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Ajaccio, 14 et 5 degrés ; Biarritz, 11 et 6 ; Bordeaux, 10 et 6 ; Brest, 9 et 3 ; Caen, 8 et 5 ; Cherbourg, 6 et 4 ; Clermont-Ferrand, 9 et 4 ; *Dijon*, 8 et 4 ; *Grenoble*, *10* et 3 ; Lille, 10 et 2 ; Lyon, 10 et 4 ; Marseille, 12 et 3 ; Nancy, 6 et 3 ; *Nantes, 9 et 6 ; Nice, 14* et 5 ; Paris-Le Bourget, 9 et 5 ; Pau, 8 et 4 ; Perpignan, 14 et 8 ; Rennes, 8 et 3 ; Strasbourg, 7 et 2 ; *Tours*, 7 et 5 ; Toulouse, 10 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 8 degrés ; Amsterdam, 10 et 1 ; *Athènes, 18 et 8 ; Berlin*, 5 et 1 ; Bonn, 10 et 3 ; Bruxelles, 10 et 3 ; Îles Canaries, 18 et 16 ; Copenhague, 4 et —1 ; Genève, 6 et 2 ; Lisbonne, 13 et 5 ; Londres, *11 et* 1 ; Madrid, 11 et 3 ; Moscou, —10 et —21 ; New-York, 6 et 4 ; Palma-de-Majorque, 14 et 0 ; Rome, 14 et 5 ; Stockholm, —2 et —9 ; Téhéran, 13 et 1.

هكذا من الأصل



Le Monde DE LA MÉDECINE

# De la table au cancer

L'AUGMENTATION [redacted] de la durée moyenne [redacted] privilégiés a [redacted] augmentation tout [redacted] « de dégénérescence » telles que le cancer ou les affections cardio-vasculaires, qui deviennent manifestes durant le [redacted] l'existence et dont [redacted] à percevoir [redacted] l'apparition doit [redacted] d'environnement, au premier [redacted] quels [redacted]

Or [redacted], depuis [redacted] siècles, ce [redacted] a changé [redacted] l'Occident, dans le temps [redacted] où se déployaient la grande [redacted] du développement [redacted] celle, non [redacted] de conséquences, de la [redacted] sur les grands [redacted] qu'étaient les [redacted] infectieuses.

[redacted] progrès foudroyants de la technologie réparatrice ont, pour leur part, [redacted] depuis [redacted] médical, au détriment [redacted] simplistes sur l'hygiène de vie, au [redacted] parfois du plus [redacted] bon [redacted]

Il [redacted] parait pas douteux qu'un [redacted] notions [redacted] prévaloir [redacted] que la mise en place d'organisations [redacted] préventives [redacted] dans les vingt [redacted] à venir.

Encore faut-il que [redacted] pré- [redacted] normes sur lesquelles s'appuierait une telle prévention, dans laquelle l'hygiène alimentaire devrait jouer un rôle primordial. Or, et bien que les régimes les plus divers aient été préconisés tantôt par les mystiques et tantôt par les médecins tout au long de l'histoire, force [redacted] de [redacted] qu'en ce dernier quart de [redacted] après d'innombrables changements de doctrines, les faits permettant de relier de façon [redacted] pathologiques [redacted] coutumes alimentaires sont particulièrement rares.

Il n'est [redacted] globales si solidement établies que [redacted] si ce n'est peut-être les tenants de certaines [redacted] à voir s'épanouir la goinfrerie [redacted]

[redacted] n'exerce que [redacted] la suralimentation globale [redacted] à elle seule le lit de très nombreuses [redacted] dégénératives, coûteuses et [redacted]

Or le Français d'aujourd'hui oblige [redacted] à brûler ou à [redacted] journellement plus de 3 000 calories, soit deux fois plus que son ancêtre de 1789.

On peut donc, sans risque de se tromper, [redacted] à tout un chacun de réduire d'un [redacted] sa ration alimentaire.

[redacted] quels sont, [redacted] ration globale, [redacted] qu'il importe de restreindre ? [redacted] n'en [redacted] d'autres qu'il faut réintroduire, [redacted] pour lesquels [redacted] le [redacted] cancérologue [redacted] ?

La thèse que vient de consacrer un jeune [redacted] lyonnais (1) aux [redacted] les diverses régions de France entre la fréquence de plusieurs [redacted] et la composition des régimes alimentaires, [redacted] qu'ils ont [redacted] depuis deux siècles, apporte à un titre des [redacted] du plus haut [redacted]. Il semble bien, [redacted] que [redacted] que [redacted] en [redacted] les végétariens, la quasi- [redacted] mystiques et un certain nombre d'enquêtes [redacted] sans [redacted] trop superficielles peuvent [redacted]. Le rôle nocif des graisses animales (beurre), en revanche, [redacted] pouvoir [redacted] incriminé, tandis qu'il apparaît, comme l'affirmait Burkitt, que [redacted] fruits, [redacted] légumes [redacted] jouent un [redacted] protecteur vis-à-vis d'un certain nombre [redacted]

(1) Dr F. Meyer, Le Guillou F. 69340 Francheville : thèse de doctorat en médecine.

# GRAISSES ALIMENTAIRES ET FIBRES VÉGÉTALES

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

ON désigne par [redacted] de [redacted] l'ensemble des substances [redacted] lest, ou [redacted] ballast, [redacted] végétale qui [redacted] Les [redacted] d'origine hydrocarbonée (cellulose, hémicellulose, pectine, etc.), [redacted] représentées par la lignine, [redacted] par [redacted] dureté, [redacted] traversent, intactes, tout le [redacted]

[redacted] ont [redacted] propriétés laxatives ; d'abord parce qu'elles fournissent leur [redacted] substances [redacted] sont pratiquement [redacted] dégradées par [redacted] suce digestifs ; ensuite, car elles [redacted] beaucoup d'eau.

Les [redacted] légumes, [redacted] céréales sont [redacted] dont la [redacted] faible, voire inexistante, a fait qu'elles avaient, jusqu'à [redacted] temps, [redacted] écartées [redacted] réflexions [redacted] diététique, [redacted] qu'il [redacted] difficile d'en trouver mention dans [redacted] ou [redacted] ouvrages [redacted] au public français.

[redacted] études du [redacted] cancérologie anglais [redacted] un [redacted] la pauvreté [redacted] régimes [redacted] en [redacted] le développement d'un [redacted] nombre de [redacted] civilisation », au premier [redacted] desquelles [redacted] intestinales, [redacted] ou non, ont soulevé un [redacted] (le [redacted] du 17 septembre 1975), [redacted] il ne se [redacted] pas, [redacted] que les revues scientifiques [redacted] ne publient [redacted] le [redacted] nouveaux, parfois ambigus (1).

[redacted] les [redacted] de la « théorie [redacted] », le [redacted] transit [redacted] dû à [redacted] d'aliments [redacted] régimes [redacted] la prolifération [redacted] qui produisent, à partir [redacted] biliaires, [redacted] cancérigènes, lesquels, grâce à la stagnation des [redacted] irritent la [redacted] ou du [redacted]

[redacted] épidémiologistes, invoquant le [redacted] mécanisme, [redacted] que [redacted] régimes [redacted] graisses qu'il [redacted] incriminer, [redacted] de la stimulation [redacted] biliaires ainsi provo- [redacted]

Le fait [redacted] que les animaux [redacted] populations humaines, [redacted] d'alimentation n'a que peu ou [redacted] évolué, [redacted] présentent pratiquement jamais [redacted] cancers intestinaux... [redacted] quelles que [redacted] de leur environnement.

Alors [redacted] la fréquence [redacted] tout l'Occident, [redacted] qu'il constitue à présent, immédiatement après [redacted] tumeurs du poumon chez [redacted] chez la femme, le premier tueur [redacted] la cancérologie.

## Triste record pour le Nord

Le docteur Meyer, qui a étudié [redacted] par cancer en France, [redacted] 1950 à 1967, [redacted] pour sa [redacted] :

— Une diminution très importante (30 %) des cancers [redacted] l'estomac ;

— Une augmentation [redacted] importante (53 %) des cancers de la prostate et du pancréas chez l'homme et du [redacted] (27 %) [redacted] femme ;

— Une augmentation légère, [redacted] l'homme, [redacted] cancers du colon.

[redacted] données [redacted] d'une région à l'autre :

— Le Nord [redacted] champion de [redacted] cancers ; la [redacted] y [redacted] % supérieure à la moyenne [redacted] pour [redacted] tions, [redacted] l'estomac ;

— La [redacted] a les [redacted] de mortalité [redacted] plus bas du pays, [redacted] pour le pancréas ;

— Le Sud-Ouest la suit de près ;

— [redacted] (région d'al- [redacted] importante) que l'on [redacted] plus [redacted] de l'estomac ;

— Enfin la région parisienne [redacted] situe, [redacted] l'Est, à un [redacted] proche de [redacted] la « [redacted] ».

L'originalité du travail du [redacted] Meyer [redacted] de la comparaison qu'il [redacted] ces [redacted] les époques [redacted] régions, [redacted] sur [redacted] de [redacted] la [redacted] économiques [redacted] du [redacted] de recherche [redacted] documentation sur la consommation (CREDOC).

[redacted] 1950 à [redacted] consommations de pain [redacted] de [redacted] diminué [redacted] façon importante (de [redacted] à [redacted] par [redacted] et par an pour le pain, de [redacted] à [redacted] par an pour les [redacted] de terre). La [redacted] légumes [redacted] (70 kilos) [redacted] œufs, [redacted] celle [redacted] a [redacted] los), de même [redacted] l'huile.

[redacted] de [redacted] de [redacted] (de 11 à [redacted] kilos), [redacted] fromage [redacted] 8,5 à 12 kilos), [redacted] (de 7 à [redacted] kilos), [redacted] sucre (14 à 20 kilos), ont beaucoup augmenté alors que [redacted] poisson passait de [redacted] à 10 [redacted]. Si les Français ont bu [redacted] de [redacted] (125 [redacted] personne et par an en 1950, 108 litres en 1966), [redacted] de bière a doublé (de [redacted] à [redacted] litres).

Les habitants du Nord (où la mortalité par cancer est la plus élevée [redacted] France), consomment deux fois plus de [redacted] de [redacted] quatre à cinq fois plus de bière, près de [redacted] fois plus de [redacted] et nettement moins de fruits que le reste de la populatoin.

Les Méditerranéens, chez lesquels la mortalité par cancer est la plus faible, [redacted] singularisent par une forte consommation de [redacted] (deux fois plus [redacted] dans le Nord), de légumes, [redacted] bœuf, [redacted] poisson, d'huile, [redacted] faible consommation de [redacted] et [redacted] bière.

Toutes les [redacted] recueillies durant cette période de [redacted] ans [redacted] les unes, l'épidémiologie [redacted] cancers et [redacted] autres [redacted] ali- [redacted] fait l'objet [redacted] comparaisons et de calculs complexes (2), région par région, [redacted] de voir si [redacted] liaisons, [redacted] corrélations, positives ou négatives, pouvaient [redacted] elles.

De [redacted] à [redacted] comportement [redacted] Français s'est donc profondément [redacted] augmentation [redacted] de la part [redacted] graisses (beurre [redacted] huile) et [redacted] protéines [redacted] (viande, poisson, fromage), [redacted] par une [redacted] importante [redacted] d'origine végétale (pommes [redacted] terre et pain). La consommation de [redacted] vin diminue.

[redacted] cours [redacted] période, [redacted] a diminué, [redacted] due aux cancers [redacted] sein, de la prostate et du pancréas a augmenté à un rythme inquiétant qui fait songer à un [redacted] facteur [redacted] de l'environnement [redacted] localisations, facteur qui pourrait bien être l'absorption [redacted] graisses [redacted] (beurre).

Pour le [redacted] l'intestin (côlon) une forte liaison positive a été trouvée avec [redacted] de beurre alors que les graisses d'origine végétale [redacted] semblent n'avoir pas d'effet [redacted] au contraire, un [redacted] protecteur. Cette observation confirme les indications données par des enquêtes internationales et clarifie du même coup certaines ambiguïtés qui résultaient de la confusion en une seule rubrique de toutes les sources de [redacted] dans ces enquêtes étrangères. La dissociation qu'offrent les relevés français apporte [redacted] une donnée du plus haut intérêt.

Rappelons à ce propos que [redacted] mêmes graisses animales (acides gras saturés) sont mises en cause dans la [redacted] des maladies cardio-vasculaires avec, là aussi, un effet protecteur des lipides végétaux (acides gras non saturés) (3).

## Pour une prévention diététique

Si M. Meyer n'a trouvé aucun [redacted] entre la consommation de viande [redacted] bœuf et les tumeurs du côlon (ou de toute autre localisation), ces cancers [redacted] d'autant plus rares [redacted] de [redacted]. Ceci confirmerait l'hypothèse [redacted] Burkitt sur le rôle protecteur [redacted] fibres contenues dans les fruits, rôle qui joue [redacted] pour le [redacted] du rectum, favorisé par ailleurs par une consommation importante de bière.

La très forte surmortalité cancéreuse du Nord, par rapport à la région méditerranéenne, correspond à une grande différence de régime : beaucoup de graisses animales et de bière, peu de fruits et peu d'huile dans le Nord. Beaucoup [redacted] fruits, [redacted] crudités, d'huile, peu [redacted] bière et peu [redacted] beurre dans [redacted]

La consommation de [redacted] identique [redacted] régions, mais la [redacted] poisson est deux fois plus forte [redacted] le Sud que dans le Nord.

L'absorption de protéines [redacted] n'a donc apparemment, [redacted] à l'opposé de ce que peuvent penser les végétariens, aucun effet, [redacted] au contraire, sur la cancérisation [redacted] finale.

L'intérêt des conclusions évoquées par M. Meyer incite à souhaiter que de telles études se multiplient et que des directives générales permettent [redacted] développement. [redacted] apporter [redacted] fin la spécification précise [redacted] mort. [redacted] disposition [redacted] légale [redacted] France, le [redacted] certificats de [redacted] pour [redacted] épidémiologiques, [redacted] comportent [redacted] cause, [redacted] dans [redacted] départements, au premier [redacted] desquels [redacted] Alpes-Maritimes (44,3 %) [redacted] la [redacted] (38,6 %). Il [redacted] que le ministère [redacted] la [redacted] préoccupe [redacted] cette lacune.

La précision [redacted] statistiques de l'INSEE [redacted] du [redacted] offre, pour [redacted] part, [redacted] outil [redacted] précieux. [redacted] % de la population française (37 % à Paris) [redacted] leur [redacted] midi dans une [redacted] collective, incite à [redacted] que [redacted] enquêtes soient conduites sur la composition [redacted] ces repas. [redacted] cantines offrent un lieu idéal d'éducation alimentaire [redacted] d'application diététique, et il [redacted] qu'elles [redacted] pour la plupart [redacted] temples de l'anti-diététique [redacted] d'un [redacted] dangereux.

Il [redacted] grand temps que le rôle majeur que joue [redacted] nombreuses autres affections, soit [redacted] reconnu. Il [redacted] grand temps également qu'une [redacted] bien comprise [redacted] largement diffusée [redacted] sujet, [redacted] obtiennent enfin un [redacted] que les [redacted] modernes de [redacted] diffusées par [redacted] et que le [redacted] afin qu'elles puissent participer à un effort [redacted] publique aussi [redacted] coûteux [redacted] fructueux, si l'on songe à [redacted] français [redacted] de mort auquel il [redacted]

(1) De récentes publications britanniques et américaines font état des résultats très favorables obtenus grâce à des régimes riches en fibres chez les diabétiques. Les doses d'insuline ont pu être réduites de moitié chez les malades dont les régimes avaient été composés pour moitié de fruits, noix et légumes, ou qui s'étaient vu administrer un mélange de pectine et de son ajouté à l'alimentation (le son est disponible chez les pharmaciens). Chez tous ces patients, le taux de sucre dans le sang a très nettement diminué.

(2) M. Meyer a pu utiliser à cette fin l'ordinateur du Centre international de calcul de Genève, mis à sa disposition par le Centre international de recherche sur le cancer de Lyon.

(3) Une étude comparée du régime alimentaire et de la coagulation sanguine (activité des plaquettes) de deux populations d'agriculteurs du Var et de la Moselle menée par l'Unité de recherches de physiopathologie vasculaire de Lyon (INSERM) que dirige le professeur Renaud montre [redacted] les risques [redacted] nariennes [redacted] en [redacted] saturés contenus en priorité dans les graisses d'origine animale.

## Végétariens et végétaliens

*[redacted] religieux ou mystiques de jadis à l'éthique ou à l'hygiène invoquée [redacted] végétariens modernes, [redacted] arguments [redacted] variés ont [redacted] pour justifier l'abstention, [redacted] l'alimentation, [redacted] chair ou de pro- [redacted] animaux. On [redacted] grossièrement, [redacted] régimes en [redacted] :*

● [redacted] végétariens *s'abstiennent simplement [redacted] poisson, mais [redacted] du lait, [redacted] et [redacted] fromages. Leur régime [redacted] en fibres, [redacted] pauvre en protéines qu'apportent néanmoins [redacted] laitages et les œufs (1/2 [redacted] peut remplacer [redacted] viande). Un régime [redacted] équilibré peut [redacted]*

● Les [redacted] *plus rigoureux, [redacted] s'interdisent [redacted] produits animaux [redacted] consomment [redacted] végétaux. Il [redacted] ainsi, [redacted] exemple, [redacted] macrobiotique, dite régime Zen, [redacted] la [redacted] complètes [redacted] de sauce [redacted] soja et de sel, [redacted] quelques légumes [redacted]*

*[redacted] mortels, signalés à [redacted] reprises [redacted] dernières [redacted] chez [redacted] adeptes [redacted] et surtout [redacted] malheureux [redacted] qu'ils [redacted] de [redacted] carences [redacted] conduit l'Association médicale, l'Académie [redacted] sciences [redacted] supérieur d'hygiène [redacted] vigoureusement [redacted] taires, et à spécifier « [redacted] le régime macrobiotique Zen [redacted] un des régimes [redacted] dangereux pour [redacted] qui puisse [redacted] ter ».*

## A lire pour bien manger

■ La revue [redacted] de [redacted] la [redacted] professeur [redacted] un numéro spécial (n° 34) aux [redacted] alimentaires, [redacted] sur [redacted] et [redacted] leur [redacted] utilisation [redacted] diverticulaire. Il [redacted] au point [redacted] internationales [redacted] épidémiologiques [redacted] ce sujet.

● Sous le titre *Mangez le brut pour* [redacted] rédigé par un [redacted] admirateur [redacted] Burkitt (le [redacted] teur [redacted] Stanway) [redacted] 49 F). [redacted] par Burkitt, [redacted] à l'intention du grand public, le livre [redacted] un historique complet [redacted] sur [redacted] fibres, [redacted] de [redacted] ».

Un [redacted] excessif [redacted] l'auteur à confondre [redacted] postulats. [redacted] à part, [redacted] et ils [redacted] nombreux, qui manquent n'importe [redacted] qui souhaitent s'informer sur la diététique moderne.

● [redacted] M. [redacted] des végétariens. [redacted] un [redacted] *Clefs* [redacted] *le végétarisme*, [redacted] la [redacted] que [redacted] vocable.

[redacted] présenté et documenté sur le plan historique, rigoureusement lucide, ce petit livre passe en revue les divers aspects [redacted] ce qui est à la fois « un régime, un système et une doctrine ».

[redacted] que la [redacted] moyenne [redacted] à [redacted] par jour [redacted] végétariens, [redacted] qu'elle [redacted] que [redacted] à 8 [redacted] jour [redacted] Français, [redacted] aperçu de ces habitudes alimen- [redacted] l'histoire des religions ne manque pas d'intérêt.

Il [redacted] radicalement contradictoires n'ont cessé de [redacted] végétarisme, qui affirment tous avoir retrouvé la santé alors que, [redacted] un poison, [redacted] les autres une nécessité, cependant que la pomme de terre ou le citron sont tantôt [redacted] tantôt conseillés comme régime « exclusif ».

Bible d'un végétarien fervent, ces « *clefs pour le végétarisme* » [redacted] prétention [redacted] jectivité. [redacted] doivent par exemple d'exprimer [redacted] diététiciens sur ce type de [redacted] (lorsqu'il [redacted] exclusif) appliqué aux enfants n'y figurent point, pas plus [redacted] ne sont évoquées ses conséquences sur la croissance ou la condition.

Mais tel n'est pas le but de son auteur qui apporte un document fort intéressant sur un sujet de grande actualité.





CORRESPONDANCE

# Supprimer ou maintenir l'ordre

*Invoquant son droit de réponse, [illegible] professeur J.-L. Lortat-Jacob, président de l'ordre national des médecins, nous adresse, à la suite de la « Libre opinion » des professeurs Chevet et Guy (le Monde [illegible] [illegible] janvier 1977), le [illegible] suivant :*

Les arguments, même [illegible] plus scandaleusement faux, utilisés par MM. Chevet [illegible] Guy me paraissaient jusqu'à présent méprisables et, en conséquence, ne mériter aucune réponse.

[illegible] il [illegible] vrai, [illegible] écrit M. Peyrefitte, qu'un « *mythe sans cesse entretenu prévaut [illegible] jours sur une vérité qu'on néglige [illegible] rappeler* ». [illegible] pourquoi *aujourd'hui il me paraît néces*[illegible] [illegible] répondre au mythe entretenu par les adversaires de l'ordre.

Tout d'abord, comment oser prétendre que l'ordre est dénué de caractère démocratique ? Les candidats à l'élection [illegible] peuvent, [illegible] [illegible] qui [illegible] été avancé, [illegible] état [illegible] [illegible] programme, de leurs options.

Quant à l'élection du président, elle pourrait [illegible] tout autre si la [illegible] départementaux [illegible] la France par 58 % des [illegible] qui [illegible] beaucoup [illegible] autre élection professionnelle, voire politique) [illegible] conseil[illegible] [illegible] un président.

Il [illegible] est pas a[illegible] pour M. Poher, président [illegible]. [illegible] représentativité [illegible] pour [illegible] ?

## La cotisation à l'ordre

L'article L. 410 du code de la santé publique stipule : « [illegible] *cotisation*[illegible] *peine de sanction disciplinaire prononcée par le conseil* [illegible] »

Les moyens soulevés par [illegible] contestataires de la cotisation [illegible] reçus [illegible] tribunaux saisis. Mais, contraire[illegible] [illegible] ce qui [illegible] dit [illegible] mité de la [illegible]tion n'a [illegible] été infirmée. Par contre, est parfois mise en cause la compétence de la juridiction habilitée à la faire récupérer. [illegible] Conseil d'État [illegible] outre, [illegible] statuer prochainement [illegible] question.

Accuser l'ordre d'avoir dit non à la médecine de groupe est une contre-vérité. L'ordre, avant de donner son appui à cette forme de médecine, a voulu s'assurer par l'élaboration d'un contrat-type qu'il est de ses prérogatives de promulguer, que ce mode d'exercice ne pourrait pas donner lieu à compérage. Il travaille d'ailleurs en harmonie avec les syndicats nationaux de la médecine de groupe. *Le président de l'un de ces syndicats est membre auditeur au conseil* [illegible].

[illegible]uant à l'opposition de l'ordre à la convention nationale [illegible] 1971, elle n'a nullement été une opposition de principe à une convention entre médecins et Sécurité [illegible]. Le conseil national de [illegible] n'a cessé d'affirmer qu'il estimait nécessaire une telle forme [illegible] ; mais [illegible] s'est élevé [illegible] les [illegible] de la [illegible] proposée, por[illegible] gravement [illegible] pendance des médecins et au libre choix des malades, sans qu'il soit admis à donner la garantie de son contrôle dans l'application de dispositions contraires à l'intérêt du public.

On sait les difficultés actuelles survenues entre les syndicats médicaux et les organismes de Sécurité sociale. L'ordre constate, sans en éprouver aucune satisfaction, bien au contraire, que ses réserves étaient particulièrement fondées.

Le contrôle de l'absentéisme rejoint nécessairement la lutte contre certains certificats de complaisance ; l'ordre ne peut que condamner ceux-ci. Par contre, il n'a pas à approuver ou non ce qui a été conclu, lors des accords sur la mensualisation des salaires entre patronat et syndicats ouvriers. Ces derniers ont accepté le principe de contre-visites dont résulte un avis sur le bien-fondé de la participation patronale au salaire mensualisé des salariés en arrêt de travail.

Aucun médecin ne pouvant, légalement, prêter son concours, sans — *conformément à l'article* L. 462 du code de la santé publique — communiquer un contrat à l'ordre, qu'a fait l'ordre ? Il a préparé un contrat afin d'assurer aux praticiens une totale indépendance de décision, nécessaire à l'intérêt essentiel des salariés.

## Idéologie et pressions

Quant [illegible] l' « *idéologie* » de l'ordre, elle ne fait que refléter le principe fondamental du respect de la vie et de la personne humaine. En aucun cas elle ne veut imposer une « morale » au public, mais préserver chez les médecins une notion primordiale sans laquelle sombreraient deux mille cinq cents ans de *tradition hippocratique*. Elle repose sur le consensus de la très grande majorité des médecins, comme l'ont montré des sondages et l'opinion formellement exprimée par mille six cents médecins délégués de tous les conseils départementaux élus représentatifs du corps médical, lors des assises de l'ordre, en décembre 1975.

Nous ne voyons pas en quoi notre action, strictement conforme à la mission que nous donnaient les textes en vigueur avant le vote de la loi sur les interruptions volontaires de la grossesse, peut être qualifiée d' « inconvenantes pressions », quand on se rappelle l'attitude de certains journaux, de *manifestes*, de pétitions révélant des situations alors illégales.

L'ordre n'était pas hostile à l'examen de situations particulières.

N'eussions-nous [illegible] cette action, qu'une [illegible] complicité, ou [illegible] contraire à l'éthique et à la déontol[illegible]ie alors en vigueur, nous aurait [illegible] reprochée... *et à juste titre !*

L'ordre [illegible] conscience. Il continue son action contre les atteintes que l'on voit poindre contre le respect de la vie, soit dans le [illegible] l'euthanasie, soit dans celui de l'expérimentation sur [illegible].

L'ordre n'est [illegible] évolution, lorsqu'il n'y a pas péril pour l'intérêt [illegible].

La nouvelle rédaction proposée par lui du code de déontologie, les modifications souhaitées par les assises nationales dans les structures et le fonctionnement de l'ordre, qu'il s'emploie à mettre en œuvre, *témoignent de cette évolutivité* qui dépend parfois de textes officiels dont la publication *plus ou moins retardée n'est pas de son fait*.

Enfin, éternelle rengaine, si le premier ordre a *été créé sous* Vichy en 1940, il ne s'agissait que de la concrétisation de vœux syndicaux datant de plusieurs décennies auparavant.

Cet ordre, aboli après la libération, a été recréé, aménagé démocratiquement, on n'en peut douter, par une ordonnance du 24 septembre 1945 signée entre autres par le général *de Gaulle* et M. Billoux alors ministre de la santé, communiste.

*Que signifierait la suppression* de l'ordre ?

— Pour les médecins, ce serait du point [illegible] vue administratif [illegible] tutelle directe de l'administration. Quel écran interviendrait alors entre le pouvoir et le ma[illegible] [illegible] le corps médical était [illegible] « asservi » ? Il n'est pas besoin de [illegible] longtemps pour entrevoir les graves conséquences qui pourraient *en* résulter.

— De même, des litiges médicaux ne relèveraient plus de la juridiction disciplinaire professionnelle, mieux à même de connaître des circonstances de l'exercice de la profession, juridiction qui, par définition, en aucun cas ne peut être qualifiée de justice parallèle car disciplinaire et non exclusive du recours aux tribunaux de droit commun.

Quant au public il suffit sans doute de lui rappeler les buts donnés au conseil de l'ordre par le *législateur* pour lui *faire* redouter une telle disparition :

« *L'ordre des médecins veille au maintien des principes de moralité, de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la médecine et à l'observation* [illegible] *tous ses membres des* [illegible] *professionnels ainsi que des* [illegible] *par le code de déontologie.*

« *Il assure la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession* [illegible] »

On le voit, il n'est pas question de défense des médecins, ce qui chagrine certains, mais de la profession dans son ensemble dans la mesure où les principes ne seraient pas respectés, *notamment* : le libre choix du médecin, la liberté de prescription, l'indépendance du médecin, le respect du secret professionnel, ce qui garantit un droit du malade, à savoir que nul ne peut intervenir dans le colloque avec son médecin, condition même de la confiance.

Confiance encore protégée par l'ordre *lorsqu'il intervient dans* la qualification des spécialistes ainsi que dans le contrôle des qualités morales et professionnelles des médecins, qu'ils soient français ou étrangers, y compris ceux de la C.E.E. maintenant habilités à circuler librement dans l'Europe des Neuf.

La conférence internationale des ordres que je préside a pour objet de faciliter cette fonction en France comme dans les autres États membres.

Pour terminer sur une note personnelle, je dirai :

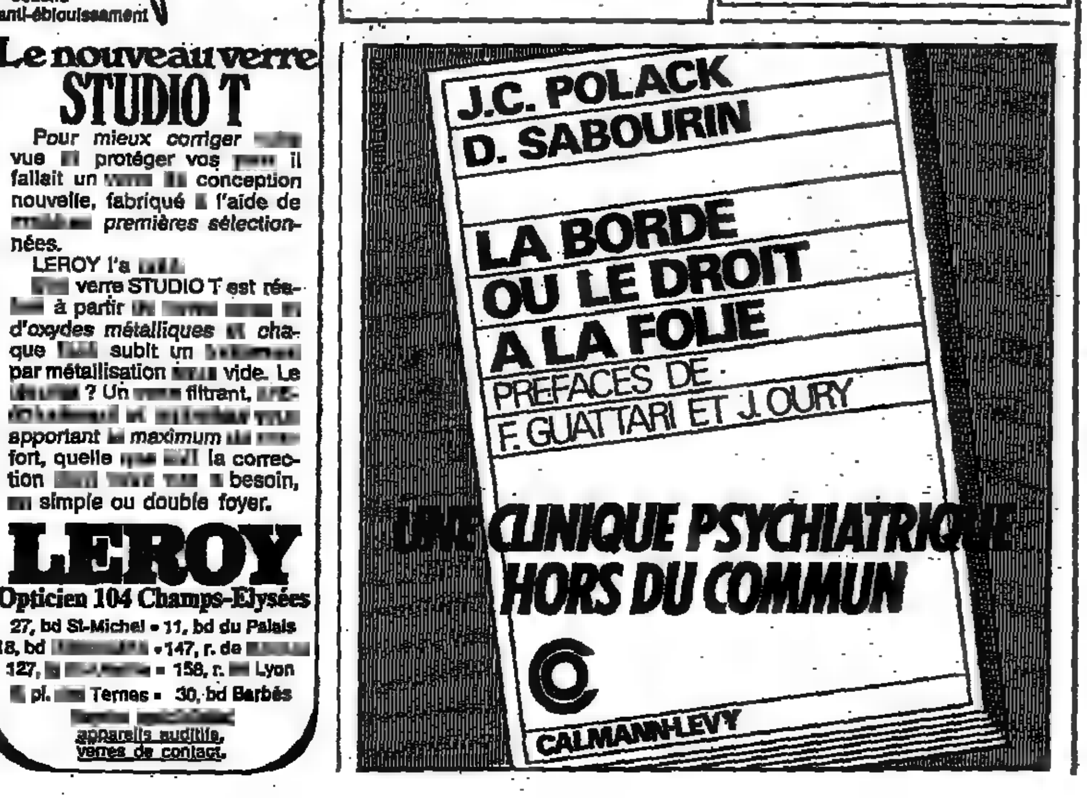
Je n'ai aucune « aversion *réelle pour la pratique de la* démocratisation » mais je lutterai, tant qu'on me fera confiance, pour préserver l'indépendance technique des médecins face à « tous les pouvoirs », garantie des plus élémentaires libertés des malades.

Jamais je n'accepterai que les médecins deviennent un jour de *simples distributeurs automatiques* de soins et que les malades soient réduits à l'état de matricules, même inscrits à une Sécurité sociale rénovée dans un nouveau système de santé tel que le voient MM. Chevet et Guy.

Par ailleurs, *faire choix* d'une société qui rayerait les ordres de ses structures est le droit de chacun, comme toute option politique ; mais accuser tendancieusement de la rage une victime désignée, qu'on voudrait être l'ordre des médecins, ne peut forcer l'adhésion.

*Les intertitres sont de la rédaction.*






# LES FUTURS MÉDECINS SONT MAL FORMÉS

**Nombreuses sont les propositions qui ont pu être avancées durant ces dernières années pour *améliorer la* [illegible] *futurs prati*[illegible]. Les principales devraient [illegible] reprises dans le [illegible] Fougère qui doit [illegible] public [illegible] la fin du mois de mars. L'organisation d'un [illegible] cycle pour [illegible] généralistes comportant des [illegible] à l'hôpital [illegible] des praticiens, et la [illegible] qualifiant qui, en supprimant [illegible] spéciales, obligerait [illegible] spécialistes [illegible] passer le *concours* [illegible] envisagés. [illegible] apportées aux [illegible] années de la [illegible] retiendront tout *particulièrement l'attention* du secrétariat [illegible] aux universités, affirme-t-on [illegible] l'en[illegible] Mme Alice Saunier-Seïté. [illegible] conviendrait-il d'intervenir avant la fin de la [illegible] d'étude, en accordant une [illegible] importante [illegible] premier cycle par exemple ? [illegible] un moyen parmi [illegible] d'instaurer [illegible] « nouvel humanisme » qu'appellent de leurs vœux [illegible] professeurs Ribet, de Lille, [illegible] Fournier, de Marseille, qui nous [illegible] leurs réflexions sur ce qu'ils tiennent pour une « indispensable réforme ».**

## *L'outil médical*

par le professeur
MICHEL RIBET (*)

DEPUIS trente ans, [illegible] de la [illegible] *plus* rapide que [illegible] techniques [illegible] devait, plus qu'un autre, rester à la mesure humaine. Il serait stupide [illegible] *méconnaître ou* [illegible] *déprécier* [illegible] bénéfices [illegible] évo[illegible]. Mais, petit [illegible] petit, [illegible] conception [illegible] parfois [illegible] médical échappent à [illegible] beaucoup [illegible] *praticiens.* L'homme [illegible] point [illegible] de [illegible] disciplines scientifiques : physique, chimie, biologie *moléculaire, génétique,* [illegible]*nologique, cybernétique,* [illegible] médecine s'appuie sur [illegible] assurer mieux un pouvoir incertain : la technique a plus d'assurance (et elle est *plus honorée*) que la *réflexion*, les chiffres ont *plus de précision* que l'intuition, et le *mystère* se fait moins inquiétant quand il [illegible] scientifique.

*De* [illegible] responsabilité [illegible] lourde et le [illegible] encore : si [illegible] médecin [illegible] une *technologie* [illegible] *son* [illegible] *pesante* [illegible] coûteuse. S'il ne le fait pas, sa décision peut [illegible] ou mauvaise. Dans ce dernier cas, [illegible] devient de nos *jours* une [illegible] *attitude logique reste d'épuiser* d'abord les ressources de la clinique, car c'est elle seule qui permet d'éviter les abus [illegible]. *Mais l'attrait des raffinements* [illegible] *cliniques fait perdre de* [illegible] qu'au début [illegible] à la base [illegible] cache [illegible] source d'erreurs coûteuses et [illegible]gereuses : dans un défaut [illegible] conversation ou de contact. *Les machines remplacent le corps à* [illegible].

### Une perte de temps ou de vies

Quant au chirurgien, longtemps parent pauvre du médecin, [illegible] a ses [illegible] maintenant entourés d'un tel *luxe de précautions, qui* [illegible] d'applications de la biologie [illegible] son [illegible] lésions les plus graves d'organes jugés inviolables il n'y [illegible], et à [illegible] la vie, du prématuré [illegible] en survie : ici aussi la [illegible] sur l'utilisation [illegible] l'outil ne [illegible] pas de pair [illegible] emploi, quelle [illegible] gouvernent celui-ci, [illegible] partir [illegible] *tendance, pour* [illegible] *perfection,* [illegible] *loir l'appliquer à* [illegible].

*Il existe* [illegible] *puissance* [illegible] *trie* qui [illegible] l'application immé[illegible] laboratoire ou d'usine, sans toujours [illegible] le temps [illegible] pour en *mesurer* [illegible] *imperfections* [illegible] les dangers. [illegible] *manque* [illegible] tige ou de finance, aboutissent par*fois à une perte de temps ou de* vies, ou à l'apparition de nouveaux maux.

A [illegible] qui [illegible] « [illegible] » à la médecine, on [illegible] d'expliquer [illegible] médical, *on* [illegible]*ment,* [illegible] l'impact [illegible] Le futur [illegible] après un baccalauréat [illegible] philosophie [illegible] menacée, [illegible] *ignorés,* [illegible] *confirmé,* [illegible] la [illegible] données parcellaires [illegible] fondamentales, dont la [illegible] de permettre l'auto[illegible]. *Puis,* [illegible] *mal an, il poursuit* [illegible] au gré des cours [illegible] polycopie remplace [illegible] pédagogiques [illegible] font l'objet [illegible] depuis [illegible] sion des concours d'agrégation), [illegible] hospitaliers (de valeur inégale, [illegible] les [illegible] *les praticiens),* [illegible] peut être la chance, en [illegible] *ans,* [illegible] *rencontrer quelqu'un,* à l'amphithéâtre ou à l'hôpital, qui [illegible] le temps et le talent [illegible] devant lui [illegible] philosophie [illegible] métier, [illegible] *lui* [illegible] matière [illegible] *sur* le [illegible] l'outil dont il [illegible] l'ébauche.

[illegible] à engranger [illegible] trop [illegible]. [illegible] enseignements [illegible] et des [illegible] *s'ignorent.* [illegible] qui [illegible] support à l'apprentissage clinique [illegible] ne [illegible] par [illegible] pratique [illegible] il ne faut pas [illegible] (six [illegible] en [illegible]) [illegible] l'écœurer [illegible] jamais, [illegible] lui, [illegible] toujours, la [illegible] savoir [illegible] le [illegible] d'apprendre. L'inaptitude [illegible] provoquer [illegible] *diplômés* [illegible] permanent [illegible] l'hôpital [illegible] le faire, [illegible] un [illegible] profond [illegible] qui *enseignent* [illegible] l'*outil* [illegible] et ceux qui le manient.

*Malgré l'espoir* [illegible] *dirigeants,* il [illegible] de juger [illegible] appel [illegible], après [illegible] ans [illegible] leur [illegible] pouvoir [illegible] mémorisation scientifique. [illegible]*tion,* [illegible] *souhaitent* [illegible] *une* « [illegible] » [illegible] qui [illegible] trop [illegible] un apprentis[illegible] hospitalier supprimant [illegible] enseignement fondamental. [illegible] ce qu'on [illegible] *il* [illegible] *plus d'un siècle.* La *puissance* [illegible] l'outil [illegible] un [illegible] empl[illegible] dangereux.

### Corriger nos erreurs

Il faut [illegible] en [illegible] les *universités et* [illegible] hôpitaux. Le médecin doit [illegible] la [illegible] et [illegible] l'y préparer. [illegible] a besoin [illegible] *toujours* [illegible] ont [illegible] doués [illegible] ils ne trouvent parfois que de faux scien[illegible] manquant [illegible] mesure humaine.

Une [illegible] de l'esprit de l'[illegible]gnement ne résout [illegible] tout, [illegible] *est indispensable* [illegible] ration [illegible] la [illegible]. Elle [illegible] possible, elle est urgente. [illegible] gronde [illegible] l'outil médical, [illegible]trument [illegible] manie[illegible] *parfois maladroit, abusif,* [illegible] aveugle, [illegible] critiqué. Il [illegible] *corriger* nos [illegible] et modifier [illegible] ceux qui [illegible] nous succéder au maniement de cet outil.

(*) [illegible] de clinique chirur[illegible] Lille-II.

## *Réflexions sur l'internat*

*par le professeur*
ANDRÉ FOURNIER (*)

LE concours d'internat qui s'est déroulé à Marseille au début de l'année a *connu* quelques péripéties, et cela nous a valu une proclamation tardive des résultats (fin juillet). Il y avait au *départ* plus de neuf cents candidats, mais près de deux cent cinquante d'entre eux ne participèrent pratiquement pas aux épreuves (*départ anticipé*, copie blanche, etc.). Pour obtenir les deux cent quarante admissibles réglementaires, le jury, composé de vingt et un membres, dut abaisser la moyenne de façon sensible. Enfin, nous fûmes tous *frappés* par la *façon dont* fut rédigée la plus grosse moitié des copies. Si nous laissons de côté les péchés contre la grammaire *française*, nous fûmes souvent dans l'impossibilité de comprendre exactement ce que *le* scripteur avait voulu dire. Tournures de phrase ahurissantes, ponctuation inexistante, termes vulgaires ou puérils et j'en passe.

Le jury, unanime dans sa déception, dut constater l'échec des réformes pratiquées il y a huit ans dans l'ambiance que l'on sait et se fit un devoir d'en rechercher les causes. Celles-ci sont faciles à discerner.

Trop de sciences « fondamentales » qui, dans leur plus grande part, seront sans utilité pour les futurs médecins dont un petit nombre seulement travailleront en laboratoire. La quasi-totalité d'entre eux [illegible] des praticiens. [illegible] les [illegible] « fondamentales » à ceux qui opteront à la fin de leurs études pour des C.E.S. bien définis, ouvrant la voie à la pratique de spécialités fort diverses.

La culture générale est défavorisée. La médecine ne se met pas en *équations*. Elle *tourne* le dos à l'esprit mathématique. Sans une forte dose d'humanisme, elle risque de perdre sa plus belle raison d'être. Il importe que soit facilitée l'entrée des bacheliers ès lettres dans nos facultés, ce qui leur devient de plus en plus *difficile*.

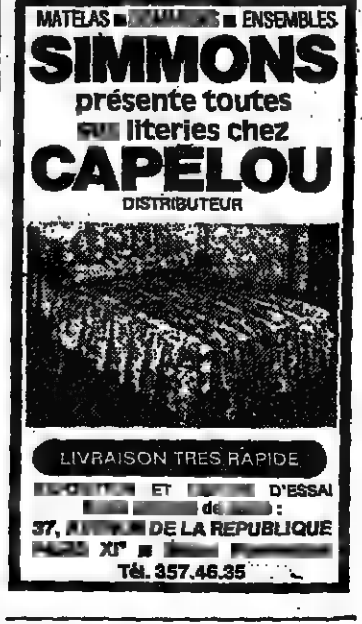
Enfin [illegible] surtout, [illegible] ne parler *que de l'internat, une présélection* s'impose, et la seule valable est le *concours d'externat*, brutalement et arbitrairement supprimé, dont nous demandons tous le rétablissement. Cet *externat*, *purement* hospitalier, [illegible], devra pouvoir être brigué à tous les [illegible] médicales [illegible] fois que [illegible]. Il [illegible] *premier* [illegible] dans la [illegible] hospitalo-[illegible] qui, [illegible] départ, ne sera pas tenté par cette carrière pourra changer d'avis dans le cours de ses études [illegible] en [illegible] ainsi [illegible] en fonction [illegible] préférences.

[illegible] n'*empêchera* nullement [illegible] qui préfé[illegible] pen[illegible] partie [illegible] celle-ci. Être [illegible] n'impli[illegible] nullement [illegible] d'antan, où ils [illegible] parqués [illegible] » [illegible] trop [illegible] à eux-mêmes, [illegible] « [illegible] » de [illegible]. [illegible] nos jours, ils seraient répartis [illegible] bien accueillis dans tous les services !

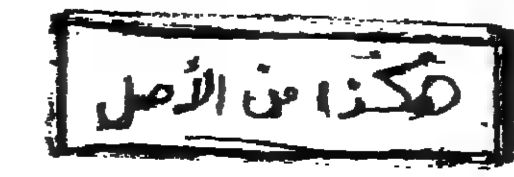
[illegible] surcroît, [illegible] ne [illegible] que [illegible] sommes [illegible] tout, [illegible] service [illegible] malade. Celui ou celle qui a choisi de se [illegible] à *l'hôpital* a *droit* à [illegible] garanties. Lorsqu'il [illegible] d'un apprenti médecin, il [illegible] publiquement et qu'il [illegible] été jugé digne par ses [illegible] de la mission [illegible] lui confiée.

N'est-ce pas là, du seul point de *vue humain, un mobile suffisant* ?

(*) [illegible] du jury du concours [illegible] de la région [illegible]





# L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

## L'E.D.F. et le service de sécurité s'opposent sur la conception de certaines centrales nucléaires

*Lancé dans l'euphorie, le programme nucléaire français accuse aujourd'hui un léger ralentissement. [redacted] qu'il était prévu jusqu'ici de passer rapidement à des centrales [redacted] grande puissance (1 300 MW), la construction de nouvelles centrales de 900 MW, en [redacted] des seize [redacted] de cette puissance [redacted] prévues, a été [redacted] Il devrait [redacted] en avoir quatre ou six. Un vif débat est ouvert [redacted] de ces dernières centrales de [redacted] entre l'E.D.F. [redacted] central de sûreté des installations nucléaires (S.C.S.I.N.) au [redacted] de l'industrie [redacted].*

[redacted] techniques [redacted] dans l'[redacted] nucléaire évoluent [redacted] vite. Une bonne part [redacted] important qu'accuse la centrale nucléaire [redacted] Fessenheim, [redacted] Rhin (six mois [redacted] vingt et un mois), [redacted] premier [redacted] doit entrer prochainement en service, est ainsi [redacted] modification de la forme de la charge combustible, que westinghouse a décider d'appliquer à la centrale américaine de Beaver Valley, qui est la « centrale de référence » de la centrale française, [redacted] la suite d'[redacted] le comportement en fonctionnement [redacted] ce [redacted]tible.

Ainsi en va-t-il [redacted] particulier [redacted] dispositions [redacted] : E.D.F. [redacted] les études techniques [redacted] la réalisation [redacted] centrales [redacted] d'intervenir avant qu'il ne soit trop tard, le S.C.S.I.N. a fait savoir à l'entreprise nationale qu'il [redacted] que ces [redacted] diffèrent sensiblement des seize centrales de même puissance actu[redacted] chantier, [redacted] deux points : le remplacement de l'enceinte de confinement (1), actuellement réalisée en béton de 80 centimètres à 1 mètre d'épaisseur, dans laquelle [redacted] paroi en [redacted] (la « peau »), par une [redacted] enceinte, [redacted] de laquelle devrait être installé un dispositif [redacted] ; le [redacted]ment au « jumelage », c'est-à-dire [redacted] dispositif consistant [redacted] les [redacted] deux par deux, [redacted] permet notamment [redacted] mettre en commun certains dispositifs [redacted].

L'E.D.F. répond que ces mesures destinées à renforcer la [redacted] appliquées pour les futures centrales [redacted] MW, [redacted] refuse [redacted] les appliquer pour les 900 MW. « [redacted] centrales [redacted] jugées suffisamment sûres par le S.C.S.I.N. pour qu'il les accepte. Pourquoi [redacted] accepterait-il [redacted] quelques autres ? » disent en substance les responsables d'E.D.F.

[redacted] question [redacted] venu, [redacted] janvier, pour arbitrage, devant le ministre de l'industrie et de la recherche. [redacted] représentants de [redacted] organismes de tenter de se [redacted] la fin [redacted].

### Un compromis

Il [redacted] aujourd'hui qu'on se dirige [redacted] un compromis. E.D.F. s'engagerait à ce q[redacted] ces dernières centrales soient [redacted] les dernières : une des craintes du service de sûreté [redacted] qu'après [redacted] quatre ou [redacted] centrales, l'E.D.F., [redacted] présente d'autres. Le S.C.S.I.N. accepterait de son côté l[redacted] tien des enceintes actuelles, [redacted] condition qu'elles soient quelque [redacted] modifiées [redacted] d'avoir la [redacted] étanchéité qu'une enceinte double, [redacted] estime réalisable, et qui pourrait être étendu à toutes les centrales de 900 MW.

Il reste que ce débat, quelque peu technique et qui n'a rien d'exceptionnel, [redacted] l'ambiguïté qui peut régir deux organismes placés sous la même tutelle, mais dont l'un devrait avoir un droit de veto sur [redacted] de l'autre. [redacted] d'Ornano, dit-on, [redacted] toujours scrupuleusement [redacted] mandations du S.C.S.I.N. qui est, en quelque sorte, son « [redacted] » sur les [redacted]estions de sûreté [redacted] auront-[redacted] toujours [redacted] souci, [redacted] du [redacted], de faire prévaloir [redacted] considérations [redacted] d'autres, économiques notam[redacted] ? — X. W.

(1) [redacted] de confinement abrite, en plus de la chaudière nucléaire proprement dite, l'ensemble du circuit primaire (renpressurisée) de la centrale et les générateurs de vapeur. Elle est conçue pour résister à une surpression interne, notamment pour [redacted] le rejet de vapeurs radioactives [redacted] le cas de fuites.

**Ministre italien de la recherche scientifique et technique**

## M. Pedini est élu président du conseil de l'Agence spatiale européenne

[redacted] l'Agence spatiale européenne [redacted] à Paris, au niveau des ministres, dans l'après-midi du lundi 14 février (*le Monde* du 15 février). Il a élu à sa pré[redacted] M. Mario Pedini, [redacted] italien de la recherche scientifique [redacted] technique. [redacted] les représentants des [redacted] membres ont chacun exposé leur point de vue sur l'avenir de la coopération spatiale. Le conseil [redacted] ensuite fait [redacted] point [redacted] cours d'exécution.

Les points [redacted] abordés ce mardi. Ce sont la défini[redacted] surtout leur [redacted] France a pris une position ferme, estimant [redacted] problèmes [redacted] qu'on [redacted] parvenir [redacted] global, [redacted] pour cela organiser une seconde réunion des ministres dans quelques mois. M. Claude Coulais, secrétaire d'État auprès [redacted] de la recherche, [redacted] qu'il fallait « éviter que la progression [redacted] l'Agence [redacted] de l'indice des prix des produits intérieurs des États membres ». Actuellement, les prix aérospatiaux progressent de 11 [redacted] % par an, et il en est de [redacted] du budget de l'Agence, alors que les P.I.B. croissent beaucoup moins vite.

La France demande aussi une « *utilisation cohérente de tous les moyens existants, nationaux et* [redacted] ». Puisqu'elle a sacrifié son programme national à la coopération européenne, elle [redacted] à ce que l'Agence four[redacted] du travail aux équipes du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.). La délégation française tient [redacted] du projet SPOT, projet [redacted] des ressources terrestres qu'a proposé le C.N.E.S., et [redacted] en avoir la maîtrise [redacted].

On s'attend [redacted] un sérieux [redacted] avec d'autres pays européens qui n'ont pas d'organisme national de recherche spatiale et comprennent [redacted] pourquoi [redacted] au budget [redacted] l'Agence [redacted] assurer un plan de charge au C.N.E.S. ou à son [redacted] allemand. — M. A.

## CORRESPONDANCE

### Les dangers de l'amiante

*Dans le Monde du 5 janvier nous avons fait paraître des ex*[redacted]*nique de la* [redacted] *syndicale de l'amiante* [redacted] *du Syndicat* [redacted] *l'amiante-ciment mettant en cause le rapport du Centre international de* [redacted] *cancer (CIRC) de Lyon* (le [redacted] *daté 19-20 décembre).* [redacted] *communiqué affir*[redacted] : « *Ce* [redacted] *pas* [redacted] *première fois* [redacted] *les chiffres et les données sont ainsi* « *solli*[redacted] » *par certains scientifiques dans le but de donner à leurs dé*[redacted] *grand retentisse*[redacted] *reprochait au professeur Irving Selikoff,* [redacted] *l'université de New-York, de donner plusieurs estimations discordantes du nombre de personnes exposées à l'amiante aux États-Unis.*

*Le professeur Irving Selikoff nous a fait parvenir les préci*[redacted] :

[redacted] que les organisations professionnelles de l'amiante ont malheureusement donné une [redacted] interprétation à certaines de mes données. [redacted] elles, j'indique (*Wall Street Journal*, 8 juin 1972) qu'il y avait deux cent cinquante mille travailleurs [redacted] un million [redacted] le *Washington* [redacted] 9 septembre 1974 et elles font valoir une incohérence.

Les deux chiffres sont corrects, mais ne se réfèrent pas à la même chose. [redacted] l'industrie [redacted], il y avait deux cent cinquante mille personnes employées dans les différentes activités [redacted]. Je [redacted] que le chiffre actuel est sensiblement le même.

D'un autre côté, le chiffre d'un million [redacted] une [redacted] services [redacted] de santé publique concernant les travailleurs actuellement [redacted] précédemment employés [redacted] cent cinquante mille employés aujourd'hui [redacted] sept cent cinquante mille qui l'on été à un moment ou [redacted] un [redacted] dans le passé, mais qui ont changé de travail, sont tombés malades, sont à la re[redacted], etc.) (...)

## MM. Bargeton, Dausset et Jouvet sont élus à l'Académie dans la section biologie humaine et sciences médicales

*Lors de sa séance du 14 février* l'Académie des sciences a [redacted] trois membres pour la section de [redacted]logie [redacted] médicales : MM. Daniel Bargeton, [redacted] Dausset [redacted] Michel Jouvet. Des trois candidats présentés initialement en première ligne (MM. Marcel Bessis, Jean Daus[redacted] et Jacques Ruffié), [redacted] Dausset [redacted] été élu. MM. Bargeton et Jou[redacted] étaient présentés en seconde [redacted], et ont [redacted] élu [redacted] scrutins complémentaires. Le premier pour [redacted] siège, et le second pour le troi[redacted] siège. Il [redacted] première ligne aient eu des spécialités trop proches [redacted] l'autre, [redacted] préféré finalement diversifier [redacted] choix.

### M. BARGETON

[M. D[redacted] Bargeton est né le [redacted] août [redacted] Docteur en médecine [redacted] de physiologie [redacted] la faculté de médecine [redacted] Paris en 1946, il est nommé en 1952 profes[redacted] sans chaire, puis professeur [redacted] à la faculté de médecine [redacted] recherche scientifique (C.N.R.S.) en [redacted] maître d[redacted] 1945, directeur du [redacted] physiologie humaine de l'U.E.R. [redacted] des [redacted] de [redacted] René-Descartes, il dirige depuis 1967 le groupe de recherches de technologie des explorations fonctionnelles respiratoires de l'Institut national de la santé et de la [redacted]rche médi[redacted]. [redacted] a le plus contribué, en France, au développement de la physiologie respiratoire. Il s'est intéressé à la régulation chimique de [redacted] respiration et a réalisé divers dispositifs [redacted] par [redacted] recherches, [redacted] l'objet [redacted] prix par l'Assoc[redacted]tion nationale pour la valorisation [redacted] la recherche (ANVAR) au nom de l'INSERM. M. Bargeton est lauréat de l'Aca[redacted] (1946).]

### M. DAUSSET

[Né le 19 octobre 1916 [redacted] Toulouse, [redacted] Jean [redacted] médicales à Paris et devient, en 1945, docteur en médecine, puis agrégé [redacted], en 1952. Il [redacted] chef de clinique médicale à la Faculté de médecine de Paris (1946), maître de [redacted] ([redacted]) et professeur d'immuno-hématologie (1968). Depuis 1963, M. Dausset est chef du service d'hémato-sérologie-immunilogie de l'hôpital Saint-Louis, et, de 1962 à 1968, directeur adjoint de l'Institut de recherches sur les leucémies et les [redacted] du sang dirigé par [redacted] pro[redacted] Jean Bernard.

Sa [redacted] découverte des groupes tissulaires et du système HLA. Il démontra que pour qu'une greffe d'organe ait une chance de succès, il fallait non seulement apparier les groupes sanguins du donneur et du receveur, [redacted] aussi veiller à ce que leurs [redacted] tissulaires soient identiques. Récemment, il a montré une corrélation entre ces groupes tissulaires et la prédisposition [redacted] certaines mal[redacted] (« Le Monde » du [redacted] juillet [redacted]). Lauréat de l'Académie des sc[redacted] [redacted] C.N.R.S. (mé[redacted] d'argent en 1967), M. Dausset est également [redacted]embre du conseil scientifique [redacted] l'Institut Pasteur [redacted]]

### M. JOUVET

[M. [redacted] le [redacted] son doctorat en médecine [redacted] Lyon en 1956. Il effectue toute sa [redacted] hospitalière, universitaire et de recherche à Lyon, où il est nommé en 1963 chef du service d'exploration fonctionnelle du système nerveux [redacted] l'hôpital neurologique. [redacted] à l'université Claude-Ber[redacted], il [redacted]vient en 1968 chef du département [redacted] Il [redacted] depuis [redacted] recherche[redacted] neurophysiologie expé[redacted] clinique [redacted] l'INSERM et depuis 1970 directeur du [redacted]toire [redacted] pathologie générale [redacted] C.N.R.S. à Lyon.

Les travaux de Michel Jouvet lui ont permis de définir la mort cérébrale en déterminant des critères électro-cliniques établissant sans erreur la mort du cerveau. A partir de ces recherches, [redacted] s'est intéressé au sommeil, [redacted] surtout au rêve, dont il a étudié la phy[redacted]festations. M. [redacted] est lauréat de l'Académie des sciences (1966), membre de plusieurs société savantes et depuis 1975 membre du conseil scientifique [redacted]

## A L'HOTEL DROUOT

**Mercredi**

*VENTES*

S. 12. - Ameublement [redacted]

S. 9. - Coll. [redacted] Guitry. Souvenirs [redacted] autogr.

S. 1. - Objets d'art [redacted] dures. [redacted] nègre. Estamp. japonaises.

S. 19. - Art déco.

S. 2. - Bibl. d'un amat. Livr. anc., III du 18e.

# RADIO-TÉLÉVISION

## VU

## Numéro zéro

*Grande première [redacted] Antenne 2 : [redacted] présentait le journal de 20 heures, [redacted] journal, enfin. [redacted] mauvais, [redacted] « numéro [redacted] » correspond [redacted] ce qu'on [redacted] Par « on », [redacted] qui l'ont conçu, [redacted] qui [redacted] regardent, [redacted] n'ont [redacted] cri[redacted]. Ils [redacted] comparent pas [redacted] qu'il aurait dû être, [redacted] pourraient-ils le savoir ? [redacted] qu'ils con[redacted] : [redacted] kyrielle [redacted] journaux, [redacted] beaux, [redacted] qui [redacted] l'antenne, de [redacted] nominations, depuis [redacted].*

*[redacted] Elkabbach, [redacted] sait, [redacted] l'a dit [redacted] la radio, il l'a encore [redacted] en guise [redacted] qu'il [redacted] également, il ne [redacted] tion [redacted] monologue, [redacted] peine [redacted] révérend père Gicquel, sur la chaîne à côté. Il veut [redacted] tapissée [redacted] gris, [redacted] ou inconnus, [redacted] bords [redacted] opinions. Il [redacted]. Il prône la diversité, [redacted] pluralité. [redacted] l'éphémère, l'actualité, [redacted] problèmes de [redacted].*

*[redacted] la théorie. La pratique, il est [redacted] pour en juger. [redacted] choses, [redacted] les rubriques, [redacted] trouvé, rue [redacted] l'Université, [redacted] rythme, [redacted] place, leur respiration. [redacted] maire, lundi, les nationalisations. Pour en parler très bien, très ciel[redacted] invités, MM. [redacted] Fiterman, [redacted] P.C.F., [redacted] Jacques Ferry, vice-président du C.N.P.F., qui [redacted] s'asseoir [redacted] du [redacted] chef.*

*Le point [redacted] vue [redacted] P.M.E., on est [redacted] demander [redacted] Compiègne. Après quoi, on [redacted] rejoint [redacted] Raymond [redacted] Tarbes. Retour [redacted] capitale, [redacted] poli[redacted] pris congé [redacted] la province... [redacted] de Paris, [redacted] quand [redacted] important. Alain Duhamel [redacted] point. Tour [redacted] France [redacted] municipales [redacted] suite, première [redacted] Rochefort. [redacted] au Mali sur [redacted] talons [redacted] d'Estaing. Et, pour finir, bravo, d'habitude [redacted] qu'on commence, les sports, en [redacted] football.*

*Que l'on souhaite multiplier [redacted] dialogues, [redacted] dossiers, [redacted] ne nous en plaindrons [redacted]. Il [redacted] peut[redacted], de temps en temps, et [redacted] l'oc[redacted] d'un [redacted] présidentiel, [redacted] frontières, à jeter un [redacted] qui se passe [redacted] Français ont horreur [redacted] cela, [redacted] bien, sorti de l'Hexagone, rien ne les intéresse.*

*[redacted] pourrait-on [redacted] amener, [redacted] douceur, à s'ouvrir un [redacted] monde extérieur ? Du [redacted] de TF 1, rien ou pas grand-chose n'a [redacted] tenté dans ce [redacted]. Il y a là une place [redacted] prendre, un [redacted] à jouer, une réputation à [redacted] journaux [redacted] commun, [redacted] nôtres passent, [redacted] juste titre, hélas ! pour [redacted] plus chauvins, [redacted] plus [redacted] au [redacted] de la planète. Pourquoi ?*

**CLAUDE SARRAUTE.**

### LES ÉVINCÉS DE L'INFORMATION SUR ANTENNE 2

● L'intersyndicale des journalistes d'Antenne 2 (F.O., S.N.J., C.F.D.T.) a réuni lundi 14 février une conférence de presse pour s'inquiéter de l'avenir des membres de la rédaction qui ont été « écartés » à l'arrivée de M. Jean-Pierre Elkabbach, nouveau directeur de l'information.

Selon M. Arnstam (C.F.D.T.), plus d'une dizaine de journalistes ont été évincés (aux noms cités par Anne Rey dans *le Monde* du 15 février, il convient d'ajouter [redacted] M. Benoît Gelot).

Dix d'entre eux ont été mis à la disposition de la direction générale, et l'on a proposé des missions en province ou des postes à l'étranger à d'autres. Mais actuellement aucune décision [redacted]ective n'a été prise pour ce qui les concerne.

L'intersyndicale demande [redacted] les cas en litige soient réglés [redacted]pidement [redacted] que, [redacted] à la convention collective d'Antenne 2 tout journaliste qui *« n'accepterait pas l'affectation proposée conserve au sein [redacted] la [redacted] travail correspondant [redacted] qualification »*.

### NOMINATION À RADIO-TÉLÉ-LUXEMBOURG

● M. Jacques Marchandise, président-directeur général de la Librairie Hachette, vient d'entrer au comité de direction de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (R.T.L. et Télé-Luxembourg) que préside M. [redacted] de Launoit.

Cette nomination est consécutive au récent rachat par la Librairie Hachette des actions du groupe Prouvost, soit 14 % environ.

### TRIBUNES ET DÉBATS

**MARDI 15 FÉVRIER**

— *MM.* [redacted] (non-inscr.), *Claude Coulais* (R.I.) et *Gérard Cureau* (P.S.) sont les protagonistes du « débat municipal » (Nancy) sur Europe 1, à 19 h. 15.

— *MM. Georges* [redacted] et *Gilbert Badia* dialoguent [redacted] propos de Rosa Luxemburg sur France-Culture, à 20 heures.

**MERCREDI 16 FÉVRIER**

— *MM. Roger Ribadeau-Dumas* (R.P.R.) et *R. Pesce* (P.S.) débattent à propos des élections municipales (Valence) sur Radio-Monte-Carlo, à [redacted] h. 30.

— *MM. A. Duroméa* (P.C.) et A. Rufenacht (R.P.R.) débattent sur Europe 1, à 19 [redacted] 15 (Le Havre).

— Le *Centre des* [redacted] *sociaux* dispose de la tribune libre sur FR 3 à 19 h. 40.

## MARDI 15 FÉVRIER

### CHAINE I : TF 1



**PROGRAMME MINIMUM :**

13 h., Journal ; 19 h. 20, Actualités régionales ; 19 h. 45, Eh bien raconte ; 20 h. Journal ; 20h. 30, A la poursuite des étoiles ; 21 h. 30, le Livre du mois.

### CHAINE II : A 2

De 13 h. 5 à [redacted] h., Program[redacted] ininterrompu [redacted] 15 h. [redacted] Aujourd'hui magazine)



[redacted] h. [redacted] Les [redacted] de l'écran... [redacted] : « Justice [redacted] faite », d'A. Cayatte (1950), [redacted] Cl [redacted] M. Auclair, R. [redacted] J. Castelot, J. Debucourt, J.-P. Grenier, V. Tessier. (N.).

*[redacted] hommes, [redacted] jurés pour un procès à Vers[redacted], réagissent au cas de l'accusée qu'ils ont à juger selon les événements de leurs vies privées respectives. Un scénario mélodramatique bien monté au service d'une thèse sur les faiblesses du système jud[redacted] français. Mise en scène et interprétations théâtrales et démonstratives.*

Vers 22 h., Débat : Les jurés.

*Avec MM. Hubert Mangin (président de chambre à la cour d'appel de Douai), Marcel Dorwlinges-Carter (avocat général à la cour d'appel de Paris), Jean-Marie Aussel (professeur de droit criminel à l'université de Montpellier), Mᵉ Badinter (avocat) et des télé[redacted]ateurs.*

[redacted] h. [redacted] Journal.

### CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures : « Voyage au-delà des vivants », [redacted] G. Reinhardt [redacted], [redacted] C. Gable, L. Turn[redacted] V. Mature, L. Calhern, O. E. Hasse.

*Formée à l'espionnage par un officier de l'Intelligence Service, une jeune femme est envoyée comme agent secret en Hollande occupée par les nazis. Mais on la soupçonne de trahison. Guerre, occupation, résistance et [redacted]. L'intrigue, compliquée, se promène entre Londres et la Hollande. Film dramatique et spectaculaire.*

22 h. 15, Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues : Sur Rosa Luxemburg, avec G. Hourdin et G. Badia ; 21 h. 15, *Musique de notre temps* ; 22 h. 30, Entretiens avec P. Walberg ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

20 [redacted] 30, En direct de l'Auditorium 104... Cycle de quatuors... Quatuor Lasalle : « Quatuor en ut majeur [redacted] 20, [redacted] 2 » (Haydn) ; « Quatuor 1964 » (Lutoslawski) ; « Quatuor opus 18 nᵒ 3 en ré majeur » (Beethoven) ; 23 h., Spike Jones par D. Caux ; 0 h. 5, Semaines musicales d'Ascona 1976. Chœur Monteverdi et Equale Brass Ensemble, direction J. E. Gardiner (Gabrieli, Gesualdo, Schütz, Purcell, Monteverdi, Locke, Bruckner).

## MERCREDI 16 FÉVRIER

### CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., programme ininterrompu (à 13 h. 35, les Visiteurs du mercredi).

20 h. 30, Téléfilm : « La vérité de Madame Langlois », de Cl. Santelli, [redacted] S. Flon [redacted] P. Mondy ; [redacted] h. 10, Journal.

### CHAINE II : A 2

En raison [redacted] mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par les syndicats [redacted]D.T., C.G.T. et *S.N.J.*, dans le [redacted] de leur semaine d'action, les programmes d'A 2 du 16 février risquent d'être modifiés.

20 h. 30, Série : Switch ; 21 h. 25, *Débat sur les municipales (sous réserve)* ; 22 h. 55, Jazz : Spécial Benny Carter, par J.-Ch. Averty ; 23 h. 25, Journal.

### CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Un film, un auteur : « Duel », de S. Spielberg (1972), avec D. Weaver, J. Scott, E. Firestone, L. Frizzell.

*Un représentant de commerce circulant en voiture sur les routes de Californie est poursuivi et traqué par un énorme camion.*

*Sur un scénario de Richard Matheson, un film dont le fantastique envoûtant naît des détails les plus réalistes.*

21 h. 55, Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h., La musique et les hommes : Berlioz et le requiem ; par A. Lester ; 22 h. 30, Entretiens avec... P. Walberg ; 23 h., De la nuit ; 23 h. [redacted] Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct du Théâtre des Champs-Elysées : Orchestre national de France, direction G. Ferro, avec V. Cortez, mezzo-soprano : « la Mort de Cléopâtre » (Berlioz) ; « Trois images » (Debussy) ; 23 h., Cantates de Webern (II)... Chœurs et orchestre symphonique de la B.B.C., direction P. Boulez... « Cantate nᵒ 1 pour soprano, chœur mixte et orchestre, opus 29 » ; 23 h. 30, La guimbarde, par C. Valaix ; 0 h. 5, Semaines musicales d'Ascona 1976... Membres de l'octuor de la Philharmonie de Berlin (Mozart, Beethoven) ; 1 h. 15, Trêve.

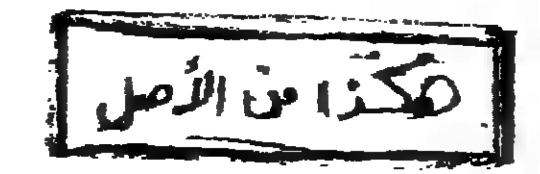


Culture

Une nouvelle fondation

Hôtel Rothschild 11, rue Berryer

PLUS DE SOIRÉES À TARIF RÉDUIT À L'OPÉRA ?



هكذا من الأصل



# ARTS ET SPECTACLES

## Culture

### Une nouvelle fondation

### Hôtel Rothschild 11, rue Berryer

● Il y [redacted] eu du remue-ménage [redacted] derniers temps [redacted] l'hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer. D'abord le Centre national d'art contemporain (CNAC) — qui n'existe plus en [redacted] tel, ses [redacted] rattachées au Centre Georges-Pompidou — quitte [redacted] lieux. En échange, s'y [redacted] le [redacted] de la création [redacted] du secrétariat [redacted] culture (chargé [redacted] 1 %, [redacted] la première exposition, bourses) qui vient [redacted] rue Saint-Dominique.

Enfin, l'hôtel [redacted] d'une nouvelle fondation : [redacted] Fondation [redacted] en décembre [redacted] nouvelle fondation en [redacted] (qui [redacted] officiellement reconnues) et dont [redacted] comme [redacted] domaines publics : la Fondation [redacted] Fondation Smith-Champion (la Maison des artistes de Nogent-sur-Marne) qui accueille une quarantaine d'artistes retraités [redacted] comporte [redacted] son parc plu-[redacted]

[redacted] plastiques, [redacted] donateurs, [redacted] pour [redacted] financiers [redacted] moraux, [redacted] faveur [redacted] plastiques, ainsi que [redacted] d'encouragement [redacted] arts graphiques [redacted] » (« J. O. » du [redacted] décembre).

[redacted] La première réunion du [redacted] d'administration de la Fondation qui [redacted] fin janvier (1) a déjà défini [redacted] grandes [redacted] qui [redacted] liaison avec [redacted] différents [redacted]taires de la rue Berryer : orga-[redacted] de manifestations et d'expositions, [redacted] et entretien de bâtiments [redacted] aux [redacted] que [redacted] et locaux d'exposition [redacted] : [redacted] salles de l'ex-C.N.A.C., où [redacted] présentée l'été prochain [redacted] rétrospective [redacted] Biennale de Paris) ; [redacted] d'exposi-[redacted] présenter [redacted] œuvres [redacted] qui ne [redacted] galeries, ni [redacted] afin [redacted] qui [redacted] pas [redacted] dans [redacted] l'art ; organisation [redacted] collo-[redacted] critiques, marchands ; création d'un [redacted] juridique qui permettrait [redacted] artistes [redacted] mieux [redacted] de défendre leurs droits sociaux, [redacted] invention pour eux d'activités [redacted] leur pro-[redacted] réguliers en dehors [redacted] l'enseignement [redacted] d'emplois [redacted] rapport avec [redacted] aussi pour le règlement des [redacted] commandes [redacted] que [redacted] lenteurs administratives [redacted] aux [redacted] grecques.

[redacted] Fondation [redacted] fonctionner comme [redacted] l'administration et les artistes, et se propo-[redacted] travailler [redacted] dégourdir, [redacted] amplifier, à renouveler des [redacted] en faveur des [redacted] par [redacted]

GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) [redacted] président [redacted] M. [redacted] Salvador, [redacted] d'État, président du [redacted] la [redacted] Paris ; [redacted] vice-présidents, [redacted] schild [redacted] M. Guy [redacted] artiste-pein-[redacted] la [redacted] artistes de Nogent ; [redacted] directeur, M. [redacted] Barbot, qui [redacted] participé, aux [redacted] An[redacted] du [redacted] tique.

### PLUS DE SOIRÉES [redacted] TARIF RÉDUIT A L'OPÉRA !

*Le directeur des Jeunesses musicales de France a été informé par l'Opéra que les soirées à prix réduit qui étaient réservées à l'Association étaient, désormais, supprimées. Cette décision est la conséquence de problèmes budgétaires : l'Opéra devra faire le maximum de recettes.*

*Selon une enquête effectuée auprès des J.M.F., 95 % des spectateurs du* Trouvère *avaient assisté à cette soirée en profitant du tarif spécial.*

## Cinéma

### « WELFARE », de Frederick Wiseman

Il faut [redacted] Jacques Robert, responsable du [redacted] d'Avignon [redacted] animateur d'une [redacted] parisienne d'art et [redacted] une [redacted] « culot » [redacted] nous montrer [redacted] depuis [redacted] semaines, [redacted] français, l'en-[redacted] de l'œuvre du documentariste américain Frederick [redacted] Curieusement, le public vient, [redacted] couvre [redacted] Amérique [redacted] du [redacted] hollywoodien.

*Welfare* (1976), [redacted] plus [redacted] huit [redacted] au *programme,* nous invite [redacted] le fonctionnement d'un [redacted] qu'on *appelle* [redacted] *Etats-Unis* [redacted] « *bien-être social* ». L'argent vient [redacted] du gouvernement [redacted] Washington. Pour [redacted] *ficier, il* [redacted] n'avoir [redacted] vingt-quatre [redacted] du travail, [redacted] bien souffrir d'une incapacité physique, ou bien [redacted] âprement [redacted] droit, [redacted] se [redacted] un [redacted] procès, [redacted] un goût [redacted] l'argumentation, une passion [redacted] n'avons [redacted] en France. [redacted] préposés [redacted] l'accueil contre-attaquent [redacted] *leurs possibilités dialectiques,* essaient [redacted] *parer* [redacted] *plus* juste.

Le portrait [redacted] cruel, impitoyable. [redacted] et Upton [redacted] l'auraient [redacted] désavoué. [redacted] loin, [redacted] le ton, [redacted] gauchir arbitrairement [redacted] règles [redacted] jeu, en [redacted] parler, protester, hurler [redacted] quémandeurs, [redacted] âges, [redacted] origines, [redacted] professions. Tel petit [redacted] un [redacted] de couleur [redacted] du racisme le plus éhonté ; [redacted] jeune [redacted] noire, venue [redacted] une demande d'indemnisation [redacted] mère, [redacted] le grand jeu- [redacted] un film [redacted] Shirley [redacted] ou de Daniel [redacted] ses [redacted] en désespoir [redacted]

Le spectacle, [redacted] en [redacted] dirait-on volontiers, acquièrent une qualité [redacted] quand [redacted] jeune femme *mince, alerte, chef de* [redacted] *vice,* [redacted] *l'orage* [redacted] *questions, pique* [redacted] une crise [redacted] Le *délire* s'installe, culmine [redacted] de [redacted] avec [redacted] intellectuel [redacted] mendicité, qui [redacted] attente, jette [redacted] visage [redacted] Nous [redacted] qu'un [redacted] trop exemplaire d'un Struggle [redacted] (lutte [redacted] vie) qui ne par-[redacted] aux [redacted] remonter aux causes, dépasser le constat épidermique.

*« Je n'entreprends aucun travail préalable de recherche,* explique [redacted] Wiseman, *la recherche c'est* [redacted] *tournage lui-même. Rien n'est* [redacted] *en scène. J'appelle mes* [redacted] : *le travail* [redacted] *montage* [redacted] *même que pour un* [redacted] *pièce.* »

LOUIS MARCORELLES.

★ [redacted] (v.o.).

## Rock

### Le bayou de Zachary Richard

*La musique cajun exprime, par* [redacted] cœur, [redacted] ventre, la [redacted]munauté [redacted] de la Louisiane, qui, plus [redacted] deux siècles après avoir [redacted] chassés du [redacted] Anglais, ont [redacted] garder [redacted] ethnique, [redacted] intacte une qualité de [redacted] *liée à la nature, un parler hérité directement du vieux français* [redacted] picards du dix-septième [redacted] une [redacted] générosité, une conception de [redacted] qui [redacted] assez bien par l'expression de [redacted] Craig, un [redacted] Cajun [redacted] Saint-Martinville : « [redacted] *bon* [redacted] *rouler.* » [redacted] Joseph [redacted] *premier* [redacted] enregis-[redacted] *disques cajuns.* Aujourd'hui, [redacted] encore beaucoup [redacted] musiciens, [redacted] Merlin Fontenot, qui jouent [redacted] la [redacted] et [redacted] bal [redacted] la [redacted] D'autres (Jimmy [redacted] Doug *Kershaw)* se [redacted] Nashville. *Mais* Zachary [redacted] né [redacted] vingt-cinq ans au nord de [redacted] Fayette, [redacted] l'un des rares jeunes Cajuns qui revendiquent fièrement [redacted] communauté dans [redacted] musique.

Un premier album de Zachary Richard — *le Bayou des mys-*[redacted] — vient [redacted] Il [redacted] *criant d'authenticité, plein de pu-*[redacted] *sa musique* [redacted] *qui cache une profonde* [redacted] *Zachary Richard* [redacted] chante et joue de l'accordéon dans ce style cajun qui a reçu une [redacted] — celle du [redacted]

Zachary [redacted] à [redacted] dernier, [redacted] la Vieille Grille. Il est reparti prendre des [redacted] en Louisiane, mais re-[redacted] en mars au [redacted]

G. F.

[redacted] « *Le Bayou des mystères* », [redacted] C.B.S. [redacted] 342.

## En bref

### Cinéma

● « BLUE JEANS », de Hugues Burin [redacted] — Capri, [redacted] Champs-Elysées, [redacted] Opéra, [redacted]laxie, [redacted] Montparnasse, [redacted] Saint-Charles, Moulin-Rouge.

Comme [redacted] *les petites Anglaises,* [redacted] lycéens [redacted] *pour perfectionner leur* anglais. [redacted] *traditionnel, le vantard,* [redacted] *déluré,* [redacted] puis [redacted] romantique qui [redacted] meurtri [redacted] *l'aventure* britannique. Blessure du [redacted] à l'infidélité, à la [redacted] d'un copain plus [redacted] en qui il [redacted] cru [redacted] « grand [redacted] » dont on rêve à [redacted] du corps, [redacted] provoqué par les [redacted] impose un [redacted] ses professeurs.

[redacted] dommage [redacted] Hugues Burin [redacted] Roziers, qui a [redacted] la [redacted] (et qui [redacted] parfois se souvenir *du Peyrefitte* [redacted] *du Montherlant* [redacted] *la Ville),* soit [redacted] en deçà [redacted] *sujet* [redacted] *film. Pour* [redacted] la fragilité, la [redacted] d'un [redacted] en train de [redacted] un homme, il trouve des [redacted] justes, [redacted] images émouvantes. Malheureu-[redacted] ces [redacted] images [redacted] perdent [redacted] chronique émaillée [redacted] et où [redacted] sont [redacted] et odieux. Julien, le [redacted] *Jeans,* [redacted] environnement *conventionnel.* [redacted] *fraîcheur,* sa naï-[redacted] nous [redacted] *aimer.*

[redacted] DE BARONCELLI.

U.G.C. [redacted] v.f., [redacted] v.o.) - REX (v.f.)
U.G.C. [redacted] (v.f.) - BIENVENUE-MONTPARNASSE (v.f.)
CLUNY ECOLES (v.f.)

[redacted] v.f. : [redacted] Cyrano - [redacted] (Carrefour) - [redacted] - [redacted] Artel - [redacted]
ARGENTEUIL Gamma - [redacted] Les [redacted]




## Théâtre

### « FALSTAFE » A L'ODÉON

Marcel Maréchal et [redacted] Novarina présentent la [redacted]mière partie de *l'Henri IV,* [redacted] Shakespeare, [redacted] y inter[redacted]t les scènes [redacted] la deuxième partie où [redacted] pour son beau film, *Falstaff,* [redacted] découpage.

L'adaptation [redacted] Valère Novarina est fidèle au récit, à ses incidences cocasses. La traduction rajeunit le texte : celui-ci perd la rosée, les étoiles, les ronces mystérieuses, de Shakespeare, mais il devient plus accessible à un nombreux public de 1977 : les paroles sont plus simples, et après tout cette adaptation n'a été faite que pour mettre en vedette le personnage de Falstaff, formidable clown, et pour servir à Maréchal [redacted] rôle en or.

*Ce Falstafe,* puisque [redacted] orthographe voulue par Novarina, [redacted] *un succès enjoué, gai, dynamique :* [redacted] l'applaudir, après les Marseillais.

Marcel [redacted] remplit à pleins [redacted] le [redacted] Toutes les tonalités de mime [redacted] phrasé défilent, [redacted] coulées, [redacted] plus méchantes [redacted] plus [redacted] Chat, souris, lion, tonnerre, [redacted] d'an-[redacted] mieux, sur les décors [redacted] d'habitude vilains de Dominique Borg, que l'ondoyant [redacted]hal a imposé au reste de l'interprétation (vingt-cinq actrices et acteurs, s'il vous plaît) un jeu d'un seul bloc, classique.

Néanmoins Jany Gastaldi (le prince) a des brusqueries, elle stylise, elle cherche à s'échapper vers les déraisons du rôle : le couple Falstaff - le prince, si chaleureux chez Shak[redacted], en devient moins passionnel ; mais c'est imputable [redacted] Maréchal d'abord, dont le Falstafe, en aparté, fait feu de tout bois (rajoutant [redacted] petit [redacted] bois, s'il en manque), [redacted] son propre plaisir [redacted] celui [redacted] public.

MICHEL COURNOT.

[redacted] Odéon, 20 h. 30.

## Festivals

### Un carnaval aux Arcs

Un drôle de pot-pourri, ce « premier carnaval international des neiges », qui a commencé le 12 février aux Arcs pour s'achever samedi prochain. Comme s'il [redacted] à [redacted] ni entre les genres ni les publics.

Dimanche, sous un soleil inespéré, s'étaient avancés les premiers masques de Mulhouse. Masques casqués de gris, battant le tambour et portant au cou une tête noire pendue à une énorme chaîne. Derrière, marchait la condamnée à mort, vêtue de blanc, suivie des pingouins géants titubant dans la neige. On pouvait lire dans leur dos ces inscriptions inattendues : *« Votez R.I., votez P.S., votez P.C... »* Puis il y eut le char de Metz, monté sur un traîneau et transportant des souvenirs coloniaux, deux palmiers-dattiers, une Africaine et des mitrai[redacted] sorcières [redacted] Lille, [redacted] aux yeux crevés, aux visages pleins de pustules, qui effrayaient [redacted] : Jeanne d'Arc « [redacted] », [redacted] un per-[redacted] au salon [redacted] un char portant [redacted] en [redacted] Enfin, [redacted] boulanger [redacted] Malmedy, des fanfares, des grelots [redacted] curés [redacted]

C'était joli, [redacted] couleurs qui glissaient dans la blancheur, et les gens applaudissaient les douze villes de France, de Belgique, d'Allemagne, d'Italie et de Suisse, qui étaient venues apporter là, entre les immeubles modernes de dix étages et les remonte-pentes, une image réduite de leur propre folie.

[redacted] joli, [redacted] parler d'une [redacted] quand [redacted] s'apparente [redacted] ouverte-[redacted] opération de promotion ? Et les prom[redacted] n'avaient pas su choisir : en [redacted] des défilés de chars, des mascarades et des ballets de feu dans [redacted] la neige, ils [redacted] organisé parallèlement des manifestations [redacted] plus [redacted] directement de Paris, par un « train spécial », une centaine de journalistes et de vedettes du théâtre, de la chanson et du cinéma pour suivre deux ou trois projections de films inédits, des spectacles de café-théâtre, tout le monde était venu gratuitement, les premiers étant censés découvrir les seconds au bénéfice de tout le monde, et de la station.

Ce n'était plus une petite fête locale, mais le lancement savamment pensé d'une station modèle pour cadres, avec des bals masqués le soir dans le plus grand hôtel des Arcs. Une fête ostentatoire, où le meilleur spectacle prenait une allure équivoque, comme si les traditions populaires, le travail solitaire des uns, l'humour des autres, ne servaient plus qu'à vendre des appartements.

On ne parlerait pas de cette opération publicitaire réussie, s'il *ne s'était opéré cette sorte de* glissement inquiétant de la culture. Mais, au milieu de la musique folle du groupe Via Brasil, des petits spectacles de café-théâtre « *Pourquoi pas moi ?* » (avec Catherine Allégret et Evelyne Grandjean) ou « *Pardon, j'm'escuse* » (avec Bruno Garcin), au milieu de la présentation des collections de Paco Rabanne, deux seuls spectacles échappaient à ce climat : les marionnettes du Guignol [redacted] Lyon et « *Gros Câlin* », avec Pierre Leenhardt (d'après l'œuvre d'Émile Ajar) : [redacted] hurlement [redacted] absolu, exceptionnel. — C. H.

[redacted] Une délégation de la section Provence-Côte d'Azur [redacted] l'Action pour le [redacted] (A.J.T.) a occupé [redacted] la direction régionale [redacted] d'A[redacted] lundi 14 [redacted] jusqu'à ce que les forces de l'ordre interviennent. Les manifestants [redacted] et feront l'objet [redacted] un ren-[redacted] l'immédiat, [redacted] rencontre [redacted] Brajot, directeur du théâtre au secrétariat d'État à la culture.

MERCREDI

PARIS - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MARIVAUX - CAPRI GRAND BOULEVARD - MOULIN-ROUGE - BOULMICH' - PARAMOUNT MONTPARNASSE - [redacted] ORLÉANS - PARAMOUNT GALAXIE
Périphérie : ÉLYSÉES 2 - PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT Orly - PUBLICIS Défense - BOXY Val-d'Hyères - [redacted] Versailles - C2L Saint-Germain - MÉLIÈS [redacted] - ALPHA Argenteuil - CARREFOUR Pantin - ARTEL Villeneuve-St-Georges

PARIS - PASSY - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MARIVAUX
CAPRI GRAND BOULEVARD - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ODEON
PARAMOUNT MONTPARNASSE - PARAMOUNT ORLEANS - PARAMOUNT GALAXIE
et Périphérie









# CALENDRIER DES CONCERTS

| | |
|---|---|
| EGLISE ST-GERMAIN-DES-PRES. Mercredi 16 février à 20 h. 30. Loc. : Durand, 3 FNAC (P.e. Werner.) | VIVALDI — DIXIT — Beatus Vir — [illegible] — CHOEUR NATIONAL — Orch. Univers. Paris-Sorbonne — Dir. : J. GRIMBERT |
| EGLISE ST-THOMAS D'AQUIN. Mardi 15, Mercredi 16 février à 20 h. 30. Loc : Durand, 3 FNAC (P.e. Werner.) | LIONEL ROGG — Cycle BACH — Toccatas et Fugues, Son. — Petit Livre d'orgue — Fantaisies et [illegible] |
| SALLE GAVEAU. Mercredi 16 février à 21 h. 15 (Dandelot.) | Unique récital JEANNE-MARIE DARRÉ — Chopin - [illegible] - Liszt |
| EGLISE des BILLETTES 24, rue des Archives. Jeudi 17 févr. à 20 h. 30. Dimanche 20 février à 17 h. 45 (P.e. Kiesgen.) | PANORAMA de la GUITARE — Jean-Pierre JUMEZ |
| SALLE PLEYEL. Jeudi 17 février à 20 h. 30 (Valmalète.) | Récital ERIC HEIDSIECK — BACH - BEETHOVEN - LISZT — CHOPIN - SCHUBERT |
| SALLE PLEYEL. Lundi 21 février à 20 h. 30 (Valmalète.) | DIETRICH FISCHER-DIESKAU — Hugo WOLF — GOETHE LIEDER — avec le concours de W. SAWALLISCH |
| LE PALACE 8, rue du Fg-Montmartre. Lundi 21 février à 18 h. 30. PALAIS des CONGRES Salle Bleue. Mardi 22 février à 18 h. 30 (P.e. Valmalète.) | CONCERTS DU MARDI — LUNDIS DU PALACE — J. BERBIE (mezzo-soprano), T. ADAMOPOULOS (alto), E. BALMAS (violon), P. BOUFIL (violoncelle), P. BRIDE (violon), M. DEBOST (flûte), M. DELANNOY (contrebasse), G. BUSURMONT (clarinette), J.-P. LAROQUE (basson), N. LEE (piano), G. MAUGRAS (hautbois) — Saint-Saëns : Caprice op. 79 — Chausson : Chanson perpétuelle — Ravel : Shéhérazade, Histoires naturelles — Stravinski : Pribaoutki |
| SALLE GAVEAU. Mardi 22 février à 21 h. 15 (P.e. Dandelot.) | SOIRÉE MOZART — Orch. de Chambre de Caen — Direction : Jean-Pierre DAUTEL — avec le Duo de Pianos BILLARD - AZAÏS |
| SALLE GAVEAU. [illegible] (Valmalète.) | Orch. de Chambre de Munich — Direction : Hans STADLMAIR — Sol. Nicole AFRIAT — MOZART |
| SALLE PLEYEL. Lundi 28 février à 20 h. 30. Loc : Salle, Durand, 3 FNAC et Agences (P.e. Valmalète.) | CONCERTS BARG présentent « GRANDS CONCERTS PLEYEL » — Orchestre [illegible] Chorale — PAUL KUENTZ — Sol. Maria-Joao PIRES — D. CHARPENTIER — B. BRINKMANN - F. BARDOT — P. D'HOLLANDER — REQUIEM DE MOZART |
| SALLE PLEYEL. Mardi 1er mars à 21 heures (Valmalète.) | ALAP et LUMBROSO présentent récital SVIATOSLAV RICHTER — BEETHOVEN |
| SALLE PLEYEL. Mercredi 2 mars à 21 heures (Kiesgen.) | BERNARD FLAVIGNY — BEETHOVEN : Var. Diabelli — [illegible] : Intégr. Etudes |
| THEATRE des CHAMPS-ELYSEES. Jeudi 3 mars à 20 h. 30 (Valmalète, p.e. [illegible]) | BACH — INTEGRALE DES TOCCATAS — CONCERTO ITALIEN — par [illegible] POMMIER |
| THEATRE des CHAMPS-ELYSEES. Vendredi 4 mars à 21 heures [illegible] | Gala [illegible] Lion's-Club (Paris-République) — Duo Danse et Piano NOELLA PONTOIS 1re [illegible] étoile de l'Opéra — Gala du Lion's Club — CYPRIEN KATSARIS — Mozart - Schubert - Chopin — Grieg - Rachmaninov - Liszt |
| SALLE PLEYEL. Lundi 7 mars à 20 h. 30. Loc. : Salle, Durand, 3 FNAC et Agences (P.e. Valmalète.) | CONCERTS BARG présentent « GRANDS CONCERTS PLEYEL » — Ens. Instrumental de France — Leader : J.-P. WALLEZ — Sol. Aldo CICCOLINI — MOZART |
| SALLE PLEYEL. Mardi 8, Jeudi 10 mars à 21 heures (Kiesgen.) | Deux récitals WILHELM KEMPFF — 8-3 : BEETHOVEN (4 Son.) — 10-3 : BACH - MOZART — SCHUBERT - W. KEMPFF |

# CONCERTS Radio France

## MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE Grand Auditorium, Mardi 15 février à 20 h. 30 — QUATUOR LASALLE — Haydn - Lutoslawski — Beethoven

## ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE des CHAMPS-ELYSEES, Mercredi 16 février à 20 h. 30 — Dir. : Gabriele FERRO — [illegible] : Viorica CORTEZ — BERLIOZ-DEBUSSY

## MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE Auditorium 105, Lundi 21 février à 20 h. 30 — Ens. de Musique de Chambre de l'ORCH. NATIONAL DE FRANCE — Ensemble « Musica Mosaïca » — Trio à cordes de Paris — W. Chodack — SCHUBERT, R. TESSIER — SCHUMANN

## RADIO SINFONIEORCHESTER STUTTGART

THEATRE des [illegible]EES, Mardi 22 février à 20 h. 30 — SERGIU CELIBIDACHE — [illegible] : [illegible]

## MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE Grand Auditorium, Jeudi 24 février à 20 h. 30 — QUATUOR VIA NOVA — DEBUSSY - LIGETI — BEETHOVEN

## PRESTIGE DE LA MUSIQUE

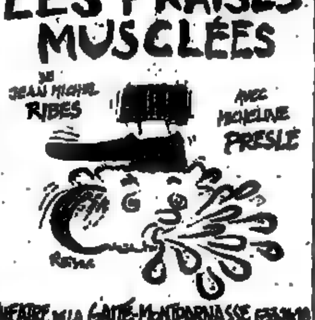
SALLE PLEYEL, Vendredi 25 février à [illegible] heures — WAGNER TANNHAUSER — H. Becker, J. Altmeyer, R. Wagemann, W. Brendel, N. Hillebrand, T. Lehrberger — NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE — Dir. : Rolf REUTER

## NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-FRANCE Grand Auditorium, [illegible] 26 février à 20 h. 30 — [illegible] : H.-L. KIRSCH — Solistes : F. Fontier, J. Estournet, B. Milési — GESUALDO - MOZART — VIVALDI - SCARLATTI

[illegible] : RADIO-FRANCE, [illegible]

PREMIÈRE CE SOIR VENDREDI




26, rue de la Gaîté, Paris (14e) Métro Montparnasse, Edgar-Quinet, Gaîté

# SPECTACLES

Pour [illegible] renseignements [illegible] l'ensemble des programmes ou [illegible]
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 [illegible] à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**Mardi 15 février**

# théâtres

### *Les salles subventionnées*

Opéra, [illegible] h. 30 : Don Juan.
Comédie-Française, 20 [illegible] : la Terre d'eau.
Odéon, 20 h. 30 : Falstafe.
TEP, 20 h. 30 : l'Otage.

### *Les salles municipales*

Châtelet, 20 h. 30 : Volga.
Nouveau Carré, Papin, I, [illegible] h. : [illegible] Shakespeare. — II, 20 [illegible] : Emma [illegible] 21 h. : la Dame de la mer.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Carolyn Carlson ; 20 h. 30 : les Brigands.

### *Les théâtres de Paris*

Air-Libre Mont[illegible]e, 20 h. 30 : La prochaine fois, je vous le chanterai.
Antoine, 20 h. 30 : [illegible] ribles.
Arts-Hébertot, 20 h. [illegible] : l'[illegible] des cocottes.
Atelier, [illegible] h. : [illegible] de vapeur.
Athénée, 20 h. 30 : Equus.
Biothéâtre-Opéra, 21 h. : la [illegible]
[illegible], 20 h. [illegible] : la Nuit de l'Iguane.
[illegible] de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, [illegible] h. [illegible] : La jeune [illegible] lune [illegible] une [illegible] bras.
[illegible] Caumartin, [illegible] h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Elysées, [illegible] 45 : Chers oiseaux.
Daunou, 21 h. : le Portrait de Dorian Gray.
Edouard-VII, [illegible] h. : [illegible] l'Amour de la liberté ; [illegible] h. : Amphitryon 38.
Espace Cardin, 21 h. : Freaks Society.
Fontaine, 21 h. : Grandeur et misère de Marcel Barju.
Gaîté-Montparnasse, 20 h. 30 : les [illegible] musclées ; 22 h. 45 : Croquez le melon.
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Une aspirine pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques, t'as plus rien maintenant.
Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.
Mathurins, 20 h. 45 : les Mains sales.
Michel, 21 h. 10 : Joyeux anniversaire.
Michodière, 20 h. 45 : Acapulco, Madame.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, l'année prochaine.
Mouffetard, 20 h. 30 : Oraison.
Nouveautés, 21 h. : Nina.
Œuvre, 20 h. 45 : le Scénario.
Palace, 22 h. : Just a quick sweet dream.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Plaisance, 20 h. 45 : la Reine de la nuit.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac et la Sage-Femme.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et le Boucher.
Studio des Champs-Elysées, 20 h. 45 : les Dames du jeudi.
Studio-Théâtre 14, 21 h. : Médée.
[illegible], 20 h. 30 : la [illegible] de Socrate.
Théâtre de la Cité internationale, la Resserre, 21 h. : Deux. — Grand Théâtre, 21 h. : Fantasio. — [illegible] Galerie, 21 h. : la Paix.
[illegible] h. 30 : Yvonne, princesse de [illegible]urgogne.
[illegible] d'Edgar, 20 h. 30 : Guyette Lyr.
Théâtre [illegible]on, 20 h. 30 : la Tentation occidentale.
Théâtre du Manitout, 18 h. : Vitro-[illegible] ; 20 h. 15 : [illegible] Michel.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Electre.
Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Harold et Maude. — Petite salle, 20 h. 30 : Madame de Sade.
Théâtre de Paris, 21 h. : Splendeur et mort de Joaquin Murieta.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : [illegible] dans la nuit de Zelda.
Théâtre de la Péniche, 20 h. 30 : J.-P. Farré chante.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : le Pavé [illegible] l'ours ; le Tombeau d'Achille.
Théâtre [illegible] la Rue-d'Ulm, [illegible] h. [illegible] : Brand.
Tristan-Bernard, 20 h. 30 : Antoine et Cléopâtre.
Troglodyte, 21 h. : [illegible]gonone.
Variétés, [illegible] h. 45 : [illegible] de Broadway.

### *Les [illegible] de banlieue*

Athis-Mons, 21 h. : les Ménestriers.
Gennevilliers, 20 h. 45 : les Paysans.
Gif-sur-Yvette, CESI, 21 h. : la Mort blanche.
Ivry, [illegible] d'Ivry, [illegible] h. : [illegible]
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe, 19 h. 30 : la Surface de réparation. — Grande salle, 19 h. 30 : François Béranger.
Saint-Germain-en-Laye, église, 21 h. : [illegible] et [illegible] du [illegible] dir. P. Merle-Portalès ; [illegible] flûte (Bach).
Arts-et-Métiers, 20 h. 30 : Soirée [illegible] : Juliette).
[illegible] Théâtre, 21 h. : Ulysse.
Versailles, Théâtre Montansier, 21 h. : Tartuffe.
Yerres, Centre culturel, 21 h. : Rythmes du jour.

### *Les concerts*

Palais des congrès, 18 h. 30 : M. Nordmann, harpe (Shmitt, Roussel, Debussy, Ravel).
Théâtre Montparnasse, [illegible] h. 30 : S. Maroto, guitare (de de Falla à A. Yupanqui).
Arts-et-Métiers, 20 h. [illegible] : [illegible] disque (B. Martinu : Juliette).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : U. Reinemann, baryton, et Ch. Ivaldi, piano (Schumann, Brahms).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 20 h. 30 : Lionel Rogg, orgue (Bach).
Maison de la radio, 20 h. 30 : Quatuor Lasalle (Haydn, Lutoslawski, Beethoven).
Eglise Saint-Séverin, 20 h. 45 : Consort Orpheus (Vivaldi).
Théâtre Mouffetard, 22 h. : Mandukа (musique du Brésil).
[illegible] des Blancs-Manteaux, 21 h. : Chorale Audite Nova de Paris, dir. J. [illegible] ; G. Guilliard, orgue [illegible] la Renaissance à nos jours).

### *Jazz, pop' [illegible] rock*

Campagne-Première, 20 h. 30 [illegible] 22 h. 30 : Django Edwards.
Théâtre Fontaine, 18 h. 30 : Ripoche.
Volume 44, 21 h. : Assum.
American Center (Raspail), 21 h. : Claude Cagnasso, Big Band.
Riverbop-Jazz-Club, 22 h. : Toca [illegible] Ricardo.

### *La danse*

Voir Théâtre de la Ville.
Palais des sports, 20 h. 30 : [illegible] Noureev et [illegible] Ballet [illegible] Canada.
Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : les Ballets de la Cité (Aléfa).
Théâtre des [illegible]amps-Elysées, 20 h. 30 : le Ballet du XXe siècle Maurice Béjart (le Molière imaginaire).
Studio Chandon, 21 h. : Tulipe de la nuit.

# cinémas

Les films marqu[illegible] (*) [illegible] interdits aux moins [illegible] (**) [illegible] de dix-huit [illegible]

### *La cinémathèque*

[illegible]

### *Les exclusivités*

A CHACUN [illegible] (Fr.) (**) : A.B.C., [illegible] (236-55-54) ; Cluny-Pa[illegible] (033-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Français, [illegible] (770-33-[illegible]) ; Montparnasse-83, [illegible] (544-14-27) ; [illegible] (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Les Images, [illegible] (522-47-94).
[illegible] ROUGE (Fr.) : Quin[illegible] 5e [illegible].
[illegible] ET MECHANTS (It.), [illegible] : Saint-Germain-Hu[illegible] (633-87-59) ; [illegible] (359-92-82) ; v.o.-v.f. : [illegible] Templiers, 3e [illegible]
[illegible] (A.), [illegible] (359-15-71) ; v.f. : Rex, [illegible] (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; [illegible] 14e (328-41-02) ; Mistral, 14e [illegible] 52-43) ; [illegible] (206-71-33).
[illegible] OU LA [illegible] (Fr.) : U.G.C.-Odéon, [illegible] 71-08) ; Biarritz, [illegible] (723-69-23) ; Bilboquet, [illegible] (222-87-23) jusqu'à J. ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; [illegible] (288-99-75) ; Magic-Convention, [illegible] (828-20-64).
[illegible] (Fr.) (*) [illegible] 5e (033-72-71) ; U.G.C.-Marbeuf, [illegible] (225-47-71), jusqu'à J. ; Paramount-Opéra, [illegible] (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
[illegible] (Ang.), [illegible] 6e (633-79-38) ; Colisée, [illegible] (359-29-46) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, [illegible] (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; [illegible]
CASANOVA, UN [illegible] A [illegible] (It.), v.o. : Paramount-Marivaux, [illegible] (266-55-33) ; Dragon, [illegible] (548-54-74) ; [illegible] 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, [illegible] (359-36-14) ; v.f. : [illegible] Pasquier, [illegible] (387-35-43) ; [illegible] (331-51-16).
[illegible] DE [illegible] (Fr.) : Paris, [illegible] ; [illegible]ville, 9e (770-72-86).
COCORICO, MONSIEUR POULET (Fr.) : St-Séverin, 5e (033-50-91) ; Haussmann, 9e (770-47-55) ; Olympic, 14e (542-67-42).
CRIA [illegible] (Esp. [illegible]) : Hautefeuille, 6e [illegible]
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Arlequin, 6e (548-62-25) ; Studio J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Gaîté, 13e (326-99-34) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; v.f. : Paramount-Mari[illegible], 2e (266-55-33).
LE DESERT DES TARTARES (Fr.) : [illegible] ; Impérial, 2e (742-72-52) ; [illegible] Rive-[illegible] 6e (548-26-36) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Nations, 12e (343-04-67) ; [illegible] (331-51-16) ; [illegible] 18e (734-42-96).
[illegible], LA DANSE DE LA VIE (A., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
L'EMPIRE [illegible] SENS (Jap., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; [illegible] 8e (359-52-70).
ERIC [illegible] ET [illegible] AUTRES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, [illegible] (225-47-19).
L'ESPRIT [illegible] LA RUCHE (Esp., v.o.) : [illegible] Studio, [illegible] 42-72) ; 14-Juillet-Parnasse, [illegible] ; Saint-Lazare [illegible] 8e (387-35-43) ; [illegible] 11e (357-90-81).
LA FOLLE ESCAPADE (A., v.o.), [illegible] Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, [illegible] (236-83-93) ; Ermitage, 8e, en mat. ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Cluny-Ecoles, [illegible] 30-12) ; Bienvenue-Montparnasse, [illegible]
LE GANG (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Publicis St-Germain, 6e (222-[illegible]) ; [illegible] 8e (359-19-08) ; [illegible] Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; [illegible] 14e (331-51-16) ; Pa[illegible]-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, [illegible] (387-50-70) ; Gaumont-[illegible] 20e (797-02-74).
LE GRAPHIQUE DE BOSCOP (Fr.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LE GRAND ESCOGRIFFE (Fr.) : [illegible] (359-29-46).
JONAS QUI AURA [illegible] EN L'AN 2000 (Suis.) : Studio [illegible] la Harpe, 5e (033-34-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LE JOUET (Fr.) : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, [illegible] 92-82).
LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e [illegible]-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e [illegible] 24-24) ; [illegible]in-Rouge, 18e (606-34-[illegible]) ; Jusqu'à J. : Paramount-Montmartre, 18e [illegible], à partir de V. [illegible] 71-33).
[illegible] (A.) [illegible] : Balzac, 8e (359-52-70) ; V.f. : Capri, [illegible] (508-11-69) ; [illegible]-Opéra, 9e [illegible] 34-37) ; Paramount-Galaxie, [illegible] (580-18-03) ; Paramount-Montpar[illegible], [illegible] (326-22-17) ; Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
LACHE-MOI [illegible] (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; [illegible] (343-19-29) ; Fauvette, [illegible] (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; [illegible]onne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MAMAN [illegible] VA AU CIEL (All., v.o.) : le Marais, [illegible] (278-47-86), à part. [illegible] 16 h. ; [illegible] (326-80-25).
LA [illegible] TRIOMPHALE (It., v.o.) (**) : [illegible] 5e (033-35-40) ; Elysées-[illegible] (359-36-14) ; Olympic, [illegible] (542-67-42) ; V.f. : [illegible] 2e (233-39-66) ; Montpar[illegible] (544-14-27) ; St-Lazare-Pasquier, [illegible] (387-35-43) ; [illegible] 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, [illegible] (522-37-41).
1900 (It., v.o.) (2e partie) (**) : Styx, 5e (633-08-40) ; V.f. : Templiers, 3e (272-94-56) ; Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
NOUS NOUS [illegible] (It., v.o.) : [illegible] (633-10-82).
L'OMBRE DES [illegible] (Suis., [illegible] allem.) : Mac-Mahon, 17e [illegible] 24-81) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA [illegible] DU BOUT DU [illegible] (Fr.-can., v. angl.) : Quartier-Latin, [illegible] (326-84-65) ; St-[illegible] (326-79-17) ; [illegible] (359-92-84) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; V.f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Lumière, [illegible] (770-84-[illegible]) ; Nation, 12e (343-04-67) ; [illegible]mont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE PRETE-NOM (A., v.o.) : [illegible]main-Village, 5e [illegible] ; Panthéon, 5e (033-15-04) ; France-Elysées, [illegible] (723-71-11) ; Studio Raspail, [illegible] ; V.f. : Gaumont-[illegible] ; Athéna, 12e (343-07-48) ; [illegible]tion, [illegible] (828-42-27).
RAID SUR ENTEBBE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Balzac, 8e (359-52-70).
LES RESCAPES DU FUTUR (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) jusqu'à J. ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, [illegible] (326-22-17).
LA REVANCHE D'UN HOMME NOMME [illegible] (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, [illegible]-30-12) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; V.f. : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Liberté, 12e (343-10-39) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; jusqu'à J. : Mistral, [illegible] (539-52-43) ; Cl[illegible], [illegible] 37-41) ; Convention-Saint-Charles, 15e [illegible]
LES REVOLTES DE L'AN 2000 (Esp., v.o.) (**) : U.G.C.-Danton, [illegible] (329-08-18) ; V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-[illegible]) ; Lord-Byron, 8e (225-03-21) ; [illegible] (343-01-59) ; [illegible]
LA ROSE ET LA FLECHE (Ang., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; V.f. : Capri, [illegible] (508-11-[illegible]) ; Boul'Mich', 5e (033-48-29), jusqu'à J. ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Convention-St-Charles, [illegible] (577-09-70), jusqu'à J. ; Paramount-[illegible], 17e [illegible]-24-24).
SALO (It., v.o.) (**) : Studio de la Contrescarpe, 5e [illegible]
SANTHALA, NAISSANCE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, [illegible] (326-48-18) à 12 h. et 13 h.

NOUVEAU [illegible] MONFORT — [illegible] HEURES — [illegible] rue Papin - Tél. [illegible] — Papin 2
**EMMA SANTOS**
DERNIÈRE LE 26 FÉVRIER

théâtre de la tempête cartoucherie 328 36 36
**Aléfa.** mise en espace catherine atlani d'après la cité fertile d'andrée chédid

Un jeu perpétuel [illegible] mouvements, de voix, de musique et [illegible] mots. [illegible] - M.O.D.

Une manière [illegible] idées et non plus sur des musiques. Paris-Normandie R.B.

L'œuvre atteint [illegible] poétique qui lui est propre. Rouge - Isa D.

Une chorégraphie rigoureuse. La musique et [illegible] encore l'étrangeté du [illegible]. [illegible] de la danse - A.P. Hersin.

ELYSÉES LINCOLN - QUINTETTE - OLYMPIC ENTREPOT — 14-JUILLET PARNASSE

**PIANO ★★★★ 77**

| | |
|---|---|
| Lundi 28 février, à 20 h. 30 — MALCOLM FRAGER — [illegible] SCHUMANN [illegible] | Mardi 1er mars, à 20 h. [illegible] — LILI KRAUS — BEETHOVEN SCHUBERT |
| Lundi 7 mars, à 20 h. 30 — MURRAY PERAHIA — [illegible] MOZART [illegible] SCHUMANN | Mercredi 9 mars, à 20 h. 30 — PASCAL ROGÉ — SCHUBERT LISZT |

THEATRE [illegible] CHAMPS-ELYSEES (Loc. Théâtre et Agences)




succès oblige
PROLONGATION
**la surface de réparation**
de Raymond Dutherque
par [illegible] Compagnie Granier-Rauth

un théâtre de liberté, où le plaisir de jouer est partagé par le public. LE MONDE

location ouverte 243.00.59
59, Bd J.-Guesde-FNAC-agences
métro saint-denis-basilique




BOUFFES DU NORD 209 FBG ST-DENIS PRIX 16 F ET 25 F
LOCATION AU THEATRE ET PAR TELEPHONE 280.28.04

A PARTIR DU 22 FÉVRIER




au Théâtre de la Porte Saint-Martin
**LOIN D'HAGONDANGE**
de Jean-Paul Wenzel
mise en scène : Patrice Chéreau

# SPECTACLES

SARTRE PAR LUI-MEME (Fr.) : [redacted] Marais, 4e (278-47-86).
SŒURS DE SANG (A., v.o.) (**) : U.G.C.-Danton, 6e (328-08-18), Marbeuf, [redacted] ; v.f. : U.G.C.-Opéra, [redacted] (261-50-32). Maxéville, 9e (770-72-86) Mistral, 14e (539-52-43).
SUNDAY TOO FAR AWAY (Aust., v.o.) : la [redacted] 7e (705-12-15)

## Les films nouveaux

[redacted] JOURNEES [redacted] DANS [redacted] ARBRES, film français de Marguerite Duras Quintette, 5e (033 - [redacted] - [redacted] 14-Juillet-Parnasse, [redacted] ([redacted] 58-00). Elysées-Lincoln, 8e [redacted] 36-14). Olympic [redacted] 67-42).
[redacted] SECONDE EPOUSE, film [redacted] de Salah Abu Seif [redacted] : Jean-Renoir, [redacted] (874-40-75).
GIACOMO MATTEOTI, film italien [redacted]. La [redacted] 5e (337-90-90) 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42)
PROVIDENCE, film [redacted] v ang [redacted] (073-97-52), U.G.C.-[redacted] (325-71-08). Biarritz, [redacted] (723-69-23) : v.f : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32). Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Bien-[redacted] 15e (544-25-02).
CŒUR [redacted] VERRE, film [redacted] v.o. [redacted] Ursulines, [redacted] U.G.C.-Odéon, [redacted] (325-[redacted] Biarritz, [redacted] (723-69-23). U.G.C.-Opéra, [redacted] (261-[redacted] Bretagne, [redacted] (222-57-97) U.G.C.-Marbeuf, [redacted] (225-47-19). Convention Saint-Charles, 15e (577-09-70)
WELCOME TO [redacted] ANGELES film américain d'Alan Rudolph, v.o. : Quintette, 5e [redacted] 35-[redacted]). Monte-Carlo, 8e (225-09-[redacted]), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42)
CENTRE TERRE, 7e CONTINENT film américain [redacted] Connor, v.o : Luxembourg, [redacted] (633-97-77). Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-[redacted]), Mi[redacted], 14e (326-41-02). Mistral, 14e (539-52-43) [redacted] Saint-Charles, [redacted] (577-09-70). Murat, 16e (288-[redacted]).
JE DEMANDE LA PAROLE, film soviétique de G. [redacted] (v. o.) : le [redacted] 5e (325-95-99)
TITI, GROS MINET [redacted] LEURS AMIS, film américain, v.f : Bosquet, 7e (551-44-11), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), à partir de [redacted]dredi.
BLUE JEANS, film français de Hugues Burin [redacted] Rosiers : [redacted] (508-11-69). Bilbo-[redacted] 6e (222-87-23), Publicis Champs-Elysées, [redacted] (720-76-23). Paramount-Opéra, [redacted] 34-37). Paramount-Galaxie, [redacted] (580-18-[redacted] Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17). Convention Saint-Charles, 15e (577-09-70). Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

SURVIVRE [redacted] v.f.) (*): Opéra, 2e (261-50-32). Tourelles, 20e (636-51-98 H. sp.
THE MARATHON MAN (A., v.o.) (**) Quintette, [redacted] (033-35-40), C[redacted] [redacted] (359-92-84) ; [redacted] f. : Impérial, 2e (742-72-52). Maxéville, 9e (770-72-86). Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
THE [redacted] REMAINS THE SAME [redacted] v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (328-08-18). Caméo, 9e (770-20-89).
TODO MODO (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (733-25-97), Bona[redacted] 6e (326-12-12). Biarritz, [redacted] (723-69-23); v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
UNE FEMME A SA FENETRE (Fr.) : El[redacted] - Point show, 8e (225-67-29).
UNE [redacted] UN JOUR (Fr.) (*) : Danton, 6e (328-08-18) [redacted] 8e (723-69-23), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32). Liberté, [redacted] (343-01-59)
UNE FILLE COUSUE DE FIL BLANC (Fr.) Paramount-Marivaux, [redacted] (266-55-33) Paramount-Odéon, [redacted] (325-71-08). Publicis Champs-Elysées, [redacted] (720-76-23), jusqu'à jeudi, Mercury, 8e (225-75-90), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17). Paramount-Gobelins, [redacted] (707-12-28). Paramount-Orléans 14e (540-45-91). Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17). Passy, 16e (288-62-34). Paramount-Maillot, 17e (758-24-24). Paramount-[redacted]artre, 18e (606-34-25), jusqu'à jeudi.

## Les grandes reprises

[redacted] (It., v.o.) : [redacted] 13e [redacted]39) H. sp.
L'AUTRE (A., [redacted]) : Ranelagh, [redacted] (288-64-44) [redacted]
LES AVENTURES DES PIEDS NICKELES (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) H. sp
LE [redacted] DES VAMPIRES (A., [redacted]) : [redacted] 6e (633-97-77) ; v.f. : Daumesnil (343-52-97)
BALL OF FIRE (A., v.o.) : [redacted] La Fayette, 9e (878-80-50)
LA BELLE ET LE CLOCHARD (A.) : Liberté, [redacted] (343-01-59) : Mis[redacted], [redacted] (539-52-43) : [redacted] 19e (206-71-33)
LA CAGE (Fr.) : [redacted] des Champs-Elysées, 8e (359-61-70).
LES CHEYENNES (A.,v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50)
CHRONIQUE DES [redacted] DE [redacted]ISE (Alg.) : Palais [redacted] Glaces, 10e (607-49-93)
DEEP-END (Angl., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60)
LA FUREUR DE VIVRE (A., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60)
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15) : [redacted] ven., dim., mar
[redacted] (Ang., v.o.) : [redacted] 7e (551-04-55), [redacted] mardi.
IRMA LA DOUCE (A., v.o.) : Studio [redacted] l'Etoile, 17e (380-19-93) H sp.
LES MARX BROTHERS AU GRAND MAGASIN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
METROPOLIS (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78)
LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.o.) : Royal-Villiers, 17e (924-78-31)
NEXT STOP, GREENWICH [redacted] (A., v.o.) : Ranelagh, [redacted] (288-64-44)
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Studio [redacted] 5e (033-89-22)
LE TROISIEME HOMME (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).

LES REVOLTES DU BOUNTY (A., v.o.) : Action-République, 11e (805-51-33)
ROSEMARY'S BABY (A., v.o.) : New-[redacted] (770-63-40), sauf mardi.
TO BE OR [redacted] TO BE (Ang.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13)
[redacted] TROIS VALSES (Fr.) : [redacted] Marigny, [redacted] (225-20-74).

## Les séances spéciales

AGUIRRE, [redacted] DE DIEU (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) à 23 h (S. + 24 h.).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h et 24 h.
[redacted] BERCEAU DE CRISTAL (Fr.), [redacted] Marais (278-47-86), à 14 [redacted] 15.
CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er à 20 h.
CETTE NUIT OU JAMAIS [redacted] v. all.) : St-André-des-Arts, [redacted] (326-48-18), à 24 h.
LE DERNIER TANGO A PARIS (It., **, v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 14 h. (V + 24 h.)
L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er, à 18 h.
ALEXANDRE NEWSKY [redacted], v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99), à 14 h. 20, 16 h. 20 et 20 h. 20
L'HEROINE DU TRIANGLE D'OR (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h et 24 h
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e, à 12 h. 20 (sauf D.).
LE JARDIN DES SUPPLICES (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er, à [redacted] h. (sauf D.).
JE, TU, IL, ELLE (Fr.) : Le [redacted] 5e, à 18 h. 20.

JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : La Clef, 5e [redacted] 12 h et 24 h.
LA PALOMA (Fr.-Suisse) : St-André-des-Arts, 6e, à 12 h. et 24 h 15.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, [redacted] (633-97-77), à 10 h., 12 h. et [redacted] h.
PLUMES DE CHEVAL (A., v.o.) : Centre Bachi, 5e (331-98-20), J. à 20 h.
UNE FILLE UNIQUE (Fr.) : Le Seine, 5e, à 22 h 20
SON NOM DE [redacted] CALCUTTA DESERT (Fr.) : Le Seine, [redacted] à 12 h. [redacted] D.).

## Les festivals

BRANDO-NICHOLSON (v.o.) Action-[redacted] 9e (878-80-50) : la [redacted] Fortune.
WOODY ALLEN (v.o.) Studio Logos, 5e [redacted]-26-42) : [redacted]
L'AMERIQUE VUE [redacted] FRED WISEMAN (v.o.), Le Marais, [redacted]e (278-47-86) : High School.
PASOLINI (v.o.), [redacted] des [redacted] 17e (754-97-83), 12 h. 30 : les Mille et Une Nuits ; 14 h. 45, jeu., ven., lun., mar. : le Décaméron ; 16 h. 45 : Œdipe roi ; 18 h. 30 : Médée ; 20 h. 15 : Accatone ; 22 h 15 : Théorème.
DUSTIN HOFFMANN (v.o.), Boîte à Films, 17e (754-51-50), 14 h. 30 : Little big man ; 16 h. 45 : John and Mary ; 18 h. 30 : Lenny ; [redacted] h. 30 : Macadam cow-boy ; 22 h. 15 : [redacted] paille.
TEX AVERY (v.o.), Cinoche [redacted] Germain, 6e [redacted]3-10-82).
VIDEOSTONE, 6e (325-60-34) (v. o.) : [redacted] Stones.

## SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 16 au 22 [redacted])

Cirque à l'ancienne au [redacted] Carré, sq[redacted] Emile-Chautemps (277-8[redacted]-40), [redacted] sam. et dim., 15 h. 30.
Cirque d'Hiver (700-12-25), mer., 15 h.; sam., 14 h [redacted] dim., 14 h. [redacted] 17 h.
Cirque de Paris, à -Belle-Epine (686-69-84), mer., sam. et dim., 14 h. 30 et [redacted] h. 30.
Au Bec fin (203-34-49), mer., 15 h. 30 : les Animaux malades de [redacted] peste (+ [redacted] ans).
A[redacted] Petit Casino ([redacted]47-62-75), mer., [redacted] h. 30 et dim., [redacted] h. : le [redacted] galipettes.
Les Blancs-Manteaux (277-42-51 [redacted] 887-97-58), [redacted] sam., [redacted] h. 30 : [redacted] Cabiolo.
[redacted] d'Edgar (326-13-68), mer., [redacted] h. [redacted] 16 h. ; sam., [redacted] h. : Pierre et Félicia ; [redacted] 14 h. [redacted] 16 h. : Ateliers.
Cité universitaire (Maison Heine), le 20, à 15 h. 30 : la Fête chez Ben Ali.
Jardin d'acclimatation (637-07-87), t. l. j., 15 h. 15 : Guignol.
Jardin du Luxembourg (326-46-47), mer. et sam., 14 h. 30 et 15 h. 30 ; [redacted] 14 h. 30, [redacted] h. 30 [redacted] 16 h. 30 ; lundi et [redacted] 14 h. 30 [redacted] 15 h. 30 : [redacted] Petit Chaperon rouge.
Jardin des Tuileries (076-05-19), mer., sam. et dim., 15 h. [redacted] : Marionnettes.
Parc Montsouris [redacted], mer., sam. et [redacted] 15 [redacted] : Guignol.

[redacted] des enfants (Musée d'art mo-[redacted] (723-70-94), [redacted] les jours, sf mardi, 10 [redacted] à 17 h. : Peaux de vaches et Folle gabarre.
Pavillon royal (500-51-00), mer. [redacted] dim., 15 [redacted] : le [redacted] animaux.
Théâtre d'animation, Vincennes (782-19-80), mer., [redacted] et dim., 15 h. : l'Amour des trois oranges.
Théâtre de l'Atelier (535-57-84), t.l.j., sf sam. [redacted] dim., à 14 [redacted] 20 : le Roman [redacted]
Théâtre de l'ARC, Clichy, les 19, [redacted] 17 h., et 20, [redacted] h. : [redacted] Puce du pourquoi.
Théâtre du Livre-Vivant (033-52-51), [redacted] h [redacted] dim., [redacted] h. [redacted] h. [redacted] : le [redacted] pâte.
Théâtre-aux-Mains-nues, à Ivry (797-91-97), le 22, à [redacted] : Mouton pelote.
[redacted] (326-60-13), mer. et dim., [redacted] h.
Théâtre Montparnasse, t. l. j. [redacted] sam. et dim., 14 h. 30 : les Fourberies de Scapin
Théâtre Mouffetard (336-02-87), mer. et sam., 14 h. 30 : Max le Siffleur.
Théâtre du Petit-Monde (700-23-77), mer et dim., 15 h. : Cendrillon.
Théâtre de la Plaine (250-15-65), mer., 15 h : Filibert et sa moto.
Théâtre 13 (589-05-99), mer., 14 h. 30 : la Ferme du bonheur.
La Vieille Grille (707-60-93), sam. et dim., 15 h. : Contes en poudre.
Cinéma. — Le label Chouette a été attribué par le secrétariat d'Etat à la culture : (enfants) la Panthère rose, le Jouet, l'Aile ou la Cuisse, le Voyage au bout du monde, Centre Terre septième continent, la Planète sauvage ; (adolescents) le Prête-Nom, la Rose et la Flèche, le Désert des Tartares, le Bal des vampires, Barry Lyndon, Cria Cuervos, Nous nous sommes tant aimés, Un éléphant ça trompe énormément, Derzou Uzala, King Kong, l'Esprit de la ruche, le Juge Fayard dit « le Shériff », Raid sur Entebbe, la Revanche d'un homme nommé Cheval, Giacomo Matteotti, Chronique des années de braise.

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES [redacted] | 40,00 | 45,76 |
| "Placards [redacted]" 2 col. et + (la ligne colonne) | [redacted] | 48,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 9.00 | 10,29 |
| [redacted] OU PROPOSITIONS [redacted] | 70,00 | 80,08 |

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER | 28,00 | 32,03 |
| "Placards encadrés" | [redacted] | [redacted] |
| Double insertion | 38,00 | 43,47 |
| "Placards encadrés" | 40,00 | [redacted] |
| L'AGENDA DU MONDE | 28,00 | 32,03 |





## emplois internationaux

Le Gouvernement d'un Etat Africain Francophone en développement très rapide procède, avec le concours d'un Bureau d'Etudes spécialisé,

**à la Réorganisation et [redacted] la Modernisation de la Gestion Financière Publique.**

pour assurer la TRANSITION entre l'ancien et le nouveau système, pour CONSEILLER et FORMER les Directeurs [redacted] Cadres Nationaux,

IL EST [redacted] POUR UNE DUREE VARIANT, SELON LES POSTES, DE DEUX [redacted] QUATRE ANNEES :

- Un Conseiller chargé de participer [redacted] la mise en place d'un système modernisé de préparation du budget de l'Etat, en recettes et en dépenses. Ce nouveau système fait un large appel [redacted] des procédures standardisées et [redacted] l'informatique. Réf. 6037/M
- Deux Conseillers pour la Direction du contrôle financier :
  - le premier sera chargé de seconder le Directeur dans l'exercice de l'ensemble de ses attributions (suivi des travaux des services de contrôle, du service comptable central, du service chargé du contrôle des marchés, participation à l'établissement et à l'application des normes de dépenses). Réf. 6038/M
  - le second sera plus particulièrement chargé de former et animer plusieurs équipes de contrôleurs financiers. Réf. 6039/M
- Un Conseiller connaissant parfaitement les mécanismes de financement et les relations financières (négociations d'emprunts nationaux ou internationaux, suivi et consolidation de la dette publique, changes, etc...). Il sera plus particulièrement chargé de suivre les relations avec les organismes [redacted] ou internationaux, publics ou privés, et, en liaison avec la caisse d'amortissement, les problèmes de la dette publique. Réf. 6040/M

Ces quatre premiers postes sont [redacted] pourvoir très rapidement.

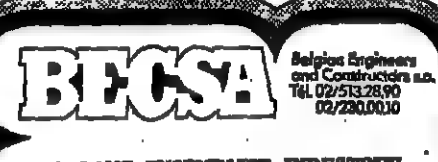
- Un Conseiller chargé de participer à la réalisation d'un tableau de bord de la conjoncture économique et à [redacted]rientation de la politique économique. Ce Conseiller aura notamment en charge la mission de former des cadres nationaux chargés, chacun, de suivre un secteur de l'économie et d'aider à la mise en forme et à la sortie régulière des informations collectées. Réf. 6041/M
- Un Conseiller chargé d'assister à la mise en œuvre d'un système de gestion et de contrôle du Portefeuille de l'Etat. Ce poste implique, outre une bonne technicité (analyse de bilans, contrôle de gestion, audit, gestion financière), l'aptitude à animer et former une équipe de contrôleurs et d'analystes, et à aider à la réalisation d'une politique de gestion des participations de l'Etat dans les entreprises. [redacted]

Ces deux derniers postes sont à pourvoir en septembre 1977.

[redacted] LOGEMENTS [redacted] ASSURES POUR LES [redacted] ET LEUR FAMILLE [redacted] LES VOYAGES POUR PRISE DE POSTE, FIN DE MISSION ET POUR CONGES (DEUX MOIS PAR AN).

sélé CEGOS — Les personnes intéressées sont priées d'adresser une lettre manuscrite et un curriculum vitae détaillé avec indication de leur rémunération actuelle et de leurs prétentions, en précisant la référence choisie, à : Fr. ROUSSEAU SÉLÉ-CEGOS 33 quai Galliéni 92152 SURESNES qui s'engage à répondre et garantit une totale discrétion.

---




Belgian Engineers and Contractors s.a. Tél. 02/513.28.90 02/230.00.10

IMPORTANT ENSEMBLIER INDUSTRIEL cherche :

**UN INGÉNIEUR CIVIL**

- [redacted] polyvalent ;
- 10 ans d'expérience [redacted] orientée vers les études et la réalisation d'ensembles complexes ;
- [redacted] de plusieurs langues appréciée ;
- anglais indispensable (fr, [redacted]) ;
- travail en stricte collaboration avec responsable de cellule technique ;
- déplacements fréquents possibles, de courte durée, dans un pays en voie [redacted] développement.

Les candidatures seront [redacted] traitées confidentiellement. Adresser curriculum vitae et prétentions à B.E.C.S.A., Service du [redacted]sonnel, [redacted] Frère-Orban 7, 1040 Bruxelles (Belgique)

---

**NORDON et Cie**

recherche pour le compte de sa filiale de

**SAO-PAULO (Brésil)**

(2.500 personnes) spécialisée en CHAUDRONNERIE MOYENNE ET LOURDE MONTAGE ET ENGINEERING

un

**INGÉNIEUR**

ayant formation et [redacted] en [redacted] qui sera [redacted] position d'

**ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

[redacted] entre autres de [redacted] DIRECTION [redacted] et de la GESTION DE LA SOCIETE

Rémunération de très haut niveau

Stage préalable maison-mère en [redacted]




---

La faculté des Lettres de l'Université de Bayreuth (R.F.A.) ouvre une inscription en vue de pourvoir les postes de
[redacted] ;
— Professeur de langues et [redacted] romanes.
[redacted] en fonction le 1er octobre 1977. La possession [redacted] d'Etat, de publications, ainsi que l'expérience de l'enseignement universitaire sont requises. De plus, [redacted] prêts à participer au projet de recherche regroupant toutes les disciplines et ayant trait aux pays africains de [redacted] française ou anglaise en [redacted] de former [redacted] qui envisagent d'exercer une profession [redacted] les pays [redacted].

[redacted] adresser votre candidature et les documents requis (C.V., [redacted] publications, des [redacted] etc.) avant [redacted] 30-3-1977, à :
Frau [redacted] Dr Walter Universität Bayreuth [redacted] 3008 D.8580 Bayreuth (R.F.A.).

---

Centre International [redacted] en Afrique

**CHEF DU PERSONNEL**

[redacted] : [redacted] déplacements dans [redacted] pays [redacted]. Durée du contrat : [redacted] ans. [redacted] Fonctions : [redacted] la direction du Directeur administratif, l'intéressé sera responsable de l'organisation et de la gestion du bureau du personnel. Il sera égalem. chargé de tout ce qui a trait au personnel de les pays d'Afrique où la C.I.P.E.A. exerce son mandat. Cela comprend les procédures de recrutement, [redacted] de salaire pour [redacted] du [redacted] tratif. Qualification : expériences positives dans la gestion de personnel dans une organisation inter[redacted] du travail en Afrique. [redacted]gue : français-anglais. Salaire de base [redacted] US entre 18.000 [redacted] 24.000. Exempt [redacted] pays [redacted] tation nationale en [redacted] d'impôts [redacted] applicable). Les autres [redacted] sont [redacted]. Les candidatures comprenant curriculum vitae et références sont [redacted] envoyer avant le 1er mars 1977 au :

[redacted] C.I.P.E.A. - B.P. [redacted]
ADDIS-ABEBA - ETHIOPIE.

---

IMPORTANTE [redacted]

[redacted] pour

**OUTRE-MER**

**UN AGENT TECHNIQUE B.T.S. OPTIQUE**

dégagé obligations militaires.

Nationalité française exigée.

Ecr. avec C.V. dét. et prétent. à n° 96.922, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

S.E.T. [redacted] pr AFRIQUE
INGENIEUR CIVIL
8 ans d[redacted]ence
contrôle travaux de voirie [redacted] de génie civil - routes bitumées [redacted] d'art. [redacted]
Ecr. avec C.V. détaillé BP 4002 LIBREVILLE (GABON).

---

**LES EMPLOIS INTERNATIONAUX**

*Le Monde pré[redacted] cette rubri[redacted] dans [redacted] pages d'annonces le [redacted] [redacted] le mardi.*

*Cette classification permet aux sociétés nationales [redacted] internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.*

---

ENGINEERING INDUSTRIEL - OUTRE MER

L'une des toutes premières sociétés d'Engineering, siège à BRUXELLES, recherche pour la réalisation d'un important complexe industriel en

# IRAK

## INGENIEURS DE TRAVAUX

Formation Grande Ecole, possédant une expérience dans les spécialités suivantes :
• GENIE CIVIL, • ELECTRICITE, • MONTAGE D'EQUIPEMENTS (structures, chaudronnerie, tuyauterie, machines tournantes, électricité, instrumentation,...)

## INGENIEURS SECURITE

Responsables hygiène et sécurité du travail sur le chantier, ayant une solide expérience dans le domaine de la prévention et de la législation du travail.

## DIRECTEURS DE CHANTIERS

Bâtiment et Equipements industriels. Ingénieurs de formation et possédant une expérience confirmée de la conduite de chantiers importants.

## RESPONSABLES ADMINISTRATIFS

• CHEF COMPTABLE, • CHEF DU SECRETARIAT,
• RESPONSABLE SITUATIONS DE TRAVAUX.

## DESSINATEURS - PROJETEURS

Expérimentés dans l'une de ces spécialités :
• GENIE CIVIL, • TUYAUTERIE, • ELECTRICITE ou STRUCTURES

Pour l'ensembl[redacted] postes les candidats devront justifier d'une solide formation de base et d'une expéri[redacted] 5 à 10 ans dans une fonction similaire. L'expérience de grands chantiers à l'Etranger serait très appréciée. La pratique de l'Anglais est indispensable.

Séjour de 3 ans en IRAK avec contrat, salaire et avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant le poste choisi, avec C.V. détaillé sous référence 300 à notre Conseil

algoe — Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils Rou[redacted] Champagne, 69130 ECULLY.

---

**CONSEILLERS D'ENTREPRISE**

Pétrochimie — Pneumatiques
Phytosanitaire — Marketing
Plastiques — Finance

Notre [redacted] recherche, dans le cadre d'une [redacted] importante [redacted] développement industriel [redacted] commercial [redacted] l'étranger, plusieurs conseillers d'entreprise de [redacted] haut [redacted] formation supérieure, devront pouvoir justifier d'une expérience [redacted] d'au moins [redacted] d'années, [redacted] spécialités suivantes : finance [redacted] gestion, marketing [redacted] ce qui [redacted] la pétrochimie, [redacted] matières plastiques, [redacted] produits phytosanitaires, pneumatiques, etc... [redacted] se verront offrir une rémunération [redacted] correspondant aux [redacted] importantes requises [redacted] et [redacted]. Veuillez envoyer [redacted] curriculum vitae et vos prétentions sous la [redacted] M [redacted] à Monsieur Michel SOYER, 8 bis, avenue [redacted] Whitcom 75016 Paris. La plus grande [redacted] dans [redacted] candidatures [redacted] garantie.

---

**FOUGEROLLE**

GROUPE T.P. BATIMENT INTERNATIONAL

[redacted] pour

*l'AFRIQUE FRANCOPHONE*

**UN DIRECTEUR ADJOINT ADMINISTRATIF et COMPTABLE**

Les candidats seront :
- de formation supérieure
- spécialistes des [redacted] co[redacted]
- particulièrement expérimentés dans les [redacted] de l'organisation administrative [redacted] comptable.

Expérience [redacted] appréciée.

[redacted] expatriation - Logement meublé.



Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 52 - [redacted] Recrutement 3, Avenue Morane Saulnier 78140 Vélizy-Villacoublay

---

**We [redacted] the European Medical Division OF CORNING GLASS WORKS**

A large U.S. [redacted] Corporation [redacted] and [redacted] diagnostic [redacted] for the clinical [redacted]

[redacted] looking for a

**CLINICAL MANAGER**

[redacted] sex, who will report directly [redacted] clinical instruments and [redacted] for all technical aspects of sales and [redacted]

The manager will be based in our head office in HALSTEAD (Essex) [redacted] 80 km [redacted]

- responsabilities will [redacted] ;
- [redacted] professional organisations ;
- [redacted] opportunities [redacted] training policy [redacted]

[redacted] be graduates with quality [redacted]perience in clinical chemistry specifically in electrolytes and blood gas measurement. Business experience would be particularly relevant.

A good command of english and french is necessary.

The job will entail some international [redacted].

An excellent salary and terms will be [redacted] for this senior appointment. Financial assistance will be given with relocation costs [redacted]priate.

[redacted] C.V. + photograph + [redacted] + salary [redacted] C.A.P.I.C., 18, rue Volney, 75002 PARIS sous n° 77024

---

CONSORTIUM INTERNATIONAL TRAVAUX PUBLICS RECHERCHE POUR TRÈS IMPORTANT CHANTIER

AFRIQUE FRANCOPHONE

**CHEF LABORATOIRE SOLS ET BÉTON**

expérimenté effectuant tous essais classiques et spéciaux. Poste intéressant pour candidat dynamique, sachant faire preuve d'initiative.

Régime et avantages habituels [redacted] expatriés.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions [redacted] 6.200 [redacted] PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 [redacted] CEDEX 09, qui transmettra.

---



## emplois régionaux

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE

**CHAMBERY**

recherche pour créer son service de Promotion [redacted]

**un assistant en gestion industrielle**

*qui aura pour mission:*
- [redacted] et le diagnostic d'entreprises
- [redacted] conseil en gestion auprès des PMI
- [redacted] de la [redacted] et de [redacted] plus [redacted] inter-entreprises
- la mise au point et éventuellement l'animation d'actions de formation pour des responsables de P.M.I.

Ce poste peut convenir [redacted] :
- candidat 30 ans [redacted]inimum
- Ingénieur de formation (AM, ENSI ...) ou formation technique équivalente
- ayant une formation complémentaire à la gestion ou expérience dans ce domaine
- ayant quelques années d'expérience industrielle
- disposant d'un esprit d'initiative, de solides qualités d'animateur et d'un excellent contact humain
- capable de s'intégrer rapidement dans une équipe de travail et d'y œuvrer efficacement.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous [redacted] 618 à

CEFAGI 89 avenue Kléber 75784 Paris Cede[redacted]

---



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION SEMI-CONDUCTEURS

recherche

**INGENIEUR**

**Chargé de [redacted] promotion des produits M.O.S. dans le domaine de la logique.**

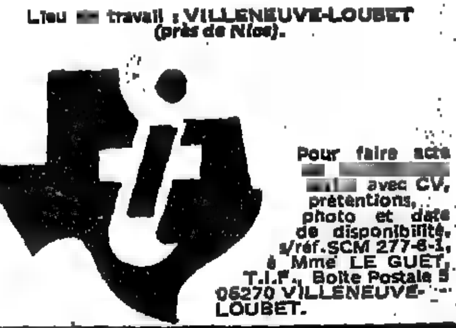
RESPONSABILITES :
- apporter [redacted] au service commercial
- établir [redacted] cahier des charges clients,
- définir [redacted] produits nouveaux et la stratégie commerciale du produit (mar[redacted], prix, etc...).

FORMATION :
C'est un électronicien [redacted] bien le domaine de [redacted] logique et les circuits M.O.S.

*Une formation complémentaire en gestion commerciale serait appréciée.*

[redacted] de l'anglais [redacted]

Lieu [redacted] travail : VILLENEUVE-LOUBET (près de Nice).



Pour faire acte [redacted] avec CV, prétentions, photo et date de disponibilité, s/réf. SCM 277-6-1, à Mme LE GUET, T.I.F., Boîte Postale 5 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

---

*Société Agro-Alimentaire [redacted] pleine expansion*

recherche

**COLLABORATEUR**

[redacted] chargé [redacted]

**RECRUTEMENT**

*PERSONNEL COMMERCIAL : Représentants et Cadres tous niveaux.*

*Devant s'intégrer dans un service « Formation », [redacted] à certaines exigences :*
- *COMPETENCE*
- [redacted]
- *DISPONIBILITE.*

*Le poste est à pourvoir dans une ville côtière de Bretagne. Salaire suivant références.*

*Merci d'adresser votre C.V. [redacted] et photo à n° 8.917,*

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.

---

**RIVOIRE & CARRET**

recherche [redacted]

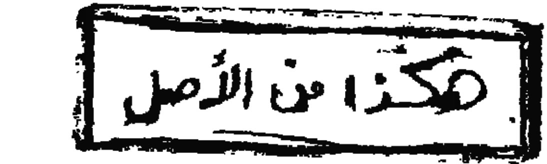
**JEUNES CADRES**

NOUS DEMANDONS :
- NIVEAU D.E.C.S. - Sup. [redacted] comptabilité
- Expérience minimum 2 [redacted] 3 [redacted] en Usine
- Capacité à prendre des Initiatives
- [redacted]

[redacted] vous [redacted] intéressé, [redacted] C.V. complet, photo et prétentions à RIVOIRE [redacted] CARRET Relations du [redacted] - Boîte [redacted] 518 - 13219 MARSEILLE CEDEX [redacted]
[redacted] absolue assurée







هكذا من الأصل




## emplois régionaux

**vallourec**

1er Transformateur d'Acier en France

### Ingénieur Développement et Ameliorations

[redacted] études, [redacted] neufs, [redacted] outillages, chargé [redacted] développement [redacted] de [redacted] forgeage auprès [redacted] clients potentiels français et étrangers.

Quelques [redacted] d'expérience : [redacted] d'études, ou fabrication, [redacted] - [redacted] en métallurgie, mécanique, électricité.

Anglais indispensable - [redacted] -
[redacted] basé en usine [redacted] (Nord). (réf. 18-76/A)

### Ingénieur Promotion

Promouvoir, avant prise de commande, [redacted] produits [redacted] technicité destinés [redacted] FORAGE du PETROLE - Conseiller techniquement les décideurs : Sociétés Pétrolières - [redacted] d'Equipement [redacted] puits [redacted] pétrole.

Contacts [redacted] haut niveau - [redacted] fréquents.
Expérience indispensable [redacted] 3 [redacted] comme Ingénieur Pétrolier, [redacted] l'étranger.

[redacted] - [redacted] technique. [redacted]
[redacted] à Paris - Possibilité [redacted] (réf. 50-76/A)

### Ingénieur de Chantier

[redacted] technique, après-vente sur chantiers, [redacted] produits très techniques destinés au forage [redacted] pétrole - [redacted] comme praticien et [redacted] théoricien.

[redacted] fréquents sur plate-formes pétrolières.

Au moins 10 [redacted] d'expérience [redacted] foreur, maître-sondeur, [redacted]

Excellent anglais - [redacted] technique - [redacted]
Poste [redacted] en [redacted] Aulnoye (Nord). (réf. 52-76/A)

### Ingénieur Technico-Commercial

Analyse [redacted] et propositions [redacted] solutions techniques, [redacted] nouveaux. Vente [redacted] pièces spéciales sur [redacted] en [redacted] et [redacted] l'Etranger - [redacted] cours -

Quelques [redacted] d'expérience [redacted] la vente de produits [redacted]. Connaissance [redacted] Marketing -

Anglais parfait et [redacted] possible [redacted]

[redacted] un an [redacted] usine près [redacted] pour formation, puis [redacted] à Paris. Fréquents [redacted] (réf. 40-76/A)

### Adjoint [redacted] Chef du Personnel

Pour seconder, en [redacted] sociale, le chef du personnel d'une usine de 3.300 [redacted] : [redacted] de travail, [redacted] participation [redacted] la politique de Formation.

Expérience de quelques années de la [redacted] au sein [redacted] de l'Industrie Lourde.

Bonnes connaissances de la législation sociale.

Poste basé à l'usine d'Aulnoye (Nord). (réf. 45-76/A)

Adr. lettre man. + CV + photo + rém. sous réf. correspondante à Mme Varène

**vallourec** 7 Place du Chancelier Adenauer - [redacted]

---

Très importante société production et pose matériaux étanchéité et couverture T.P. et bâtiment à STRASBOURG rech.

**UN INGÉNIEUR CHIMISTE**

parlant l'allemand couramment. Deux ans d'expérience labo. Formation : E.N.S.C., E.N.S.I.C maîtrise chimie ou similaire.
FONCTION :
Etude et développement nouveaux produits, supervision d'un groupe de travail de laboratoire moderne.
Possibilit[redacted] avenir.
[redacted] initiatives.

Adresser [redacted] à
**SELETEC**
Conseil en Recrutement,
67009 STRASBOURG CEDEX,
sous référence 649.

---

Usine ameublement grande [redacted] plus de cinq cents personnes en expansion région Est recherche

**JEUNE TECHNICIEN MÉTHODES**

B.T.S.-D.U.T., fab. méc. ou sim., cinq ans expérience méthodes outillages. Automatisation.
MISSION : collaborateur direct du chef de services méthodes pour la mise au point et la réalisation de nouvelles unités industrielles. Déplacem. moyenne durée à l'étranger.
Une bonne connaissance de l'allemand est indispensable.

Adresser C.V. détaillé à
**SELETEC**
[redacted]ement,
67009 [redacted] CEDEX,
sous référence 650.

---

[redacted] :

**DIRECTEUR RÉGIONAL ALSACIEN**

— Sérieux [redacted]
— Expér. [redacted]

Env. C.V. avec photo n° 98.830 Contesse Publicité, [redacted] av. Opéra, Paris-1er, [redacted] tr.

---

[redacted] moyenne importance fabricant et diffusant matériel Hydro-Electrique introduite pays en développement recherche. Pour service export (As[redacted] suivi d'affaires, prospection technico-commerciale)

**INGÉNIEUR**

Expérience pays concernés (50 % déplacements). Bon angl., [redacted] souhaité, contacts ts niveaux. Adres. C.V. manuscrit + TEL. + photo + salaire actuel. Ss réf. 77002 à PAULE [redacted] 24, r. de la Scellerie [redacted] Tél. (47) 05-41-54.

---

[redacted] Sté Fabricant matériel Fraisage et ensachage rech.

**COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

Capable de contrôler et animer réseau de vente. Connaiss. conditionnement agricole appréciées. Résidence TOURS. 30 % déplacements France et Europe du Marché commun. Bon angl. ou allemand. Envoyer C.V. man. + TEL. + photo + salaire act. sous réf. 77003 à PAULE DELORME, 24, r. de la Scellerie 37000 TOURS. Tél. (47) 05-41-54.

---

**ETABLISSEMENTS CONSULAIRES DE BASSE NORMANDIE**

recherchent

### des assistants en gestion industrielle

Ils auront pour mission notamment :
— [redacted] des Entreprises
— [redacted] d'entreprises
— l'Etude et le diagnostic d'entreprises
— le Conseil en gestion auprès de P.M.I.
— et en général la Promotion des P.M.I.

Ces postes peuvent convenir [redacted]
— ayant une formation supérieure orientée vers la gestion, âgés minimum 28 ans
— ayant une expérience professionnelle de 2 à 4 ans acquise s[redacted]ble d[redacted]s une P.M.I.
— disposant de qual[redacted] de c[redacted]tact, d'un esprit d'initiative et de [redacted] d'organisation.

[redacted] à [redacted] capacités.

Adresser lettre [redacted], CV et photo sous [redacted] 619

**CEFAGI** 89 avenue Kleb[redacted] 75784 Paris [redacted]

---

Importante Société
St Florent sur Cher, 15Km de Bourges, recherche
CHEF DE SERVICE

### crédit clients et recouvrements

Il sera responsable :
— du contrôle crédit clientèle
— du [redacted] des créances
— de la comptabilité clients (15.000 comptes sur ordinateur)
— Plusieurs années d'expérience connaissance clientèle grande distribution souhaitée.

Position cadre, situation stable et d'avenir.
Environnement agréable.
Adresser CV manuscrit, photo (retournée), prétentions à : O'CEDAR Service du Personnel
BP 32 - 18400 ST FLORENT SUR CHER

---

IMPORTANTE ENTREPRISE [redacted]
ALIMENTS DU BÉTAIL RÉGION OUEST
Recherche

**CHEF DU SERVICE ACHAT MATIÈRES PREMIÈRES**

Expérience [redacted] ce domaine exigée.
[redacted] de la [redacted] souhaitée.

Ecrire avec C.V. et prétentions au n° 8.397 à [redacted] Publ., [redacted] rue des [redacted] - 75427 Paris-9e, [redacted]

---

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE région LANGUEDOC**

recherche

**CHEF COMPTABLE**

Sous l'autorité du Directeur Général, mais avec une large autonomie, il aura la responsabilité :
— de la comptabilité générale et analytique ;
— de la préparation des budgets et de leur suivi.

Ce cadre de [redacted] ans minimum, du [redacted] aura quelques [redacted] d'expérience [redacted] budgétaire.

Env. C.V. dét. et prét. à n° [redacted] Publ., 20, avenue Opéra, PARIS-1er, qui [redacted]

---

La Société d'Engineering d'un important groupe industriel du secteur public cherche un

### ingénieur d'affaires

170.000 F +

capable [redacted] prendre [redacted] charge sa [redacted] France [redacted] Export

Ce [redacted] convient [redacted] ingénieur diplômé (AM, Mines, Centrale, X...). L'importance des [redacted] (usines [redacted] en main) nous conduit à chercher un homme [redacted] sang-froid. C'est [redacted] homme accoutumé aux [redacted] commerciaux [redacted] haut niveau, ayant derrière lui [redacted] industriel suffisamment diversifié pour [redacted] négociateur crédible. Il parle l'anglais [redacted] possible l'espagnol ou l'allemand.

*Le poste est basé dans une ville moyenne du [redacted]*

Les candidatures seront traitées [redacted] façon confidentielle par Ch. BLEU [redacted] réf. 123 [redacted]

ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE G.-DE-CHATILLON - 59000 LILLE
PARIS-LYON-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

---

Importante [redacted] Métallurgique
Spéci[redacted] problème [redacted] levage
5 usines - [redacted] 000 [redacted] - 500 millions de C.A.
recherche

**UN INGÉNIEUR**

DEBUTANT
pour son bureau d'é[redacted]
De formation A.M. ou INSA ou équivalente,
[redacted] étrangère appréciée.
[redacted] du travail en équipe.

[redacted] à LYON.

Env. C.V. sous [redacted] PARIS, 20, avenue [redacted] l'Opéra, [redacted] PARIS, qui transm.

---

## offres d'emploi

**Importante Société industrielle SUD-EST**

SPECIALISEE [redacted] DE MATERIEL DE LEVAGE
GRANDE REPUTATION, EN PARTICULIER [redacted]
AUTOMOTRICES ROUTIERES

recherche
pour Région PARIS et NORD :

**1 VENDEUR CONFIRMÉ**

IL LUI SERA AS[redacted] :
— un [redacted] important ;
— des [redacted]missions sur la vente des matériels neufs et occasions ;
— la possibilité de réaliser un quota sur sa zone ;
— le remboursement de ses frais (hôtel + voiture).

IL LUI EST EXIGE :
— du dynamisme ;
— une parfaite connaissance du matériel ;
— résidence dans grande ville [redacted] zone ;
— [redacted] particulière.

[redacted] C.V. détaillé + photo au n° [redacted] « LE MONDE » Publicité, 5, rue [redacted] Italiens, 75427 PARIS (9e), qui transm.
Il sera répondu à toutes candidatures.

---

Centre National Transfusion Sanguine, 6, rue Alexandre-Cabanel, Paris [redacted], recherche pour Ets Orsay (91)

**TECHNICIEN**

[redacted] GESTION, possédant D.U.T. Connaissance anglais écrit. Etudes des coûts, préparation des programmes de fabrication, etc. Salaire brut annuel 40.000 F.

**TECHNICIENNES**

DE LABORATOIRE, possédant B.T. et B.T.S. Salaire brut annuel 33.500 et 38.600 F. Adr. C.V.

---

Sté importatrice appareils médicaux recherche

**RESPONSABLE CONTENTIEUX ET RECOUVREMENT DE CRÉANCES**

Ecr. avec C.V. et prétentions ss réf. 6.443 P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

---

**sfica**

SOCIETE D'INGENIEURS CONSEILS SPECIALISEE DANS LES [redacted] DE [redacted] ET DE CONSTRUCTION D'IMMEUBLES [redacted] BUREAUX ET DE [redacted]

[redacted]

### INGENIEUR D'AFFAIRES

directement rattaché au Directeur Général

- [redacted] minimum 5ans d'expérience profes[redacted]
- capable [redacted] mener [redacted] négociations [redacted] niveau
- ayant le goût du travail [redacted] équipe
- soucieux d'être jugé sur ses résultats.

Une expérience dans le domaines [redacted] ou du [redacted] serait utile; formation supérieure souhaitable.

Envoyer CV [redacted] prétentions à SFICA
44, rue des Pe[redacted] Ecuries 75010 PARIS

---

Société PERI-INFORMATIQUE

appartenant à un grand groupe industriel recherche

### INGENIEUR d'études

90.000 F +

- Formation A.M. ou Grande Ecole équivalente ou formation électronique
- Inventif, esprit concret et de synthèse
- Connaissance appréciée de l'informatique (hard et soft)
- Anglais exigé
- Lieu de travail : banlieue sud de Paris
- Il sera responsable d'un nouveau produit compatible IBM.



Les candidats sont invités à adresser leurs CV, photo et salaire actuel sous réf. 62 au Cabinet Claude VITET 2, rue Marengo 75001 Paris.
*Discrétion assurée.*

---

**MOYENNE ENTREPRISE**
Quartier DENFERT - ITALIE
recherche
PR SECONDER RESPONSABLE complabil. budgétaire et analyt.

**UN (E) COMPTABLE**
[redacted] ECHELON

Expérience similaire indispens.

ENVOYER C.V. ET PRETENT. nº 7 98.386 M Régie - Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 P[redacted]

---

**BRINK'S FRANCE**

recherche pour ses établissem. de PARIS 19e, ORLY, ROISSY,

**DES CONVOYEURS DE FONDS**

Minimum 25 ans et permis V.L.
Excellente présentation et sérieuses références exigées.
Formation assurée.
Bon salaire (base 41 heures).
Nombreux avantages sociaux et régime de prévoyance particuliers.

Adresser lettre de candidature et photo à BRINK'S FRANCE, Direction du Personnel, 44, rue Petit, — 75019 PARIS.

---

Importateur machines-outils [redacted] Ouest offre [redacted] responsabilité Situation d'avenir. [redacted]

**HOMME 30 ANS ENVIRON**

(A.M. ou EQUIVALENT)
Sérieuses compétences techniques et commerciales.
Bonne connaissance machines-outils. - Langue allemande ou anglaise parlée indispensable.
Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 1.603 à : INTER PA
BP 508 75066 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

---

### assistants chefs de produits

BSN-Gervais Danone, premier Groupe alimentaire français, dans le souci de préparer l'avenir, propose de former au marketing des produits de grande consommation des HEC, ESSEC, ESCP, MBA..., débutants.

Au [redacted] de la [redacted]n Marketing d'une Société Alimentaire, associés aux activités d'un chef de produits, ils aborderont *les différents domaines de la vie des produits* : marché, plan-budget-rentabilité, production, packaging, publicité-promotion, vente-distribution, recherche-développement... Les responsabilités concrètes qui leur seront confiées leur permettront de développer et d'apporter la preuve des compétences et qualités nécessaires à leurs futures fonctions de chef de produits.

*Des stages dans la vente ou [redacted] marketing grande consommation seront des compléments appréciés à une formation initiale de haut niveau.*

*BSN-Gervais-Danone souhaite retenir des candidats présentant un fort potentiel de développement personnel et professionnel.*

Adressez votre candidature avec curriculum vitae détaillé, en précisant clairement vos impératifs géographiques, sous réf. A.C.P. [redacted] BSN-Gervais-Danone - Direction de l'Encadrement - 7, rue de Téhéran.
75008 Paris.

bsn. gervais danone

---

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
LEAD[redacted] SON SECTEUR
4.500 personnes, 20 établ[redacted]
cherche pour intégrer à [redacted]
des Affaires Sociales à [redacted]

### UN RESPONSABLE DE FORMATION

En liaison avec le responsable de la formation technique :
. Il prend en charge la formation [redacted] du personnel
. Il participe [redacted] de formation [redacted] au choix des [redacted] d'animation
. Il met en place les actions et en assure le [redacted] déroulement [redacted] correspondants des différents établissements.

C'est un homme de [redacted] ans minimum, qui *associe une solide expérience de l'entreprise*, [redacted] aux [redacted] une compétence [redacted]

Ecr. s/réf. [redacted] P. LICHAU S.A., 10, [redacted] de Louvois [redacted] Paris cedex 02 qui trans.

---

INSTRUMENTS S.A
JOBIN YVON

recherche pour son
DEPARTEMENT PHYSIQUE

### 2 CHEFS DE PRODUITS

1°) MONOCHROMATEURS
[redacted]°) MICROSCOPIE

[redacted] nécessairement INGENIEURS DIPLOMES D'UNE [redacted]ANDE ECOLE ou titulaire d'une MAITRISE SCIENTIFIQUE.

★ Connaissance de l'ANGLAIS parlé exigée.
★ Allemand apprécié.
★ Ils devront justifier d'une expérience [redacted] de 3 ans minimum dans L'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE

★ Les postes requièrent des hommes dynamiques, efficaces, capables d'as[redacted]er la promotion et le développement d'une gamme [redacted] produits de classe internationale.

Adr. C.V. et photo récente à M. DER AGOBIAN
**Jobin-Yvon** -
[redacted] 91160 LONGJUMEAU

---

### Le commercial vous attire

Vous êtes jeune diplômé [redacted] l'enseignement supérieur ou vous avez une expérience de la [redacted]

INFRAPLAN [redacted]

vous propose d'intéressantes possibilités d'avenir professionnel [redacted] Paris [redacted] en Province
Adressez-nous votre C.V. [redacted] sous réf. X143 à Infraplan Carrières, Tour [redacted] Lyon, 185, [redacted] Bercy, [redacted] Paris qui [redacted] répondra.

INFRAPLAN CARRIERES

---

LA SOCIETE PUBLICNESS
[redacted]rche
pour son magazine [redacted]
un très bon vend[redacted]
d'espace publicitaire

**LE CHEF DE PUBLICITÉ**

(département photo ciné)
recherché doit posséder, outre les qualités indispensables à la vente, une solide expérience dans la publicité, ainsi qu'une formation supérieure. Ce [redacted] étant à pourvoir immédiatement. Pour rendez-vous, appeler Jacques Ascher, Téléphone 523-39-61.

---

ATTACHE COMMERCIAL
*Libre rapidement dans l'intérim, si sérieux, possibilité prendre direction agence.*
Ecr. av. réf. nº 12.684 Centrale d'Annonces, 121, r., Réaumur-2e.

offres d'emploi — offres d'emploi — [redacted] d'emploi — [redacted] d'emploi

# COMSIP ENTREPRISE



**Leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automation industrielle.**

recherche un

## Ingénieur, Chef du service Sécurité

Sous l'autorité directe de la Direction Générale, le candidat retenu :

- définira et conduira la politique de sécurité de l'entreprise,
- assurera un rôle d'animation et de coordination dans les actions de sécurité nécessaire à ses chantiers, tant en France qu'à l'étranger.
- exercera son activité auprès des Responsables d'Exploitation et de Chantiers
- présentera de solides références dans les domaines Technique et Sécurité acquises dans des sociétés aux types d'activités similaires.

Ce poste est à pourvoir à RUEIL-MALMAISON

Envoyer C.V. lettre manuscrite prétentions et photo, sous réf. 25 à
**D. GUIBERT**
*Directeur du Personnel*
B.P. 305, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX

---

# LogAbax Informatique

1er CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

[redacted]

## TECHNICIENS DE MAINTENANCE

ÉLECTRONICIENS - ÉLECTROMÉCANICIENS

— Formation [redacted] - D.U.T. - B.T.S.
— Expérience appréciée.
— Postes à pourvoir :

PARIS [redacted] PROVINCE

(Réf. [redacted])

## UN TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN

(NIVEAU V)

pour assistance au réseau concessionnaires.

— Expérience souhaitée sur matériel « Facturière » et mini-informatique de gestion ;
— Pratique de l'anglais appréciée ;
— Base à Gif-sur-Yvette ;
— Déplacements fréquents en France et éventuellement à l'étranger.

(Réf. 494)

Adresser CV, photo et prétentions [redacted] Sté LOGABAX Rue Fernand-Léger, 91190 GIF-SUR-YVETTE en précisant la [redacted] du [redacted]

---



GROUPE [redacted]
l'un [redacted] premiers [redacted] français de [redacted] (80 [redacted]) souhaite intégrer

## consultants

de très haut niveau (X, Centrale, Mines exclusivement) disposant d'une solide expérience de [redacted] administratif, comptable, [redacted] production, pour leur [redacted] au [redacted] desquelles [redacted] mettront [redacted] valeur [redacted] qualités d'autonomie, de contact, de dynamisme et d'autorité. [redacted] ans [redacted] minimum compte [redacted] des responsabilités [redacted] assumer.

## ingénieurs

[redacted] (X, Centrale, Mines exclusivement) attirés par [redacted] y [redacted] carrière. 2 [redacted] 3 ans d'expérience dans [redacted] domaine peuvent favoriser [redacted] candidature.

[redacted] C.V. [redacted] s/réf. [redacted]

**GAMMA SELECTION**
6, place d'Estienne d'Orves - 75009 Paris

---

Important Cabinet Assurances
RISQUES INDUSTRIELS PARIS
recherche

## CADRE HAUT NIVEAU

- Formation Docteur en Droit
- Capable de prendre en charge la responsabilité d'un service de Risques Divers (R.C. Professionnelle ; R.C. Produits ; R.C. Décennale).

Poste très évolutif pour candidat dynamique, décidé et entreprenant.
Si vous êtes intéressé par ce type de poste, écrivez [redacted] CAPIC, en envoyant CV, photo, références, prétentions sous numéro 77.028 18, rue Volney - 75002 PARIS.

---

# etap

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RECHERCHE POUR USINE VILLE [redacted] SUD-EST PARIS

## CHEF DE PERSONNEL

IL [redacted] D'UN POSTE IMPORTANT QUI PEUT CONVENIR [redacted] CANDIDAT

formation supérieure, ayant solide [redacted] chef de personnel en [redacted] capable collaborer avec services centraux à l'élaboration d'une politique dynamique du personnel et la mettre en œuvre avec autonomie.

Situation intéressante et avenir dans groupe en large développement.

RÉMUNÉRATION **120.000 F +**

Ecrire sous référence VP 372 CM.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS (PLUS DE 5.000 PERSONNES) [redacted]

[redacted] POUR ÊTRE RATTACHÉ AU [redacted] GÉNÉRAL

## JURISTE

Docteur en droit ou équivalent, ayant [redacted] connaissances en droit du travail et droit social et quelques années expérience professionnelle dans [redacted]

IL JOUERA UN ROLE IMPORTANT D'INFORMATION ET DE CONSEIL [redacted] juridiques concernant le personnel. Il pourra étendre son activité aux autres secteurs de l'entreprise (contrats, droits des sociétés, etc.).

Ecrire sous référence ZJ 375 AM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DU NORD RECHERCHE UN

## PSYCHO-SOCIOLOGUE

POUR PARTICIPER AU SEIN D'UNE ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE À DES ACTIVITÉS D'AMÉLIORATION DE CONDITIONS DE TRAVAIL.

Ce poste peut convenir soit [redacted] un jeune psycho-sociologue, de formation ergonomique, [redacted] une première expérience en milieu industriel, soit à un praticien confirmé.

Le salaire sera fonction de l'expérience et des qualifications.
Logement de fonction.

Ecrire sous référence KA 378 AM.

SOCIÉTÉ DE SERVICES SECTEUR TRANSPORTS D'IMPORTANCE NATIONALE (6.000 PERSONNES) RECHERCHE POUR PARIS

## INGÉNIEUR DE PROJET

Formation E.C.P., E.C.L., A.M. ou équivalent, ayant 2 à 4 ans d'expérience si possible en automobile (poids lourds) ou carrosserie pour tenir un poste de concepteur et de réalisateur demandant une imagination active et une forte personnalité.

NOMBREUSES RELATIONS AVEC PARIS ET LA PROVINCE POUR L'ÉLABORATION ET LA RÉALISATION, DANS UNE ÉQUIPE MULTINATIONALE, D'UN PROJET A LONG TERME.

Ecrire sous référence WP 382 AM.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS PUBLICS [redacted] 300 PERSONNES - RÉGION EST - CONSIDÉRÉE COMME PILOTE [redacted] SECTEUR [redacted] - RECHERCHE

## CHEF DU SERVICE MARKETING

Ce poste [redacted] à un(e) jeune diplômé(e) [redacted] supérieure [redacted] commerce (H.E.C., [redacted], E.S.C.P.). [redacted] formation équivalente, [redacted] une expérience professionnelle de 2 [redacted] ans [redacted] possible [redacted] proche) impliquant études, promotion des ventes, [redacted]

FONCTIONS A [redacted] :

- recherche [redacted] clientèle ;
- adaptation progressive [redacted] offert ;
- orientation de la politique [redacted] et de distribution des titres de transport ;
- [redacted] promotion, publicité,
- [redacted] publiques ;
- [redacted] d'un [redacted] personnes.

QUALITÉS REQUISES :
Envergure, dynamisme, imagination, facilités de contact et goût [redacted] service public.

Ecrire sous référence WG 373 AM.

## CHEF DE PRODUCTION

Ce poste conviendrait à [redacted] ingénieur ayant assumé [redacted] responsabilités effectives de commandement [redacted] d'organisation.

IL SERA CHARGÉ :

- d'assumer des responsabilités d'organisation et de gestion ;
- de diriger un effectif d'environ 280 personnes ;
- de mettre en œuvre et d'assurer la maintenance d'un parc de matériel important.

[redacted] REQUISES :
Dynamisme, organisateur, anim[redacted] personnel, goût [redacted] service public.

Ecrire sous référence XH 374 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ [redacted] ET CONSTRUCTEUR NUCLÉAIRE PARIS

RECHERCHE POUR ASSUMER LA [redacted]BILITÉ DE LA

## GESTION BUDGÉTAIRE D'IMPORTANTS PROJETS

FRANCE ET EXPORT

Un cadre confirmé (III A ou III B), de formation supérieure (grande école d'ingénieurs H.E.C., SC. PO.,) ayant [redacted], au sein société ingénierie ou constructeur de grands ensembles industriels, solide expérience de la gestion budgétaire d'im[redacted] projets.

LARGES POSSIBILITÉS [redacted] DE CARRIÈRE POUR CANDIDAT DE VALEUR.

Ordre [redacted] de [redacted] **120.000 F +**

Ecrire sous référence PF 380 AM.

**etap** 4 rue Massenet 75016 PARIS — discrétion absolue

---

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS, SPECIALISE EN CHIMIE ORGANIQUE RECHERCHE POUR [redacted]

## Scientifique de très haut niveau

30 ans minimum
[redacted] bilingue Anglais-Français
titulaire de préférence d'une double formation, européenne et américaine, [redacted] ayant plusieurs [redacted] lui [redacted] formation spécialisée [redacted] permettant [redacted] devenir, [redacted] quelques années, le

## DIRECTEUR Recherche et Développement

à l'échelle [redacted] divisions.
Nous serions particulièrement intéressés [redacted] une expérience dans l'un [redacted] domaines suivants :
Photographie - Pharmacie
[redacted] détaillée sera adressée [redacted] simple [redacted]nde à toute personne intéressée par: INFORMATION-CARRIERE 55, [redacted] de Wagram - [redacted] 17e
Tél. SVP 11-11 - [redacted]
qui garantit le secret des contacts.

AMEP

---

HOLDING D'UN GROUPE DE TOUT PREMIER PLAN

recherche

## JEUNE CADRE

pour collaborer avec le responsable chargé de l'étude et de la gestion des Systèmes d'information et des Tableaux de bord des sociétés filiales ainsi que de missions de conseil dans le Groupe.
Débutant ou ayant une première expérience de préférence financière, le candidat devra avoir une formation commerciale supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C. et éventuellement M.B.A., I.N.S.E.A.D.). Des connaissances en informatique de gestion seraient [redacted]

Opportunité exceptionnelle pour candidat de fort potentiel et de grande rigueur.

Adresser C.V. et photo à EPSI, 19, av. Victor-Hugo, 75116 [redacted] s/réf. 47, qui transmettra.

---

## DIRECTEUR INDUSTRIEL

**200.000 F.**

INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT

[redacted] entreprise [redacted] plus importante [redacted] française de sa branche avec un C.A. de 140 millions de francs H.T. et un effectif de 1.200 personnes (auquel s'ajoutent les sous-traitants). [redacted] développement est constant et régulier (10% l'an [redacted] volume d'articles) ; [redacted] bénéfices [redacted] (10% du C.A.).

Le poste que nous offrons recouvre la direction [redacted] l'ensemble des services de fabrication : 4 usines en province ([redacted] étant sous la responsabilité directe d'un chef d'établissement), [redacted] sous-traitants, les approvisionnements, le lancement [redacted]. Le titulaire [redacted] ce [redacted] le P.D.G., auquel il [redacted] rattaché directement, sur la stratégie industrielle de l'entreprise.

Le [redacted] avoir une [redacted] supérieure, une [redacted] expérience de [redacted] une [redacted] plusieurs unités [redacted] production, acquise [redacted] préférence [redacted] de l'habillement.

[redacted]

Envoyer C.V., [redacted] rémunération actuelle sous [redacted] M [redacted] sur l'enveloppe).
*Le secret absolu des candidatures est garanti par :*

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, RUE [redacted] 75283 PARIS [redacted] 06

---

## PRODUITS DE SOINS DE BEAUTE

MARQUE DE NOTORIÉTÉ
(50 % en FRANCE - 50 % EXPORTATION)
filiale d'un Groupe français, rech. à PARIS 8ème

## DIRECTEUR COMMERCIAL ET DE MARKETING

Définition puis mise en oeuvre d'une POLITIQUE COMMERCIALE OFFENSIVE à court et plus long terme, positionnée sur une clientèle plus jeune (nouvelle ligne en cours de lancement). ANIMATION des vendeurs (20 représ. et démonstratrices). Action personnelle dans les canaux de distribution et Relations Publiques.

HOMME DU MÉTIER

- EXPÉRIENCE INDISPENSABLE (sinon s'abstenir) de la DISTRIBUTION des PRODUITS DE BEAUTE - COSMÉTIQUES en FRANCE et à l'Étranger.
- [redacted] de MARKETING pour [redacted] Commerciale

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV, détaillé, rémunération [redacted] photo ss réf. 3701 à

**SC sélection conseil** PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

---

Voulez-vous diriger une unité de production informatique autonome ?
Nous cherchons le

## chef du centre informatique

de l'un de nos centres de traitement (proche banlieue sud) développant un réseau de [redacted] minaux [redacted] à un [redacted] de classe 5.
Il gère [redacted] personnel (environ 25 personnes), [redacted] budget de fonctionnement et son matériel.
Il joue le rôle de conseil auprès des utilisateurs-clients et se coordonne [redacted] cinq autres centres.
L'expérience [redacted] l'exploitation [redacted] systèmes [redacted] concurremment [redacted] local et [redacted] TP [redacted] une [redacted]
Alors, écrivez à J. THILY [redacted] réf. 3173 LM.
Carrières de l'Informatique.

**ALEXANDRE TIC S.A.**
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GEN[redacted]

---

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
C.A. 900 millions — [redacted] 5.000 pers.
recherche pour un [redacted] ses Services
Banlieue de Paris

## ADJOINT ADMINISTRATIF

[redacted] formation générale supérieure (Administrative et Comptable)
Il lui [redacted] notamment [redacted] étroite collaboration avec le [redacted] de Service, l'animation et la responsabilité de la gestion administrative et comptable (contrôle de gestion, marchés, organisation...)
Agé au minimum de 32 ans, il aura quelques années d'expérience dans les fonctions précitées, si possible [redacted] profession.
Ce [redacted] possibilités d'évolution dans une Entreprise nationale en expansion.
Env. CV manuscrit et prét. s/réf. 9106 à

**organisation et publicité**

---

FABRICANT ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE
recherche

## DIRECTEUR DES VENTES

Le poste :

- Animer le service commercial et accroître son [redacted] ;
- Définir les forces et les faiblesses du réseau ;
- Renforcer l'implantation commerciale et chercher d'autres canaux de distribution.

L'homme :

- Expérience prouvée du terrain (dans l'automobile serait appréciée) ;
- Meneur d'hommes [redacted] et persévérance ;
- [redacted] connaissance [redacted] de [redacted] par objectifs.

Souhaitons un homme de 30 ans minimum, de formation E.S.C. ou possédant expérience équival.

[redacted]

Adresser C.V., photo et prétentions s./réf. 3.213 à P. LICHAU S.A., 10, rue [redacted] - 75063 Paris Cedex 02, qui [redacted]

---

## ingénieur commercial

Société [redacted] dans sa branche (produits électromécaniques) [redacted] à l'un [redacted] plus [redacted] industriels français [redacted]
DIRECTION [redacted]
(augmentation du [redacted] de [redacted] 25 % l'an)
un INGÉNIEUR C[redacted]
parfaitement trilingue allemand, anglais, à qui sera confié le management en RFA et en Grande Bretagne de nos forces de ventes locales

- contrôler les actions des vendeurs,
- les former

de nos clientèles.
La personne sera basée à [redacted]
Il faut avoir 28 ans minimum, [redacted] d'origine [redacted], une expérience [redacted] 3 ans et une grande adaptabilité.
Ecrire avec C.V. sous référence 7080/M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

offres d'em[...]
COMPAGNIE [...] PARIS
ASSISTANT (E) DU DIRECTEUR DU PERSONNEL
INGENI[...] de produc[...]
MATRA
INGENIEUR INFO[...]
ANALYSTE PROG[...]
MATRA
CHEF DE SERVICES COMPTABLES
ANALYSTE FINAN[...]

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل






IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES RECHERCHE POUR PARIS

## ASSISTANT (E) DU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Ce collaborateur aura [illegible] prendre en main la responsabilité :
- des études relatives [illegible] la gestion du personnel (statistiques, tableaux de bord, rémunérations, bilan social, contrôle de [illegible] planification) ;
- [illegible] la réglementation [illegible] administratives du [illegible]

Il préparera [illegible] réunions avec les représentants [illegible] personnel.

Ce [illegible] une formation supérieure (Sciences Economiques, [illegible] Sciences Politiques) [illegible] une expérience [illegible] 2 ans dans la fonction personnel.

Les [illegible] moti-vés.

Envoyer C.V. détaillé, photo, [illegible] date [illegible] référence 543 [illegible] PUBLIPANEL, 20, r. [illegible] CEDEX [illegible] Discrétion [illegible] - Réponse [illegible]

---

Société PERI-INFORMATIQUE
appartenant à un grand groupe industriel recherche pour région sud-est de PARIS

## INGENIEUR de production

100.000 F +
- Formation CHIMISTE PEINTURE
- [illegible] et d'enduction
- 30 ans minimum
- Ayant une bonne expérience [illegible] la conduite d'atelier de fabrication
- Sachant dialoguer [illegible]

C'est un manager chef de produit, responsable du développement technique des ateliers (recherche de nouveaux produits ou amélioration de ceux existant). Il reportera directement au Directeur de l'usine.

Les candidats intéressés sont invités à adresser leurs CV, photo et salaire actuel s/réf.61 au Cabinet Claude VITET 2, rue Marengo 75001 Paris. Discrétion assurée.

---

etap

ENTREPRISE INDUSTRIELLE (BIENS D'ÉQUIPEMENT - 250 PERSONNES) LEADER NATIONAL DANS SA BRANCHE - VILLE SUD-OUEST - RECHERCHE

## DIRECTEUR DE PRODUCTION

[illegible] aura sous [illegible] responsabilité [illegible] méthodes, achats, ordonnancement [illegible] sera également chargé du suivi [illegible] la sous-traitance.
Ce poste conviendrait à un ingénieur A.M. [illegible] équivalent, ayant des connaissances [illegible] en [illegible] 10 ans d'expérience industrielle.

IL FAIT APPEL A DES QUALITÉS D'ANIMATEUR ET D'ORGANISATEUR.

Ecrire sous référence YR 283 AM.

## CEE

COMPAGNIE CONTINENTALE D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES
RECHERCHE DANS LE CADRE DE SA DIRECTION TECHNIQUE - MEAUX

## INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ÉTUDES, RECHERCHES, CONCEPTION

POUR EXTENSION DE [illegible] GAMME DE RELAIS DE PROTECTION ÉLECTRONIQUES

[illegible] peut [illegible] E.S.E., I.E.G., I.S.E.P. ou [illegible] équivalente, 28 ans minimum, ayant [illegible] 5 ans [illegible] mesure [illegible] tronique.

Ecrire sous référence OE 378 CM.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX - GRANDE VILLE RÉGION RHONE-ALPES - RECHERCHE

## JURISTE EXPÉRIMENTÉ

spécialisé en droit des sociétés

LE TITULAIRE DEVRA :
- avoir au moins 30 ans et [illegible] années d'expérience acquise de préférence en cabinet spécialisé ;
- être diplômé de l'enseignement supérieur (licence en droit au minimum).

IL AURA :
- à s'intégrer à une équipe de [illegible] droit [illegible] fiscalité [illegible] sociétés ;
- et à assurer progressivement un rôle de conseil auprès d'une importante clientèle nationale et régionale.

[illegible] réelles perspectives d'avenir.

Ecrire sous [illegible] ND 378 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALLEMANDE TRANSPORTS ROUTIERS INTERNATIONAUX RECHERCHE POUR DÉVELOPPER UNE RÉCENTE IMPLANTATION EN FRANCE (NORMANDIE)

## CHEF D'AGENCE

Il aura à développer de manière importante cette agence dont le C.A. actuel est de quelques millions de francs, en contact avec une clientèle industrielle. Il sera également responsable de la gestion de son unité. Ce poste implique :
- [illegible] réelle expérience [illegible] ports [illegible] la possession [illegible] certificat [illegible] la profession de [illegible] porteur ;
- un très solide dynamisme comm[illegible] et des qualités d'autonomie et d'initiative,
- [illegible] connaissances en allemand.

SITUATION D'AVENIR, INTÉRESSEMENT POSSIBLE.

[illegible] MC [illegible] AM.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS discrétion absolue

---

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ

RECHERCHE

## JEUNES INGÉNIEURS

[illegible] quelques [illegible] de pratique

pour SERVICES D'ÉTUDES

PARIS et PROVINCE - Réf. [illegible]

Formation scientifique générale : intéressés par l'étude et la recherche appliquée.

DIPLOMES DE BASE [illegible] impérativement :
E.C.P. - A.M. - Mines de Paris - Sup. Aéro [illegible] - [illegible]

[illegible] SERVICES INFORMATIQUE

[illegible] : Réf. Informatique

Formation scientifique générale, désireux de débuter leur carrière dans d'importants services infor[illegible]

DIPLOMES DE BASE [illegible] impérativement :
E.C.P. - E.S.E. - Mines [illegible] Paris - Sup. Aéro - A.M. - ENSIMAG - ENSTA

Larges possibilités [illegible] carrière dans un groupe de tout premier plan.

Envoyer dossiers [illegible] candidature à REGIE-PRESSE, [illegible] 566.896, 85 bis, rue Réaumur - 75002 [illegible] qui [illegible]

---

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
Banlieue [illegible]
recherche

## INGENIEUR POSITION II

Formation E.N.S.A.M. ou équivalent, [illegible] sédant 2 ou [illegible] années d'expérience en FABRICATION.

Il sera chargé, dans le cadre du Service Méthodes, [illegible] l'organisation [illegible] de production.

Connaissances en gestion souhaitées.

## INGENIEUR DEBUTANT

[illegible] formation : technique (grande école) et gestion.

Il participera à [illegible] planification [illegible] commandes d'un département [illegible] une dizaine d'usines.

Adresser C.V. (avec photo) et prétentions à No 98433 CONTESSE Publ. [illegible], av. Opéra, 75040 [illegible] CEDEX 01 - qui transmettra.

---

## MATRA

recherche pour son Département Informatique du [illegible]

### INGENIEUR INFORMATICIEN

- [illegible] développement [illegible] systèmes [illegible]
- [illegible] 1 [illegible] 2 ans d'expérience [illegible] et de l'informatique temps [illegible] (expérience [illegible] 15 appréciée). Réf. JRD 192

### ANALYSTE PROGRAMMEUR

- pour programmation systèmes [illegible] mini (expérience MITRA15 souhaitée) ou micro-ordinateur (expérience matériel)
- [illegible] à 4 ans d'expérience [illegible] fonction. [illegible] JRD 193

[illegible] de l'anglais indispensable pour ces [illegible] postes.

Adresser CV et rémunération [illegible] en indiquant la [illegible]

MATRA [illegible] VELIZY

---

CAP SOGETI SYSTEMES

filiale du Groupe CAP/GEMINI/SOGETI, le premier groupe européen de Sociétés de Services [illegible] rech.

pour [illegible] son développement

### 1 INGENIEUR SYSTÈME IBM

[illegible] compétent en systèmes VS, VM, ayant de bonnes connaissances sur les produits télécommunications [illegible] (connaissances de SNA et 3790 [illegible]) Réf. [illegible]

### 2 INGÉNIEURS

débutants, connaissant la programmation de mini-ordinateurs ou de terminaux intelligents (procédures de transmission) Réf. 432.

### [illegible] ANALYSTES PROGRAMMEURS

spécialistes des applications sur terminaux intelligents, type I B M 3600, 3740, 3741 et 3790. Réf. 435.

### 3 ANALYSTES PROGRAMMEURS

expérimentés sur les machines suivantes :
- Mitra 105
- HB série [illegible]
- I B M (Assembleur, connaissance de DL/1 appréciée. Réf. 434.

Les [illegible] intéressés enverront leur C.V. et prétentions en précisant la référence du poste [illegible] à CAP/SOGETI-Systèmes, 5, r. des Morillons, 75732 PARIS CEDEX 15.

---

## jeunes programmeurs

1 [illegible] 2 ans d'expérience des Minisystèmes

Notre croissance passe par la création et le développement d'unités autonomes, MINISYS, département [illegible] Groupe INFORMATIQUE [illegible] [illegible] Sociétés [illegible] pour le choix et la mise en œuvre [illegible] moyens ordinateurs.

Nous cherchons pour cette équipe de Jeunes Programmeurs de formation Informatique (I.U.T., licence ...) déjà familiarisés avec les Mini-systèmes (H.B. 61, I.B.M. 32 ...) par une expérience d'envi[illegible] 2 ans.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence M.S. 1 à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en Recrutement
9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

---

## INGÉNIEUR EN ORGANISATION

PARIS

- Vous êtes Ingénieur Grande Ecole.
- Vous avez [illegible] vérifier que l'organisation [illegible] votre voie car vous menez des Contrats depuis [illegible] à trois ans.
- Vous [illegible] accroître le champ [illegible] vos connaissances et [illegible] responsabil[illegible] dans une équipe à taille humaine où la hiérarchie n'est pas pesante puisque fondée sur le savoir-faire.
- Vous mettez au premier rang l'honnêteté intellectuelle et la stricte défense des intérêts de votre client.

ORGACONSEIL

ORGANISATION ET [illegible] D'ENTREPRISE

peut vous proposer une carrière intéressante, car son expansion [illegible] structure.
[illegible] vous voulez [illegible] MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sous la référence 4.007 à :
F. DOZOL - DELTA CONSEIL
27, rue Dom[illegible] — [illegible]

---

SOFINCO LA HENIN BANQUE PRIVEE QUARTIER TROCADERO

recherche pour son département Informatique IBM 370/158 bi-processeur réseau national Télétraitement

## INGENIEUR SYSTEME

expérimenté (3 ans)

- connaissant M.V.S., le T.P. et éventuellement I.M.S.
- rémunération attrayante et possibilité certaine d'avenir.

Adresser curriculum vitae [illegible] commenté, photo [illegible] prétentions [illegible] Havas Contact, 156, [illegible] Haussmann, [illegible] Paris, sous référence 33585

HAVAS CONTACT

---

## CHEF DE SERVICES COMPTABLES F90000

La filiale française d'un [illegible] américain [illegible] son marché, (distribution produits électroniques), développe ses activités [illegible] recherche un [illegible] des Servi[illegible] Comptables pour renf[illegible] son équipe.
Basé à [illegible] et rattaché au Controller, il sera responsable du bon déroulement [illegible] opérations comptables [illegible] américaines. Il mettra en place les procédures [illegible] reporting mensuel. Il participera [illegible] à l'information [illegible] opérations comptables.
Le candidat [illegible] de 28 ans minimum aura une [illegible] comptable, complétée par une [illegible] expérience dans [illegible] anglo-saxonne. La [illegible] de l'anglais [illegible] impérative. Le poste offre des perspectives [illegible] carrière intéressantes pour un candidat [illegible] valeur.

Adr. CV [illegible] à [illegible] FULCONIS s/réf. [illegible] Montparnasse [illegible] du Maine [illegible] PARIS CEDEX 15

---




LA SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE
GROUPE AIR LIQUIDE

Recherche pour son [illegible] informatique à SAINT-OUEN L'AUMONE (95)
un

## ingénieur système

Il est [illegible] de posséder :
- [illegible] générale, niveau d'études supérieures
- [illegible] parfaite de la série H.B. 6.000/66 (GECOS, TDS, IDS).
- Réelle expérience [illegible] la fonction.
- Maîtrise [illegible] problèmes d'encadrement [illegible] d'organisation.

[illegible] présente [illegible]

Faire [illegible] candidature en adressant C.V. et prétentions à

ORGAMATIC
[illegible] en [illegible]
126, [illegible] Auguste Blanqui - [illegible]
Téléphone [illegible]

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
-[illegible] personnes - 17 [illegible] -
recherche

## INGÉNIEUR DÉBUTANT

Grandes [illegible]
(X - MINES - E.C.P.)

[illegible] terme responsabilités d'exploitation et prêt [illegible] accepter mobilité géographique [illegible] professionnelle.
Adaptation progressive [illegible] industrie et logement [illegible]
Aptitudes à contacts humains [illegible]

Ecrire avec C.V. à [illegible]
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

---

[illegible] Départem. ETUDES TECHNICO-ECONOMIQUES d'une [illegible] de [illegible] industriel (banlieue OUEST) souhaite s'adjoindre un

## INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

[illegible] un [illegible] marqué pour la technique.
[illegible] du département porte [illegible] sur l'évaluation de projet d'in[illegible] nouveaux et de plans de développement correspondan[illegible] dans le secteur privé et public sur [illegible] analyses [illegible] sur [illegible] scénarios décisionnels et leurs conséquences prévisionnelles [illegible] le [illegible] public.

Les ingénieurs [illegible] leur C.V., rému[illegible] à [illegible] 98.827 - CONTESSE PUBLICITE [illegible] de l'Opéra, [illegible] (1er), qui [illegible]

---

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER [illegible]
ayant son [illegible] à PARIS
recherche

## 1 ANALYSTE FINANCIER

- 35 ans minimum ;
- ayant une expérience [illegible] gestion en milieu industriel [illegible] de 3 à [illegible] ans.

Le [illegible] posséder des connaissances comptables approfondies minimum [illegible] préliminaire d'Expertise comptable et de [illegible] connaissances en matière [illegible] législation commerciale [illegible] fiscale.

[illegible] lettre [illegible] C.V. photo et prétentions, sous le numéro 2.711, PUBLICITES REUNIES, 112, [illegible] - 75011 PARIS, qui [illegible]

---

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE
[illegible] pour [illegible] Siège à Paris

## CADRE INFORMATICIEN

HEC - Sup. [illegible] Co. Paris - ESSEC ou Ingénieur [illegible] une formation [illegible] gestion.
Ayant [illegible] 2 ans d'expérience en informatique [illegible] gestion [illegible] ayant participé à des projets [illegible] bout.
Il [illegible] de projets [illegible] informatique [illegible] la Société.
[illegible] CV sous [illegible] à :

GEDEV SÉLECTION
65 avenue de WAGRAM 75017 PARIS

---

LA BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS
recherche pour Vincennes

## ANALYSTE - PROGRAMMEUR

- diplômé d'études supérieures (type MIAG) ;
- bonne connaissance du FORTRAN ;
- petite expérience suffisante.

PROGRAMMEUR CONFIRME

- solide expérience de l'Assembleur IBM 370 ;
- connaissance de l'OS/VSI appréciée.

Goût du travail en équipe - Personnalité jeune. Sens des responsabilités.

Prend. R.-V. par tél. aupr. Mlle Langou, 365-33-44, BRED, 5, avenue du Château, 94300 Vincennes.

---

## DIRECTEUR DES VENTES

La filiale [illegible] Groupe Multinational recherche un professionn[illegible] confirmé, ayant l'expérience de la vente de MATERIEL MEDICAL auprès des hôpitaux et cliniques du territoire [illegible].

Missions : Il anim[illegible] équipe de promoteurs spécialisés, contrôle leur activité et leurs [illegible] assure la bonne organisation du réseau, les actions de prom[illegible] lancement, d'information...

L'homme : C'est un professionnel de la vente ayant déjà mené une/des équipes. Il connaît nécessairement les milieux hospitaliers français, leurs circuits et procédures.

Il doit agir avec dynamisme, autonomie et initiative, en commercial avisé et en homme de développement.

Il [illegible] s'exprimer en anglais.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous [illegible] 412/M

9, rue Vignon 75008 Paris




CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

offres d'emploi

**ADDRESSOGRAPH MULTIGRAPH**
60, rue Berthelot
92400 COURBEVOIE

Filiale Française d'un important Groupe Américain fabricant et distribuant des machines de bureau

recherche

## CHEF SERVICE INFORMATIQUE

responsable du développement et de la mise en place de systèmes de gestion nouveaux et de l'exploitation des chaînes existantes sur Burroughs B.2700

- Il devra pouvoir justifier d'une expérience opérationnelle ayant comporté la mise en route d'applications commerciales.
- Anglais indispensable
- Lieu de travail : Banlieue Nord-Ouest
- Rémunération en rapport avec qualification

*Pour premier contact, téléphoner 333.59.09 au Directeur Administratif et Financier ou adresser C.V. avec photo (à restituer).*

---

SOCIÉTÉ D'APPLICATION DE L'INFORMATIQUE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
[redacted] grande no[redacted] recherche.

**Ingénieur Hi B**
**Grande Ecole exclusivement**
pour poste à développer

## CHEF DE SERVICE
### SYSTÈME DE TRANSMISSIONS ET RÉSEAUX

[redacted] fortes responsabilités.

Possédant large expérience commerciale, technique et financière.
Références dans le domaine et dans la conduite des hommes exigées.
Travail banlieue sud-ouest région Paris avec [redacted] cements France et étranger.

Adresser [redacted] p[redacted] et prétentions [redacted] CONTESSE Pu[redacted]
20, [redacted] l'Opéra, [redacted] (1er), qui [redacted]

---

**METO**

Filiale du groupe international Dymo, leader des systèmes d'étiquetage dans le commerce moderne, recherche pour son département marketing :

## CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

Titulaire d'un D.E.S. commercial, par[redacted] couramment l'anglais, le candidat retenu devra justifier d'une expérience d'études de 2 à 3 ans, et si possible connaître la distribution.

Envoyer C.V. et prétentions à Meto Selfetic S.A. 112 avenue du Général-Leclerc 78220 Viroflay à l'intention de M. Sudreau.

---

**ROCHE**

ROCHE BIOELECTRONIQUE

*recherche pour son service*

**QUALITE PRODUITS**

## UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

possédant au moins 3 années d'expérience en contrôle qualité de petites séries.

Des connaissances en mécanique seront appréciées.

L'anglais est indispensable.

Lieu [redacted] travail : VELIZY-VILLACOUBLAY.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. QP à ROCHE BIOELECTRONIQUE
Service du Personnel - 16-18, Avenue de l'Europe
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

---

ENTREPRISE INDUSTRIELLE PARIS (BIENS D'ÉQUIPEMENT) cherche [redacted]

## DIRECTEUR DES VENTES

Ayant les caractéristiques suivantes :
— Formation supérieure (ESSEC, HEC, *SUP de CO*, etc., de préférence).
— Pratique de la vente.
— Dynamisme.
— Sens [redacted] commandement.
— Anglais courant.

Il s'agit d'un poste [redacted] pour un [redacted]

Adresser C.V. manus[redacted], avec photo, [redacted] n° 98.210. CONTESSE Publicité. 20, av. [redacted] l'Opéra. Paris-1er.

---

SOCIETE DE HAUTE TECHNICITE DEVELOPPANT DES MATERIELS EMBARQUES

recherche

## UN CHEF DE SECTION

pour développement et production de tubes à plasmas.

Le postulant devra avoir une expérience *tube, vide, électronique*
- d'au moins [redacted] ans s'il [redacted] fait une grande école,
- d'au moins 10 ans s'il a débuté technicien.

Le poste comporte de très larges responsabilités sur des hommes et sur des moyens.

[redacted] travail : BANLIEUE PARISIENNE SUD EST.
Adresser C.V. à No 93222, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, [redacted] Paris Cedex 01 qui transmettra.

---

**GUERLAIN**
recherche

**JEUNES VENDEUSES**
PARLANT ANGLAIS.

[redacted] de [redacted] 12 heures et de 14 à 17 heures, 29, rue de Sèvres. — Paris-6e.

---

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**
dont le principal Etablissement est situé Outre-Mer [redacted] se [redacted]
[redacted] VERSAILLES

**UN ASSISTANT**
[redacted] **GESTION DE PERSONNEL**

Placé sous l'[redacted] de [redacted] du Personnel, il [redacted] chargé de la gestion administrative du personnel métropolitain et cadres expatriés.

La poste requiert :
— Du dynamisme.
— Un bon niveau d'instruction générale (Bac minimum).
— De l'aisance dans la rédaction et le sens des responsabilités.

Le candidat âgé de 30 ans m[redacted] devra avoir acquis plusieurs années d'expér. dans un service de Personnel.

*Env. C.V. détaillé, photo, références et prétentions à n° 98.589 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.*

---

Organisme priv[redacted] banlieue Ouest Paris [redacted]he pour

**PROGRAMMATION ANALYSE DE DONNÉES**

collaborateur ayant connaissance PL 1, gestion de fichiers, bon anglais apprécié. — [redacted] avec C.V. à BLEU, n° 92.693 B. 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

---

Recherchons jeune technicien bachelier pour gestion et maintenance d'un circuit fermé de télévision. S'adresser à M. TARDIVEAU, directeur adjoint, [redacted], 61, avenue du Président-Wilson, 94230 CACHAN. Tél. : 253-74-10.

---

**IOR**

INTERNATIONAL RECTIFIER
Leader dans le domaine des semi-conducteurs de puissance recherche

## Ingénieurs technico commerciaux

pour sa [redacted] Sud de PARIS
Les candidats sélectionnés auront déjà acquis une expérience de vente dans le domaine des

**SEMI-CONDUCTEURS de PUISSANCE**

Notions d'anglais souhaitées.
[redacted] attrayante et voiture de société pour [redacted] candidats retenus.
Envoyer CV et prétentions à M. Ciacchella 1, [redacted] des Platanes - 94260 FRESNES ou téléphoner pour rendez-vous : 666-16-14

---

Société Spécialiste Mesures, Bruits, Vibrations, etc. recherche

**TECHNICO-COMMERCIAL**
INGENIEUR ou TECHNICIEN

Mission :
*Assurer le développement des ventes de systèmes de haute technicité auprès d'une clientèle exigeante sur le plan technique. En plus des connaissances techniques indispensables (Mesure, Capteurs système de surveillance industrielle)* une expérience commerciale serait appréciée.
Participation aux résultats [redacted] grande possibilité d'évolution pour candidat dynamique.
SPECTRAL DYNAMICS FRANCE
129, av. Foch - 78400 CHATOU
Téléphone : 976-14-60

---

Tps part., pr création rés. pub. original rech. : 1 Coordinatrice, profil Sc. Po, Ec. com, 25 a. minim. 2 Animatrices, profil étudiantes, excellente rémunération. Ecr. n° 406, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

LA GARENNE-COLOMBES.
*Labo parfumerie, recherche* jeune homme [redacted] minimum. AIDE PREPARATEUR 781-90-06.

---

IMPORTANTE SOCIETE QUARTIER NATION recherche

**CHEF DE BUREAU DU PERSONNEL**
(HOMME ou FEMME)

Connaissance des lois sociales et expérience sérieuse exigées.

Qualités de contact [redacted]

Adresser C.V. et prétentions à : n° 98.904, CONTESSE Publicité, 20, av Opéra, Paris-1er q. tr.

---

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS
recherche

**INFIRMIER (ÈRE)**
DIPLOME(E) D'ETAT
Spécialisé(e) en électro-encéphalographie.
Salaire annuel brut de début 38.822 F.
[redacted] le Chef [redacted] 17-19, rue de Flandre, 75935 PARIS [redacted]

---

**EAM**

Société dynamique Franco-Allemande 700 millions de C.A., négociation et gestion de contrats biens d'équipement offre un poste de

## CHEF DES SERVICES FINANCIERS

(10 personnes)
Fonction :
- Superviser le suivi [redacted] des contrats.
- Superviser la comptabilité.
- Assurer relations avec les banques.
- Gérer la trésorerie.
- Etablir les documents de fin d'année.
- Coordonner établissement des documents de bord.

Profil :
- Expérience de plusieurs années.
- Langue allemande et bonne connaissance de l'anglais indispensables.
- Esprit d'analyse et de synthèse.
- Autorité.

Adress. lettre manuscrite et C.V. à Christian Dulcy, EAM recrut. 14, r. Gabriel-P[redacted], Montrouge, s/réf. [redacted] phoner au : 656-28-28 poste 244.

---

**EAM**

Regroupement cliniques, ch.

**DIRECTRICE ADMINISTRATIVE**

Responsable de [redacted]
Ecrire avec C.V., réf. et prét., n° 96.899, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

---

J. F.
**COMPTABLE 2e ÉCHELON**
pr tenue comptabilité auxiliaire. Connaissance dactylo souhaitée. Libre de suite.
Lettre manuscrite à : PRESSES [redacted] LUTÈCE 93, rue Vieille-du-Temple, 75003 PARIS, qui convoquera.

---

un nouveau service concernant l'emploi

**Le Monde**
**INFORMATION-PROFESSIONS**

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions [redacted] professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent [redacted] fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

**bon de commande à découper**
**Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS**

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

- ☐ Direction générale, fonctions multipostes.
- ☐ Marketing relations publiques publicité.
- ☐ Informatique.
- ☐ Production entretien.
- ☐ Ingénieurs.
- ☐ Etudes organisation et recherche.
- ☐ Direction financière et administrative.
- ☐ Comptabilité.
- ☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
- ☐ Direction commerciale vente.
- ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

2) Entourez, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en France)

| Nombre de fonctions demandées | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 semaines | 39 | 77 | 112 | 145 | 177 | 206 | 234 | 259 | 283 | 304 | 324 |
| 26 semaines | 69 | 134 | 195 | 254 | 308 | 361 | 408 | 453 | 494 | 532 | 566 |
| 52 semaines | 118 | 230 | 336 | 436 | 530 | 618 | 700 | 777 | 847 | 912 | 971 |

*Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.*

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.
(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.08, ou écrire :
"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NOM : ______ ou SOCIETE : ______

ADRESSE : ______ TEL. : ______

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du «Monde» ou ch. postal (CCP4207-23 Paris)
ETRANGER - envoi aérien : + 1 F. par fonction et par semaine

[redacted] 16/2/77

---

IMPTE SOCIÉTÉ située à PARIS
recherche

## INGÉNIEUR
### TRAVAUX PUBLICS

ayant expérience bureau d'études et chantiers

*Connaissance de l'Anglais nécessaire*

Ecrire avec C.V. et prétentions n° 98.4[redacted] CONTESSE Publicité, 20, [redacted] Opéra, Paris-1er, qui tr.

---

## SOCIÉTÉ D'ÉTAT

[redacted] pour son service [redacted]

### UN CONCEPTEUR-RÉALISATEUR

capable [redacted] :
— participer [redacted] tion de programmes de formation intégrant l'utilisation de l'audio-visuel ;
— prendre en charge [redacted] des phases de réalisation des programmes : recueil des contenus, découpages, prises de vues, bandes, son, etc., etc ;
— organiser et animer les [redacted] de [redacted] des utilisateurs.

Expérience similaire exigée.
Expérience [redacted] ou [redacted] l'enseignement souhaitée.
[redacted] missions à l'étranger à prévoir.

Env. C.V. et prétent. s/réf. 8.453 [redacted] LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 [redacted] qui [redacted]

---

IMPORTANT GROUPE INSTITUTIONNEL OFFRE SITUATION D'AVENIR A :

## ANALYSTE-FINANCIER

3 [redacted] EXPÉRIENCE MIN. EXIGÉS

Formation juridique ou économique + [redacted] formation comptable.
Susceptible s'intégrer équipe analyse et gestion. Anglais indispensable.
Envoyer [redacted] avec prétentions sous référence 2983 GAUTRON 29, [redacted] Rodier 75009 PARIS qui [redacted]

---

**Institution de Retraites Complémentaires**
recherche pour banlieue Nord

## PROGRAMMEUR-ANALYSTE

COBOL ANS 370/115
[redacted] ans expérience minimum R.P.G. II [redacted]

Envoyer C.V. détaillé [redacted] à A.P.O., 2, av. du 8-Mai-1945. [redacted] Cedex.

---

**IMPORTANTE BANQUE PRIVEE**
*recherche*

*pour son* SERVICE RELATIONS AVEC LA CLIENTELE INSTITUTIONNELLE un

## ANALYSTE FINANCIER

[redacted] la gérance de [redacted] et ayant une [redacted] expérience de [redacted] Bourse de Paris.
[redacted] V.

[redacted] C.V., lettre manuscrite [redacted] photo sous [redacted] 720/M [redacted] SOFAC, 11, [redacted] Troyon - [redacted] qui transmettra.

---

**BANQUE PARISIENNE**
affiliée à Groupe Financier Important recherche pour renf[redacted] petite équipe d'exploitation dynamique.

## JEUNE CADRE
### ATTACHÉ EXPLOITATION

- [redacted] Supérieures ou équivalence.
- 2 à 3 ans [redacted] bancaire.

La préférence sera donnée à un candidat possédant de bonnes aptitudes commerciales, car ce poste débouche sur des responsabilités d'exploitant.

*Adr. C.V. + photo ss réf. 331 à Créations Dauphiné,* 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

---

GROUPE INDUSTRIEL
recherche

## JEUNES CADRES COMMERCIAUX
*(H.E.C. - E.S.S.E.C.)*

[redacted]
– poste de [redacted] technicité. [redacted] région GRENOBLE.
– [redacted] d'Adjoint [redacted] f Exportation. [redacted] après un an ou deux en usine.

Ecrire avec C.V. [redacted] n° 2077 [redacted] ET ENTREPRISES 18, rue Volney [redacted]

---

## INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE
*Région* RHONE-ALPES
*Recherche* pour son bureau de PARIS

## UN INGÉNIEUR
### E.N.S.T. confirmé

*Pour développer relations avec gde administration.*

*Adresser C.V.,* [redacted] *et prétentions à :* HAVAS LYON n° 5915.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI "Placards encadrés" [illegible] col. [illegible] + (la ligne colonne) | 42,00 | 48,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 9,00 | 10,29 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 70,00 | 80,08 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER | 28,00 | 32,03 |
| "Placards encadrés" | 34,00 | 38,89 |
| Double [illegible] | 38,00 | 43,47 |
| "Placards encadrés" | 40,00 | 45,76 |
| L'AGENDA DU [illegible] | 28,00 | 32,03 |



## offres d'emploi

Etabl. Financier Champs-Elysées recherche
**UN PROGRAMMEUR ASSEMBLEUR**
IBM 370/135 O.S./V.S.
Min. 2 ans expér. 5 X 8 X 13. Primes et intéress. Restaurant d'entrepr. Env. C.V., lettre manuscrite au Chef du Personnel, B.P. 720.08, 75361 Paris Cedex 08

Importante Sté à Bobigny ch. pour démarrage 370 + T.P.
**UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**
D.O.S./V.S. - COBOL - ASSEMBLEUR (connaiss. de C.I.C.S. souhaitées) Ecr. s/réf. 2.394, à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui trans.

Recherche, libre rapidement :
**COMPTABLE**
qualifié (ée), niveau B.P., ayant expérience PME et informatique. Ecrire avec C.V. et prétentions, no 2.712, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

**IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANÇAISE**
LEADER EUROPEEN [illegible] SA BRANCHE
cherche
POUR SECONDER
**SON CONTROLEUR DE GESTION**
et [illegible] une équipe de comptabilité anal[illegible]

**J.H. ou J.F.**
Age minimum : 28 ans. Titulaire du B.T.S. comptabilité et gestion d'entreprise, [illegible] sédant plusieurs années d'expér. Nous souhaitons trouver une personne dynamique ayant le [illegible] bien fait, [illegible] de négociateur et le sens des [illegible]. Horaire à la carte. Restaurant d'entreprise. [illegible] C.V. + [illegible] + prét., no 93.359 V, à BLEU [illegible], 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

GROUPE INTERNATIONAL [illegible] Sud-Ouest) recherche pour GESTION DES SOCIETES :
**JEUNE JURISTE**
— licencié en droit privé ;
— expérience préalable appréciée, particulièrement en matière de droit des sociétés.
Envoyer C.V., photo et prétent. sous [illegible] 51, à FO[illegible]LLE [illegible] 3, [illegible] 78140 [illegible]

Société instruments scientifiques recherche
**AT 3 ÉLECTRONICIEN**
pour service après-vente.
Offrons emploi stable avec activités en laboratoire et [illegible]lacements province.
Ecrire avec C.V., photo à Roucaire, B.P. [illegible] 78140 Vélizy.

ATP ou ingé[illegible] expér. électronique d[illegible] rapide. Anglais courant. Libres de [illegible] Tél. pour R.-Vs. : 293-34-01.

Sté Expertise - Comptable rech.
**STAGIAIRE**
2e ou 3e année, ou
**COLLABORATEUR CONFIRME**
élément dynamique, dég. O.M. Libre rapid. Env. C.V., photo [illegible] prét. à M. [illegible] GESTION, 32, [illegible]

[illegible] INDUSTRIEL [illegible] banlieue OUEST propose 2 postes intéressants directement reliés à la Direction générale
**Chef de service financier**
Niveau expertise [illegible]inante fiscale. [illegible] : [illegible] financement, [illegible]

**Contrôleur de gestion**
D.E.C.S. [illegible] références industrielles. Mission : [illegible] exploitation d'un contrôle de gestion informatisé.
Adresser C.V. et photo [illegible]férence 11.809 M, HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, PARIS (8e).

Infirmiers (ères) D.E., demandés (ées) par établ. rééd. [illegible] adolesc. et adultes. Centre Helio-Marin, 06220 Vallauris, Tél. (93) 63-83-45.

Dans le cadre de son expansion SYSMO Micro-Ordinateurs APL recherche
**CHEFS DE PROJETS**
référ. 310
Expérience de conception d'applications (rédaction cahier des charges) et de programmation en gestion [illegible]
**ANALYSTES PROGRAMMEURS**
référ. 320
26 ans minimum
Expérience de [illegible] ans de programmation indispensable.
**PROGRAMMEURS**
[illegible] 330
24 ans minimum
DUT gestion exigés
Pour l'ensemble de ces postes, la connaissance et la pratique de l'APL, ALGOL, PL 1 ou FORTRAN sont très souhaitées.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions, sous réf. précitées à J.G. MANZIONE SYSMO, 6, bd Jourdan, 75014 PARIS.

Foyer d'action [illegible] recevant adolescent[illegible] [illegible] personnel [illegible]
— [illegible] D.E.
— Monitrices [illegible] D.E.
(Con[illegible]on c[illegible]ctive [illegible]) de [illegible] Ecr. av. C.V. [illegible] Foyer féminin 35, av. [illegible] Mulhouse.

## représent. offre

FABRICANT JEANS [illegible] LOISIR recherche
**REPRÉSENTANT**
exclusif secteur Paris et [illegible]lieue pr visiter clients, gds magasins, surfaces et dét. spécialist. Ecr. no 8.419, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cherche V.R.P. [illegible] introd. milieu bourgeois et ccial. Vente systèmes d'alarme. Tél. : 645-70-06, de 14 à 17 h.

RECHERCHONS
**TECHNICO-COMMERCIAUX**
visite et prospection clientèle industrielle région parisienne. Voiture indispensable.
— [illegible] V.R.P.
— Fixe + commission + participation aux frais de déplacements.
Tél. : [illegible]

## travail à domicile

*Demande*

Cherche tous travaux [illegible] dactylo, mémoires, rapports. TEL. : 325-19-55.

Part. [illegible] travaux dactylographie à domicile même magnétoph. Ecr. [illegible]6.398, « le Monde » Pub. 5, r. [illegible] Paris-9e.

[illegible] ts trav. de [illegible] compt., [illegible] lett. stencyls, mach. tive Adler, chariot 46 cm. Tél. : 534-35-76.

## propositions diverses

[illegible] agence d'imp./export en [illegible] à [illegible] maison par la poste. [illegible] LM, Agce Nigel Atkins, [illegible] Mon[illegible]cy [illegible] 15120, France (ne répon[illegible] qu'en [illegible] V.P.).

**ENTRAIDE CADRES**
[illegible]
**DEMANDEURS EMPLOIS**
Adresser lettre + C.V. + gde enveloppe, retournée, rédigée : ECIT, 122, rue de la Gare, 95120 ERMONT PARIS.

## capitaux ou proposit. com.

IMPORTANTE [illegible] NEGOCE SPECIALISEE, EN FORTE EXPANS., ACCEPTER. PARTICIPATION FINANCIERE. [illegible] JD/241, HAVAS (B.P. [illegible] 76002 ROUEN CEDEX.

RAYM. VANNUCCI CONSEIL en investissements dispose pour ses clients capitaux importants pr acquérir immeubles libres ou occupés, hôtels tourisme ou autres, locaux, usines et magasins. Discrétion assurée. 116, bd Sébastopol, 75003 PARIS. Tél. : 887-87[illegible] +.

## [illegible]

[illegible] cher bijoux, [illegible]enterie. — PERRONO S.A., 4, Chaussée-d'Antin, OPERA 37, av. [illegible], ETOILE Vente [illegible] occas[illegible] - Echange.

## cours et leçons

**MATH** Rattrap. par prof. exp. Px modéré. T. 278-77-71

*Nous prions instamment [illegible] annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre [illegible] lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés [illegible] documents qui leur ont été confiés.*

*Voir [illegible] immobilier [illegible] autres rubriques en page 38*

## secrétaires

**NOTRE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**
[illegible] la gestion de [illegible] 9 pays différents
recherche
# SA SECRÉTAIRE
CE [illegible] à pourvoir immédiatement, requiert :
— [illegible] grande disponibilité intellectuelle ;
— Une [illegible] puissance de [illegible] ;
— La capacité d'adapter [illegible] horaires à sa fonction ;
— Une bonne pratique [illegible] la langue anglaise et de la sténo-dactylographie ;
— Une expérience professionnelle similaire.
La préférence sera donnée aux jeunes femmes de 35 ans minimum. Pour cette année, une période de congés [illegible]geable.
[illegible]été [illegible] à proxim. [illegible] Argentine.
[illegible] priées d'adresser un C.V. dét. [illegible] photo sous réf. no 7.260 [illegible] P. LICHAU S.A., [illegible] Louvois, 75063 Paris Cédex 02, q. [illegible] (Tous [illegible] doss. seront traités confid.).

ORGANISME FINANCIER
Paris 9e
(Quartier Opéra - Chaussée d'Antin)
recherche pour son SECRETARIAT GENERAL
**SECRETAIRE**
— Formation ou expérience ([illegible] moins 3 ans, [illegible] domaine juridique [illegible] financier indispensable, (capacité en droit ou équivalent, bonne [illegible] comptable).
— D[illegible] assurer son propre secrétariat (travaux administratifs, sténo-dactylo).
Adresser C.V. manuscrit, [illegible]to et prétentions [illegible]us référence 1157 M à :
M. Jean PETERFALVI
139 rue des Etats-Unis
36000 CHATEAUROUX.
pro/jets

IMPORTANTE SOCIETE QUARTIER NATION recherche
**SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO**
Bonnes références pour secrétariat général.
Adresser C.V. et prétentions no [illegible], Contesse Publicité, [illegible] PARIS (1er).

IMPORTANTE ENTREPRISE BATIMENT ET T.P. recherche pour son siège BANLIEUE SUD
**SECRETAIRE**
[illegible] SERVICE COMMERCIAL
Souhaité :
— Expérience plusieurs années dans profession B.T.P. ou promotion immobilière ;
— Bonne connaissance en langue anglaise.
Adr. C.V. manuscrit et photo à no [illegible] CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, [illegible]ier, q.t.

*Secrétaires de direction*

Président d'une multinationale recherche pour l'OISE sa
# SECRETAIRE
[illegible] annuel : 85.000 F.
Français et Anglais [illegible] tylo et rédaction aisée dans les deux langues.
Il existe [illegible] possibilités de transport à partir de Creil pour le personnel venant de Paris.

[illegible] CV, photo et salaire actuel au Cabinet Claude Vitet - 2, rue Marengo 75001 PARIS

Importante Société
NEUILLY
recherche
# secrétaire de direction
[illegible] ans minimum, confirmée par une réelle expér[illegible] [illegible] références. Ce poste requiert [illegible] très bonne culture générale, une formation supérieure, une bonne connaissance [illegible] langues anglaise et allemande ou une parfaite maîtrise [illegible] l'une de [illegible] langues, [illegible] excellente présentation, [illegible] qualités d'ordre et [illegible] méthode, un esprit d'initiative.
Nombreux avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Primes. Mutuelle. Env. CV, photo [illegible] prét. s/réf. 9135 à
organisation et publicité

EVRY VILLE NOUVELLE
Constructeur fours industriels pour boulangeries, pâtissiers, collectivités, grandes surfaces, etc., recrute
**SECRÉTAIRE DE DIRECTION**
chargée des questions commerciales du bureau d'études « Nouveaux Produits », de l'organ[illegible] des tableaux [illegible] bord et de la comptabilité quotidienne. Ecr. [illegible] C.V. détaillé et photo [illegible] PONS, Z.I. de la Marinière, Bondoufle, 91000 EVRY V.N.

Sté Immobilière Internationale
RECHERCHE URGENT
**SECRÉTAIRE DE DIRECTION**
[illegible] Anglais ou [illegible] BILINGUE [illegible] réf. [illegible] Ecr. [illegible] C.V. [illegible] A. [illegible] 38, r. [illegible] PARIS (qui transmettra), [illegible]

## demandes d'emploi

200.000 [illegible] +
**DIRECTEUR D'ENTREPRISE**
500 personnes - C.A. 350 millions de francs
[illegible] ans - Formation supérieure
Expérience pleinement réussie [illegible] sa branche.
Cherche :
[illegible] de responsabilité [illegible] équipe [illegible] direction dans une entreprise en expansion.
Etudierait
Toute proposition pouvant permettre de poursuivre son évolution personnelle et de déboucher sur une situation stable et équilibrée.
En vue du contact, en définissant les grandes lignes de la société et des missions éventuelles,
écrire au no 390 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9e).

**CADRE DIRECTION** 28 ans
Formation supérieure
Gestion - Droit - Comptabilité
Expérience
Direction équipe vendeurs
Elaboration plan marketing.
[illegible] en place contrôle [illegible] gestion.
CHERCHE
POSTE A [illegible]
Ecrire no 405 « le Monde » [illegible] 5, rue des Italiens - 75427 [illegible]

**DIRECTEUR**
**administratif et financier P.M.E.**
— Licencié en Droit des Affaires ;
— 41 ans. Nationalité tunisienne. Résident en France depuis 20 ans.
● Longue expérience des contrôles internes au niveau des divers départements (direction, finances, gestion clients, etc.) ;
● Français, arabe, italien courant ;
● [illegible] ;
● Souhaiterait poste à responsabilité [illegible] Société dynamique.
Libre rapidement
Ecrire [illegible] 392, « LE MONDE » Publicité, 5, rue [illegible] Italiens, 75427 PARIS (9e).

**JURISTE DROIT SOCIAL**
— Licenciée en dr[illegible] - [illegible] profession d'avocat ;
— Spécialisation et expérience droit du travail,
recherche à Paris
STAGE CHEZ AVOCAT SPÉCIALISÉ EN LÉGISLATION SOCIALE
Ecrire no [illegible] « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 Paris (9e).

**CADRE ADMINISTRATION COMMERCIALE**
48 ans BACHELIER
Longue expérience organisation, ré[illegible] de vente, marketing, promotion des ventes et publicité.
COMPETENCES :
— Contrôle de gestion [illegible] gestion prévisionnelle. Spécialistes en produits « Grand Public », conception électronique et méthodes audiovisuelles.
[illegible] poste responsable Administration commerciale, marketing, inspection des [illegible]
[illegible] à no 98.700 - [illegible] Publicité, [illegible] de l'Opéra - [illegible] 01, qui transmet.

**DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT**
● [illegible] aux [illegible] à haut niveau ;
● expérience [illegible] biens d'équipement [illegible] services ;
● apte à déclencher des affaires et à en assurer le suivi ;
● gestionnaire soucieux de rentabilité [illegible] d'efficacité ;
● professionnel de la [illegible] de développer les C.A. sur [illegible] précis et d'atteindre les buts fixés ;
● [illegible] imaginatif, souple, [illegible] motivé par [illegible] gain.
[illegible] propositions à partir d'un minimum de 200.000 F. par an.
SANPERA - Tél. : 747-48-11 ou REGIE-PRESSE, tél. : 715 M.
85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

**JOURNALISTE EXPÉRIMENTÉ**
PROBLÈMES RÉGIONAUX
Très bonne [illegible] régions françaises, [illegible] compromise. [illegible] transports, énergie, tourisme, urbanisme, problèmes culturels et linguistiques.)
Résidant Pa[illegible], [illegible] toutes propositions collaboration [illegible] à [illegible] partiel, [illegible] ou [illegible] quotidien ou périodique, généraux ou spécialisés.
[illegible] FIN AVRIL.
Ecrire sous le numéro 8.415, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

**CADRE COMMERCIAL H.E.C.J.F.**
**Expérience Marketing et Communications :**
Publicité - Promotion - Edition [illegible] publiques.
ETUDIE TOUTES PROPOSITIONS PARIS.
Mme PEYRE, 82, rue de la Fédération - Paris (15e) Tél. : 273-04-78.

J. H. 24 a., expér. journalisme, lic. lettr., ch. empl. préf. presse, édit., pub., rel. pub., acc. stage. No 407, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

H., 34 a., 10 a. d'expér. Cciale en gest., ch. pl. gérant appointé. Ecr. Maillard, 12, r. des Vignoles (20e). Téléphone : 370-32-18.

J. F., 20 ans, niveau B.E.P.C., cherche emploi mi-temps, comptable mécanographe. — [illegible] : no 6.443, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

INFIRMIERE D.E., 28 ans, not. radiologie, 8 ans expérience, cherche emploi de 8 à 15 h. Téléphone : 584-04-48.

JEUNE FILLE 19 ANS Bac G 1, cherche emploi sténodactylo bilingue (anglais) ou [illegible] dans rég. Versailles et environs. Ecr. no 6.437, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J. H., 27 ans, permis travail en Suède, lic. lett., 2e ann. Sc. Po., maîtr. lang. scand., préparation 3e cycle suéd., dan., angl. cour., étud. ttes propos. (adm. com). Téléphone : 969-15-41.

Cadre techn., célibataire, 10 ans expér. travaux maritimes, libre immédiat., cherche pour Moyen-Orient, Afrique ou Amérique latine poste contrôle de conduite travaux génie maritime. Tél. : 073-22-45 ou 265-17-66.

TRADUCTRICE FORMATION SUPERIEURE FRANÇ. - ANGL. - ESPAGNOL cherche emploi France ou étranger. Etudie toutes propositions. ECRIRE HAVAS, VALENCE 7.647.

DIRECTEUR ADMIN. FI[illegible]NC. Ingén. inf., doct. gestion, [illegible] a., 10 a. [illegible] trésor., financ., cont[illegible] informat., rech. poste près [illegible] moyenne entrep. Tél. 020-5[illegible] ou écr. no 63.718, Monde, [illegible] b., r. Réaumur, [illegible]

DIRECTEUR [illegible] 40 ans, 15 ans d'expérience [illegible] 8 en Amérique du Nord, recherche poste dans société de vente de service, prêt à voyager, parlant : anglais, italien, espagnol. Ecr. no 393, « le [illegible] » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE 32 a., étud. cciales sup., 4 a. direction petite aff., 4 a. administration cciale gro[illegible] port., lib. imméd., ch. s[illegible]. Ecr. no 374, « le Monde [illegible], 5, r. des Italiens, 75427 P[illegible]

CADRE 27 ANS, diplôme supérieur commerce, option marketing, anglais, allemand, 5 ans expérience vente France, étranger, recherche situation avenir. Ecr. no T 098.401 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

GEOLOGUE 41 a., dipl. études supér. techn. 15 a. d'exp. comme géologue et topographe, ch. empl. stable. Tél. 626-75-66 ou écrire : M. Mattels-Lazar, [illegible] des Verrières, 92310 SEVRES.

COLLABORAT. d'ARCHITECTE 31 a., 13 a. expér., projet, permis, [illegible] ; inspect. chantiers importants, cherche pl. stable [illegible] inspect. travaux et probl. techn. Lib. de suite. BAUMGARTNER, 10, sq. du Croisic [illegible] Tél. 579-95-98

Pharmacien, 8 a. expér. indust. rech. [illegible] resp. production, ordonnancem., organisat., visas ou internat. Rég. paris., Paris. Ecr. No 409 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 27 ans, Doctorat 3e cycle Sciences humaines, ch. emploi rural, ouvrier agricole ou autre. Ecr. no T 98.431 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Ancien enseignant Afrique, Asie, 37 a., actuel. agent de maîtrise Cie internat. de transports, ch. poste apr. format. Asie-Afrique anglophones, ds multinationales, contrat métropol. d'expatr[illegible] exigé. Ecr. no T 098.399 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

J. H., 26 a., niv. étud. sup. angl. espagnol, not. import - export, gestion, etc., expér. des voyages, contact ht niveau en Amérique du Sud. Etudie ttes propositions. Ecr. No T 63.967 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

J. H., 28 a., 2 a. médecine MAITRISE LETTRE I.A.E. petite exp. marketing, rech. poste à responsab. av. possibilité d'évolution. M. GUITARD, 4, r. des Capucines, 92190 Meudon.

J. H., 23 a., dégagé O.M., dipl. [illegible] option commerce international, anglais, esp.sp. notions russe, dynam., qualités relationnelles, ch. situat. import-export, attaché ccial, publicité. Libre voyager. Etudie ttes proposit. Tél. : 825-14-75 ou écr. Lahaille, 96, r. Thiers, 92100 Boulogne-Bill.

URGENT. J.F., 26 a., ch. trav. d'appoint, soirs, samedis : secrétariat, vente, etc. Tél. 205-59-29.

Cadre 30 a., licence en droit, anglais, chinois, cherche emploi dans commerce international. [illegible]nelle. Dis[illegible]nibil[illegible] voyage. Ecr. no 8.[illegible] « [illegible] Monde » [illegible] 5, r. [illegible] 75427 Paris-9e.

CADRE COMMERCIAL
Grande expérience Afrique, négociateur haut niveau, spécialité électro-mécanique, électro-ménager, matériels industriels et automobiles, rech. situ[illegible] AFRIQUE francophone. [illegible] ttes propositions. Ecr. No T 98.419 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

Ex-agent [illegible]de marque résid. ORAN ([illegible]érie) ch. emploi correspondant [illegible] [illegible], 6, r. [illegible] 85800 [illegible]

**AUDIT INTERNE**
Niveau expert comptable, H., 31 ans, 9 a. expérience fiduci[illegible]. Etud. ttes [illegible] Paris Rémun. [illegible] l'an. [illegible] « le [illegible] » Pub., [illegible] r. [illegible] 75427 [illegible]

**AMÉRICAINE**
Assistante administrative gouvernement U.S. et relat. pub. Professeur anglais, traductions, 7 a. expér. Paris, rech. emploi. Tél. : 544-15-24.

**GRADE IV**
Grande expérience et poste de responsabilité dans grande banque de dépôts, étudie toutes propositions pour poste à l'étranger, pays indifférent. Libre rapidement. Ecr. no 328 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

**CONSEIL EN GESTION EXPERT COMPTABLE**
DIPLOME
se propose à temps partiel pour assistance direction FINANCIERE OU GENERALE P.M.E. sur Paris ou rég. paris. Ecr. no T 98.164 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**INGENIEUR GRANDES ECO[illegible]**
ANGLAIS COURANT [illegible] ans ch. POSTE A RESPO[illegible]ABIL. RESIDENCE SOUHAITEE :
— Libye, Syrie, Egypte, Irak ou Jordanie.
Ecr. no T 98.388 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

FEMME, [illegible] ans, rech. EMPLOI
**CHEF D'ATELIER COUPE** PRET-A-PORTER FEMININ
Ecr. no T 98.385 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**GESTIONNAIRE**
Jeune cadre dipl. études supér., 2 ans expér. contrôle de gestion, ch. poste à responsab. à Paris. Ecr. no T 98.213 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

CADRE 26 ans, chef service comptabilité générale, responsable comptabilité analytique dans important groupe immobilier, cherche poste à responsabilité dans entreprise dynamique. — Ecr. no T 098.390 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Etudiante en langues suisse[illegible], 22 a., ch. place chez une famille française comme gouvernante pendant les vacanc. du 22 mars au 23 avril 77. Ruth [illegible], Weinbergstr., [illegible]

CHEF DE [illegible] ET DE [illegible] 26 [illegible] — [illegible] de 1er [illegible] TS ESTIENNE (4 + 5 ans) Expér. de l'animat. de groupes + stage CESI : r[illegible] formation - Edition - Publi[illegible] recherche place stable, annonceur ou agence. Ecr. no 6.439 « le Monde » Pub., 5, r. d. Italiens - 75427 Paris-9e.

## information emploi

**POUR TROUVER UN EMPLOI**
Le CIDEM [illegible] d'information sur l'emploi, association sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages). Extraits du sommaire :
● Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
● La [illegible] et ses [illegible]
● 12 méthodes pour [illegible] l'emploi [illegible] avec [illegible] d'actions [illegible].
● Réussir entretiens, [illegible]
● Les bonnes réponses [illegible]
● Emplois les plus [illegible]
● Vos droits, lois et accords.
Pour informations, [illegible] CIDEM, 6, sq. [illegible]gny, [illegible] Le Chesnay.

## automobiles automobiles



Vends Peugeot break 204 (essence), 1975, bon état. M. LECOCQ : 331-05-67.





MERCEDES [illegible] [illegible]tique, 11.000 km, juin 76, [illegible] garantie. RADIO-CASSETTE, [illegible] Tél. : [illegible]



[illegible] vend 504 TI 1974, gris métal. [illegible] intérieur cuir havane [illegible] Direction assistée. Inject. Toit ouvrant. 1re main. Etat impecc. 59.000 km. Prix : 17.000 F. TÉL. 723-91-20, Mme Desplanches.

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| [illegible] D'EMPLOI | 40,00 | 45,76 |
| "Placards encadrés" 2 col. [illegible] + [illegible] ligne [illegible] | 42,00 | 48,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | [illegible] | 10,29 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 70,00 | 80,08 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER | 28,00 | 32,03 |
| "Placards encadrés" | 34,00 | 38,89 |
| Double insertion | 38,00 | 43,47 |
| "Placards encadrés" | [illegible],00 | 45,76 |
| L'AGENDA DU MONDE | 28,00 | 32,03 |



# L'immobilier

## appartements vente

### Paris Rive droite

16e GRAND 5 P. + service. Tt cft. Soleil. Impeccable. Tél. 578-93-93 matin, repas.

17e ARGENTINE [illegible] imm. tout confort, magnifique appt, liv. dble, 2 chbres, 2 bains. Visite mercredi 14/17 h., 1, SQUARE VILLARET-DE-JOYEUSE.

Près RAYNOUARD IMM. RECENT Vaste séj. + 2 chbres, tt cft. [illegible] équipée. Dressing. 94 m2. Px 665.000 F. VERNEL, 526-01-50.

MAILLOT PEREIRE Calme absolu [illegible] CUIS. - BAINS 60 m2 envir. Cft. Excellent état. Claude ACHARD - 624-53-46

PEREIRE 5 P. - BELLE RECEPTION Imm. P.D.T. 2 CHBRES SERV. TEL. 870.000 F. POSSIBLE PROFESS. LIBER. 373-04-52.

FOCH [illegible] - Récent Standing Superbe 2-3 P Cuis. Bains. 266-16-65

TROCADÉRO 48, r. de Longchamp, [illegible] Dispon[illegible] : 9 appts [illegible] du studio au 5 pièces, 1 triplex 5 p[illegible] terrasse. Prix ferme et définitif [illegible] 1er trimestre 1977. [illegible]forma[illegible] sur place tous les jours, de 14 h. à 19 h., sauf dimanche. [illegible] — Téléph. 874-49-32.

RUE MAZARINE 1er ét., [illegible] 5 p. 185 m2 [illegible] réception, cuis. éq., tél., [illegible] poste 24-40.

AV. R.-POINCARÉ Immeuble catégorie exceptionnelle, magnifique 315 m2 groupés. 3 services, 2 boxes. Profession libérale. Exclusivité. FRANK ARTHUR, 766-01-69.

INVESTISSEURS Rentabilité très élevée. [illegible] STUDIOS, 2-3 P. DUPLEX rénovés ou à rénover dans PARIS 12 programmes. Location et gestion assurées. GROUPE VRIDAUD 15, r. de la Paix, 75002 PARIS. Téléph. 261-52-25 +.

BUTTES-CHAUMONT Près PARC, beau 4 P, 78 m2, tt confl. Imm. récent, 5e étage. Parking, calme, soleil, parfait état 320.000 F. — 266-32-38.

RUE DOCTEUR-BLANCHE LUXUEUX TRIPLEX 140 m2 + grenier + terrasse + box, dble living 50 m2; 2 chbres, bur., 2 bns, toil., cuisine équipée, cheminée, stéréo, téléphone. 1.300.000 F. — Téléph. [illegible]

PLACE DES VOSGES (proximité), dans bel immeuble neuf « STYLE MARAIS », TRES BEAU 4 PCES 90 M2 CALME, SOLEIL, VERDURE. 278-46-43.

MUETTE [illegible] appart. [illegible] étage e[illegible] grande [illegible] champ. 622-02-17.

AV. LEOPOLD-II, [illegible] sur verdure, bel imm. 7 p., [illegible] 3 sanitaires, impeccable. Box. MARTIN, Dr d[illegible]t 742-99-09.

PLACE DE LA TRINITE Imm. P de T., gd et sup 5 p., tt cft, plein soleil, prof. libér. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

MUETTE. Bel imm. P. de T., 5-6 p., tt cft, chbre service. Profession libérale. MARTIN, Dr Droit 742-99-09.

TROCADERO GD 4 p., bains, dégagements, cave, 140 m2 envir. Prix exceptionnel. 580.000 F - 805-19-64.

Me SAINT-GEORGES. Pptaire vend 3 p., ent., s. de bs, wc, entièrem. refait à nf, moquette. Prix 230.000 F - 526-34-61.

Sur PLACE [illegible] VOSGES RAVISS. APPT 2[illegible] m2 [illegible] bo[illegible]es Soleil. T. : 622-02-17.

Pl. Malesherbes. Tr. be[illegible] 7 p., étage él., parfait état. [illegible]-02-17

MARAIS. IDEAL PLACEMENT STUDIOS [illegible] conft, poutres. 130.000 F Gros crédit Location assurée. Propriétaire sur place mercredi jeudi, de 14 à 19 h., 41, RUE CHAPON

AVENUE CARNOT (près) Beau 100 m2, gd balcon imm récent, 640 000 F 225-73-26.

Philippe-Auguste. Hall d'entrée, [illegible] séj., salon, 3 chb., cuis., 2 wc, s. bains + salle d'eau Dressing, chff 520.000. 346-63-85

R. MIRABEAU. Dans bel imm 6e étg., asc., calme, dble livg, 2 [illegible] tt conft + chbre serv. HENRI LORANS - 267 53-84

Près GARE EST. Coquet petit studio cft. Impecc. Très bon placem. Px 63 000 F 324-08-94

MAIRIE 17e. B imm asc. vide ordures interphone 2-3 p. à rénover ou rénovés. Pour investir ou se loger. GROUPE VRIDAUD 261-52-25 Ouvert le samedi.

MARAIS 2 pièces, confort charme, soleil Prix intéressant. 628-55-69

Parc MONCEAU. 4-5 p., tout cft, tél., balc., impec aff exc 900 000 F AMP 18-38.

R. DU PONT-AUX-CHOUX Living dble + 2 chbres cuisine équipée, salle de bains. Tél 306 000 F 325-74-97

BUTT.-CHAUMONT Vue village gd séjour 2 ch., tt cft. 100 m2 dernier étage, asc. 629-55-69

VD appt 110 m2, r.-de-jdin, 3 grandes p. + cuis. + s. bs tt cft + chbre de bne + jardin privatif vue Seine. 34 av Pt Kennedy 16e. T. 288-71-39. Paris

6 P. AV IENA Récent standing 240 m2. 4 chbres 3 sanit 2 chbres serv., park 2.800.000 F. - B.C.B. : 727-89-39.

### Paris [illegible] gauche

SAINT-SULPICE POUR GENS DE GOUT 2e étage, escalier [illegible] élégant appart. avec boiseries, 250 m2 sur RUE et GDE COUR SOLEIL. PARKING. RIC. 02-44.

XVe STUDIO tout confort 566-02-85

15e LOURMEL Ravissant duplex [illegible] Récept. 2 chbres. terrasse 35 m2. Et. élevé. Park ZANNETTACCI 296-17-01, poste 201.

ODEON RUE HAUTEFEUILLE HOTEL XVIe SIECLE ENTIEREMENT RESTAURE APPARTEMENTS DE 2 A 5 PIECES DE 85 m2 A 170 m2 POSSIBILITE PARKINGS Livraison : AVRIL 1977 Documentation et visite : SOREDIM 227-91-45 755-98-57

VAUGIRARD 5 P 4e ét. Imm. 1970. 112 m2 dble liv. + 3 chbres sur jardin. Park. sous-sol. 630.000 F JOHN ARTHUR & TIFFEN 766-04-66/924-28-44.

13e Près Jeanne-d'Arc Calme - Petite maison originale 100 m2. 3 niveaux, avec garage. 430.000 F, frais notaire compris. Claude LACHAL S.A. 766-02-02.

AV DE CHOISY Bel imm. récent. Living. ch., 62 M2. Terrasse 11 M2 Vue. Tél. 340.000 F 366-48-29.

7e [illegible] sur SEINE. 5 p. principales, 2 s. [illegible] Grand Standing. 705-24-10.

BAC ST-GERMAIN 6 P 180 m2, très bon état. Prof lib. 227-11-89. BOURDAIS APPARTEMENTS

ST-GERMAIN-DES-PRES Dans Hôtel Part. XVIIIe EXCEPTIONNEL sur JARDIN 220 m2, 5 pièces groupées + 2 indépend., studio de service, 2 park., prof. libérale. 766-01-69

CENSIER. P. de T. Dble living, 2 ch., balc., tt cft 535-16-4[illegible].

5e VAL-DE-GRACE S/JARD. ORIGINAL 3 P Luxueux aménagé [illegible] CALME. SOLEIL. [illegible] 033-30-72.

15e CHBRE, 1er ét., occupée. LOUEE 380 F par mois. 28.500 F - 579-75-60.

Immeuble neuf, [illegible] PORTE DE V[illegible] 376, rue d[illegible] Beau studio 38 [illegible] + balcon-loggia, 4e ét., tél., cave, park. [illegible]ce mercredi, 14-19 h. [illegible] SEICAP. OPE. 73-45.

RASPAIL Immeuble standing ELEGANT STUDIO, tt confort. - 266-16-65.

99, RUE DE SEVRES [illegible] 5 pièces neuf 91 m2 + 268 m2 toit [illegible] Cuisine équip., dressing aménagé, T.V., tél., volets roulants électriques. Sur place de 14 h. à 18 h. ou téléphoner à VIP, 567-54-56.

JUSSIEU - FACULTÉ Dans bel immeuble rénové. Jardin particulier. — RESTE : 1 PETIT STUDIO et 1 SPLENDIDE DUPLEX 70 M2, tt conft. TELEPH. [illegible]

RUE CHERCHE-MIDI Studio tout c[illegible] 119.000 F. 2 pièces, tout [illegible], 215.000 F. Imm. rénové, [illegible] placement. 56[illegible]

SAXE. Jam. hab IMM. GRAND LUXE, STUDIO et 2-3 pièces EN DUPLEX. S/pl mercredi, [illegible] h., 12, VILLA DE SAXE.

[illegible] MONTPARNASSE Bel imm., beau studio cft, jolie VUE. Prix 120.000 F 326-08-94.

PLACE d'ITALIE. Imm. 8 ans, 7e étage, 2 pces, entr., cuisine, wc, à rénover ou rénové. Pour investir ou se loger, avec 40.000 comptant. GROUPE VRIDAUD. 261-52-25 Ouvert le samedi

STUDIOS, tout conft. 60 000 F « FAC », 337-69-59

7e - 25, QUAI VOLTAIRE A saisir avant rénovation, Bel appt 5-6 p., 3e étg., s/SEINE face au Louvre. Possib. parking 1.700.000. Vis. ts les après-midi

7e - 25, QUAI VOLTAIRE Beau duplex 50 m2, soleil; calme. Prix 420.000 F. Visite tous les après-midi.

ECOLE MILITAIRE 12, RUE CHEVERT Plusieurs STUDIOS et 2 PCES de différentes surfaces Sur rue et s/cour, imm 1930 en cours de restauration, tout confort par l'immeuble. [illegible] ges possibles. Visites lundis mercredis, vendredis, de 14 h 30 à 18 h 30.

V.-du-TEMPLE BL.-MANTEAUX 100 m2, 4 p., SOLEIL. CALME Et. élevé. Asc. ODE 42-70

Champ-de-Mars. Duplex 7 p., 150 m2 + serv + box. Soleil, balc., terrasse 346-58-36 matin et 277-63-37 après-midi.

CHAMP-DE-MARS prox. Imm. p. de taille 7-8 P 2 bns, 2 portes palières. J. FEUILLADE. - Tél. 566-00-75.

RASPAIL/MONTPARNASSE Asc. TERRASSE PANORAMIQ. DUPLEX 48 m2, séj.+chb. luxe, SOLEIL. ODE. 42-70 - CALME.

Gd BALC. Jard. des PLANTES, 140 m2, SEJ. DBLE, 3 p., asc., [illegible] élevé. ODE 42-70. Calme.

### Région parisienne

CHARENTON 2 pas Me Liberté Immeuble récent Stand. Vue impren. [illegible] Paris. Confortable studio, vaste entr., séjour, balcon, cuisine équipée, s. de bains. Très bon goût. W.-C. 177.000, avec 36.000. A[illegible] 133 bis, rue de Paris, CHARENTON. 368-66-25 et [illegible]

BOULOGNE Exceptionnel Récent Gd APPT 5/6 P. 160 m2 + chbre service. Terr[illegible] Tt cft. [illegible] dble. 1.130.000 F. [illegible]

BOIS DE BOULOGNE Immeuble en pierre Sur jardin 11 apparts, du studio au 4 pces. Fin 77. Loyer S.A. — 277-97-26.

NEUILLY MAIRIE Immeuble pierre de taille 1920 Tout confort [illegible] central 2 PIECES 35 m2 ENVIRON [illegible] BON PLACEMENT [illegible] renseignements et visites : 755-98-57 ou 227-91-45

NEUILLY - Près Me Surfaces aménageables 90 à 180 m2. CH. MAHOUT - Tél. 563-11-59.

NEUILLY PRES BOIS Belle réception, 4 chbres, [illegible] Dégagé, s/verdure, 2 ch. serv. MICHEL [illegible] REYL - 266-90-06.

BOULOGNE Me Pont-de-Sèvres Appt impeccable. Séj. 2 chbres. Terrasse. Parking en sous-sol. 330.000 F - ORPI. - 825-24-10.

NEUILLY - Bd Cdt-Charcot de imm. anc. p. de t., gd stdg. appt 7-8 p., 280 m2, ét. él., studio de serv., gar. Foncia, [illegible]

LIMITE RUEIL/MALMAISON Appt dans imm. récent avec jardin privé de 700 m2 aménagé, 6 p., cuisine entièrem. équipée, 2 s. de bs, 1 cab. toil., 1 buanderie, 1 sauna, 4 parkings en ss-sol, tél., orientation sud-ouest. 650.000 F - 256-38-84.

2.700 F LE M2 MELUN 30' GARE DE LYON reste à la souscription Living + 4 chambres, 2 sanitaires, 2 w.-c., 30 m2 balcon, double exposition, calme PRIX 328.000 F Livrables immédiatement IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. de Friedland 359-13-35

PANTIN (Eglise), près Me, bel imm., studio, salle eau, wc, chauff. cent. Prix [illegible] MARTIN, Dr Droit [illegible]

SEVRES. Récept. p. de t., 4-6 PIECES, balcon, vue, tt conft, 385.000 F av. facil. 027-57-48.

Chilly-Mazarin - SNCF, RATP Bel appartement 3-4 pces, 76 m2, séjour double, 2 chambres, cuisine, dressing et penderie [illegible] Cave + parking Tennis Piscine. Prix : 180.000 F. Téléphone : 909-47-60.

PONT NEUILLY LE FRANCE 2 p., 78 m2, tout cft, 9e étg., vue sur Seine, soleil, parking. Tél 1.700 F. Mercr. 12 h. 30-14 h., 14, quai National, PUTEAUX ou 705-39-10.

BOUGIVAL. Appt gd standing, dern. étg., séj., 2 chb., 90 m2 habit. Terras. 130 m2, balc 20 m2 box, parkg, cave, piscine Prix 630.000 F J.M.B., 970-79-79

Près Bois Vincennes [illegible] R.E.R. beau séjour, salon, entr., 2 [illegible] cuis., wc, s. de bains, balcons chf., parkg. 318.000 F 344-71-97.

Calme, verdure. NEUILLY/BAGATELLE 119-121, rue de Longchamp Livg + 2 chb. + chb. de serv., parking S/pl. le 16-2 - 14-17 h. Cabinet Cl. ACHARD : 624-76-97.

Mairie-d'IVRY Imm. de caractère, vide-ordures, interphone, jdins aménagés, studios, duplex à [illegible] ou [illegible] Pour investir ou se loger avec [illegible] GROUPE VRIDAUD 261-52-25 Ouvert le samedi.

### Province

NICE - 4-5 pièces, 150 m2, tél., confort, chauffage central, terrasse privée vue imprenable, garage, cave, chambre de srv. 550.000 F Pour visiter : tél. 86-65-58.

MEGEVE. Face téléphérique MT-D'ARBOIS, pptaire vd 75 m2 en duplex. Renseign. 522 06 16

VOTRE STUDIO APPT. PIED [illegible] MONT-BLANC [illegible] bout de [illegible] téléphone. 887-43-40 AVIS 68, boul Sébastopol 3e.

LES HOUCHES CHAMONIX dans un décor exceptionnel face à la chaîne du Mont-Blanc au pied des pistes LES RÉSIDENCES DU PRARION Encore quelques appartements Livraison immédiate S.C.I. Résidences du Prarion 74310 LES HOUCHES Tél. (50) 54-45-67 et 54-41-17

## constructions neuves

A NICE LE GRAND LARGE 185, avenue de Pessicart VOTRE RÉSIDENCE DE TRÈS GRAND STANDING très belle vue - proximité centre ville PRIX MOYEN DE SOUSCRIPTION 3500 F le m² Ferme et non révisable Documentation: SEGUIM 80, bd de Cessole 06100 Nice/Tél. (93) 84.36.97 (réalisation seguim)

INVESTISSEZ A TOURS CENTRE IMMEUBLE NEUF DU STUDIO AU [illegible] A PARTIR DE 149.000 F [illegible] COMPRIS GARANTIE LOCATION [illegible] ans PRETS SPECIAUX P.I.C. GAUTARD IMMOBILIER 82, bd Malesherbes, Paris (8e) 292-28-13 [illegible] LUNDI AU VENDREDI

## appartem. achat

Rech. PARIS-16e, 7e arrdts pour bons clients, appts ttes surfaces et immeubles. Paiement compt. Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet (15e). T. 566-00-75.

ZANNETTACCI [illegible], av. R.-POINCARE Paris (16e), rech. APPTS et IMMEUBLES, CHAMP-de-MARS RIVE GAUCHE - MARAIS Tél. 296-17-01 (POSTE 210)

URGENT GERANT cherche APPTS STANDG 11e, 12e, 19e, 20e, BOIS VINCENNES. Ts quartiers. - 805-19-44.

JOHN ARTHUR ET TIFFEN 174, boulevard Haussmann (8e) 924-28-44 recherche d'urgence APPARTEMENTS 150 à 200 m2 PARIS (7e)

Rech. appts 3-4 p., 5e, 6e, 7e, [illegible] arrdts. PASTEYER, 7, rue [illegible] 266-95-04, le [illegible]

DECISION IMMEDIATE Sté ach. APPTS [illegible] mauv. état, Paris, N[illegible] 878-91-11.

Rech. pour p[illegible] 1 ou 3 PIECES vides ou [illegible] BON 16e. Tél. heures [illegible] HUSSON. 255-66-18.

DISPOSE PAIEMENT C[illegible] CHEZ NOTAIRE, achète, urgt, 1 à 2 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e - 873-23-53.

Achète directement COMPTANT URGENT, 2 à [illegible] pces PARIS, avec ou sans travaux. Préfér. près GACULTE. Tél. 873-20-47

## appartements occupés

17e ROME-BROCHANT, ds bel imm ravalé, tapis escal., 3 p., cuis., w.-c., occupé p dame seule, 82 a. 78.000 F, créd. 80 %. [illegible] mercredi 17-19 h., 112, RUE NOLLET [illegible]

APPARTEMENTS OCCUPES bons quartiers, toutes surfaces, tout [illegible] Prix exceptionnel vue urgence. Tél. 125-18-30

## locations non meublées Offre

### Paris

Hôtel part., 5-6 p., grand conft, refait neuf, 4.000 mois, 125 m2. « FAC », 337-69-59.

MARAIS. Gd standg. Très grand STUDIOS, tout confort, poutres apparentes, 1.100 F ch. compr. S/ pl. mercredi, jeudi, 14-19 h., 41, RUE CHAPON.

16e - RUE RIBERA, No 15, appartem. 3 p., refait neuf, tél., 1,700 F+260 F chg. T. av. 17 h. 260-88-31, 260-81-44.

AVEN. RENE-COTY. Standing, [illegible] livg, cuis., bains, téléph., 41 m2, 1.500 F T.C. - 233-32-46.

### Région parisienne

NEUILLY. - Me Porte-Maillot. Imm. nf, tout cft. GD STUDIO, tél. avec jardin privatif, 1.545 F + 250 F charges.

STUDETTE, avec garage, 693 F + 105 F chg. Tél. avant 17 h., 260-88-31, 260-81-44.

## locations meublées Offre

### Paris

17e Duplex en atelier d'artiste 3 P., tt cft, cuis. équipée, tél., 4e étage, asc. 3.700 F + charges. LAB. 40-55

9e près TRUDAINE Impecc. studio cft. calme, soleil. 850 F 229-52-98.

## locations non meublées Demande

### Paris

Coll[illegible] « [illegible] » ch. [illegible] p. Paris impératif, calme. Particulier à particulier. Ecr. [illegible], « le Monde » P., 5, r. [illegible] Italiens, 75427 Paris-9e.

URGENT. Part. ch. 3 ou 4 p. [illegible], [illegible] sans confort, 5e, 6e, 13e, 14e. Prendrait travaux à charge. Tél. 329-12-33, poste 347, heures de bureau.

### Région parisienne

Pour Société européenne ch. villas, pavillons, pour CADRES. Durée 2 à 6 ans 283-57-02.

## locaux indust.

A LOUER En ANJOU, à 2 h. 30 de Paris DEUX BATIMENTS A USAGE INDUSTRIEL Immédiatement disponibles 1.300 m2 de plain-pied entièrement équipés. 800 m2 dont 640 m2 au sol. Parfait état. Loyers : 30 à 40 F le m2 par an suivant nombre d'emplois créés, prime de 20.000 F par emploi créé possible. (plafond : 17 % de l'investiss.) S'adress. : Paul CHEVILLIET, 2, rue Denis-Papin, 49000 Angers Téléphone : 88-77-80 (41)

## échanges

9e éch. appt 5/6 p. 120 m2 + ch. bne 1/2 prof lib. c. 3 p. Paris. Ecr. no 397, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

## locations meublées

*Demande*

INA L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL recherche [illegible] SES [illegible] d'Afrique [illegible] et du Maghreb. [illegible] des [illegible] CHAMBRES, STUDIOS ET [illegible] PIÈCES A PARIS [illegible] BANLIEUE EST. Vincennes, Nogent-sur-Marne, Le Perreux, Bry-sur-Marne. Avec possibilité de [illegible] ou tél. I.N.A., [illegible] Pilotes, [illegible] Bry-sur-Marne, [illegible]

### Paris

INTERNATIONAL HOUSE ch. APPARTEMENTS ET VILLAS POUR CADRES ETRANGERS OU DIPLOMATES. GARANTIE PAR SOCIETE OU BANQUE. DUREE 1 à [illegible] 551-22-64.

CHE[illegible] APPTS [illegible] DING [illegible] LOCATIONS [illegible] A 12 MOIS OU PLUS. SERIEU[illegible] REFERENCES OFFERTES. PARIS PROMO - 325-28-77

## immeubles — immeubles

8e AV. FRIEDLAND A VENDRE Petit immeuble commercial libre Elégante construction 1930 Très clair. Bon état. 600 M2 sur [illegible] NIVEAUX [illegible]-sol - Terrasse - Ascenseur. Très bonne utilisation [illegible] — [illegible]

PPTAIRE VEND DIRECTEM plusieurs APPTS occupés du STUDIO au 3 PIECES 18e 11e 19e arrdt. Tél. : 357-52-74 et 805-57-41.

Société anonyme vends IMMEUBLE LOCATIF [illegible] SUISSE) [illegible] occupés) [illegible] traitant 950.000 F S Ecr HAVAS MONTE-CARLO 434.

LEVALLOIS-PERRET Propriétaire vend petit imm. de rapport 412 m dont 100 libres. 2 baux comme[illegible] un bail [illegible] Tél [illegible]36

## hôtels-partic.

TROCADÉRO hôtel particulier 500 m2 habitables, parfait état. TEL - 567-[illegible]

## Boutiques

Sommes acheteurs, paiement comptant MURS BOUTIQUE LIBRE 150 à 200 m2 + réserve supérette. Alimentation, rue très commerçante FAIRE [illegible] Tél : 563-11-59, poste 14.

Recherche pour clients sérieux [illegible] bien [illegible] centre Paris. T. 225-66-10.

ODEON Boutique MURS VIDES 110 m2 idéal librairie, galerie, sauna, médecin. T DAN. 25-62.

MENILMONTANT boutique 46 m2, immeuble neuf, réserve 33 m2, possib. plusieurs parkings, Prix 1.200 F mensuel. BNCIC : 359-46-75.

## fonds de commerce

VOTRE AFFAIRE [illegible] A VENDRE ? Quelqu'un, [illegible] part, la RECHERCHE. Utilisez nos [illegible]ctures - [illegible] 834-29-49 834-09-24

Cède bail [illegible] commerces r. [illegible], 1er ét., [illegible] sol 265 m2. pet. loyer. 265-28-47.

XVe Bail tous commerces Emplacement 1er ordre 566-02-85

ISOLA 2000 STATION INTERNATIONALE HIVER-ETE, PRES DE [illegible] SALON DE THÉ LA BUISSONNIERE, EN PL. CENTRE DE LA STAT. COMPRENANT : Bar grande licence, SNACK, grand SALON DECORE. HAUT STANDING TERRASSE, SOLARIUM, Impt matér. de fabricat. PATISSERIE ET GLACE + VTE à emporter. Avec 800.000 F, tél. ou écr. pr rendez-vous au propriétaire : M. LILLO, ISOLA 2000, 06420. Tél. : (93) 02-71-65

A céder direct avec appartem., centre Paris, vaste établissem. saunas, piscines, massages, etc. Ecrire à E. MORLON, 48, bd de Strasbourg, Paris-10e.

## locaux commerciaux

[illegible] céder directem. Pas-de-Porte import-export. Centre Paris. 2 télex. 5 lignes tél. 233-70-48.

Rech. en location près [illegible] [illegible]ly, Courbevoie [illegible] pour laborat. et [illegible] 400 [illegible] environ [illegible] 250 plain-pied, [illegible] camion. Téléph. Bon [illegible]

[illegible] DE LYON [illegible] LIBRE de 90 M2 + 30 m2 s/sol, ch. central individuel. Vente murs 250.000 F. Téléph. : 345-38-07

15e - MONTPARNASSE Loue : 1o) 2 burx 31 m2, Tél. [illegible] burx 220 [illegible] [illegible]ard téléphonique. [illegible] 350 m2, T[illegible] [illegible] gratuit. BNCIC : [illegible]

A LOUER magasin + studio avec téléph., situé à CAVALIERE (83) 98 m2. S'adr. Mlle BRUNO, Cap-Nègre. TEL : 72-80-34.

(93) SAINT-DENIS PRES AUTOROUTE NORD Part. loue hangar et bureaux de 650 m2 sur terr. de 3.500 m2, possibilité 4.500 m2. ACCES GROS PORTEUR. Bah 3, 6, 9. Ecr. no 6.441, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens. 75427 Paris-9e.

## bureaux

ASNIERES, s[illegible] - Libre de suite, [illegible] bureaux + grde salle. 3 lignes, 7 postes. Impeccable. Sans reprise. Gérant : 333-59-47.

1 à 30 BURX. Tous quartiers. A partir de 400 F par mois. [illegible] MAILLOT - [illegible]

SAINT-AUGUSTIN Dans imm. gd standing A LOUER BUREAUX dont 800 M2 sur UN SEUL NIVEAU 293-62-52

PLACE [illegible] VOSGES 170 m2 6 P. + dépendances DECORATION MODERNE IMPECCABLE - 533-91-73

16e Standing, BUREAUX 60 m2, 4 [illegible] tél. [illegible] P [illegible] - 605-13-30.

SOCIÉTÉ LEVALLOIS [illegible] BUREAUX Imm. récent, prox. pt Levallois 1 LOT DE 899 M2 ou 2 LOTS DE 376 ET 523 M2. CLOISONS, [illegible] partiel., [illegible] téléph., 1 standard 8 lignes, 10 park. [illegible] rest. entrepr. M. WEBER. 739-94-80.

BOISSY-SAINT-LÉGER Face au R.E.R. 125 m2 [illegible] neufs [illegible] équipés, téléphone, 4 parkings. Location immédiate 3 - 6 - 9. Téléphoner 526-36-03 ou 09.

CHAMPS-ÉLYSÉES [illegible] loue 1 [illegible] bureaux, réf. neuf. 758-12-40.

5e - RUE ROLLIN 350 M2. 18 BURX. [illegible]NES. 4 park. Vente ou location. Exclusivité GRUNBERG 265-84-90

## pavillons

Pavillon 170 m2 sur terrain de 700 m2, 5 p., séj., s. à manger 60 m2, s. bains, s. d'eau, cuis. entièr. équipée. Téléph. Garage. (Prêt PIC 8.50 %), 260.000 F à céder. 857-83-21 (apr. 20 h.) 402-30-38, P. 45-70 ou 37-99.

## maisons individuelles

NICE Bas Cimiez A vendre maison 5 p. Parking. Clôturé, privé. 340.000. C. Bimouat père. 64, rue Lamouroux, Agen. (15-58) 66-48-15

## villas

VAUCRESSON [illegible]. Mais. [illegible] 200 m2 habit., séj. s. à mang., cuis., 4 [illegible] ch. [illegible], 2 s. bains, 1 douche. Calme. Terrain 1.400 m2. Px 1.050.000 F. J.M.B. 970-79-79

## maisons de campagne

MORBIHAN ILE [illegible] MOINES recherche maison pays, jardin ACHAT ou VIAGER Ecr. no T 98.389 M, Rég[illegible] 85 bis, rue Réaumur, 7[illegible]

CORRÈZE altitude 550 m A VENDRE Jolie maison de campagne. Très beau cadre, parfait état, à 1 km d'un bourg. Cuis., living, 4 ch., [illegible] de bns, dépendances, jardin [illegible] +, [illegible] rare, 290.000 F.F. Ecrire sous référence 001091. HAVAS BELGE, bd Ad. Max, 13 1000 [illegible]

## terrains

Vds à partic. terrain 6.242 M2 constructible [illegible] village à [illegible] de La Grande-Motte, 18 F le M2. Ecrire : ARCHAT, [illegible] bd Haussmann, 75009 Paris (sous référence D. 937), qui transmettra, ou téléphoner apr. 20 h. : RUIZ, 16 (67) 55-62-36.

65 km Est Paris (R.N. 4) 4.640 m2, viabilité fac. 32 m. 250.000 F - [illegible] mercr.

VAR 5 KM MER - F[illegible] ST-RAPHAEL, [illegible] TERR. [illegible] BATIR 2.000 m2, eau, élect., vue dégagée. Px 60.000 F avec 25.000 F cpt. - 887-55-16.

Dans le Gard, exposit. coteau, terr. à vdre, ensol. max., vue magn. s/Ventoux Une mais au village No 363, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

SEINE-ET-MARNE 90 km Paris - Sud Magnifique terrain à bâtir de 6 HA Prix : 350.000 F. Tél. : 871-36-96, de 14 h. 30 à 18 h.

## viagers

Vendez rapidement en viager. Conseil, Expertise, Indexation gratuit. Discrét. Etude LODEL, 35, bd Voltaire. Tél. 700-00-99.

LIBRE NANTERRE - Résidentiel Prox. R.E.R. Gd pav. 10 p. tt cft. Sur 800 m2. Gar. 2 têtes 72-77. Cpt 220.000 F, rente 2.900. LE VIAGER 130, rue de Rivoli 233-05-75

Levallois, près de Neuilly - Appt 3 p., cuis., bains, tt cft. Occupé (82 ans). [illegible]00 + 750 rente. LODEL - [illegible]

## Immobilier (information)

LOCATIONS [illegible] AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES [illegible], rue La Micodière, Me Opéra, [illegible] 380 F - [illegible]

## propriétés

PROVENCE, [illegible] Le Tholonet, Belle demeure ancienne, sur [illegible] ou 30 ha. Maison de gardien. JOHN CHEETHAM (91) 28-00-14.

Partic. vend, Taradeau (Var), Propriété de 19 hectares Bâtisse provençale. Téléphone : (94) 73-33-86 M. ARNAUD B. [illegible] - ARGENS.

ROYAN - SAINTONGE ROYAN (20 km), sur [illegible] ha, maison Saintonge, [illegible] 54 m2, 2 chbres, tt cft. Cellier. [illegible] Etable moutons. BORD RIVIERE : [illegible] geoise anc. : 5 ch., [illegible]ns, séj., [illegible] Maison gardien. Garage. [illegible]urie. Parc de 7.000 m2. [illegible]NZAC, bourg : mais. saintongeaise, P. de T., tt cft, 7 ch., dépend. 1.200 m2 [illegible] PROMOTEL S.A. « Le Seillery », LA CLISSE 17600 SAUJON. Téléph. : (46) 93-28-08 - 93-28-01.

COTE D'AZUR MOUGINS 13 MAS PROVENÇAUX Dans domaine privé, piscine, tennis. Votre mas de 300 m2 environ pondérés. Très grand standing. Vaste réception, cuisine équipée, 5 chambres + 4 bains - Prix : 1.200.000 F. Rens. et visite : Domaine du Fond de l'Orme, Route de Valbonne - 06250 Mougins.

Rech. PPTES pour résidence principale, 60 KM MAXIMUM OUEST, SUD et NORD LARGIER ANJ 02-49 ANJ. 18-83 32, boul. Malesherbes - Paris 8e

VERSAILLES quart. rive droite - Villa réc., jardin 420 m2, séjour dble, cuis. avec coin repas, 3 chbres, 2 s. de bains, 1 chbre service. JOHN ARTHUR & TIFFEN 766-04-66 174, boul. Haussmann Pr rend.-vs apr. 19 h, 460-35-60.

RUEIL-MALMAISON dans parc privé du Château PPTE ancienne de caractère dans 5.300 m2 avec pièce d'eau, récept. (triple), 4 chbres, 4 s. de bains, ss-sol complet av. gar. JOHN ARTHUR & TIFFEN 766-04-66 174, boul. Haussmann Pr rend.-vs apr 19 h, 460-35-60.

ENGHIEN RESIDENTIEL A rénover, villa 7 p., r.-de-ch.+1 ét., jard. 850 m2 Prix 630.000 F 989-31-74.

LE VÉSINET Résidentiel 8' R.E.R. ravissante demeure familiale, réception 90 m2, bureau, 6 chbres, bains, grand confort. Jardin arborisé, garage 2 voitures. EXCEPTIONNEL. F.P.I. - 976-07-05.

45 KM PARIS Près Ferté - Alais Belle demeure sur 2 hectares de parc. Prix : 1.700.000 F. Tél. - 871-36-96, de 14 h 30 à 18 h.

Bord de plage. Bretagne Nord : 5.200 m2, maison de 7 Pièces, tout confort, terrain constructible, mouillage bâteau. URGENT. Tél : 945-58-42 ou (99) 58-60-34.

## châteaux

Nord de Paris, 20 km. RAVISS. CASTEL, 8 p. + dépendances. Parc 9.000 m2. Maison gardien. Prix 1.300.000 F - 989-31-74.

ILLE-ET-VILAINE 50 km RENNES Vends TRES BEAU CHATEAU XVe-XVIIIe SIECLE, ferme, dépend., CHAPELLE. Sur 15 ha. Très calme - Bordé rivière (pêche). — Tél. : (99) [illegible]

## villégiatures

En Roussillon, à Port-Barcarès, Mer, Soleil, Loisirs. Louez à la semaine votre appartement neuf, tout équipé. Docum. gratuite, Port-Barcarès Vacances 66420 PORT-BARCARES.

ALPE-D'HUEZ STUD. 4 person. Grand confort Vac. févr., du 19 au 27 Pâques, du 9 au 17 avr Tél. à partir du 14 février (85) 48-43-74.

CANNES A louer près centre Appt sur verdure 4 personnes Location au mois, à partir du 1er mars — Tél. 720-01-34.

VILLA de campagne, tt cft, gde salle à manger, cuisine, studio, 4 cbres, s. de bains, TV Jardin. Garage. A louer en juin et sept. pour 1.500 F Située en Ariège (Pyrénées), sur la route de Lucon par le col de Portet d'Aspet, exactement à Bordes-s/Lez par Castillon-en-Couserans 09800.

## pensions

[illegible], HOTEL pension, demi-pension, gd conft. Calme. Jdin. Qu. rés. 149, bd Malesherbes-17e.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

# L'ÉCONOMIE SAUVAGE

[redacted] *la* [redacted] *page.)*

Aux Etats-Unis, le froid intense provoque un véritable cataclysme économique. On n'avait jamais vu cela : la neige [redacted] Miami et — 25° [redacted] *Chicago*, la moitié de la récolte [redacted] légumes espérée en Floride [redacted] et le tiers de la [redacted] californienne de citrons perdue. *Près de deux millions de salariés* sont mis en chômage technique (1). évalue les pertes à 8 milliards de dollars (la moitié de ce que M. Jimmy [redacted] voulait [redacted] crer à la [redacted] année). [redacted] au [redacted] bas, et [redacted] nouveau [redacted] Américains [redacted] la température [redacted] à 18° [redacted] la *journée* [redacted] nuit.

[redacted] va-t-elle [redacted] le [redacted] vernement [redacted] qu'une politique [redacted] l'énergie un [redacted] chaotique, un peu plus indépen[redacted] aujourd'hui [redacted] nécessaire ? [redacted] l' « [redacted] sauvage », celle [redacted] *répondre* [redacted] l'adversité [redacted] coup par [redacted] donner ses [redacted] élaborée.

### La renaissance du troc...

Dans le [redacted] du [redacted] l'affrontement du [redacted] monétaire international, [redacted] qui [redacted] d'Europe plus [redacted] (Italie, Grande-Bretagne), [redacted] autour du prix [redacted] pétrole, [redacted] également [redacted] d'une « [redacted] ». *Depuis quelque* [redacted] *regarde* avec beaucoup plus [redacted] contrats [redacted] Certes [redacted] jamais disparu complè*tement, au vingtième* [redacted] commerciale. L'U.R.S.S., [redacted] reprises, [redacted] politique [redacted] ». Ainsi, [redacted] contrats de [redacted] d'usines, [redacted] Union *soviétique*, [redacted] *française*, sont fondés sur ces *principes*.

L'Italie, [redacted] le [redacted] à Moscou [redacted] M. [redacted] Foriani, ministre [redacted] étrangères, pourrait [redacted] obtenir, elle [redacted] des [redacted] d'hydrocarbures [redacted] exportations de produits divers, ce qui permettrait une économie *de devises* en un temps où chacune [redacted] compte.

Les pays en voie de développement, de leur côté, se sont eux aussi largement servi du troc. *La Presse économique* rappelait récemment [redacted] accords bilatéraux signés en [redacted] : *500 000* [redacted] de pétrole [redacted] an livrées par l'Inde [redacted] l'Egypte contre [redacted] par ce dernier pays ; achetant 400 000 *tonnes de céréales* à l'Argentine, [redacted] lui livrait 150 000 tonnes de minerai de fer, ne payant comptant qu'une partie *de ses exportations* de céréales ; de même, la Chine a négocié [redacted] le Japon [redacted] contrat d'échange [redacted] pétrole contre [redacted]

[redacted] l'Iran, aujourd'hui, qui [redacted] type d'accord, afin de tourner la difficulté [redacted] de l'OPEP, où sa thèse du renchérissement substantiel de pétrole a été battue en brèche. Le chah a proposé, on le sait, à la Grande-Bretagne de payer en pétrole la *construction par des firmes* anglaises de diverses installations industrielles. [redacted] la journée du lundi 14 février, [redacted] accord d'échange du pétrole iranien contre des biens d'équipement Krupp a été signé.

### ... et du boycottage

Une autre forme [redacted] l'« économie sauvage » est le boycottage. On l'a [redacted] récemment [redacted] *sous* des *aspects* divers. En France, nombre de consommateurs, au début du mois de janvier, devant *la flambée des prix des légumes*, ont refusé spontanément d'acheter, avant d'y être encouragés par le gouvernement. Cette action a été payante bien que menée de manière assez timide.

Aux Etats-Unis, les associations de consommateurs, beaucoup plus « musclées », n'hésitent pas à préconiser de longues grèves des achats. Il en a été ainsi pour la viande et, beaucoup plus récemment, pour le café. *Les* commerçants ont, au reste, suivi le train. C'est ainsi qu'une chaîne de supermarchés, comprenant quatre-vingt-cinq points de vente *dans* la [redacted] de New-York, a offert [redacted] *bon de* [redacted] de 20 cents sur l'achat d'un paquet de thé, de cacao ou de boisson [redacted] afin de [redacted] les [redacted] du café ! Cette campagne de boycottage gagne maintenant le Canada, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale.

On a vu plus singulier : au-delà de cette lutte directe des consommateurs, des grèves d'« usagers » de services publics, pouvant déboucher sur la « désobéissance civile », certains citoyens réduisant collectivement les factures lorsque l'Etat augmente les impôts, les loyers ou les tarifs des services. C'est en Italie que le phénomène [redacted] *pris* une particulière ampleur. Un petit livre intitulé *les Auto*[redacted] (3) [redacted] lui [redacted] Il rappelle notamment [redacted] de Turin contre l'augmentation du prix des [redacted] en [redacted] 1974, qui a [redacted] les [redacted] à revenir aux anciens tarifs.

*Déjà, en mars 1973, des comités* de travailleurs révoltés par les augmentations [redacted] des [redacted] parti[redacted] *qu'ils restent* [redacted] coup plus bas pour l'industrie, lançaient leur campagne d'« autoréduction » sur le thème suivant : *« Pour l'électricité, les prolétaires payent 45 lires le kilowatt ; Agnelli* [redacted] *10 lires. Payons tous comme Agnelli.* » [redacted] milieu de 1973, [redacted] pratiquée dans une dizaine de quartiers de Rome, ainsi qu'à Ostie. Une action conjuguée des ouvriers des quartiers et de ceux de l'ENEI (équi[redacted] italien de l'E.D.F.) est en[redacted] pour lutter contre [redacted] *Quelques* exemples de ce style ont été également enregistrés en France.

Sursauts marginaux peut-être, comme le sont en ce moment en Italie et en Grande-Bretagne [redacted] occupations illicites de logements par des squatters, mais qui apparaissent comme autant de « clignotants » d'une société aux jointures fragiles.

L'économie sauvage n'a pas dit [redacted] dernier mot. Il y aura toujours des *défauts* [redacted] la cuirasse des plans, des modèles et des organisations. Ce qui n'a pas que des [redacted] déplaisants. L'homme apprend [redacted] qu'il [redacted] un démiurge, et qu'il doit mettre dans [redacted] quelques pincées [redacted]

PIERRE DROUIN.

(1) Voir [redacted] du 1er [redacted] 1977.

(2) Numéro du 21 janvier 1977.

(3) Christian Bourgois, éditeur, 190 p., [redacted] F.

## CORRESPONDANCE

### APPLIQUEZ LA « LOI DE GRESHAM »

*Un* [redacted] *M.* [redacted] *Wiemer, nous écrit :*

En 1958, Sir Thomas Gresham, conseiller financier [redacted] reine Elisabeth Ire et fondateur de la Bourse de Londres, formula la *loi économique qui porte son nom* [redacted] d'après laquelle, « lorsque [redacted] un [redacted] deux [redacted] par le public [redacted] bonne [redacted] l'autre comme mauvaise, la [redacted] *chasse la bonne* » [redacted] Larousse). Cette [redacted] avait une importance évidente quand les monnaies étaient frappées en métaux précieux : [redacted] payait [redacted] les [redacted] faible teneur en or et on gardait les belles pièces pour soi-même. [redacted] que les billets de banque *ont remplacé l'or et l'argent*, la « loi de Gresham » a cessé d'intéresser les économistes.

[redacted] il [redacted] jusqu'à nos [redacted] aucun [redacted] ni aucune [redacted] que d'émission [redacted] jamais utilisé [redacted] « *loi* de Gresham » comme un instrument financier en mettant en [redacted] lation des monnaies plus [redacted] que les monnaies ordinaires avec l'intention [redacted] de les dévier de la [redacted] taire pour ainsi neutraliser une partie du pou[redacted] d'achat afin d[redacted] les [redacted] tionnistes.

En [redacted] Bretagne comme au *Danemark*, les gouvernements vendent au public des bons du Trésor qui [redacted] intérêts, [redacted] *chaque bon participe* [redacted] loterie ([redacted] anglais : *premium bonds*). [redacted] rapport [redacted] *du* [redacted] prunté, les [redacted] comparés aux [redacted] *payables pour les bons du Trésor* ordinaires (au Danemark moins d'un tiers !). Donc, une formule *très intéressante pour* l'Etat. Seulement, les *premium bonds* sont plutôt difficiles à vendre au *public*, qui hésite à se lancer dans un investissement aventureux. En revanche, ces obligations à lots une *fois* acquises ne se vendent que très rarement, fait très important à retenir.

Si la Banque de France mettait en circulation des billets de banque qui, en plus d'avoir force libératoire, participeraient aussi à une loterie, il est certain que de tels billets de banque spécialement favorisés disparaîtraient totalement de la circulation monétaire. Si, par hasard, nous recevions un billet de banque qui nous donne la chance de gagner une fortune, il est invraisemblable q[redacted] nous restions indifférents à la tentation de l'épargner. Avec la *loi de Gresham*, les banques d'émission [redacted] une possibilité extrêmement efficace pour contracter *des emprunts* à des conditions très favorables.

### LA REFONTE DU QUOTIENT FAMILIAL

*M. Jean Truelle (Paris) nous écrit :*

Le comité des usagers au ministère de la santé vient de proposer une refonte du quotient familial, destinée en principe à réduire les inégalités fiscales existant [redacted] plus ou moins nom[redacted] catégories [redacted]

[redacted] quoi s'agit-il [redacted]

Pour dégager de nouvelles ressources permettant d'accroître les aides familiales *accordées* aux familles les moins favorisées, le comité suggère — suivant des modalités d'ailleurs assez complexes — de supprimer les allégemen[redacted] d'impôt octroyés, par le jeu du *quotient* familial, à [redacted] les contribuables chargés [redacted]

Faut-il rappeler que le système du quotient familial a précisément été institué pour réduire — d'ailleurs [redacted] façon très incomplète — les écarts, *autrefois considérables*, [redacted] niveau [redacted] vie [redacted] célibataires, [redacted] ménages *sans enfants*, [redacted] *familles* [redacted] ?

[redacted] un [redacted] qui a en effet conduit le législateur à *préserver*, d'une façon générale, la dignité [redacted] hommes [redacted] des [redacted] qui [redacted] qui [redacted] sa [redacted] survie, et à leur épargne en particulier [redacted] commisération et même les sarcasmes de ceux qui, n'assumant [redacted] mêmes charges, [redacted] leur [redacted]

Ainsi, sous [redacted] prétexte fallacieux [redacted] l'égalité des [redacted] propose de rétablir la plus [redacted] inégalités, [redacted] *qui touche la famille* !

Le [redacted] n'est-il pas particulièrement mal choisi pour prendre de telles mesures rétrogrades ?

# LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Monde — LA STAMPA — THE TIMES — DIE WELT — Europa

## Éclaircie sur les monnaies

[illegible] dernier [illegible] mouvementé [illegible] les [illegible] Un premier fait [illegible] la remontée [illegible] dollar qui, [illegible] indice, s'est *sensiblement apprécié* [illegible] cinq autres *devises.* [illegible] sens inverse, le [illegible] C'est [illegible] un rééquilibrage de [illegible] monnaies-clés qui forment [illegible] *pivot* [illegible] *système* [illegible] international. [illegible] en parlions déjà le mois dernier, [illegible] Il [illegible] indispensable [illegible] la glissade [illegible] En effet, [illegible] rapport au deutschemark, la devise américaine était passée [illegible] 2,60 DM le dollar environ en juin 1976 [illegible] 2,36 au début *janvier* [illegible] *Ce recul,* [illegible] lequel [illegible] a été provoqué en [illegible] partie par [illegible] américains, [illegible] allemands. [illegible] politique [illegible] la [illegible] plus [illegible]

Voici donc cette glissade stoppée, [illegible] a changé [illegible] dollar, [illegible] favorisé, *par ailleurs,* par un [illegible] de [illegible] baisse, [illegible] l'argent au jour le jour [illegible] du « prime [illegible] ». [illegible] banques américaines, le [illegible] Guaranty Trust, la *First* [illegible] Chicago [illegible] qui [illegible] jusqu'à [illegible] % en décembre, l'ont [illegible] 6 1/4 % en janvier, s'alignant [illegible] *nouveau* [illegible] banques. S'agit-il d'un changement [illegible] ou d'un simple réajustement technique [illegible] terme [illegible] monétaires passagères ?

La [illegible] question [illegible] importante, *à cause* [illegible] *répercussions* sur [illegible] On [illegible] que Wall [illegible] toujours [illegible] sensible, trop [illegible] aux péripéties monétaires (1), [illegible] du [illegible] fatidique [illegible] du [illegible] Jones, [illegible] *revenu* [illegible] une tendance [illegible] négative.

[illegible] apparaît [illegible] à l'exception [illegible] froid [illegible] *nouvelles économiques s'accumulent* [illegible] du [illegible] de [illegible]

Pour en [illegible] à la monnaie, [illegible] pause des taux paraît souhaitable, *même dans les cas heureux où l'Allemagne* atténuerait quelque peu sa politique restrictive. En effet, comme le montre notre tableau économique, si les taux d'inflation demeurent limités à 4 % ou 4,5 % *dans les* deux pays forts, leurs déficits budgétaires restent importants, et celui des États-Unis *risque même de s'accentuer avec le nouveau plan de relance de M. Carter.*

*Par ailleurs,* les exigences salariales se manifestent à nouveau avec vigueur en Allemagne. Prudence monétaire donc, mais il serait dommage *que celle-ci, par le jeu des* anticipations, se communique trop aux marchés financiers, en bloquant les investissements et en freinant à nouveau la reprise actuelle.

### Ruée sur la livre

Le deuxième fait saillant, qui d'ailleurs *était déjà largement amorcé* il y a un mois, est la nette remontée de deux des monnaies faibles, [illegible] franc, et [illegible] avec [illegible] *monnaies* [illegible] retrouve simultanément [illegible] deux [illegible] Rapprochement [illegible] *français* [illegible] 8 %, *l'anglais* [illegible] 11 %, *alors* [illegible] l'allemand [illegible] 4 %) [illegible] (l'anglais, surtout, qui [illegible] 11 %), [illegible] réduction [illegible] *commerciaux. C'est* [illegible] Grande-Bretagne [illegible] France [illegible] du dérapage incontrôlé, [illegible] ce [illegible] du « cercle [illegible] ». En [illegible] long [illegible] la [illegible] de [illegible] monnaie [illegible] prendre garde, [illegible] *griser* [illegible] frappent toujours [illegible] esprits. Celui [illegible] l'un [illegible] plus [illegible] *l'on* [illegible]

On [illegible] une [illegible] *capitaux* [illegible] *profiter* [illegible] crise. [illegible] la monnaie anglaise [illegible] maintenant [illegible] un [illegible] grâce [illegible] *prêt* [illegible] F.M.I. [illegible] *à l'accord* [illegible] espoirs [illegible] pétrole [illegible] la [illegible] Cette [illegible] livre, [illegible] change, [illegible] *Le gouvernement* a essayé de la canaliser par [illegible] emprunts, [illegible] en [illegible] rapidement [illegible] Ainsi, [illegible] Lending [illegible] (M.L.R.), qui [illegible] 15 % [illegible] *son point* [illegible] rapidement [illegible] 14 1/2 [illegible] 14 1/4, 13 1/4, 12 1/4 [illegible] %. Mais la *manœuvre* n'a [illegible] facile, puisque l'afflux [illegible] prêteurs a provoqué un moment un tel [illegible] liquidités [illegible] *d'Angleterre* [illegible] *obligée* [illegible] jecter [illegible] dépôts des [illegible] 3 % à 2 %.

Une autre difficulté [illegible] dans [illegible] encore très [illegible] emprunts gouvernementaux, [illegible] *paradoxalement* [illegible] *pour* [illegible] charge [illegible] plus [illegible] reculera [illegible] vite.

En [illegible] où on ne [illegible] pas, [illegible] *l'évolution* [illegible] beaucoup plus [illegible] et [illegible] gressive : [illegible] jour [illegible] jour [illegible] en [illegible] 10 %, [illegible] *encore* pour demain, la Banque [illegible] France se [illegible], pour [illegible] moment, [illegible] ne [illegible] l'augmenter.

L'Italie, elle, [illegible] d'un [illegible] *l'inflation* - et [illegible] *capitaux* qui [illegible] permis [illegible] sa [illegible] paiements [illegible] en [illegible] en décembre, [illegible] *Sa* [illegible] monétaire [illegible] toujours [illegible] il lui [illegible] encore [illegible] aide [illegible] la Grande-Bretagne. Souhaitons qu'elle [illegible] le plus [illegible] possible [illegible] pour [illegible] !

MAURICE BOMMENSATH.

(1) Il est par exemple étonnant de noter les réactions impulsives de [illegible] à des [illegible] hebdomadaires de la masse monétaire sans grande signification.

### LES CHIFFRES MONÉTAIRES ET FINANCIERS

| | MASSE monétaire Taux (1) de croissance annuelle | TAUX D'INTÉRÊT | | POSITIONS DE CHANGE par rapport | | BOURSE : tendance mensuelle (écart douze mois) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Jour le jour | « Prime rate » (2) | au dollar (3) | à un panier de monnaies (4) | |
| Dollar | 6 (6) | 4 11/16 | 6 1/4 | — | 102,7 (102,5) | — 6 % (— 4 %) |
| Deutschemark | 8 (8) | 4 5/8 | 6 1/2 | 2,41 (— 1 %) | 111,8 (112,6) | — 1 % (— 3 %) |
| Franc français | 8 (13,5) | 8 3/4 | 9,60 | 4,97 (0 %) | 82,7 (82,0) | — 3 % (— 22 %) |
| [illegible] | 8 (14) | 12 | 13 | 1,71 (+ 1 %) | 66,4 (66,6) | + 6 % (— 4 %) |
| Lire | (22) | 15 | 20 | 883 (— 1 %) | 78,6 (80,0) | — 4 % (— 15 %) |

(1) Il s'agit de la masse monétaire au sens strict, dite M1, corrigée [illegible] variations saisonnières. Croissance sur trois mois ramenée [illegible] rythme annuel (et, entre parenthèses, sur 12 mois).

(2) Le « prime rate » est le taux [illegible] court terme consenti aux meilleurs clients. [illegible] Morgan Guaranty Trust. [illegible] et la Grande-Bretagne, les [illegible] ont été [illegible]

(3) Position récente et [illegible] en [illegible]

[illegible] Le panier comprend les cinq monnaies plus le yen. L'indice 100 correspond à fin décembre 1975. Entre parenthèses : valeurs du mois précédent.

### LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

| | CROISSANCE (1) | | [illegible] DES ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES | | | TAUX d'inflation |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Taux industriels | Investissements | Taux (1) salaires | Déficit budget (2) | Solde balance commerciale (2) | |
| États-Unis | + 2 % | + 3 % | 8 % | — 3,3 % (— 57 Md) | — 0,95 % (— 1,35 [illegible]) | 4,5 % |
| Allemagne fédérale | + 2 % | + 5 % | 7 % | — 4,3 % (— 58 Md) | + 3 % (+ 2,8 Md) | 4 % |
| France | 0 % | + 3 % | 14 % | — 2 % (— 30 Md) | — 4,3 % (— [illegible] Md) | [illegible] |
| Grande-Bretagne | + 2 % | — 6 % | 11 % | — 9 % (— 9,8 Md) | — 8,3 % (— [illegible]) | 16 % |
| Italie | + 5 % | — 10 % | 22 % | — 10 % (— 1 940 Md) | — 3,8 % (— 413 Md) | 18 % |

(1) [illegible] en rythmes annuels : croissance industrielle et investissements en volume, salaires horaires nominaux.

[illegible] en [illegible] de dollars, de deutschemarks...) et en pour[illegible] du produit national [illegible] la [illegible] commerciale, nous avons indiqué [illegible] parenthèses le chiffre mensuel moyen des [illegible] derniers mois calculé FOB-CAF.

هكذا من الأصل



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AGRICULTURE

### LA FIXATION DES PRIX EUROPÉENS

## La Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas marquent leur opposition aux propositions de la Commission

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — [redacted] ministres de l'agriculture des Neuf, [redacted] lundi 14 [redacted] à Bruxelles, ont eu un [redacted] mier échange de [redacted] propositions [redacted] prix pour [redacted] prochaine campagne que vient de leur [redacted] Commission européenne (« le Monde » du 12 février). Ils [redacted] arrêté leur calendrier de travail pour les semaines à venir : [redacted] se retrouveront [redacted] puis pour la traditionnelle [redacted] thon du 25 [redacted] mars, afin que [redacted] prix puissent [redacted] fixés, comme il [redacted] doit, [redacted] le 1er avril.

« On a à peine parlé, [redacted] est dit. » Cette boutade de M. Bon[redacted] décrit [redacted] la situation. [redacted] premier [redacted] auquel se [redacted] livrés [redacted] ministres a permis [redacted] quelles [redacted] et d'où viendraient, [redacted] année, [redacted] principales [redacted] du [redacted] prix. [redacted] l'ajustement [redacted] prix communs [redacted] qui posera problème — [redacted] préconise une hausse [redacted] 3 % — [redacted] Etats membres pour rapprocher leur « taux vert » (utilisé [redacted] les prix communs, qui [redacted] en unités [redacted] compte) [redacted] valeur [redacted] de leur [redacted] marchés des changes. Cette tentative de [redacted] monétaire, qui permettrait [redacted] compensatoires [redacted] appliqués par [redacted] membres dans [redacted] échanges, [redacted] considérée comme tout [redacted] indispensable par les Français. [redacted] a souligné lundi [redacted] lui, [redacted] propositions [redacted] partiel [redacted] compensatoires qu'a [redacted] Commission [redacted] un minimum. Le [redacted] français [redacted] en [redacted] que le système [redacted] gravement [redacted] conditions de [redacted] les agriculteurs [redacted] C.E.E. « [redacted] sur ce point », [redacted] conclu [redacted]

M. Ertl, [redacted] allemand, a constaté, [redacted] côté, que [redacted] correction [redacted] préconisée [redacted] M. Gundelach, pour [redacted] compte [redacted] réévaluation [redacted] mark, aboutirait, dans son pays, [redacted] un quasi-gel des prix en 1977-[redacted] allemand, ce serait un effort excessif [redacted] exiger [redacted] agri[redacted], [redacted], malgré tout, subissaient eux aussi [redacted] l'inflation.

Les préoccupations [redacted] Anglais vont [redacted] inverse. [redacted] conjugués [redacted] l'ajustement [redacted] prix communs, du rattrapage [redacted] prix anglais (1977 est la [redacted] la période [redacted] transition) [redacted] de [redacted] du « taux vert » [redacted] la [redacted] sterling en [redacted] sa dépréciation [redacted] une hausse [redacted] prix agricoles supérieure à [redacted] %. Le ministre anglais a expliqué que [redacted] traduirait par [redacted] augmentation [redacted] prix [redacted] consommation [redacted] plus [redacted] compromettrait [redacted] efforts entrepris pour lutter [redacted] l'inflation. Les Anglais [redacted] éviter [redacted] correctif monétaire (6,1 [redacted] leur imposer la Commission, [redacted] qui est [redacted] plus [redacted] par [redacted] l'application [redacted] montants compensatoires [redacted] Royaume-Uni entraîne des dépen[redacted]érables pour le Fonds européen agricole.

Les Néerlandais et davantage encore les Belges ne sont guère satisfaits du sort que leur a réservé la Commission (après correction monétaire, hausse moyenne des prix de l'ordre de 2,5 %). « Cela est à peine acceptable comme point de départ de la discussion », a déclaré M. Lavens, le ministre belge. Il a réaffirmé que son gouvernement s'opposerait à l'adoption du « prélèvement de coresponsabilité » destiné à résorber les excédents laitiers si en même temps le conseil ne décidait pas d'appliquer une taxe équivalente sur les huiles végétales.

Pour [redacted] l'approvisionnement [redacted] de la Communauté, le conseil a décidé de proroger jusqu'au 31 mars la suspension du droit de douane sur les importations de pommes de terre de primeur en provenance des pays tiers et jusqu'au 15 avril celle du droit normalement perçu sur les pommes de terre courantes.

PHILIPPE [redacted]

## LE REVENU DES EXPLOITANTS ALLEMANDS A BAISSÉ DE [redacted]

(De notre correspondant.)

Bonn. — Les organisations professionnelles [redacted] agriculteurs allemands, qui estiment insuffisante l'augmentation des [redacted] agricoles proposée par la Commission de Bruxelles, ont trouvé [redacted] dans le rapport annuel du ministère fédéral de l'agriculture, publié le lundi 14 [redacted]

Selon [redacted] revenus [redacted] paysans allemands [redacted] au cours de [redacted] 1976-1977, à [redacted] suite de la sécheresse et de la hausse des prix du fourrage.

L'exercice 1975-1976 avait au [redacted] été [redacted] aux agri[redacted] allemands. [redacted] tère indique que [redacted] familiale a [redacted] environ, [redacted] une augmentation de [redacted] qui [redacted] uniquement [redacted] l'agriculture. [redacted] (7,4 milliards [redacted] deutschemarks, 15 milliards de [redacted] environ) ont été en hausse de 26,7 [redacted] par [redacted] à l'exercice précédent, [redacted] exploitations [redacted] plus [redacted] de 1,7 % et le nombre des agriculteurs [redacted]

## IMMIGRÉS

### L'AMICALE DES ALGÉRIENS EN EUROPE DEMANDE UNE NORMALISATION DES RELATIONS AVEC LA FRANCE ET L'ARRÊT DES EXPULSIONS ABUSIVES.

([redacted] correspondant.)

Nancy. — Le huitième congrès de l'Amicale des Algériens en Europe a réuni mille cinq cents cadres venus de France, de Belgique, d'Allemagne fédérale, de Hollande et du Danemark les 12 et 13 février à Nancy.

L'organisation du retour au pays (vingt mille Algériens environ chaque année en moyenne) et la réinsertion ont constitué le centre des débats. L'Amicale a proposé à l'Etat algérien de mettre en place une instance nationale chargée de ces problèmes. Dans la déclaration finale, les cadres algériens en Europe se prononcent en faveur d'une normalisation des relations algéro-françaises « sur la base de l'égalité, des avantages mutuels et de la non-ingérence ». D'autre part, ils réclament « la fin d'une certaine forme de répression policière et judiciaire, ainsi que l'arrêt des expulsions abusives ou injustifiées, comme d'ailleurs le respect des accords régissant le séjour des Algériens en France. »

● RECTIFICATIF. — Des erreurs typographiques se sont glissées dans l'article sur « Le coût social des travailleurs étrangers » (« le Monde de l'économie » du 15 février). Dans les statistiques de l'immigration il fallait lire notamment « au 1er janvier 1976 » et non pas « au 1er janvier 1975 », et « 9,4 % » d'immigrés dans la communauté urbaine de Lille, au lieu de « 94 % ».

## ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

## M. Jean Panhard est élu président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie

*L'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.) s'est réunie ce mardi 15 février pour la première fois depuis les [redacted] 1976, en présence de [redacted] Pierre Brousse, [redacted] commerce et de l'artisanat, pour élire son président et son bureau. C'est [redacted] Jean Panhard, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris, qui a été élu pour l'année consu[redacted] au remplacement [redacted] M. [redacted] Pellion, président [redacted] chambre régionale Rhône-Loire, en fonctions depuis 1974. [redacted] Delorozoy, [redacted] d'Ile-de-France, lui succédera de 1978 à 1980.*

Ce découpage surprenant en deux [redacted]ésidences [redacted] est le fruit [redacted] négociations difficiles au sein de [redacted] et la province. M. Léon Pellion, en effet, [redacted] 1977, le premier président « provincial » de l'A.P.C.C.I. après soixante-quinze ans de présidences parisiennes. Les cent soixante-deux chambres locales supportaient mal en effet depuis une décennie la suprématie parisienne, bien [redacted] la chambre [redacted] d'industrie de Paris (C.C.I.P.) finance près du quart du budget de l'A.P.C.C.I. Un principe semble désormais acquis, celui de l'incompatibilité entre la présidence de la chambre [redacted] parisienne et [redacted] permanente.

L'A.P.C.C.I. [redacted] désormais [redacted] posée de 187 membres, et non plus de 184 comme dans la précédente assemblée : aux 152 présidents de chambres locales, et aux 32 présidents de chambres régionales, se joignent en [redacted] membres [redacted] délégations interdépartemen[redacted] de la couronne parisienne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-De[redacted] Val-de-Marne).

L'élection du bureau se fait [redacted] première [redacted] application [redacted] nouveau [redacted] du 9 fé[redacted] 1977 qui [redacted] changé [redacted] composition, en améliorant la représentation du co[redacted] s'estimaient jusqu'ici sous-représentés. Le [redacted] l'A.P.C.C.I. comprend [redacted] : trois présidents de chambres régionales, celui de la chambre de Paris, un de la catégorie « commerce », un de la catégorie « industrie », un de la catégorie « services », un représentant [redacted] sept chambres comptant plus [redacted] trente mille [redacted] à la taxe professionnelle, un représentant des quarante-sept chambres comptant plus de dix mille à trente mille assujettis, un représentant des quatre-vingt-dix-huit chambres comptant moins de dix mille assujettis. Ce nouveau système ne donne, on s'en doute, qu'en partie [redacted] aux partisans d'une amélioration de la représentation du commerce.

Dans la nouvelle assemblée on compte quarante-trois nouveaux élus des chambres locales, dont le plus jeune, M. Michel Jacquemin (Besançon) a trente-huit ans, et le plus âgé, M. Louis Jullien (Gap), a soixante et onze ans. Sur les vingt-deux chambres régionales, huit ont élu de nouveaux présidents. Il s'agit de MM. Roland Wagner (Alsace), Claude Moreaud (Aquitaine), Jean Mauriange (Auvergne), Henri Pluquet (Bourgogne), Jean Rouyer (Bretagne), Christian Daillencourt (Champagne-Ardennes), Jean Augeard (Lorraine), et Philippe Duclercq (Picardie).

### L'homme du Salon

*M. Jean Panhard est surtout connu du grand public comme le président du comité d'organisation du Salon de l'automobile, qu'il assume depuis bientôt dix ans. Le nom qu'il porte (celui de René Panhard, créateur avec Emile Levassor en 1889 de la première automobile à pétrole), même s'il n'orne plus aucune calandre d'automobile, reste un symbole évocateur. Polytechnicien, âgé de soixante-quatre ans, M. Jean Panhard a fait toute sa carrière, depuis 1937, à la société des anciens établissements Panhard et Levassor, dont il [redacted] général [redacted] en [redacted] aujourd'hui, [redacted] depuis [redacted], président-directeur général de [redacted] société de constructions mécaniques Panhard et Levassor, qui exerce son activité dans l'armement (auto-mitrailleuses et engins blindés légers), après absorption par Citroën de la branche automobile de la firme. Il est également P.-D.G., depuis 1951, de la Société [redacted] transports urbains [redacted] (STUR) et [redacted]nistrateur [redacted] plusieurs [redacted]*

*Parallèlement, M. Panhard a mené une carrière consulaire puisqu'il était membre de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, dont il est vice-président, avant de [redacted] de la [redacted] régionale de Paris. Il était [redacted] vice-président de [redacted]*

## SALAIRES

### SELON LA C. G. T.

## Plus de 80 % des métallurgistes gagnent moins de 2 500 F [redacted] mois

En octobre dernier, 569 500 métallos (21,6 %) gagnaient moins de 2 000 F par mois, et 1 542 000 (58,5 %) moins [redacted] F, ont [redacted] la fédé[redacted] de la métallurgie C.G.T., lundi 14 février, en compl[redacted]ment de l'enqu[redacted] pu[redacted] par leur confédération [redacted] 13-14 février).

En un an, d'octobre à octobre, les [redacted], après déduction [redacted] des [redacted] de la réduction [redacted] la [redacted] travail, se sont accrus, selon la C.G.T., de 12,1 %, [redacted] travail a [redacted] progression [redacted] 14,4 %. Les cégétistes, qui vont envoyer prochai[redacted] patronat de la métallurgie (l'U.I.M.M.) leurs revendications, réclament notamment « le démarrage de la grille de classifications à l'indice 150 au lieu de 140 », soit un salaire minimum de 2 500 F par mois. Cette mesure, ont-ils précisé, intéresserait 1 023 100 salariés, dont 946 600 O.S., et donnerait un véritable contenu à « la campa[redacted] démagogique » du secrétaire d'Etat, M. Stoleru, en [redacted] rémunérati[redacted] des [redacted] manuels.

Après avoir [redacted] que 150 000 métallos [redacted] participé [redacted] dernière à des manifestations ou débrayages et que des journées d'action étaient prévues, en liaison avec la C.F.D.T. (le 15 février en Gironde, le 16 dans la Loire, le [redacted] le [redacted] dans la sidérurgie, le 24 dans la machine-outil), [redacted] dirigeants cégétistes [redacted] insisté [redacted] l'importance [redacted] tions [redacted] en [redacted] : il s'agit, ont-ils expliqué, d'un « large mouvement très diversifié, qui est adapté [redacted] formes [redacted] lutte [redacted] ». Les métallos C.G.T. ont fait état de plusieurs succès, [redacted] accroissement [redacted] pouvoir [redacted] ou une [redacted] sur plusieurs indices, notamment chez Narner au Mans, Chauffage et V[redacted] à Brest, S.N.T.C. à Saint-Denis.

### LES FÉDÉRATIONS DE MINEURS ESTIMENT TRÈS INSUFFISANTES LES NOUVELLES PROPOSITIONS

Après un premier contact, en janvier, [redacted] syndicats [redacted] direc[redacted] entreprises nationali[redacted] reprennent, [redacted] semaine, la [redacted] sur [redacted] salaires [redacted] 1977.

La [redacted] des Charbonnages [redacted] France, a fait, le 14 février, [redacted] propositions. [redacted] formule [redacted]brique [redacted] aboutis[redacted] une é[redacted] du pouvoir [redacted] d'environ 1 %, [redacted] les objec[redacted] du plan [redacted] at[redacted] : progression [redacted] PIB [redacted] % [redacted] hausse [redacted] l'indice [redacted] prix [redacted] %. [redacted] deux éléments s'ajoutait un [redacted] terme, exprimant les résultats spécifiques [redacted] l'entreprise.

[redacted] offres, le facteur des prix est corrigé par un certain coefficient. Avec une hausse de 6,5 %, le pouvoir d'achat progresserait d'environ 1,9 %. Mais, par exemple, avec une hausse de 8 %, cette progression ne serait plus que de 0,75 %.

Un document exposant ces propositions va être envoyé aux fédérations de mineurs, qui feront connaître ultérieurement leur réponse par écrit.

La direction ne semble donc pas envisager d'autres réunions. Dès l'issue de la séance, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont déclaré que, s'il n'y avait pas d'autres améliorations, elles ne pouvaient accepter une proposition qui aboutit à « une baisse du pouvoir d'achat ».

La C.F.T.C. et F.O. estiment très aléatoires le projet de la direction. Chaque organisation va consulter ses instances.

## PRESSE

### LA NOUVELLE FORMULE DE « L'HUMANITÉ »

« [redacted] faire [redacted] journal mieux [redacted] plus aisément lisible. Nous continuerons d'agir pour débarrasser [redacted] journal [redacted] imperfections et nous [redacted] continuent [redacted] nous [redacted] leur avis. » Ainsi s'exprimait M. Roland Leroy dans [redacted] du [redacted] janvier en présentant, sous le titre « Notre ambition », [redacted] sens [redacted] réforme entreprise [redacted] l'organe central du P.C.F.

Les caractères typographiques trop noirs, [redacted] encadrés [redacted] nombreux, les [redacted] rubriques en grisé ou « noir au blanc » ont été heureusement abandonnés au profit de titres plus aérés et d'une « justification » de six colonnes par page au lieu de huit, avec un recours aux intertitres pour renforcer la lisibilité. Des rubriques mieux circonscrites, une meilleure unité dans les caractères employés, une mise en page plus mo[redacted] — c'est-à-dire « horizontale », — une plus [redacted] place [redacted] échos, au courrier [redacted] lecteurs, [redacted] culture, à la télévision, ont modifié sensiblement l'image [redacted] j[redacted].

L'orientation des articles, est-il besoin de le préciser, n'a pas fondamentalement changé, mais le caractère plus « ouvert » de l'information tend [redacted] lui [redacted] un [redacted] militant. — C. D.

## TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

### Le XXIIIe congrès de la CNAM

## Les artisans entendent mieux utiliser le poids de leurs huit cent mille bulletins de vote

« La politisation certaine des élections (municipales) fera qu'au-delà des soucis et des besoins de la [redacted] communale, c'est la politique économique et sociale du gouvernement qui sera mise en cause. L'occasion ne doit pas être minimisée de porter devant l'opinion et les partis le lourd bilan de nos déceptions, face aux promesses rarement tenues. (...) Première confrontation avec ceux qui nous gouvernent, ce lever de rideau devrait préparer et orienter leurs actes (...) avant 1978 pour tout ce qui concerne l'artisanat », a déclaré M. Léon, président de la Confédération nationale de l'artisanat et des métiers, au cours du vingt-troisième congrès de cette organisation, qui s'est tenue à Paris les 13 et 14 février.

Comme ils l'avaient affirmé au cours de leur précédent congrès en avril 1976, les artisans sont décidés à mieux utiliser le poids électoral de leurs huit cent mille bulletins de vote, en « demandant aux partis de faire la preuve de leur volonté d'agir avant de solliciter [redacted] voies », a précisé M. Léon.

La CNAM [redacted] que [redacted] mesures déjà [redacted] par le gouvernement (primes d'installation, réforme de l'apprentissage notamment) « ne sont pas négatives, mais restent incomplètes, car elles n'éliminent pas les principaux freins » à la revalorisation de leurs métiers, notamment auprès des jeunes. Ces « freins », assume la CNAM, tiennent pour l'essentiel à la discrimination dont souffrent les artisans vis-à-vis des salariés notamment en matière fiscale (abattement de 20 %) et de protection sociale (absence d'harmonisation des régimes d'assurance-vieillesse, maladie et de prestations familiales), ainsi qu'au blocage des prix des services, et à l'importance des charges sociales qui freinent l'embauche. Enfin, les artisans réclament une amélioration de la formation des jeunes, regrettant notamment la trop courte durée de l'apprentissage.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● GENERAL ELECTRIC [redacted] RET[redacted] DE HIS. — General Electric va [redacted] à Honeywell [redacted] participation [redacted] 11 [redacted] qu'elle [redacted] Honey[redacted] Systems (HIS). [redacted] 1970, [redacted] l'informatique [redacted] céder ses [redacted] ce [redacted] Honeywell. [redacted] HIS, la société regroupant les acti[redacted] informatiques [redacted] deux groupes ainsi que la participation dans ce qui n'était à l'époque qu'Honeywell-Bull. Un protocole prévoyait que General Electric se retirerait progressivement de HIS d'ici à 1978. En 1975, son pourcentage avait été ramené à 11 %.

● UNE USINE DE PATE A PAPIER AU GABON. — La société gabonaise de cellulose (Sogacel) vient de confier à un groupement constitué de deux sociétés françaises (Technip et Setimeg) et d'une société finlandaise (Jaakko Poyry) l'ingénierie d'une vaste usine de cellulose au Gabon. La coordination de l'ensemble des opérations doit être assurée par Technip. L'usine, qui doit faire du Gabon le premier exportateur de pâte à papier d'Afrique, sera implantée à Kango, au sud de Libreville. L'investissement sera de l'ordre de 1,4 milliard de francs français. La Socagel a pour principaux actionnaires l'Etat gabonais (59,2 %), ELF-Gabon (12,8 %), ELF-Aquitaine (12,8 %) et la société Stora Kopparberga-Bergslags ([redacted] %). — (A.F.P.)

### Conflits

● A L'USINE B.S.N. DE VEAUCHE (Loire), qui emploie [redacted] viron huit cents salariés, [redacted] chaînes de fabrication ont de nouveau été arrêtées le 14 février au soir, les ouvriers de l'atelier de conditionnement, qui réclamaient des augmentations de salaires, continuant à refuser d'étiqueter les bouteilles. Dans une lettre adressée à chacun de ces ouvriers, la direction écrit que leur refus « d'exécuter correctement leur contrat de travail » constitue « en lui-même et par ses conséquences une faute professionnelle grave » sanctionnée « par une mise à pied de deux postes avec effet immédiat ». La direction les menace, s'ils persistent dans leur refus, de prendre à leur égard « des sanctions plus graves ». — (Corresp.)

### [redacted]

● [redacted] AVOIRS [redacted] CHANG[redacted] DE LA [redacted] s'élevaient à la fin de janvier [redacted] 92 204 millions [redacted] francs, soit une augmentation de 671 millions de francs par rapport au mois précédent. Les avoirs en or (63 876 millions de francs) ont augmenté de 203 millions de francs du fait de l'intégration dans nos avoirs officiels de change de l'or restitué à la France par le Fonds monétaire international dans le cadre des accords de la Jamaïque. Les avoirs en devises (22 180 millions de francs) ont augmenté de 476 millions de francs du fait des opérations du Fonds de stabilisation des changes sur le marché. En un an, les avoirs officiels de chang an, les avoirs officiels de change de la France ont diminué de 6,96 milliards de francs (de fin janvier à fin mars 1976, les réserves de change avaient diminué, on s'en souvient, de 11,6 milliards de francs).

● L'INDICE MENSUEL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN FRANCE (sans [redacted] travaux pu[redacted] à [redacted] en [redacted] en 1970), contre 127 [redacted] novembre, soit une baisse [redacted] 2,7 [redacted] en un [redacted] Par rapport [redacted] décembre 1976, la progression [redacted] de 6,9 %. Pour l'ensemble de l'année 1976, l'indice mensuel s'inscrit à 123, ce qui représente une progression de 10,7 % par rapport à 1975.

### Matières premières

● [redacted] PRIX INTERNATIO[redacted] MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES PAR LA FRANCE ont augmenté de 3,4 % en janvier. L'indice, publié par l'INSEE, [redacted] à 338,9 [redacted] en décembre. Par rapport à [redacted] 1976, la [redacted] 239 %.

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

| | Dollars | | Deutschemarks | | Fr. suisses | | Fr. français | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 48 heures. | 4 1/8 | 5 1/8 | 3 3/4 | 4 3/4 | 1 1/4 | 2 1/4 | 9 3/4 | 10 1/4 |
| 1 mois .. | 4 1/2 | 5 | 4 1/4 | 4 3/4 | 1 1/4 | 1 3/4 | 10 | 10 1/4 |
| 3 mois .. | 4 7/8 | 5 3/8 | 4 3/8 | 4 7/8 | 1 1/4 | 1 3/4 | 10 5/8 | 10 7/8 |
| 6 mois .. | 5 3/8 | 5 7/8 | 4 1/2 | [redacted] | 1 1/2 | 2 | 11 1/8 | [redacted] 3/8 |

## AFFAIRES

### LE GROUPE ALSTHOM-ATLANTIQUE EST PRÊT A PRENDRE UNE PARTICIPATION DANS LE CAPITAL DE GAZOCÉAN.

La [redacted] Gazocéan, qui exerce [redacted] dans [redacted] transport du gaz par méthanier, connaît des difficultés financières. La société, qui a connu un exercice 1975 difficile — perte de 48 millions de francs, — en raison [redacted] marasme qui a régné sur [redacted] marché du gaz naturel, n'a pas enregistré en 1976 [redacted] redressement espéré.

Pour faire face [redacted] situation et passer un cap difficile — le marché [redacted] se retourner, — les dirigeants [redacted] société [redacted] procéder [redacted] une [redacted] de capital d'un [redacted] millions [redacted] Le groupe [redacted]tique serait [redacted] à participer à cette augmen[redacted] pour un tiers environ de son montant. Il acquerrait [redacted] 10 % [redacted] du capital [redacted]

[redacted] d'Alsthom-Atlan[redacted] à [redacted] du montage financier [redacted] l'opération.

# ÉCONOMIE

## A L'ÉTRANGER

### LE GOUVERNEMENT IRANIEN PAIERA-T-IL EN PÉTROLE SA PARTICIPATION DANS KRUPP ?

[redacted] notre correspondant

*[redacted] — Le [redacted] d'Iran, qui [redacted] des [redacted] financières, va-t-il [redacted] « en [redacted] » [redacted] % qu'il a acquise [redacted] Krupp, [redacted] ? C'est ce qu'annonçait, [redacted] janvier, [redacted] Spiegel, en [redacted] d'un [redacted] signé [redacted] 1977 [redacted] Krupp [redacted] société [redacted] de pétrole (Nioc) pour [redacted] livraison [redacted] 4,5 [redacted] pétrole brut qui devait être [redacted] belge Petrofina.*

*[redacted] porte-parole [redacted] Krupp a confirmé, [redacted] janvier, qu'un [redacted] accord [redacted] signé, [redacted] il a [redacted] qu'il [redacted] rapport quelconque [redacted] la prise [redacted] participation [redacted] l'Iran. [redacted] contrepartie [redacted] pétrole, Krupp [redacted] livrer à l'Iran [redacted] produits [redacted] usines, [redacted] — [redacted] qui a négocié l'entrée [redacted] groupe [redacted] Essen — [redacted] des- [redacted] à une usine géante [redacted] transformation [redacted].*

*[redacted] côté, [redacted] porte-parole [redacted] Fina Allemagne a indiqué [redacted] Petrofina [redacted] par l'intermédiaire [redacted] Krupp un [redacted] pour [redacted] 4,5 [redacted] nes [redacted].*

*[redacted] officiel [redacted] Krupp n'a [redacted] rumeurs [redacted] l'objectif [redacted] ce marché. [redacted] l'opinion d'experts internationaux, le Spiegel remarquait que le prix payé par [redacted] pour [redacted] livraison de pétrole (900 millions [redacted] deutschemarks) correspondait presque exactement [redacted] que le chah [redacted] acquérir sa part du capital [redacted] Krupp (875 millions). — D. Vt.*

### LE DÉFICIT COMMERCIAL BRITANNIQUE A ATTEINT UN NOUVEAU RECORD EN JANVIER

La balance [redacted] britannique [redacted] sensiblement [redacted] janvier, entraînant [redacted] le [redacted] février, [redacted] sterling sur [redacted] marché [redacted] changes. Le [redacted] — le plus important enregistré en un mois — a atteint 545 millions de [redacted] (4,6 milliards de [redacted] millions [redacted] en [redacted] et 197 millions en janvier [redacted]. Les exportations se sont [redacted] millions [redacted] livres, en hausse de 1,5 [redacted] importations [redacted] millions, [redacted] de 14,2 [redacted] (achat [redacted] d'avions).

[redacted] positif [redacted] échanges [redacted] évalué à [redacted] millions [redacted], le déficit de la [redacted] courants a [redacted] en janvier [redacted] millions de livres [redacted] millions en [redacted] millions en janvier 1976. Pour [redacted] balance a [redacted] de [redacted] milliard de livres contre [redacted] milliard [redacted] 1975. Le [redacted] de janvier [redacted] dû [redacted] une [redacted] mesure, [redacted] le ministère du commerce, à [redacted] des congés de fin d'année, particulièrement longs en [redacted].

● LA BALANCE COMMERCIALE ITALIENNE [redacted] défi[redacted] milliards [redacted] lires (4 milliards [redacted] environ) au [redacted] décembre 1976. Pour [redacted] de [redacted] 5 423 milliards [redacted] (35 milliards [redacted] francs environ). Ce chiffre [redacted] dû essentiellement [redacted] importations [redacted] pétrole et [redacted] produits alimentaires.

● ACCORD ÉTATS-UNIS - [redacted] — Le Japon [redacted] États-Unis [redacted] signé, jeudi 10 février, [redacted] un [redacted] des chalutiers japonais dans [redacted] pêche [redacted] lorsque celle-ci [redacted] étendue à [redacted] miles [redacted] partir du 1[er] mars. De source japonaise, [redacted] estime [redacted] prises [redacted] bateaux [redacted] d'un [redacted]. — (A.F.P.)

● LE GRAND BAZAR [redacted] LIÈGE [redacted] en [redacted] la ville. [redacted]. Ce grand magasin, l'une [redacted] vieilles [redacted] européennes du [redacted] appartenait [redacted] Jelmoli. Le groupe fran[redacted] Agache-Willot avait ré[redacted] formulé une offre [redacted] qui avait [redacted] formellement repoussée. La [redacted] du Grand [redacted] met sept [redacted] trente person[redacted] au chômage. — (A.F.P.)

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## La CAECL lance un emprunt de 800 millions de francs

[redacted] Schloesing [redacted] d'administration [redacted] CAECL (Caisse d'[redacted] l'équipe[redacted] collectivités locales), [redacted] de la Caisse des dépôts, ont reçu les personnalités financières et banquières [redacted] la place [redacted] premier emprunt [redacted] de la [redacted].

[redacted] emprunt [redacted] 800 [redacted] lieu [redacted] février. [redacted] de 11 [redacted] procurant [redacted] souscripteurs [redacted] % [redacted] l'émission.

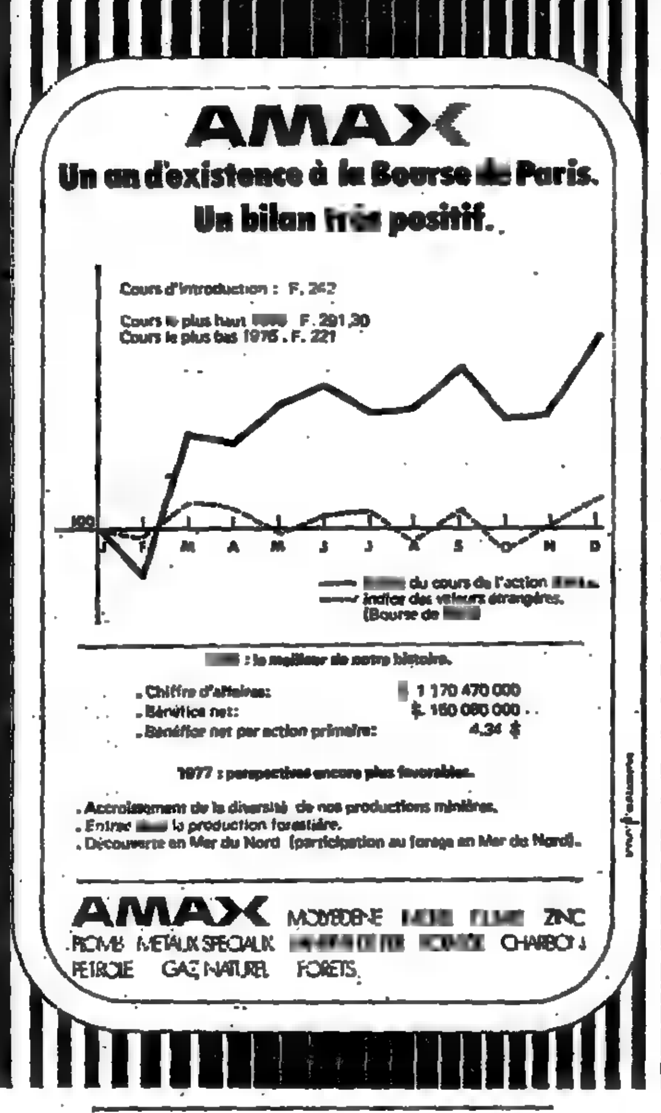
M. [redacted] a souligné l'ampleur [redacted] collectivités [redacted] leurs équipements, [redacted] lequel, [redacted] de la [redacted] des dépôts [redacted] des caisses d'épargne, la C[redacted], par ses emprunts émis sur le marché, apporte une contribution de plus en plus substantielle. Le directeur général de [redacted] éga[redacted] se développer [redacted] coopération [redacted] avec les différentes banques de la place [redacted] le [redacted] primaire.

Il appartenait [redacted] Édouard Schloesing [redacted] l'évolution de [redacted] première [redacted] déjà [redacted] premiers exercices, [redacted] 1966 [redacted] 1968, la progression d[redacted] de [redacted] prêts [redacted] départ, la CAECL a pu accorder en [redacted] : une progression [redacted] 507 % en dix ans. Dix [redacted] desquelles elle a été en [redacted] quelque [redacted] de prêts représentant plus [redacted] milliards [redacted] intéressant plus [redacted] vingt-trois [redacted] communes.

M. Schloesing [redacted] rappeler [redacted] caractères particuliers [redacted] la [redacted] majorité du [redacted] composée [redacted].

M. [redacted] administrateur-[redacted] Banque de [redacted] Pays-Bas, [redacted] de file [redacted] émission, se [redacted] lui [redacted] coopéra[redacted] qui [redacted] et [redacted] établissements publics qu'est [redacted] et qu'est [redacted] souligna, [redacted] différents [redacted] : banques, [redacted] comptables publics, [redacted] d'épargne. [redacted] d'ap[redacted] placement [redacted] important emprunt [redacted] lequel [redacted] est favorable et [redacted] au développement [redacted] l'équipement de nos communes, [redacted] départements, [redacted] régions.

Chacun des orateurs rendit un hommage [redacted] à la mémoire de Jacques [redacted] qui, [redacted] passé, représenta [redacted] occasion identique [redacted] des banques.




## BIS

### N° [redacted] DU TRAVAIL TEMPORAIRE EN FRANCE

**Chiffre d'affaires**

Le chiffre [redacted] hors taxes provisoire [redacted] à 728 482 729 F contre 484 105 884 F pour l'exercice 1976, [redacted] une augmentation de [redacted] %.

**[redacted]**

Bien [redacted] définitifs [redacted] la [redacted] prévoit [redacted] du [redacted] ordre [redacted] grandeur [redacted] pourcentage d'augmentation du [redacted] d'affaires.

**Dividende**

Le [redacted] de la [redacted] à l'assemblée [redacted] répartition d'un [redacted] net [redacted] F [redacted] action. Cependant, [redacted] compte [redacted] recommandations [redacted] ministère de l'économie [redacted] la majoration du dividende [redacted] l'exercice 1976 [redacted] à [redacted] net de [redacted] F [redacted] de [redacted] F, [redacted] au [redacted] F). [redacted] F net [redacted] action [redacted] au [redacted] report à [redacted] », [redacted] la distribution [redacted] complément [redacted] dividende en [redacted] le versement [redacted] au [redacted] des résultats [redacted] l'exercice 1977.

## Le nouveau Conseil d'Administration de la Banque Commerciale de Grèce

a [redacted] élu par l'Assemblée générale [redacted] actionnaires en date du 19 janvier 1977 ; en outre [redacted] fonctions du Commissaire provisoire ont pris fin.

Le nouveau Conseil d'Administration, [redacted] sa première séance, a procédé à l'élection [redacted] bureau [redacted] suit :

M. Evangelos Ap. Eliades, Conseiller jusqu'à présent auprès [redacted] Gouverneur [redacted] la Banque de Grèce, [redacted] tant [redacted] Président-Directeur Général, M. Tryfon J. Koutalidis, docteur [redacted] droit, [redacted] Cour, en [redacted] Vice-Président et M. Emmanuel G. Kipouridis, Directeur jusqu'à présent [redacted] Banque de Grèce, [redacted] tant que Délégué Général.

Les autres membres du Conseil d'Administration [redacted] suivants : M. Constantinos Venardis, Directeur [redacted] honoraire du Ministère [redacted] Finances, M. Grigorios Kaloudis, Secrétaire [redacted] de la Fédération [redacted] Professionnels [redacted] Artisans du Pirée, et repré[redacted] auprès de [redacted] Confédération Générale [redacted] et Moyens Entrepreneurs [redacted] Grèce, M. Spyridon Metalinos, Maître-Assistant [redacted] Faculté [redacted] Droit [redacted] l'Université d'Athènes, M. Achilleas Boundouvis, Gouverneur de l'Office [redacted] l'Emploi de la Main-d'œuvre, M. Ioannis Stratakis, armateur, [redacted] M. Georges Hadjigeorgiou, Président [redacted] l'Association des Exportateurs de Tabac [redacted] Salonique.

Il est [redacted] noter que le résultat immédiat de l'augmentation récente du capital propre de [redacted] Banque Commerciale de Grèce est [redacted] son capital [redacted] ses [redacted] s'élèvent actuellement [redacted] 1.903 millions [redacted] drachmes, soit 261,1 millions [redacted] francs, à 7.440 millions de drachmes, soit 1.020,8 millions de francs.



## COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

### CHIFFRE [redacted] CONSOLIDE DU GROUPE DE LA C.G.E.

*Le chiffre d'affaires hors taxes* consolidé de la Compagnie gén[redacted] 17 862 millions de francs.

*Ce chiffre* marque une augmentation de 16,3 % par rapport à celui de l'exercice précédent, recalculé dans la structure actuelle du groupe.

A la suite de la fusion d'Alsthom [redacted], le chiffre d'affaires consolidé du [redacted] comprenait précédemment l'intégralité du [redacted] thom et de ses filiales, inclut désormais la part de C.G.E. dans le chiffre d'affaires consolidé [redacted] Atlantique.

[redacted] décomposition [redacted] chiffre [redacted] consolidé [redacted] Compagnie générale [redacted] :

| | 1975 structure 1976 | | 1976 | | Variation 1976/1975 |
|---|---|---|---|---|---|
| | MF | % du tot. | MF | % du tot. | % |
| Électromécanique et construction navale.. | 2 582,0 | 16,8 | 3 272,9 | 18,3 | + 26,8 |
| Entreprise électrique .. | 2 178,1 | 14,2 | 2 217,7 | 12,4 | + 1,8 |
| Entreprise et Ingénierie | 2 440,9 | 15,9 | 2 949,5 | 16,55 | + 20,8 |
| Télécommunications et électronique ........ | 3 502,9 | 22,8 | 4 168,1 | 23,35 | + 19,0 |
| Câbles ........ | 1 405,7 | 9,1 | 1 417,3 | 7,95 | + 0,8 |
| Accumulateurs et piles | 1 401,7 | 9,1 | 1 637,6 | 9,15 | + 16,8 |
| Matériaux ........ | 748,6 | 4,9 | 871,9 | 4,9 | + 16,5 |
| Grand public ........ | 424,5 | 2,8 | 523,0 | 2,9 | + 23,2 |
| Commerce et divers .. | 675,4 | 4,4 | 803,9 | 4,5 | + 19,0 |
| TOTAL .... | 15 360,8 | 100 | 17 862,0 | 100 | + [redacted] |

## ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS A.G.P. S.A.

### Comptes [redacted] l'exercice 1975-1976

[redacted] d'une durée exceptionnelle [redacted] par un [redacted] de [redacted] de [redacted] auquel s'ajouterait un solde [redacted] d'impôts [redacted] plus-[redacted] sur [redacted] d'éléments d'actifs de l'ordre de 105 millions de francs.

Le conseil, lors de sa réunion du 9 février 1977, a décidé, sans attendre l'arrêté définitif des comptes, la mise en paiement, dès le 14 mars 1977, d'une somme de 12 F par action correspondant à un [redacted] à valoir sur le dividende de [redacted] le 31 [redacted] 1976, [redacted] laquelle s'ajoutera le montant de l'impôt payé [redacted] avance au [redacted] 6 F.

Cet [redacted] distribué conformément à [redacted] de l'article [redacted] loi du 24 [redacted] 1965, bénéficiera [redacted] des actions, y compris [redacted] celles [redacted] gratuitement en [redacted] 1976 aux actionnaires [redacted] raison d'une action nouvelle [redacted] dix actions anciennes : il devrait correspondre [redacted] dividende global [redacted] l'exe[redacted] 1975-1976.

Il [redacted] que le [redacted] de l'exercice 1974-1975 [redacted] représenté 11 F + 5,50 F (avoir fiscal), soit au [redacted] F [redacted].

## DART INDUSTRIES

### DART [redacted] nouvelle augmentation [redacted] du [redacted]

Le conseil d'administration de Dart Industries a approuvé une augmentation du dividende en espèces par action ordinaire de 5 cents, portant ainsi le dividende trimestriel à 25 cents. Ce dividende sera versé à compter du 25 mars 1977 pour les actions enregistrées à la date du 25 [redacted].

Il a [redacted] qu'un dividende [redacted] %, [redacted] forme [redacted] tion d'[redacted] gratuites, serait payable à compter du 28 mai [redacted] pour les actions enregistrées à la date du [redacted] avril 1977.

C'est la seconde fois en trois mois que Dart augmente son dividende trimestriel en espèces, puisque le dividende du troisième trimestre s'élevait à 20 cents et celui du deuxième trimestre à 16 cents, soit une augmentation de 56 % en l'espace d'un semestre.

Commentant cette progression, le président Justin Dart a fait remarquer que sur les cinq derniers exercices le dividende en espèces distribué aux porteurs d'actions ordinaires représentait une moyenne d'environ 15 % du bénéfice net par action.

Il est rappelé que les résultats provisoires de la Société pour 1976 laissent prévoir un bénéfice record par action de $ 4,24, soit une augmentation de 30 % sur le bénéfice record de 1975, qui atteignait $ 3,26 par action.

## MOTEURS LEROY-SOMER

### L'expansion [redacted] poursuit

[redacted] moteurs Leroy-[redacted] de prendre une participation minoritaire dans la [redacted] Constructions [redacted]-Métalliques [redacted] (C.M.M.C.).

[redacted] du conseil d'administra[redacted] C.M.M.C. du [redacted] février 1977, M. Philippe Sabouraud, [redacted] division internationale [redacted] Leroy-[redacted] coopté administrateur [redacted] nommé président-directeur géné[redacted] C.M.M.C. De [redacted] Leroy-[redacted] pour [redacted] ses [redacted] responsabilités.

La société C.M.M.C., implantée à Chalonne, près d'Angers, est spécialisée dans le matériel vinicole et construit notamment les pressoirs Vaslin. Elle réalise un chiffre d'affaires H.T. annuel d'environ 60 millions de francs.

Ce[redacted] prise de [redacted] s'inscrit logiquement [redacted] de développement [redacted] diver[redacted] adoptée par [redacted] Leroy-Somer.

## AUTOMOBILES M. BERLIET

### [redacted] comparés (hors taxe)

| | 1975 | [redacted] |
|---|---|---|
| 1er tr. | [redacted] | 1 061 [redacted] |
| [redacted] tr. | [redacted] | 1 103 [redacted] |
| [redacted] | 672 089 583,00 | 770 [redacted] 048,35 |
| [redacted] tr. | 1 167 738 710,40 | 1 050 966 194,98 |
| | [redacted] 544 [redacted] | 4 006 312 433,08 |
| dont export : | | |
| 1er tr. | [redacted] | 457 518 946,73 |
| [redacted] tr. | [redacted] | 414 853 534,15 |
| [redacted] tr. | 287 [redacted] | 305 954 084,29 |
| [redacted] tr. | [redacted] | 430 048 414,36 |
| | 1 889 122 589,30 | 1 608 374 979,55 |

## GEVELOT

GEVELOT a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes en 1976 de 258 millions de francs contre 210,4 millions de francs en 1975, soit une progression de 22,63 %. La part des exportations s'est accrue de 53,67 % atteignant 76,5 millions [redacted] contre 49,8 millions de francs [redacted] l'exer[redacted] précédent.

[redacted] chiffre d'affaires [redacted] taxe consolidé du groupe s'établit à 651,1 [redacted] de francs contre 477,6 [redacted] en 1975, en augmentation [redacted] 15,39 %.

## DUNLOP S.A.

Le chiffre d'affaires réalisé en 1976 est de 1 177 349 000 F contre 1 034 780 000 F en 1975, soit une progression d'environ 14 %.

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS
### 14 FÉVRIER

### Affaiblissement

*Victime d'un [illegible] faiblesse, la Bourse [illegible] orientée [illegible] la baisse en ce début de s[illegible] avec tou[illegible] des [illegible] lumes d'échanges très réduits.*

*Les compartiments les plus tou[illegible] par le mouvement de recul ont été : [illegible] construction électrique, la métallurgie, [illegible] ment et, dans une moindre [illegible] pétroles, [illegible] magasins, [illegible] chimiques [illegible] crédit.*

*Les plus fortes baisses ont été enregistrées par Crédit foncier immobilier (— 5 [illegible] Machines Bull (— 4 %).*

*Quelques [illegible] plus [illegible] vingtaine) [illegible] épingle du jeu, [illegible] jamais dépassé 3 % (B.S.N., Comptoir des entrepreneurs).*

*Soulignons une fois de plus le [illegible] de signification revêtu par [illegible] séance. Les transactions ont été [illegible] maigres [illegible] cotations [illegible] expédiées [illegible] trois quarts d'heure [illegible] au plus. [illegible] évidence, [illegible] municipales [illegible] opé[illegible] dent, qui, compte [illegible] normales et de la réticence des acheteurs, conduit fatalement à un effritement des cours.*

*[illegible] étrangères, les américaines ont cédé [illegible] terrain, tandis [illegible] restaient stables. En revanche, les mines d'or ont repris leur mouvement [illegible] progression.*

*Sur le marché de l'or, dont le volume d'échanges s'est établi à 2,42 [illegible] francs [illegible] 2,47 millions, le lingot a valu 21 895 francs (après 21 900) contre 21 810, [illegible] napoléon 232,10 F contre [illegible] F.*

**Taux du marché monétaire**
Effets privés .............. 9 3/4 %

## LONDRES

### Légère reprise

Après [illegible] lourdes pertes de la veille, le marché [illegible] légèrement. Hausse des pétroles. [illegible] des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : [illegible] 98 [illegible] 136 [illegible]

| VALEURS | CLOTURE 14 2 | COURS 15/2 |
|---|---|---|
| War Loan 3 1/2 % | 27 5/8 | 27 7/8 |
| Beecham | 260 | 294 |
| British Petroleum | 904 | 912 |
| Shell | 490 | 498 1 2 |
| Vickers | 144 | 146 |
| Imperial Chemical | 325 | 327 1 2 |
| Courtaulds | 97 | 98 |
| De Beers | 201 | 206 1 2 |
| *Western Holdings | 12 1/4 | 12 1/4 |
| Rio Tinto Zinc Corp. | 177 | 177 |
| *West Driefontein | 15 | 15 |

(*) En livres.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BIS. — [illegible] progression [illegible] pour [illegible] devrait être de l'or[illegible] (19,91 millions de francs [illegible]. Le dividende [illegible] augmenté [illegible] 8,5 %, [illegible] 19,20 F [illegible] 18 F [illegible]. Un complément de [illegible] (5,20 F + 2,60 F d'avoir [illegible] sera [illegible] celui [illegible] l'exercice [illegible].

LUCHAIRE S.A. — Le [illegible] net de l'exercice 1976 (9,17 [illegible] en 1975) progressera [illegible] façon beaucoup plus importante [illegible] d'affaires (+ 35,6 %), [illegible] le [illegible] global augmentera dans [illegible] limites autorisées : + 6,5 % (15,75 F en 1975).

STEPHANOISE DE CONSTRUCTIONS MECANIQUES. — Présentant pour la première fois un bilan consolidé, la société annonce pour 1976 un bénéfice net consolidé de 1,99 million [illegible] 1,81 mill[illegible] la Stéphanoise. [illegible] dividende global passera de [illegible] F à 6,37 F par action.

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS A.G.P. — L'exercice d'une durée exceptionnelle de seize mois devrait se solder par un bénéfice net de 82 millions de francs, auxquels s'ajouteront 105 millions de francs provenant [illegible] cession d'éléments d[illegible]. Un [illegible]pte de 12 F plus 6 F d'avoir [illegible] sur le dividende [illegible] l'exercice [illegible] décembre [illegible] distribué.

INTERBAIL. — [illegible] l'exercice 1976 s'est élevé à 23,94 millions de francs contre 19,82 millions [illegible] francs. [illegible] dividende [illegible] porté [illegible] F en 1975 à 18,35 F.

## NEW-YORK

### Redressement technique

Les cours se [illegible] sensiblement redressés, lundi, à Wall Street, où, dans une ambiance modérément [illegible] (19,23 millions de [illegible] échan[illegible] [illegible] millions), l'indice [illegible] s'est [illegible] en [illegible] de 6,81 points à 938, 33.

Le redressement s'est opéré lors des deux dernières heures [illegible] la séance (cinq heures [illegible]) la majorité des spécialistes s'accordaient à le qualifier de technique.

Rien de [illegible] n'est venu éclaircir l'atmosphère économique. Au contraire, une nouvelle vague de froid paraît s'être abattue sur l'est des Etats-Unis, et les inquiétudes concernant les [illegible] carburants [illegible] combustibles s'accroissent.

Sur 1 865 valeurs [illegible] 713 [illegible] sont tout de même inscrites [illegible] baisse, 711 [illegible] hausse et 441 sont restées inchan[illegible]ées.

Toutefois, sur les 30 composants de l'indice Dow Jones, [illegible] progressé et 3 ont baissé.

Indices Dow Jones des services publics, 105,89 (— 0,19) ; transports, [illegible] (— [illegible]).

| VALEURS | COURS 11/2 | [illegible] |
|---|---|---|
| Alcoa | 52 | 53 1 8 |
| A.T.T. | 63 [illegible] | 63 3 4 |
| Boeing | 49 1 8 | 48 1 2 |
| Chase Manhattan Bank | 31 1 2 | 31 5 8 |
| Du Pont de Nemours | 129 1 4 | 130 3 4 |
| Eastman Kodak | 71 1 8 | 73 1 2 |
| Exxon | 51 3 4 | 52 |
| Ford | 55 1 2 | 55 3 8 |
| General Electric | 50 3 4 | 51 1 8 |
| General Foods | 32 1 8 | 32 1 8 |
| General Motors | 69 8 4 | 70 1 2 |
| Goodyear | 22 1 4 | 22 1 4 |
| I.B.M. | 267 1 4 | 274 |
| I.T.T. | 34 1 4 | 34 1 4 |
| Kennecott | 27 1 2 | 27 3 8 |
| Mobil Oil | 63 [illegible] | 64 1 4 |
| Pfizer | 27 | 27 1 8 |
| Schlumberger | 58 7 8 | 60 1 4 |
| Texaco | 27 7 8 | 27 7 8 |
| U.A.L. Inc. | 21 7 8 | 21 3 4 |
| Union Carbide | 57 3 4 | 58 1 2 |
| U.S. Steel | 48 1 2 | 48 3 8 |
| Westinghouse | 18 5 8 | 18 7 8 |
| Xerox | 51 3 4 | 52 1 2 |

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 14 2 | 15 2 |
|---|---|---|
| 1 dollar [illegible] yens) | 283 025 | 280 30 |

### INDICES QUOTIDIENS

[illegible] 100 : 31 déc. 1976.)

| | 11 fév. | 14 fév. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | [illegible] | [illegible] |
| Valeurs étrangères | 97,6 | 97,5 |

**Cie DES AGENTS DE CHANGE**
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

| | | |
|---|---|---|
| Indice général | 62,5 | 62,1 |

# BOURSE DE PARIS - 14 FÉVRIER - COMPTANT

| VALEURS | % [illegible] nom. | % du coupon | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | UFIMEG | 81 10 | [illegible] |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] Crédit | 257 | 257 | U.S.I.M.O. | 118 80 | [illegible] |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | Union Habit. | 134 80 | [illegible] |

| VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

# MARCHÉ A TERME

[illegible]

| Compensation | VALEURS | Précéd. clôture | Premier cours | Dernier cours | Compt. premier cours | Compensation | VALEURS | Précéd. clôture | Premier cours | Dernier cours | Compt. premier cours |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| 182 | Cie Pét. Imp. | 112 30 | 113 60 | 112 60 | 113 60 | 43 | Sony | 43 80 | 43 60 | [illegible] 60 | 43 30 |
| 405 | C.F. Fr.-Can. | 407 90 | 405 50 | 405 50 | 400 10 | 13 60 | Tanganyika | 12 95 | 13 15 | 13 25 | 12 90 |
| 12 70 | De Beers (S.) | 12 90 | 13 10 | 13 10 | 12 90 | 245 | Unilever | 244 10 | 242 30 | 242 [illegible] | [illegible] |
| 575 | Deuts Bank. | 578 | 576 | 576 | 576 | 12 | Union Corp. | 11 50 | 11 30 | 11 60 | 11 10 |
| 210 | Dome Mines | 229 | 230 | 231 | 223 | 135 | U. Min. 1/10 | 133 50 | 134 50 | 134 [illegible] | 132 80 |
| 640 | Du Pont Nem | 640 | 648 | 648 | 638 | 106 | West Driet. | 94 23 | 93 | 97 50 | 96 70 |
| 395 | East Kodak | 362 | 356 | 355 | 358 | 40 | West Deep. | 37 40 | 38 90 | 38 90 | 38 15 |
| 15 | East Rand | 14 | 14 | 14 10 | 13 75 | 80 | West Hold. | 77 50 | 79 | 79 [illegible] | 78 [illegible] |
| 102 | Ericsson | 100 50 | 103 50 | 103 50 | 102 60 | 1 10 | Zambia Cop. | 1 40 | 1 30 | 1 23 | 1 27 |
| 250 | Exxon Corp. | 263 50 | 262 20 | 262 20 | 262 | | | | | | |
| 300 | Ford Motor | 284 | 278 | 278 80 | 276 | | | | | | |

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS [illegible] SEULEMENT
[illegible] offert ; c : coupon détaché ; d : demandé ; * droit [illegible] — Lorsqu[illegible] « premier cours » [illegible] pas indiqué, il y a [illegible] cotation unique portée dans la colonne « dernier cours ».

## COTE DES CHANGES

| [illegible] OFFICIEL | COURS préc. | COURS 14 2 | COURS DES BILLETS échange de [illegible] à [illegible] |
|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | [illegible] | 4 976 | [illegible] |
| Canada ($ can. 1) | 4 868 | [illegible] 865 | 4 85 |
| Allemagne (100 DM) | [illegible] 975 | [illegible] 900 | 207 10 |
| Autriche (100 sch.) | [illegible] 130 | [illegible] 210 | 29 25 |
| Belgique (100 F.) | [illegible] 486 | [illegible] 652 | 13 45 |
| Danemark (100 krd) | 83 [illegible] | [illegible] | 83 75 |
| Espagne (100 pes.) | 7 214 | 7 225 | 7 03 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 8 529 | 8 482 | 8 55 |
| Italie (1 000 lires) | 5 648 | 5 648 | 5 575 |
| Norvège (100 k) | [illegible] 020 | 94 470 | [illegible] 35 |
| Pays-Bas (100 fl.) | [illegible] 800 | 199 000 | 197 [illegible] |
| Portugal (100 esc.) | 15 350 | 15 [illegible] | 14 [illegible] |
| Suède (100 krs) | 116 880 | 117 528 | 118 75 |
| Suisse (100 fr.) | 197 800 | 198 825 | 198 25 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 14 2 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 21755 | 21820 |
| Or fin (kilo en lingot) | 21910 | 21895 |
| [illegible] française (20 fr.) | 231 90 | 232 10 |
| Pièce française (10 fr.) | 199 | 201 |
| Pièce [illegible] fr.) | 203 50 | 204 90 |
| Union latine (20 fr.) | 187 20 | 187 20 |
| Souverain | 215 | 214 40 |
| Pièce de 20 dollars | 1029 | 1082 |
| Pièce [illegible] 10 dollars | 526 40 | 530 |
| Pièce de [illegible] dollars | 342 50 | |
| Pièce de 50 pesos | 887 | 890 |
| Pièce de 10 florins | 202 10 | 204 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE









[redacted] numéro du « Monde » daté 15 février 1977 [redacted] été tiré [redacted] 597 070 exemplaires.

### Le voyage de M. de Guiringaud au Proche-Orient

## Aucune rencontre n'est prévue entre le ministre des affaires étrangères et M. Yasser Arafat

*Aucun entretien entre M. [redacted] Guiringaud et M. Arafat, chef de l'O.L.P., n'est inscrit au programme du voyage que le ministre français des affaires étrangères commence mercredi 16 février au Proche-Orient.*

Le prédécesseur de M. de Guiringaud, M. Sauvagnargues, avait reçu M. Arafat à Beyrouth en octobre 1974, ce qui lui avait été vivement reproché en Israël.

On indique dans les milieux français que, pendant son séjour *au Liban, M. de Guiringaud* ne s'entretiendra qu'avec le président Sarkis, les membres du gouvernement et le patriarche maronite, mais que, dans les autres capitales arabes, il aura l'occasion de rencontrer « *des Palestiniens* ». Le mécontentement suscité à Paris par l'affaire Abou Daoud (la France a protesté auprès de l'O.L.P. contre sa présence [redacted] une délégation [redacted] expliquerait qu'une rencontre avec M. Arafat n'ait pas été inscrite au programme proposé par le ministre des affaires étrangères.

Celui-ci est attendu mercredi soir à Beyrouth. Il arrivera vendredi midi à Damas, dimanche matin à Amman, et lundi en fin de matinée au Caire. Il regagnera Paris mardi soir 22 février. A chacune de ses étapes, le ministre des affaires étrangères aura des entretiens avec le chef de l'État, le chef du gouvernement et le ministre des affaires étrangères. Au Caire, il rencontrera également M. Riad, secrétaire général de la Ligue arabe.

## LA FRANCE NÉGOCIERAIT L'ACHAT D'URANIUM A L'AFRIQUE DU SUD

La France négocierait avec l'Afrique du Sud un contrat portant sur la livraison de plusieurs milliers de tonnes d'uranium. Du côté français, les négociations seraient menées par la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), société qui a repris les activités du Commissariat [redacted] l'énergie atomique (C.E.A.) [redacted] le domaine [redacted] nucléaires.

### Au Maroc

## QUARANTE-QUATRE DES « FRONTISTES » JUGÉS A CASABLANCA ONT ÉTÉ CONDAMNÉS A LA DÉTENTION PERPÉTUELLE

Casablanca (*A.F.P.*). — Quarante-quatre inculpés, [redacted] trente-neuf par contumace, ont été condamnés à la détention perpétuelle au procès [redacted]-seize [redacted]-léninistes marocains, dits « frontistes », jugés depuis plus d'un mois par la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca.

Parmi ces condamnés [redacted] Abraham Serfaty, cinquante-trois ans, ingénieur des mines, de confession israélite, qui était l'accusé numéro un.

La chambre criminelle a d'autre part condamné vingt et un autres inculpés à trente ans de prison, quarante-quatre à vingt ans, quarante-cinq à dix ans, dix-neuf à cinq ans, trois ont été condamnés à cinq ans, mais bénéficient du sursis.

Le tribunal [redacted] convoqué lundi soir. La lecture des attendus du jugement a demandé plus de neuf heures, de sorte que le verdict n'a pu être prononcé que mardi matin 15 février.

Les accusés présents toute la nuit dans la salle du tribunal, ont chanté des chants révolutionnaires quand les gardes les ont escortés vers la prison. Ils peuvent se pourvoir en cassation.

## INCIDENTS DANS LES BUREAUX D'AÉROFLOT A PARIS

*Une quinzaine de manifestants* [redacted] droite [redacted] blés lundi 14 février, à 17 heures, dans les locaux de la compagnie [redacted] soviétique *Aéroflot*, 33, avenue des Champs-Elysées, après avoir cadenassé la porte avec des chaînes. Les jeunes gens ont scandé des slogans commé[redacted] la [redacted] du jeune Tchécoslovaque [redacted] Palach, lancé des cris hostiles au régime soviétique, jeté de la peinture rouge, avant d'être interpellés par la police.

Après une courte bagarre, au cours de laquelle quatre gardiens de la paix et quatre manifestants ont été contusionnés, quatorze d'entre [redacted] interpellés. [redacted] ces [redacted] sont [redacted] par la police pour déprédations et coups et blessures sur agents de la force publique, et seront vraisemblablement déférés au parquet.

[redacted] s'intitulant « [redacted] Alain Escoffier », [redacted] du jeune homme [redacted] par le feu [redacted] l'Aéroflot le [redacted] février [redacted] du 12 février), « revendiqué [redacted] action.

[redacted] lettre ouverte adres[redacted] à la presse, signée par soixante-dix-sept personnes, dont Mᵉ Philippe Poirien, MM. Thierry Le Guent, Pinatel, Jean Raspail, Marc de Scitivaux, Pierre Sergent, Jean-Christian Tirat, il est rappelé que « *le sacrifice d'Alain Escoffier constitue essentiellement un acte politique. Son acte courageux a eu pour but* [redacted] *dénoncer le non-respect flagrant, par l'U.R.S.S., des accords d'Helsinki* ». La lettre ouverte ajoute : « *Il est malhonnête de présenter Alain Escoffier comme un exalté ou un extrémiste... Au moment où le stalinisme, qui n'est que la forme extrême du communisme, entreprend une nouvelle vague de persécutions dans les pays de l'Est, on comprend la volonté des partisans du statu quo né de Yalta, né de Yalta, de réduire la portée du geste d'Alain Escoffier.* »

## UNE SEMAINE DE LA FRANCOPHONIE A L'UNESCO

[redacted] l'UNESCO, sous la [redacted]ence de M. A.-M. M'Bow, direc[redacted] 15 février [redacted] soir.

[redacted] organisée par [redacted] francophone [redacted] Deniau, [redacted] ministre, député [redacted] (app. R.P.R.). Des [redacted] d'une quinzaine de pays : [redacted] Québec, de [redacted] Grande-[redacted] participe[redacted] « ateliers ». [redacted] de [redacted] proposés : « le français, langue scientifique », « médecine [redacted] francophonie », « les regroupe[redacted] linguistiques », « langue et théorie », [redacted] auteurs [redacted] française » [redacted] « information et francophonie ».

### La visite de [redacted] Barre en Aquitaine

## M. Chaban-Delmas : votre succès est indispensable à l'intérêt de la France

*(De [redacted] envoyé spécial.)*

Comme [redacted] son arrivée à [redacted] de-Marsan, le premier ministre [redacted] recherché mardi [redacted] foule. [redacted] veille, [redacted] pluie [redacted] n'avait [redacted] favo[redacted] l'entreprise. [redacted] matin, avant [redacted] du conseil général, M. Raymond Barre a pu effectuer [redacted] un mar[redacted] la ville [redacted] visite éclair qu'il projetait. Mains serrées, échanges de propos sans grande signification sur le prix des fruits et légumes, sourires et bons conseils, c'est un premier ministre satisfait de sa rencontre avec la population marchande qui est revenu vers la préfecture pour s'entretenir sérieusement avec les [redacted] politiques [redacted] de la région.

Cette fois, seuls les communis[redacted] absents. Députés, sénateurs [redacted] généraux [redacted] en revanche à [redacted] participaient activement, présentant [redacted] plusieurs rapports sur [redacted] qui [redacted] l'Aquitaine [redacted] qui pèsent [redacted] nombreuses [redacted]tries, [redacted] particulier [redacted] l'industrie aéronautique [redacted] bois, [redacted] sort de la [redacted] landaise.

M. Jacques Chaban-[redacted] qui accueillait [redacted] le premier [redacted] régionales d'Aquitaine, [redacted] notam[redacted] déclaré : « [redacted] *chef* [redacted] *gouvernement qui* [redacted] *pour* [redacted] *juguler l'inflation* [redacted] *ses* [redacted] *désastreux* ». Le maire de Bor[redacted] poursuivi [redacted] visiteur : « [redacted] *vous* [redacted] *avez pris* [redacted] *globale,* [redacted] *laquelle seuls pourraient* [redacted] *obtenus des résultats partiels et sans lendemain ; vous l'accomplissez avec un sérieux, une fermeté et une efficacité que l'opinion publique commence à discerner. Aucun citoyen, quel que* [redacted] *engagement politique, ne* [redacted] *échec et, personnellement, je considère votre succès comme* [redacted] *Français.* »

M. Chaban-Delmas [redacted] aussi souligné que l'Aquitaine [redacted] « *à l'écart des grands* [redacted] *européens* » et fait état des difficultés que la région doit surmonter. M. Chaban-Delmas [redacted] affirmé : « *Aujourd'hui,* [redacted] *prolongé* [redacted] *Vous* [redacted] *attaché,* [redacted] *le premier* [redacted] *politique d'aménagement du territ*[redacted] *appliquée secteur par* [redacted] *région* [redacted] *région ;* [redacted] *1962, le plan* [redacted] *été exécuté* [redacted] *continuité.* [redacted] *tard, nous* [redacted]*érons d'élaborer un plan d'Aquitaine.* »

ALAIN GUICHARD.

## M. Georges Marchais souhaite un communiqué du procureur de la République au sujet de sa plainte

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, qui a porté plainte [redacted] X, le 12 mars 1973, pour falsification [redacted] documents administratifs [redacted] faux documents administratifs, après [redacted] publication dans *La Nation socialiste, Rivarol* et *Minute* d'articles illustrés de deux reproductions de documents pouvant laisser croire qu'il était volontairement parti travailler en Allemagne sous l'occupation, a été confronté, lundi 14 février par M. Michel Aldebert, juge d'instruction, avec M. Marcel Pousin, ancien inspecteur d[redacted] (aujourd'hui en retraite) [redacted] la première section des renseigne[redacted] généraux (s'occupant notamment [redacted] constituer des dossiers sur les hommes politiques) [redacted] Mlle Mirande, chef [redacted] service [redacted] combattants.

En sortant du cabinet [redacted] magistrat, en compagnie de ses avocats, Mᵉˢ Jules Borker et Monique Weyl, M. [redacted] :

« [...] *M. Poussin, quand il était aux renseignements généraux,* [redacted] *l'ordre de* [redacted] *chef, le* [redacted] *divisionnaire Le Guen, quelque temps avant* [redacted] *publications* [redacted] *par ma plainte, d'aller chercher au ministère des anciens combattants les photocopies de deux documents me concernant. C'est du moins ce que le commissaire Le Guen a indiqué au juge. Mais M. Pousin, aujourd'hui, a prétendu ne plus* [redacted] *souvenir* [redacted] *fait. Quand* [redacted] *fait* [redacted] *que* [redacted] *supérieur* [redacted]*tionné, il a rétorqué : « S'il le dit,* c'est que cela doit être vrai... »

« *Quant* [redacted] *Mlle Mirande,* [redacted] ajouté M. Marchais, *elle a précisé que Mlle Pasqualini, dont la compétence en la matière au ministère des anciens combattants n'est pas discutable, avait bien interprété les documents me* [redacted] *rédigés* [redacted] *novembre* [redacted] *au cabinet de son ministre et d'où il ressort que j'ai été requis pour le* [redacted] *en Allemagne, en vertu d'une loi* [redacted] *23 septembre* [redacted] *D'ailleurs,* [redacted] *recherches faites* [redacted] *commission rogatoire de* [redacted] *établissent que j'ai b*[redacted] *été requis* [redacted] *vertu de ce* [redacted] »

« *Je m'étonne donc,* a ajouté M. Marchais, *qu'au moment de* [redacted] *publication des faux le* [redacted]*tère* [redacted] *combattants, parfaitement renseigné sur* [redacted] *cas depuis cette note de novembre 1970, n'a pas immédiatement opposé un démenti. Mes avocats vont intervenir auprès du procureur de la République pour lui demander de faire un communiqué officiel sur l'état actuel de la procédure, qui établit* [redacted] *matérialité du faux* [redacted] *que j'ai effectivement été requis pour par*[redacted] *Allemagne.* »

### A la Fédération des organismes de communication sociale

## « Comment demeurer impassible devant la disparition de tant de journaux d'opinion ? »

### demande Mgr Etchegaray

« L'opinion publique [...] [redacted] une force [redacted] remporte les plus belles victoires contre l'injustice, la violence, la torture, la [redacted] l'igno[redacted] », a déclaré Mgr Roger Etchegaray, pré[redacted] de la conférence [redacted] française, lundi 14 février, à la Cité universitaire [redacted] Paris, [redacted] d'une réception donnée [redacted] l'honneur [redacted] Berthier, secrétaire général, depuis sa création par l'épiscopat, il y a sept ans, de la [redacted] des organismes de [redacted] sociale (F.O.C.S.), poste auquel lui [redacted] succédé le [redacted] Dubost, prêtre eudiste. Cette phrase prononcée par l'archevêque de Marseille [redacted] pris un relief particulier, le lendemain d'une mesure de censure décidée par la direction de TF 1 à l'encontre d'une séquence de [redacted] catholique « Le jour [redacted] Seigneur », destinée [redacted] mobiliser l'opinion contre [redacted] torture. (Voir page 13.)

Le discours de Mgr Etchegaray, prononcé devant [redacted] cardinaux François Marty, archevêque [redacted] Gouyon, archevêque de Rennes, M. Paul Delouvrier, président d'Elec[redacted] de France et président [redacted] F.O.C.S., ainsi [redacted] nombreuses personnalités [redacted] monde de [redacted] consacré essentielle[redacted] problèmes [redacted] pouvoir de [redacted] En voici [redacted] principaux [redacted]

« *Je pense tout d'abord qu'entre hommes d'Église et hommes des médias nous avons encore beaucoup* [redacted] *pour* [redacted] *apprivoiser récipro*[redacted] *à la manière du* [redacted] *Prince. Pour* [redacted] *— pas seulement dans l'Église — les mass media sont en*[redacted] *forces magiques ou occultes. Mais on ne craint* [redacted] *ce* [redacted] *l'on ne connaît* [redacted] *(...)*

« [redacted] *comme un miroir les comportements, les* [redacted] *que vous savez capter avec* [redacted] *flair qui ne* [redacted] *trompe* [redacted] *Les faits* [redacted] *de la vie ne* [redacted] *pour* [redacted] *objets de* [redacted] *socialement significatifs d'une situation ou d'une aspiration.* [redacted] *nous rendez service chaque fois que vous nous aidez à dissiper nos illusions,* [redacted] *arracher nos masques.*

« *Mais vous connaissez vos pro*[redacted] *démons, vos* [redacted] *pièges :*

« [redacted] *Dans* [redacted] *marqué* [redacted] *l'argent, ne risquez-vous* [redacted] *perdre votre liberté lorsque l'information est contrainte de se réduire à une marchandise ?*

« [redacted] *Dans un monde qui voit les inégalités s'accentuer, n'êtes-vous* [redacted] *donner* [redacted] *parole* [redacted] *leaders plus qu'aux petits, aux peu*[redacted] *puissants plus qu'aux* [redacted] *démunis ? (...)*

« *Nous prenons* [redacted] *plus* [redacted] *plus conscience du lien nécessaire qui* [redacted] *droit* [redacted] *et* [redacted] *pluralisme* [redacted] *d'information. Comment peut-on demeurer impassible devant* [redacted] *disparition* [redacted] *journaux d'opinion* [redacted] *communication ?* [redacted] *temps qu'un* [redacted] *ces* [redacted] *étouffement, s'il ne* [redacted] *qu'un jour le cimetière* [redacted] *de* [redacted] *ne finisse par* [redacted] *celui* [redacted] *la liberté. (...)*

« *De* [redacted] *jours,* [redacted] *infor*[redacted] *instantanée, omniprésente, polymorphe* [redacted] *kaléidoscopique,* [redacted] *l'homme cultivé, celui qui peut maîtriser le réflexe* [redacted] *la réflexion,* [redacted] *vraiment profit* [redacted] *à l'homme* [redacted] *la rue qui ne peut guère* [redacted] *l'encombrement provoqué* [redacted] *surinformation. Pour de*[redacted] *libre, il* [redacted] *l'ensemble* [redacted] *citoyens puisse disposer d'une information sérieuse* [redacted] *responsable.*

« *L'opinion publique, qui* [redacted] *dialogue* [redacted] *hommes,* [redacted] *de progrès* [redacted] *pensée* [redacted] *pour l'action.* [redacted] *force qui remporte* [redacted] *plus* [redacted] *victoires* [redacted] *l'injustice, la* [redacted]*lence, la torture,* [redacted] *peur, l'ignorance. Elle* [redacted] *frontières.* [redacted] *parfois* [redacted] *souffrent. Puissions-nous* [redacted] *complices* [redacted] *de* [redacted] *mais faire l'expérience vivante* [redacted] *la communication,* [redacted] *encore,* [redacted]*nion* [redacted] *hommes.* [redacted] *media,* [redacted] *humaine prend* [redacted] *votre responsables,* [redacted] *notre prochain le* [redacted] *lointain.* »

[redacted] près [redacted] Troyes. — Un avion Jaguar de la [redacted] escadre [redacted] chasse stationnée à Saint-Dizier (Haute-Marne) s'est écrasé lundi matin [redacted] dans la région de Troyes (Aube). [redacted] pilote [redacted] tué.

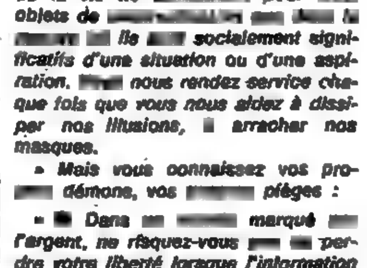
## LES RÉALISATEURS DE TÉLÉVISION SE JOIGNENT A L'ACTION DES AUTRES CATÉGORIES DE PERSONNEL

Les réalisateurs de télévision, réunis [redacted] 14 février à l'appel de leur syndicat [redacted].), ont décidé de s'associer à la semaine d'action prévue par le S.N.R.T.-C.G.T., le S.N.J. et le SURT-C.F.D.T. Ils se mettent donc en grève à TF 1 ce mardi 15 février, à A 2 le 16, à FR 3 le 22. Les réalisateurs de l'INA et de Radio-France observent un arrêt de travail le 17, ceux de la S.F.P. le 23.














A B C D E F G

TRENTIÈME ANNÉE (1977) — N° 1 476 SÉLECTION HEBDOMADAIRE DU JEUDI 10 AU MERCREDI 16 FÉVRIER

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, [redacted]

TÉLÉPHONE : 246-72-23
[redacted] télégraphique : JOURMONDE [redacted]



N° 1476

Canada, 0,50 $ can. ; Côte-d'Ivoire, 60 F ; Égypte, 14 p. ; Grèce, 20 dr. ; Hollande, 1,15 fl. ; Indonésie, 250 [redacted] ; Israël, 2,75 L.I. ; Liban, 150 [redacted] ; Sénégal, 65 fr. ; Singapour, 1,50 $ sing. ; Turquie, [redacted] L.T. ; U.S.A., 0,50 $ U.S.

ABONNEMENT : Six mois / Un an
France ...... F 35 / F 60
Étranger .... F 48 / F 85
[redacted]
CHEQUE POSTAL : [redacted] N° 4207-23

# M. GISCARD D'ESTAING A BAMAKO

## La France renforce l'embargo sur les armes destinées à Prétoria

*Arrivé [redacted] à Bamako, M. [redacted] un accueil très chaleureux, M. [redacted] d'Estaing [redacted] la plus grande partie du [redacted] à une [redacted] Tombouctou. [redacted] retour [redacted] capitale [redacted], il a [redacted] française.*

*Le président [redacted] République [redacted] 12 [redacted] premier entretien politique [redacted] son hôte [redacted] : « Il n'y a place [redacted] que pour l'estime, [redacted] compréhension [redacted] l'entente. »*

*[redacted] Internationale, [redacted] l'Etat [redacted] a indiqué qu'il [redacted] président [redacted] Keita, [redacted] depuis [redacted] coup [redacted]. Il n'a, toutefois, [redacted] précisé [redacted].*

*Lundi [redacted] 12 février, le président [redacted] République avait annoncé que l'embargo sur les armes [redacted] destination [redacted] l'Afrique [redacted] Sud serait [redacted] et [redacted].*

### Séduire et convaincre

Par inclination personnelle au moins autant que pour [redacted] raisons politiques, M. Giscard d'Estaing se rend volontiers en Afrique noire. En [redacted] année le Mali et la Guinée, il a tenu à marquer qu'il [redacted] pas de cette prédilection des pays qui furent ou demeurent « socialistes », à [redacted] divers, suscitant du même coup [redacted] les vieux [redacted] « [redacted] » qu'il paraît [redacted] un certain agacement. Mais toute l'Afrique ne peut qu'accueillir favorablement les propos tenus à Bamako par le président [redacted] la République sur le thème, délicat entre tous, [redacted] d'armes françaises à l'Afrique du Sud.

Le choix de la capitale malienne pour marquer plus clairement que jamais les engagements et la détermination de la France est heureux. [redacted] Mali, à la [redacted] d'autres Etats africains francophones, a toujours pris, à l'égard de Pretoria, des positions d'une totale intransigeance. Revenus des [redacted] idéologiques [redacted] listes [redacted] M. Modibo Keita, mais observant, sous la direction d'un militaire, un nationalisme sourcilleux, les Maliens acceptent à [redacted] fois [redacted] militaire de l'U.R.S.S. et une importante aide [redacted] Paris. Ils [redacted] seulement faire sortir leur pays, sans allégeance à quiconque, d'une pauvreté aggravée par la récente sécheresse au Sahel.

Plutôt que [redacted] entendues « d'ordre mondial [redacted] juste », les Africains vont prendre [redacted] de [redacted] présidentiel d'interdire « toute nouvelle [redacted] de matériel militaire terrestre et aérien » à Pretoria et de « s'assurer qu'aucune livraison ne puisse avoir lieu ». Les [redacted] employés sont, en [redacted], et les promesses plus catégoriques qu'en [redacted] lorsque M. [redacted] l'embargo sur [redacted] terrestres [redacted] mentionner [redacted] « livraisons » en cours.

Les incessantes assurances [redacted] Paris sur le [redacted] « impropre à la guérilla » [redacted] ou encore sur l'impossibilité d'utiliser [redacted] fins militaires les centrales [redacted] n'avaient jamais vraiment convaincu ses partenaires africains. La politique « [redacted] à fait claire » que le président [redacted] la République défendait encore en juin 1976 à Londres devait être condamnée en novembre par l'Assemblée générale de l'ONU.

Aujourd'hui la France franchit un [redacted]. Elle [redacted] en [redacted] à ne plus fournir les [redacted] et [redacted] rechanges nécessaires à [redacted] des matériels [redacted]. [redacted] le cas des Mirage, des hélicoptères, [redacted] blindés légers, [redacted] Crotale [redacted] des [redacted] Transall fournis [redacted], l'Afrique du Sud, prévoyant [redacted] longue main l'aggravation [redacted] l'embargo, a [redacted] pris [redacted] mesures pour produire sur [redacted] les équipements dont elle a [redacted].

Même dépourvue d'effets sensibles sur le plan militaire, la décision de Paris [redacted] un [redacted] politique opportun, destiné à [redacted] et à convaincre, [redacted] Afrique et ailleurs, les adversaires d'un [redacted] que sa politique raciale a mis au ban des Nations unies. Elle donne [redacted] ailleurs un peu plus [redacted] consistance aux dénonciations [redacted] « ingérences étrangères » sur le continent et [redacted] la condamnation, formelle [redacted] longtemps platonique, [redacted] l'apartheid [redacted] la France. Mais cet embargo presque total — il exclut encore le matériel naval — intervient bien tard. « [redacted] aujourd'hui l'Afrique du Sud [redacted] la France ! » s'exclama naguère avec gratitude le ministre de [redacted] Pretoria. [redacted] conçoit que beaucoup d'Africains, [redacted] la [redacted] perils sur leur continent [redacted] fait de l'aveuglement des « pouvoirs pâles », [redacted] posent la question [redacted] un relent d'amertume.

(Mercredi [redacted] février.)

## MALI : des militaires en quête d'idées

### I. — Des institutions en pointillé

De notre [redacted] spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

[redacted]. — Le « douga », vautour répandu au Mali, scrute mi[redacted] le sol avant [redacted] fondre sur sa proie. Pareils [redacted] rapace en vol plané, qu'ils ont pris pour emblème de leur futur parti unique, les militaires qui dirig[redacted] pays semblent hésiter longuement avant chaque décision, et faute d'idéologie, être sans cesse en quête d'idées. Ainsi, les adversaires victorieux de Modibo Keita ont attendu huit ans avant de tenter de ranimer à leur profit les débats politiques étouffés à l'automne de 1968. Le 22 septembre [redacted] seizième anniversaire de [redacted], [redacted] colonel Moussa Traoré, chef de l'Etat, proclama que les conditions d'« un retour à une vie politique normale » lui semblaient réunies. Conformément [redacted] la Constitution du [redacted] juin 1974, qui évoquait laconiquement un « Parti » encore à naître, il annonça la mise en place prochaine de l'Union démocratique du peuple malien (U.D.P.M.).

Les [redacted] arrivés [redacted] point où il leur faut, coûte que coûte, agir sous peine d'être taxés d'immobilisme. Le [redacted] d'Etat [redacted] 19 novembre 1968 a [redacted] l'effet [redacted] douche froide après huit années d'ébullition idéologique. Toute [redacted] politique [redacted] découragée, voire réprimée. Aujourd'hui, la population attend de l'armée de [redacted] régime, lui, cherche son second souffle [redacted] veut améliorer son image [redacted] marque. « Le parti unique, note un diplomate, pourrait lui permettre à la fois de légitimer et de renforcer son pouvoir. » Est-ce la seule ambition des militaires de Bamako ?

« Nous voulons donner la parole au peuple, rétorque le [redacted], secrétaire permanent du Comité militaire de libération nationale (C.M.L.N.). C'est lui qui, à tous les niveaux, choisira ses futurs dirigeants. Une génération nouvelle va prendre la relève. » L'armée malienne ne brûle pas pour autant tous ses vaisseaux. En son article 78, la Loi fondamentale porte, en [redacted] : Pendant une période de cinq ans, le Comité militaire de libération nationale définira et conduira la politique de l'Etat. » Les militaires ont donc légalement les coudées franches, jusqu'au [redacted] 1979.

Veulent-ils [redacted] au pouvoir, en troquant l'uniforme pour le boubou ou le complet-veston ? « Il [redacted] difficile d'imaginer l'avenir », admet, évasif, le lieutenant-colonel Sissoko « le Co[redacted] militaire, en tant que tel, disparaîtra. La période transi[redacted] permettra [redacted] peuple de connaître les hommes qui animeront le parti ». Certes, mais quels hommes ? L'armée, tout [redacted] un désir sincère de réconciliation nationale, a dressé un [redacted] garde-fou [redacted] un éven[redacted] en [redacted] des anciennes [redacted].

([redacted] la [redacted] page 6.)

# Les échéances politiques

## • MAJORITÉ : la succession de Bernard Lafay crée un nouveau problème à Paris

## • GAUCHE : le débat sur l'indemnisation en cas de nationalisation reste ouvert

*● Le problème [redacted] M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, député R.P.R., est en suspens. Ni M. Michel d'Ornano, qui s'était porté candidat dans le dix-septième arrondissement, fief [redacted] de M. Lafay, [redacted] qui pouvait être tenté de s'y présenter, n'ont pris de décision. L'affrontement de ces deux personnalités raviverait « [redacted] querelle de Paris » au sein de la majorité. Pour l'un et l'autre camp, l'enjeu du dix-septième arrondissement reste essentiel pour la conquête de la mairie de Paris.*

*● M. Michel Debré estime que le président de la République pour[redacted] rester à [redacted] poste [redacted] majorité parlementaire [redacted] part [redacted] à [redacted] campagne [redacted] il était contredit par les électeurs.*

*● Le débat entre communistes et socialistes sur l'indemnisation des [redacted] des entreprises que la gauche prévoit de nationaliser [redacted] poursuivi [redacted] le [redacted]. M. Mitterrand a souligné, au Colloque [redacted] organisé [redacted] parti [redacted] page 6), qu'il n'était pas question de « collectiviser [redacted] », reprochant au contraire à la majorité d'avoir « étatisé les entreprises [redacted] pour tenter de les récupérer ». Pour lui, [redacted] faudra s'en tenir strictement aux nationalisations prévues par le programme commun [redacted] propriétaires — qu'il « [redacted] question [redacted] spolier », — sous forme de « titres nouveaux, participatifs, à revenus indexés sur les résultats de l'entreprise et sans fixation des cours par l'Etat ».*

*[redacted] M. Marchais, qui avait jugé « normale » la discussion sur le sujet, M. Mitterrand [redacted] répondu que le débat « restait ouvert ». Le P.C.F. s'en tient, lui, M. Marchais [redacted] répété [redacted] R.T.L., [redacted] l'indemnisation sous forme d'obligations remboursables par annuités, sur [redacted] base des cours des trois années précédant la nationalisation. Les deux leaders ont rappelé leur accord pour distinguer le cas des petits actionnaires de celui des gros porteurs.*

La mort subite de [redacted] Bernard Lafay a pris de court ses amis politiques du R.P.R., qui ont décidé d'observer, pendant quelques jours, en signe [redacted] deuil et [redacted] lui rendre hommage, une sorte de trêve politique.

M. Jacques [redacted] a [redacted], personnellement, l'éloge du président du [redacted] Paris, dimanche 13 février, au [redacted] d'une conférence de presse convoquée pour la présentation des listes qu'il parraine.

M. Bernard [redacted] était lui-même venu présenter les membres de sa liste à M. [redacted] Chirac, samedi après-midi, au siège du R.P.R. Il avait ensuite [redacted] une tournée électorale dans son quartier, et participé à un dîner. [redacted] sa disparition, les candidatures dans le dix-septième arrondissement sur les listes soutenues par le [redacted] été laissées en blanc. Le [redacted] nouvelle « tête de liste » dans ce secteur ne sera [redacted] jours. Le remplacement de M. Lafay, qui était réputé pour la solidité [redacted] son implantation électorale, pose de délicats problèmes aux dirigeants du R.P.R.

M. Lafay s'était rallié avec éclat au mouvement fondé par [redacted] Chirac en [redacted]ésidant le 5 décembre après-midi à la porte de Versailles la séance du congrès constitutif du Rassemblement pour la République. Son engagement s'était [redacted] à plusieurs reprises, [redacted] par le maintien de sa candidature aux élections municipales de Paris, et par l'envoi, [redacted] 13 janvier, d'une lettre au président de la République pour s'élever avec une particulière vivacité [redacted] la désignation de M. d'Ornano. Il devait dans les prochains jours être nommé par M. Chirac membre du conseil politique du R.P.R. Mais il n'avait pas renoncé à jouer [redacted] un rôle d'arbitre [redacted] jour [redacted] du maire de Paris si aucune solution ne s'[redacted] clairement dégagée en faveur [redacted] l'un ou de l'autre leader de la majorité.

ANDRÉ PASSERON.

([redacted] la suite page 8.)

### Le voyage présidentiel en Bretagne

## L'AVENTURE

C'EST donc le 8 février 1977 à Ploërmel que M. Valéry Giscard d'Estaing aura [redacted] le signal [redacted] départ [redacted] la [redacted] non [redacted] municipales dont il n'a dit mot, mais [redacted] élec[redacted] législatives [redacted] 1978. Avec quelle autorité, quel emportement, quel ton ! [redacted] par le [redacted] popularité, la bouderie [redacted] l'opposition [redacted] la dissidence [redacted] son [redacted] premier ministre, c'est un [redacted] « Giscard » qui est apparu, qui est né [redacted] Ploërmel.

Président de la République, il ne permettra [redacted] qu'on [redacted] aux institutions. Mais [redacted] que personne n'envisage [redacted] abattre, le programme commun ne proposant que des amendements, [redacted] Constitution en prévoit bien la révision à l'initiative des membres du Parlement et par le vote des deux Assemblées. Le président n'a pas à le permettre ou non ; il n'a pas le pouvoir de s'y opposer ; il n'a que celui de refuser ou non le référendum.

Chef suprême de la majorité, il ne [redacted] pas [redacted] le redressement [redacted] par la discorde. Mais n'ayant [redacted] l'éviter pour la mairie de Paris, quel moyen a-t-il de mettre fin aux « querelles de boutiques », c'est-à-dire au [redacted] des [redacted] politiques [redacted] à toute démocratie ?

Chef politique de l'exécutif, c'est à ce titre qu'il a attaqué M. Georges Marchais et tancé, sans les nommer, MM. Defferre [redacted] Chirac. Mais comment peut-il leur interdire [redacted] parler [redacted] l'échéance qui est [redacted] de [redacted] politique française [redacted] 1974 ? Sans la perspective d'une victoire [redacted] la gauche, ni la discorde de la majorité, ni les [redacted] personnes, [redacted] bien sûr la [redacted]sion de l'opposition, n'auraient eu la même acuité.

* * *

[redacted] dépit [redacted] ce nouvel effort [redacted] clarification, [redacted] président [redacted] de l'exécutif - leader de la majorité n'a [redacted] échappé [redacted] trois contradictions, dont l'une [redacted] fondamentale ; [redacted] peut même dire qu'il s'y [redacted] enfermé.

L'une concerne [redacted] passé. Si l'économie française [redacted] au [redacted] il y a [redacted] mois, qui [redacted] porte la responsabilité ? Tout [redacted] le septennat avait commencé [redacted] M. [redacted]. Le [redacted] de l'audience du président ne vient-il [redacted] précisé[redacted] que, [redacted] optimisme foncier, il a [redacted] longtemps vivre [redacted] l'illusion [redacted] l'économie française [redacted] l'artifice ?

L'autre contradiction, plus lourde de confusions [redacted] conflits, regarde l'avenir, l'horizon 1978. Nul n'a jamais douté qu'il indiquerait, « [redacted] où est [redacted] bon choix pour la France » ; il l'a [redacted] fait maintes fois.

[redacted] Ploërmel il n'a [redacted] agité l'épouvantail du « collecti[redacted] », un peu abstrait pour le grand public, il a évoqué [redacted] spectre plus [redacted] l'« aventure ».

* * *

[redacted] discours de [redacted] dans [redacted] de [redacted] V[e] République. [redacted] jour-là, [redacted] président s'est engagé plus avant dans [redacted] combat électoral, [redacted] lui-même en première ligne, [redacted] rejoint [redacted] d'état-major, [redacted] premier ministre. C'est [redacted] choix, [redacted] ce peut [redacted] aussi une [redacted]

J. F.

(Lire la suite, page 7.)

# L'Union soviétique et l'Espagne rétablissent leurs relations diplomatiques rompues depuis 1939

## Madrid adopte une procédure plus libérale pour la reconnaissance des partis

*[redacted] rétablissement des relations diplomatiques normales entre [redacted] l'Union soviétique a [redacted] mercredi 9 février. [redacted] communiqué conjoint a été publié simultanément à Madrid et à Moscou. Il précise que les deux pays sont convenus de « développer leurs relations sur les bases des principes de la coexistence pacifique et de la charte des Nations unies, ainsi que dans l'esprit des accords de la conférence d'Helsinki de 1975 ». Les relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et l'Espagne avaient été établies pour la première fois en 1933 et rompues en 1939 par le général Franco.*

*D'autre part, le gouvernement espagnol a adopté le 8 de nou[redacted] dispositions [redacted] qui concerne l'inscription des formations politiques. [redacted] et non plus le seul ministère de l'Intérieur, [redacted] qualifiés [redacted] apprécier si les statuts des partis politiques sont conformes ou [redacted] à [redacted].*

*Par [redacted] le [redacted] de l'Intérieur, M. Rodolfo [redacted] Villa, a chaudement félicité les policiers qui, aux [redacted] d'un ancien inspecteur de la brigade politico-sociale, ont réussi à libérer, le vendredi 11 février, à Madrid, M. de Oriol et le général Villaescusa, enlevés par le GRAPO. Cette libération a été obtenue sans négociations entre le gouvernement et les ravisseurs.*

*Le ministre a également rejeté la responsabilité de l'assassinat de trois membres des forces de l'ordre, le 28 janvier, sur ce groupuscule lié au parti communiste reconstitué (maoïste). Quatre membres du GRAPO (Groupe de résistance antifasciste du 1[er] octobre) ont été appréhendés. La censure de presse sur les informations traitant des opérations de police antiterroriste n'est pas levée, car le gouvernement redoute encore une escalade de la violence.*

Le rétablissement de relations diplomatiques normales entre l'Espagne et [redacted] soviétique a [redacted] patiemment préparé [redacted] deux [redacted] depuis la poignée [redacted] main publique [redacted] pendant la [redacted] d'Helsinki [redacted] M. Brejnev et M. [redacted] chef [redacted] gouvernement espagnol.

[redacted] la mort [redacted] dont la politique étrangère était [redacted] basée sur le pragmatisme [redacted] bien compris de l'Espagne, [redacted] pays avaient multiplié [redacted] et les échanges. Dès 1967, un accord de coopération avait donné [redacted] larges facilités aux navires soviétiques [redacted] les [redacted] espagnols, en particulier [redacted] Canaries. Un [redacted] avait [redacted] 1972, et le [redacted] commerciale [redacted] depuis [redacted] privilèges d'un ambassadeur.

Deux obstacles principaux s'opposaient cependant [redacted] la démarche spectacula[redacted] souhaitée avec une résolution à peu [redacted] de Moscou et de Madrid. D'une part, les très vives réserves longtemps exprimées par un parti communiste espagnol dont les relations [redacted] le grand « parti frère » n'ont jamais [redacted] et qui faisait [redacted] à tout rapprochement [redacted] de [redacted] une Espagne franquiste qui pourchassait impitoyablement les militants communistes.

Aujourd'hui, le P.C.E. salue publiquement les efforts du gouvernement espagnol en faveur de la mise en place d'un véritable régime démocratique, et il avance, lentement mais sûrement, vers une [redacted]ce complète. En gage [redacted] bonne volonté, M. Carrillo [redacted] annoncé, [redacted] 10 [redacted], que son parti ne s'oppo[redacted] plus [redacted] la reprise [redacted] relations [redacted] entre l'Espagne et les pays de l'Est, U.R.S.S. comprise.

Le second obstacle, majeur, n'a pas été écarté, mais fera l'objet [redacted] : il s'agit du problème épineux [redacted] réserves d'or de la République espagnole transférées en U.R.S.S. pendant la guerre civile. Moscou affirme que ces réserves ont été intégralement épuisées par les achats d'armes et de ravitaillement du gouvernement républicain pendant la guerre. Madrid conteste cette version et rejette également un argument nouveau récemment avancé par les Soviétiques : les [redacted] commises en U.R.S.S., particulièrement à Leningrad, pendant la seconde guerre mondiale par les troupes espagnoles pourraient éventuellement justifier une demande de « réparations ». La discussion n'est [redacted] n'est pas réglé, mais ni Moscou ni Madrid ne feraient publiquement état de ce litige.

Cette reprise des relations diplomatiques est hautement symbolique. Elle ne manquera pas de frapper une opinion espagnole encore sensibilisée par une viru[redacted] propagande dénonçant le communisme international comme le mal [redacted]. D'autant [redacted] le gouvernement de Madrid a [redacted] au [redacted] moment un autre [redacted] en [redacted] nouvelles [redacted], beaucoup plus libérales, pour l'inscription [redacted] les formations politiques.

La [redacted] « de jure » du P.C.E. est dans la logique d'une [redacted] par le gouvernement [redacted] acceptée par la majorité des Espagnols. Quelques voix, civiles et militaires, [redacted] nuent sans doute de condamner cette « marche [redacted] la [redacted] ». [redacted] récente allusion du général [redacted] Rodriguez, pourtant considéré comme un « libéral », dans une interview sur le rôle que l'armée pourrait jouer en cas [redacted] « vide du pouvoir » serait inquiétante [redacted] ne savait pas le haut état-major résolu à soutenir le roi et le gouvernement tant que l'ordre sera maintenu et la loi respectée.

([redacted] février.)

# PROCHE-ORIENT

*DÉTENTE DANS LES RELATIONS ENTRE PARIS ET JÉRUSALEM*

## M. de Guiringaud sera le « bienvenu » en Israël les 30 et 31 mars

Bruxelles. — M. de Guiringaud se rendra en visite [illegible] ficielle [illegible] 30 et 31 mars. Le ministre français [illegible] étrangères [illegible] son collègue [illegible] M. Ygal Allon, l'ont annoncé [illegible] l'issue [illegible] l'entretien qu'ils [illegible] eu mardi 8 février, au château [illegible] Val-Duchesse, [illegible] Bruxelles. La confirmation [illegible] la visite de M. de Guiringaud, prévue depuis longtemps mais [illegible] incertaine [illegible] remous provoqués par l'affaire Abou Daoud, marque la volonté des deux gouvernements de normaliser leurs relations.

*« Nous avons eu un entretien fructueux, cordial et franc. Après avoir passé en revue les problèmes que posent les relations bilatérales franco-israéliennes, nous avons parlé de la situation au Proche-Orient. Nous avons conclu que nos relations doivent avoir un caractère normal, et nous sommes certains qu'elles auront un caractère normal et cordial, comme il convient entre la France et Israël »*, a déclaré M. de Guiringaud à l'issue de la rencontre.

Interrogé ensuite sur les séquelles de l'affaire Abou Daoud, il a fait ce commentaire : *« Je crois que je peux dire qu'il n'y a pas de différend entre la France et Israël. »*

M. Allon a indiqué, pour sa part, que *« le ministre français sera le bienvenu en Israël, et que sa visite donnera l'occasion de normaliser et promouvoir les relations entre les deux pays »*. Il a insisté sur la décision prise — déjà annoncée la veille — de charger un groupe d'experts franco-israéliens de préciser les modalités d'application, à l'avenir, de la convention d'extradition signée entre les deux parties.

M. Allon nous a exposé, le même jour, au cours d'un entretien, comment se présente, selon lui, les relations entre la France et son pays.

■ LES SUITES DE L'AFFAIRE ABOU DAOUD. — *« Les dégâts causés par l'affaire Abou Daoud*

De notre correspondant

*[illegible] irréparables puisque ce terroriste a été relâché. Je n'ai pas changé d'avis sur la décision française, et je ne regrette aucune des critiques que j'ai adressées sur le comportement des autorités de Paris, lequel a abouti à la violation de la convention d'extradition signée entre les deux pays. Je suis trop respectueux de la division des pouvoirs pour porter une appréciation sur l'attitude du tribunal qui a décidé la libération d'Abou Daoud. Mais je me sens en droit de critiquer le rôle joué par le gouvernement français. L'article 12 de la convention d'extradition, qui dit explicitement que le pays à qui une extradition est demandée doit informer le pays requérant à toutes les étapes de la procédure, n'a pas été appliqué : l'ambassade d'Israël à Paris a été laissée dans une ignorance totale et n'a pas [illegible] tie lorsque s'est réuni le tribunal chargé de statuer.*

*» Du côté français, on nous dit maintenant que l'on déplore effectivement que les autorités israéliennes n'aient pas été informées du déroulement de la procédure. C'est pour éviter que de tels malentendus ne se reproduisent que nous avons suggéré que des représentants des deux pays se penchent avec attention [illegible] le texte de la convention, pour dire avec netteté comment celle-ci, dans les cas les plus difficiles, doit être appliquée. J'attache beaucoup d'importance à ce travail de clarification, car des cas semblables à l'affaire Abou Daoud, où des terroristes sont en cause, peuvent à nouveau se poser. »*

■ L'AVENIR DES [illegible] FRANCO - ISRAELIENNES. — *« Nous attachons un grand prix aux sentiments [illegible] qu'éprouvent l'un pour l'autre nos deux peuples. Nous sommes également conscients de l'importance qu'il [illegible] établir de bonnes relations entre nos [illegible] et cela dans l'intérêt des deux pays. [illegible] crois que la rencontre avec M. de Guiringaud nous permettra d'ouvrir une page nouvelle, et j'espère vivement qu'il y aura bientôt, venant de Paris, de nouveaux signes positifs. La visite de [illegible] de Guiringaud à Jérusalem nous fournira [illegible] d'un échange de vues complet, et j'espère qu'elle suscitera, du côté français, une meilleure compréhension de la situation au Proche-Orient. »*

● LA CONTRIBUTION DE LA FRANCE A UN REGLEMENT DU CONFLIT AU PROCHE-ORIENT. — *« M. Giscard d'Estaing a tenu récemment des propos très sages et très réalistes en expliquant que la France n'était pas candidate à la conférence de Genève, mais qu'à un stade ultérieur elle était disposée à prêter son concours, notamment en contribuant à garantir des accords de paix. Aujourd'hui, ce n'est pas, en effet, un problème de médiation qui se pose, mais un problème de bonne volonté. Sans pour autant être parfaitement d'accord [illegible] toutes les thèses qu'il a exprimées, nous avons également remarqué et apprécié, en lisant le communiqué publié à l'issue du voyage du président de la République à Ryad, son souci de distinguer le droit des Palestiniens à disposer d'une patrie — position qu'il a appuyée — et celui de disposer en propre d'un territoire (formule retenue par la seule partie saoudienne). L'idée ainsi exprimée par M. Giscard d'Estaing — qui pourrait se concrétiser par un accord de paix entre Israël et la Jordanie auquel les Palestiniens seraient associés — peut ouvrir la voie à une solution.*

*» Je ne signerai jamais un accord de paix avec la Jordanie qui n'inclurait pas une [illegible] du problème des [illegible] Mais je n'appuierai jamais non plus la création entre la Jordanie et Israël d'un petit État palestinien qui, inéluctablement, serait inviable, irrédentiste, dominé par l'O.L.P. et pro-soviétique. Il n'est pas question pour nous d'accepter l'assimilation des Palestiniens à l'O.L.P. et de négocier avec celle-ci, alors que sa seule doctrine, jamais démentie, est la destruction d'Israël. »*

PHILIPPE LEMAITRE.

*(Jeudi 10 février.)*

*LA TOURNÉE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES*

## M. Waldheim constate un assouplissement considérable de l'attitude des dirigeants palestiniens à l'égard d'Israël

*Au terme de la tournée qu'il vient d'accomplir* dans six pays du Proche-Orient (Égypte, Syrie, Jordanie, [illegible] Saoudite, Liban, Israël), [illegible] Kurt [illegible] *général* [illegible] Nations unies [illegible] rencontré, le 12 février, le président Sadate avant [illegible] à [illegible] où il [illegible] *participé à la* [illegible] Mgr Makarios et M. Denktash.

Avant de quitter Jérusalem, M. Waldheim avait affirmé au cours d'une *conférence* de presse qu'il [illegible] chez [illegible] dirigeants palestiniens un assouplissement considérable [illegible] leur [illegible]. Dans une [illegible] publiée vendredi par le « New York Times », le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance, qui fera un voyage au Proche-Orient du 14 au 21 février, a déclaré qu'il avait l'intention d' « *explorer en profondeur* » l'éventuel assouplissement de l'attitude des dirigeants palestiniens à l'égard d'Israël. « Si la position des [illegible] plus [illegible], a-t-il [illegible] constituera sans aucun doute un pas positif. »

## Le secrétaire d'État américain tente d'amorcer la négociation

Comme il était prévu depuis de longs mois, l'entrée de M. Carter [illegible] la [illegible] Blanche [illegible] la stabilisation [illegible] Liban [illegible] donné le signal en ce [illegible] d'année des grandes manœuvres [illegible] doivent préluder [illegible] l'ouverture d'une négociation [illegible] fond sur le conflit israélo-arabe. L'Organisation [illegible] unies [illegible] certains gouvernements, grands ou moins grands, cherchant [illegible] « se placer » [illegible] jouer un [illegible] ce [illegible] missions d'enquête se multiplient [illegible] la région : après M. Waldheim, [illegible] l'ONU, [illegible] M. [illegible] de la diplomatie ouest-allemande, M. Vance, nouveau secrétaire d'État [illegible] mardi au Proche-Orient. Il [illegible] suivi [illegible] lendemain [illegible] M. [illegible] Guiringaud, ministre français des affaires étrangères.

D'ores [illegible] déjà, le voyage de M. Waldheim a permis de cerner le principal obstacle à la reprise de la conférence de Genève. L'Assemblée [illegible] de l'ONU, un peu optimiste, l'avait fixée « à la fin [illegible] mars au plus tard », mais le [illegible] l'ONU a estimé « tout à fait improbable » que l'on puisse [illegible] délai.

Cet obstacle est la participation de l'Organisation de libération de la Palestine aux travaux. Pour les pays arabes, aucun accord n'est possible si l'O.L.P. n'est pas présente à Genève, même si les modalités de sa représentation — après la première séance seulement, ou encore au sein d'une dé[illegible]on « arabe » englobant [illegible] divers [illegible] intéressés — restent pour nombre d'entre eux ouvertes à la discussion. Mais [illegible] de M. Waldheim pour convaincre les [illegible] de [illegible] considérablement assoupli leurs positions et sont désormais prêts à reconnaître Israël « de facto », en acceptant de coexister avec lui dans un État englobant la Cisjordanie et Gaza, sont restés vains. Pour Jérusalem, comme l'a [illegible] Allon, ministre israélien des affaires étrangères, « l'O.L.P. n'a pas changé un mot à la charte palestinienne qui prévoit la liquidation de l'État juif ».

M. Vance, qui prend [illegible] du [illegible] de l'ONU, réussira-t-il à [illegible] première [illegible] ?

Un échec de M. Vance pourrait [illegible] dirigeants [illegible] de [illegible]hington, et qui estiment être allés aussi loin que possible dans la voie de la modération. L'intervention syrienne au Liban, conduite avec la caution des grandes capitales arabes, a rogné les ailes de la résistance palestinienne.

*La* [illegible] l'Arabie [illegible] à l'OPEP pour limiter la hausse des prix du [illegible] également, pour [illegible] nombre d'Arabes, une preuve de modération qui devrait être payée de retour. Le premier ministre saoudien [illegible] d'ailleurs de [illegible]clarer [illegible] un journal de son pays [illegible] le potentiel pétrolier [illegible] Ryad étant placé « au [illegible] la cause arabe », la décision [illegible] limiter la hausse des prix « signifie que les États-Unis [illegible] d'autres gouvernements doivent exercer des pressions sur Israël, dans l'intérêt de la cause arabe ». On ne saurait être plus explicite...

Pour M. Carter et son équipe, *la mission de M. Vance* représente la première grande épreuve, plus probante notamment que les diverses initiatives encore plus ou moins formelles prises dans les relations avec l'U.R.S.S. En raison de l'importance de la communauté juive aux États-Unis, et des liens de celle-ci avec Israël, le problème du Proche-Orient relève presque autant de la politique intérieure américaine que de la diplomatie. Il faudra au chef de l'exécutif d'autant plus de courage et d'habileté pour faire accepter les décisions forcément difficiles qui sont seules en mesure de conduire à la paix.

*(Mardi 15 février.)*



# AMÉRIQUES

**Brésil**

## La démission du ministre de l'industrie illustre le malaise régnant dans les milieux d'affaires

**L'influente fédération du commerce de Sao-Paulo a fait diffuser un « manifeste » sur le rétablissement total de la démocratie au Brésil, qui demande notamment l'élection du président au suffrage universel. Il s'agit d'une démarche sans précédent dans l'histoire politique du pays depuis l'arrivée des militaires au pouvoir en 1964, puisque les milieux d'affaires [illegible] jusqu'ici un [illegible] meilleurs soutiens du régime. D'autre part, la démission, mardi 8 février, de M. Severo Gomes, ministre de l'industrie et du commerce, favorable lui aussi à une ouverture politique, survient au moment où l'opposition démocratique au gouvernement du général Ernesto Geisel semble se développer et toucher de nouveaux milieux.**

Sao-Paulo. — Partisan de la démocratie, avocat convaincu d'un changement de « modèle » économique, politique et social, le ministre de l'industrie et du commerce, M. Severo Gomes, constituait un cas particulier au sein du gouvernement Geisel. Il a cessé de l'être le mardi 8 février, puisqu'il a dû se démettre de ses fonctions. M. Severo Gomes a été victime d'un régime qui ne tolère guère les « écarts » de langage. Après avoir multiplié, récemment, les déclarations en faveur d'une « ouverture », il s'était risqué, au cours d'un dîner privé, à qualifier de dictatorial le gouvernement antérieur, celui du général Medici.

L'élimination de M. Severo Gomes est la *deuxième « mesure disciplinaire »* prise en moins d'une semaine par le général-président. Le mercredi 2 février, en effet, le général Geisel avait « cassé » le mandat du Leader de l'opposition au conseil municipal de Porto-Alegre, *M. Glenio Peres*. Réélu le 15 novembre dernier, M. Peres s'en était pris dans son premier discours aux « *tortionnaires* » du régime. Le général Geisel, qui a fait un effort notable pour éliminer la torture, s'est saisi de l'occasion. En privant M. Glenio Peres de son mandat, ainsi que de ses droits civiques pour dix ans, il a fait perdre au M.D.B. (Mouvement démocratique brésilien), le parti d'opposition, la faible majorité qu'il détenait au sein du conseil municipal de Porto-Alegre.

M. Severo Gomes avait à plusieurs reprises critiqué l'importance excessive prise par le capital étranger dans la vie économique du pays. Ses plaidoyers fréquents en faveur d'une meilleure distribution du revenu l'ont conduit d'autre part à prôner une ouverture politique et sociale. Le 1er février dernier, au cours d'une réception à Sao-Paulo, il s'était montré particulièrement net à ce sujet. Critiquant la paralysie politique qui se manifeste après treize ans de « révolution » militaire, il [illegible] prononcé en [illegible] qui permette à [illegible] s'exprimer. « *Il* [illegible] *remplacer* [illegible] *par l'acceptation* [illegible] avait-il déclaré.

Ce *langage*, il [illegible] Longtemps, d'ailleurs, il [illegible]pendé par ceux dont il était censé défendre les intérêts au sein du gouvernement, les industriels et les milieux d'affaires, qui lui reprochaient *sa méfiance* à l'égard des multinationales ainsi que sa philosophie « étatiste ». C'est au moment où il commençait à être rejoint, au moins dans le domaine politique, par les milieux d'affaires de Sao-Paulo qu'il disparaît [illegible] la scène. Il est difficile de ne [illegible] du [illegible].

[illegible] la grande [illegible] semaines, c'est [illegible] fronde ouverte [illegible] l'admi[illegible] place par le grand capital de Sao-Paulo, l'un des piliers traditionnels du régime. Plus surprenant encore est le terrain choisi par les industriels et les hommes d'affaires pour manifester leur mécontentement : celui de la libéralisation et de la démocratie. La répression dans les usines, la liquidation des militants ouvriers, font toujours partie du panorama social brésilien. Il était notoire, sous le gouvernement Medici, que certains industriels *ou hommes* d'affaires finançaient les services de répression. Les chefs d'entreprise ont toujours applaudi un système qui assure, par les moyens que l'on sait, la « paix sociale ».

Or, le jour même où M. Severo Gomes s'élevait contre la « paralysie politique » du pays, le président de la Fédération du commerce de Sao-Paulo, M. José Papa junior, qui ne passe pas pour un libéral, déclarait : « *Les entrepreneurs, contrairement à ce qu'on* [illegible]*, veulent* [illegible] *cratie, et des élections au suffrage* [illegible] *veulent* [illegible] *État de droit. Ils sont contre les actes de force venus d'en haut.* »

Cette « sortie » n'avait rien d'intempestif. Elle illustrait parfaitement l'état d'esprit régnant dans les milieux d'affaires de Sao-Paulo. Quelques jours après, interviewés par le quotidien *O Estado de Sao Paulo*, des industriels connus et représentatifs se prononçaient dans le même sens. Ils réclamaient la fin de l'arbitraire, et la « participation de tous » à la marche du pays.

Un tel virage traduit le sentiment de frustration qui s'est emparé, depuis trois ans, du patronat. Ce dernier n'a pas trop souffert de la crise (la croissance *industrielle a été de 11 %* en 1976), mais il se plaint de ne participer en rien à l'élaboration de la politique économique. Sa progressive mise à l'écart tient à la nature même de la machine de production, où l'État tient le premier rôle, et au style personnel du chef de l'État, le plus autoritaire des présidents qui se sont succédé depuis 1964.

L'offensive du patronat en faveur d'une démocratisation laisse de nombreux observateurs sceptiques. L'un des patrons les plus éclairés, M. José Mindlin, n'a pas caché que plusieurs de ses collègues désiraient surtout une libéralisation « à usage patronal ». Il est probable que les milieux d'affaires souhaitent essentiellement renforcer certains instruments de participation, tels que le Parlement, qui leur permettraient de peser sur les décisions gouvernementales. Il ne faut pas écarter pour autant, dit-on à Sao-Paulo, la [illegible] prise de conscience [illegible] : les hommes d'affaires constatent qu'une dictature militaire ne sert pas seulement à museler la classe ouvrière et l'[illegible], elle peut [illegible], dans [illegible] moments difficiles, [illegible] du jeu.

CHARLES VANHECKE.

*(Jeudi 10 février.)*

# D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

### MARDI 8 FÉVRIER

QUITO. — *La gauche militaire semble maintenant éliminée du gouvernement équatorien. L'un de ses derniers représentants, le colonel René Vargas, ministre des ressources naturelles, a donné sa démission mardi 8 février. Il était partisan d'une politique pétrolière nationaliste, à la manière de celle mise en œuvre précédemment par le contre-amiral Gustavo Jarrin Ampudia. La manière inflexible dont il avait mené les négociations pour la nationalisation de la compagnie pétrolière américaine Gulf Oil avait provoqué les réserves de certains ministres, partisans d'une plus grande souplesse à l'égard des compagnies étrangères.*

### MERCREDI 9 FÉVRIER

ALGER. — *Un décret présidentiel du 30 décembre, qui vient de paraître au* Journal officiel, *dissout le Conseil économique et social, une des principales institutions du régime. Organe de réflexion créé en 1968, le CNES a joué un rôle important pour orienter les choix du gouvernement dans le domaine de la planification et du développement. Il était aussi devenu une sorte de cour des comptes, puisqu'il examinait les bilans des sociétés nationales.*

*Les fonctions du CNES seront assumées à l'avenir par la Cour des comptes (instituée par la Constitution adoptée le 19 novembre), par l'Assemblée nationale qui sera élue le 25 février et par le secrétariat d'État au Plan, qui sera transformé en ministère à part entière lors du remaniement ministériel qui devrait avoir lieu après les élections.*

MADRID. — *Rétablissement des relations diplomatiques, interrompues depuis 1939, entre l'Espagne et l'Union soviétique.*

### JEUDI 10 FÉVRIER

BAGDAD. — *Le ministère irakien de l'intérieur a annoncé dans un communiqué publié le jeudi 10 février que des incidents se sont produits les 5 et 6 février derniers au cours d'un pèlerinage du culte chiite à Kerbala, où l'on s'apprêtait à célébrer la mémoire de l'Iman Hussein Ibn Ali, petit-fils du prophète Mahomet.*

*A Damas, on a annoncé, le 10 février, que la frontière irako-syrienne avait été fermée par les Irakiens depuis la veille. Les autorités de Koweït ont annoncé également la fermeture par les Irakiens de la frontière entre les deux pays.*

DJAKARTA. — *Un porte-parole indonésien vient de démentir que les troupes de Djakarta se soient livrées à des massacres à Timor-Oriental, ainsi que l'avait affirmé un diplomate australien à l'issue d'une longue enquête. Or, selon un rapport récemment parvenu à Djakarta, rédigé par des personnes vivant dans l'ancienne colonie portugaise et peu suspectes de sympathie pour la résistance locale, des massacres ont effectivement eu lieu.*

*Il ressort de cette étude qu'environ 10 % des habitants (soixante mille sur un total de six cent mille) ont été tués, mais [illegible] chiffre de cent mille (soit 15 % [illegible] la population) est avancé par [illegible] témoins, proches des auteurs [illegible].*

LE [illegible]. — *Selon le vice-ministre [illegible] l'intérieur, M. [illegible] Nabaoui [illegible] l'intérieur, [illegible] des [illegible] égyptiens ont approuvé les [illegible] de [illegible] prises par le [illegible] des émeutes de janvier dernier, [illegible] référendum qui [illegible] déroulé [illegible] février.*

### VENDREDI 11 FÉVRIER

PARIS. — *Les prix des produits pétroliers ont été majorés le vendredi 11 février. Le litre de supercarburant coûte désormais 2,31 F (contre 2,25 F), celui de l'essence ordinaire 2,14 F (contre 2,09 F), celui [illegible] gas-oil 1,39 F (contre 1,34 F). L[illegible] du fuel domestique sont majorés de 6,7 %.*

*[illegible] pétroliers n'est pas une surprise. Elle était [illegible] du jour [illegible] réunion, en décembre, [illegible] (Qatar), où onze pays [illegible] décidé de majorer [illegible] prix de 10 %, [illegible] deux pays — l'Arabie Saoudite [illegible] — de [illegible] seulement. Seules la date et l'ampleur de la répercussion sur les tarifs français restaient à déterminer.*

ADDIS-ABEBA. — *Le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam, « homme fort » du régime éthiopien, a été nommé président du conseil militaire administratif provisoire (Derg), en remplacement du général Teferi Bante, tué le 3 février. Le lieutenant-colonel Atnafu Abate devient vice-président de cet organisme.*

*Le lieutenant-colonel Mengistu cumule désormais plusieurs hautes responsabilités. Il est chef de l'État et président du conseil des ministres. Il dirige, en outre, les trois organismes du Derg : le congrès, le comité central et le comité permanent.*

*D'autre part, le Derg a fait état d'une grave agitation dans les établissements scolaires d'Addis-Abeba, précisant que « des élèves réactionnaires » ont commis des « actes de sauvagerie » contre de « jeunes révolutionnaires ».*

ATHÈNES. — *Les représentants de seize pays riverains (sur dix-huit) de la Méditerranée, réunis à Athènes depuis une semaine, sont tombés d'accord, vendredi 11 février, pour établir une réglementation commune concernant les effluents envoyés en mer à partir du littoral, ce qu'on appelle les « rejets telluriques ». Seront interdits les déversements [illegible] substances nocives comme le mercure, le [illegible], le pétrole [illegible] les déchets radioactifs.*

COLOMBO. — *Quatre parlementaires du Parti de la liberté, la formation du premier ministre de Sri-Lanka, Mme Bandaranaike, ont démissionné du mouvement en l'accusant d'être devenu « réactionnaire », et annoncé leur intention de créer une nouvelle form[illegible] gauche. Ils ont pris cette [illegible] au lendemain de la suspension du Parlement pour trois mois.*

KHARTOUM. — *Le [illegible] a annoncé [illegible] nouveau gouvernement de trente-trois membres d[illegible] comme auparavant par M. Rachid El Taher. M. Mansour Khaled succède à M. Mahgoub Elkaoui aux affaires étrangères.*

MOSCOU. — *L'agence Tass a an[illegible] physicien dissident Youri Orlov était arrêté. Il avait été « emmené » la veille par des policiers qui étaient venus le chercher dans l'appartement de Mme Lioudmila Alexeieva sans donner d'explication.*

NEW-DELHI. — *Le président de la République indienne, M. Fakhruddin Ali Ahmed, est mort vendredi matin 11 février d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-douze ans. Il avait dû, à la suite d'un premier malaise, abréger au début de la semaine une visite officielle en Malaisie.*

*L'intérim de la présidence est assuré par le vice-président, M. B. D. Jatti. Cet intérim ne peut excéder six mois. Le président de l'Inde est élu par un collège composé de membres des deux Chambres, du Parlement de l'Union et des Assemblées législatives des États.*

### SAMEDI 12 FÉVRIER

NICOSIE. — *Les négociateurs chypriotes grecs et turcs reprendront fin mars, à Vienne, les négociations intercommunautaires interrompues depuis mai 1976. Tel est le résultat essentiel de la longue séance de travail qui a réuni, samedi 12 février à Nicosie, M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, et les chefs des deux communautés de l'île : Mgr Makarios, président de la République chypriote, et M. Denktash, « président de l'État fédéré turc de Chypre ».*

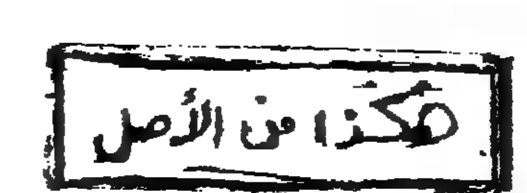
*Au cours d'une conférence de presse à l'aéroport de Nicosie, dimanche peu avant son départ, M. Waldheim a indiqué que tous les aspects du problème chypriote ont été discutés et qu' « une réelle volonté de le régler s'est manifestée ». Les chefs des deux communautés « ont fait des concessions et sont convenus, d'une part, de la façon de résoudre la crise, et, d'autre part, de la base de négociation. Cela a été écrit noir sur blanc ».*

PARIS. — *Par un décret publié le 12 février au Journal officiel, Paris vient d'étendre à 200 milles (370 kilomètres) la zone économique maritime française dans l'Atlantique, la Manche et la mer du Nord. Cette décision est prise conformément aux orientations de la politique européenne en cette matière, et en application de la loi du 16 juillet 1976, qui avait été votée par le Parlement selon la procédure d'urgence. D'autres décrets paraîtront prochainement, qui s'appliqueront aux départements et territoires d'outre-mer.*

LE CAIRE. — *Au terme de la tournée qu'il vient d'accomplir dans six pays [illegible] Proche-Orient (Égypte, Syrie, Jordanie, Arabie Saoudite, Liban, Israël), M. Kurt Waldheim, secrétaire général [illegible] unies, a rencontré, le [illegible] février, le président Sadate avant de se rendre [illegible], où il participera à la seconde rencontre entre Mgr Makarios et M. Denktash.*

*Avant de quitter Jérusalem, M. Waldheim avait affirmé, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait constaté chez les dirigeants [illegible] un assouplissement [illegible] de leur attitude.*





هكذا من الأصل



# LE PARAGUAY OUBLIÉ

Une [redacted] doit [redacted] élue le [redacted] février, au Paraguay, pour amender, une nouvelle fois, la charte fondamentale qui limite à deux mandats [redacted] présidentielle de l'un quelconque [redacted] citoyens. L'objet de cette réforme [redacted] de permettre au général Stroessner — au pouvoir depuis 1954 — de demeurer chef [redacted] l'État au-delà [redacted] 1978, terme de son [redacted] mandat. Elle [redacted] ferait, virtuellement, un président [redacted] vie. La Constitution du Paraguay avait [redacted] été amendée, en 1967, pour permettre au général Stroessner d'entreprendre un troisième puis un quatrième quinquennats complets.

D'autre part, [redacted] gouvernement [redacted] libéré, [redacted] 29 janvier, quatre dirigeants communistes, dont l'un, M. Alfredo Alcorta, membre [redacted] comité [redacted] emprisonné depuis vingt-trois ans, était le plus ancien détenu politique d'Amérique latine. Les trois autres personnes élargies sont M. Antonio Maidana, président du parti, M. Julio Rojas, membre du comité central, et Mme Gilberta Verdun, détenue depuis neuf ans [redacted] de soixante-cinq ans.

## I. — Au pays chouan

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

[redacted] — « [redacted] ? ». Voilà bien une question [redacted] laquelle on ne [redacted] L'homme — un [redacted] de la guerre du [redacted] (1), père [redacted] qua-[redacted] — [redacted] pu parler du coût de la vie ou du général-président qui, depuis vingt-deux ans, dirige le pays d'une « poigne de fer », comme [redacted] jour-[redacted] prudents, ou encore [redacted] barrage d'Itaipu, [redacted] qui sera l'un des plus grands du monde. [redacted] en [redacted] minutes de [redacted] improvisée, [redacted] demande [redacted] visiteur s'il croit « à la [redacted] ». Un original ? [redacted] la [redacted] avaient fait dévi[redacted] métaphysiques : un athée, [redacted] la [redacted] qu'un commu-[redacted] ? [redacted] tremblements [redacted] et les raz [redacted] marée qui dévastent [redacted] sont-ils [redacted] châ-[redacted] ! [redacted] Paraguay [redacted] épargné, n'est-ce [redacted] à cause [redacted] humilité, [redacted] qu'il [redacted] foi ?

[redacted] Paraguay a souvent l'air [redacted] venir d'un autre siècle. Oublié (2), ignoré, enfermé dans son insignifiance, il traverse les décennies sans sursaut visible, apparemment immobile, [redacted] hors [redacted] temps. Une monnaie qui ne [redacted] des [redacted] à vie ou [redacted], un [redacted] d'État, [redacted] général [redacted], qui [redacted] pouvoir, [redacted] le développement industriel. Et [redacted], sur place, [redacted] révé-[redacted] d'une [redacted] immuable, [redacted] population [redacted] l'homme ne peut rien, [redacted] qui [redacted] ». [redacted] son idéologie officielle, dans les croyances de ses campagnes, le Paraguay est demeuré une sorte de pays chouan.

En un quart de siècle, le pays s'est vidé d'une grande part de son intelligentsia : un million de Paraguayens, estime-t-on, vivent à l'étranger — pour un peu plus [redacted] deux millions et demi d'habitants.

Parmi eux beaucoup d'émigrés politiques. En [redacted] les gens, à la campagne surtout, ont peur. Les prêtres refusent [redacted] « Les [redacted] répondront en guarani ; ils avertiront la police » (3.) Ici, tout étranger est suspect. « Un paysan qui parle, vous dit-on, craint toujours d'être trahi. » D'abord, donc, un rideau de silence...

Peu de bitume : il n'y a que deux routes goudronnées, l'une [redacted] l'autre l'Argentine. Peu de voitures : voici quelques années, on [redacted] dénombrait que vingt-cinq [redacted] à moteur, les trois quarts dans la capitale. Peu d'usines : 62 % des Paraguayens habitent les campa-[redacted] Le pourcentage de la population [redacted] occupée [redacted] l'in-[redacted] (14 %) a même [redacted] ces vingt derni[redacted] Le Paraguay évolue à rebours. Les deux [redacted] du territoire [redacted] pratiquement [redacted] Sur le [redacted] parcelles [redacted] jusqu'à l'usure : seulement 2 [redacted] la [redacted] sont cultivés. Ailleurs, [redacted] plaines [redacted] au [redacted] bœuf.

Un peuple de laboureurs, d'éleveurs et de f[redacted]tiers. Un pays de brouettes et de c[redacted] femmes restent des journées entières accroupies, aux arrêts des [redacted] vendre la *chipa*, mélange [redacted]age. D'autres [redacted] dentelle. Elles [redacted] la lumière [redacted] le [redacted] d'un vitrail.

[redacted] la cinquième [redacted] du pays. Sa prin-[redacted] activité, hormis l'agriculture, consiste à faire, à partir d'oranges, ou de pommes de terre, des « desserts » vendus [redacted] trottoirs.

Une industrie qui en est au stade de la fabrique, non de l'usine. L'art, partout pratiqué, de ne rien perdre : *la ferraille* retapée, refaçonnée au marteau et à la *flamme*. Les fagots de bois devant toutes les portes. Les bûches *préférées* au diesel. La terre nourricière également utilisée pour confectionner le torchis des cases, la glaise des jarres. Dans [redacted] maïs, le manioc, l'arachide, [redacted] coton, [redacted] engendré quel-[redacted] « mini[redacted] ».

### Une pauvreté répartie

Le tamis, le mortier, le trépied pour faire la cuisine, la viande qui sèche dehors ; le four en argile : [redacted] la persistance d'un mode [redacted] vie encore rudimentaire, avec ses chars [redacted] bœufs, [redacted] les familles, l'ombrelle [redacted] du bébé *qui* [redacted] Le

*dimanche* [redacted] *le jour* [redacted] chevaux [redacted] avec *des graines de* c[redacted] *de* l'accordéon, de la polka.

De loin en loin un cimetière, avec ses tombes de toutes les couleurs, ses rubans noués autour des croix. Partout l'église, en [redacted]ition stratégique, triom-[redacted] : [redacted] sur ses pelouses, [redacted] *autour d'elle, l'alignement* [redacted] *maisons,* [redacted] galeries [redacted] *dehors,* [redacted] *frais* [redacted] l'intérieur. [redacted] au [redacted] *au temps* [redacted] « [redacted] » — ces territoires [redacted] jésuites ont [redacted] la [redacted] enfermé [redacted]rotégé, pendant [redacted] 150 000 Indiens, [redacted] à un [redacted] de vie et de [redacted] « socialiste » et leur [redacted] avec l'*espagnol* et la Bible, [redacted] de la harpe...

« [redacted] *du Paraguay est liée* [redacted] *celle de la foi. Beaucoup de Paraguayens sont encore prêts, au nom du Christ, à tous les sacrifices.* » Un siècle et demi après avoir été chassés du pays, les jésuites sont revenus, il y a cinquante ans. En force. Ils ont cinq collèges, dont trois à Asuncion. Ils sont aussi à [redacted] base de ce que *le provincial* de la compagnie [redacted] peut-être un peu hâtivement, les « *nouvelles ré-*[redacted] » : les ligues agraires, qui étaient destinées à « *conscientiser* » les campagnes, mais que le régime a brisées, car s'il a une [redacted] dit un prêtre, c'est que « [redacted] *peuple s'organise* ».

Ce Paraguay [redacted] artisan, [redacted] de ses jardins, fabrique [redacted] presque, [redacted] ses mains, [redacted] *France* — une [redacted] un peu [redacted] au [redacted] ». [redacted] à la [redacted] aussi, [redacted] vert-de-gris [redacted] des généraux d'airain [redacted] au milieu [redacted] places. [redacted] ceux qui [redacted] perdu [redacted] guerres p[redacted] ceux qui ont [redacted] — [redacted] Lopez qui, en 1870, [redacted] laissé le pays exsangue, après [redacted] combattu pendant cinq ans [redacted] triple alliance [redacted] Brésil, [redacted] l'Argentine et [redacted] *l'Uruguay*.

Tout ce que l'on sait, ou croit savoir, [redacted] fait imaginer un peuple diminué, rachitique, qui [redacted] sur ses jambes. Surprise : [redacted]e ne semble mourir [redacted] faim. *Les* [redacted] vont nu-pieds, mais [redacted] *malingres. Pas de* [redacted] à [redacted] os [redacted] ses *fièvres, comme* [redacted] États pourtant plus puissants. Pas de *lumpenproletariat* entassé dans la boue, pas de *favelas* ou de *villas miserias* à l'ombre des gratte-ciel. « *Nous sommes pauvres*, disent les Paraguayens, *mais notre pauvreté est relativement répartie.* »

Pour avoir « oublié » de s'industrialiser et de s'urbaniser, le Paraguay a évité les banlieues « clochardisées ». Bienfait d'une économie retardataire ? Plutôt bénéfice d'un mode de vie enraciné dans la petite propriété agricole. Certes, la répartition des terres est injuste. « *Mais le Paraguay* [redacted] dit l'écono-[redacted] Augustin [redacted] : « *Il n'a* [redacted] *l'économie de plan-*[redacted] : [redacted] *ignoré le* [redacted] »

*Chacun* vit sur sa parcelle, souvent minuscule : quatre fois sur dix, celle-ci est inférieure à 5 hectares. Dans les départements de Cordillera, Paraguari, Guaira — le *cœur du pays* — le sol a été, au cours des âges, morcelé à l'infini. Quelques poules, quelques bœufs, quelques arbres : de quoi composer un *régime* alimentaire précaire mais supérieur à celui, par *exemple, de dizaines de millions* de Brésiliens. Les hommes politique, en outre, ont été hostiles : des « occupants provisoires ». Ils ont fait des propriétaires. Aujourd'hui, 65 % des agriculteurs ont un titre de propriété, contre 39 % *il y a vingt ans. Jacquou* n'est pas riche, mais il jouit, au moins, d'une *certaine stabilité*.

Avec ses micro-propriétés [redacted] ses petits [redacted] avec l'émigration [redacted] Paraguay, donc, [redacted] La [redacted] ces [redacted] années, n'a [redacted] que de 25 % par an et par habitant. On imagine mal que ce pays ait pu être appelé, au dix-neuvième siècle, la « *Prusse de l'Amérique latine* » : une nation de soldats-*laboureurs toujours prêts* [redacted] *en dé-*[redacted]

### La Prusse d'Amérique latine

Depuis, le Paraguay s'est rétréci. Sa configuration géographique [redacted] fait, [redacted] l'a guère aidé. [redacted] n'ont [redacted] de [redacted] pour qualifier leur mal-[redacted] kilo-[redacted] la côte [redacted] plus proche. « [redacted] », « Mésopotamie », « [redacted] », « [redacted] » : [redacted] psychologie [redacted] peurs d'aujourd'hui en [redacted] Et [redacted] conception [redacted] : [redacted] *terres* » a connu, au début du dix-neuvième [redacted] plus singulière [redacted] premier dictateur, [redacted] Il [redacted] pays vers un « mode de production [redacted] autonome, [redacted] entièrement [redacted] par l'État. Des intellec-[redacted] n'a [redacted] un dictateur pour [redacted] torturer ses opposan[redacted] Avoir défendu [redacted] nation contre l'impérialisme naissant du Brésil et de l'Argentine lui vaut, pourtant, des plaidoyers passionnés [redacted] qui, [redacted] ailleurs, ont la phobie [redacted] multinationales.

[redacted]nde *obsession du* Paraguay, c'est sa petitesse. Nain entre [redacted] nains, du moins par la démographie, il souffre, de surcroît, d'être coincé entre [redacted] « ogres » du continent. Il a toujours été la *colonie des colonies*, d'abord au temps du vice-royaume du Pérou, puis lors de la création de celui de La Plata. Aujourd'hui même, sa dépendance, pourrait-on dire, est « au second degré » : il est une « marche » du Brésil, [redacted] comme un relais de l'*empire américain*.

Souvenir de son [redacted] « prussienne », Asuncion [redacted] aujourd'hui, un panthéon miniature et, trônant sur une place, un tank « arraché à l'ennemi ». Cette ville montre toujours « *le premier chemin de fer d'Amérique latine* » : quelques wagons au rancart, sous les verrières d'une gare muette, pleine de clochetons et de colonnades. Cette capitale a beau faire circuler dans ses rues quelques Mercedes, recevoir, *dans* son port fluvial, quelques *navires de gros* tonnage, elle ne fait pas beaucoup *plus impression que* l'arrière-pays. Ses charmes sont surannés. Les derniers tramways du siècle, les voilà. Les dernières soutanes aussi. Et les écoles à pupitres, les Églises pour films de Buñuel, sans oublier ces bureaux de poste qui, avec leurs tables de pierre, leurs encriers et leurs [redacted] colle font de la ré-[redacted] l'envol [redacted] plus [redacted]

[redacted] la [redacted] d'Asuncion, [redacted] nombre [redacted] maisons [redacted] magasins d'import-export montre que [redacted] pays ne produit guère, du [redacted] il [redacted]repose ! N'est-il pas, [redacted] ho[redacted] la première place de [redacted] n'apparaît [redacted] ce [redacted] taxe ». [redacted] il [redacted] admis [redacted] la moitié [redacted] *dans* [redacted] en [redacted] « [redacted] » porte, chaque année, sur 1 milliard, 1 milliard et demi de dollars, trois à quatre fois plus que le commerce extérieur « légal ».

Aujourd'hui, le Paraguay se plaint moins que naguère d'être un État tampon entre des voisins trop puissants. Certes, il dépend toujours de l'Argentine — pour son blé et son accès à la mer — et du Brésil pour une partie de ses investissements (les Brésiliens ont, d'ailleurs, eu l'*habileté de lui* offrir une route et un port franc, pour *lui ouvrir une deuxième* « fenêtre » sur l'océan). Mais *Asuncion* a découvert qu'il pouvait être avantagé de jouxter les deux premiers marchés d'Amérique du Sud. « *D'un inconvénient il a fait un privilège de situation* », dit un diplomate. Il ajoute : « *Le Paraguay est une sorte de Suisse. Au lieu de capitaux, il abrite des marchandises.* »

Certains préfèrent comparer le pays à Hongkong ou à Panama. Ils estiment que le « *privilège de situation* » risque, [redacted] long terme, de coûter cher. *Les tissus, les objets* de confection, les œufs, les *volailles*, les chaussures importés « [redacted] taxes » ruinent en effet la production locale. [redacted] une *situation malsaine. Mais la con*trebande échappe aux analyses classiques tout comme aux raisonnements à long terme. Avec son corollaire la corruption, elle est en effet, selon un observateur étranger, une « *méthode de gouvernement* ».

« *Il* [redacted] *a sept ans*, ajoute-t-il, *le* [redacted] *était encore une* [redacted] *avec un degré de corruption* [redacted]*rable.* [redacted]*jourd'hui,* [redacted] *sont franchies.* »

Beaucoup [redacted] Paraguayens répè-[redacted] ce mot prêté [redacted] Stroessner : « *La contrebande c'est le prix de la paix.* » Le pré-[redacted] a obtenu [redacted] paix dans les [redacted] donnant [redacted] chaque général ou amiral sa part du butin : « *A l'un des estancias d'élevage*, dit un opposant, *à un autre le trafic de drogue. Le consortium au pouvoir ne fait pas de mécontents.* »

### La contrebande prix de la paix

Certains noms sont, désormais, sur toutes les lèvres : le numéro deux du régime, le général Andres Rodriguez, commandant la cavalerie, « *est impliqué jusqu'au cou*, dit-on, *dans le trafic d'héroïne* ». L'un de ses comparses serait le chef de la police secrète, M. Coronel Pastor. L'amiral Hugo Gonzalez, assure-t-on, a trempé dans le trafic d'armes. Le chef de la *sécurité* présidentielle serait compromis avec la prostitution et *dirigerait les boîtes de nuit de* la capitale.

Un livre écrit par deux Américains sur la « *Latin Connection* » a expliqué en détail la place du Paraguay [redacted] de certains de ses dirigeants [redacted] le commerce international [redacted] stupéfiants. Le chanvre indien cultivé [redacted] la région de Pedro-Juan-Caballero, à la frontière brésilienne, la cocaïne importée de Bolivie, [redacted] l'héroïne venue [redacted] tout [redacted] convoyé [redacted] États-Unis.

Les [redacted] l'« entourage », des amis ou [redacted] parents [redacted] président sont un peu moins connues. « *Ces derniers temps*, nous a-t-on assuré, *chaque membre de la famille a reçu un secteur d'industrie. Le gendre, M. Dominguez Dibb, les piles électriques. M. Gustavo Stroessner, le fils aîné, les frigorifiques. M. Alfredo Stroessner, le cadet, la fabrication du fil de fer, en même temps que la direction d'un club de football qui, comme par hasard, a gagné* [redacted] *coupe nationale. Un autre parent, M. Matianda, a été gratifié d'un poste de douane qui, au Paraguay, prélève des taxes sans donner de reçu en échange.* »

Deux à trois mille familles, estime-t-on, tirent chacune, en moyenne, un demi-million de dollars par an de la contrebande. Le paiement d'une « *commission* » est indispensable à tous les échelons de la vie administrative pour la réussite de quelque projet que ce soit. Un représentant de l'Église assure que les subventions accordées par le gouvernement ne sont débloquées qu'une fois dûment gratifié le fonctionnaire responsable.

« *Pareille situation est celle-là même que certains auteurs caractérisent sous le nom de société scélérate* », écrivaient récemment les évêques paraguayens dans un « *Diagnostic de la réalité nationale* ». Pour amortir le choc, l'expression « *scélérate* » [redacted] été écrite en latin...

*(Mardi 1er février.)*

Prochain article :

« BIG BROTHER » ET SES ROUGES

(1) C'est la partie occidentale du pays. Le nord de *cette région* aride a fait l'objet d'un sanglant conflit entre le Paraguay et la Bolivie entre 1932 [redacted]

[redacted] ce [redacted] a [redacted] par un *ouvrage* de M. Bareiro Saguier, écrivain paraguayen, maître de conférence à l'université de Paris-VIII (V[redacted]) : *le Paraguay*, aux Éditions Bordas, 128 p., 27,50 F.

(3) Avec l'espagnol, le guarani est la seconde langue officielle du pays.

[redacted] par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
OJD 1975
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
[redacted] paritaire des [redacted] et [redacted] n° 57 460

# La saison du pavot dans le Triangle d'or

**La lutte contre l'usage [illegible] stupéfiants sera l'une des priorités du gouvernement américain : [illegible] ce qu'a indiqué M. Carter dans une [illegible]ration communiquée [illegible] la commission [illegible] l'ONU sur les stupéfiants, qui [illegible] réunie lundi *7 février à [illegible] par le docteur Peter Bourne, conseiller spécial [illegible] président [illegible] Etats-Unis* pour les questions [illegible] drogue.**

**La commission doit examiner pendant trois semaines les rapports internationaux établis sur le problème des stupéfiants et discuter de l'application de la convention de 1971, sur les [illegible] psychotropiques, qui est entrée [illegible] vigueur en août dernier. *Il ressort des [illegible] que « l'héroïnomanie augmente, [illegible] du can[illegible] se répand, la [illegible] s'accentue,* surtout en Europe et en Amérique, l'abus des psychotropes progresse [illegible] la polytoxicomanie [illegible] de l'ampleur (...). Le [illegible] marquant du trafic illicite [illegible] Europe a [illegible] la forte augmentation [illegible] d'origine asiatique. *La* drogue [illegible] Pays-Bas, *d'où* elle [illegible] vers [illegible] l'Europe [illegible] *l'Amérique du* [illegible] ».**

**D'autre part, une opération menée par la Thaïlande [illegible] la Birmanie, [illegible] à laquelle participeraient plus [illegible] cinq mille hommes, a [illegible] dans le Triangle d'or pour saisir [illegible] détruire la récolte d'opium [illegible] *à 800 tonnes.***

**[illegible] *envoyé spécial* [illegible] rendu [illegible] ce [illegible] production mondiale de drogue.**

## I. — La filière de la « mort lente »

*Chieng-Mai.* — En janvier et *février, chaque année,* arrive la saison du *pavot,* cette belle et mystérieuse fleur qui produit l'opium, dont on tire la morphine et l'héroïne. Dans le Triangle d'or, qui s'étend sur le nord de la Thaïlande, le nord-est de la Birmanie et le nord-ouest du Laos, et qui commence, disent *sans ambages les experts d'ici, à une heure à peine* de voiture de *Chieng-Mai — comme* tout au long de la filière de la « mort lente », qui va des champs de pavot aux revendeurs des grandes villes occidentales et asiatiques, — c'est le branle-bas de combat. Tous ceux qui vivent du trafic de la drogue se *préparent* pour la campagne qui commence : tribus des montagnes, Méos mais aussi *Yaos, Lisus et Lahus, convoyeurs de caravanes vers la frontière* thaïlandaise, seigneurs de la guerre, armées locales, résidus des anciennes armées des nationalistes chinois du Kouomintang, chimistes, trafiquants chinois, thaïlandais et internationaux, passeurs, acheteurs et revendeurs, qui fournissent des millions d'intoxiqués. Le Triangle d'or, *principal fournisseur* du *marché illégal,* avec le Mexique, *rapporte chaque année des* [illegible]nes de milliards de *francs lourds.*

Dans le village méo de Chang-Khien — à proximité d'une station expérimentale de substitution de cultures destinée à encourager les tribus montagnardes à planter plutôt des fruits ou des légumes, station financée par les Nations unies, sous le patronage du roi de Thaïlande, dont une des résidences est toute proche, — les hommes et les *femmes* en âge de travailler *sont* tous absents : ils *sont allés cultiver* le pavot dans la montagne, à quelques heures de marche. De la station, on peut apercevoir, à flanc de montagne, plusieurs champs de pavots en fleurs. Une vieille femme, assise sur le pas de sa porte, fume placidement sa pipe d'opium en surveillant des enfants débraillés. Nous sommes à trois quarts d'heure, en Land-Rover, de Chieng-Mai, la capitale du nord de la Thaïlande.

### Une vie mouvementée

A quelques dizaines de kilomètres de là à vol d'oiseau, près de Mae-Chan, à la frontière birmano-thaï, une bataille vient d'opposer une unité militaire birmane à l'armée privée d'un condottiere de la drogue, le Sino-Shan (1) *Chan Shi-fu.* Depuis l'arrestation, en 1973, de Lo Hsing-han, condamné à mort à Rangoun en novembre, Chan est le principal seigneur de la guerre de la région. Il partage le trafic avec une dizaine d'armées rebelles birmanes, et surtout avec les trois armées des généraux du Kouomintang, qui se sont reconvertis de l'anticommunisme dans le commerce, plus lucratif, de la *drogue* et du *jade.*

Chan Shi-fu a eu une *vie* mouvementée. [illegible] quarante-cinq ans, il connut l'apogée de [illegible] en 1967 quand, allié avec un des chefs de l'armée royale laotienne, le général Ouane [illegible] (2), il [illegible] briser le monopole exercé par le Kouomintang, et en *particulier* par *le général Li* Wen-huan. Vivant toujours ouvertement à Chieng-Mai, le général Li, qui dissimule son trafic sous le commerce du jade importé illégalement et en contrebande de Birmanie, est considéré ici comme « *le plus gros trafiquant de la région* ». « *Depuis une vingtaine d'années, il transporte, raffine et vend de l'opium, de la morphine et de l'héroïne* », nous dit un *expert* des affaires de drogue de Chieng-Mai.

Ayant échoué au cours de cette « guerre de l'opium », après une sanglante bataille et l'intervention de l'aviation laotienne, Chan retomba dans l'oubli dans lequel *survivent de nombreux chefs de* bande du Triangle d'or. Il *fut* capturé par les Birmans, qu'il avait alternativement servis et trahis. Pour obtenir sa libération, ses partisans kidnappèrent en 1973 un médecin soviétique. Relâché en 1975, il a repris ses *activités,* plus fort que jamais, et, cette fois, semble-t-il, en tant qu'allié ou partenaire du *Kouomintang.* Les *quelques* milliers de soldats de Chan Shi-fu, alias Khun Sa, sont armés de fusils automatiques américains M-16, de lance-grenades, d'armes [illegible] cul, de mortiers. Il n'est pas étonnant qu'il réapparaisse ainsi, alors que les fleurs de pavot fleurissent et qu'arrive le *moment* où elles *sécréteront* le *précieux opium.*

Cultivée depuis des dizaines d'années dans la *région,* la *fleur* de pavot *ne pousse bien* qu'en *altitude,* ce qui explique que les montagnards se soient spécialisés.

*Le pavot est semé* à l'automne. Quand les [illegible], fin janvier ou début février, le bulbe est incisé — verticalement, dans le Triangle d'or — à l'aide d'un couteau à triple [illegible]. Un liquide blanchâtre sourd de la blessure. Gratté au couteau, il prend une couleur brun foncé et une odeur écœurante qui ressemble à celle du terreau. La pâte ainsi obtenue est traitée pour tirer l'opium raffiné. Bouilli et réduit en poudre, il peut être *consommé* tel quel, soit *fumé,* soit *mangé,* soit utilisé pour ses importantes propriétés médicinales par les montagnards : analgésique, remède contre la dysenterie... Une importante partie des 700 à 800 tonnes produites dans la région est donc consommée localement. On estime que la production du Triangle peut être répartie ainsi : 400 à 450 tonnes pour la Birmanie, 200 à 250 pour la Thaïlande (bien que d'autres sources [illegible] le chiffre de 50 [illegible] 100 tonnes), le reste [illegible] le Laos.

De l'opium, on extrait assez facil[illegible] la morphine - [illegible] *dans des laboratoires clandestins. Autrefois situés surtout à la frontière birmano-thaï, ils se sont* [illegible] rapprochés [illegible] zones de production à la suite des campagnes [illegible] lutte [illegible] lancées depuis 1972-1973, [illegible] la D.E.A. (Drug enforcement administration). Dix kilos d'opium donnent un kilo de morphine. Une transformation chimique, un peu plus complexe, avec de l'anhydride acétique, donne, à proportion égale, *de l'héroïne. Il en existe deux sortes :* la *numéro* trois, ou [illegible] *sugar* », de teneur très faible — environ [illegible] — surtout consommée en Europe ou [illegible] Asie, [illegible] l'on fume ; [illegible] la numéro quatre, blanche, pure [illegible] plus [illegible] 90 %, qui s'injecte, et que préfèrent les drogués des Etats-Unis. Cette dernière est souvent édulcorée avec du sucre, du lait en poudre ou du talc, dans une proportion qui dépasse 90 %, ce qui *accroît* d'autant *les* bénéfices des revendeurs. C'est ainsi que 10 kilos d'opium, achetés au producteur 25 000 à 30 000 bahts thaïlandais (un franc vaut environ 4 bahts), [illegible] le [illegible] jusqu'à un demi-million [illegible] le [illegible]. Le prix a [illegible] plus de trente *fois.* En [illegible] compte des *frais* [illegible] transport, [illegible] *transformation,* des indispen[illegible] pots-de-vin, [illegible] bénéfice [illegible] fabuleux. Il explique les moyens mis en œuvre par les trafiquants, la quasi-impossibilité d'attraper les « gros bonnets » en raison des protections dont ils disposent. On comprend aussi que la [illegible] contre la drogue soit devenue une véritable guerre, opposant parfois des *centaines,* voire des milliers, d'hommes puissamment armés.

### Des « armées secrètes »

Quelles sont ces armées qui se disputent le contrôle de l'opium et des raffineries entre [illegible] champs du Nord-Est birman et la fron[illegible] ? D'abord, [illegible] issus [illegible] la 93e division du Kouomintang, la 3e CIF (Chinese Irregular [illegible]), [illegible] général Li Wen-huan, [illegible] Tam-Ngop, au nord [illegible] la [illegible] Chieng-Mai, [illegible] 5e CIF [illegible] général Tuan Hsi-wen, basée à Mae-Salong, province de Chieng-Rai. Ce sont des repaires inexpugnables où ils sont installés depuis le *début des années 50,* et plus que « *tolérés* » par les militaires et policiers thaïlandais. Leurs activités anticommunistes, un temps soutenues par la C.I.A. américaine, contre la Chine ou les guérillas du secteur, semblent avoir cessé. La première unité *indépendante du général Ma Ching-kuo combinerait* trafic et *renseignements au Yunnan voisin,* en Chine, affirment certaines sources ici. Les effectifs de ces trois armées avoisineraient sept à dix mille hommes.

Parmi les armées de minorités birmanes contrôlant ou protégeant le trafic, on trouve : la Shan United Army, la Shan States Revolutionnary Army, la Shan States Independant Army, [illegible] Army, [illegible] Independant Army... Il y a aussi *tous ces* trafiquants individuels comme Chan Shi-fu. Pour reprendre les termes du général Tuan, qui pourraient être ceux de tout autre « général » local : « *Nécessité fait loi. C'est pourquoi nous faisons commerce d'opium. Pour combattre le mal communiste, il faut une armée ; une armée doit avoir des armes ; pour avoir des armes, il faut de l'argent ; et dans ces montagnes, la seule valeur marchande, c'est l'opium !* » La logique est sans faille.

Si cet opium rapporte tant d'argent aux « *armées secrètes* » (voir le livre de Catherine Lamour), les producteurs, eux, vivent dans la misère. Une famille touche en moyenne une dizaine de milliers de bahts par [illegible], soit un maximum de 2 500 [illegible]. Certains montagnards sont forcés de [illegible] pavot pour payer leurs [illegible] *aux marchands chinois* ou thaïs. Pour d'autres, on a eu recours au « travail forcé ». Pour d'autres encore, la pesanteur de la tradition est la plus forte. Dans la seule Thaïlande, sept cents vil[illegible] l'opium.

### Point d'opium, point de crédit

[illegible] village de montagnards *karens, au sud de Chieng-Mai,* la *moitié* des familles, une centaine, cultivent l'opium ; elles y sont forcées par le commerçant local, qui les tient sous sa coupe. Point d'opium, point de crédit. Le village, autosuffisant en riz, il y a dix ans, doit en importer, au prix fort, [illegible] plaine située à plusieurs heures de marche. Beaucoup de paysans se droguent, *perdent leurs terres et* [illegible] *pour 10* [illegible] *par jour. Le prix qu'ils touchent pour leur* [illegible] leur [illegible] à peine pour survivre. « *Les gens qui cultivent l'opium ne sont pas riches* », nous confirme le général Pao Sarasin, l'actif chef des services thaïlandais de lutte anti-drogue.

Plus au nord, à Papae, le chef d'un petit village méo, Vang Pao, continue de cultiver pour sa *consommation personnelle. Il ne* fume pas l'opium, il [illegible] « *C'est meilleur* [illegible] *cher ;* [illegible] *plus je n'ai pas* [illegible] *m'allonger pour fumer,* [illegible] *travaille. Vous voyez comme je* [illegible] *porte bien à soixante-cinq ans. C'est bon* [illegible] *la santé !* » nous dit-il, souriant, en [illegible] veste un petit *flacon* rempli d'une *poudre brunâtre, inodore.* Et la marijuana, [illegible] pousse en [illegible] sons sauvages à *côté ?* Vang Pao [illegible] D'ailleurs, les femmes méos utilisent la fibre de cette plante pour tisser leurs jupes de cérémonie, qui sont ensuite brodées de fils multicolores. Et la police, [illegible] souvent ? Que *fait-elle contre les cultivateurs,* de cette drogue interdite, si près [illegible] la route ? « [illegible] *policiers,* répond-il, [illegible] *parfois. Pour fumer.* »

*(Mercredi 9 février.)*

(1) Les Shans sont les habitants des [illegible] qui portent le même nom, *au nord-est de la Birmanie, et* qui sont, depuis une vingtaine d'années, en dissidence.

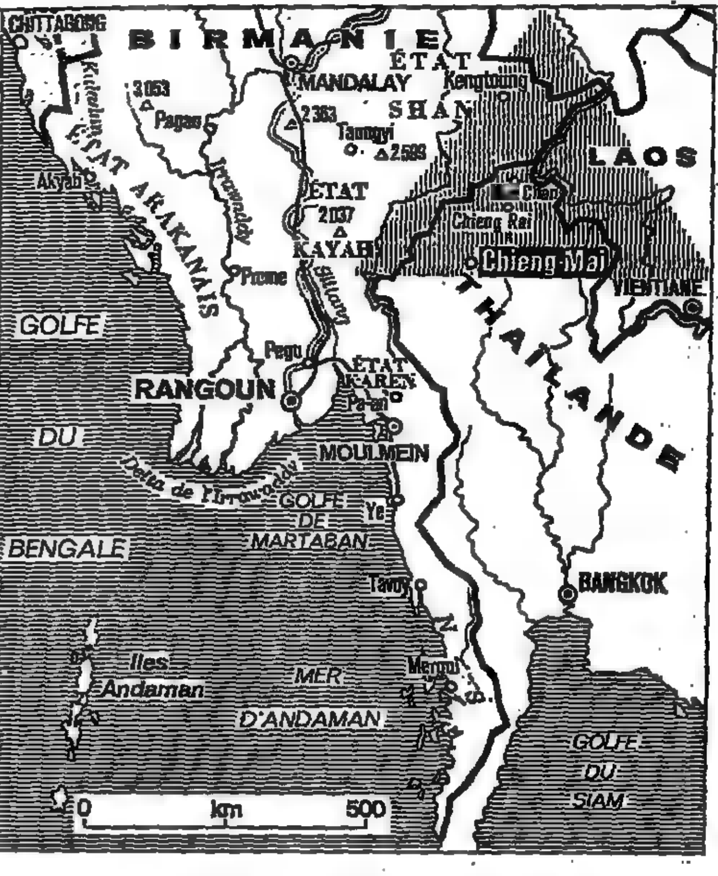
(2) [illegible] W. [illegible], *[illegible] Politics of* [illegible] *Asia* et de [illegible] Lamour et Michel Lamberti, *Grandes* [illegible]

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

## II. — Une répression difficile

*Chieng-Mai.* — « *Nous espérons que la France envisage d'affecter ici un expert des affaires de drogue* », nous dit le général Pao Sarasin, qui dirige la lutte antidrogue dans le royaume. En *dehors* de la DEA américaine, qui entretient vingt-deux agents à Bangkok, quatre à Chieng-Mai et deux à Songkhla, au sud du pays, l'ambassade britannique dispose d'un représentant *de* Hongkong, qui est en fait un expert de la lutte contre les stupéfiants. Un officier de la police montée royale canadienne *vient* de *rejoindre* son *ambassade,* et un Néerlandais doit le suivre vers mars, à la suite de la visite en Thaïlande du vice-premier ministre et ministre de la justice, et du *chef de la police* des Pays-Bas, *venus se rendre* compte par eux-mêmes sur place de la situation. La question est à l'étude à Paris depuis des mois et on peut espérer qu'une réponse positive y sera apportée.

Certes, Amsterdam demeure le carrefour du trafic en Europe, mais le rôle de Hambourg s'accroît et les filières passent de plus en plus par d'autres pays. L'expérience de la police française, qui a démantelé la « French Connexion », serait utile pour la répression et permettrait de coordonner et de renforcer l'informa*tion,* indispensable pour dépister les trafiquants.




### « Nous n'attrapons jamais les gros bonnets »

De plus, les policiers thaïlandais qui luttent contre la drogue ont besoin d'aide. Ils sont peu nombreux, manquent de moyens (les Américains doivent en grande partie les prendre en charge) et opèrent souvent dans un environnement hostile.

En privé, certains hommes politiques n'hésitent pas à mettre en cause d'importantes personnalités militaires ; la *photo* d'un des deux dictateurs chassés en 1973 et aujourd'hui revenus à Bangkok orne la couverture d'un livre sur l'opium publié à Paris. En octobre, deux *parlementaires* et un organisateur de voyages en groupes, ont été arrêtés à Hongkong pour avoir tenté de vendre de l'héroïne à un agent américain ; celui-ci avait reçu pour instruction de les faire appréhender hors du royaume. « *Nous n'attrapons jamais les gros bonnets* », se plaint le général Pao. Un gros trafiquant de Chieng-Mai, Arun Nanavichit, qui a pour paravent un magasin d'armes, a été arrêté l'an dernier avec 102 kilos de morphine. Il est en liberté sous *caution,* et la police n'est pas sûre de pouvoir le faire condamner.

Les arrestations importantes sont rares en Thaïlande : il s'agit pour la plupart d'étrangers, interpellés à la *sortie du pays* avec de l'héroïne, dans des hôtels bon marché, ou [illegible] des *coffee-shops* bien connues. Les plus grosses prises ont été, l'an dernier, deux Hollandais qui avaient caché 140 kilos d'héroïne dans des barils de graisse pour avion, et deux ex-G.I.'s noirs américains avec 45 kilos d'héroïne cachés dans des meubles, ces deux *derniers* faisaient partie de la « P.X. *Connection* » qui a exporté plus de 500 kilos de drogue aux Etats-Unis. Les cinq principaux responsables ont *été condamnés* à de lourdes peines de prison. Mais les « cerveaux », en Thaïlande, en Amérique ou en Europe, courent toujours.

Deux gros trafiquants, Thaïlandais d'origine chinoise, arrêtés *par la police,* l'un avec 25 kilos d'héroïne, ont été libérés par le ministère public et ont disparu. Ce sont souvent des personnes d'ethnie chinoise qui se livrent à ce trafic, non seulement dans le Triangle d'or, mais aussi jusqu'aux Pays-Bas, où ils contrôlent le marché d'Amsterdam.

En *1974,* on a découvert dans une villa appartenant au chef adjoint de la police de Lamphun, voisine de Chieng-Mai, une raffinerie d'héroïne. Arrêté, ce lieutenant-colonel s'est, par deux fois, *évadé.* Il court toujours, dans la région du Triangle d'or... « *Il y a un nombre considérable de raffineries d'héroïne en Thaïlande* », dit un spécialiste. On en trouve même dans des grandes villes. Mais la plupart sont situées dans la montagne recouverte de *jungle* et quasiment indétectables. Il s'agit, en général, de deux huttes, l'une servant de laboratoire, l'autre de hangar et de logement. « *Il faut lancer de véritables opérations militaires réunissant parfois une centaine d'hommes puissamment armés amenés par hélicoptères* », nous a-t-on affirmé. Et, malgré tout, les policiers font régulièrement chou blanc : le *stock* de drogue a été déménagé, les chimistes se sont évanouis dans la nature.

*D'autre part, la loi thaïlandaise* rend les arrestations difficiles. Il n'existe pas, comme aux Etats-Unis, par exemple, de « *conspiracy law* » (entente délictueuse). Seuls peuvent être poursuivis ceux qui sont en contact direct avec la drogue. Or, « *les gros bonnets ne touchent jamais de près ou de loin l'héroïne. Ils se contentent d'en contrôler le trafic de leur somptueuse villa* », nous dit un policier.

Malgré tout, les policiers thaïlandais, assistés par des experts étrangers par Interpol, ont réalisé des prises spectaculaires au cours des deux dernières années : en 1975, 1,8 *tonne d'opium,* 43 kilos de morphine, et 115 kilos d'héroïne ont été saisis. En 1976, plus de 600 kilos d'héroïne et plus de 300 kilos de morphine. *C'est énorme.* Mais, aux *dires* d'un spécialiste de la répression « *cela représente à peine 5 % de la drogue en circulation* ». Faut-il en déduire que plus de 12 tonnes d'héroïne et 6 tonnes de morphine, et *plus* de 30 tonnes d'opium ont quitté le royaume l'an dernier. Grâce à son excellent réseau de communications, la Thaïlande est, géographiquement, la « voie royale » du *trafic,* qui ne peut emprunter les rares, lentes et dangereuses routes birmanes ou laotiennes.

Une partie [illegible] consommée sur *place, par le demi-million de* [illegible]gués du royaume (la [illegible] a de 14 à 25 ans ; 85 % se droguent à l'héroïne). Plus de 1 % des Thaïlandais, environ 8 % des habitants *de Bangkok,* selon des [illegible] officiels, [illegible] des toxi[illegible].

[illegible] avoir emprunté [illegible] de transport possibles, [illegible] *ou* non y compris, nous a affirmé un informateur, des véhicules appartenant à des services officiels, la drogue quitte Bangkok par avion vers les Etats-Unis et l'Europe, *mais* aussi par terre en direction de la Malaisie, ou par [illegible] Hongkong ou la Malaisie.

Pour *déjouer* [illegible] polices, [illegible] *informateurs rémunérés,* les chiens [illegible] tous les moyens sont bons, [illegible] énorme. « [illegible] *une cinquantaine* [illegible] *grammes* [illegible] *Bangkok* [illegible] *à New-York, vous* [illegible] *payer l'aller-retour en avion, le séjour, et faire un bénéfice* [illegible]*tantiel* », dit un *policier.* [illegible] poisson, [illegible] quelques millimètres d'épaisseur [illegible] la doublure d'une valise, [illegible] des trous per[illegible] des caisses en bois contenant des œufs, dissimulée dans les vêtements ou dans les parties les plus secrètes du corps *humain, ou même* tout simplement dans des bagages, la drogue parvient le plus souvent à tromper la surveillance.

*La* répression étant insuffisante pour *endiguer un flot de drogue* qui épargne de moins en moins de pays, les Nations unies ont créé un Fonds spécial et un programme pour contrôler l'abus des stupéfiants, financé à 80 % par les Etats-Unis. Des négociations sont en cours avec le Laos, un accord vient d'être signé avec la Birmanie, qui recevra environ 6 millions de dollars pour propager des cultures de remplacement ; mais les régions où pousse le pavot échappent pour leur plus grande part aux autorités de Rangoun. En Thaïlande, un programme de cinq ans, en collaboration avec un projet royal, devrait *s'achever* l'an *prochain.* Il a pour but, par la propagande et l'exemple, de convaincre les tribus montagnardes qu'il leur serait plus profitable de cultiver fruits, café, *légumes secs, que l'opium,* interdit.

Les résultats sont mitigés, le travail est « *très lent* ». Mais « *c'est la seule solution possible, avec* [illegible] *destruction des champs de pavots par des défoliants, comme au Mexique* », dit un policier. Cette seconde méthode n'est pas applicable ici, car elle repousserait les montagnards vers la *dissidence,* dans un pays *où* la guérilla communiste se développe. Le programme touche cinq villages-clés et vingt-cinq villages satellites, sur les sept cents cultivant le pavot. *Cinquante-cinq* montagnards ont reçu une formation technique. Au centre expérimental de Chang-Khien, près de Chieng-Mai, 10 % du *personnel, soit* trois ou quatre employés *seulement, sont* des montagnards. Dans [illegible] les caféiers, dont l'avenir dans la région pourrait être florissant aux [illegible] d'un [illegible] japonais, [illegible] le Triangle d'or pourrait devenir le Brésil de demain, [illegible] malades.

« Dans certains villages, on cultive moitié-moitié opium et haricots secs, pour voir ce qui *rapporte* le plus, nous dit le général Pao. Mais il *faudra* du temps pour venir à bout des habitudes, et démanteler le réseau des intermédiaires que l'on trouve *jusque* dans les villages les plus reclus. Le problème du transport est aussi sérieux. Si la production de 1 hectare de pavot peut être transportée sur une seule mule, celle de 1 hectare de café, même si elle *rapporte plus,* pèse 1 *tonne.* Les routes sont rares dans les montagnes. Enfin, un grave problème de marketing doit être *résolu. Il* y a quelques années, il avait été *conseillé* aux paysans de planter des pêchers. Faute de moyens de transport, les fruits ont pourri sur l'arbre.

L'opium est un problème de so[illegible]. *Pour les montagnards* qui le cultivent, il est un *produit* comme un autre, mais qui se vend mieux sous un volume plus réduit. *La* mécanique du trafic de la drogue — *les profits,* les ententes, *la* corruption — leur échappe. Faut-il p[illegible] cela réformer une société pour venir à bout d'un mal qui la *ronge ? C'est en* tout cas plus difficile que d'en rejeter la responsabilité sur les « communistes », comme certains le font ici. Si, selon certaines sources non confirmées, les *communistes* birmans et malais prélevaient des taxes sur les convois d'opium, aucun lien d'aucune sorte n'a pu être *établi* entre les communistes thaïlandais et la drogue. On ne saurait en dire de même des nationalistes chinois du Kuomintang, des armées rebelles birmanes, qui trouvent *asile en territoire* siamois, ou des hommes d'affaires et fonctionnaires véreux.

Bien [illegible] choses ont changé depuis que, en 1898, la firme pharmaceutique [illegible] Payer lançait [illegible] entier, à grand renfort de publicité, un nouveau remède miracle, l'héroïne, [illegible] « *sédatif* [illegible] *tour* [illegible]

FIN

*(Jeudi [illegible] février.)*

هكذا من الأصل



## Japon

# Le congrès du parti socialiste a consacré l'influence grandissante de l'aile gauche

Tokyo. — Entre deux consultations [redacted] les [redacted] moins d'un an d'intervalle — la première le [redacted] décembre 1976, marquée par un recul du parti conservateur, la seconde pour [redacted] renouvellement de la Chambre haute en juillet 1977. — le quarantième [redacted] du parti [redacted], qui [redacted] tenu [redacted] Tokyo du 8 [redacted] 10 *février*, [redacted] revêtu une importance particulière. Il [redacted] consa-[redacted] l'influence [redacted] de l'aile gauche du P.S. Cette nouvelle orientation devrait entraîner prochainement un durcissement des [redacted] du parti.

Le congrès [redacted] Narita, président, et [redacted] général, [redacted] la gauche, mais [redacted] évincé [redacted] poste [redacted] vice-président M. Eda, [redacted] de l'aile droite, [redacted] critiqué [redacted] son action [redacted] union des partis d'opposition excluant [redacted] P.C. Il [redacted] remplacé par M. Takasawa, l'un des jeunes théoriciens de la gauche, [redacted] représentée au [redacted].

Première formation d'opposition au Japon avec [redacted] vingt-quatre députés, le P.S., usé [redacted] trop longue opposition, a ressenti les résultats des dernières [redacted]tions comme une douche froide. Le parti conservateur est certes en recul mais les socialistes n'ont pas pour autant [redacted]ucoup progressé. [redacted] que douze [redacted] les partis centristes (Komeito, d'inspiration bouddhiste) [redacted] parti social [redacted] doublé leur représentation. Formant logiquement la principale composante [redacted] alternative au pouvoir conservateur, les socialistes nippons sont plus que jamais, depuis le 5 décembre, à la recherche d'eux-mêmes. Leur congrès a cependant consacré un *« virage à gauche »* qui devrait avoir pour conséquence de débloquer les *pourparlers* d'alliance avec les communistes, mais comporte *aussi le risque* de voir accentuer le caractère dogmatique du P.S.

Bien que, sous la direction de M. Narita (président du P.S. depuis 1968) et de M. Ishibashi (secrétaire général depuis 1970), la gauche ait exercé une influence plus grande que la droite dans la définition de la politique du parti, l'équilibre des deux forces avait conduit depuis les élections de 1972 à un certain immobilisme. Les résultats médiocres obtenus le 5 décembre et la défaite de personnalités importantes de l'aile droite, M. Eda, et du centre, M. Katsumata, ont aggravé les tensions internes. Les *« vaincus »* exigeaient que la direction du P.S., *soutenue par l'aile gauche*, tire les conséquences de l'« échec » et *démissionne* tandis qu'à gauche on n'hésitait pas à dire : *« La défaite de M. Eda sert la cause du socialisme »*.

Comme le parti libéral démocrate (P.L.D.), le P.S. est divisé en factions. Mais à la différence de l'autre formation, le clivage s'opère en fonction d'options *idéologiques*. Schématiquement de droite à gauche, on compte les *groupes suivants : ceux de* MM. Eda (17 membres) et Katsumata (21 membres) ; *le groupe* du Nouveau Courant (Atarashi Nagareno-Kai), avec 17 membres, puis, plus à gauche, celui de M. Sasaki (23 membres). A l'extrême gauche se trouve le petit groupe formé par les quatre parlementaires issus de l'Association pour le socialisme (Shakaishugi Kyokai). Un groupe réunissant trente-six députés, dans lequel figure M. Narita, président du P.S., se déclare *« indépendant »*.

### La « Société des gens sans bien »

[redacted] parlementaire ne [redacted] qu'imparfaitement [redacted] ports de forces au sein du P.S. En [redacted] gauche [redacted] qui forme [redacted] socialisme contrôle pratiquement la moitié [redacted] P.S. et notamment [redacted] organisations de jeunesse comme [redacted] Elle est dirigée par M. Sakisaka, universitaire, [redacted] quelque [redacted] dogma[redacted] influent parmi les jeunes.

Minoritaire au [redacted] central, [redacted] contrôle cependant un [redacted] du congrès [redacted] la majorité [redacted] régionales du P.S. Se référant à l'« *orthodoxie radicale d'octobre 1917* », M. Sakisaka, qui affirme souvent se situer sur la gauche du P.C. Japonais, ne cache pas sa nostalgie du temps où le mouvement socialiste nippon s'appelait la « Société des gens sans bien ». Proche du P.C. soviétique, l'Association estime que l'U.R.S.S. demeure le *« fer de lance »* du socialisme mondial et prône volontiers le modèle de l'Allemagne de l'Est. Ce prosoviétisme lui a aliéné l'autre groupe de gauche du P.S., la faction de M. Sasaki, *au contraire très* proche des Chinois.

L'infléchissement [redacted] gauche du P.S. se manifeste [redacted] plusieur[redacted] phénomè[redacted] D'une part, l'aile droite de M. Eda n'est pas parvenue à obtenir de l'instance suprême du parti une critique de la direction qu'elle croit responsable de l'« échec » aux élections. En outre, même son second objectif, le départ du secrétaire général, M. Ishibashi, n'a pas été atteint. Enfin, les dirigeants de la Sohyo, première confédération syndicale (4,5 millions d'adhé-[redacted] principal [redacted] P.S., [redacted] exigé, [redacted] la [redacted] du congrès, [redacted] *qui mettent* [redacted] *l'unité du parti »*.

De notre correspondant

[redacted] la [redacted] P.S. [redacted] l'apparition [redacted] de parlementaires : l'Association de mars (Sangatsukai) [redacted] dix membres viennent de l'Association pour le socialisme. L'une [redacted] personnali[redacted] plus influentes de ce groupe est M. Torao [redacted] député de la cinquième circonscription [redacted] Tokyo.

### Le P.C. se rapproche de Moscou

« *La Sangatsukai a* [redacted] *vocation unitaire*, nous dit-il, [redacted] *doit être l'animatrice des grandes alliances que peut* [redacted] *P.S. avec les autres forces d'opposition. Nous cherchons à donner des réponse*[redacted] *concrètes*, [redacted] *à la* [redacted] *problèmes du P.S.* [redacted] *certaine orthodoxie au* [redacted] *parti.* » [redacted] nippons [redacted] créer un groupe qui s'apparente [redacted] qu'est [redacted] CERES [redacted] P.S. français.

La rupture de l'équilibre en faveur de la gauche du [redacted] signifie [redacted] rejet du [redacted] de l'aile [redacted] La Sangatsukai, qui ne cache pas vouloir devenir à terme le courant dominant du P.S., envisage [redacted] poursuivre, parallèlement, [redacted] négo-[redacted] d'une alliance [redacted] le P.C. d'une part et [redacted] de l'autre, mais ne paraît guère souhaiter inclure dans une [redacted] éventuelle les sociaux-[redacted] très marqués du [redacted] des [redacted].

La [redacted] P.S. s'est [redacted] le lendemain *même* [redacted] *l'ouverture* du congrès. L'hebdomadaire *Shukan Asahi* a publié, *en effet*, mercredi 9 février, un long entretien entre M. Iwai, socialiste, ancien président de Sohyo et proche de Sangatsukai, et M. Miyamoto, président du présidium du P.C. Pour la première fois, le P.S. qui, jusqu'à présent, avait été très prudent dans ses [redacted] avec [redacted] P.C., et plus [redacted] *proposait*, par [redacted] de M. Iwai, d'*entamer au plus tôt des négociations entre le P.C. et la gauche du P.S. en vue d'un accord.*

L'ouverture des socialistes en [redacted] premiers, [redacted] P.C. [redacted] 5 [redacted]bre, perdant la moitié de ses sièges. [redacted] apparemment di-[redacted] les socialistes la crainte, dont ils n'ont jamais pu se défaire depuis l'immédiat après-guerre, époque [redacted] le P.C. était à son apogée, [redacted] par [redacted] communistes [redacted] un [redacted] commun.

*Un second facteur* joue également dans le même sens : la *tendance au rétablissement des* [redacted] et [redacted] P.C. japonais, rompues depuis 1964. Ce rapprochement pourrait se traduire dans un avenir proche par un voyage de M. Miyamoto à Moscou et la réintégration dans le P.C.J. de certains dissidents qui avaient formé autour de M. Shiga et de sa femme le groupe « La voix du Japon », grâce [redacted] soviétique.

On ne cache pas, [redacted] côté de la *gauche socialiste pro-soviétique* en majorité à l'exception du groupe de M. Sasaki, qu'un rapprochement entre l'U.R.S.S. et le *P.C.J.* serait un *« élément très positif »* dans les relations entre communistes et P.S. au Japon. De là à penser qu'une alliance des partis se réclamant du marxisme au Japon se ferait sous l'égide de Moscou, il y a sans doute un pas. L'hypothèse n'est pas cependant à exclure : l'Union soviétique a fait savoir qu'elle était prête à accueillir prochainement à Moscou M. Narita, président du P.S. Si l'on se souvient que ce dernier signa *en mai 1975* à Pékin la *« clause anti-hégémonique »* qui provoqua une réaction très vive de Moscou, le geste du Kremlin illustre la volonté de jouer un rôle dans la naissance d'une « union de la gauche » au Japon.

PHILIPPE PONS.

*(Samedi [redacted] février.)*

## Italie

# Une dizaine d'universités sont occupées par les étudiants

Une dizaine d'universités [redacted] sont occupées [redacted] leurs [redacted] qui protestent [redacted] particulier contre les projets de réforme de l'enseignement supérieur. Le mouvement [redacted] commencé [redacted] Palerme il y [redacted] deux semaines et s'est étendu à Naples, Bari, Cagliari, [redacted] Florence, Bologne et Milan. Dans la capitale, les membres des comités d'occupation qui se réclament du Mouvement étudiant ont organisé une grande manifestation le mercredi 9 février qui [redacted] le lendemain suivie par une initiati[redacted] « partis démocratiques » [redacted] des syndica[redacted] aux élèves du [redacted].

Le recteur de l'université [redacted] Rome a été reçu par [redacted] président du conseil qui s'est engagé à hâter la construction d'une [redacted] univer-[redacted] zone périphérique de la ville. [redacted] pouvoirs publics [redacted] l'évolution [redacted] qui rappellent par certains aspects [redacted] débuts de la révolte [redacted].

Rome. — *« Cessez de me parler* [redacted] *en 1977*, [redacted] *l'Italie a changé.* » Cet animateur du « Mouvement étudiant », qu'approuvent de la tête une vingtaine de ses camarades, a sans doute raison. Il *n'empêche que plusieurs* [redacted] graffiti qui couvrent les murs, les portes et les *fenêtres* de *la faculté* des lettres et de philosophie se réfèrent au fameux *Sessantotto*. Soit explicitement en vantant *« le nouveau 68 »*; soit de manière indirecte par [redacted] *de style*, [redacted] des mêmes slogans. *« Soyons réalistes, demandons l'impossible »*, [redacted] écrit à la peinture rouge quelqu'un qui se souvenait de la Sorbonne, tandis qu'un autre a *griffonné dans* un coin cette explication significative : *« Nous ne voulons pas nous asseoir dans des fauteuils, mais seulement les renverser. »*

A *l'entrée de la cité universitaire* de Rome — un ensemble imposant construit *avant guerre* dans le pire style mus[redacted] — quelques militants vous fouillent [redacted] *pieds. Ceux-là* [redacted] *qui* ont affiché [redacted] la participation pour que *«* [redacted] *sion du travail au* [redacted] *ment »* et que *«* [redacted] *bourgeois soit* [redacted] ». [redacted] de fouille franchi, chacun [redacted] d'aller [redacted] veut, [redacted] qui lui plaît. Personne, en principe, ne commande à personne. *« Ce sont les assemblées qui décident, nous sommes contre les délégations de pouvoir »*, disent les meneurs, qui se défendent de l'être.

Ils se réclament du « Mouvement étudiant », comme en 1967-1968 lors des événements qui avaient précédé, sinon inspiré, ceux de Paris. *Le* terme est trompeur puisqu'il désigne des adversaires de toute association *organisée*. Le « Mouvement » n'est pas l'un de nos interlocuteurs. Comment le serait-il, *alors que les étudiants* appartiennent à des classes sociales différentes ? Mais il donne à sa lutte un contenu politique, tout en voulant rester autonome des partis. Du P.C., *tout d'abord, mais aussi* des groupes d'extrême gauche, accusés de vouloir s'approprier « le Mouvement ».

Celui-ci est-il marxiste ? La question *suscite des rires. « Il faudrait* [redacted] *que* [redacted] *je* [redacted] plus, [redacted] M. [redacted], *« qui est complice du gouvernement* [redacted] ».

De notre correspondant

La révolte est née [redacted] la suite [redacted] de M. [redacted] pu-[redacted] : [redacted] ser plusieurs [redacted] la même [redacted] par exemple, [redacted] anglais [redacted] *l'anglais*, [redacted] l'histoire) ; [redacted] un projet [redacted] à [redacted] l'enseignement supérieur puis [redacted] professionnelle, maîtrise, licence, doctorat). Les étudiants, qui se [redacted] en puissance, [redacted] une [redacted] pour [redacted] un [redacted] plus [redacted] marché [redacted] travail et *« privi-*[redacted] *riches, qui,* [redacted] *longues études »*.

[redacted] s'ajouter, le 1[er] février, [redacted] expédition [redacted] « [redacted] *une* [redacted] *d'utiliser les fascistes pour détruire no-*[redacted] *mouvement*, souligne-t-on ici. *Ainsi*, [redacted] *transformer* [redacted] *à laquelle* [redacted] *droits* [redacted] *clés, ce qui est en fait une lutte politique.* »

*Car* [redacted] du « Mouvement » ne [redacted] pas [redacted] « *la* [redacted] » : à part cette lutte [redacted] les [redacted] économiques comme le pré-salaire, [redacted] mener un [redacted] anti-*capitaliste.* « [redacted] *ce* [redacted] *un* [redacted] *geoisie*, [redacted] *le compromis historique.* » [redacted] pourquoi, comme en [redacted] contact avec [redacted] — *signe* [redacted] —[redacted].

La [redacted] pourtant [redacted] derrière [redacted] syndicats [redacted] « [redacted] », [redacted] un [redacted] Il se [redacted] que [redacted] s'étendra, malgré l'opposition [redacted] syndicalés [redacted] du parti commu-[redacted] un [redacted] progressif. « [redacted] »

ROBERT SOLÉ.

*([redacted] février.)*

# Le Portugal [redacted] l'Europe

Le premier ministre portugais, M. Mario Soares, a pris, lundi 14 février, son bâton de pèlerin pour aller *plaider* de Londres à Dublin, à Copenhague et à Rome une cause qui lui tient au cœur : l'entrée immédiate de son pays dans le Marché commun. La deuxième partie de cette tournée aura lieu au début du mois de mars, et débouchera sans doute, à Bruxelles, sur une présentation formelle de la demande d'adhésion.

Ce « retour en Europe » d'un pays qui fut longtemps tourné vers l'Afrique et à qui les révolutionnaires du 25 avril voulurent assigner une spécificité « tiers-mondiste » ne rencontre plus guère d'opposition au Portugal même. Seuls les communistes s'y opposent, estimant qu'une intégration européenne entraînerait « ipso facto » la remise en cause des « conquêtes de la révolution ».

Pour M. Soares, l'admission au sein de la C.E.E. constitue un objectif doublement prioritaire. Sur le plan politique, il juge qu'en ayant triomphé des « menaces » communistes en 1975-1976 il a délivré l'Europe d'un des problèmes les plus redoutables « depuis la dernière guerre ». Une telle victoire sur le totalitarisme au sud de l'Europe mérite selon lui d'être sinon « récompensée », du [redacted] officiellement.

Sur [redacted] économique, [redacted] gouvernement [redacted] dissimulé l'ampleur et l'urgence de [redacted] qu'il [redacted] l'Eu-[redacted] et du [redacted] monétaire international. Avec près de [redacted] milliard de dollars de dette extérieure, une inflation de 30 % et la nécessité d'importer, en 1977, pour plus de 200 millions de dollars de produits alimentaires, le Portugal demeure coincé entre une austérité nécessaire et les risques de nouvelles explosions de mécontentement.

Assuré de l'appui de ses principaux partenaires (P.P.D. et C.D.S.), M. Soares ne sera pas accueilli sans réticences dans toutes les capitales européennes. Si les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. ont accepté, le 8 février, le principe d'une adhésion portugaise, ils ont *assorti leur réponse de fortes* réserves. Plusieurs pays, la France et ceux du Benelux en particulier, souhaitent que le Portugal [redacted] d'abord [redacted] l'ordre dans [redacted] finances et rattrape son retard économique et social. Un « stage » de postulant devrait donc lui être imposé. D'autres, en revanche, comme la Grande-Bretagne et la R.F.A., appuient sans réserve la candidature de Lisbonne pour des [redacted] politiques. [redacted] illustre, [redacted] dirigeants portugais, [redacted] de [redacted] conceptions de l'Europe : [redacted] « égoïste » de [redacted] riches, [redacted] communauté démocra-[redacted] solidaire. Or la C.E.E., selon M. [redacted] ne [redacted] un simple « club de riches », et le Portugal a besoin de [redacted] — et d'argent — pour « remettre de l'ordre dans [redacted] maison ».

En [redacted] les [redacted] que [redacted] gouvernement [redacted] *devra vaincre participent aussi* d'autres motivations. Avec un secteur nationalisé dominant, une [redacted] contrôlée par [redacted] parti communiste, une réforme agraire brutalement [redacted] du Portugal [redacted] de la Communauté.

[redacted] Soares [redacted] user de [redacted] son éloquence pour [redacted] interlocuteurs. A Lisbonne, [redacted] met [redacted] en avant [redacted] conséquences désagréables qu'entraînerait un [redacted] de [redacted] européenne. S'il [redacted] heur-[redacted] trop longtemps [redacted] une [redacted] close — ou [redacted] — le Portugal [redacted] d'autre recours que de se tourner vers les Etats-Unis.

*(Lundi 14 février.)*

# LA POLÉMIQUE ENTRE MOSCOU ET PÉKIN

## La « Pravda » reprend ses attaques contre la politique chinoise interrompues depuis la mort de Mao

*La* Pravda *vient de relancer ses attaques contre la politique chinoise, qui avaient* [redacted] *suspendues depuis la* [redacted] *Mao.* [redacted] *reprise* [redacted] *la polémique par Moscou intervient alors que, le 28 janvier,* [redacted] *Ilyitchev,* [redacted] *soviétique* [redacted] *étrangères et principal négociateur sur* [redacted] *problème* [redacted] *entre l'U.R.S.S. et la Chine, avait eu un « entretien de courtoisie » avec* [redacted] *Huang* [redacted] *affaires étrangères. Il aurait présenté de* [redacted] *propositions.*

[redacted] *aux* [redacted] *véritablement interrompu la polémique. Ils souhaitent ouvertement que les* [redacted] *présence* [redacted] *Chine nouvelle a reproduit, jeudi 10 février, sur un ton approbateur, une récente* [redacted] *du* [redacted] *des* [redacted] *navales américaines dans le Pacifique, affirmant que cette présence est nécessaire afin de « contrebalancer la puissance militaire soviétique dans la région ».*

*D'autre part, un journal* [redacted] *chinois laisse entendre que les savants du pays mettent au point un nouveau missile balistique* [redacted] *Jusqu'à présent, le* [redacted] *ce* [redacted] *subi des retards, aucun engin opérationnel* [redacted] *(6 000 à* [redacted]

De notre correspondant

[redacted] — La [redacted] *soviétique* a repris le [redacted] la polémique [redacted] au lendemain de la [redacted] Tse-toung. La [redacted] a [redacted] fin [redacted] en publiant, [redacted] « [redacted] faux antisoviétiques », un [redacted] dirigeants chinois « de [redacted] *adver-*[redacted] *internationale* ». Le commentaire [redacted] ce qui [redacted] *qu'il a* [redacted] approuvé, [redacted] un [redacted] du parti.

Le [redacted] la [redacted] (prétexte, [redacted] mois [redacted] n'avaient que [redacted] du [redacted] ou [redacted] l'U.R.S.S.), [redacted] un communiqué publié fin janvier [redacted] d'une [redacted] « à la *propagation* [redacted] *l'expérience* [redacted] pétro-[redacted] Daqing ». [redacted] la *Pravda*, « les [redacted] *document*, [redacted] à [redacted] *problèmes strictement intérieurs*, [redacted] *livrés* [redacted] *antisoviétiques*. [redacted] *l'esprit* [redacted] *l'aggravation* [redacted] *Ayant* [redacted] *au mythe* [redacted] *depuis longtemps* [redacted] « [redacted] *soviétique* », [redacted] *l'U.R* [redacted] *ne* [redacted] *un seul instant* [redacted] *l'idée d'asservir la* [redacted] ».

[redacted] l'appui [redacted] dires, l'obser-[redacted] rappelle « *les multiples ini-*[redacted] *soviétiques* [redacted] *norma-*[redacted] *Chine* » : [redacted] *proposition* [redacted] *1969*, [redacted] des négociations fron-[redacted] qui se poursuivent toujours [redacted] Pékin, celles [redacted] 1971 con-[redacted] d'un [redacted] de non-recours *à la force* : celles [redacted] 1973 sur la [redacted] d'un [redacted] de non-[redacted] l'offre, enfin, d'organiser des [redacted] sino-soviétiques à n'importe quel [redacted] compris au [redacted] 1970 et en 1973. La *Pravda* conclut [redacted] *affirmant* que, « [redacted] *mois*, *l'U.R.S.S.* [redacted] *initiatives* [redacted] *pays.* [redacted] *l'U.R.S.S.* [redacted] *appré-*[redacted] *par l'opinion progressiste mon-*[redacted] ».

[redacted] à l'« *opinion* [redacted] » indique que [redacted] propositions qui auraient [redacted] de la polémique, [redacted] télégrammes [redacted] condoléances au [redacted] la [redacted] Mao (télégrammes qui [redacted] par [redacted] destinataires), [redacted] *publication* de commentaires reprenant les anciennes propositions soviétiques et suggérant, sans faire la moindre concession quant au fond du conflit, une reprise *ou un développement des liens culturels*, sportifs et commerciaux entre les deux pays. *Mentionnons enfin le* retour à Pékin, le 27 novembre dernier, de M. Ilyitchev, vice-ministre soviétique des [redacted] étrangères, [redacted] chef de la délégation de l'U.R.S.S. *aux négociations frontalières*, suspendues pendant dix-huit mois.

### Réplique à l'appui chinois aux « dissidents » ?

Le commentaire de la *Pravda* corrobore les rumeurs qui courent à Moscou depuis deux semaines et selon lesquelles les négociations n'auraient [redacted] aucun progrès. [redacted] qu'elles [redacted] *aucune* périodicité [redacted] source diplomatique chinoise, [redacted] rejette [redacted] de l'impasse sur [redacted] ; du [redacted] on accuse [redacted] Chinois [redacted] n'être [redacted] bonne volonté [redacted] d'exiger toujours [redacted] *reconnaissance* [redacted] cielle de l'« illégalité » des traités [redacted] lesquels le régime [redacted] à [redacted] une partie de la Sibérie [redacted].

Tout en relançant [redacted] sur un possible [redacted] de M. Ilyitchev à [redacted] l'initiative [redacted] la [redacted] intrigue [redacted] : [redacted] la [redacted] l'U.R.S.S. [redacted] de l'apaisement [redacted] du Kremlin [redacted] de [redacted] tenir à cette ligne, au [redacted] ce [redacted] politique [redacted] *ce qui* [redacted] loin [redacted] L'U.R.S.S., [redacted] également, n'avait [redacted] à « braquer » un peu [redacted] les dirigeants [redacted] amé-[redacted] à réexaminer [redacted] Etats-Unis, [redacted] dotés [redacted].

Il [redacted] encore [redacted] élément [redacted] à changer [redacted] *parti-*[redacted] irrité [redacted] l'appui que [redacted] a [redacted] aux « [redacted] » du [redacted] et par [redacted] propa-[redacted] « [redacted] *soviétique* ». [redacted] avec [redacted] *qui a* [redacted] déclenchée [redacted] Etats-[redacted] Europe [redacted] depuis quelques [redacted].

JACQUES [redacted]

*(Vendredi [redacted] février.)*

# MALI : des militaires en quête d'idées

*(Suite de la première page.)*

L'article 76 de la Constitution [redacted] pen[redacted] (jusqu'en 1984) [redacted] *du parti, du gouvernement,* [redacted] *l'Assemblée* [redacted] *bureaux syndicaux* », tous ceux qui ont [redacted] quelconque responsabilité politique sous le régime défunt. Des centaines d'anciens dirigeants — élus, administrateurs, [redacted] — sont ainsi frappés d'exclusive et tenus à distance des centres de décision.

Comme c'est souvent le cas en Afrique, le parti unique malien absorbera en priorité [redacted] fonctionnaires de l'appareil de l'Etat, souvent peu politisés, mais pour qui la carte [redacted] représente avant tout un gage de respectabilité. « *L'armée trouvera des carriéristes pour grossir les rangs du parti,* nous dit un opposant farouche. *Les paysans, eux, adhéreront pour éviter les ennuis avec l'administration locale. Le peuple n'a été associé, à aucun moment, à cette entreprise. Les statuts et le règlement intérieur ont été rédigés par des personnages à la solde du régime. Les militaires parlent de centralisme démocratique, mais ce parti n'est pas démocratique, encore moins populaire.* » D'autres, saluent l'événement avec ardeur, tel ce haut fonctionnaire qui nous assure : « *Un Etat sans parti, c'est un Etat sans vie.* » Les travaux de réfection de l'Assemblée nationale ont repris, près du marché de Bamako. Toutefois, le parti, pour l'instant, n'existe que sur le papier. Ce qui importe, c'est que l'armée a déclenché un processus et s'est fixé une échéance. Mais le colonel Moussa Traoré, en quête [redacted] populaire, pourrait bien, au terme de la période transitoire, [redacted] pour lui-même le verdict du suffrage universel.

## Une opposition domestiquée

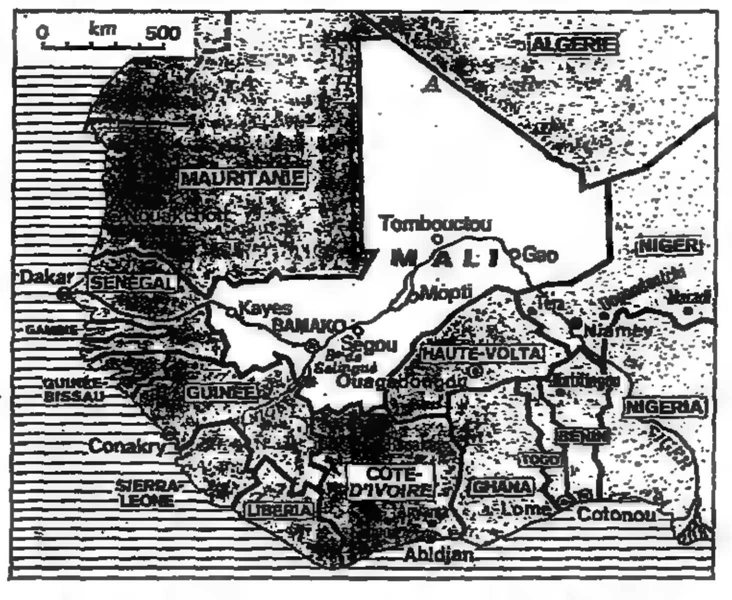
En attendant, le pays demeure dirigé par une équipe de deux colonels et neuf lieutenants-colonels rassemblés au sein [redacted] C.M.L.N. [redacted] le gouvernement, les techniciens civils [redacted] majo[redacted] de [redacted] qui tient, semble-t-il, à rester l'arbitre de [redacted] n'encourage aucun « culte » à [redacted] endroit. Certains membres [redacted] son entourage [redacted] la [redacted] réputation de discrétion. [redacted] est le cas du bouillant directeur de la sûreté, le lieutenant-colonel Tiekoro Bagayoko, connu pour ses accès de colère et ses excès de langage et considéré souvent comme l'un des deux « *hommes forts* » du régime, l'autre étant le lieutenant-colonel Kissima Doukara, ministre de la défense, de l'intérieur et de la sécurité. Malgré leurs dissemblances, les membres [redacted] *C.M.L.N.* paraissent liés par [redacted] corps et d'intérêts.

[redacted] régime, autoritaire par nature et par inclination, a réduit ses adversaires au [redacted] Mêlant répression et noyautage, il a [redacted] dirigeants syndicaux. [redacted] le règne de M. [redacted] Keita, l'Union [redacted]nale des [redacted] maliens (U.N.T.M.), syndicat unique, actif et structuré, très intégré à l'appareil d'Etat, passait, à juste titre pour le fer de lance de la politique socialiste. L'armée tenta de l'amadouer, puis de le conquérir avant d'emprisonner plusieurs de ses dirigeants en 1971. Les autres durent se soumettre : « *Nous nous sommes mesurés avec les militaires,* raconte un syndicaliste. *Nous savons de quoi ils sont capables. Mais ils savent aussi que nous sommes tenaces. Hélas ! Nous sommes conscients de nos faiblesses. Il a fallu composer. Ainsi, nous avons conservé nos anciens statuts, mais nous avons préféré gommer la référence au socialisme. Le chef de l'Etat nous consulte souvent, officiellement ou non. Nous sommes pour la participation responsable.* » Un léger vent de fronde — le trait est [redacted] porter au crédit du régime — souffle [redacted] les colonnes de *Bara*[redacted] la feuille mensuelle de l'U.N.T.M., dont les [redacted] qu'il faut « [redacted] *jalousement les* [redacted] *peuple* ».

Les autres organisations populaires ont été domestiquées, qu'il s'agisse des associations de jeunesse, des syndicats d'étudiants ou de l'Union nationale des femmes du Mali, animée désormais par les épouses d'officiers. Cette sollicitude officielle à l'égard des mouvements de masse qui, bientôt, deviendront les satellites du parti unique, décourage toute initiative et aggrave l'hémorragie d'intellectuels et de cadres, déjà particulièrement sensible. Le phénomène, toutefois, n'inquiète pas, outre mesure, les responsables. « *Le pays possède assez de diplômés,* fait valoir M. Moustapha Soumare, ministre de l'éducation nationale. *Ce qui nous gêne avant tout, c'est le manque d'argent, la pénurie de locaux et de matériel.* » « *Nous formons des inutiles,* reconnaît un professeur. *L'école normale supérieure de Bamako est engorgée, les bacheliers littéraires sont pour la plupart voués au chômage. Tout le monde ne peut pas devenir chef de cabinet.* » Malgré les progrès enregistrés depuis la réforme universitaire de 1962, entreprise hardie qui créa notamment cinq grandes écoles professionnelles — le taux de scolarisation est estimé à 20 % seulement (8 % en 1960).

Tous les cadres n'éprouvent *pas* des sentiments identiques à l'égard de l'équipe au pouvoir. Certains techniciens, surtout parmi les plus jeunes, lui font confiance au nom de l'intérêt national : « *Ce gouvernement est loin d'être parfait,* nous confie l'un d'eux, *mais il devient peu à peu crédible. Et puis, si les intellectuels ne participent pas à l'œuvre de développement, qui la fera ? D'ailleurs, la plupart des censeurs du régime sont coupés des réalités rurales.* » Tel n'est pas l'avis d'un brillant « *intellectuel de gauche* » qui, à trente-cinq ans, se morfond dans un emploi secondaire et lit un livre par jour pour oublier son amertume et tromper son ennui.

Il s'insurge contre l' « *arbitraire* » et la « *dissolution des mœurs* », [redacted] pêle-mêle la floraison [redacted] night-clubs, les [redacted] l'apparition de [redacted] jeunes. Son gauchisme puritain, son rigorisme religieux (60 % des Maliens sont musulmans), le rattachement à un courant idéologique original, qui attend le jour où surgira des casernes un noyau de prétoriens purs et durs, mais il est conscient, de l'isolement de « *l'opposition civile* » : « *L'armée malienne est très fermée. Même si elle compte des soldats mécontents, nous pouvons difficilement nouer des contacts avec eux* », nous dit-il.




**Superficie : [redacted] kilomètres carrés, soit plus de [redacted] fois celle de la France. Popul[redacted] : 5 600 000 habitants (estimation [redacted] : Bamako. Villes principales : Segou, Mopti, Gao. Tom[redacted] économiques : cultures vivrières (riz, mil, sorgho, maïs) ; cultures d'exportation (arachides, coton) ; bovins.**

### Le souvenir de M. Modibo Keita

Au fil des ans, le régime s'est consolidé. Le quadrillage policier est efficace. Les opposants les plus têtus, enseignants ou fonctionnaires, sont étroitement surveillés. A en juger par les discours officiels, la fermeté est de rigueur dans les allées du pouvoir. Deux déclarations officielles en témoignent : « *Nous gouvernons à coup de décrets, d'ordonnances et même verbalement... S'il le faut, nous marcherons sur vos corps pour faire respecter la légalité telle que nous l'entendons* », a dit, sans s'encombrer de nuances, le lieutenant-colonel Tiekoro Bagayoko. « *L'armée ne faillira pas à son devoir... Elle ne laissera jamais le pouvoir entre les mains des anarcho-syndicalistes* » a promis, pour sa part, le chef de l'Etat.

Pourtant, de l'aveu même des opposants, les geôles maliennes abritent « *seulement* », chiffre modeste sur ce continent, vingt-cinq prisonniers politiques incarcérés en deux vagues successives. Treize dignitaires de l'ancien régime, arrêtés lors du putsch de 1968, purgent leur neuvième année de détention sans jugement, au camp de travail de Kidal, dans le « *grand nord* » saharien. Les autres détenus, militants du « *Regroupement des patriotes maliens* », furent appréhendés pour avoir diffusé un tract dénonçant la « *farce électorale* » que constituait, à leurs yeux, le référendum du 2 juin 1974 [redacted] projet [redacted] fut approuvé par 99,71 [redacted] « *oui* »).

[redacted] premier groupe figure le président déchu Modibo Keita. La rumeur de sa prochaine libération court régulièrement [redacted] Bamako. [redacted] président Moussa Traoré balaie d'un geste, devant nous, ces « *pures spéculations* » et assure que ses « *intentions* » à ce sujet « *seront portées à la connaissance du peuple malien au moment approprié* », avant de conclure : « *Mes contacts avec Modibo Keita* [redacted] *jamais* [redacted] *rompus* » Est-il vrai, comme certains l'affirment ici, que [redacted] ont, [redacted] plusieurs reprises, [redacted] *conseil* » au détenu ?

Quelle image M. Modibo Keita a-t-il laissée dans la mémoire collective des Maliens ? Les faiblesses et abus de l'expérience socialiste sont presque unanimement reconnus : dogmatisme, embrigadement, excès de zèle de la milice, inflation, blocage des salaires. « *Je n'ai pas été augmenté pendant huit ans* », nous dit — amer — un chauffeur de ministère. Mais, peu à peu, ces mauvais souvenirs s'estompent. Les critiques visant la personne de l'ancien chef de l'Etat sont très rares. On s'en prend plutôt à son « *entourage* ». Car les Maliens n'ont pas oublié son charisme, sa forte personnalité. Aucun dirigeant actuel ne jouit d'un tel prestige.

De ce fait, l'héritage n'est pas facile à assumer. L'armée affirme, avec énergie, son intention de préserver les « *acquis du peuple* », tout en infléchissant nettement la ligne « *socialiste* » de l'ancien régime. Le mot « *socialisme* », au demeurant, a perdu ici, depuis longtemps, sa fascination. Les militaires sont, malgré eux, prisonniers de l'idéologie et des schémas qui ont régné au Mali pendant près de dix ans. Ils n'osent aller jusqu'au [redacted] de leurs choix, renier totalement le passé. Peut-[redacted] se sont-ils rendu compte que, [redacted] certains [redacted] l'expé[redacted] précédente [redacted] ou d[redacted] irréversib[redacted] économique du régime souffre, en [redacted] cas, de ces hésitations.

*(Samedi [redacted] février.)*

## II. — Une agriculture en progrès

Bamako. — Vu du dixième étage de l'imposant hôtel de l'Amitié — cadeau de Nasser, — le pont qui enjambe les eaux grises du Niger ressemble à une longue chenille métallique miroitant au soleil. [redacted] métamorphose [redacted] renouvelle quatre fois par jour, aux heures d'ouverture et [redacted] fermeture [redacted] Le spectacle d'un tel embouteillage [redacted]bile peut surprendre [redacted] l'un [redacted] trois pays [redacted] pauvres [redacted] planète, crédité par les statistiques [redacted] l'O.N.U. d'un [redacted] annuel [redacted] par habitant. Certains habitants de Bamako vivent au-dessus des moyens de la nation. *Barakela,* organe officiel du syndicat unique, évoque « *les villas somptueuses construites par celui-ci ou celui-là, à partir des prêts de l'Etat et dont le loyer sert à en construire d'autres* » avant d'ajouter : « *Ce n'est un secret pour personne que nous vivons à l'heure du profit individuel.* »

Dès son [redacted] au pouvoir, la « [redacted] *vaillante armée* » malienne, qui n'était guère préparée à gérer le pays, se fixa pour premier objectif de mener à bonne fin le « *redressement économique et financier* ». Toute œuvre de développement se heurte ici à des obstacles persistants : pauvreté chronique, étendue et sous-peuplement du territoire, médiocrité des ressources minières, absence d'accès à la mer. Ces problèmes de fond s'aggravèrent encore à partir de 1968, du fait de la « Grande Sécheresse » sahélienne. En outre, l'armée hérita d'une bureaucratie coûteuse et largement inefficace, mise en place au lendemain de l'indépendance pour éliminer peu à peu le capital étranger des secteurs d'intérêt général : transports, travaux publics, commerce extérieur, recherche minière. Après le putsch, beaucoup prédirent la liquidation des fameuses « sociétés d'Etat », legs de l' Option socialiste » définie par le régime de M. Modibo Keita. Il n'en fut rien. Pour le président Moussa Traoré, certaines réalisations correspondaient à une « *exigence profonde de la population* ». L'armée refusa d'y porter atteinte, renforçant même le secteur public par la création de sociétés nouvelles.

Le [redacted] compte au[redacted] vingt-huit sociétés et entreprises d'Etat, [redacted] ou commer[redacted] qui, sous le patronage d'un ministère de tutelle, jouissent [redacted] Le régime militaire, pas plus que son prédécesseur, n'a su maîtriser la gestion d'un « secteur socialiste » qui pèse lourdement sur les finances nationales. C'est un fardeau qu'il n'ose pas jeter par dessus bord. Or, il faudrait à l'évidence réorganiser de fond en comble les sociétés d'Etat, transformer nombre d'entre elles en sociétés d'économie mixte plus rentables, effectuer des [redacted] claires dans les budgets et le personnel d'une administration hypertrophiée. Les mesures prises en ce sens, conformément aux conclusions d'une commission nationale de réforme administrative (C.N.R.A.), sont restées timides.

[redacted] militaires, il est vrai, ne souhaitent pas s'aliéner totalement la petite bourgeoisie administrative, principal soutien de l'ancien régime, qui lutte pied à [redacted] pour préserver ses privilèges. « *Nous sommes opposés à de telles réformes,* nous dit un dirigeant syndicaliste. *Le vrai problème est ailleurs. Il s'agit de remédier à des abus précis. Les directeurs de* [redacted] *sont trop souvent incompétents ou malhonnêtes. L'Etat, premier client de ces entreprises, ne peut à la fois les piller et exiger d'elles qu'elles soient rentables. Il doit d'abord acquitter ses factures. Nous souhaitons d'ailleurs instaurer une cogestion pour que les travailleurs aient leur mot* [redacted] *dire.* »

### Corruption et mauvais payeurs

Autre échec du régime : la corruption est florissante. *Barakela* dénonce « *la gabegie et le népotisme des fonctionnaires les mieux placés de l'Etat* ». L'enrichissement de certains dirigeants n'est guère discret. Qui ne connaît à Bamako le « château de la sécheresse », somptueuse résidence construite par l'armée grâce à l'argent destiné aux victimes du fléau ?

Des officiers font fortune dans l'immobilier, achètent maisons et vergers. A peine livrées chez les concessionnaires de la capitale, les luxueuses voitures étrangères s'enlèvent par dizaines et sont payées comptant. Le « *monnayage des signatures* » est chose courante. « *Celle d'un ministre vaut autour de 1 million de francs* » *(1),* nous assure un *homme d'affaires étranger.* Pour des raisons géographiques évidentes, la *contrebande reste importante.* La profession de douanier, fort mal payée, exerce un curieux attrait, et plusieurs centaines de jeunes gens se sont présentés en 1976 au concours des gardes-frontières. La persistance de ces pratiques a gravement terni l'image de marque des militaires.

« *Magasin fermé pour non-paiement d'impôts* » : les écriteaux de ce genre ne sont pas rares dans les rues de Bamako. Depuis quelques mois, le gouvernement a lancé une nouvelle offensive contre les commerçants « mauvais payeurs ». La fiscalité a toujours été très lourde au Mali, suscitant une importante évasion, longtemps admise par les autorités. « *Il y a eu trop de tolérance,* admet le lieutenant-colonel Filifing Sissoko, secrétaire permanent du comité militaire. « *Beaucoup d'arriérés ne sont pas acquittés. Nous donnons aux commerçants la possibilité* [redacted] *Qu'ils règlent leurs dettes.* » Cette sévérité soudaine a entraîné une vague d'arrestations de commerçants et la mise sous scellés de quelques dizaines de magasins.

En l'occurrence, les mesures qui ont regarni pour un temps l'escarcelle de l'Etat pourraient bien être, à terme, aussi graves que [redacted] Les [redacted] maliens *(dioula).* [redacted] des marchands d'or [redacted] du Moyen Age, avaient accueilli la chute de Modibo Keita avec une joie non dissimulée. L'ancien président s'en était fait des ennemis en étatisant partiellement le secteur commercial et en réglementant strictement la profession. D'emblée, *les dioula devinrent* les meilleurs alliés du nouveau régime. L'idylle ne dura pas. Très vite, le gouvernement fustigea le *comportement « antinational »* des commerçants. Cette petite guerre *entre les militaires* et les *milieux* d'affaires a provoqué, en septembre 1976, une crise de confiance qui n'a pas cessé. En quelques jours, les comptes en banque se sont dégarnis. Les commerçants de Bamako ont pris soin de demander, à leurs correspondants à l'étranger de ne plus transférer de capitaux au Mali.

Si le pouvoir s'est durci, c'est qu'il affronte de graves difficultés de trésorerie. La balance des paiements demeure déficitaire, tandis que la France verse, pour équilibrer le budget, une subvention [redacted] s'élève à 3 milliards de francs maliens (30 millions de francs français). L'ensemble de [redacted]blique française dépasse 185 millions de francs français.

Toutefois, les militaires se targuent à bon droit, dans le domaine agricole, d'un succès capital. La production céréalière a, en effet, très nettement progressé en 1976, dépassant parfois, avec deux ans d'avance, les pré[redacted] du plan quinquennal. Quelques chiffres illustrent cette réussite : la production de mil, [redacted]gho, [redacted] passée [redacted] 800 000 tonnes en 1974-1975 à 1 million de tonnes en 1975-1976 ; celle du paddy, de 210 000 tonnes à 300 000 tonnes. Un essor analogue est sensible en ce qui concerne l'arachide et le coton, devenu le premier produit d'exportation. La production vivrière globale n'a fait — semble-t-il — que retrouver le niveau enregistré avant la sécheresse. Toutefois, aux yeux des autorités, la clé du succès doit être cherchée surtout dans la multiplication des opérations de développement rural. « *Nous avons voulu mobiliser les paysans autour de réalisations concrètes et avec leur consentement,* explique un haut fonctionnaire. *L'ancien régime avait trop politisé les campagnes. Les paysans étaient devenus méfiants. Ils rejetaient en bloc les coopératives, qu'ils jugeaient trop contraignantes. Ils avaient l'impression de revivre l'époque coloniale du travail forcé. On les inondait de paroles mielleuses, tout en les menant à la cravache. Aujourd'hui, ils apprennent à organiser eux-mêmes la production. Dès qu'ils constatent l'intérêt concret d'une mesure, ils se mobilis*[redacted] *encadreurs sont très vite dépassés par les* [redacted] *des paysans.* »

Le [redacted] brillant. En raison de la médiocrité des moyens de transport et de l'insuffisance des entrepôts, la campagne de commercialisa[redacted] produits agricoles a coûté, en 1976, [redacted] milliards de francs maliens à l'Etat (le budget national est en 1977 de 56 milliards). De plus, si le ravitaillement des villes s'est très nettement amélioré, les prix des denrées courantes (riz, sucre, viande, huile) ne se sont pas stabilisés pour autant.

Dans le domaine industriel (20 % du revenu national), le besoin d'attirer les capitaux étrangers a conduit les militaires à élaborer un nouveau code des investissements nettement plus libéral. Les entreprises étrangères [redacted] d'impôts pendant [redacted] ans. [redacted] a favorisé la [redacted] de petites uni[redacted] mis [redacted] sur la recherche géologique et minière. L'abandon en 1975, par la compagnie pétrolière Texaco, des forages entrepris depuis plusieurs années a incité les autorités à accélérer la délivrance de nouveaux permis. « *Notre politique en la matière est très pragmatique,* souligne M. Lamine Keita, ministre du développement industriel et du tourisme. *Nous ne posons aucune condition préalable, hormis le respect des intérêts nationaux.* »

C'est aux Occidentaux et [redacted] à la France qu'incombe la [redacted] de financer l'essentiel du [redacted] malien. Depuis le retour du [redacted] dans la zone franc, Pari[redacted]tit, évidemment, la conv[redacted] du franc malien. En collaboration avec le Fonds européen de développement (FED) de Bruxelles et la Banque mondiale, le Fonds d'aide et de coopération (FAC) participe au développement agri[redacted] Il [redacted] associé à la création du barrage-réservoir de Sélingué, ouvrage ambitieux qui, avant cinq ans, permettra d'irriguer 55 000 hectares tout en fournissant un potentiel énergétique de 22 000 kW. Le colonel Moussa Traoré nous a assuré « *placer de grands espoirs* » dans le [redacted] du pré[redacted]ent Giscard d'Estaing.

Les militaires n'ont pas renversé les courants d'échange établis sous l'ancien régime, qui se tournait vers les pays de l'Est. Ils sont seulement devenus plus prudents. « *Nous nous sommes rendu compte que la coopération avec certains pays socialistes était décevante,* reconnaît un responsable. *Il fallait par exemple attendre des pièces de rechange pendant de longs mois.* » Cependant, les échanges avec l'U.R.S.S. restent importants. Plusieurs dizaines de médecins et de professeurs soviétiques travaillent [redacted] Des géol[redacted] partic[redacted] depuis dix ans à la prospection et à l'exploitation du gisement d'or de Kalana. L'armée [redacted] l'U.R.S.S. une im[redacted]e militaire, en [redacted] et en instructeurs. Quant à l'aide de la Chine, « *elle correspond* [redacted] *à l'idée que nous nous faisons de la coopération,* [redacted] des dirigeants de la diplomatie malienne. *Les* [redacted] *parlent notre langue, cherchent à s'intégrer au milieu. En outre, l'assistance* [redacted] *onéreuse.* » Autant [redacted] qualités fort appréciées au Mali, où Pékin a livré plusieurs [redacted] « clé [redacted] main [redacted]

Grâce à d'habiles et discrètes [redacted] le Mali tire un bon parti de ses multiples amitiés. Pourtant, ce subtil équilibre des influences [redacted] ne suffit pas à faire oublier que les militaires, huit ans après avoir quitté leurs casernes, n'ont pas réussi beaucoup mieux que leurs prédécesseurs civils dans la très difficile entreprise d'assurer aux citoyens d'un pays défavorisé une participation aux décisions qui les concernent et un niveau de vie satisfaisant.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

FIN

*(Lundi [redacted] février.)*

(1) 1 franc malien = 0,01 F.F.

هكذا من الأصل

# FRANCE

## Le voyage de M. Giscard d'Estaing en Bretagne

# M. Chirac [redacted] se sent « [redacted] tout concerné » par les admonestations du président de [redacted] République

**Dans le discours qu'il a prononcé [redacted] février [redacted] Ploërmel au terme de son voyage [redacted] deux jours [redacted] Bretagne, M. Valéry Giscard d'Estaing [redacted] fermement admonesté non seulement l'opposition mais également la majorité.**

**Les [redacted] du chef [redacted] l'Etat ont [redacted] vivement critiqués par M. Claude [redacted] national du P.S., et par M. René Andrieu, membre du comité central [redacted] P.C.F., éditorialiste [redacted] « l'Humanité », mais ils n'ont guère [redacted] commentés par [redacted] de la majorité. [redacted] Chirac, président du R.P.R., [redacted] borné [redacted] indiquer qu'il ne se sentait « [redacted] du tout [redacted] ».**

**M. Mitterrand, qui était le 9 février l'invité de France-Inter, [redacted] estimé [redacted] le chef de l'État, qui « ne peut plus justifier [redacted] action qu'en parlant au futur », veut « [redacted] la peur ». (Lire [redacted])**

[redacted] région du Centre, [redacted] 24 [redacted] 25 janvier, M. Raymond Barre [redacted] plu, à diverses [redacted] à [redacted] « [redacted] », la « [redacted] », la « [redacted] » qui « [redacted] l'agitation et recherche la [redacted] ». Le [redacted] montré que [redacted] Bretagne [redacted] fait [redacted] cette [redacted] idyllique, [redacted] contestataires ayant [redacted] nombreux et bruyants [redacted] Dinan, [redacted] Quimper, peut-être M. [redacted] taing, [redacted] chamailleries [redacted] la « [redacted] » qui [redacted] majorité, en a-t-il [redacted] un surcroît d'agacement.

[redacted] en tout [redacted] sur un ton ferme, et par [redacted] agressif, qu'il [redacted] adressé, [redacted] février, [redacted] population [redacted] Ploërmel [redacted] au pays tout [redacted] qu'on l'avait [redacted] passif [redacted] l'événement [redacted] ses ergots et a [redacted] l'impression [redacted] vouloir [redacted] la fois se [redacted]

Rappelant sans cesse qu'il [redacted] président de la République (une [redacted] un [redacted] profond ?), affirmant la [redacted] primauté du [redacted] l'Etat, M. [redacted] d'Estaing [redacted] rien dit [redacted] plus [redacted] que l'on [redacted] à [redacted] 17 janvier (réunion [redacted] 1er février (conversation avec quelques [redacted] Françaises et de Français) : mais il [redacted] sur [redacted] autre ton [redacted] en [redacted] eu, [redacted] l'on [redacted] dire, [redacted]

[redacted] tout d'abord l'opposition, l'orateur [redacted] avec vigueur [redacted] M. [redacted], qui [redacted] depuis bien [redacted] cas [redacted] la gauche aux [redacted] législatives de [redacted] prochaines [redacted] qu'à « [redacted] se [redacted] » [redacted] voulant [redacted] n'ayant [redacted] commun [redacted] Mahon, M. [redacted] taing, « président [redacted] Français », [redacted] signifié au nouveau [redacted] qu'il [redacted] « [redacted] président de la République [redacted] ses fonctions » [redacted] il [redacted] « [redacted] preuve d'un [redacted] d'arrogance [redacted] d'un [redacted] de [redacted] ».

Les [redacted] ont [redacted] il leur a néanmoins [redacted] indiqué [redacted] ambiguïté [redacted] ils remporteraient une victoire [redacted], ils n'auraient [redacted] imposer [redacted] « [redacted] » au président, [redacted] qu'il ne leur appartient [redacted] « lui [redacted] ». Il [redacted] bien [redacted] qu'il [redacted] « [redacted] volonté [redacted] Français, démocratiquement exprimée, [redacted] leur [redacted] ». mais M. [redacted] d'Estaing ne [redacted] pas plus loin. Il « dira, [redacted] venu, [redacted] pour la [redacted] », [redacted] pour [redacted] il [redacted] sur sa [redacted] son impatience M. [redacted] qui [redacted] le 6 février, sur les antennes d'Europe 1 : « Il [redacted] M. Giscard [redacted] a [redacted] un pas de [redacted] dans la voie [redacted], mais il n'est [redacted] allé jusqu'au bout. » [redacted] dans lequel M. Chirac [redacted] jugé [redacted] de ne [redacted] le 8 février, [redacted]

N'étant [redacted] du [redacted] disposé [redacted] « [redacted] » [redacted] de l'opposition — « qu'on ne [redacted] moi pour [redacted] tions, pour [redacted] Français [redacted] », — [redacted] la République stigmatise l'opposition, qui n'offre, [redacted] l'en croire, que l' « [redacted] » [redacted] désorganisation de [redacted], mais il lance également un sévère avertissement [redacted] le comportement pour[redacted] toujours [redacted] lui [redacted] de la majorité. M. Chirac [redacted] qu'il ne se [redacted] « concerné », mais il ne peut pourtant pas ne pas prendre pour lui [redacted] qu'il [redacted] « [redacted] l'action du [redacted] de la République tout en proclamant son attachement [redacted] l'ins[redacted] ». Le grief [redacted] pas [redacted]

[redacted] R.P.R. doit [redacted] ce n'était [redacted] fait, que [redacted] par [redacted] « tout [redacted] plan [redacted] en cause, il [redacted] porterait [redacted] moins pour partie la responsabilité. Le discours de [redacted] pas [redacted] « [redacted] » complète et [redacted]

[redacted] premier [redacted], gratifié [redacted] satisfecit [redacted], est confirmé dans [redacted] lourde [redacted] qui lui avait été confiée le 17 janvier : « M. [redacted] Barre, [redacted] lui [redacted] de [redacted] et il le fera [redacted] tout mon appui. » [redacted] appui [redacted] suffisant, [redacted] décrète-t-elle ? [redacted] du chef du [redacted] dans la [redacted] Paris » n'incitent [redacted] qu'il [redacted] à s'imposer [redacted] et il n'est pas [redacted] tout évident qu'il [redacted] à [redacted] plier le R.P.R., [redacted] », M. Chirac, n'avait pu [redacted] ni [redacted] centristes ni les « [redacted] »

Un autre problème, bien [redacted] est [redacted] de l'autorité [redacted] la République lui-même. M. [redacted] s'est montré fort [redacted] en rappelant [redacted] M. Chirac et [redacted] ses amis le [redacted] « [redacted] primauté du président [redacted] la République » et en leur [redacted] que « [redacted] ce [redacted] qui [redacted] de Gaulle [redacted] la France, il n'y a [redacted] », [redacted] il [redacted] pas tout dit. Il a [redacted] mentionner que le fondateur [redacted] République, [redacted] du suffrage universel [redacted] à partir [redacted], ne répugnait pas [redacted] s'assurer de temps à autre, notamment par [redacted] référendum, que la confiance du pays ne lui [redacted] pas [redacted]

L'autorité [redacted] encore autorité ?

**RAYMOND BARRILLON.**

*([redacted] 10 février.)*

## A Ploërmel

# « Qu'on ne compte pas sur moi pour renoncer à défendre les idées sur lesquelles les Français m'ont élu »

Mardi soir 8 février, à Ploërmel, [redacted] de son voyage en Bretagne, M. Giscard d'Estaing a traité successivement du maintien des cultures régionales, du plan de redressement économique et de la politique française.

Nous publions ici les passages les plus importants de son discours.

### POLITIQUE : trois choses que je n'accepterai pas.

La dernière partie de l'allocution présidentielle a [redacted] aux questions politiques. « *La politique française*, a souligné M. Giscard d'Estaing, *n'est pas le monopole de quelques spécialistes ou la propriété des dirigeants des partis. La politique française, c'est* [redacted] *droit inaliénable et inconfiscable pour les Français de juger et de décider eux-mêmes.*

» *Chargé* [redacted] *supérieurs du pays, il* [redacted] *a trois choses que* [redacted] *accepterai pas.*

» *D'abord, je ne permettrai pas qu'on touche aux institutions. J'en suis le garant. Le peuple français les a démocratiquement adoptées. Il m'en a démocratiquement confié la protection. Cette protection sera assurée.*

» *Cela veut dire notamment qu'il n'appartient pas au secrétaire général du parti communiste d'autoriser ou de ne pas autoriser le président de la République française à exercer ses fonctions. Le secrétaire général du parti communiste se trompe de régime. Je l'invite à faire preuve d'un peu moins d'arrogance et d'un peu plus de républicanisme lorsqu'il parle du président élu des Français.*

» *Cela veut dire aussi qu'il n'appartient pas à tel ou tel responsable de l'opposition de décider à quelles conditions, en cas de succès de ses amis aux élections, pratiquant ainsi la politique imprudente de la peau de l'ours, ceux-ci voudront bien laisser le président de la République exercer les fonctions que le peuple lui a légalement confiées et lui dicter à l'avance ses décisions. Ces conditions sont sans objet. Le texte de la Constitution me suffit pour exercer pleinement mes responsabilités.*

### La primauté du président de la République.

» *Cela veut dire également qu'il faut cesser de contrecarrer l'action du président de la République tout en proclamant son attachement* [redacted] *présidentielle* [redacted] *du président de* [redacted] *est* [redacted] *pierre angulaire de nos institutions. Hors de la reconnaissance de ce fait, qui est le legs essentiel du général de Gaulle à la France, il n'y a pas de tradition gaulliste.*

» [redacted] *veut dire* [redacted] *au gouvernement* [redacted] *au premier ministre nommé par le président* [redacted] *la conduite des* [redacted] *quotidiennes* [redacted] *le premier ministre ni les* [redacted] *du gouvernement ne sont désignés par les partis, et d'ailleurs, si c'était le choix des partis, chacun sait qu'ils n'auraient pas proposé Raymond Barre. Si je l'ai choisi et si je l'ai nommé, c'est parce que l'économie française avait besoin d'être redressée et que j'ai jugé qu'il en avait la capacité. Sa compétence, son dévouement, son courage, s'affirment tous les jours.*

» *Ensuite, je ne permettrai pas que les divisions, le bruit et l'agitation* [redacted]*promettent le redressement économique de la* [redacted] *C'est l'intérêt national qui est ici en jeu. Les querelles de boutiques, les rivalités de personnes,* [redacted] *s'effacer devant lui. Un grand effort est en cours. C'est la priorité des priorités. Rien ne doit compromettre son déroulement.*

» *Enfin, je ne permettrai pas non plus que l'unité nécessaire au succès de la majorité soit compromise par la discorde. La majorité n'a pas à être un bloc* [redacted] *Elle comprend plusieurs familles. Chacune* [redacted] *ces* [redacted] *s'exprimer* [redacted] *couleurs* [redacted] *ses idées pour le plus grand bien de l'ensemble. Là-dessus, plus de difficultés. Mais, pour l'emporter, la majorité doit impérativement rester unie, c'est-à-dire organisée. La majorité doit être unie autour de l'action du gouvernement* [redacted] *premier ministre* [redacted] *prédécesseurs* [redacted] *fait,* [redacted] *le rôle* [redacted] *premier* [redacted] *de coordonner l'ensemble* [redacted] *la majorité. C'est pourquoi M. Raymond Barre,* [redacted] *animera* [redacted] *la campagne législative* [redacted] *1978, et* [redacted] *avec* [redacted] *mon appui.*

### Le bon choix pour la France.

» *Car, bien entendu, je dirai, le moment venu, où est le bon choix pour la France. Je dirai où est la raison et où est la déraison,* [redacted] *sont les certitudes de recul et où sont les chances de progrès* [redacted] *d'un rôle constitution*[redacted] *Il va de* [redacted] *que* [redacted] *tiendrai compte de la volonté des Français, démocratiquement exprimée,* [redacted] *construire leur avenir comme ils l'entendent. Mais qu'on ne compte pas sur moi pour taire mes convictions, pour renoncer à défendre les idées sur lesquelles les Français m'ont élu ou pour leur laisser croire qu'ils peuvent, sans danger, se jeter dans l'aventure ou désorganiser leur économie sans en payer chèrement, et chacun, le prix.*

» *Le bon choix pour la France,* [redacted] *est clair que ce n'est* [redacted] *de remettre en cause nos institutions,* [redacted] *de nous abandonner aux facilités de la* [redacted] *d'instaurer chez nous un centralisme économique ou une apothéose de la bureaucratie. Mais ayons confiance. Cette fois encore, j'en suis sûr, le bon sens des Français l'emportera.* »

### Justice et liberté.

Dans sa conclusion, M. Giscard d'Estaing [redacted] « [redacted] *pour la France* ». « *Elle est*, a-t-il dit, *de réaliser son unité par la* [redacted] *(...)* [redacted] *de* [redacted] *action ne peut pas être seulement de maintenir notre société telle qu'elle est, car telle qu'elle est notre société ne répond pas aux exigences de justice. (...) Pour y remédier, pas besoin de révolution, pas besoin non plus de bouleverser notre économie, de désorganiser la production et de briser les instruments fragiles qu'il faut ensuite des années pour forger. Il suffit d'avancer sur la voie de l'évolution et de la justice. Nous sommes sur cette voie. Ne vous laissez pas égarer par les faux savants que je connais bien et dont les leçons ne m'impressionnent pas. (...) Rejetons l'idée d'une société enrégimentée, uniformisée, tout entière façonnée par le même moule. Sachons respecter nos différences dès lors qu'elles ne sont pas contraires à l'intérêt de la justice. (...) Justice et liberté, tels sont les mots que je voudrais inscrire du doigt sur les murs de notre demeure nationale.* »

**THOMAS FERENCZI.**

*([redacted] 10 février.)*

## L'AVENTURE

[redacted]

Comment, s'il perd [redacted] bataille, pourra-t-il concilier sa résolution, une nouvelle [redacted] réaffirmée, [redacted] demeurer [redacted] l'Elysée [redacted] de tenir compte [redacted] la volonté démocratiquement exprimée [redacted] Français. S'il veut alors [redacted] — et comment [redacted] ferait-il sans se déjuger ? — il entrera [redacted] en conflit [redacted] nouveau gouvernement [redacted] majorité.

Dernier paradoxe : en [redacted] clamant que, quoi qu'il arrive il [redacted] en place, il rassure des électeurs qui hésiteront [redacted] l'opposition en se [redacted] que [redacted] président [redacted] toujours [redacted] pour éviter l'aventure. [redacted] lors, il [redacted] les [redacted] la gauche et du [redacted] coup le risque d'un conflit entre [redacted] lui.

[redacted] son ancien premier ministre, il a opposé [redacted] gaullienne [redacted] primauté du président. [redacted] il [redacted] une autre [redacted] gaulliste : lorsque [redacted] président s'engage à fond [redacted] un combat, il ne [redacted] dégage pas [redacted] lendemain [redacted] l'échec : il s'en [redacted]

J. F.

*([redacted] février.)*



# L'espérance et l'épanouissement

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Mais enfin, de quoi se plaignent les Français ? Le chômage atteint [redacted] plein fouet toute la société industrielle et cependant [redacted] pays n'est pas, et de loin, le plus [redacted] frappé : à peine un million de sans emploi, 4 % de la population active. Et puis, on [redacted] cesse de le leur répéter : il n'y [redacted] pas [redacted] chômeur au monde [redacted] *qui soit aussi bien* protégé, aussi largement [redacted]nisé, aussi *favorisé* en un [redacted] que le chômeur français. Il bénéficie d'une [redacted] sociale qui l'assure contre tous les accidents de la vie — et Dieu sait ce qu'il en coûte ! On lui garantit 90 % de ses ressources antérieures s'il est victime de la crise — les chômeurs [redacted] luxe, comme on dit. Il existe toute une batterie très complète d'aides, d'allocations, de prestations, tout un système très efficace de surveillance du marché du travail et de réemploi. Ah ! les chômeurs français ont de la chance, ils ne sont pas, il s'en faut de beaucoup, les plus malheureux.

*Bien sûr, il y a le chômage des* jeunes, [redacted] tous ceux qui, même diplômés, même formés à un métier, ne parviennent pas à s'intégrer, à trouver un premier travail ou à le conserver. C'est préoccupant, mais, là encore, il y a des subventions, des secours, des formes multiples d'assistance ; et puis les jeunes Français ne sont pas les seuls dans ce cas. Qu'ils prennent patience : croient-ils donc que les générations précédentes ont toujours eu la vie facile ?

[redacted] donne à penser [redacted] pour freiner l'inflation, [redacted] installés dans le chômage pour de longues années. Entre deux maux... C'est une fatalité, voilà tout.

***

Dans ce type de raisonnement, il y a du vrai et du faux. Vrai : le chômage durera et il risque même de s'aggraver encore ; la Commission de Bruxelles estime qu'il atteindra au [redacted] 5 % de la population active [redacted] l'ensemble du Marché [redacted] en [redacted] et encore : à la condition que la reprise se confirme et que l'expansion atteigne un taux élevé. Vrai : les jeunes sont particulièrement touchés : 54,1 %, plus de la moitié, des 201 400 demandeurs qui *se sont inscrits en décembre* à l'Agence nationale pour [redacted]ploi avaient moins de vingt-cinq ans. Vrai : les diplômes, les études, la formation professionnelle ne constituent plus une assurance : un sur [redacted] au moins des titu[redacted] d'un [redacted] professionnelle (C.A.P.), un sur [redacted] environ [redacted] d'un [redacted] professionnelles (B.E.P.), un sur dix des bacheliers techniciens des promotions 1975-1976 n'ont pas de travail ; et pour les filles, la situation est pire que pour les garçons.

Vrai et faux à la fois : l'indemnisation à 90 % est généreuse, mais elle ne dure au maximum qu'un an et n'intéresse que cent vingt mille chômeurs, à peine plus d'un *sur* dix. Des *neuf* autres, cinq sont indemnisés temporairement et à des *taux variables par les* Associations pour l'emploi dans [redacted] le commerce (ASSEDIC), quatre [redacted] F [redacted] jour pendant [redacted] 12,40 F ensuite, [redacted] de 10 % par année de chômage. Et cela, à la condition que leurs ressources soient inférieures, *en tout, à 24,18 F par jour*. En pratique, le montant de l'aide [redacted] ne dépasse pas 500 F pour le quart des bénéficiaires et 1 000 F pour 55 % [redacted] eux. [redacted] donc les chômeurs français ne sont pas les mieux lotis et ils sont bel et bien à plaindre.

***

[redacted] surplus, [redacted] plus grave [redacted] peut-être [redacted] indemnités, [redacted] prestations [redacted] évidemment indispensables. Pourtant, même si [redacted] coup plus [redacted] changerait [redacted] au fond [redacted] choses.

Un jeune chômeur, c'est un [redacted] çon ou une [redacted] qui se [redacted] se croit rejeté par la société. Pour eux, [redacted] première leçon [redacted] la vie, c'est d'apprendre à perdre l'espérance. Il se présente, il écrit, il téléphone : [redacted] pour vous. Ici on [redacted] on [redacted] fermer. Vos [redacted] vos diplômes ? Ils ne valent rien. [redacted] ! Si vous aviez quelques années de pratique, peut-être... Et encore [redacted] faudrait que vous ne soyez pas trop gourmand ni trop pressé. Et que vous soyez, bien entendu, dynamique, et docile, et travailleur. Alors, après quelques mois d'essai, on pourrait voir. A condition que la situation s'améliore, naturellement. Ne croyez pas qu'on a besoin de vous, qu'on vous attend.

Rejetés, inutiles. Exclus, paumés. Que font les exclus et les paumés quand ils sont renvoyés dans les marges d'une société qui ne veut pas d'eux ? Ils deviennent des marginaux. Ils adoptent parfois des conduites de paumés, des conduites suicidaires. Trente mille drogués, dit-on. Deux cent mille délinquants peut-être, dont soixante mille de moins de dix-huit ans. Quant aux suicides, il n'y [redacted] chiffres admis, ceux de l'*INSERM* par exemple, font état de dix mille morts par an, de tous âges, mais ne recensent pas les tentatives. S.O.S. Amitié reçoit chaque jour, à son seul centre de Paris, cinq appels de candidats au suicide, cent cinquante par mois, émanant en majorité de jeunes et de personnes âgées.

Oh ! Tous les jeunes chômeurs ne deviennent pas des marginaux, des délinquants, des drogués, ou [redacted] *Mais allez donc, après ces débuts* prometteurs, leur vanter les merveilles du progrès, le savoir-faire des gouvernants, le désintéressement des entrepreneurs, l'efficacité des syndicats... Et on ose leur reprocher, à ces jeunes, de manquer d'enthousiasme, de refuser de s'engager — dans l'action, dans la *collectivité, dans le mariage ou* même, et c'est le comble, dans le travail ! On entend gémir, dans des discours paternalistes, sur leur « refus de la vie » parce qu'ils n'ont pas assez d'enfants.

Deux chiffres encore, dans un domaine bien limité et apparemment secondaire, mais qui en disent long : un million seulement des jeunes de quinze à vingt-cinq ans, qui sont en tout huit millions, *résident hors du domicile familial*. Une enquête (1) a montré [redacted] sur les sept [redacted] restent (dont plus de la moitié [redacted] et [redacted] 15 % sont [redacted]), 80 % [redacted] à [redacted] autonome, indépendante. Mais ils ne trouvent pas à se loger ou ne peuvent payer les [redacted] qui [redacted] *sont demandés.*

***

Si les jeunes chômeurs apprennent ainsi à perdre l'espérance, les chômeurs de [redacted] âges [redacted] renoncer, eux, à l'épanouissement. Etre sans travail, en France, en 1977, comme un million [redacted] vaguement suspect, c'est presque honteux. [redacted] est un inutile, un [redacted] une [redacted] qui se croise les bras pendant que les autres se fatiguent pour le nourrir. Qu'il aille d'ailleurs toucher ses maigres allocations, pointer au chômage, chercher un emploi, on le lui fera bien sentir.

[redacted] ! Combien [redacted] chômeurs quittent leur domicile le matin pour n'y revenir que [redacted] soir, comme [redacted] bureau, à l'usine ou à [redacted] que [redacted] ne voient pas, que leur père est un bon [redacted] au fil [redacted] des mois, [redacted] inquiétude [redacted] causes plus psychologiques [redacted] qui [redacted] la dépression, au [redacted] à l'angoisse ! Allez [redacted] leur [redacted] d'utiliser [redacted] pour [redacted] se cultiver, [redacted] former, en [redacted] s'épanouir !

[redacted] allocations, les aides, les indemnités, [redacted] indispensable. [redacted] tout, ce [redacted] assez. L'espérance [redacted] l'épanouissement sont [redacted] pour l'homme, ils [redacted] aussi nécessaires que [redacted] pain.

*(Vendredi 11 février.)*

(1) Rapport [redacted] groupe [redacted] travail sur le logement présenté [redacted] février [redacted] à la [redacted] le gouvernement.

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

# GUADELOUPE : les communistes maintiendront-ils [redacted] supériorité ?

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — La Guadeloupe est une vieille terre de *révoltes et de conflits* avec le pouvoir. Un peu plus souvent peut-être que dans les autres départements d'outre-mer, les luttes pour l'émancipation et les *répressions y ont pris un tour* tragique, du moins dans la période contemporaine. Il fut un temps, pas si lointain, où le maintien de l'ordre y était la principale préoccupation des représentants *du* pouvoir central, où chaque campagne sucrière faisait se lever un vaste point d'interrogation sur l'avenir immédiat et la paix de l'île, où le *moindre incident* pouvait évoluer en drame quand il ne donnait pas prétexte à quelque remise en ordre musclée ou à un procès exemplaire.

De cette tradition et de ces souvenirs récents demeure — outre une « fragilité » sociale particulière — une réalité politique tout à fait concrète : la Guadeloupe est un des départements français où, électoralement, la gauche est la plus forte. Sur les trente-quatre communes que *compte l'île*, huit [redacted]nistes, cinq socialistes, trois « progressistes », et [redacted] appartiennent à ce qu'il [redacted] de [redacted] mer des « divers gauche ». Soit vingt-trois municipalités d'opposition, les gaullistes et les modérés n'en détenant respectivement que huit et trois. La gauche bénéficie aussi d'une large majorité au conseil général et au conseil régional. Quant aux parlementaires, deux d'entre eux sont *apparentés communistes*, l'un est apparenté socialiste, les deux autres gaullistes (1). M. *François* [redacted] a obtenu 56,38 % des suffrages exprimés le 19 mai 1974 (taux moyen pour *la métropole :* 49,33) et, lors des dernières élections cantonales en mars 1976, le résultat global de l'*opposition*, toutes tendances confondues, se situait entre 52 et 53 %.

La force principale de cette gauche est le parti communiste. Il n'existe pas, en Guadeloupe, de « phénomène Césaire », et le P.C.G. n'a pas à pâtir, comme en Martinique, de la concurrence d'un *parti* progressiste proche de lui et emmené par une personnalité de grand renom.

Formation autonome, indépendante du P.C.F. (comme tous les partis communistes [redacted] P.C. fut d'abord [redacted]liste. A l'instar de [redacted] il fut, à la libér[redacted] défenseur de la loi qui transforma quatre [redacted] en départements français. Parallèlement à [redacted] homologues d'outre-mer — mais peut-être au prix de convulsions plus graves — il évolua peu à peu vers l'autonomisme. A l'heure actuelle, il milite [redacted] pour une autonomie « [redacted] *populaire* » n'impliquant nullement la rupture avec [redacted]publique française. La notion d'in[redacted]épend[redacted] lui *pose*, [redacted]tres partis autonomistes, quel[redacted] [redacted]blèmes. Le « document » adopté en novembre [redacted] par son VI[e] congrès stipule que *« l'indépendance n'est pas une revendication formulée par la masse du peuple guadeloupéen et qu'un tel mot d'ordre est de nature à faire reculer le mouvement anticolonialiste »*. Toutefois, le même texte précise que les communistes de Guadeloupe peuvent *« envisager des actions communes contre le* [redacted] *avec* [redacted] *partisans de l'indépendance »* à [redacted]ns que [redacted] « positions » de ceux-ci ne soient « *dictées ni par l'anticommunisme, ni par les services psychologiques de l'impérialisme, ni par le maoïsme* ». La complexité de ces lignes traduit en fait la lutte de tendances qui oppose, au sein du P.C.G., d'une part, les élus et les anciens, modérés, étrangers à toute idée radicale, acquis peu ou prou [redacted] système *actuel*, et, d'autre part, leurs « enfants » (parfois au sens propre du terme) plus durs, plus entreprenants et surtout plus soucieux de ne pas se couper des idées de l'extrême gauche.

La réalité du [redacted] *tout cas sur place*, [redacted] implantation et quelques fiefs apparemment à toute épreuve. Des maires communistes président aux destinées des principales villes *du département* : M. Jérôme Cléry à Basse-Terre, le chef-lieu ; M. Henri Bangou à Pointe-à-Pitre, la véritable « capitale ».

*Il y avait aussi*, au nombre des fleurons communistes, et jusqu'à une date récente, une ville de quelque vingt mille habitants : Capesterre-de-Guadeloupe, dont *le maire* était M. Paul Lacavé, ancien député de la deuxième circonscription. Le décès de M. Lacavé, le 3 décembre dernier, a non seulement marqué un tournant dans le déroulement de la présente campagne électorale, mais il coïncide peut-être aussi — *les résultats du 13 mars le diront* — avec le début d'une évolution dans l'équilibre des forces.

### Une ancienne faille

*Le 20 janvier*, à *Capesterre*, M. Alexius Delacroix, premier adjoint du maire décédé, son ami, son héritier désigné, annonçait qu'il quittait le parti communiste. *La troisième* des plus importantes communes gérées par le P.C.G. risque donc de ne plus être communiste après les élections de mars prochain. M. Delacroix a, en effet, quelques chances d'être réélu. Le P.C.G. ne manquera pas de désigner un candidat contre lui, mais l'ex-premier adjoint est populaire, en place depuis longtemps, indubitablement investi de la confiance du maire disparu, et... disposé à ouvrir largement ses listes vers les non-communistes et le centre gauche. Il a déjà obtenu un succès le 6 février en étant élu, dès le premier tour et avec plus de 64 % des suffrages exprimés, au siège de conseiller général, rendu vacant par le décès de Paul Lacavé. Le candidat communiste, M. Christian Célesté, recueillait seulement 330 voix, 0,06 % des suffrages exprimés (*le Monde* du 8 février).

Cette affaire va au-delà de la simple anecdote pour deux séries de raisons. La première tient à *l'histoire même du parti communiste*, l'autre à la situation politique générale en Guadeloupe.

La rupture du principal collaborateur de Paul Lacavé avec une formation où il militait depuis plusieurs dizaines d'années n'est pas due uniquement à des causes *circonstancielles*. Ce qui réapparaît à cette occasion, c'est une très ancienne faille du parti communiste guadeloupéen. Une faille datant des années 50 et de ce que l'on nomme ici « *l'affaire Rosan Girard* », du nom d'un des fondateurs du P.C.G., député de l'île de 1946 à 1958, ancien conseiller général et maire du Moule, qui fut le leader incontesté de l'opposition guadeloupéenne avant de rompre avec son parti, dans des circonstances quelque peu dramatiques, en raison notamment d'un désaccord stratégique (2).

Rares étaient les partisans de [redacted] Rosan Girard *demeurés dans* [redacted] du parti. Paul [redacted] être [redacted]ablement l'un d'eux, [redacted] toujours employé [redacted] demeurer l'homme du dialogue entre les deux camps. *Le fait que peu* [redacted] temps [redacted] disparition [redacted] plus proche [redacted] trouve conduit — après des débats internes fort houleux — [redacted] quitter [redacted] parti [redacted] certainement [redacted] sans lien avec ce passé.

La rupture [redacted]tre M. Delacroix et les commu[redacted] peut aussi [redacted] conséquences à plus *long* [redacted] *En premier lieu*, [redacted] qu'il [redacted] difficile, outre-mer, [redacted] rompre avec l'opposition sans rompre avec le courant autonomiste et, d'une certaine manière, sans se retrouver « adopté » par la majorité, et surtout par ceux dont l'objectif essentiel est *d'amoindrir le capital* électoral de la gauche. Aussi l'administration suit-elle d'un regard fort intéressé l'évolution de l'affaire. Et il est peu probable qu'une liste *de la majorité* un tant soit peu crédible soit opposée à M. Delacroix. On fera sans doute en sorte de lui laisser la voie libre !...

### Évolution [redacted] droite

Autre implication du changement survenu à Capesterre : la modification possible *de l'équilibre* politique de la deuxième circonscription. *En 1973, M. Jalton* avait *enlevé son* siège de député à M. Lacavé, ce qui traduisait déjà *une évolution de l'électorat* vers la droite. En effet, le nouvel élu *s'était présenté* comme départementaliste et avait été, un temps, assimilé à ceux que le *ministère de l'intérieur nomme les « divers majorité »*. Le passage de Capesterre dans le camp modéré accroîtrait encore ce mouvement. Au point d'ailleurs que, à la limite, M. Jalton pourrait bien y découvrir une menace pour son siège, puisqu'il est désormais étiqueté socialiste et qu'il figure dans les rangs de la gauche unie à l'Assem[redacted] Le député [redacted] deuxième circonscription ne peut guère, sans grand risque, d'une *part laisser évo*[redacted] dans une [redacted] qui pourrait lui être défavorable, d'autre part *conserver* avec le P.C.G., son allié théorique, des relations aussi lointaines que celles qui existent actuellement. Choisira-t-il de suivre son électorat à droite ou de renforcer ses liens à gauche lorsque se présentera l'échéance législative ? C'est une des questions que la démission de M. Delacroix amène à se poser.

Enfin, Capesterre n'est qu'un problème parmi d'autres pour le parti communiste guadeloupéen. Certes, M. Bangou *n'est guère* menacé à Pointe-à-Pitre. Dans cette ville, comme à Basse-Terre, la majorité ira à la bataille pour le principe. Au début du mois de février, elle n'avait toujours pas désigné ses chefs de file. En revanche, d'autres municipalités communistes pourraient être menacées. A Sainte-Anne, M. Ibéné serait inquiété, si un de ses adjoints, conseiller général, *M. Lubeth, cédait à l'envie qu'on* lui prête de se porter candidat. De plus, il est vraisemblable que se *présentera* contre lui Mlle Hélène Captant, gaulliste, qui, lors des *élections cantonales de mars 1976*, avait battu (de justesse, il est vrai) un représentant du P.C. *dans le deuxième canton de* Sainte-Anne.

Surtout, le difficile problème que pose aux communistes guadeloupéens le cas de Capesterre les [redacted]mpêchés de dévelo[redacted] municipales, la grande [redacted] qu'ils [redacted] souhaité lancer.

Le jeu de la majorité est évi[redacted] profit de ces difficultés. Elle le fera d'autant [redacted] qu'elle n'a pas grand-chose [redacted] perdre. La [redacted] sévère qui opposa R. I. et gaullistes au lendemain de l'élection présidentielle semble apaisée, ou du moins masquée, les gaullistes *paraissant avoir conservé la position* dominante au sein des troupes gouvernementales. Le climat social n'est pas trop défavorable à celles-ci. Il est somme toute calme. « *Chloroformé* », disent certains opposants. Aucune des grèves récentes n'a pris d'ampleur *réelle malgré les efforts militants* des syndicats très politisés et très actifs (l'Union des travailleurs guadeloupéens et l'Union des travailleurs agricoles) dans lesquels se retrouvent des partisans de l'indépendance.

En fait, ce calme, trompeur ou *non*, tient *pour une bonne* part à une cause non pas politique mais géologique. La Guadeloupe se remet à peine de la crise éruptive de la Soufrière qui lui a fait vivre, depuis près d'un an, d'abord des angoisses physiques sans doute inoubliables, ensuite des conditions de vie économique et sociale extravagantes. *Par deux fois*, près de soixante-dix mille personnes ont été évacuées d'une partie de l'île vers l'autre. *Par deux fois* « pour rien ».

*Les conditions* relativement bonnes dans lesquelles se sont déroulées ces migrations et l'insignifiance de la « casse » auxquelles elles ont donné lieu ont fait que l'administration semble s'être tirée de l'affaire avec les honneurs de la guerre (l'adminis*tration, mais pas les scientifiques* dont les querelles et les fausses alarmes sont encore chaudement commentées). Même du point de vue électoral, le rôle joué par la [redacted] *considérable. Les* partis, et en tout cas leurs élus, ont observé une manière de trêve en se gardant d'attaquer *trop* durement les pouvoirs publics pendant la phase aiguë. Toutefois, dans telle commune, dans tel canton, l'attitude de tel maire, de tel *conseiller*, la façon *dont* tel notable a fait front aux difficultés, sera certainement sanctionnée le jour du vote.

La manière dont le parti com*muniste* se sera tiré de la période délicate qu'il vient de vivre et celle dont se seront traduites, dans les urnes, les conséquences de la crise volcanique alimenteront sans nul doute l'essentiel des commentaires au lendemain des élections municipales.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

*(Vendredi 11 février.)*

(1) Ce sont MM. Hégésippe Ibéné (app. P.C.), Frédéric Jalton (app. P.S.-R.G.) et Raymond Guilliod (R.P.R.), députés ; Marcel Gargar (app. P.C.) et Amédée Valeau (R.P.R.), sénateurs.

(2) Ce désaccord stratégique était né en particulier de l'intention de M. Rosan Girard de fondre l'organisation du P.C.G. au sein d'un Front guadeloupéen anticolonialiste. M. Girard fondait son analyse sur deux affirmations : d'une part, la lutte révolutionnaire n'était plus possible sur un territoire aussi petit, proche du continent américain ; d'autre part, *la décolonisation* [redacted] imp[redacted] la Guadeloupe étant [redacted] basc[redacted] *Il* convenait [redacted] les rangs autonomistes à des courants [redacted] à des per[redacted]tés non communistes. La [redacted]ture [redacted] eu lieu [redacted] 1958 lors d'une réunion [redacted] comité central. Le [redacted] anticolonialiste continua d'exister jusqu'à ce que le P.C.G. demande à ses représentants de s'en retirer.

## Au cours du colloque sur l'avenir de l'industrie française

# Le parti socialiste a précisé ses choix économiques

**Le premier colloque national du parti socialiste sur la politique industrielle, qui [redacted] à Paris pendant le week-end, s'articulait autour de sept rapports [redacted] thèmes [redacted] : *secteur public* [redacted] *nouvelle logique de croissance* ; parti socialiste [redacted] petites [redacted] moyennes entreprises ; l'environnement international [redacted] notre industrie ; financement [redacted] entreprises [redacted] stratégie [redacted] ; l'emploi industriel ; [redacted] fondements d'une autre politique ; la création d'entreprises ; un projet socialiste ; les travailleurs et l'entreprise.**

**[redacted] rapports [redacted] de « tables rondes » auxquelles participaient, [redacted] *qualités ou en leur nom personnel*, [redacted] hommes politiques, des syndicalistes, [redacted] d'entreprise, [redacted] banquiers, des économistes, [redacted] très hauts [redacted] internationaux, etc. [redacted] majorité [redacted] étaient [redacted] du parti socialiste ou sympathisan[redacted] plusieurs [redacted] eux, *notamment des représentants des P.M.E.* [redacted] *P.M.I.*, [redacted] pas et ne [redacted] privèrent pas d'exprimer [redacted] objections ou critiques. [redacted] rapports, les exposés, les réponses aux questions posées par les assistants et les débats se succédèrent pendant plus [redacted] dix-sept heures, de sorte qu'il n'est matériellement [redacted] possible de rendre compte de [redacted] les interventions. Comme il est naturel en de pareilles manifestations, le niveau [redacted] *parfois* inégal, mais atteignit [redacted] *moments* [redacted] rare densité.**

## *Un débat courageux qui appelle des éclaircissements*

« *Ce n'est que le commencement d'un débat, non sa fin* », a déclaré M. Mitterrand dimanche soir à l'issue du colloque consacré *par le P.S. à la politique industrielle*. Après une quinzaine d'heures de discussions d'un intérêt nécessairement inégal, tel est bien le sentiment qui se dégage *des rapports présentés* et des « tables rondes ».

Apparemment, la réflexion du P.S. sur la politique industrielle n'en est encore qu'à ses débuts. *A l'approche des échéances électorales*, au moment où la majorité concentre ses attaques sur les *aspects économiques* du programme commun, les socialistes prenaient un *risque* en *débattant* publiquement de la politique industrielle, terrain sur lequel [redacted] ne s'étaient jamais sentis très [redacted] l'aise dans le passé. Domaine *également* absent des préoccupations principales de leurs anciens dirigeants. Matière enfin où les réalités ne peuvent être masquées par le discours, [redacted] s'il est *plus* aisé de critiquer l'action du gouvernement en place — ce que n'ont pas manqué de faire avec talent les participants — que de définir avec précision une contre-politique.

[redacted] avait, *de plus*, pris [redacted] parti courageux d'inviter à ses « tables rondes » — bel exemple d'« *exercice démocratique* » — des opposants au programme commun, jeunes dirigeants d'entreprise, représentants des P.M.E., des P.M.I., toutes personnes qui ont une expérience « *sur le tas* » et sont donc peu portées à s'en *laisser* conter. La tentative socialiste a-t-elle réussi ?

S'il s'agissait pour ses promoteurs d'organiser une vaste séance de « *brassages d'idées* », de dialoguer, [redacted] « *jeter un pont* » avec des représentants patronaux, de clarifier [redacted] positi[redacted] de tester quelques propositions..., [redacted] colloque [redacted] dû les satisfaire. Mais *l'observateur extérieur reste quant* à lui sur sa faim : l'avenir de l'industrie française nécessite des réponses précis[redacted] l'on a pu [redacted] l'occasion [redacted] questions posées par les « invités », que bien [redacted] points d'interrogation [redacted]

Certes on [redacted] obtenu des confirmations politiquement importantes, des précisions intéressantes, entendu quelques propositions [redacted] M. Mitterrand [redacted] réaffirmé, [redacted] exemple, que l'étendue des nationalisations, durant les cinq ans de la [redacted] *lature*, se *limiterait* [redacted] celle qui est inscrite dans le prog[redacted] commun ; il a rappelé que les nationalisations « *ne sont pas la confiscation des entreprises* [redacted] *les travailleurs* ».

Sur *l'indemnisation des actionnaires*, le premier secrétaire du P.S. s'en tient [redacted] sa formule déjà avancée lors du forum [redacted] *l'Expansion* : [redacted] *remplacées par* [redacted] « [redacted] *veaux* [redacted]*rticipati*[redacted] à [redacted] *les* [redacted] *l'entreprise, sans* [redacted] *cours arbitraire par l'État* ». Ce faisant, il a *admis que le débat avec le* parti communiste, qui préfère, lui, l'[redacted] par l'octroi de [redacted] du Trésor, « *restait ouvert* ».

*Maintiendra-t-on les structures* des groupes [redacted] en [redacted] Il ne le [redacted] pas, si l'on se réfère [redacted] une allusion de M. Mitterrand à Rhône-Poulenc, dont [redacted] *pourrait* [redacted] a-t-il dit, « *au centre de la constitution d'un grand groupe textile français* » internationalement compétitif. De même, M. Attali a indiqué que les participations industrielles détenues par les banques [redacted] pourraient être, le cas échéant, renvendues au *secteur privé. Quand? Selon quels* critères ? [redacted] encore flou.

[redacted] qui semble recevoir un large [redacted] : la [redacted] crédit, qui permettra notamment la création [redacted] nombreuses entreprises. Ce thème fut l'un des points forts du colloque, les *socialistes insistant longuement* sur leur volonté de protéger et « *d'encourager l'initiative individuelle* ». Les crédits pourront être orientés vers de jeunes entreprises qui *serviront de modèle* social et de stimulant à la concurrence : coopératives, mutuelles, sociétés autogérées fondées sur l'association, entreprises-témoins *dans des secteurs comme la pharmacie* et la boucherie (pour « *offrir aux consommateurs un juste prix* »).

M. Chevènement a proposé de *son côté la réorganisation du* secteur public non par branche, mais en fonction de programmes définis par le plan. On rassemblerait alors des entreprises, [redacted] *unités de production, sur un projet* précis et pour une période déterminée.

Certaines de ces idées, de [redacted] propositions n'engagent cependant, *semble-t-il, que leurs* [redacted] du parti so[redacted] ne leur étant pas [redacted] acquise.

### Clarifier les priorités

Pouvait-on [redacted] de ce col[redacted] réponses [redacted] *que* [redacted] la *future* politique industrielle du P.S ? [redacted] aurait supposé l'existence d'une *stratégie industrielle définie de* façon précise. Or, à l'évidence, le P.S. n'a encore rien défini de tel. Le débat reste ouvert en son sein sur bien des points. Faut-il lier la politique industrielle à la poli*tique étrangère ? Avoir* la politique extérieure de sa balance des paiements ou l'inverse ? Donner la priorité à l'exportation ou à la reconquête du marché intérieur ? Sur ces problèmes de fond, rien ne paraît encore tranché.

De même, il apparaît toujours difficile de concilier le développement d'industries de pointe nécessaires à *l'indépendance nationale*, la défense de la monnaie, la recherche d'une nouvelle structure commerciale, une grande politique d'aménagement régional, la mul*tiplication des équipements collectifs*, la généralisation de la protection sociale, l'accroissement du pouvoir d'achat *des classes populaires*, la résorption rapide du chômage, l'interdiction de tout licenciement sans reclassement, le renforcement du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, etc. Tous ces impératifs, rappelés par les divers orateurs, recèlent en eux les germes de bien des contradictions tant qu'ils ne sont pas classés et hiérarchisés l'un par rapport à l'autre.

La difficulté [redacted] de ce que le P.S. ne poursuit pas [redacted] une politique industrielle mais la réalisation d'un « *projet* [redacted] *société* » [redacted] toutes [redacted] y compris de restructuration sociale. Chacun de ses « spécialistes » est donc conduit à plaider *pour que le dossier dont il a la* charge soit bien placé dans le schéma d'ensemble. Le P.S. devra clarifier ses priorités. Il ne lui reste, dans la meilleure hypothèse, qu'un [redacted] pour [redacted] faire...

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

*(Mardi [redacted] février.)*

## Un nouveau problème [redacted] Paris

*(Suite de la première page.)*

L'expectati[redacted] provoquées [redacted] décès de *M. Lafay* [redacted] va pas sans spéculations, chaque camp observant l'autre. Du côté du R.P.R., plusieurs solutions [redacted] envisagées. L'une consisterait [redacted] la [redacted] la liste [redacted] dix-septième à l'une des personnalités qui y figurent déjà, comme *Mme Missoffe ou M. de Préaumont*, tous deux députés R.P.R. de cet arrondissement. On envisage aussi de choisir une nouvelle candidature en s'adressant soit à une personnalité de réputation nationale (M. Edgar Faure écarte pour lui-même une telle éventualité), [redacted] *du pré*[redacted] du [redacted] le [redacted]teur Philippe Lafay. Certains, enfin, n'excluent pas [redacted] M. Jacques Chirac lui-même [redacted] cet arrondissement.

Du [redacted] M. Michel d'Ornano, [redacted] de considérer le [redacted] président du Conseil de Paris comme la disparition d'un obstacle de taille. Des sondages commandés par M. Lafay mais non publiés lui accordaient au premier tour 42 % des intentions de vote contre 18 % au *maire de Deauville*. M. d'Ornano, qui avait pris [redacted] mesure [redacted] ses difficultés, avait envisagé [redacted] changer d'[redacted] et les contacts, les [redacted] dages lui indiquaient *que* le succès ne lui était réellement assuré que dans le seizième [redacted]rrondissement.

*Une rumeur* faisait état le 12 au [redacted] d'un retrait pur e[redacted] simple du ministre de l'industrie, peu enclin à [redacted] campagne contre les amis d'un *adversaire décédé* : M. d'Ornano ne pourrait prendre cette décision si aucune autre personnalité d'envergure ne venait *se présenter* dans cet arrondissement sinon son *départ* apparaîtrait *comme* un recul. Cependant, M. d'Ornano pourrait être tenté de courir sa chance dans cet arrondissement surtout si une élection législative partielle devait *y être rapidement* organisée. Le maire de Deauville pourrait alors retrouver à Paris le mandat de parlementaire qu'il [redacted] Calvados.

[redacted] décès [redacted] M. Lafay pose à cet [redacted]gard des [redacted] qui son[redacted] à l'étude au ministère de l'intérieur, car sa *succession* est complexe. Son suppléant, M. Jacques Sanglier, a été proclamé sénateur le 12 [redacted] 1976 en *remplacement* [redacted] M. [redacted] Taittinger [redacted] l'intérieur, dans le gouvernement [redacted] M. Chirac. Selon le code électoral, une élection *législative* partielle devrait être organisée dans un [redacted] trois mois, c'est-à-dire [redacted] *mai prochain.*

Toutefois, le code précise également qu'aucune élection légis[redacted] lieu dans les douze mois qui précèdent l'expiration [redacted] pouvoirs [redacted] l'Assem[redacted] devant demeurer en [redacted] *tions jusqu'au 2 avril 1978*, il [redacted] impossible d'organiser une élec[redacted] législative partielle [redacted] le [redacted] *pour* le remplacement de M. Lafay à son siège de député devrait donc avoir lieu avant cette date. *Le* code précisant d'autre part en son article L.173 que « *les élections ont lieu le cinquième dimanche qui suit la publication du décret convoquant les électeurs* », le scrutin ne pourrait se dérouler que le 20 mars, pour le premier tour, c'est-à-dire le même jour que le second tour des élections municipales, *et le 27 mars* pour le second tour. Encore faudrait-il que le décret de convocation des électeurs fut *pris* au *conseil* des ministres du mercredi 16 février. *Les délais* seraient ainsi [r]espectés mais le gouvernement, *se référant* à l'esprit de la loi autant qu'à *l'opportunité* et pour éviter la confusion des deux scrutins, pourrait toutefois être tenté de ne pas pourvoir au remplacement du député décédé.

*En revanche, M. Lafay ne sera* pas remplacé à la présidence du Conseil de Paris, ce poste n'étant pourvu *que pour chaque session.*

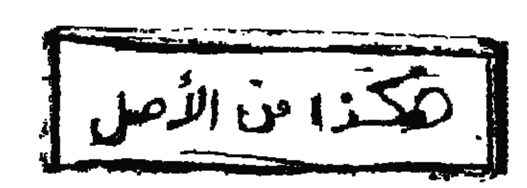
L'enjeu que représente le 17[e] arrondissement, qui com[redacted] huit sièges est *important* pour l'un ou l'autre camp. Si les républicain[s] *indépendants* l'emportaient, [redacted] en conservant les [redacted]teurs qu'ils possèdent déjà [redacted]est-à-dire les quatre sièges du 2[e]-3[e], [redacted] sièges du 7[e] et neuf sièges du 16[e]), *ils* [redacted] une force de négociation supplé*mentaire pour l'élection du maire.* C'est dans cette perspective qu'ils font aussi un effort particulier dans [redacted] 15[e] [redacted] *qui* repr[redacted] un capital de onze sièges.

Pour le R.P.R., l'enjeu *est encore* plus important. Si les [redacted] conservent les *vingt-deux sièges* qu'ils possèdent dans les 5[e], 6[e], 7[e], 8[e], 9[e] et 10[e] arrondissements, ainsi [redacted] les onze [redacted] qu'ils [redacted] s'ils emportent les [redacted] sièges du 17[e] — *alors que les* [redacted] et 14[e] arrondissements sont menacés *par* la gauche — la majorité relative leur sera acquise au troisième tour du scrutin pour [redacted] *M. Jacques Chirac* le maire [redacted] la capitale.

ANDRÉ PASSERON.

*[redacted] février.)*





هكذا من الأصل



*AU LARGE DU GABON*

# LA STATION SOUS-MARINE DE GRONDIN OUVRE LA VOIE A L'EXPLOITATION DU PÉTROLE DES MERS PROFONDES

**Dans le champ de Grondin (au large du Gabon), à 50 mètres de profondeur, l'eau est encore suffisamment claire pour que, même sans projecteur, l'on puisse voir par les petits hublots de la cloche de plongée : des centaines de sardines changent brusquement de direction avec un ensemble parfait, de gros mérous et de majestueux capitaines passent calmement et, quand le mouvement giratoire de la cloche est favorable, on aperçoit en contrebas une partie d'un grands châssis métallique peint en gris clair, posé sur le fond sablonneux, et un bout d'une superstructure jaune orangé approximativement cylindrique mais faite de multiples longerons et conduites, et coiffée d'un lourd chapeau d'acier.**

**Une cloche de plongée n'est pas l'observatoire idéal : à trois, on y est très tassé ; les hublots sont petits et peu nombreux ; et surtout la cloche n'est pas libre d'aller au meilleur point de vue, pas plus qu'elle ne peut se maintenir à un angle de visée fixe. Pourtant, l'objet à voir est quasiment unique dans la technique pétrolière : il s'agit de l'une des rarissimes têtes de puits sous-marines qui existent au monde. Conçue par le groupe Elf-Erap (maintenant Elf-Aquitaine), installée à partir de la fin d'avril 1976 par Elf-Gabon sur le champ « offshore » de Grondin, cette tête de puits a été mise en production le 17 décembre 1976. D'ici peu sera entrepris le forage d'un deuxième, ensuite d'un troisième puits qui seront dotés, eux aussi, d'une tête sous-marine. Vers le début de 1978, la station sous-marine expérimentale de Grondin devrait être complètement équipée, ouvrant ainsi la voie à l'exploitation du pétrole des mers profondes.**

DEPUIS 1968, on sait que les *grands fonds marins* situés sous plusieurs *milliers* de mètres d'eau recèlent des bassins sédimentaires susceptibles de contenir des hydrocarbures. Mais, en dépit des progrès très *rapides* réalisés depuis 1960 dans l'exploitation des gisements *offshore* de pétrole ou de gaz, les techniques *actuelles ne permettent pas d'extraire* les hydrocarbures par plus de 180 mètres d'eau, alors que l'on sait faire des forages d'exploration *dans des mers profondes d'un millier de mètres.*

Pour forer au-delà de 100 mètres, on s'est affranchi du fond. L'outil de forage *est posé* sur un engin *flottant (plate-forme ou navire) et donc* animé de mouvements verticaux (le pilonnement) dus aux vagues. La sécurité du puits est assurée par le *riser*, un gros tube d'acier d'une cinquantaine de centimètres de diamètre qui, en bas, est solidaire de la plaque de base posée sur le fond et, en haut, est relié à l'engin de *forage par l'intermédiaire d'un joint* étanche télescopique.

Le problème de l'exploitation d'un gisement est tout à fait différent : la sécurité des puits doit être *impérativement* assurée *en* permanence pendant quinze, vingt ou vingt-cinq ans, alors qu'un forage d'exploitation se fait en deux ou trois mois et *peut être, très* rapidement, interrompu en cas d'accident ou de trop mauvais temps. En l'état actuel des techniques, les têtes des puits d'exploitation *offshore* sont installées sur *un engin fixe en acier ou en béton* dont les pieds ou la base sont solidement les uns cloués, l'autre, posée *sur* le fond de la *mer,* et le tablier supérieur (supportant les têtes de *puits* et les diverses installations) émerge de la mer à *une hauteur suffisante pour le mettre hors de* portée des plus grosses vagues. Il est évident que la hauteur de telles plates-formes ne peut grandir *indéfiniment. Déjà pour la mer du Nord,* mer difficile entre toutes, on a dû parfois installer de véritables monstres : *des plates-formes d'acier de 15 000 tonnes ou des plates-formes de* béton de 300 000 tonnes (et bientôt de 600 000 tonnes). Pourtant, la *profondeur* de l'eau n'excède pas 170 mètres ! La limite des *installations* de *production posées* sur le fond semble donc se situer vers 200 mètres de profondeur d'eau, 300 mètres *peut-être*. D'ailleurs, Shell a *commandé* pour le golfe du Mexique (mer facile) une plate-forme métallique de production qui sera posée dans 300 mètres d'eau.

*Si l'on veut être en mesure, dans* un avenir pas trop éloigné, d'exploiter les hydrocarbures situés dans des mers plus profondes, il faut, dès *maintenant, concevoir et essayer* des têtes de puits entièrement sous-marines et parfaitement fiables, et sur lesquelles on puisse intervenir par *des robots télécommandés* depuis la surface ou par des sous-marins, puisque la plongée humaine semble devoir atteindre sa limite vers 500 mètres *ou 600 mètres. On peut, certes,* concevoir des systèmes permettant, pour toutes profondeurs, des interventions humaines en atmosphère *normale. Il faudra dans ce cas* installer à demeure, ou faire descendre temporairement, une cloche qui s'adaptera de façon étanche sur la *tête de puits et dans laquelle des* hommes seront amenés soit par sous-marin, soit par cloche-ascenseur sans jamais avoir à subir la pression *régnant au fond de la mer* (1). Mais, s'il est possible d'envisager à grande profondeur des interventions humaines exceptionnelles, il semble *difficile de vouloir les utiliser* en routine. Eviter au maximum l'intervention directe de l'homme *sur* le fond a *d'ailleurs été une des idées directrices* qui a présidé à l'élaboration de la station sous-marine expérimentale de Grondin. Celle-ci a été *installée à 1 200 mètres de la plate*-forme fixe où sont situées les têtes de puits classiques de production du gisement de Grondin.

La première chose a été de poser *sur la* fond une plaque de base, un grand châssis fait de *poutrelles cylindriques* en acier, mesurant 25 mètres de long, 10 mètres de large et 2 mètres de haut, et pesant dans l'air 50 tonnes. *Sur cette plaque de base,* sont prévus l'emplacement de quatre puits et celui d'une centrale hydraulique renfermant les télécommandes *individuelles de chacun des puits.* Après le forage d'un puits selon les méthodes classiques pratiquées en *offshore*, on a posé un premier *module, le « bloc de sécurité »*, peu automatisé, donc fiable. Cette pose a été effectuée automatiquement, mais certaines connexions ont été faites par des plongeurs. Pour les deux prochaines têtes de puits tout devrait être mis en place *automatiquement.*

Sur le bloc de sécurité a été mis un deuxième élément entièrement automatisé, comprenant des vannes, *des télécommandes, des indicateurs extérieurs* de pollution par hydrocarbures, et coiffé d'un bouclier supérieur étanche. Les télécommandes reçoivent les ordres qui *lui* sont *donnés depuis la surface par l'intermédiaire* de la centrale hydraulique posée, elle aussi, sur la plaque de *base. L'appareillage de cette centrale (conçu par Matra) et celui qui* équipe chaque tête de puits (d0 à Deep Oil Technology) sont enfermés dans des containers étanches à pres*sion atmosphérique normale qui peu*vent être changés depuis la surface.

## La verticale et l'horizontale

Les interventions sous-marines télécommandées ne posent pas trop de *problèmes tant qu'elles sont faites* selon un axe vertical. On dispose, en effet, de techniques de rendez-vous qui sont déjà couramment utilisées. *L'élément à placer ou l'outil-robot* sont descendus au fond suspendus au train de tiges du bateau de surface et guidés par des lignes-guides *tendues entre la surface et l'emplacement* où ils doivent *arriver*. En revanche, les interventions télécommandées sont beaucoup plus difficiles à réaliser si elles se font selon un axe horizontal. Or toutes les connexions *des conduites* (celles qui *sortent* des puits et celles qui courent le long de la plaque de base, ces dernières et celle qui « collecte » *le pétrole* vers la plate-forme de surface, *celle, flexible, qui apporte* la pression hydraulique de la surface à la centrale *sous-marine*) se font selon un axe horizontal.

*Déjà la Comex a mis au point deux* robots pour ces connexions horizontales. Le premier scie la conduite de collecte, y découpe un chanfrein, y enlève *la rouille* par brossage — *le tout en moins de quarante-cinq* minutes. Le second apporte le connecteur, le met en place, entre la *conduite de collecte et le tuyau solidaire de la plaque de base,* en déploie la partie télescopique et y visse trois écrous.

Plusieurs autres robots sont en *cours d'étude.* L'un viendra se poser *sur la tête de puits* et un bras articulé lui permettra *d'intervenir au* niveau nécessaire sous le chapeau de celle-ci. Un autre, qui sera construit par les Ateliers et Chantiers de *Bretagne*, viendra *se poser sur* les rails couronnant les grands *côtés de* la plaque de base, et son bras télémanipulateur pourra intervenir sur *chaque tête de puits.*

*Plus* tard, l'on fera peut-être une *chambre de travail* en pression atmosphérique normale qui viendrait se coller comme une ventouse sur une des têtes de puits ou sur le *chapeau de la centrale hydraulique.*

*A Grondin, le dégazage et l'acheminement à terre du pétrole produit* par le système sous-marin ne posent pas de problèmes. Le champ est exploité depuis 1971 par vingt puits *classiques situés sur deux plates*-formes fixes et son pétrole (3 millions de tonnes en 1976) est acheminé à Port-Gentil par un pipe-line sous-marin. Mais dans l'avenir, si l'on veut *arriver à exploiter un* champ *offshore* uniquement avec des puits sous-marins, il faudra tout de même quelques installations de surface : *une station de dégazage, une* torchère et un poste de chargement. Jusqu'à la profondeur de 1 000 mètres d'eau, il devrait être possible d'an*crer sur le fond des engins flot*tants. Au-delà de 1 000 mètres, l'emploi des lignes d'ancrage classiques en acier sera impossible : *avec une telle longueur, celles-ci ne pourraient pas supporter* autre chose que leur propre poids. Il faudra très probablement alors utiliser des lignes en matériau synthétique qui ne sont pas *encore* inventées, mais sur lesquelles on travaille déjà, ou des engins à positionnement dynamique dont on *ne voit pas encore comment ils* pourront fonctionner sans aucune défaillance pendant une vingtaine d'années.

A Grondin, on n'en est pas encore là : la profondeur de *l'eau n'est que de 50 mètres. Tel qu'il est,* l'ensemble du projet coûtera 225 millions de francs, dont 90 à la charge d'Elf-Gabon (le prix qu'auraient coûté *à installer trois puits de production offshore* classiques).

YVONNE REBEYROL.

*(Mercredi 9 février.)*

(1) La pression augmente sous l'eau de 1 atmosphère (1 kilogramme par centimètre carré) tous les 10 mètres. A 100 mètres, la pression est donc de 11 atmosphères (10 + la pression atmosphérique normale) ; à 1 000 mètres, elle est de 101 atmosphères *(100 + 1), etc.*

LIBREVILLE
Ogooué
PORT-GENTIL
GABON
GRONDIN
0 km 100

## *Les espérances de l'offshore*

| SUPERFICIE | BASSINS SEDIMENTAIRES EPAIS DE PLUS DE 1 000 M. Sur les continents | Dans les mers profondes de moins de 200 m | Dans les mers profondes de plus de 200 m |
|---|---|---|---|
| Totale | 65 000 000 km2 | 15 000 000 km2 | 90 000 000 km2 |
| Favorable | 25 000 000 km2 | 5 000 000 km2 | 45 000 000 km2 |
| Très favorable | 5 000 000 km2 | 1 000 000 km2 | 4 000 000 km2 |

| | RESERVES PROUVEES OU POSSIBLES Sur les continents | Dans les mers profondes de moins de 200 m | Dans les mers profondes de plus de 200 m |
|---|---|---|---|
| Prouvées | 29 milliards t (40 milliards t ont déjà été consommées) | 27 milliards t (1 million de t ont été consommées) | 0 |
| Possibles | — | 68 milliards t | 80 à 150 milliards t (selon les estimations) |





# BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 7 AU 11 FEVRIER 1977

## ENTRE LE DOUTE ET L'ESPOIR

LA *Bourse de Paris, dont les forces déclinaient régulièrement* depuis la mi-janvier, s'est légèrement ressaisie cette semaine. L'amélioration constatée a toutefois été plus sensible au niveau des esprits qu'à celui des indices, *qui ont finalement peu varié d'un vendredi à l'autre.*

La séance de lundi avait pourtant laissé un goût amer avec une nouvelle baisse de 1 %. Celle-ci fut-elle trop sévère ? Le lendemain, un correctif s'opérait, et une partie des pertes précédentes étaient effacées. D'aucuns attribuèrent immédiatement ce redressement à une petite phrase relevée dans la dernière analyse de conjoncture du C.N.P.F. (« Les bases d'une croissance économique plus soutenue sont jetées pour l'avenir. ») Mais d'autres, plus nombreux, indiquèrent, à juste titre, que, sans l'intervention des « gendarmes » (Caisse des dépôts et autres) les cours se seraient encore dépréciés.

L'origine du *raffermissement* enregistré lors de la *séance* suivante apparut plus clairement : la veille, M. Giscard d'Estaing, prononçant un discours à Ploërmel, usait, pour la première fois de son septennat, du ton ferme que les milieux *financiers,* entre autres, attendent généralement d'un chef d'Etat. Le président de la République revint d'ailleurs deux jours plus tard à la « une » des commentaires de la corbeille lors de la *publication* du sondage « France-Soir »-IFOP indiquant une nette *remontée de sa popularité* dans l'opinion. La veille, un autre organisme spécialisé confirmait l'audience grandissante du premier ministre auprès des français.

A eux seuls, ces deux *sondages* auraient *dû provoquer*, sinon une forte reprise, du moins un regain d'intérêt pour les valeurs françaises. Il n'en fut rien. La maigreur des volumes échangés en *témoigne.* La proposition de M. Attali, *conseiller économique de M. Mitterrand,* d'indexer les dividendes et d'échanger contre des titres, sans pouvoir de vote, les actions des sociétés nationalisables par le programme commun, était-elle de nature à déplaire aux porteurs de *valeurs mobilières ? A priori, non.* Pourtant, les réactions d'une grande partie de la communauté financière, le syndic M. Flornoy en tête, furent plutôt négatives, beaucoup jugeant une telle formule inapplicable.

*De fait,* « les *Echos* » publiaient peu après une « interview » de M. Fiterman, secrétaire du comité central du parti communiste, en désaccord avec la thèse soutenue par le secrétaire général du parti socialiste.

*Satisfaite*, déçue ou, plus sûrement, décontenancée, la *Bourse n'en laissa, en tout cas, rien paraître. La dernière* séance de la semaine se déroula dans le plus grand calme, les valeurs reproduisant à peu de chose près leurs cours précédents avec, toutefois, quelques pointes d'intérêt. De *toute façon,* la proximité des *élections* municipales freine toutes les initiatives.

Aux valeurs étrangères, seuls les pétroles internationaux et les mines d'or ont progressé, tandis que les américaines et les allemandes ont généralement cédé du terrain.

PATRICE CLAUDE.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

## Hausse du deutschemark et du yen

Très calmes, la semaine précédente, les *marchés des changes* ont été un peu plus agités cette semaine. Les propos d'un conseil*ler officieux du président Carter,* préconisant une réappréciation de 10 % du deutschemark et du yen, ont provoqué une hausse appréciable de ces monnaies par rapport au dollar, tandis que la livre sterling *fléchissait à la veille du* week-end sur l'éclatement d'un conflit entre les syndicats et le gouvernement britanniques.

Le comportement de la livre sterling a été nettement moins satisfaisant que les semaines précédentes. *Tout d'abord, la Banque* d'Angleterre a acheté en début de semaine beaucoup moins de dollars pour freiner la hausse de la monnaie britannique, les achats étrangers de livres s'étant ralentis. Ensuite, la *forte* hausse des prix de gros anglais en janvier (3,25 %) a jeté un froid en rappelant que l'inflation galopait toujours. Enfin, à la veille du week-end, la révolte des syndicats contre la politique de limitation contractuelle des augmentations de salaires a fait fléchir la livre de 1,7160 dollar à 1,7125 dollar au cours de la plus mauvaise journée qu'*elle* ait connue depuis deux mois. La Banque d'Angleterre est intervenue pour freiner la baisse. *Entre-temps,* le chancelier de l'Echiquier, M. Healey, avait fait connaître que l'accord *de Bâle signé lundi dernier fixait* à 6,75 milliards de dollars le niveau en dessous duquel la Grande-Bretagne pourrait effectuer des tirages sur la ligne de crédit internationale de 3 milliards de dollars appelée « filet de sécurité ». Pour l'instant, les réserves britanniques avoisinent 7,2 milliards de dollars, après un gonflement de 3 milliards de *dollars en janvier.*

La tenue du franc français a été satisfaisante, du moins par rapport au dollar, qu'il a pratiquement suivi dans son recul par rapport au deutschemark. C'est dire que la monnaie française a cédé un peu de terrain vis-à-vis de la monnaie allemande, dont le cours à Paris est remonté de 2,0545 F à 2,0673 F après avoir même dépassé 2,07 F.

A ce propos, il semblerait que la Banque de France ait empêché le dollar de descendre en dessous de 4,97 F en faisant procéder à *des achats de dollars par établis*sements interposés, de façon à reconstituer ses réserves. Si *d'aventure les élections* municipales étaient « mauvaises », et qu'on ait besoin de « munitions » *pour soutenir le franc à nouveau...*

Sur le marché de l'or, une certaine animation a régné cette semaine sur reprise des achats en provenance d'Europe et d'Extrême-Orient, entraînant le cours de l'once de métal de 132 dollars *à 135 dollars après 136,10 dollars.* La prochaine adjudication du Fonds monétaire, inaugurant le nouveau *régime de ventes* mensuelles, aura lieu le 2 mars avec 525 000 onces. La méthode dite des *enchères hollandaises* (prix unique à l'enchère la plus basse) sera à nouveau abandonnée au *profit de l'adjudication au prix* fixé par chaque soumissionnaire.

FRANÇOIS RENARD.

### Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

*(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)*

| PLACE | Livre | $ U.S. | Franc français | Franc suisse | Mark | Franc belge | Florin | Lire italienne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Londres.. | | 1,7125 | 8,5179 | 4,3103 | 4,1202 | 63,2426 | 4,3155 | 1510,42 |
| | — | 1,7145 | 8,5296 | 4,3128 | 4,1516 | 63,6079 | 4,3342 | 1512,18 |
| New-York. | 1,7125 | | 20,1045 | 39,7298 | 41,5627 | 2,7078 | 39,6825 | 0,1183 |
| | 1,7145 | — | 20,1005 | 39,7536 | 41,2967 | 2,6954 | 39,5569 | 0,1133 |
| Paris..... | 8,5179 | 4,9740 | | 197,61 | 206,73 | 13,4687 | 197,38 | 5,6394 |
| | 8,5296 | 4,9750 | — | 197,77 | 205,45 | 13,4897 | 196,79 | 5,6405 |
| Zurich.... | 4,3103 | 2,5170 | 50,6031 | | 104,6134 | 6,8155 | 99,8809 | 2,8537 |
| | 4,3128 | 2,5155 | 50,5628 | — | 103,8818 | 6,7803 | 99,5055 | 2,8520 |
| Francfort. | 4,1202 | 2,4060 | 48,3715 | 95,5899 | | 6,5150 | 95,4761 | 2,7278 |
| | 4,1516 | 2,4215 | 48,6733 | 96,2631 | — | 6,5269 | 95,7871 | 2,7454 |
| Bruxelles. | 63,2428 | 36,9300 | 7,4246 | 14,6722 | 15,3491 | | 14,6547 | 4,1870 |
| | 63,6079 | 37,1800 | 7,4572 | 14,7485 | 15,3210 | — | 14,6756 | 4,2063 |
| Amsterdam | 4,3155 | 2,3208 | 50,6634 | 100,1191 | 104,7381 | 6,8237 | | 2,8571 |
| | 4,3342 | 2,5280 | 50,8140 | 100,4969 | 104,3981 | 6,8140 | — | 2,8862 |
| Milan..... | 1510,42 | 882,00 | 177,32 | 350,41 | 366,58 | 23,8830 | 350,00 | |
| | 1512,18 | 882,09 | 177,28 | 350,62 | 364,23 | 23,7735 | 348,89 | — |

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

# SPORTS

## NATATION

# Un espoir français confirmé : Pierre Andraca

Chaque année, désormais, une *réunion internationale favorise* la venue en France de quelques-uns des meilleurs nageurs du monde. *Au mois de février, s'il n'est pas* question réellement de performances, on peut déjà se livrer à *quelques observations et essayer* de prévoir ce que sera l'été, la saison forte de la natation.

Pour ce qui concerne ce sport en France, la relève n'apparaît pas encore. Il faudra sans doute attendre que le Centre national, qui fonctionnera dès septembre 1977 à Antibes et à *Paris*, joue pleinement son rôle et dégage progressivement, avec des moyens *accrus, une élite capable de jouer* un rôle international.

Samedi 12 et dimanche 13 février, à Boulogne-*Billancourt (Hauts-de-Seine),* il n'était pas facile de repérer, au milieu des Américains, Soviétiques, Canadiens, Allemands de l'Est, celui ou celle qui porterait assez de *qualités et de volonté* pour prendre rang parmi les meilleurs. Dans cette recherche, il est cependant un *nageur qui vaut déjà que l'on* se penche sur ses possibilités. Il s'agit du Français Pierre Andraca, *dix-huit ans, qui semble aussi* doué qu'il est déterminé à tout mettre en œuvre pour réussir.

En juillet dernier, à *Montréal*, Pierre Andraca manquait de peu de participer à la finale *olympique du 400 mètres nage* libre, mais surtout il réalisait un temps — *4 min. 0 sec. 34/100* — qui témoignait d'une grande progression. Le champion olym*pique et recordman* du monde, l'Américain Brian Goodell, avait certes nagé beaucoup plus vite — 3 min. 51 sec. 93/100, — mais il semblait bien que Pierre Andraca était sur le bon chemin pour devenir un excellent spécialiste de demi-fond. La natation française n'avait pas connu pareille promesse depuis que Mosconi avait battu, en 1967, le record du monde du 400 mètres (4 minutes 9 secondes 2/10).

Pierre Andraca s'entraîne à Antibes, là où seront réunis, à la belle saison, ceux qui auront le mérite et la chance d'entrer dans le clan privilégié que sera le Centre national. Il est conseillé par un entraîneur venu d'Australie, champion en son temps, David Dickson, très au fait de toutes les techniques de la natation moderne.

On a dit qu'Andraca avait la *volonté de tout faire* pour se hisser au premier plan, et cette acceptation de l'effort, presque du « *bagne* », *que représente l'en*traînement contemporain — quatre à cinq heures par jour — *est le signe que, sauf accident*, les meilleures conditions existent pour qu'il réussisse dans son *entreprise. Athlétique, résistant*, Pierre Andraca a en point de *mire* pour 1977 les championnats d'Europe, qui auront lieu en Suède, à Jonkopping, au mois d'août. Pour concrétiser ses ambitions, il lui faudra encore beaucoup progresser, et le tout est de savoir s'il est vraiment capable de gagner les 5 ou 6 secondes qui font la différence entre un bon nageur de demi-fond et un candidat à une médaille pour les championnats d'Europe.

A ce jour, le meilleur européen, le Soviétique Rastakov — troisième de la finale des Jeux olympiques de Montréal, — a réalisé 3 min. 55 sec. 76/100, et il se trouve un peu partout des nageurs qui ont les moyens et l'ambition de Pierre Andraca. La concurrence sera donc vive.

Samedi et *dimanche*, à Boulogne-Billancourt, Andraca a accompli les meilleures performances françaises sur 200 et 400 mètres (1 minute 53 secondes 02, et 3 minutes 57 secondes 70), et ces *temps* réalisés en petit bassin et en hiver (1) — 25 mètres — laissent à penser que les performances viendront avec l'été.

FRANÇOIS JANIN.

(1) On estime, en général, à un peu moins d'une seconde par centaine de mètres l'avantage de nager en petit bassin par rapport à la compétition en piscine olympique (50 mètres).



## FOOTBALL

# Marseille, Bastia, Lyon, Nancy, Valenciennes et Laval éliminés en 32es de finale de la Coupe de France

Ce devait être le massacre des petits clubs. Ce fut celui des bourreaux présumés : les équipes de première division, dont l'avenir avait été ménagé par un tirage au sort dirigé. Ces trente-deuxièmes de finale de la Coupe de France, disputés comme au bon vieux temps en un seul match sur terrain neutre, se prêtaient aux surprises. Pas moins de six équipes de première division et non des moindres ont été éliminées : *Laval par Lorient (1-0)*. Nancy, demi-finaliste de la Coupe en 1976, par Strasbourg (1-0) ; Bastia, *troisième du championnat*, par Avignon (3-1), et Lyon, deuxième du championnat et finaliste de la Coupe en 1976, par Gueugnon (1-0). Ce sont pourtant deux équipes *amateurs de troisième* division qui ont réussi le plus bel exploit : Malakoff, en éliminant grâce aux penalties Valenciennes (2-2), après prolongation, et *La Paillade-Montpellier*, vain*queur* (2-1) de l'Olympique de Marseille, le tenant de la Coupe de France.

## *Marseille-La Paillade : le métier était du côté des amateurs*

Alès. — Ils sont restés de longues minutes prostrés sur leur banc, fuyant les regards, sans échanger un mot. Trop accablés pour chercher une explication qui *de toute façon n'aurait* rien arrangé. Du vestiaire voisin parvenaient des cris de joie et un refrain cruel : « *Non, non, non, non l'O.M. n'a pas passé.* » Pourtant, les joueurs marseillais avaient préparé ce match contre les *amateurs* de *La Paillade*-Montpellier avec un maximum de sérieux. Treizièmes en championnat, ils avaient reporté tous leurs espoirs et leurs ambitions sur cette Coupe de France qu'ils avaient gagnée au printemps *dernier*.

Cheveux blancs argentés sur un visage de patricien, M. Méric, président de l'O.M., plus seul que jamais, arpente tête basse le couloir du vestiaire. Il *n'ignore pas* que cette *défaite* va relancer les intrigues *florentines* pour le destituer. Avec un bilan financier déficitaire de 3 ou 4 millions de francs et les résultats sportifs que l'on sait, combien de temps *pourra-t-il résister ?*

### Superstition justifiée

A quelques pas de lui, ruisselant de larmes et de sueur, à deux doigts de l'apoplexie, M. Nicollin, le *président montpelliérain*, ne cesse de répondre aux accolades de ses amis : « *Je suis heureux*, répète-t-il. *Heureux. Excusez-moi si je ne peux rien dire. Je n'ai même pas vu nos deux buts.* » Ce match, il l'a vécu en faisant les cent pas le long du terrain, derrière trois ou quatre rangées de spectateurs agglutinés au grillage dans un stade plein comme un œuf avec douze mille personnes.

Volontiers superstitieux, comme beaucoup de footballeurs, les Marseillais appréhendaient à juste titre cette rencontre, que leurs dirigeants avaient même tenté de faire déplacer à *Avignon*. *Le* 8 février 1970, après avoir gagné la Coupe la saison précédente, l'Olympique de Marseille de Marcel Leclerc, emmené par Josip *Skoblar et Roger Magnusson*, avait, en 32e de finale, sur ce même terrain de la Prairie d'Alès, buté deux heures durant sur une défense nîmoise articulée autour *d'Henri* Augé et de Jean-Pierre Betton, aujourd'hui passés à La

De notre envoyé spécial

*Paillade*-Montpellier. Avant de s'assurer une victoire sur penalty durant la prolongation, les Nîmois n'avaient pas, ce jour-là, lésiné sur les moyens, et en particulier *sur les coups francs*, pour casser le rythme et le meilleur jeu col*lectif des Marseillais. Sept ans* plus tard, la recette était toujours valable.

Ainsi, M. Kitabdjian, l'arbitre du match, dut intervenir cinquante-trois fois au cours de la *rencontre pour sanctionner* des fautes. C'était plus qu'il n'en fallait pour réduire à néant le jeu collectif déjà déficient des Marseillais. Si on excepte quelques tentatives personnelles du jeune Argentin Norberto Alonso, qui *obtint d'ailleurs le but d'égalisation* à la 27e minute, jamais les attaquants phocéens ne surent porter le danger chez leurs adversaires. Le métier était cette fois *du côté des amateurs de La Paillade*.

A plus d'un titre, ces amateurs de La Paillade ne manquent pas d'originalité. Fondée seulement en 1974 par la fusion d'un club corporatif, l'A.S. *Nettoiement*, et du Sporting-Club Littoral, cette équipe bénéficie néanmoins de toute l'expérience des anciens professionnels qui la composent : les Nîmois Louis Landi (trente-cinq ans), dans les buts, Henri Augé (trente-quatre ans) et Jean-Pierre Betton (trente et un ans), encadrés en défense par les Montpelliérains Terrasse (trente-deux ans) et Besson (trente et un ans), *et, en attaque, le Lyonnais Fleury* Di Nallo (trente-trois ans).

### Le contraire d'une retraite dorée

A *l'image de ce dernier, victime* récemment d'une entorse au genou gauche, mais qui n'avait pas hésité à se faire ôter son plâtre avec quelques jours d'avance pour être présent au rendez-vous, tous ces anciens footballeurs professionnels ne sont pas venus à Montpellier pour profiter d'une retraite au soleil. Déjà, à leurs côtés, s'affirme toute une nouvelle génération de joueurs locaux au talent prometteur, et si les anciens surent résister en défense, ce *sont deux jeunes* espoirs qui firent la décision en attaque : l'avant-centre Douai, à la 23e minute, et le junior Jean-Marc Valadier, auteur du but vic*torieux* à deux minutes de la fin du match.

Les ambitions des Montpelliérains ne se *limitent* pas à se distinguer chaque année dans cette Coupe de France dont ils disputeront les seizièmes de finale pour la troisième fois consécutive. *Président d'une importante société* de nettoiement et d'enlèvement des ordures ménagères, M. Nicollin n'entend pas créer un club de vieux crampons, mais préparer l'avenir et *redonner* au *football* la place qui fut la sienne à Montpellier dans les années 50.

Sur un terrain donné par la municipalité, dix rectangles de jeu ont déjà été amenés au milieu des *H.L.M. du nouveau quartier* de La Paillade. Une tribune de deux mille cinq cents places a même été construite aux frais du club autour du terrain d'honneur. *Chaque dimanche, vingt-deux* équipes, dont dix-sept de jeunes, opèrent en championnat. Véritables missionnaires de ce qui était devenu le désert du football, les *anciens professionnels* avaient aussi pour objectif d'amener rapidement le club en deuxième division. Il reste encore un échelon à gravir pour parvenir à ce but, mais, grâce à la Coupe de France, La Paillade-Montpellier a déjà conquis un *public*.

Si *sa* pelouse peut être *remise* en état, le stade municipal sera sans doute trop exigu pour accueillir le 13 ou le 20 mars prochain les seizièmes de finale de la Coupe de France dont le tirage au sort aura lieu le mercredi 16 février. Une démarche sera faite auprès de M. Delmas, maire de Montpellier, pour parvenir à une solu*tion. Pour la première fois depuis* de longues années, le sport et le football seront sans doute à l'ordre du jour de la campagne pour les élections municipales. Ce n'est pas le moindre mérite des missionnaires de La Paillade de les avoir sortis de l'oubli et de la misère dans lesquels ils étaient tombés à Montpellier.

GÉRARD ALBOUY.

# LES RÉSULTATS

## *Automobilisme*

Rallye de Suède comptant pour le *Championnat du monde des rallyes.*

1. Blomqvist-Sylvan (Saab 99) ; 2. Danielsson-Sunberg (Opel Kadett GTE) ; 3. Kullang-Berglund (Opel Kadett GTE) ; 4. Lampinen-Andreason (Fiat 131 Abarth), etc.

## *Basket-Ball*

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE *NATIONALE I*

*Villeurbanne, qui jouait à Monaco, a perdu d'un point un match qui était à sa portée, ce dont a profité Caen, qui recevait Valenciennes. On remarquera que Tours, champion en titre, n'a lui aussi gagné que d'un point devant le Stade clermontois en déplacement.*

*Monaco bat Villeurbanne .. 82-81
*Tours bat Stade Clermontois 108-107
*Berck bat Challans ......... 96-77
*Lyon bat Le Mans ......... 100-85
*Bagnolet bat Stade Français 104-86
*Nice bat Tarare............ 105-73
*Orthez bat Antibes.......... 117-101
*Caen bat Valenciennes .... 113-84

CLASSEMENT. — 1. Villeurbanne, Caen, 58 points ; 3. Nice, 52 ; 4. Berck, *Le Mans*, 51 ; *6.* Tours, Bagnolet, Orthez, 48 ; 9. Antibes, 46 ; *10.* Monaco, 44 ; *11. Challans, 40* ; 12. Lyon, Clermont, 38 ; 14. Stade Français, 32 ; 15. Valenciennes, 28 ; 16. Tarare, 26.

## *Football*

COUPE DE FRANCE
(trente-deuxièmes de finale)

*DIVISION* I CONTRE DIVISION II

Gueugnon b. Lyon ............ 1-0
Avignon b. Bastia ............ 3-1
Strasbourg b. Nancy ............ 1-0
Lorient b. Laval ............ 1-0
Nantes b. Toulouse ............ 1-0
Paris-S.-G. b. Fontainebleau .. 7-1
Metz b. Chaumont ............ 5-1
Angers b. Angoulême ............ 2-0
Reims b. Bourges ............ 4-2
Lille b. Dunkerque ............ 1-0
Troyes b. Besançon ............ 4-0

DIVISION I CONTRE DIVISION III

*La Paillade* b. *Marseille* ......... 2-1
Malakoff et Valenciennes, prol. 2-2
(Malakoff qual. aux pen., 3-2)
*Rennes* b. *Limoges*, prol. ....... 3-2
Saint-Etienne b. *Alès* ........... 2-0
Bordeaux b. *Guingamp* ........ 4-1

DIVISION I CONTRE AMATEURS

Nice b. Annecy ............ 8-1
*Lens* b. *Morangis-Chilly* ........ 3-1
Nîmes b. Lyon-Decines ........ 1-0
*Sochaux* b. Meaux ............ 4-1

*DIVISION II ENTRE EUX*

Cannes b. Arles ............ 4-0
Châteauroux b. Boulogne ...... 1-0
Brest b. Quimper ............ 2-1
Monaco b. Martigues ........ 1-0

*DIVISION II CONTRE DIVISION III*

Haguenau b. Epinal ............ 3-1

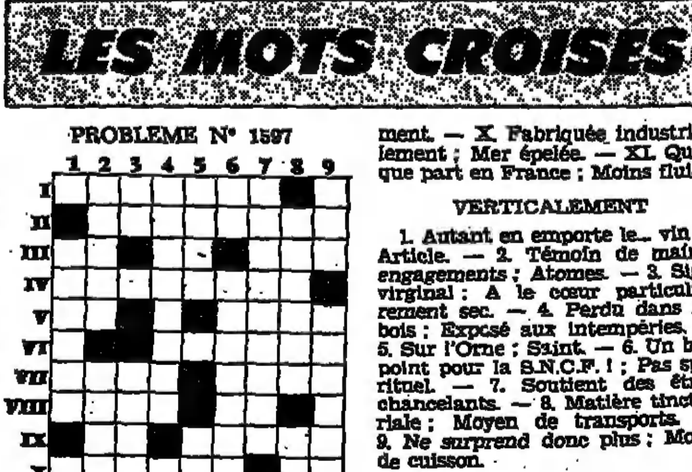
Auxerre b. Poissy ............ 1-0
Rouen b. Saint-Ouen ............ 1-0

DIVISION II CONTRE AMATEURS

Ajaccio b. Montélimar ............ 5-3
Caen b. Orthez ............ 3-1

DIVISION III CONTRE AMATEURS

Villemomble b. Creil ............ 2-1
Viry-Châtillon et Vauban Strasbourg, prol. ............ 1-1
(Vauban qual. aux pen., 5-4)
La Rochelle b. A. S. Mantes .... 5-1




PROBLEME N° 1597

HORIZONTALEMENT

I. Une bonne raison pour ne pas écrire ses Mémoires ! — II. Permettent de toucher bien des gens. — III. Dans l'évocation d'un souvenir gai ; Un peu de mélancolie ; Un qui ne manquait pas d'imagination. — IV. Pourquoi cacheraient-ils leur jeu ? — V. Fin de participe ; Port étranger. — VI. Objet d'attractions. — VII. Dans une sacristie ; Une invention qui a *fait* beaucoup de chemin. — VIII. Foulée par de paisibles ruminants ; Langue. — IX. Invite à ouvrir l'œil ; Confia temporairement. — X. Fabriquée industriellement ; Mer épelée. — XI. Quelque part en France ; Moins fluide.

VERTICALEMENT

1. Autant en emporte le... vin ! ; Article. — 2. Témoin de maints engagements ; Atomes. — 3. Sigle virginal ; A le cœur particulièrement sec. — 4. Perdu dans les bois ; Exposé aux intempéries. — 5. Sur l'Orne ; Saint. — 6. Un bon point pour la S.N.C.F. ! ; Pas spirituel. — 7. Soutient des êtres chancelants. — 8. Matière tinctoriale ; Moyen de transports. — 9. Ne *surprend* donc plus ; Mode de cuisson.

Solution du problème n° 1596

*Horizontalement*

I. Boxe ; Poux. — II. Alertes. — III. Li ; Raseur. — IV. Ivoire ; Né. — V. Se ; OE ; Vis. — VI. Eson ; Lev. — VII. Usé ; Ues. — VIII. RR ; Lèvre. — IX. Vase ; Test. — X. *Iso* ; *Rusée*. — XI. Tental.

*Verticalement*

1. Balises ; Vit. — 2. *Olives* ; Rase. — 3. Xe ; Ourson. — 4. Errions. — 5. Taré ; El ; RA. — 6. Pèse ; Etui. — 7. Ose ! ; Veuves. — 8. Universel. — 9. Xérès ; Sète.

GUY BROUTY.




lenciennes et Lav
Coupe de Franc

du côté des amate

LTATS

OTS CROIS



# REGARDS SUR BEAUBOURG

## AU MUSÉE D'ART MODERNE

# Le droit à l'erreur

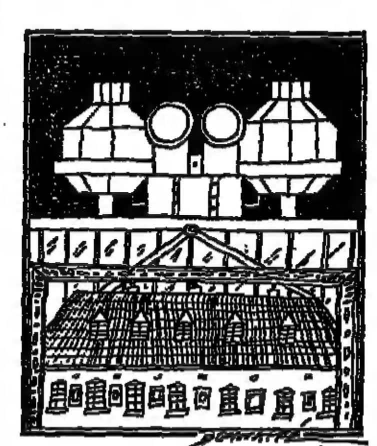
par ANDRÉ FERMIGIER

LE nouvel espace du Musée d'art moderne, tel que *s'en achève* à Beaubourg l'installation, *correspond à un parcours d'histoire* si vaste et glorieux qu'on se limitera *pour l'évoquer à quelques impressions immédiates*. Immédiates et partielles, tant la foule des visiteurs oblige à des reptations, sauts à la perche, visions en biais et à quatre pattes, *qui font remettre à plus tard* les analyses et jugements définitifs.

La *première impression*, la plus forte, est celle de la richesse des *collections. Certes, qui a fréquenté* le musée depuis la fin de la guerre, en ses assez modestes débuts, l'a vu peu à peu s'enrichir de legs, de dons (Sonia Delaunay, Eva Gourgaud, Georges Salles, etc.), d'achats en général judicieux, prendre au *cours des ans figure internationale*, valeur de *référence*, de témoignage *à peu près complet*. Il n'en reste pas moins que, l'ensemble des collections ayant trouvé un espace à leur mesure (17 200 m2, mille deux cents œuvres exposées, six cents en réserves accessibles), on se plaindrait plutôt que la mariée est trop belle, *qu'il y a trop de tableaux et, même,* si l'on s'expose par là au reproche de chauvinisme et de prétention à un quelconque « leadership », on peut affirmer qu'aucun autre musée, New-York excepté et à égalité, n'offre un panorama aussi divers et satisfaisant de l'art du vingtième siècle.

*Bien sûr, il y a des trous. Matisse,* nous y reviendrons, est plus grand qu'on ne nous le dit à Beaubourg ; les écoles étrangères, l'expressionnisme allemand en particulier, sont *sous-représentées*, ce qui est *inévitable* : aucun musée n'est encyclo*pédique, et Picasso lui-même, malgré* tant de toiles de premier plan et les merveilleux cartons de tapisserie légués par Marie Cattoli, n'apparaît pas dans toute l'étendue de son impériale carrière.

Mais aussi, que de chefs-d'œuvre, *d'ensembles auxquels il n'y a rien* à reprendre, presque rien à ajouter : *le début du siècle, Bonnard, les fauves,* le cubisme (surtout pour la partie graphique et les papiers collés), Pevsner, Magnelli, Kupka, Léger (sublime, génial, prophétique !) et tant *d'autres !* Les brèches les plus voyantes ont été colmatées soit par des *prêts obtenus de musées étrangers* ou de collections particulières — *ainsi pour Malevitch et Schwitters,* — soit par des achats récents presque toujours bien inspirés : le Chirico d'Apollinaire, Villon et Duchamp-Villon (les deux grands hommes de la famille), Miro, Haussmann et Brauner du côté de dada et du surréalisme, un Mondrian exemplaire, le célèbre « Modèle rouge » de Ma*gritte, une* « Danseuse » d'Arp qui est peut-être le chef-d'œuvre de cet *artiste inégal et en général beau*coup moins amusant qu'il ne croyait l'être.



Et l'on aura garde d'oublier les donations particulièrement généreuses qu'a *provoquées* la création du Centre. Celles de la *famille d'Henri Matisse (dont, rare* merveille, le fusain du « Luxe ») ; de Vieira da Silva et d'Arpad Szenes ; de Yulie Lipschitz, qui complète un ensemble déjà fort beau ; celle enfin, *spectaculaire*, des Kandinsky *offerts* par la veuve de l'artiste. La liste *n'est d'ailleurs pas close : on* attend Giacometti, Max Ernst et, ce qui est un peu moins stimulant, Vasarely.

Le parcours commence en 1905, *au Salon des fauves, les symbolistes* et les nabis étant restés dans l'édifice de l'avenue Wilson, avant de rejoindre l'hypothétique et combien souhaitable musée du XIXe siècle que devrait abriter un jour la gare d'Orsay. Le premier niveau conduit *aux lendemains du cubisme et, avec* une intention, sans doute, de facétie qui nous a paru assez peu spirituelle, s'achève, au pied de l'escalier mécanique, sur l'Anatole France de Bourdelle, représenté de façon insuffisante, ainsi que Maillol, *Despiau et les excellents sculpteurs* « classiques » de l'époque.

On monte et l'on est accueilli, au milieu d'un fiefla de plantes vertes, par les quatre versions de « *Nus vus de dos* » de Matisse, superbe ensemble mais bien malen*contreusement placé, puisqu'il bou*che la vue des terrasses où sont exposées les sculptures : *Max Ernst* (il y en a un *peu trop*) et un stabile de Calder (c'était le lieu où nulle part de mettre un mobile, une machine de Tinguely rattrape cela, sur une autre terrasse, comme elle peut). Vient l'entre-deux-guerres, *dont nous ne dirons rien*, il y *aurait* trop à dire, sinon qu'une habile *diplomatie est parvenue ici* à équilibrer ce qui a irrémédiablement vieilli et ce que l'épreuve du temps a *ratifié* du jugement de nos pères.

Un sas, marqué par quelques très *beaux* Hartung. Et *nous voici* en 1945. Superbe ! Quel grand moment, et je dirai même, pour ceux qui ont plus ou moins vécu *cette* époque, quel moment de vraie et profonde *émotion* ! Qu'il s'agisse de la première ou de la seconde vague, *abstraction ou pas abstraction, on* est ébloui par la force, le courage, l'allégresse de création des peintres de cette époque : Dubuffet, Soulages, Hantaï, Tobey, Rothko, Bram van Velde, Riopelle, Reinhardt, Nicolas de Staël (dont l'immense « *Concert* » *est d'ailleurs fort mal placé*), et bien d'autres encore que nous ne nommons pas et que *l'accrochage* a parfois, bien injustement, négligés.

La plupart de ces toiles, nous les avions déjà vues dans les salles de l'ancien musée. Mais en voici trois *qui, récemment entrées grâce* à de généreux donateurs, raniment l'en*thousiasme du visiteur épuisé (il n'y* a pas encore d'espaces de détente) par tant de chefs-d'œuvre : « The Big Five », peint en 1960 par Jasper Johns (lequel depuis...), un Pollock, « The Deep », d'une intériorité superbe, et un immense Sam Francis, « *In Lovely Blueness* », dont le lyrisme résume l'élan de ces années de départ, de conquête et de royaumes sans roi.

La suite du parcours est beaucoup moins exaltante. Bien sûr, le tri n'est pas encore fait, chacun à l'égard du présent est prisonnier de sa subjectivité, et il y a encore dans cette « fin de partie » de très bons moments : Haine, Villeglé, le bar de Gilbert et Georges, la chambre de *Kienholz, les* « *Soft Drums* » de Claes Oldenburg, Arikha, Szafran, relégués en *bout de piste au milieu* d'un bien fâcheux voisinage, ou encore ce panneau où sont accrochés Alechinsky, Debré et une toile de Helen Frankenthaler, étonnante de vivacité *et de fraîcheur*. Mais aussi que de présences abusives, d'achats *inutiles et sans doute ruineux* ! Ce Beuys, pour ne prendre qu'un exemple, quel néant ! *On a l'impression* d'une *sorte* de débandade, de complaisance à l'égard de ce que la mode offre de plus criard et immédiatement fané.

### « Fin de partie »

On le regrette d'autant plus que ces dernières salles, avec la grande *croisée* qui court sur deux niveaux, sont les plus belles du musée. Voilà, *en effet, l'autre impression très forte* que laisse une visite, même rapide, à Beaubourg : la beauté de l'espace, son ampleur, l'excellence de ses rythmes. Qu'il fasse beau, qu'il fasse laid, que le jour recommence ou que le jour finisse, on n'a jamais le sen*timent, si désagréable dans la plu*part des musées, d'être enfermé, on est sans cesse accompagné, par les jeux de la lumière et les formes mouvantes de la ville, par la variété *magnifique* des points de vue que la transparence de l'édifice dégage *sur Paris.*

Reste le problème de l'accrochage. Certains des principes adoptés par les *responsables* du département sont très judicieux : présenter en même *temps peinture et sculpture, déter*miner un parcours principal, une sorte d'avenue bordée d'alvéoles, de chapelles favorables aux œuvres plus intimes ou de moindre importance, l'inconvénient étant tout de même le labyrinthe et surtout les difficultés *du gardiennage (très insuffisant en* nombre, il faut absolument le dire). *Le parti d'un accrochage strictement* chronologique est lui aussi fort bon (il n'y en a d'ailleurs pas d'autre), *mais* à condition qu'on l'applique avec un minimum de souplesse. Sinon, on brise les *ensembles*, on ne laisse pas apparaître l'essentiel.

C'est le cas pour Picasso, dont certaines œuvres majeures sont accrochées comme en pénitence et *sans recul*. Plus encore pour Matisse, qui est littéralement atomisé aux *quatre coins du musée. Et que d'er*reurs de présentation ! Les Gonzales, les Pevsner, à touche-touche, et, toujours à propos de Matisse, on n'imagine rien de plus inefficace que la manière dont sont accrochés les sublimes ateliers de 1914, le *Luxe et son fusain, ou la grande gouache* de 1952, *la Tristesse du roi*, qui est *asphyxiée par l'Envol de l'oiseau*, de Pevsner, lequel ne prendra, d'ail*leurs, jamais son vol*, puisqu'on l'a enfermé dans une cage. Certes, il y *a de bonnes séquences, et le droit* à l'erreur (provisoire) existe ; l'ensemble, par rapport à tant de richesse, n'en laisse pas moins une impression un peu décevante.

*Une anecdote pour conclure.* Levant au ciel ses bras infinis, le général de Gaulle disait un jour à un homme politique que n'enthousiasmait *pas sa nouvelle affectation : « Voyons, un tel, être ministre des P.T.T., ce n'est pas au-delà des forces humaines !* » Eh bien ! débroussailler, mieux répartir la sculpture, créer des *temps forts*, mettre en valeur l'essentiel, revoir les dernières salles, cela non plus ne devrait pas être au-delà des forces humaines, et, de toute *manière, Beaubourg est déjà le mu*sée magnifique ouvert à tous que nous attendions depuis vingt ans.

*(Jeudi 10 février.)*

## AU C.C.I.

# Archéologie de la ville

*FAISONS un rêve : supposons que le monde sera là dans deux mille ans et qu'on trouve dans un site archéologique les restes intacts d'une de nos villes contemporaines où les supermarchés ont déversé ces objets industriels pour lesquels on n'a pas aujourd'hui un regard tant ils sont quotidiens et usuels. Auront-ils pour ceux à venir le pouvoir évocateur qu'ont pour nous les choses du passé trouvées après des millénaires ?*

*Tel est le thème de l'exposition « L'archéologie de la ville » que propose le C.C.I. à Beaubourg. Un thème énorme, dont le seul intitulé charrie un monde et laisse entrevoir un regard nouveau sur notre environnement, si proche qu'il en devient invisible. Un beau menu, mais on reste sur sa faim.*

*Cette exposition, conçue par le groupe Haus-Rucker, soumet les objets d'aujourd'hui au regard qu'on pose sur les choses anciennes. Dans le regard archéologique, c'est moins l'objet que l'opération mentale qui importe. Des ciseaux, du papier-monnaie, le contenu d'un sac de femme, des instruments, des pilules, des armes d'aujourd'hui, ont-ils ce pouvoir de rêve qu'ont les pierres taillées de l'homme primitif, les morceaux de poterie grecque, les objets scythes, ou bien le pain pétrifié par la lave de Pompéi ?*

***

*Il faut aller voir les « restes » par anticipation d'une ville contemporaine mise au jour au centre même du forum pour en mesurer l'absence de pouvoir évocateur. D'ailleurs, on ne peut pas faire autrement : en entrant à Beaubourg, on y est. La « ville » est dans une fosse carrée, schématique, image claire qui s'offre d'en haut, comme ces sites de fouilles qu'on voit dans les livres d'archéologie. Un morceau de ville orthogonale, avec ses six rues de chaque côté d'une avenue perpendiculaire. Toutes droites sauf une, qui est oblique et se ferme. L'impasse qui ne mène nulle part. Un accident dans la ville. Comme la côte blessée d'un cheval. Ici, une image se superpose à une autre : le tracé de la ville, c'est le squelette dorsal d'un cheval, la colonne vertébrale au centre, à droite et à gauche, les côtes.*

*Un cheval dans la ville, ce ne peut être que le cheval de Troie. Le mythe du véhicule dont les flancs contiendraient les instruments de destruction. Sont-ils ces objets quotidiens que nous avons créés et qui pourraient bien se retourner contre nous ? Pour donner au spectacle un peu de pouvoir suggestif, des sons de cité de science-fiction ravagée en montaient l'autre soir du concert de Sinopoli avec le groupe des Percussions de Strasbourg. La mort dans une ville où seuls vivraient les objets.*

***

*On en a fait un choix restreint : tout ce qu'en ville on porte sur soi et, en quelque sorte, fait partie de soi. Mais présenté en multitude. Voici la rue aux ciseaux (les ciseaux qui coupent les choses et les gens), dont les caractéristiques fonctionnelles esquissent, à partir du moment où elles sont mises en vitrine, un délire formel surréaliste ; la rue aux billets de banque, aux actions de Bourse, aux papiers d'assurance qui règlent les transferts de pouvoirs dans une société organisée sur les valeurs d'échange. De pauvres dieux en papier suspendus au-dessus de nos têtes, comme les fanions d'une rue chinoise ; la rue aux chaussures : chaussures usagées supposées être de citadins qui marchent, gandins des boulevards et gourgandines nocturnes, coureurs à pied et marcheurs de brousse évadés de la ville... Le tout usagé comme il se doit, ayant vécu et parfois à peine survécu, emprunté aux gens, aux magasins des objets trouvés et parfois même aux morgues !... De même ce fleuve d'objets personnels coulant dans des vitrines vide-poches que l'on pourra scruter à loisir pour tenter de reconstituer, derrière chaque trousseau de clefs, paquets de brunes, tickets de métro ou de P.M.U., l'homme qu'ils cachent ou bien la femme.*

***

*Des artistes ont déjà fait de leurs travaux le mimétisme de l'archéologie, et en tête le très poétique Boltanski, qui, en 1974 au C.N.A.C., avait procédé à « L'inventaire d'objets ayant appartenu à la femme de Bois-Colombes ». En « vidant son sac », elle se mettait à nu. Il n'est pas étonnant qu'en venant, comme beaucoup, visiter Beaubourg Boltanski en soit reparti avec le sentiment que ses propres « fouilles » ont été pillées.*

*Elargie du « tout » d'un individu à l'échantillonnage d'une société, le procédé perd en substance poétique et ne montre pas qu'il ait gagné grand-chose. On y pose un regard ambigu sur la vie moderne : ici, on la croirait tournée en dérision, là on décèle un plaidoyer pour des rapports réalistes.*

*Tandis qu'en haut et à côté on tente de déchiffrer les œuvres d'art contemporain, le C.C.I. s'est donné pour but, lui, d'analyser la société industrielle à travers ce qu'elle produit et d'une certaine manière la rendre plus intelligible et aider à la faire admettre. On le voit, de tous les départements du Centre Georges-Pompidou, le C.C.I. est le plus engagé dans la vie moderne, et, à sa manière, il est le plus « politique ». Tantôt par l'analyse positive, comme c'est le cas dans l' « anatomie d'un bâtiment » (à propos de l'architecture de Beaubourg, voir le Monde du 1er février), tantôt par l'humour qu'on trouve dans l'exposition « La femme d'un jour ».*

JACQUES MICHEL.

*(Jeudi 10 février.)*

★ « L'archéologie de la ville » au centre Georges-Pompidou. Exposition conçue par le groupe Haus-Rucker Inc., commissaire de l'exposition Françoise Mathey.

## UN FILM, UN LIVRE

# « Giacomo Matteotti », la mort d'un juste

Ce « Giacomo Matteotti », qui vient de sortir *dans quelques salles* parisiennes, brise avec les schémas traditionnels qui font — à l'étranger — le succès d'un certain cinéma italien. Politique, il n'est *ni démagogique ni « facile »* en tout cas. Historique, il n'insère pas les événements dans un système d'idées reçues. C'est enfin une œuvre en soi, création où le réalisateur, Florestano Vancini, poursuit *la méditation sur « la mort du juste »*, qui inspire toute son œuvre dans la ligne du tragique méditerranéen courant de Sophocle à Camus.

L' « *affaire Matteotti* » marqua, en 1924, le basculement du régime fasciste vers la dictature absolue. Deux ans de régime pseudo-démocratique, après la marche sur Rome de la fin d'octobre 1922 et la prise *du pouvoir par Mussolini, venaient* d'aboutir à des élections générales truquées. Giacomo Matteotti, secrétaire du parti socialiste unifié, dénonce à la Chambre des députés les violences politiques, juridiques et physiques, qui avaient apporté *aux listes fascistes la majorité* absolue. Dix jours plus tard, il disparaissait, *enlevé à la sortie de son* domicile, sur un quai du Tibre, à Rome. Son cadavre était retrouvé dans un *bois deux mois après*.

Crime politique, l' « *affaire Matteotti* » *s'apparentait plus à l'as*sassinat du duc d'Enghien qu'à la « Nuit des longs couteaux » du 30 juin 1934, qui, instaurant définitivement le régime nazi en Alle*magne*, fut essentiellement un règlement de comptes entre ses *militants*.

A Rome, le responsable de l'assassinat du député social-démocrate était un homme de main du parti fasciste depuis ses débuts. *Spadassin d'origine* italo-américaine, combattant de corps franc, *il se nommait Amerigo Dumini*, truand et fanatique, *pareil* à tant de serre-files des mouvements d'extrême droite, dont les crimes jalonnent les opérations de haute politique, jusqu'à l'assassinat de Lambrakis ou de Ben Barka.

*Si, à l'origine, il s'agissait de* « donner une leçon » à Matteotti, les *matraqueurs allèrent trop loin* : ils le tuèrent dans la voiture même de l'enlèvement. Dumini décrit leur affolement, puis celui des pouvoirs publics dans ses Mémoires publiés *après la guerre* (1). Car il n'y eut pas de machination policière avant *le crime, et le film ne se donne* pas la facilité d'en bâtir une.

La trame de l'épisode, comme celle de l'œuvre de Vancini, était autre et se broda sous l'inspiration *du moment : les réactions* improvisées, la *cascade* des désarrois, la *dilution de toute autorité*, manquèrent faire vaciller le pouvoir *qui, en dépit de l'appareil du parti* fasciste — plus *apparent* que *réel* — *sembla* un moment vacant. Tous les responsables de la police et du parti furent impliqués, voire arrêtés. L'Italie allait se retourner, *lorsque Mussolini revendiqua de*vant la Chambre le crime et ses conséquences.

Face à lui, une réunion des oppo*sitions, encore légales, représentées* au Parlement, mais usées. Communistes, *socialistes, catholiques*, dé*battirent d'une tactique* : celle du *célèbre* « retrait sur l'Aventin », c'est-à-dire de l'abstention de toute participation aux débats parlementaires visant à la constitution d'un contre-Parlement. La mort de Mat*teotti marqua* leur séparation. Antonio Gramsci, secrétaire du P.C., *entra dans la clandestinité* et connut bientôt la prison ; Giovanni Amendola, leader libéral, allait mourir un an plus tard, des coups reçus ; don Sturzo, leader catholique, partait pour l'exil sur l'injonction du Vatican.

Résumé de cette histoire vécue, mais aussi de ce que raconte le film, en incitant le public italien à revenir sur un épisode-clé, qui n'est pas tout à fait étranger à la *problématique* de la politique contemporaine. Florestano Vancini *a choisi le parti de l'évocation physique la plus rigoureuse*, au risque de mimétismes qui pourraient détruire la crédibilité. Il a gagné grâce aux prodigieux « numéros d'acteur », de Franco Nero, Mario Adorf, Riccardo Cucciola, Damiano Damiani (le réalisateur de films), qui donnent à Matteotti, Mussolini, Gramsci, Amendola, une consistance, une vérité, une iden*tité dont le spectateur ne doute à* aucun instant.

Pourtant, les choses ne lui sont pas facilitées : l'attachement à la lettre de l'histoire, dans toute sa confusion, *provoque ici ou là* des allusions (par exemple, l'évocation *de la réception donnée par l'am*bassade soviétique au moment de *l'assassinat*) difficilement saisissables à qui n'est pas informé au *préalable*. L'intervention du *jeune* polémiste libéral Pietro Gobetti, matraqué à Turin, politiquement justifiée, rompt le fil.

C'est précisément la série de ruptures des épisodes les uns par les autres qui dessine la logique du drame dans sa totalité. Florestano Vancini retrouve ici son obsession et son style, dépasse le pur *récit pour poser la question du* « juste », *comme* il l'avait fait dans *l'extraordinaire* « Bronté », que le public français n'a pas encore *découvert*. L'utopie politique — que ce soit ici la liberté sous toutes ses formes, ou, dans « Bronté » l'octroi de la terre aux paysans affranchis du servage *par les troupes de Garibaldi* — vaut-elle qu'on meure pour elle ?

Discours ingénu ? Pour Vancini, certainement pas ; il vaut d'être inlassablement relancé à partir de l'histoire vécue, et d'accéder à la forme la plus sobre, épurée du *pathos, des frénésies et des flatteries*. Quelques-uns des plus célèbres réalisateurs italiens tournés vers le cinéma politique *manipulent* adroitement les effets de bonne conscience et de grosses recettes. Vancini n'apprécie pas de plaire ni de laisser en paix. Que du moins cette présentation de son « Matteotti » à Paris permette d'y reprendre son œuvre entière, à *partir de « la Longue Nuit de 1943 »*, son premier long métrage, de 1960, où toute sa thématique était déjà développée.

JACQUES NOBÉCOURT.

*(Lundi 14 février.)*

(1) Amerigo Dumini : *Matteotti, coups et blessures ayant entraîné la mort*. Trad. Julliard, 1973, 315 pages.

# LETTRES

SUR la centaine de paquets d'éditeurs reçus en janvier, près du quart, nombre jamais atteint, ne contenaient pas de livres. Leur couverture glacée offrait en appât une signature ou un visage popularisés par les médias, à l'exclusion de tout autre, et sous cet emballage digne de la Marquise de Sévigné, rayon confiserie, s'étalaient les crottes de chocolat de parlotes au magnétophone, maquillées en texte inédit.

Cette ruse ne dérange pas quand elle profite à des retraités du spectacle ou de la politique, à qui elle donne l'ultime illusion de savoir écrire. Elle choque davantage quand il s'agit de vrais écrivains. Elle risque de réserver bientôt aux auteurs déjà notoires, ou remarqués pour de piètres raisons, l'accès effectif au public et d'enferrer les exclus dans l'incommunicable.

Surtout, on trompe sur la marchandise, malgré les minuscules mentions « propos recueillis » et les scrupules tardifs des préfaces. Il n'y a aucun snobisme à s'en plaindre. Répondre à un visiteur sympa n'a rien à voir, pour un écrivain de métier, avec son métier. Le micro ne fait que fixer le déroulement de paroles à peine plus retouchables que le temps lui-même, alors que le stylo sculpte l'espace et surcharge les mots de sens. Sartre explique stoïquement comment la cécité, en le privant de raturer, a compromis chez lui la seule activité intellectuelle qui vaille. (*Situation X*, Gallimard 1976, page 150.)

LE titre *Autrement dit* que Marie Cardinal donne à la suite « orale » des *Mots pour le dire* n'évitera pas les malentendus ; ni ses protestations, reprises par son intervieweuse Annie Leclerc, contre une « supercherie » préjudiciable aux vrais auteurs moins courus. Du moins comprend-on ce qui l'a poussée : continuer de répondre à l'attente extra-littéraire des milliers de femmes paumées qui

## *Marie Cardinal, Gilbert Cesbron, Maurice Clavel, Philippe Sollers*

# LE TEMPS DU MAGNÉTOPHONE

l'avaient assiégée après son témoignage spectaculaire de réappropriation de soi.

Les lectrices des *Mots pour le dire* complètent donc ici leur information sur les sept années de psychanalyse grâce auxquelles l'auteur a évité l'asile. Elles renouent avec l'enfance enivrée et contrainte dans l'Algérie coloniale, la mère adorée et honnie, et cette bizarre compagne, la névrose, qui reprend à son compte les pressions extérieures, dérègle nerfs et sang, puis prend congé, paraît-il, au creux d'un divan.

Reste l'aliénation due au statut social des femmes en général. *Autrement dit* y insiste plus que *les Mots pour le dire* et indique par où passera la libération : l'agonie du couple traditionnel, le droit des femmes à plaire sans s'attifer, la fin des agenouillements tartufes devant la maternité. Comme elle doit personnellement sa délivrance à l'écriture, Marie Cardinal ajoute à ces armes des livres de femmes qui l'affranchiraient enfin des tabous de la décence et de la grammaire, « au ras du corps », sans le jargon qui coupe les théoriciennes du public concerné.

Preuve que la conversation reste infirme, et Marie Cardinal un écrivain : dès que l'exalte ce plan de combat, un souvenir d'amour radieux, ou sa rage méditerranéenne de vivre, elle troque le micro pour l'irremplaçable plume !

GILBERT CESBRON, lui aussi, préfère l'encre à la salive. Pour mieux célébrer son culte de l'écriture, il s'est forgé dès l'enfance une calligraphie de grimoire monastique. Et le voilà à son tour palabrant !

Bah ! on lui pardonne, à lui aussi. Si Marie Cardinal a l'excuse de s'appuyer sur un livre à succès et à débat, Cesbron, lui, peut en invoquer trente-sept, laissés sans glose. Cela vaut bien, Chavardès aidant, le brin de causette de *Ce qu'on appelle vivre*.

**Par Bertrand Poirot-Delpech**

D'autant que l'homme ne s'est jamais vraiment confié. Boudé par les snobs intellectuels pour cause de succès, allergique aux chamarrés de tous poils, cet auteur vendu à quelque dix millions d'exemplaires reste finalement une énigme. Sous ses boucles grises de vieil enfant, derrière son regard chagrin, qui y a-t-il au juste ?

Le croira-t-on ? Un humoriste. Assez, par exemple, pour avoir choisi à vingt ans d'apprendre la radio avec Pierre Dac plutôt que d'entrer avec Michel Debré au Conseil d'Etat. Avec l'âge, le rire est devenu intérieur, mais garant d'une indépendance d'esprit rare, presque démodée.

Parce qu'il enquêtait sur le terrain et vivait sa foi, on a traité le romancier des *Saints vont en enfer* et des *Chiens perdus sans collier* de journaliste cul-bénit. Ce n'est pas si simple. Il se penche bien un peu sur la souffrance, mais non en sœur de charité : en chrétien pour qui l'individu compte plus que les idées, et le doute plus que la certitude partisane.

De là vient que la foule de l'Eglise et des lecteurs le laisse seul, sans système, paradoxal, pour un bout de communisme par-ci, un morceau de capitalisme par-là, inlassablement partagé entre l'espérance et le refus des illusions.

Un croyant à qui Dieu chuchote des bribes de vérités, mais qui n'en fait pas un plat.

TEL n'est pas positivement le cas, on le sait, de Maurice Clavel. Par le livre et la chronique, l'auteur « gaullo-gauchiste » de *Dieu est Dieu, nom de Dieu !* se croit l'instrument somnambulique d'un dessein providentiel. L'Esprit qui l'a converti naguère l'aurait chargé d'ouvrir les yeux de ses contemporains sur l'inspiration divine de mai 68. Les barricades et les slogans d'il y a huit ans seraient tombés du ciel.

L'été dernier, à France-Culture, Maurice Clavel a annoncé une fois encore la bonne nouvelle. C'est Dieu qui aurait manifesté au quartier Latin, fracturé la culture, réduit à néant tous les philosophes entre Kant et Foucault, et permis que sur ces décombres fumants plane enfin, Grasset éditeur, *l'Ange* de Jambet et Lardreau.

A cause d'un télégramme ancien de Philippe Sollers, où il a vu on ne sait quel signe du miracle en marche, ou l'occasion d'une politesse comme il les affectionne, Maurice Clavel a accepté de confronter sa version mystique de 68 à l'analyse, supposée plus rationnelle et politique, du directeur de « Tel Quel ».

Au cours des cinq entretiens menés par Jacques Paugam et repris aujourd'hui en simili-livre sous le titre *Délivrance*, Sollers hasarde avec vaillance qu'en 1968 le retour à la conscience de tous les marginaux refoulés depuis un siècle a pu aider le Saint-Esprit, que Marx et Freud n'ont sans doute pas dit leur dernier mot, et que la philosophie, du moins le croira-t-on, peut encore servir.

C'est compter sans l'abattage fracassant de son interlocuteur. Quand ce n'est pas l'aîné qui l'interrompt, c'est le professeur qui le rectifie, le débatteur qui l'obstrue, l'orateur qui le coupe, l'homme de lettres qui se cite, le bénisseur qui le flagorne, le croyant qui l'embobine. Bref, l'élève Sollers, bien que sacré génie, Dieu et j'en passe, n'en place pas une. C'est le petit Phèdre chez Socrate, l'enfant de chœur au confessionnal pour lecture de Freud en cachette, le Chaperon rouge peloté par Mère Grand.

L'inconvénient de ridiculiser quelque peu les débats d'idées est compensé par un avantage certain : la lecture de *Délivrance* confirme, mieux que l'écoute dans le poste, l'évidence vieille comme la conversation que, dans le dialogue le plus intelligent et le plus complice, ce n'est pas la vérité qui marque les points, mais la grande gueule qui roule l'autre dans la farine.

*(Vendredi 11 février.)*

★ AUTREMENT DIT, avec Marie Cardinal, Grasset, 222 pages, 32 F.
★ CE QU'ON APPELLE VIVRE, avec Gilbert Cesbron, Stock, 334 pages, 38 F.
★ DELIVRANCE, avec Maurice Clavel et Philippe Sollers, Le Seuil, 146 pages, 9,50 F.

## *QUI ÊTES-VOUS Mr. BURGESS ?*

# Le grand roman qui nous manquait sur Napoléon

★ LA SYMPHONIE NAPOLEON, d'Anthony Burgess. Traduit de l'anglais par Georges Belmont et Hortense Chabrier. Laffont, 382 pages, 45 F.

OUI, c'est bien la première chose qu'on a envie de lui demander : « Qui êtes-vous, Mr. Burgess ? » La question est difficile, idiote, elle sent son étudiante américaine, mais on a envie de faire parler de lui ce géant mince, roux et timide, bien carré dans son fauteuil. On a envie de voir s'animer ce masque buriné et sérieux où pointe l'humour. « Qui êtes-vous, Mr. Burgess ? » Andrea, douze ans, bondit : « Le père d'Andrea », répond-il. Liana, l'épouse italienne et « buonapartista », sourit, avenante. Anthony fronce le sourcil, nous regarde tous et finit par éructer d'une voix forte : « Je ne sais pas. » « Non vraiment, je ne sais pas. Je suis un corps. Un corps qui ne comprend pas. » Pour Anthony Burgess, qui on est importe peu. Ce qui compte, c'est ce qu'on fait. C'est ce qu'on cherche.

***

A soixante ans, dans quelques jours (ça l'impressionne), Burgess a fait grand, et beaucoup. Il est l'un des tout premiers écrivains anglo-saxons de son siècle. Son chemin est pétri d'originalité et de paradoxes. On se souvient qu'il est venu à l'écriture tard. On lui donnait un an à vivre. Il enseignait en Malaisie. Il a tout lâché et s'est mis à écrire comme un fou. Cinq romans dans l'année et, au bout du compte, plus de tumeur au cerveau. Il avait commencé par être musicien (la musique restera primordiale pour lui) et compositeur (on lui doit un « Moïse » et une adaptation musicale de l' « Ulysse » de Joyce). Et il est devenu écrivain, traducteur (de notre « Cyrano de Bergerac » notamment), scénariste : on verra, cette année, à la télévision le « Christ » de Zefirelli, dont il est le coauteur.

### *Orwell avait tort*

Exilé viscéral, Anglais marginal et catholique, Burgess a roulé sa bosse des quartiers pauvres de Manchester, où il est né, à Gibraltar, Malte, Bornéo. Ces dernières années, il les a passées à Rome. Le voici aujourd'hui à Monte-Carlo. Pour combien de temps ? Une chose est sûre, en tout cas, il n'est pas question qu'il retourne vivre en Angleterre. « Je ne comprends pas ce pays ; d'ailleurs, tout a changé : l'argent, l'argot, les lois syndicales, la « métrication » (le mot est de Liana). Non, ce n'est pas possible. » Il a relu récemment « 1984 ». Orwell avait tort. Il prédisait un avenir prolétarien très sombre, où les ouvriers seraient des esclaves. C'est le contraire qui arrive. Ils sont les rois. C'est pire ! « Le monde d'Orwell est sympathique en comparaison du monde actuel », dit-il.

### *Aimez-vous Beethoven ?*

A cet Anglais sans terre, il reste sa langue. (« L'anglais est une langue peu intellectuelle, dit-il, c'est une langue corporelle. ») Vaste territoire, qu'il parcourt comme un champ de bataille, à grands pas, l'œil panoramique, qu'il anime, qu'il défigure et reconstitue au gré des humeurs et du génie. Car il en a. Souvenez-vous de l' « Orange mécanique ». Pour le grand public, c'est un film de Kubrick. C'est aussi un admirable livre de Burgess. Le langage du voyou narrateur, résultat d'une trituration lexicale ahurissante, mélange d'anglais « basic », de russe, de manouche et d'argot, ce langage autre imposait la distance avec un monde autre. Celui d'une jeunesse violente, désœuvrée, désespérée. Quand on sait que la première femme de Burgess a été violée par des voyous et qu'elle en est morte, on s'incline devant le courage du créateur qui, des années plus tard, exorcise et essaie de l'intérieur, avec des « mots », de figurer les assassins et, peut-être, de les absoudre. « Ce livre, dira-t-il, fut pour moi un exercice de pitié. » Il est aussi la revanche de l'écriture sur le destin, et son triomphe.

La musique, les mots, le héros. La trinité joycienne. Nous voici au sommet de l'œuvre avec cette « Symphonie Napoléon ». Burgess avait depuis toujours une grande ambition : mélanger les deux arts. Qu'une forme musicale contienne une matière romanesque. Kubrick l'a poussé à comprimer en un seul volume la carrière fulgurante de l'Empereur. (Il voulait en faire un film.) Burgess s'est exécuté, en se servant des structures de la « Troisième Symphonie » de Beethoven. La partition de « l'Héroïque » sur sa table, il a écrit, en cherchant, nous dit-il, « un équivalent littéraire à chaque mesure ». Son génie d'écrivain a fait le reste.

Première partie : « Allegro con brio ». Les campagnes d'Italie et d'Egypte, le 18 Brumaire, le passage des Alpes et Marengo, l'exécution du duc d'Enghien, le sacre. « Un petit Corse de rien du tout se hausse tout seul plus haut que Charlemagne. » Buonaparte se change en Bonaparte, joue en virtuose dans Milan tombée de ce « u » qui sépare « le français victorieux de l'Italien fraternel ». Il monologue, amoureux fou, devant le portrait de sa belle, mène à un train d'enfer son armée en loques, sème à tout vent l'esprit de la Révolution (avec lequel, jusqu'à sa mort, il entretiendra un inépuisable dialogue), forge son rêve d'une Europe unie, bouscule, conquiert et inquiète.

D'emblée, et tout au long du livre, la variété l'emporte. Les points de vue et les tons se multiplient au fil des séquences, tour à tour brillantes et vigoureuses, humoristiques, tendres (quand elles mettent en scène la vaporeuse Joséphine), ou réalistes jusqu'à l'intolérable (les atrocités de Gaza « subies » plus qu'évoquées par ceux qui en sont les victimes).

Deuxième partie : « *Marcia* funebre ». Beethoven a tué l'Empereur. Burgess bouleverse la chronologie. Changement de rythme : nous assistons à la décomposition de l'Empire. Le récit s'ouvre sur la mort de N. (du moment où il est couronné, Burgess ne le nomme plus que par son initiale). Mort liée à l'Anglais et à l'eau traîtresse (« La terre sera mon amie et l'eau mon ennemie »), pour enchaîner sur la rencontre de Tilsit, la trahison de l'efféminé Alexandre et la campagne de Russie, morceau de bravoure inoubliable. La double fugue de Beethoven est traduite par le récit de la construction des deux ponts sur la Berezina et les catastrophes qui s'ensuivent. Quel carnage ! « Capital, dira plus tard N., toujours se rappeler qu'elle est bien mince, en vérité, la cloison qui sépare le sublime du ridicule... »

### *Traîneaux, fourrures et volupté...*

De retour en France, N. assistera, incognito dans les cafés parisiens, à l'inexorable montée de haine envers « le tyran sanguinaire ». Il retrouvera Joséphine à la Malmaison (clandestinement, ils ont divorcé depuis quatre ans) et, magnifique moment d'amour (ex-) conjugal, connaîtront parallèlement dans le même lit le même rêve de mort, initial et prémonitoire.

Troisième partie : le « Scherzo ». Beethoven réticent envers Napoléon l'avait tué dès le deuxième mouvement. Il le remplace par Prométhée. L'équivalent chez Burgess : une représentation (comique à bien des égards) met en scène le mythe prométhéen dans le style Empire, ce qui déplaît à N., et le fascine à la fois. Anniversaire du couronnement, retour de l'île d'Elbe, Waterloo, menés « allegro vivace » : la dernière bataille de l'Empereur est contenue en trois pages.

Le « Finale » : Sainte-Hélène, l'idylle délicieuse avec la petite Betsy, Prométhée sur son rocher, le foie rongé et la santé déclinante, soumis à la surveillance mesquine de Sir Hudson Lowe, le coma, cependant que les médecins ergotent à l'infini sur son cas... N. revit ses amours avec la comtesse Walewska (elles ont la grâce de celles d'Orlando pendant le grand gel de la Tamise : traîneaux, fourrures et volupté). Il revit aussi Austerlitz. (« Tous ces nitz, et ces witz et ces litz ! Non. Un seul litz. Un seul. Auster. »)

Le pastiche règne ici. Dickens, Joyce, Proust ou James. Comme il apparaissait dans les poèmes insérés tout au long du livre et qui renvoyaient à Byron, Wordsworth ou Tennyson. Oui, c'est bien du pur Henry James que la vision finale de N., au seuil de la mort, dans ce dialogue serré avec une blonde jeune femme (tout à la fois Albion, la Mort et la Prospérité) sur les mérites opposés de l'art et de la guerre.

Epilogue : somme toute Napoléon a gagné. Il a gagné puisque, « finalement », l'Angleterre est contrainte d'entrer dans l'Europe via le Marché commun, contrainte de se plier au grand rêve de l'Aigle. Il a gagné. Burgess aussi. « Ou bien nous nous sommes trompés, ou bien c'est un livre irrésistible », écrivent les traducteurs dans leur fervente préface. Ils ne se sont pas trompés, que non ! Ils participent hautement à la beauté du livre en français. Cette magnifique recréation-récréation, c'est bien là le grand roman sur Napoléon qui nous manquait. Un acte d'imagination visionnaire, d'art juste, avec cette pointe de sophistication qui lui donne encore plus d'allure.

Difficile de savoir qui est Mr. Burgess, mais il y a quelque chose de surhumain dans l'intuition qu'il possède. Un exemple entre autres, il me renvoie à sa digression sur le rôle fatal de la lettre « W » dans la vie de l'Empereur. « W » comme Waterloo, Wellington, Longwood, etc. Un lecteur hollandais lui a écrit après lecture du livre, en anglais, pour confirmer son propos. « Car évidemment Mr Burgess, ajoute-t-il, vous n'ignoriez pas en écrivant cela, que la seule route de Sainte-Hélène est en forme de « W » ! »

Burgess avoue n'être allé ni à Sainte-Hélène, ni à la Malmaison, ni nulle part. « Si, nous avons fait la route Napoléon, dit Liana en riant, mais c'était après qu'il eut écrit le livre ! » Et le plus fort, si l'on en croit le spécialiste judicieux qu'est Jean Tulard, c'est que Burgess ne s'est pas trompé de beaucoup dans ses impériales évocations...

FRANÇOISE WAGENER.

*(Vendredi 11 février.)*



★ Dessin de Julem.

# *VIENT DE PARAITRE*

**Romans français**

JEAN-CLAUDE BRISVILLE : *la Zone d'ombre*. — De cet écrivain délicat, dont on avait lu *D'un amour* et *la Faute au Danemark*, le récit douloureux d'une défaillance, celle d'un homme pris entre un échec sentimental et son impuissance à la surmonter par les mots. (Albin Michel, 145 p., 24 F.)

PAUL-ANDRE LESORT : *Après le déluge*. — Longtemps silencieux, l'auteur de *les Reins et les Cœurs* revient au roman avec cette histoire d'après le déluge, quand la chasse, le feu, les troupeaux, l'amour, sont l'essentiel de la vie. (Le Seuil, 175 p., 32 F.)

MICHEL DARD : *les Sentiers de l'enfance*. — Le lauréat Femina 1973 pour *Juan Maldonne* évoque dans ce nouveau livre les événements, les milieux, les rencontres, les lectures et les réflexions qui contribuent à la formation d'une enfance : la sienne. (Le Seuil, 190 p., 35 F.)

VIRGIL GHEORGHIU : *les Inconnus de Heidelberg*. — Georghiu dans les services secrets soviétiques. Un romancier qui continue de se raconter. (Plon, 249 p., 35 F.)

**Essais**

EDMOND BUCHET : *Renaissances et Révolutions*. — Dans ce second tome de *l'Homme créateur*, l'auteur des *Vies secrètes*, éditeur de Durrell, de Miller, de Malcom Lowry, se livre à une recension des hommes-phares de cette période qui, à travers trois siècles, a vu la civilisation parcourir un cycle complet et représenté trois étapes essentielles pour l'Europe. (Bucher-Chastel, 290 p., 44,80 F.)

**Témoignages**

ANNIE DE PISAN et ANNE TRISTAN : *Histoires du M.L.F.* — Simone de Beauvoir a préfacé ces deux témoignages d'animatrices du M.L.F. qui expliquent leur action et en quoi leur vie en a été changée. (Calmann-Lévy, 272 p., 40 F.)

**Politique**

JEAN TOUCHARD : *la Gauche en France depuis 1900*. — Transcription du cours professé à l'Institut d'études politiques en 1967 - 1968. Michel Winock y ajoute un chapitre sur la gauche depuis 1968. (Le Seuil, coll. « Points », 380 p., 18 F.)

FRANÇOIS NOURISSIER : *Lettre ouverte à Jacques Chirac*. — Le fondateur du R.P.R., devenu candidat à la mairie de Paris, amuse et aussi séduit un écrivain qui, du coup, « débroussaille » ses opinions. (Albin Michel, coll. « Lettre ouverte », 164 p., 24 F.)

**Société**

JEAN-PIERRE MONTARON : *les Jeunes en prison*. — De jeunes délinquants détenus à Fleury-Mérogis se sont confiés sans retenue à l'instituteur de la prison. La révolte, le rêve, les réalités. (Seuil, 250 p., 35 F.)

NICOLAS HERPIN : *l'Application de la loi*. — Encore un travail de sociologue sur la justice dans ses applications. Des observations et des chiffres lui font conclure : deux poids, deux mesures. (Seuil, coll. « Sociologie », 174 p., 35 F.)